



CHAMBRE DES DÉPUTÉS GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

COMPTE RENDU DES SÉANCES PUBLIQUES N°09 - SESSION ORDINAIRE 2017-2018

Débat sur la politique européenne et étrangère
Plan d'action pluriannuel d'intégration
Réforme des services de secours

p. 316
p. 334
p. 342

Sommaire des séances publiques n°s 24 à 26
Sommaire des questions parlementaires

p. 352
p. Q134

24^e séance
25^e séance
26^e séance

Mercredi 14 mars 2018
Jeudi 15 mars 2018
Mardi 20 mars 2018

Suivez la Chambre des Députés sur Facebook, Twitter et Instagram

E grouse Succès fir d'Journée portes ouvertes



Den Undrang war grouss op der Journée portes ouvertes vun den Institutiounen den 21. Abrëll 2018: 2.436 Visiteuren hu vun der Geleeënheet profitéiert, fir d'Lëtzebuurger Parlament ze entdecken.

Leit vun heiheim an aus dem Ausland

Déi vill Visite-guidéeën a verschiddene Sproochen hunn esouwuel Leit vun heiheim wéi aus dem Ausland et erlaabt, e Bléck hanner d'Kulisse vun der Chamber ze geheien.

Sou goufe si am Haaptgebai vum Plenarsall, wou déi öffentlech Sëtzungen ofgehalen ginn, iwwert d'Visiteurstribün bis an d'Regie vu Chamber TV gefouert.

Iwwert d'Passerelle goung et eriwier an d'Richard-Préztz-Gebai, wou e Kommissiouns-

sall souwéi eng Ausstellung iwwert d'Geschicht vum Parlamentsgebai konnte besichtegt ginn.

Vill Deputéiert präsent

Vill vun deene 60 Deputéierte ware präsent, fir mat de Gäscht ze diskutéieren an hir sëllege Froen ze beäntweren.

Fir de Fonctionnement vum Parlament ze illustréieren, huet de Chamberspresident e puermol eng öffentlech Sëtzung mat de Visiteuren simuléiert.

Als Partner vun der Chamber haten den Zentrum fir politesch Bildung (ZpB) an d'Chaire de recherche en études parlementaires vun der Uni Lëtzebuerg och jee weils e Stand, wou d'Visiteuren sech konnten informéieren.

Assermentation de deux nouvelles députées



Mme Simone Asselborn-Bintz



Mme Sam Tanson

Le Président de la Chambre des Députés, M. Mars Di Bartolomeo, a assermenté Mmes Simone Asselborn-Bintz et Sam Tanson en séance plénière du 17 avril 2018. Leur entrée à la Chambre porte le nombre des élues à 18 sur 60. La nouvelle députée du parti socialiste, Mme Simone Asselborn-Bintz, est également échevine à Sanem. Elle a pris la relève de M. Roger Negri.

La conseillère communale de la Ville de Luxembourg, Mme Sam Tanson, a succédé à M. Claude Adam (déi gréng). Elle a quitté son poste de conseillère d'État pour entrer à la Chambre des Députés.

Renforcement du contrôle parlementaire de la coopération policière en Europe

Depuis la création de l'Agence de l'Union européenne pour la coopération des services répressifs (Europol), les compétences de cette dernière ont été étendues à trois reprises, la plus récente datant de 2016, afin de faire face notamment à la criminalité transfrontalière à l'échelle de l'UE. La dernière extension des compétences d'Europol a eu pour objectif de renforcer non seulement son efficacité mais également sa redevabilité en y ajoutant un contrôle politique exercé conjointement par le Parlement européen et les parlements nationaux.

Ce contrôle politique est une particularité d'Europol et n'existe pas pour les autres agences de l'Union européenne.

Afin de répondre à cette exigence de contrôle politique prévu par le traité de Lisbonne, un groupe de contrôle parlementaire conjoint a été créé et, à l'occasion de leur réunion à Sofia qui s'est tenue les 18 et 19 mars 2018, les membres du Parlement européen et des parlements nationaux se sont mis d'accord sur un règlement intérieur définissant le

mode opératoire de ce groupe. Il a été arrêté que le groupe de contrôle parlementaire conjoint assure le contrôle politique des activités d'Europol dans l'accomplissement de sa mission, y compris en ce qui concerne leur incidence sur les libertés et les droits fondamentaux des personnes physiques.

Durant la réunion les députés membres du groupe parlementaire conjoint ont eu un échange de vues sur la programmation pluriannuelle d'Europol 2019-2021 avec le Direc-

teur exécutif, M. Rob Wainwright, et sur la stratégie extérieure de l'agence avec le Président du Conseil d'administration, M. Priit Pärkna.

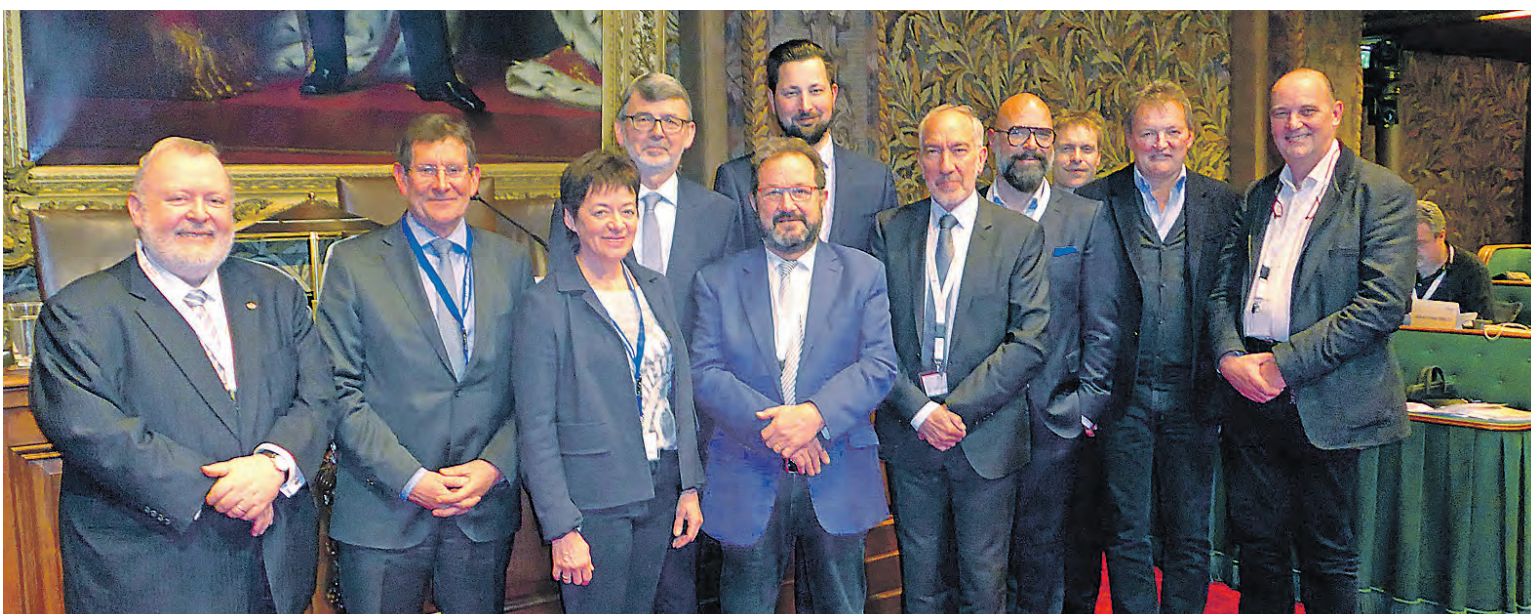
La Présidence bulgare de l'UE a porté une attention particulière sur la coopération d'Europol avec les pays des Balkans occidentaux. Le Commissaire européen responsable de l'Union de la sécurité, Sir Julian King, s'est entretenu avec les députés sur la contribution d'Europol à la lutte contre le terrorisme et la prévention du crime organisé.



M. Marc Angel a représenté la Chambre des Députés.

Séance plénière du Parlement Benelux à La Haye

L'économie circulaire est un impératif économique



Les membres luxembourgeois du Parlement Benelux en présence de l'Ambassadeur luxembourgeois à La Haye, M. Jean-Marc Hoscheit, du Secrétaire général adjoint de l'Union Benelux, M. Alain de Muyser, ainsi que du Dr Christian Tock du Ministère de l'Économie et de M. Romain Poulles, administrateur délégué de PROgroup.

La session de printemps du Parlement Benelux, à laquelle ont pris part MM. et Mme les Députés Roger Negri, Marcel Oberweis, Frank Arndt, Gast Gibéryen, Gusty Graas et Josée Lorsché, était placée sous le signe de l'économie circulaire.

Celle-ci constitue un enjeu transversal permettant d'assurer le développement durable de nos sociétés. Face au constat que les ressources de la planète sont limitées, la transformation de modes de production, de gestion des ressources et de consom-

mation la plupart du temps linéaires en modes circulaires ne se réalisera pas sans nouveaux cadres politiques législatifs et campagnes de sensibilisation ciblées. Force est en effet de constater que tant au niveau de la législation existante qu'au niveau des pratiques industrielles et des habitudes de consommation, l'économie circulaire est un concept certes prometteur, mais dont la mise en œuvre n'en est qu'à ses débuts.

Réunis à La Haye les 23 et 24 mars 2018, les membres du Parlement Be-

nelux avaient invité à cette séance plénière des experts pour donner leur soutien à cette dynamique ainsi que pour identifier les principaux défis et enjeux de l'économie circulaire dans une logique transnationale.

Pour passer de la vision à la réalisation et induire un changement de mentalité au sein de nos sociétés, il est indispensable d'impliquer davantage toutes les parties prenantes, des pouvoirs publics aux citoyens, en passant par la société civile et l'industrie. Selon la Secrétaire d'État

néerlandaise à l'Infrastructure et à la Gestion de l'eau, Mme Stientje van Veldhoven, il est indispensable de passer de la réflexion aux actes, par exemple en tenant compte des effets sociaux et environnementaux positifs que peut induire l'économie circulaire.

Le Dr Christian Tock du Ministère luxembourgeois de l'Économie a confirmé la nécessité d'appréhender l'économie circulaire sous l'angle économique.

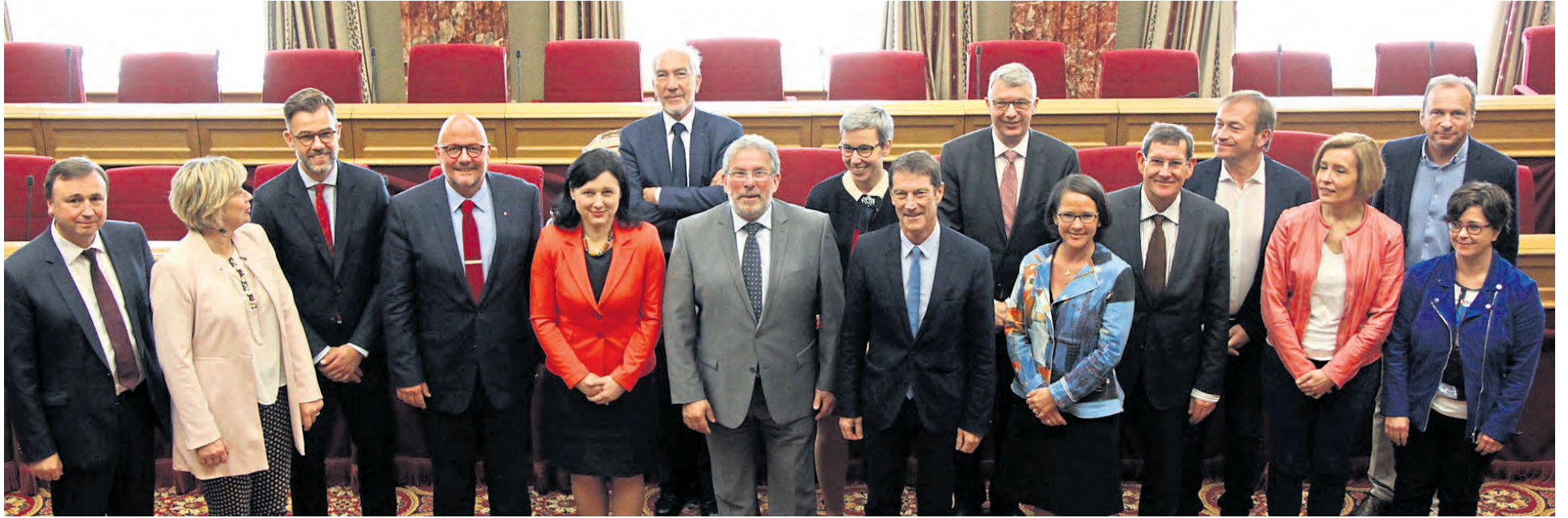
Pour sa part, M. Romain Poulles, administrateur délégué de PROgroup et «Circular Economy Officer» a présenté plusieurs projets concrets au Luxembourg, tout en insistant sur l'importance de ne pas confondre l'économie circulaire avec le simple recyclage ou la réduire à une manière sophistiquée de gestion de déchets.

Fondée sur le principe qu'un produit n'a plus vraiment de fin de vie, mais peut en théorie être retransformé éternellement, l'économie circulaire permet de réduire considérablement le gaspillage et les déchets au niveau des entreprises et des ménages avec, à la clé, des gains de productivité et l'émergence progressive d'un nouveau modèle économique permettant de générer des services, des emplois, des bénéfices, une croissance durable et responsable en harmonie avec l'obligation de protéger l'environnement.

À côté de la discussion sur cette problématique menée sous l'égide de M. Gusty Graas, Président de la Commission de l'Économie, de l'Agriculture et de l'Énergie du Parlement Benelux, et de Mme Josée Lorsché, corapportrice en matière d'économie circulaire, les membres du Parlement Benelux ont également adopté une recommandation sur la reconnaissance des qualifications professionnelles dans le Benelux et ont évoqué les conséquences du Brexit sur le Benelux, dossier qui sera traité plus en profondeur lors de la séance plénière de juin par Mme Diane Adehm, nommée corapportrice sur la problématique de la sortie du Royaume-Uni de l'UE.

La Commissaire européenne Věra Jourová à la Chambre

Échange de vues sur les droits des citoyens



La Commissaire européenne Věra Jourová entourée du Président et de membres de la Chambre des Députés.

La protection des lanceurs d'alerte, les droits des utilisateurs de Facebook à la protection de leurs données personnelles ou encore les raisons pour lesquelles les femmes ne s'engagent pas davantage en politique – voici quelques-uns des sujets abordés au cours d'un échange de vues, le 27 avril 2018 à la Chambre des Députés, entre Mme Věra Jourová, Commissaire en charge de la Justice, des Consommateurs et de l'Égalité des genres, et les députés membres de plusieurs commissions parlementaires concernées.

Offrir une meilleure protection aux lanceurs d'alerte

Les députés se sont renseignés sur de nouvelles règles que la Commission européenne a proposées récemment afin de mieux protéger les lanceurs d'alerte contre, par exemple, le licenciement, la rétrogradation et d'autres formes de représailles. Selon la Commissaire, l'élaboration de ces règles a été régie par la question complexe de savoir «comment faire

la différence entre un criminel et un héros quand il s'agit d'identifier un lanceur d'alerte». La proposition prévoit ainsi l'instauration de canaux sûrs permettant les signalements tant au sein d'une organisation qu'auprès des pouvoirs publics. Ces différentes échelles doivent également permettre de vérifier si le lanceur d'alerte agit dans l'intérêt public ou par revanche personnelle ou pour des motifs «paranoïaques», a précisé la Commissaire. La publication par des médias n'est prévue qu'en troisième étape.

Protéger les données personnelles et prévenir leur utilisation abusive

À la lumière des scandales récents impliquant Cambridge Analytica et Facebook, de nombreuses questions des députés ont porté sur la protection des données personnelles. «Tout le monde doit pouvoir contrôler son identité», a expliqué Mme Věra Jourová. À ses yeux, le respect du règlement général sur la protection des

données (RGPD), qui posera un nouveau cadre pour la protection des données personnelles dès le 25 mai 2018 dans toute l'Europe, mettra les citoyens à l'abri de toute utilisation abusive de leurs données.

«Ces garanties doivent également s'appliquer dans davantage de pays hors Europe», a estimé la Commissaire. Des accords dans ce sens sont en train d'être négociés. La Commissaire voit également une responsabilité des pouvoirs publics de «mieux préparer les gens pour qu'ils soient conscients de leurs droits comme le droit à l'oubli sur Internet qui sera également garanti après le 25 mai».

Par ailleurs, les députés luxembourgeois travaillent actuellement sur deux projets de loi afin de mettre en œuvre ce règlement européen.

Les quotas luxembourgeois pour les listes électorales, «un modèle pour l'Europe»

La représentation des femmes dans la politique était également un

sujet des discussions, l'égalité des chances entre hommes et femmes figurant parmi les différentes attributions de la Commissaire européenne. Mme Věra Jourová a salué l'approche luxembourgeoise des quotas pour les listes électorales comme étant un «modèle pour toute l'Europe»: «Je souhaiterais que tous les pays européens s'inspirent de votre législation», a-t-elle dit face aux députés. Afin d'améliorer la parité politique au niveau national, un quota de 40% pour les listes des élections législatives et européennes a été introduite fin 2016. La loi introduit des sanctions financières pour les partis qui ne respecteraient pas ce quota. Actuellement, 18 des 60 députés luxembourgeois sont des femmes.

Finalement, les députés se sont également renseignés sur les perspectives d'évolution du parquet européen, qui aura son siège au Luxembourg, ou encore le rôle des droits des consommateurs, «toujours

une priorité» dans les négociations des accords de libre-échange.

Un échange régulier entre Commission européenne et Chambre des Députés

La visite de la Commissaire Věra Jourová illustre une fois de plus la volonté de la Commission européenne, présidée par le Luxembourgeois Jean-Claude Juncker, de soigner le contact avec les parlements nationaux. En effet, plusieurs commissaires européens ont été accueillis ces derniers mois pour un échange avec les députés, comme par exemple M. Maroš Šefčovič (Énergie), Mme Violeta Bulc (Transports), Mme Marianne Thyssen (Emploi, Affaires sociales, Compétences et Mobilité des travailleurs), Mme Cecilia Malmström (Commerce), M. Carlos Moedas (Recherche, Science et Innovation), M. Günther Oettinger (Budget et Ressources humaines), M. Andrus Ansip (Marché unique numérique) et M. Frans Timmermans (Premier Vice-Président).

Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe

Rôle de l'Europe dans le processus de paix en Syrie et lutte contre la corruption



La délégation luxembourgeoise à l'APCE

Lors de la deuxième partie de la session ordinaire de 2018, qui s'est tenue du 23 au 27 avril 2018 à Stras-

bourg, l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (APCE) a souhaité réagir face à la situation en Sy-

rie et sur le rôle de l'Europe dans le processus de paix. Elle a également eu un échange de vues sur les pers-

pectives et le rôle du Conseil de l'Europe dans la création de structures étatiques unifiées en Libye.

L'Assemblée a tenu des débats d'urgence sur le «Suivi du rapport du groupe d'enquête indépendant sur les allégations de corruption au sein de l'Assemblée parlementaire» et sur la «Déclaration de Copenhague, évaluation et suivi». Le premier débat s'est référé à un rapport sur les allégations de corruption au sein de l'APCE préparé par un groupe de juges. La constitution d'un groupe d'enquête indépendant répond à une demande formulée par plusieurs délégations nationales, dont celle du Luxembourg. À la suite du débat, l'APCE a réitéré son message de tolérance zéro à l'égard de la corruption en son sein et signalé qu'elle entendait tirer pleinement les conséquences, à tous les niveaux, des conclusions du rapport au sein de l'APCE.

L'APCE a énoncé une série de mesures visant à protéger l'intégrité rédactionnelle des journalistes et à promouvoir des normes professionnelles élevées. Elle a notamment exhorté les États à mettre en place des obser-

vatoires nationaux pour détecter la désinformation, la propagande et les «fausses informations».

M. Nikola Dimitrov, Ministre des Affaires étrangères de l'Ancienne République yougoslave de Macédoine, s'est exprimé lors de cette deuxième partie de session.

Un rapport sur les besoins humanitaires des personnes déplacées dans leur propre pays a également figuré à l'ordre du jour, tout comme un rapport sur la mise en œuvre de l'Accord de Paris sur le changement climatique.

L'Assemblée s'est penchée sur l'état d'urgence et les dérogations à la Convention européenne des droits de l'homme, sur la lutte contre le crime organisé par la confiscation d'avoirs illicites, le financement du groupe terroriste Daech ainsi que la guerre hybride et les défis qu'elle pose en matière de droit et de droits de l'homme.

La Chambre des Députés était représentée par Mme Anne Brasseur, M. Yves Cruchten, Mme Françoise Hetto-Gaasch, M. Claude Adam et Mme Martine Mergen.

Conférence des Présidents des Parlements de l'Union européenne à Tallinn

Débats sur l'avenir de l'UE et la défense



Les Présidents des Parlements de l'Union européenne réunis

Lors de la Conférence des Présidents des Parlements de l'Union européenne qui s'est déroulée les 23 et 24 avril 2018 à Tallinn (Estonie), les participants ont focalisé leurs travaux sur l'avenir de l'Union européenne et sur la politique de sécurité et de défense commune. La Chambre des Députés y était représentée par son Président, M. Mars Di Bartolomeo, et la Secrétaire générale adjointe, Mme Isabelle Barra.

«Nous devons accorder nos violons»

Lors de leurs discussions, les Présidents des Parlements ont retenu que «nous devons nous concentrer sur la gestion des causes de la migration sur leur lieu même, en particulier en Afrique, en nous appuyant sur un plan européen pour ce continent».

Dans son intervention, le Président du Parlement luxembour-

geois s'est dit très satisfait que tous aient évoqué les valeurs européennes sur lesquelles devrait s'appuyer l'action politique pour faire face aux grands défis, tout en insistant sur le fait que selon toute évidence tous n'aient pas parlé des mêmes valeurs. «Or, si nous ne voulons pas devenir un ensemble dysharmonique ou même chaotique, nous devons accorder nos violons», a-t-il précisé.

À propos de la sécurité et de la défense, les Présidents des Parlements ont reconnu que les dimensions extérieure et intérieure de la sécurité sont interconnectées. «Le spectre des menaces dans le monde d'aujourd'hui est large et varié, nécessitant un équilibre délicat mutuellement bénéfique entre, d'une part, la garantie de la sécurité et, d'autre part, le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales», ont-ils conclu.

Qu'est-ce que la Conférence des Présidents?

La dimension parlementaire fait partie intégrante de la Présidence du Conseil de l'Union européenne. La Conférence des Présidents des Parlements de l'Union européenne réunit les Présidents des Parlements nationaux et le Président du Parlement européen. L'objectif de la rencontre est d'améliorer la coopération interparlementaire.

Un pays des Balkans à l'honneur

«Nous avons l'intention de faire avancer rapidement notre pays sur le chemin de l'intégration européenne, même s'il reste beaucoup de travail à faire», a affirmé le Ministre des Affaires étrangères de l'Ancienne République yougoslave de Macédoine, M. Nikola Dimitrov, en visite à la Chambre des Députés le 20 avril 2018.

Après les perturbations politiques internes de ces dernières années, le Gouvernement macédonien a entrepris de larges réformes institutionnelles et judiciaires, a expliqué M. Dimitrov aux élus luxembourgeois. Ces progrès ont également été salués par la Commission européenne qui a proposé d'ouvrir des négociations d'adhésion avec Skopje. En juin, les États membres devront trancher sur cette proposition.

De meilleures relations avec les Balkans

Au cours des discussions, les députés ont félicité le Ministre des Affaires étrangères macédonien pour les progrès réalisés dans son pays et ont souligné l'importance de l'avenir de cette région pour l'Union européenne. «Il est d'autant plus nécessaire de résoudre le conflit avec la Grèce en ce qui concerne le nom officiel du pays», ont-ils également ajouté. Le chef de la diplomatie macédonienne a expliqué que les deux pays ont récemment repris le dialogue avec une volonté affichée de trouver un accord. D'après lui, la question du nom ne devrait pas être un obstacle à l'adhésion de son pays aux institutions européennes. Le but est d'établir une relation de confiance entre Athènes et Skopje ainsi qu'avec les autres pays de la région.



M. Nikola Dimitrov entouré de la délégation luxembourgeoise.



„E Buch am Zuch“ fir de Chamberspresident

All Joer den 23. Abrëll gëtt d'Journée mondiale du livre et des droits d'auteur zelebréiert, wou d'Unesco sech beméit, fir d'Liesen ze férdere, d'Verlagswiesen ze ënnerstëtzen an déi intellektuell Propriétéit ze schützen.

An deem Kader hunn d'Initiativ Freed um Liesen an de Centre natio-

nal de littérature (CNL) - Lëtzebuerger Literaturarchiv dem Chamberspresident Mars Di Bartolomeo e Band vun „E Buch am Zuch“ iwwerrecht.

Dëst Joer ass d'Buch fir déi 20. Kéier erauskomm an ass dem Thema Politik gewidmet.



AP-UpM: 5^e Sommet des Présidents de Parlement et 14^e Session plénière

Lutte contre le terrorisme dans la région euro-méditerranéenne

Le 5^e Sommet des Présidents de Parlement et la 14^e Session plénière de l'Assemblée parlementaire de l'Union pour la Méditerranée (AP-UpM), qui se sont tenus les 28 et 29 avril 2018 au Caire dans l'hémicycle du Parlement égyptien, ont été dédiés à «La lutte contre le terrorisme dans la région euro-méditerranéenne». La Chambre des Députés y a été représentée par Mme Simone Beissel, Vice-Présidente.

Le Dr Ali Abdel Aal Sayed Ahmed, Président de la Chambre des Représentants d'Égypte, a ouvert le Sommet des Présidents en évoquant le rôle joué par l'Égypte dans un contexte visionnaire de paix et de sécurité pour la région euro-méditerranéenne. Le pays hôte mène une «guerre féroce» à l'encontre du phénomène terroriste, comme le dé-

montre l'opération militaire globale «Sinaï 2018».

M. Magdy al-Agaty, Ministre des Relations avec le Parlement, s'est ensuite adressé aux parties internationales présentes en promouvant les avancées de son pays en matière culturelle et éducationnelle, ainsi qu'en mettant l'accent sur la coexistence pacifique des pays membres de l'Union pour la Méditerranée.

Dans son intervention, M. David Maria Sassoli, Vice-Président du Parlement européen, a préconisé une meilleure coopération au niveau parlementaire afin d'aboutir à «un résultat concret, tangible et visible». Pour que les libertés religieuses, culturelles et démocratiques soient garanties, les différends au sein de la région méditerranéenne doivent, selon lui,

être écartés au profit d'une mise en exergue des multiples valeurs communes.

Mme Simone Beissel a, lors de son intervention, mis en valeur le rôle d'Europol dans l'établissement d'accords ayant pour but de faciliter l'échange d'informations et de données pour lutter contre le terrorisme. Elle a en outre précisé que la «nature polymorphe et la capacité d'adaptation des groupes terroristes rendent nécessaire une stratégie globale agile et innovante pour lutter contre ce fléau».

Une déclaration de projets et d'initiatives conjoints censés renforcer davantage la coopération pour une lutte commune à l'encontre du terrorisme et de l'extrémisme conduisant au terrorisme a été adoptée à

l'unanimité. Elle est destinée au Secrétariat de l'Union pour la Méditerranée, organe exécutif de l'organisation.

Ont eu lieu en parallèle différentes réunions des commissions, du Bureau et du Bureau élargi de l'AP-UpM.

Le second jour a été exclusivement consacré à la session plénière de l'AP-UpM au cours de laquelle les projets de recommandations issus du travail préalable des différentes commissions ont été présentés et adoptés. L'Assemblée a été clôturée par la passation de la présidence au Parlement européen.

En marge de la session, Mme Simone Beissel a obtenu une entrevue avec le Président du Parlement égyptien.



Mme Simone Beissel lors de son discours

Sensibiliser sur la discrimination à l'embauche

Remise du rapport 2017 du Centre de l'égalité de traitement

Encadrer les victimes et témoins de discrimination, informer et sensibiliser chacun sur ses droits et obligations en matière d'égalité de traitement, tels sont les objectifs du Centre de l'égalité de traitement (CET) créé par la loi du 28 novembre 2006.

128 nouveaux cas de discrimination

Lors de la remise officielle du rapport de l'année 2017 au Président de la Chambre des Députés, M. Mars Di Bartolomeo, les responsables du CET ont notamment présenté des statistiques.

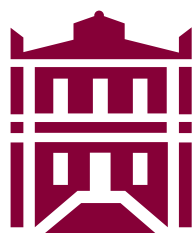
En 2017, le CET a été saisi de 115 nouveaux cas. S'y ajoutent un dossier non clôturé de 2015 et 11 dos-

siers non clôturés de 2016. Parmi les motifs de discrimination, le handicap arrive en premier lieu, le sexe et l'appartenance ou la non-appartenance, vraie ou supposée, à une race ou ethnie figurent au deuxième respectivement au troisième rang. Suivent ensuite la religion ou les convictions, l'âge, l'orientation sexuelle et la discrimination multiple. Les demandes sont majoritairement introduites par des hommes, la plupart des dossiers provenant de Luxembourgeois.

Parmi les différentes activités du CET sur le plan national, il y a lieu de relever notamment la sensibilisation sur la discrimination à l'embauche. Dans ce contexte, le Centre a publié une brochure «Recrutement sans discrimination - petit guide pratique pour salarié».



Les responsables du CET ont remis leur rapport de 2017 au Président de la Chambre.



NOUVELLES LOIS

Transferts d'énergie renouvelable

7225 - Projet de loi portant approbation de l'Accord entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République d'Estonie sur l'établissement d'un cadre pour le transfert statistique d'énergie produite à partir de sources renouvelables afin de respecter les objectifs prévus par la directive 2009/28/CE, signé à Tallinn, le 7 novembre 2017

L'article unique du projet de loi sous rubrique porte approbation d'un accord signé à Tallinn, le 7 novembre 2017, entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République d'Estonie.

L'accord est similaire à celui signé avec la République de Lituanie, le 26 octobre 2017 et dont l'approbation est prévue par le projet de loi n°7224. Il se distingue cependant par le calen-

drier prévu des transferts statistiques et la quantité supplémentaire optionnelle maximale prévue.

L'accord prévoit également le transfert statistique d'une quantité minimale d'énergie de 700 GWh pour un prix de 10,5 millions d'euros, mais prévoit que 300 GWh de cette quantité minimale est déjà à transférer, pour un prix de 4,5 millions d'euros, en 2018, tandis que les 400 GWh restantes sont transférées en 2020, pour un prix de 6 millions d'euros.

La quantité supplémentaire maximale prévue à transférer pour le Luxembourg en cas de besoin est de 1.800 GWh.

Le recours effectif aux quantités supplémentaires garanties par les deux républiques baltes dépend de la consommation énergétique finale du Luxembourg et de l'énergie renouvelable produite entre 2018 et 2020 par le Luxembourg.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 20.12.2017

Rapporteuse: Mme Tess Burton

Travaux de la Commission de l'Économie

(Président: M. Franz Fayot):

08.02.2018 Désignation d'un rapporteur

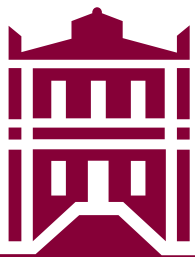
Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

22.02.2018 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 28.02.2018

Loi du 15 mars 2018.

Mémorial A: 2018, n°192, page 1



SÉANCE 24

MERCREDI,
14 MARS 2018

Présidence: M. Mars Di Bartolomeo, Président • Mme Simone Beissel, Vice-Présidente

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique

- M. Mars Di Bartolomeo, Président

2. Débat sur la politique européenne et étrangère

- *Débat: M. Laurent Mosar (intervention de Mme Nancy Arendt) (dépôt d'une motion et d'une demande d'heure d'actualité), M. Marc Angel, M. Gusty Graas (intervention de M. Alexander Krieps), M. Claude Adam (intervention de M. Claude Haagen), M. Fernand Kartheiser (interventions de M. le Ministre Jean Asselborn et M. Gast Gibéryen) (dépôt d'un document), M. David Wagner, Mme Claudia Dall'Agnol*

- *Prise de position du Gouvernement: M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, M. Laurent Mosar (parole après ministre), M. le Ministre Jean Asselborn (intervention de Mme Viviane Loschetter)*

- *Motion 1: M. le Ministre Jean Asselborn, M. Fernand Kartheiser, M. Laurent Mosar*

- *Vote sur la motion 1 (adoptée)*

3. 6982 - Projet de loi sur les marchés publics

- *Rapport complémentaire de la Commission du Développement durable: Mme Josée Lorsché (intervention de Mme Viviane Loschetter)*

- *Discussion générale: M. Aly Kays*

- *Prise de position du Gouvernement: M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures*

- *Vote sur l'annulation du premier vote constitutionnel*

- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Jean Asselborn et M. François Bausch, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.09 heures)

1. Ouverture de la séance publique

► **M. Mars Di Bartolomeo**, Président.- Gudde Mëtteg! Ech maachen heimat d'Sëtzung op.

Wéi Der wësst, steet haut als Haaptpunkt d'aussepolitisch an europapolitisch Debatt um Ordre du jour, no der Deklaratioun vun eisem Ausseminister.

Den éischte Riedner ass prett: de Laurent Mosar fir d'CSV. Här Mosar, Dir hutt d'Wuert.

2. Débat sur la politique européenne et étrangère

► **M. Laurent Mosar** (CSV).- Merci, Här Président. Léif Kollegeinnen a Kollegen, genau virun honnert Joer, näamlech 1918, ass den Éischte Weltkrich op en Enn gaangen. E gëtt dacks als d'Urkatastroph vum 20. Jorhonnert beschriwwen. Haut, honnert Joer méi spéit, an engem Moment, wou och d'Zuel vun den Zäitzeie vum Zweete Weltkrich ëmmer méi kleng gëtt, musse mir eis alleguerte froen: Hu mer aus der Geschicht wierklech eppes geléiert oder net?

Leider, Här Président, mengen ech, datt éischter dat Zweet wouer ass an datt mir méi wäit ewech si vum „éiwege Fridden“ oder vum „Enn vun der Geschicht“. De Mënsch ass nun emol esou, wéi en ass. An duerfir wäert et och ni esou sinn, datt Fridden a Fräiheet, Gerechtegheet a Wuelstand den Naturzoustand op eiser Aerd wäerte sinn. Am Géigendeel: Si musse vun all Generatioun ëmmer erëm nei politesch erronge ginn.

Här Président, e bekannten, leider verstuerwenen däitschen Televisiounsjournalist, den Här Scholl-Latour, huet emol eng Kéier gesot: „Die Welt ist aus den Fugen.“ Ech hu mech un dat Zitat erënnert, wéi ech dem zukünftigen däitschen Ex-Ausseminister Sigmar Gabriel seng iwwregens exzellent Ried, an et kënnt mer selte vir, datt ech e sozialistesche Politiker esou muss luewen, nogelauschert hunn, déi en op der Sécherheetskonzferenz zu München gehalen huet a wou hie vun enger, an ech ziéieren, „Welt am Abgrund“ geschwat huet. Och eisen Ausseminister huet virun e puer Deeg am Kontext vum bluddege Biergerkrich a Syrien vun engem neie Mëttelalter geschwat.

Här Président, steet also dës Welt wierklech virum Ofgrond? An ass se esou zersplittert, wéi vill Observateuren, ob elo zu Davos oder op anere Plazen, eis dat wëlle gleewe loosse?

Ass dat aussepolitisch Glas hallef eidel oder awer hallef voll? A wat ass d'Roll vun Europa an

dëser ëmmer méi opgewulltener Welt? A wat fir eng Roll kann e Land wéi Lëtzebuerg op der europäescher, awer och op der Weltbün do iwwerhaupt nach spillen? Op dës komplex Fro wäert ech versichen, an deenen nächste Minuten eng Äntwert ze ginn.

Här Président, Dir Dammen an Dir Hären, virun e puer Deeg sinn d'Olympesch Winterspiller a Südkorea op en Enn gaangen an domadder och dee sougenannten olympesche Fridden, deen zumindest während deene puer Deeg déi brandgefäierlech Eskalatioun ëm d'nordkoreanesch Atomrüstung gebremst huet. Ech begrëssen iwwregens an deem Kontext, datt och den diplomatesche Wanter tëschent Pjöngjang a Seoul op en Enn ze goe schéngt. Zumindest ass d'Äis amgaangen ze schmëlzen, wat am Géigesaz zum Klimawandel hei eng gutt Saach ass.

Nach muss een awer hei ganz virsiichteg sinn, wann een déi zwee Hauptpersonnagë vun dësem Konflikt kuckt: déi Häre Kim an Trump. Mä loosse mir eis emol net bekloen! Hei schéngt et zumindest zu enger temporärer Berouegung vum Konflikt ze kommen.

Vu Berouegung an Deeskalatioun keng Spur gëtt et dergéint am Noen Osten, well souwuel de Syrien-Konflikt wéi och dee bluddege Krich am Jemen ginn all Dag ongebrems virun. An ech wäert an deenen nächste Minuten och nach hei drop ze schwätze kommen.

Och déi ëmmer méi grouss Féierunguspréch vu China, Muechtuspréch vu Russland, eng Renaissance vun Nationalismus a Protektionismus, all dës Phenomeene sinn amgaangen, eis Weltuerdnung gehéiereng duercherzëselen, mat Konsequenzen, déi am Moment net ofschätzbar sinn.

Ech mengen, mir sinn eis heibannen alleguer eeneg, datt mer eis an dësen Zäiten an enger schicksalhafter Entwécklung befannen, déi eis méi wéi jee och ganz besonnesch als Europäer mat enormen Erausforderunge wäert konfrontéieren, fir déi grouss geopolitisch Wäiche vum 21. Jorhonnert richteg, also - Här Präsident! - multilateral ze stellen.

Op där anerer Säit soll een awer net verstoppen, datt et och an der Aussepolitik an der leschte Joren dach eng ganz Rei vu positiven Entwécklungen ginn huet. Sou huet déi international Gemeinschaft zesummen eng multilateral Äntwert op déi international Finanzkris vun 2007 respektiv 2008 ginn.

An da solle mir net vergiessen, an den Ausseminister huet et gëschter nach eng Kéier ënnerstrach, datt et zu engem Atomofkomme mam Iran komm ass, wat sécherlech net perfekt ass, mä wat trotzdeem derzou féiert, datt d'Situatioun e bësse männer geféierlech ass, wéi dat nach de Fall war virun enger Rei vu Joren. Mä d'Perfektioun gëtt et net an dëser Welt a scho guer net an der Aussepolitik.

A schlussendlech loosse mer eis och nach eng Kéier drun erënnere, datt et zu Paräis zu engem historeschen Accord iwwer Klimaschutz komm ass, aus deem d'Veereenegt State vun Amerika leider erëm wëllen erausklammen!

Här Président, bei all deem stelle mir awer erëm e Retour en force vun nationalen Egoïsme fest. Mir gesinn och, datt de Populismus a ganz ville Länner an der Welt, awer och ronderëm fulgurant Succès feiert. Ech denken hei natierlech direkt un déi rezent Wahlen an Italien, op déi ech herno nach wäert kuerz agoen.

Mir gesinn, datt et ëmmer a méi Länner eng Atmosphär vu Polarisation gëtt, déi einfach schlecht fir dat gesellschaftlecht Mateneen ass. Dëst féiert derzou, datt vill Mënschen haut total veronsécher sinn an duerfir d'Gefor méi grouss ass, datt se all méigleche Mënschefänkeren a Populisten op de Laim ginn.

Ech sinn allerdéngs, Här Président, ëmmer méi dervun iwwerzeegt, datt all dës extrem Erausforderungen, déi sech aus der Globaliséierung erginn, an dozou gehéiert natierlech an éischter Linn déi vun der Migratioun, nëmme kënne gemeinsam an der Zukunft geléist ginn. D'Geschicht, säit dem Réimesche Räich an dem Bau vun der Chinesescher Mauer, huet eis geléiert, datt eng reng Ofschottungspolitik net hëllef, d'Grenzen ze schützen.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Laurent Mosar** (CSV).- Wat schonns an der Antik an am Mëttelalter richteg war, ass et an enger transnationaler Welt vun haut a vu muer nach vill méi.

Mir brauchen duerfir vill méi e gutt Matenee mat eisen Noperen. Mir brauche wa méiglech multilateral Ofkommen. A wann dat net méiglech ass, zumindest bilateraler. An ech gleewen, datt bei allen Erausforderungen, déi sech eis stellen, de Protektionismus sécherlech déi falschsten Äntwert ass, déi mer kënne ginn. Ganz einfach, well dat net méi fonctionnéiert!

An ech sinn och der Iwwerzeegung, datt mer ëmmer erëm virun allem op multilateral an net unilateral Léisungswëeër solle setzen, well déi unilateral schlussendlech just an dat politesch an an dat wirtschaftlecht Abseits féieren.

„Creating a Shared Future in a Fractured World“ war dëst Joer de Motto vum World Economic Forum zu Davos. Dëse Motto gefält mir eigentlech extrem gutt, well en en Akzent op dat Wuert „shared“ setzt, also „deelen“, eng gedeelten Zukunft an enger Welt, déi ëmmer méi zersplittert ass. A fir dës gedeelten Zukunft hu mir och alleguerten eng gedeelte Verantwortung.

A well ech eigentlech vun Natur aus, Här Président, éischter en optimistesche Mënsch sinn, wëll ech eigentlech ewechkomme vun deenen dach méi pessimistesche Signaler, déi eis an deene leschte Wochen, notament vun der Münchener Sécherheetskonzferenz, entgéintkomm sinn, an d'Tonalitéit éischter wiesselen a Richtung vun deene méi optimisteschen Téin, déi mer aus de Wirtschafts-, awer och aus de politeschen a wëssenschaftleche Kreesser vum Schwäizer Davos héieren hunn.

Här Président, mä well d'Weltpolitik leider kee Wonschconcert ass, bleiwen ech awer bei allem Optimismus Realist genuch, fir der geopolitescher Wierklechkeet direkt an d'A ze kucken, well nëmme esou kann ee richteg beschreiwen, an domadder och laangfristeg zum Gudden dréien.

Ech wëll mech näamlech an deenen nächste Minute virun allem mat där internationaler Situatioun beschäftegen, esou wéi se haut um Terrain ass, ganz besonnesch mat där op engem ganz schwierigen Terrain: dem Noen Osten. Da wëll ech mech awer och mat eenzelnen anere Kriseregionen beschäftegen, ouni awer déi fir mech wichtegst Erausforderungen, näamlech déi vun der Migratioun, awer och déi vum Terrorismus, ganz besonnesch deem, deen aus dem radikalislameschen Eck kënnt, ze vergiessen.

Schlussendlech wëll ech mech dann awer och nach mat der Zukunft vun Europa an der Europäescher Unioun beschäftegen.

Ier ech awer zu deenen eenzelne Punkten iwwerginn, wollt ech dem Ausseminister Merci soe fir seng Deklaratioun vu gëschter, déi eigentlech en äusserst komplett Bild vun der geopolitescher Situatioun op eisem Planéit gezechent huet. Dat erlaabt mir dann och, méi geziilt meng Schwéierpunkten ze setzen.

Vu datt et awer och déi lescht aussepolitisch Erklärung an dëser Legislaturperiod vum Aus-

seminister ass, wëll ech him dann awer och e ganz grouse Merci am Numm vun eiser Fraktioun soe fir säin Asaz an Engagement am Interesse vun der lëtzebuerger Aussen- an Europapolitik.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Laurent Mosar** (CSV).- Och wa mir net ëmmer mam Ausseminister op enger Linn louchen a leien, sou erkenne mir dach säin onermiddlechen Asaz fir déi europa- an aussepolitisch Saach un. Hien ass net nëmme fit um Vëlo, mä och um Büro, am Fliger oder um Verhandlungsdësch.

D'Differenzen, déi mir mam Ausseminister hunn, sinn dann och männer där vum Fong wéi villméi där vun der Form, well mir et net ëmmer glécklech fannen a fonnt hunn, wéi den Här Ausseminister iwwer Politiker vu befrënnte Staten an diverse Medie geschwat huet. Hei wär eiser Meenung no heiansdo männer méi gewiescht. Och divers Optrëter an däitschen Talkshowe ware fir eis net ëmmer zilféierend.

Här Ausseminister, Dir hutt gëschter vun Ärem Bauch geschwat, deen lech heiansdo obligéiert, verschidde Saachen ze soen. Mir mengen, et wier vläicht gutt, heiansdo e bësselche männer Bauchgefill, awer duerfir e bësselche méi Kappgefill ze weisen. Ganz besonnesch an der Diplomatie kënnt et näamlech net op Schlagwierder un, mä op Substanz an op Fanger-spëtzegefill.

Här Président, erlaabt mir doriwwer eraus am Ufank e generelle Constat! Déi Welt, an där mer haut liewen, ass net méi vergläichbar mat där vum Kale Krich, well se vill méi komplex ginn ass a well et eigentlech keng wierklech Weltmuechten oder Weltpoliziste méi ginn. Ech hat iwwregens och a menger Interventioun d'lescht Joer schonn heiriwwer geschwat. Dat huet dann och zur Konsequenz, datt mer dëser komplexer Wierklechkeet och musse mat komplexen politeschen Äntwerte begéinen, och wann dës Nuancëpolitik méi schwéier wéi schwarz-wäisse Populismus ass.

Wat mer haut ëmmer erëm musse feststellen, ass, datt et u sech ëm eng Konkurrenz tëschent zwee Systemkomplexer geet, näamlech op där enger Säit déi entwéckelt Demokratien an op där anerer Säit d'Autokratien. Als iwwerzeegten Demokrat gleewen ech nach ëmmer, datt à la longue déi liberal Demokratie sech wäerten als iwwerleeën erweisen, ganz einfach well et an der Natur vum Mënsch läit, datt e wëllt fräi sinn, an nëmme d'Fräiheet him déi noutwendeg Kräfte gëtt, fir de Fortschritt ze entfalten.

Et wäert haut an der Zukunft also virun allem ëm d'Fro vun der Stellung vun der Fräiheet an der Demokratie an der Konkurrenz mat autokratescher Regierunge goen.

Fir mech perséinlech ass et awer evident, datt mer all Dag erëm fir eise System vun enger liberaler Demokratie musse kämpfen an haapt-sächlech och de Bierger dobaussen iwwerzeegen, datt dëst fir hien a seng Fräiheet déi beschte Form ass, ouni awer duerfir an déi geféierlech Logik vum Kale Krich zrëckzufalen.

Et mécht mer doriwwer eraus Angscht, wann ech Ëmfroe liesen, léif Kollegeinnen a Kollegen, wou an europäesche Grënnungslänner eng Majoritéit vu Befrotenen hir Bewonnerung ausdrécke par rapport zu engem Vladimir Putin an dësen do méi populär ass wéi vill vun de Féierungsperséinlechkeeten an der Europäescher Unioun.

Dëst soll eis ze denke ginn, och ganz besonnesch aus den Erfahrung vum der Geschicht, déi eis weist, datt eng liberal Demokratie keen Droit acquis ass! Beispiller ginn et och an der rezenten Geschicht méi wéi genuch. Vläch ass d'Lektioun heirauser jo déi, fir och als Demokratie méi positiv populär ze sinn, fir aus där „Politiker-Bubbel“ eraus op den Terrain bei d'Leit ze goen, ouni duerfir awer an dat Negativ-Populistescht ofzedriften.

Eng zweet méi generell Remark, déi ech wollt maachen, ass déi, datt déi nei Rohstoff an Zukunft net méi de Pétrol, de Gas oder d'Eise wäerte sinn, mä d'Date wäerten de Rohstoff vum 21. Jorhonnert ginn. An ech sinn dovun iwwerzeegt, datt an Zukunft déi Fro, wem d'Daten dann in fine gehéieren, schlussendlech wäert doriwwer entscheeden, ob d'Demokratie, d'Participatioun, d'Souveränitéit an digitalen a wirtschaftlechen Erfolleg zesummeginn. Well wien haut Date kontrolléiert, kontrolléiert och soss extrêmement vill!

Mir hunn haut an hei an Europa nach eis net definitiv entscheet, wéi mir mat Date sollen ëmgoen. An duerfir ass d'Gefor grouss, datt



mer alt erëm eng Kéier riskéieren, den Uschloss un den Datenzuch ze verpassen. Mir mussen hei akzeptéieren, datt dës Daten d'Rohstoffe vun eisem Jorhonnert sinn an datt mer dës Daten op kee Fall eenzelne grouse Multinationale kennen iwwerloossen. An dat soen ech onofhängeg vum abléckleche Chamber-Leaks, Här President.

Ech wëll da meng geopolitesch Rees an där leider nach ëmmer gréisster Kriseregion, nämlech am Noen Osten ufänken.

Wéi mer d'lescht Joer d'aussepolitisch Debatt hei haten, war ganz besonnesch d'Situatioun vun Aleppo a Syrien e Sujet. Och haut bleift Syrien leider nach ëmmer d'Haauptsuergekand am Noen Osten. Momentan ginn et zwee absolutt Krisegebiddere an deem Land, dat ass op d'äerger Säit am Ost-Ghuta, dat heescht paradoxerweis iwwregens „Oas“ op Arabesch, an op där anerer Säit d'Regioun vun Afrin an Nordsyrien. Och hei muss een erëm feststellen, datt et den Afloss vun auslännesche Muechten ass, dee mécht, datt d'Situatioun sech zuspëtz. Als Beispill wëll ech do den Ugrëff vun der Türkei op d'YPG huelen. Mä ech kéint och hei russesch Beispiller nennen.

Et géif eis haut an hei ze wäit féieren, op den Ursprong vun deem Konflikt anzegoen. Ech wëll duerfir just dräi generell Observatiounen maachen.

Éischtens ass d'YPG mat den Amerikaner an anere westlechen Alliierte verbäi gewiescht am Kampf géint den Islamesche Stat. A wann haut den Islamesche Stat an deene Regiounen zimmlech zréckgedréckt ginn ass, ass dat virun allem e ganz grouse Meritt vun der YPG.

Et ass duerfir fir meng Fraktioun a fir mech total inakzeptabel, an dat soen ech hei ganz haart, datt déi YPG einfach kalbiddeg fale gelooss gëtt vun der gesamter westlecher Welt a vun engem NATO-Partner, Dir Dammen an Dir Hären, en l'occurrence vun der Türkei, souguer ugegraff gëtt! Ech vergiessen net, a meng Fraktioun vergësst op jidde Fall net, datt dës YPG eis sougenannten „boots on the ground“ waren a fir eis net just hir „boots“, mä och, Dir Dammen an Dir Hären, hire Kapp duergehalen hunn!

Ech hunn net méi spëit..., an Dir hutt vläicht och déi Reportage gesinn, wat am Moment an där Provënz Afrin do geschitt. Et leeft lech kal de Réck erof. Do ass nämlech am Moment déi türkesch Arméi amgaangen, mat verschiddeenen islamisteschen Associatiounen, wat zum Deel och erëm e Regruppement vun IS ass, déi sinn do amgaangen, absolutten Terror an där Regioun auszeüben, déi gi géint d'Minoritéiten. Ech hunn do gesinn, wéi si d'jeside behandelen.

Dat ass, soen ech lech, ënner aller Klarinett! A wann dat vun engem NATO-Partner an aktuellen EU-Bäitrittskandidat kënnt, muss ech lech soen: Dat ass net ze akzeptéieren!

(Interruption)

Zweete Constat a Remark: Onofhängeg vun der Justifikatioun vun deem Ugrëff, et ass nach méi inakzeptabel, datt hei vun der Türkei den Accès fir humanitär Organisatiounen net méi garantéiert ass an datt haaptsächlech vusäite vun der Türkei alles gemaach gëtt, fir keng humanitär Hëlleforganisatiounen eranzeloossen!

Drëtt a lescht Remark heizou, déi eis manner betrëfft, déi awer net onwichtig ass: Et ass fir meng Fraktioun a fir mech och schweier ze akzeptéieren, datt déi Ugrëffer zu engem groussen Deel mat däitsche Panzere gemaach ginn. An ech mengen, datt mir eis och eng Kéier ganz seriö mussen an der Europäescher Unioun driwwer eens ginn, wéi eis europäesch Partner an Zukunft mat dëse Waffeliwwerungen ëmginn. Datselwecht gëllt och a fortiori fir den Émgang mat Waffeliwwerungen innerhalb vun der NATO.

De kruziale Punkt ass, datt an där Regioun no bei Damaskus, also Ost-Ghuta, d'Situatioun am Moment extrem oniwerrscheinlich ass. An den Ausseminister huet dat och gëschter jo kloer gesot.

Dat, wat een am Moment gesäit, ass, datt déi syresch Arméi mat Ënnerstëtzung vun där russescher versicht, an deem Deel vum Land déi oppositionell Gruppen, déi sech hei verschanzt hunn, ze verdriewen. Hei gëtt déiselwecht, muss ech soen, zynesch Strategie benotzt wéi zu Aleppo, andeem déi Deeler vun der Stad, wou dës Kräfte sech befannen, geziilt bombardéiert ginn. An et schwätzt leider villes derfir, datt dat net just mat konventionelle Bomben, mä och mat Gëftgas geschitt.

Op där anerer Säit schéngt et dann och esou ze sinn, datt dës oppositionell Kräfte d'Zivillbevölkerung an dobäi dacks och Kanner als Schutzschëlde benotzen, fir op Ugrëffer ze reagéieren. An och d'Zivillbevölkerung kritt et extrëmement schweier gemaach, dës Quartieren ze verloossen.

Déi nächst humanitär Katastroph, Dir Dammen an Dir Hären, steet also hei erëm virun der Dier, wat awer all déi concernéiert Parteie vun deem Konflikt leider net ofhält, fir op d'Käschte vun der Zivillbevölkerung hire knaschtege Krich virunzeféieren.

Leider, muss ech lech soen, gesinn ech hei net vill Hoffnung, wat eng Verbesserung vun der Situatioun ubelaangt, well et jo virun allem hei ëm e Stellvertriederkrich tëschent den Amerikaner an de Saudie mat hiren Alliierte géint de President Assad a seng Alliierten, Russland an Iran, geet.

Wann een also hei wierklech wëllt weiderkommen, da muss een, ob dat engem gefällt oder net, direkt mat Moskau an Teheran schwätzen, gradesou wéi mat Washington a Riad, an iwwregens och mat Damaskus an dem Här Assad. Dat däerf een nämlech net der AfD an aneren Hasardeuren iwwerloossen.

Well mir sinn eis eens: Den Assad ass e brutalen Diktator mat engem autokratesche Regimm. Mä dat sinn och anerer an där Regioun!

A wa mir an der Aussepolitik just nach mat luperengen Demokrate schwätzen, dann, Här President, stousse mir souguer an Europa séier un eis realpolitesch Grenzen.

Ech géif hei eng Motioun wëllen deposéieren am Numm vu véier Fraktiounen, déi d'Regierung opfuert, alles ze maachen, fir den Zougang vun humanitären Organisatiounen an deene Krichsgebiddere a Syrien ze ermëglichen an och selwer um Niveau vun der Entwécklungspolitik ze hëllefen.

Ech wëll och e ganz, ganz décke Merci hei dem President vun der aussepolitescher Kommission soen, deen, wéi ëmmer, bereet war, an enger ganz konsensueller Aart a Weis ze kucken, hei méiglechst vill Fraktiounen zesummenzekerien. Déi Kéier hu mer der véier, Här President vun der aussepolitescher Kommission, zesummekritt, déi also bereet sinn, dës Motioun ze stëmmen.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- *considérant que malgré l'adoption unanime de la résolution 2401 du Conseil de sécurité du 24 février 2018 exigeant que toutes les parties cessent sans délai les hostilités pendant au moins 30 jours consécutifs sur l'ensemble du territoire syrien pour permettre au personnel humanitaire d'évacuer les blessés et d'accéder aux populations, les combats continuent, en particulier dans la Ghouta orientale, faisant des centaines de victimes civiles ces dernières semaines;*

- *considérant que des convois humanitaires, en particulier ceux transportant du matériel médical, sont systématiquement bloqués;*

- *considérant que la Ghouta orientale est assiégée depuis 2013 et que l'accès humanitaire y est extrêmement réduit;*

- *considérant les attaques régulières et répétées contre des installations médicales et des infrastructures civiles et les bombardements indiscriminés sur des zones civiles;*

- *considérant l'utilisation continue d'armes chimiques en Syrie;*

- *considérant que, suite à la fermeture des accès de secours, la situation humanitaire se détériore et que les pertes civiles augmentent de jour en jour dans le cadre de l'offensive terrestre et aérienne - nommée opération «Rameau d'olivier» par Ankara - que la République de Turquie mène depuis le 20 janvier 2018 contre la milice kurde des Unités de protection du peuple (YPG) en Syrie;*

- *considérant que, selon de nombreux observateurs, de nouveaux massacres des minorités syriennes en général et des Yézides en particulier sont à craindre suite à l'offensive d'Ankara;*

- *considérant que les combattants kurdes en Syrie et en Irak constituent toujours un allié important de la Coalition mondiale contre Daech;*

- *considérant que les milices kurdes syriennes au sein des Forces démocratiques syriennes ont largement contribué à la défaite de Daech à Raqqa en octobre 2017;*

- *considérant que la guerre contre Daech n'est pas encore terminée et que des poches de territoire sont encore tenues par des organisations djihadistes en Syrie;*

- *considérant que le Président turc a menacé d'élargir à d'autres villes du nord de la Syrie l'offensive turque en cours dans le canton d'Afrin, «afin d'éliminer toute présence d'une milice kurde considérée comme terroriste»;*

- *considérant que M. Erdoğan a également annoncé son intention de «nettoyer» Manbij et de ne laisser «aucun terroriste jusqu'à la frontière irakienne»;*

- *considérant que des milices pro-régime Assad sont entrées dans le canton d'Afrin et ont repris*

des positions kurdes, ce qui accroît les tensions et le risque de nouveaux affrontements;

- *considérant que la guerre en Syrie est déjà à l'origine de plus de 340.000 morts et de millions de déplacés et réfugiés;*

- *considérant les décisions prises à Astana et sachant que la Russie, la Turquie et l'Iran sont les garants du processus d'Astana qui a comme objectif la désescalade militaire en Syrie;*

- *considérant que la réunion de Sochi, appelée «congrès de la paix» par Moscou, a été boycottée par l'opposition syrienne en général et par les partis kurdes de Syrie en particulier;*

- *considérant la résolution 2254 du Conseil de sécurité du 18 décembre 2015 prévoyant la mise en place d'«une gouvernance crédible, inclusive et non sectaire», l'adoption d'une nouvelle Constitution et l'organisation d'élections libres en Syrie, invite le Gouvernement*

- *à exiger des garants du processus d'Astana (Russie, Turquie et Iran) de mettre immédiatement un terme, directement ou indirectement, aux bombardements de populations civiles sur l'ensemble du territoire syrien;*

- *à appuyer les efforts de l'Union européenne pour exiger de toutes les parties au conflit qu'elles coordonnent les efforts visant à surveiller la cessation des hostilités prévue par la résolution 2401 du Conseil de sécurité;*

- *à s'engager résolument contre la dégradation humanitaire sur l'ensemble du territoire syrien;*

- *à exiger l'accès humanitaire immédiat aux populations civiles;*

- *à afficher clairement la solidarité du Luxembourg avec les alliés kurdes de la Coalition mondiale contre Daech en Syrie et en Irak ainsi qu'avec les autres minorités ethniques et religieuses au Moyen-Orient;*

- *à soulever le caractère problématique de l'offensive turque dans le canton d'Afrin dans le cadre des relations bilatérales du Luxembourg avec la Turquie;*

- *à œuvrer tout autant au niveau de l'Union européenne, de l'OTAN et de l'ONU pour maintenir la pression internationale sur Damas, Moscou, Téhéran et Ankara;*

- *à s'engager contre l'impunité des personnes responsables des atrocités commises contre les populations civiles en Syrie, en violation flagrante du droit international et du droit international humanitaire.*

(s.) Laurent Mosar, Claude Adam, Marc Angel, Gusty Graas, Claude Wiseler.

Ech wëll d'ailleurs - well ech virdru gesot hunn: Et ass déi lescht aussepolitisch Ried an där Legislativperiod - awer och e ganz, ganz grouse Merci dem President vun där Kommission ausdrécken, well ech eigentlech fannen, datt hien op eng virbildhaft Aart a Weis ëmmer déi Reunionen dirigéiert huet, dat net op eng partisan Aart a Weis gemaach huet an ëmmer en Ouer hat an huet och fir d'Opposition.

Ech wëllt dat haut emol eng Kéier soen, well dat ass leider, Här President, net an alle Kommissionen de Fall.

► **Une voix.** - Oh!

► **Une autre voix.** - Olala!

► **M. Laurent Mosar (CSV).** - Här President, deeselwechte Stellvertriederkrich fanne mir och iwwregens an engem anere Land erëm, vun deem fir mäin Empfänger vill ze vill wéineg an den internationale Medien an an der Politik geschwat gëtt. Ech schwätzen hei vum Jemen, wou et am Wesentlechen zwar ëm e Konflikt tëschent Sunniten a Schiitte geet, mä awer fanne mer hei deeselwechte Stellvertriederkrich tëschent Saudi-Arabien an dem Iran erëm.

Ech muss lech soen, datt dës Krich ganz besonnesch brutal ass. Gëschter war nach ze héieren, datt do 200.000 Jemeniten op der Flucht an hirem eegene Land sinn, an och d'humanitär Situatioun ass hei ënner aller Klarinett. D'UNO seet, si hätt selten esou eng katastrophal humanitär Situatioun gesi wéi am Jemen.

Nach eng Kéier: Ech sinn ëmmer erëm verwonnert, datt esou wéineg vun deem Konflikt geschwat gëtt, wat wahrscheinlech niewent Syrien ee vun deene mäerdereschten ass, déi mer leider am Moment musse matkréien.

Wat awer nach derbäikënnt, ass, datt et sech hei beim Jemen u sech ëm en extrem aarmt Land handelt, dat keng wichteg Rohstoffe huet, soudatt den Interessi vun anere Groussmuechten, spréich d'Amerikaner, d'Russen, sech eigentlech hei an iwwerschaubare Grenzen hält. Dës bewosst zynesch Formulierung entsprécht eigentlech där net manner zynischer Grondhaltung vun dëse genannte Groussmuechten.

Well och am Jemen gëtt de Krich, Här President, mat westleche Waffe geféiert! A gradesou wéi a Syrien ass och hei keen Enn vum Krichsdriewen ze gesinn.

Dat drëtt Land, wou d'Situatioun sech leider och net verbessert huet, ass Afghanistan, wou d'Onsécherheet zouhëlt a wou d'Talibanen erëm amgaange sinn, ëmmer méi e groussen Deel vum Land ënner hir Kontroll ze bréngen.

Eng kleng Hoffnung gëtt et dann awer vläicht, well anscheinend hu jo den aktuelle President a seng Regierung wëllen, d'Talibanen als e politeschen Akteur unzëerkennen an dann hoffentlech mat un de Verhandlungsdësch ze huelen. Duerfir bleift och generell fir eis d'Präsenz vun der UNO a vum Westen um Hindukusch mëttelfristeg onverzichtbar.

Dat eenzeg Land an där Regioun, wou sech am Moment d'Situatioun e bësse berouegt an och stabiliséiert huet, ass den Irak, och wann d'Sécherheet an enger ganzer Rei vu Regiounen nach net garantéiert ass, mä et ass ëmmerhin en Hoffnungsschimmer, op deen een an enger opgewüllter Regioun kann e bësselchen opbauen.

Här President, wann ee vum Noen Oste schwätzt, kënnt een natierlech och net derlaanscht, de Konflikt tëschent Israel a Palästina ze thematiséieren, wou duerch déi unilateral Unerkennung vum Här Trump a senger Administratioun vu Jerusalem als Haaptstad vun Israel dës Konflikt erëm eng nei Tournure geholl huet.

Den Här Ausseminister huet och gëschter erëm seng aussepolitisch Ried mat Palästina ugefaangen. A bei allem Versteesdemech fir d'Sensibilität, déi den Här Ausseminister fir dës Regioun huet - an ech mengen, mir sinn, wat d'Analys ubelaangt, genau op darselwechter Linn -, muss een dach awer unerkennen, datt am Moment dës Konflikt net wierklech dee gréisste Brennpunkt vun der Weltpolitik an der haiteger Zäit ass.

Här Ausseminister, Dir kritiséiert zu Recht déi elo grad genannte unilateral Decisioun vum US-Präsident Trump a Saache Jerusalem. A mir maachen dat och! Mä eiser Meinung no sidd Dir ze eesäiteg an deem Konflikt. Dir hutt gëschter zwar kuerz vum Existenzrecht vun Israel geschwat, Dir hutt och kuerz d'Hamas kritiséiert an direkt dorop schonn erëm entschëllegt a relativiséiert, an da praktesch nëmmen Israel kritiséiert a kee Wuert vu Kritik a Richtung Palästinenser gesot, zum Beispill wat d'Tatsaach ugeet, datt den Här Abbas nach ni, säit en un der Muecht ass, eng Wahl bestanen oder organiséiert huet.

Dës ass, Här Ausseminister, net zillféierend. Datselwecht, an dat ass fir eis awer komplett inakzeptabel, ass dat Wuert „Apartheid“, wat Dir a Relatioun hei mam Stat Israel gebraucht hutt.

Ech wëll lech soen: Dës Wuert ass faktesch falsch, well an der Knesset, Dir Dammen an Dir Hären, ass déi drëttwichtigst Partei d'Partei vun den Araber! D'Partei vun den Araber! An Israel selwer ginn d'Araber iwwerhaapt net diskriminéiert par rapport zu der jiddescher Bevölkerung, iwwerhaapt net, wat een net ka vu villen arabesche Länner soe par rapport zu hire Minoritéiten!

Ech géif lech also bieden, Här Ausseminister, an Dir sidd mer jo soss e ganz sympathesche Mënsch, awer an Zukunft mat deem historesch virbelaaschten Wuert „Apartheid“ méi virsiichteg ëmzegoen.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Laurent Mosar (CSV).** - Net zillféierend ass dann och, Här President, eng unilateral Unerkennung vu Palästina an deem Moment, iwwregens aus deeneselwechten Ursachen, wéinst deenen Dir gëschter selwer d'Decisioun vum Här Trump an der Jerusalem-Fro kritiséiert hutt.

Ech hunn an deem Kontext, muss ech lech éierlech soen, an de ganze leschte Wochen net een héichkarätege Politiker an Europa oder soss weltwäit héieren, deen am Moment esou eng eesäiteg Unerkennung gefuerdert hätt.

Bref, eesäitegen Israel-Bashing ass fir eis net zillféierend a féiert sécherlech net zu enger Zweestateléierung, déi par ailleurs och fir eis déi eenzeg realistesch Optioun fir Friden an där Regioun ass.

Här President, eng zweet Remark betrëfft déi generell Situatioun am Noen Osten. Den Israel-Palästina-Konflikt, ee vun deenen eelsten a längste Konflikter an där Welt oder Regioun, gëtt oft vu Politiker als déi sougenannten „Mamm vun alle Konflikter“ an där Regioun



vun der Welt duergestallt. An eng Léisung vun dësem Konflikt gëtt dann och ëmmer duergestallt als eng Befriedung vum gesamten Noen Osten. Och Dir, Här Ausseminister, hutt dat erëm e bësse gëschter an Ärer Ried duerchklänge gelooss.

Dës Feststellung, déi vläicht viru 15 oder 20 Joer eng gewësse Richtegkeet hat, ass awer leider haut vun der Realitéit iwwerholl. Ech géif nämlech behaupten, datt, souguer - a mir wärend déi éischt, mengen ech, déi sech mat lech doriwwer géife freeën - wann et wierklech zu enger definitiver Friddensléisung tëschent Israel a Palästina géif kommen, domadder leider Gottes déi aner Krisen an dëser Regioun net onbedéngt géifen entschäerft ginn. An ech denken hei natierlech an éischter Linn u Syrien, awer och un de Jemen.

Wat ech domadder wëll soen, ass, datt haut déi Situatioun am Noen Oste vill méi oniwwer-siichtlech a komplex ginn ass, wéi dat nach virun enger Rei vu Joren de Fall war, well och ëmmer nei Akteuren hei wëllen eng geopolitisch Roll spillen. An hei denken ech natierlech an éischter Linn u Russland, den Iran, awer och d'Türkei. Graddeen iwwerbewäerten Israel-Palästina-Konflikt muss also vill méi nuancéiert gekuckt ginn.

Mir si jiddefalls der Meenung, datt grad den Noost-Konflikt e Paradebeispill ass, wou Europa muss mat enger Stëmm schwätzen. An och do huet een an de leschte Woche vill ze vill oft verschidde Stëmmen zu dësem Sujet héieren. Dat ass fir eis keng global a kohärent Strategie.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech hu scho virdru vun der Türkei geschwat. An ech wëll och elo zumindest rhetoresch op de Bosphorus zrëckkommen. Well och wann déi tierkesch Regierung den däitsch-tierkesche Journalist Deniz Yücel elo kierzlech no engem Joer ouni konkret Uklo endlech fräigeloo ass ausreese gelooss huet, soll ee sech dach kengen Illusiounen higinn, wat d'Situatioun generell vun de Mënscherechter, awer och besonnesch d'Situatioun vun der Meenungs- a Pressefräiheet an deem Land ugeet.

D'Erdoğan-Türkei ass weider amgaangen, mat Riseschrëtt an eng Autokratie ze steieren an domadder ëmmer méi wäit ewech vun enger Memberschaft an der Europäescher Unioun. Derbäi kënnt, datt d'Islamisierungspolitik vum President Erdoğan konsequent fortgefëiert gëtt an och op dësem Punkt d'Türkei sech ëmmer méi wäit vun engem laizistesche Stat ewechentwéckelt, deem u sech de Statsgrënner Atatürk ageféiert hat.

Ech mengen, datt entre-temps kee sech méi an der gesamter Europäescher Unioun iergendwéi déi geréngsten Illusiounen mécht, datt kuerz- oder mëttelfristeg iergendwéi eng Chance besteet, datt dëst Land ee vollwäerteg Member an der Europäescher Unioun kann a wäert ginn. Nach, an ech mengen, do si mir eis alleguerten iwwer all Parteigrenzen eraus eens, muss den Dialog natierlech weider mat der Türkei oprechterhale ginn, ganz besonnesch weinst deene ville Mënschen, déi net op der Linn vum President Erdoğan a senger AKP leien.

Mä Dialog, Här President, kann awer net Schmusekurs mam Här Erdoğan heeschen! Hei brauche mir sécherlech eng wesentlech méi ferm Approche vun der Europäescher Unioun. Mir mengen och, datt a Saachen Türkei definitiv d'Zäit vun den Appellen an den Opriff eriwuer ass. Et ka jo net sinn, an ech kommen do nach eng Kéier op d'Bäitrittungsverhandlung mat Ankara zrëck, datt hei zumindest nach ëmmer den Uschäi vu Verhandlungen oprechterhale gëtt, wann ee gesäit, datt d'Türkei sech real- a wäertepolitesch ëmmer méi wäit vun enger Europäescher Unioun ewechbeweegt.

Ech hunn et virdru gesot: Och wann ech d'Situatioun am Noen Osten, am Norde vu Syrien kucken, wat d'Türkei sech einfach do erlaabt, ech soen, ech géif mech schummen an enger Europäescher Unioun, wann esou e Land do muer géif Member ginn!

Här President, ech géif da vun der Türkei e bësselche méi eriwuer a Saudi-Arabien goen, fir mech e bësselche méi mat deem Land ze beschäftegen, dat duerch de groussen Afloss vum Wahhabismus, der Statsreligioun, amgaangen ass, ëmmer méi e groussen Afloss a villen aneren arabeschen an net nëmmen arabesche Länner auszeüben.

Ech hunn haut d'Zäit elo net, op dës Entwécklung an deene leschte Joréngen anzegoen. Ech géif lech just vläicht emol eng Kéier invitéieren, déi Leit, déi dat interesséiert - ech hunn dat selwer elo eng Kéier gemaach -, fir

Fotoen ze kucke vun Ägypten, vum Iran an haaptsächlech vum Libanon an de Joren 1960. Dat ware formidabel Länner. Do hutt Der weder eng Fra mat enger Burka nach mat engem Voile gesinn.

A lauschtert emol eng Kéier d'Ried vum fréiere President Nasser. Deen huet op der Tahir-Plaz eng Kéier eng Ried gehale viru 500.000 Leit. Do huet en eppes gesot - do gesitt Der natierlech vill Männer, awer och vill Fraen, keng mat engem Voile -, an du sot en ee Moment: „Stellt lech vir, mir hunn hei am Land esou eng geckeg Organisatioun, d'Muslimesch Brüderschaft, déi wëllt eise Fraen de Voile undoen!“ 500.000 Leit hu gelaacht - hu gelaacht! - op der Tahir-Plaz. Haut, Dir Dammen an Dir Hären, laache se net méi!

Wat ech domadder wëll soen, ass, datt d'Islamisierung am arabesche Raum leider keen Halt mécht, mä virun an den asiatesche Raum geet. An do denken ech fir d'Alleréischts natierlech u Pakistan, iwwregens eng Atommuecht, an Indonesien.

An ech muss wierklech eppes iwwer Indonesien soen, well et e Land ass, wat ech eigentlech e super schéint, flott Land fannen. Dëst Land ass iwwer Joren als Modellland vum Islam dohinergestallt ginn, wat en oppent, liberaalt Land war, wou och d'Minoritéiten ouni Problem konnte liewen. Abee, ech muss lech soen, déi Nouvelles, déi an deene leschte Wochen aus dësem Land kommen, déi loosse et engem kal de Réck eroflafen. Wann een héiert - lauschtert gutt no! -, datt do Fraen, an dat sinn ëmmer erëm déi alleréischts Affär vum Islamismus, déi sech net 100%eg reliounskonform verhalen, op effentleche Plazen ausgepeitscht ginn. Op effentleche Plazen ausgepeitscht ginn!

Dat indonesescht Parlament ass am Moment saisiéiert mat enger Demande, fir d'Homosexualitéit an dësem Land ënnert d'Doudestrof ze setzen, ënnert d'Doudestrof! Hei si mer net méi, Dir Dammen an Dir Hären, am 21. Jorhonnert, mä mir sinn am 11. Jorhonnert. Änlech Téin kommen aus Pakistan, ech hunn et scho gesot.

Da wollt ech ee Wuert soen iwwert de Bangladesch, e Land, wat vill vun lech gutt kennen, well mer extrem vill Entwécklungshëllef do maachen. Ech weess net, ob Der dat matkritt hutt, do ass elo e Gesetz gestëmmt ginn, dat huet d'Alterslimit fir de Mariage op null erofgesat. Dat heescht, do kënnen muer Bëbeë bestuet ginn!

► **Mme Nancy Arendt** (CSV).- Jo, eng Katastroph. Eng Katastroph!

► **M. Laurent Mosar** (CSV).- Bëbeë kënnen bestuet ginn. Ech muss lech einfach soen, ech weess net, wéi et lech geet, ech fannen dat äusserst bedenklech, a wat fir eng Richtung datt do gewësse Staten, ganz besonnesch an Asien, amgaange sinn, hinzesteieren.

Alles dat, Här President, sinn Tendenzen, déi mat eise Wäerter vu Fräiheet, Gläichheet vu Mann a Fra, Respekt vu Minoritéiten a vun anere Reliounen näischt méi ze dinn hunn. D'Gefor vun enger Islamisierung am Sënn vun engem radikalen Islam, deem säin Aflossgebitt ëmmer méi grouss gëtt, ass also net ze ënnerschätzen.

A virun allem ass et emol eng Gefor fir déi ganz vill, an ech géif soen déi iwwergrouss Majoritéit vu moderéierten a liberale Muslimen, déi eigentlech näischt mat deenen extremisteschen Tendenzen do um Hutt hunn an déi d'ailleurs déi éischt Affär vun där doter Islamisierungswell sinn. Fir hei net falsch verstanen ze ginn: Mir geet et net ëm eng generell Kritik um Islam u sech. Mir geet et hei ëm den totalitären a fundamentalisteschen Islam, dee sougenannte politeschen Islam, dee sech eigentlech säit dem fréie Mëttelalter leider Gottes net weiderentwéckelt huet.

Ech géif duerfir och en Appell maachen un eis Regierung - ech hunn et schonn e puermol vun dëser Plaz aus gesot -, datt mer, ganz besonnesch wat eis Relatiounen mat Länner wéi Saudi-Arabien oder dem Katar, wouhi mer jo och elo anscheinend geschwënn eng direkt Fluchlinn wäerte kréien, ugeet, extrem vorsiichteg wäerte sinn (veuillez lire: sollte sinn).

Här President, dat sougenannt „Arabescht Fréijoer“ huet also leider mat der Ausnam vun Tunesien, an dat wëll ech hei ënnersträichen, de Populatiounen an deene betraffene Länner weder Wuelstand nach Demokratie bruecht. Deelweis ass hir Situatioun haut souguer nach méi schlecht wéi virdrun. Dëst alles soll een awer net discouragéieren, well mir hu jo an der Flüchtlingskris gesinn, wéi no datt déi Länner och bei eis an Europa sinn. An et kann eis also net egal sinn, wat sech alles haut a muer am Noen Oste wäert ofspillen, well all zousätzleche Krich, all zousätzlech Kris bréngt och erëm nei Flüchtlingswellen, déi sech da wäerten a Richtung vun Europa bewegen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech bewege mech dann ewech vum Noen Oste Richtung Afrika, wou ech nach méi spéit op Froe vu Migratioun an Entwécklungshëllef wëll agoen. Ech wëll just op d'Situatioun vun engem Land opmierksam maachen, wat ech schrecklech gär hunn a wou ech mer extrem Suerge maachen, dat ass Südafrika.

Südafrika huet viru Kuerzem en neie President kritt, wat eigentlech eng positiv Saach ass. Wat awer wesentlech manner positiv ass, ass, datt dat südafrikanesch Parlament e Gesetz ugeholl huet, wat d'automatesch Expropriatioun vun alle wäisse Farmer virgesäit, ouni, ech soen ouni, Indemnisiatioun. Och dat muss engem ze denke ginn, wann ee gläichzäiteg weess, datt um Niveau vun der Europäescher Kommissioun de Kommissiounspresident elo scho gesot huet, et misst ee sech iwwerleeën, ob een net all deene wäisse Farmer an deene Wäissen do misst Asylrecht an der Europäescher Unioun gewähren.

Ech muss lech soen, Dir Dammen an Dir Hären, an engem Moment, wou mer wierklech wëllen an Afrika virukommen, ass dat do eppes, wat engem soll ze denke ginn. An ech hoffen net, datt Südafrika deeselwechte Wee wäert maache wéi de Simbabwe, well do wësse mer alleguerten, wéi dat géennegt huet.

Här President, ech wiesselen dann de Kontinent a komme Richtung Amerika. Hei ass et esou, datt een all Kéiers erëm mengt, mam Här Trump hätt een de Fong erreecht. Mä hien ass ëmmer erëm gutt fir eng nei Iwwerraschung. An ech fäerten, datt déi Iwwerraschungen eis och wäerte bis zum Enn vu sengem Mandat begleeten. Net méi spéit wéi gëschter, dat hutt Dir all matkritt, ass den amerikaneschen Ausseminister Rex Tillerson, eigentlech e verstännegen a rasonabele Mann, via Twitter, dat muss ee sech elo emol virstellen, via Twitter entlooss ginn. Ech muss soen, mam Här Trump muss ee quasiment all Dag seng aussepolitisch Ried frësch schreiwen, well all Dag kënnt iergendwéi en Tweet, deen dann erëm iergendwéi eng nei Decisioun ukënnegt.

Ech wollt awer ee Wuert soen iwwert de Fräihandel, awer gläichzäiteg lech, Här President, eng Demande vun eise Grupp hannerleeën, well mer haut net d'Zäit hunn, fir am Detail op de Fräihandel anzegoen, fir eng separat Heure d'actualité doriwwer ze féieren.

(Dépôt d'une demande d'heure d'actualité)

Just zwee...

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Präsident.*- Entschëllegt, Här Mosar! Ass d'Motioun och derbäi?

► **M. Laurent Mosar** (CSV).- Déi kritt Der natierlech och direkt, Här President. Voilà, da sidd Der komplett équipéiert.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Präsident.*- Da kënnen mer se verdeelen. Merci.

► **M. Laurent Mosar** (CSV).- Dem Här Trump seng Decisioun iwwert déi Stroftaxen, ech wëll, wéi gesot, elo net méi am Detail do-robber agoen, mä just nach eng Kéier betounen, datt den Här Trump heimadder all Prinzipie vum Fräihandel iwwer Bord gehäit an datt dat, mengen ech, fir eis als Europäer iwwerhaupt net akzeptabel ka sinn. Well loosse mer eis näischt virmaachen, Dir Dammen an Dir Hären, hei geet et ëm soss näischt wéi ëm amerikanesch Innenpolitik an ëm e President, dee virun allem wëllt, weinst deem massiven Drock, deen am Moment op em läit duerch seng Connections mat Russland, iergendwéi de Sujet changéieren an do mat enger nationalistescher Form vu Populismus a kontraproduktivem Protektionismus a bëlleger Rhetorik versicht, d'Wieler op senger Säit ze behale respektiv ze kréien. Ech mengen, mir sinn eis eens, datt mer eis dat als Europäer op kee Fall dierfe gefale loosse.

Här President, ech wollt just hei eng kleng Klammer maachen. Ech mengen, mir sinn eis alleguerten eens, datt dat, wat am Moment do vu Washington kënnt, absolut net akzeptabel an net tolerabel ass. An ech mengen, mir sinn eis alleguerten eens, wéi wichteg datt de Multilateralismus ass. Erlaabt mer duerfir just awer eng Klammer.

Ech ka mech erënneren, datt et nach net esou laang hier ass, datt den Här Angel, den Här Adam an ech selwer op darselwechter Plaz hei stoungen an do hu missen d'Fräihandelsokommesse verteidegen, notament de CETA, wou Dausenden, wann net Honnertdausende vu Globalisierungsgéigner massiv op de Stroosse waren. Ech hoffen, Dir Dammen an Dir Hären, datt all déi Leit elo emol gesinn, wou mer eis hibewegen, wann et kee Fräihandelsaccord gëtt, wann et kee geregelte Fräihandel gëtt. Dann, Dir Dammen an Dir Hären, steiere mer nämlech riicht an de Chaos. An et wär vläicht gutt, wann all déi Leit, déi mam Fändel do virgelaf sinn, sech haut dat doten nach eng Kéier

géife ganz gutt ukucken, wat et heescht, wa mir et net méi fäerdegbréngen, mat Amerika a mat anere grouesse Staten hei Fräihandelsaccorden ofzeschlëssen.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

(Brouhaha)

► **M. Laurent Mosar** (CSV).- Här President, zum Schluss vu mengem geopoliteschen Tour duerch d'Welt ganz schnell e puer Wieder, wat d'Relatiounen tëschent EU a Moskau betrëfft, natierlech am Kontext vum Ukrain-Konflikt. Do befanne mer eis am Moment erëm an enger Eskalationslogik, wou mer eigentlech gemengt haten, datt mer endlech d'Enn vum Kale Krich depasséiert hätten. An et si sécherlech Leit, déi natierlech wëllen dësen Trend viruschreiwen an déi eigentlech gutt mat esou engem Retour vu Groussmuechtkonfrontatioun an dem Erëmploewe vum Kale Krich kënnen liewen.

Mir an Europa an och hei zu Lëtzebuerg sollen awer esou Tendenzen op kee Fall matmaachen. A mir sollten trotzdeem ëmmer erëm versichen, an ech weess, datt et schweier ass, den Dialog mat Moskau an dem Här Putin erëm opzehuelen. Well eleng d'Leiden an den Doud vu ville Mënschen an der Ukrain ass eigentlech Grond genug, sech eben net hannert enger Positioun vun opgereegter Verschlossenheet ze verschanzen.

Awer, ech soen dat och, Här President, an dat ass e groussen Awer, ganz besonnesch vum Hannergrond vum aktuelle Vergëftungsskandal a Groussbritannien, Russland mécht eis et awer och wierklech net einfach a sech iwwregens selwer och net. D'Fakte vun der Affär ëm de fréiere russeschen Duebelagent Sergej Skripal a seng Duechter sinn nach net definitiv kloer. Mir sollten also och elo net onbedéngt do all Verdächtigungen iwwerhuelen. An awer schéngt et trotzdeem esou ze sinn, datt hei mat dem Nervegëft Nowitschok de Papp an d'Meedche vergëft gi sinn, an anscheinend, esou zumindest huet d'Premierministesch Theresa May sech ausgedréckt, wär dat Gëft aus Russland komm. Wéi gesot, mir sollen hei keng Vircondamnation virhuelen, nach muss et awer kloer sinn.

Sollten déi Faiten, esou wéi d'Madamm May se an hirem House of Commons duergeluecht huet, stëmmen, muss et ganz kloer sinn, datt mir och als Europäesch Unioun, Här Ausseminister, Brexit hin oder Brexit hier, hannert dem Vereenegte Kinnekräich zesummestinn. Hei muss och déi westlech Wäertegemeinschaft zesummestoen. Mir alleguer, déi mer eis Europäer nennen, dierfe London hei net am britesche Reen eleng stoe loosse. Well et ass absolut intolerabel, sollt sech eraustellen, datt hei eng friem staatlech Muecht eng Attack géint Leit op europäeschem Territoire vollzunn hunn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, e friddlecht 21. Jorhonnert wäert et evidenterweis och net ouni China ginn. Duerfir och hei e Wuert dozou, well eigentlech China, an dat muss een och feststellen, am Moment dat eenzelt Land op der Welt ass, wat eng global geostrategesch Visioun huet an déi och konsequent op- an ausbaut. An ob een déi elo muss begrëssen oder net, ass eng aner Fro. Nach ass et eng Realitéit, mat där mir eis ausereenenesetzen hunn. Mat dem Opstig vu China wäerte sech jiddefalls d'Muechtgewiichter massiv a Richtung Pazifik verschiben. Och d'„One Belt, One Road“-Initiativ ass am Sënn vun där Visioun an et ass och, loosse mer eis do näischt virmaachen, de Versuch, en neie Wirtschaftssystem am Interessi vu China ze etabléieren. Et ass awer dat gutt Recht vu China, esou eng Visioun ze entwéckelen.

Nach hu mir awer all Interessi drun, an enger globaliséierter Welt de Kontakt mat China weider ze sichen an ze fleegen, ganz besonnesch um wirtschaftleche Plang a grad an Zäiten, wou d'Amerikaner amgaange sinn, sech erëm komplett an de Protektionismus zrëckzezéien. Erlaabt mer och do, ze begrëssen, well ech dat ganz wichteg fannen, datt am Laf vun dësem Joer, ech mengen am September, de Konfuzius-Institut hei zu Lëtzebuerg wäert opgoen. Dëst ass eng äusserst positiv Saach am Interessi vun de bilaterale Relatiounen tëschent China a Lëtzebuerg, ganz besonnesch och um kulturelle Plang.

Här President, erlaabt mer dann op den Thema Migratioun iwwerzegoen, deen Thema, dee vläicht niewent dem Klimawandel déi gréissten Erausforderung duerstellt. Ech hat am Ufank vu menger Interventioun gesot, datt d'Gesellschaft gewisen hätt, datt eng reng Abschotzungspolitik keng Leit dovun ofhält, awer ze versichen, anzewandere. An et gehéiert duerfir och, Dir Dammen an Dir Hären, zur politescher Eierlechkeet, unzëerkennen, datt de Migratiounsdruck ganz besonnesch vum afrikanesche Kontinent an deenen nächste Joren net wäert noloossen.



Europa grenzt nun emol direkt un Asien an Afrika, zwee Kontinenter mat onbegrenztem an ongebrachtem Bevëlkerungswuesstum. D'Geografie ass eben eng Konstant, déi een nun emol net kann änneren, am Géigendeel iwwregens zu enger vill ze vill grousser Wuelstandsschéier. Duerfir ass et net nëmme moralesch richtig, mä och an eise ureegensten Interessi, dëst Wuelstandsgefäll vun Nord no Süd méiglechst séier nohalteg ofzeflaachen.

Well, Dir Dammen an Dir Hären, ech weess net, wie schonn eng Kéier vun lech um Flughafen zu Dakar war. Do gëtt et nëmlech e kleng Schalder, wann een ukënnt, deen ass do fir d'Betreiung vun deene Senegalesen, déi fräiwëlleg aus Europa erëm an hiert Land zrëckkommen. Dee Schalder, a wie wunnert et, ass ëmmer eidel, well keen aus Europa zrëckkënnt a fräiwëlleg scho guer net. Dësen eidele Schalder, Dir Dammen an Dir Hären, ass e villsoend Symbol derfir, wéi verschidden Europa an Afrika iwwer Migratioun denken.

D'Europäer gleewen, mat e puer Milliarden Euro a Betreuungsprogrammer fir d'Mënschen, déi wëllen zrëckgoen, kéint een d'Afrikaner vun Europa ewechhalen. Déi aner, also d'Afrikaner, gesi weineg Grond derfir, net hiert Gléck ze versichen, weder déi einfach Leit nach par ailleurs hir Regierung.

Fir beim Senegal ze bleiven, ass et esou, dass dëst Land ëmmer manner bereet ass, Flüchtlingen aus Europa zrëckzehuelen. A fir lech just e Beispill ze ginn: Déi hunn elo en neie Wahlsystem agefouert, wou automatesch zéng Leit aus der Diaspora, dat heescht vun deene Senegalesen, déi net am Senegal liewen, an hirem Parlament musse vertruede sinn.

Et ass duerfir och menger Meinung no e wäitverbreeten Iertum, ze mengen, dass d'Migratioun aus Afrika automatesch erfouert, wann d'Aarmut zrëckgeet. De Géigendeel, Dir Dammen an Dir Hären, ass de Fall. Empiresch Studie weisen, dass, wann d'Akommes vun de Leit méi eropgeet, d'Migratioun zohëlt.

Firwat ass dat esou? Mä ganz einfach, well ëmmer méi Mënsche sech déi fir si deier Rees Richtung Europa kënne leeschten. Wann ee weess, dass d'Bevëlkerung sech an Afrika laut de Vereenten Natiounen bis 2100, also a gutt 80 Joer, op 4 Milliarde Mënsche wäert vervéierfachen, da muss een dovun ausgoen, dass d'Migratioun weider wäert eropgoen, an dat virun allem aus dem subsahareschen Afrika.

Mir müssen eis also bewusst sinn, Dir Dammen an Dir Hären, dass mer et net wäerte fäerdegbréngen, d'Awanderung an Europa, an eis Länner ze steieren, dass de Widerstand vun der Bevëlkerung wäert wuessen an dass domat natierlech och populistesche a rietextrem Parteien Waasser op hir Mille wäerte kréien.

Mir müssen also duerfir weider, an ech sinn do ganz op der Linn vum Här Ausseminister, an Europa op eng gesamteuropäesch Léisung histeieren. Duerfir müssen d'Aussegrenzen natierlech geséiert ginn, et muss och vill méi zu engem konsequente Retour vun ofgeleenten Asylbewerber kommen. All dës Mesuren, dat soen ech awer och ganz kloer, wäerte fundamental näischt un deem grousser Migratiounsdruck änneren.

An erlaabt mer duerfir, Här President, vläicht e puer Iwwerleeungen ze maachen, wéi een och eis Politik mam afrikanesche Kontinent vläicht muss an deenen nächste Joren iwwerdenken. Fir d'Alleréisch muss mir eis als Europäer bewusst sinn, dass Europa esou laang an den Dreem vun der afrikanescher Jugend wäert präsent sinn, wéi si selwer keng Dreem an hire Länner hunn.

Zweetens muss eis europäesch, awer och eis lëtzebuergesch Entwécklungspolitik onbedéngt alles ënnerhuelen, dass d'Gebuerteraten erfouert an domadder d'Bevëlkerungsexplosioun gestoppt gëtt. Wann d'Leit duerch eng besser Gesondheetsversuergung nëmlech keng Angscht méi müssen hunn, dass hinnen eenzelner vun hire Kanner ewechstierwen, da brauche se duerfir och manner Nowuess ze kréien. An domadder wär scho ganz vill erreecht. Awer och, an dat wëll ech net verstoppen, eng besser Bildung kann natierlech wesentlech dozou bäidroen, d'Gebuertenzuel ze bremsen.

Här President, erlaabt mer awer hei, ganz sonnesch wat d'Gesondheetsversuergung betrëfft, eng Remark ze maachen, déi mer immens ze schafe mécht als e Mënsch, dee sech fir déi Saach do interesséiert. Dat ass d'Thematik vun deem sougenannte Brain Drain - an ech géif lech wierklech bidden, nozelauschten, well et ass extrem interessant -, also där sougenannte Tatsaach, dass déi beschte Leit, déi dës Länner hunn, hiert Gléck an Europa oder soss enzwoosch op der Welt solle sichen. Ech erënnere d'ailleurs an deem Kontext un déi fir mech dach relativ onseneg Diskussioun, muss ech lech soen, vun deene syreschen Dokteren,

déi elo onbedéngt müssen an Europa kommen. Ech wëll lech just hei zwee Beispiller nennen, déi mer vun engem Dokter iwwermëttelt gi sinn, deen dohanne ganz aktiv ass, dee selwer och an der Entwécklungshëllef, ganz sonnesch am Gesondheetssektor (veuillez lire: aktiv) ass.

Ech ginn lech déi zwee Beispiller, mä et kéint ee sécherlech do nach eng ganz Rei anerer ginn. Do geet et präzis ëm Guinea a Sierra Leone. Guinea, Dir Dammen an Dir Hären, huet an deene leschte Jore 75% vun all sengen Doktere verluer. All déi Doktere sinn ausgewandert. 75%, dräi Véierel vun den Doktere sinn net méi an deem Land!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Ganz richtig!

► **M. Laurent Mosar (CSV).**- Nach méi schlëmm ass d'Situatioun - ech gesinn, den Här President ass d'accord mat mer - a Sierra Leone,...

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Jo.

► **M. Laurent Mosar (CSV).**- ...e Land, wat extrem grouss Problemer an der Gesondheetsversuergung huet. Do ginn et elo nach - haalt lech un, Dir Dammen an Dir Hären! - ganz genau 130 Dokteren. 130 Doktere fir 6 Milliounen Leit! A vun deenen 130 Doktere si ganz genau 15 Spezialisten, dat anert si Generalisten. Ech widerhuelen nach eng Kéier: fir e Land vu 6 Milliounen Mënschen!

Et ass duerfir, an ech soen dat hei eng Kéier ganz haart an daitlech och am Numm vu menger Fraktioun, falsch, ëmmer erëm wëllen ze versichen, déi bescht an déi héchst qualifizéiert Mënschespezialisten aus deenen Entwécklungslänner zumindest definitiv heihinner ze lachelen. Dass déi heihinnerkommen a Formationen maachen, dass mer bäidroen zu hirer Weiterbildung, dass ass alles an der Rei. Mä ech mengen, dat Falschst, wat mer kënne maachen, dat ass, dat ganz Potenzial vu Mënschen aus deene Länner a Richtung Europa ze zéien.

Drëtt a lescht Bemierkung zu deemem Sujet: Matgefill fir den afrikanesche Kontinent an déi Mënschen dohannen ass gutt. Besser wär et awer, Dir Dammen an Dir Hären, Afrika als e Maart unzegesinn. Afrika brauch manner Entwécklungshëllef a méi Maartwirtschaft, brauch méi Investitiounen wéi Almosen. Also och d'europäesch Firmen an d'europäesch Politik mat all hirem gudde Wëllen an Engagement kënnen eleng dës Erausforderungen net schëlleken, wann net op där anerer Säit och déi politesch Verantwortlech an deene Länner agesinn, dass et nëmme kann iwwert d'Zusammenarbecht a Partnerschaft goen, wou et allerdéngs da Rechter a Flichten op deenen zwou Säite ginn.

An dat ass och richtig esou, well grad wann een an déi mëttelfristeg Zukunft vun deem iwwregens wonnerschéine Kontinent bléckt, huet Afrika eigentlech eng grouss a villversprechend Zukunft viru sech, well Afrika en hellen, e jonken, en dynamesche Kontinent mat exzellenten ekonomesche Fundamentals ass an iwwregens och mat vill Rohstoffe, vläicht manner Daten, duerfir méi där traditioneller.

Fir d'Europäer ass Afrika leider, an dat muss ech soen, nach ëmmer e Kontinent vun der Angscht. Et ass awer wichteg, dass Afrika erëm e Kontinent vun der Hoffnung a vum Courage gëtt, virun allem am Interessi vun deene jonken Afrikaner, mä awer och an eise wuelverstantenen Interessi. An deemem Interessi an iwwregens och am Interessi vun Afrika ass iwwregens och e fräien, awer e faire Fräihandel.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de jonke Kontinent Afrika bréngt mech dann zu mengem leschte Kapitel op deen ale Kontinent Europa zrëck. E Kontinent, vun deem ee sech heiansdo d'ailleurs kéint wënschen, dass e gradesou jonk am Geescht wär wéi Afrika. Et handelt sech also, wéi gesot, ëm Europa an d'Europäesch Unioun. Och hei gouf et an deem, awer och am leschte Joer eng Rei vu Réckschléi, op déi ech elo net wëll agoen. Ech hu virdrun Italien genannt. Europa ass ebe keen einfache Kontinent an d'Geschicht vun der Europäesch Unioun gläicht éischter enger Achterbahnfahrt wéi enger perfekter Progressioun.

Mir jiddefalls als CSV hu souwuel de Message aus Groussbritannien vum Brexit wéi awer och de Message aus Italien héieren. A grad well mir eng proeuropäesch Partei sinn, muss mir och déi europakritesch Stëmmen escht huelen a méi nach d'Suerge vun de Leit escht huelen, déi virun allem konkret Äntwerten op hir Alldagssuerge wëllen. An dëst Europa vun de Resultater ass och déi beschten Äntwert op déi destruktiv Europakritik vun den Extremisten.

Grad a Saache Resultater wëll ech awer hei ufänke mat enger Feststellung, déi ech praktesch all Joers bei dëser Debatt maachen an, ech mengen, déi och vu jiddwerengem vun

lech gedeelt gëtt. Mir hunn, wa mer als Europäer wëllen um Terrain vun der Aussepolitik escht geholl ginn, eng Aufgab, nëmlech déi, zesummenzeschaffen an, Här Ausseminister, mat enger Stëmm - dat ass awer guer kee Virwurf un lech, well ech weess, dass Der dat genau d'selwecht gesitt -, mat enger Stëmm dobaussen opzetrieden. Dës eenheetlech europäesch Aussepolitik ass allerdéngs nach laang net entwéckelt genuch.

A wann Europa an Zukunft mat sengen dann nach just 27 Memberstaaten net capabel ass, en eenheetlech Signal u grouss Länner wéi d'USA, China, Russland oder Indien ze schécken, mä jiddwereen erëm mengt, hie misst seng eegle kleng Aussepolitik op sengem Koup maachen, komme mer kee Millimeter virun. Wa mir hei wierklech wëllen een „Player“ an der grousser Welt an an der Geopolitik sinn, geet dat schif, wa mir et net fäerdegbréngen, endlech mat enger Stëmm an Europa ze schwätzen. An ech verstoppen lech net, dass mer do nach e ganz grousst Stéck vum Wee virun eis hunn.

Firwat, Dir Dammen an Dir Hären, ass dann iwwerhaupt eng gemeinsam Ausse-, Verdeedegungs- an Entwécklungspolitik fir Europa vun esou groussem Interessi? Ech mengen, d'Äntwert läit an der Europäescher Noperschaft. An ech hunn et virdu gesot: Et brauch een nëmme ze kucken, wat sech do vu Konflikter ofspillt, ech hunn den Tour gemaach. A mir hu sonnesch 2015 erlieft, wat d'Globalisierung op deem Niveau wäert bréngen.

Här President, mir sinn an Europa extrem houfreg drop, dass mer eis eegle Wärgung, den Euro, hunn. Mä mir hunn eis allerdéngs ni genuch Gedanke gemaach, wat da passéiert, wann den Euro eng Kéier an der Kris ass. Mir sinn och immens houfreg op de fräie Persounen- a Wuerverkéier, hunn eis awer och ni Gedanke gemaach, wéi mer eis Aussegrenze sollen effikass schützen a wie bei eis eran- respektiv erausgeet. An der Zwëschenzäit ass et, mengen ech, jiddwerengem kloer, dass mer eis Aussegrenze wesentlech besser musse schützen. Duerfir ass Frontex opgebaut ginn a muss och an deenen nächste Jore weider ausgebaut ginn.

Mir müssen awer och vill méi déi Länner dohannen ënnerstëtzen - dat hunn ech schonn e puermol hei gesot -, déi Flüchtlingen ophuelen, wéi d'Türkei, Syrien, Jordanien, Libanon. An do geet et virun allem drëm, dass een déi Länner finanziell a logistesche ënnerstëtzt an net, wéi dat an de leschte Joren oft de Fall war, ganz eleng dostoe léisst.

Här President, mir sinn awer an Europa och derfir responsabel, dass de Gap tëschent der Wuelstandsgesellschaft an Europa an deenen anere Kontinenter, a ganz sonnesch dem afrikanesche Kontinent, net méi grouss, mä au contraire méi kleng gëtt, well och dat dreift eis Welt aus de Fugen, wéi ech et am Ufank gesot hunn. Mir müssen also eis Kooperatiounspolitik - an ech mengen, Dir hutt dat aus mengem Aussoe verstanen - mam afrikanesche Kontinent onbedéngt an deenen nächste Méint op de Leescht huelen.

Mir brauchen awer och eng besser koordinéiert Verdeedegungs- an der Europäescher Unioun. Mir kënnen nëmlech net op där enger Säit d'Ambitioun hunn - an déi Ambitioun ënnerschreiwen d'CSV an ech mat zwou Hänn -, eis Politik méi onofhängeg vun de Vereenegte Staten ze maachen, eis awer da gläichzäitig opreegen, wa vun dëse Vereenegte State gefrot gëtt, dass mir an Europa selwer méi e groussen Deel vum Verdeedegungsstat am Kader vun der NATO müssen assuméieren.

Et ass richtig, dass eleng d'Konzentréieren op d'militäresch Oprüstung um Enn kee Fridde séichert. Mir brauchen nach ëmmer de Courage fir ze verhandelen, fir mateneen ze schwätzen, Vertrauensbildung iwwer Grenzen an Ideologien a Reliounen ewech. Mir brauchen also, Dir Dammen an Dir Hären, „soft power“, mä och „soft power“ geet net ouni „hard power“. An duerfir muss d'Europäesch Unioun an deenen nächste Jore méi an eng gemeinsam Verdeedegungs- an der Europäescher Unioun investéieren, déi natierlech muss complementaire zu der NATO sinn.

Mä, Här President, eleng mat Geld verännere mer d'Welt och net. Mir müssen eis als Europäer virun allem erëm op eis Wäerter konzentrieren. A wann ech scho bei de Wäerter sinn, Här President, da wëll ech nach eng kleng Klammer maachen hei op dëser Plaz a meng ganz grouss Suerg ausdrécken iwwer e Phänomeen, deen erëm ëmmer méi opkënn an Europa, nëmlech den Antisemitismus.

Wann Der e bësse kuckt, wat am Moment a Frankräich lass ass, wou ëmmer méi Bierger, sonnesch aus de fransésche Banlieuen, mussen fortgoen, fir an Israel zrëckzegoen, ass dat eppes, wat engem muss Angscht maachen. D'Europaparlament huet d'ailleurs kierzlech dorüwer geschwat. Ech mengen, mir sollen dee Phänomeen vum Antisemitismus escht huelen.

len. Et ass ee Phänomeen, dee leider Gottes nach ëmmer besteet an amgaangen ass, erëm vill méi grouss ze ginn, wéi dat eng Zäichen de Fall war.

Wéi mir et richtegerweis fir Europa fuerderen - dass mer nëmlech mat enger Stëmm schwätzen -, géife mir et gutt fannen, wann eis Regierung och méi systematesch mat enger koordinéierter a kohärenter Stëmm géif dobaussen schwätzen. Well heiansdo hu mer d'Impressioun, dass déi riets Hand net weess, wat déi lénks mécht oder ëmgedréit. Ech wëll do just op déi kleng Episod vum Här Moscovici agoen, wou den Här Statsminister dem Här Moscovici virgehait huet, dass en net am Virfeld gefrot gi wär, wat déi ganz Thematik vun de Steierparadäiser ubelaangt. Dorobber huet den Här Moscovici gesot: „Ma, Här Bettel, Dir sidd do gefrot ginn, fir Ären Avis ze ginn. An Dir hutt deen Avis eraginn.“ Ech muss soen, dass dat e bëssen apaart ass, wann e Premierminister dann an engem Interview net weess, wat do geschitt ass. Ech muss lech soen: Dat dréit net onbedéngt zu der Glafwierdegkeet vun eiser Politik bää.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech kommen zum Schluss. Europa, an domadder virop d'Europäesch Unioun, kann eigentlech an dëser opgewullter Welt als eenzeg Kraaft de Lead iwwerhuelen. Mä fir d'Éischt emol muss Europa sech erëm selwer fannen, erëm selwer u sech gleewen an déi innereuropäesch Zersplitterung iwwerwannen. Ech si gudder Dëng, dass mir dat als Europäesch Unioun, awer ganz sonnesch als Gemeinschaft vun den Europäer kënne packen. Well hei geet et souwuel ëm eis europäesch Interesse wéi och ganz sonnesch ëm eis europäesch Wäerter. A fir d'Verdeedegung vun dëse Wäerter kënne mir eis eigentlech just op eis selwer als Wäerteprojet Europa verlossen.

Dat weist erëm eng Kéier den ablécklechen Handelskonflikt mat den USA, deen eréischt am Ufank steet. E Konflikt, an dat wollt ech eigentlech nach eng Kéier domadder soen, an deem Europa iwwerhaupt kee Kaddo vun Här Trump ze erwaarden huet. Dat weist awer och déi aktuell diplomatesch Kris tëschent Russland a Groussbritannien. Och den Här Putin hëlt keng Rücksicht op Europa. Dat muss eis alleguerte bewusst sinn.

Hei, an iwwerhaupt heiheim - an Europa ass och eist Doheim - an där Welt brauche mir, Dir Dammen an Dir Hären, eng staark europäesch „hard power“. Mir sinn hei politesch, wirtschaftlech, awer och strategesch um richtige Wee. Virun allem brauche mer awer eng europäesch „soft power“, déi europäesch Wäerter glafwierdeg an d'Welt erausdréit. Virun allem, andeems mir souwuel d'Wäertevirbild wéi och d'Faarf vun der Hoffnung sinn, fir d'Éischt emol fir d'Europäer selwer an awer och fir alleguer d'Länner vun dëser Welt.

An anere Wieder: E staarkt „Smart Europa“ muss de Wäertelead am 21. Jorhonnert iwwerhuelen, mat enger kloerer europäescher Strategie fir eng nei Welt vu Multilateralismus, déi der multipolarer Wierklechkeet vum Terrain entsprécht. Virun allem awer fir déi onverhandelbar Würd vum Mënsch. Well, wéi sot emol eng Kéier déi onvergesslech a grouss Europäerin Simone Veil: «Se fixant de grandes ambitions, l'Europe pourra faire entendre sa voix et défendre ses valeurs fortes: la paix, la défense des droits de l'homme, davantage de solidarité entre les riches et les pauvres. L'Europe, c'est le grand dessein du 21. siècle.»

Ech soen lech Merci fir Är Opmierksamkeet.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci och. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Marc Angel fir d'LSAP. Här Angel, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Marc Angel (LSAP).**- Jo, Merci fir d'Wuert, Här President. Här President, Här Minister, Dir Dammen an Dir Hären, d'LSAP-Fraktioun ass houfreg op eis Lëtzebuerger Aussepolitik. Eng Aussepolitik, déi de Multilateralismus ganz héichhält a verdeedegt. Eng Aussepolitik, déi natierlech duerch d'Europapolitik gepräägt ass, déi awer och Europa präägt an Europa no vir bréngt. Eng Aussepolitik, déi kohärent ass, well se Diplomatie, Développement, Defense an Immigration vernetzt gesäit. Eng Aussepolitik, déi un den Dialog gleeft an net u militäresch Asätz. Eng Aussepolitik, déi och am Kader vun der Europäescher Aussepolitik Gehéier féint. An eng Aussepolitik, déi ons Wäerter vu Fräiheet, Solidaritéit a Gerechtegkeet an Europa an an der Welt verdeedegt.

D'Verdeedege vun onse Wäerter ass leider och ewell an Europa néideg ginn, innerhalb vun



der Europäescher Unioun, well et eng Rei Regierungen a Länner an och Parteie gëtt, fir déi Solidaritéit e Friemwuert ginn ass an déi hire Matbiergerinnen a Matbierger verlickere wëllen, dass een e Problem oder Defi besser national léise kann, andeem ee Mauere baut, Stachelndrot opzitt oder identitär an nationalistesch Discourse féiert.

Et gëtt een EU-Memberstat, ee Land, dat géint d'akademesch Fräiheet virgeet oder ONGen, déi Flüchtlingen hëllefen, kriminaliséiert: Dat ass haut leider eng Realitéit an Ungarn ënnert dem Premierminister Viktor Orbán. An et gëtt en anert Land, wat d'Rechter vun der Justiz wëllt aschränken, wéi dat leider de Fall a Polen ass.

Jo, d'LSAP ass houvreg op de Lëtzebuurger Ausseminister, deen am Fall, wou ons Wäerter - déi jo och d'Wäerter vun der Europäescher Unioun sinn - verletzt ginn, de Courage huet, eng ganz kloer Sprooch ze schwätzen. A menger Ried d'lescht Joer hunn ech den UN-Mënscherechtskommissär Zeid Ra'ad Al-Hussein zitëiert, dee mer am Fréijoer 2017 hei am Haus empfaangen hunn an deem dem Jean Asselborn seng kloer Sprooch an dättelech Wieder am Kontext vun de Mënscherechter an am Kontext vun der Verdeedegung vun den demokratesche Wäerter gelueft huet.

Dëst Joer wëll ech - niewent deene ville positiven Artikelen iwwer onsen Ausseminister an der däitscher, franséischer a belscher Press, mä och an der Press an Ungarn an a Polen, wou et och nach regierungskritesch Zeitunge gëtt - lech matdeelen, dass ech houvreg sinn, wann ech op interparlamentareschen an internationale Reunionen, wou ech ons Chamber verrieden, ugeschwat gi vu Kolleeginnen a Kollegen op de Courage an op de Franc-parler vun onsem Ausseminister. A gleeft mer et, dat sinn net nëmme Kolleeginnen a Kollegen aus dem sozialisteschen oder sozialdemokratesche Lager, mä dat sinn der ganz vill, déi onsen Ausseminister luewen.

Här Minister, Dir hutt recht, wann Der d'Verletzung vun onse Wäerter innerhalb vun den EU-Memberstaten uschwätzt. Well wéi wëlle mir als Europäer ons Wäerter vun Demokratie, Solidaritéit, Fräiheet a Rechtsstaatlechkeet no baussen an der Welt verrieden, wa mer emol net no bannen an der Europäescher Unioun mam gudden Beispill virginn?

Här President, Här Minister, Léif Kolleeginnen a Kollegen, fir d'LSAP heescht Aussepolitik, sech permanent a konsequent asetze fir Demokratie, Mënscherechter a Friden op onser Welt. Dofir wëll ech dem Jean Asselborn Merci soe fir säin onermiddlechen Asaz säit 2004 während elo dräi Legislaturperioden. Dir, zesumme mat Äre Mat-aarbechterinnen a Mataarbechter, sief dat heecheem oder ons sëllech Diplomatinen an Diplomaten am Ausland, hutt zu deem gudden Ruff bäigedroen, dee Lëtzebuerg um internationale Parkett genéisst, an dat, well Dir de Schutz vun de Mënscherechter, d'Verdeedegung an d'Promotioun vun der Demokratie a Rechtsstaatlechkeet grouss op onse Lëtzebuurger Fändel geschriwwen hutt. Déi zwee Joer am UN-Sécherheetsrot vun 2012 bis 2014 koumen net vun ongefëier.

A ganz luewenswäert an deem Kontext war och den Asaz, dee mer haten, wat de Schutz vun Kanner a bewaffnete Konflikter ugeet, en Dossier, op deem mer haut nach schaffen. Ech hunn dat gelies a wann ech gesinn, wat eis Diplomaten zu New York maachen, waren déi zwee Joer am Sécherheetsrot net eng „Eintagsfliege“, mä do gëtt nohalteg un Dossiere weidergeschafft a matdiskutiert.

Mir därefer, Här President, d'Aen net zoumaache virun der kontinuëierlecher Regressioun a souguer der Degradatioun vun den zivilen a politesche Rechter, déi mer a ville Länner a Regiounen op dëser Welt ëmmer méi oft an ongehëmmt virfannen an déi de Gestaltungsraum vun der Zivillgesellschaft ëmmer méi anengen a wou souguer Attacken op Defenseure vu Mënscherechter verübt ginn.

D'LSAP ass houvreg, dass Dir, Här Minister, mam Fanger op déi weist an déi Problemer uschwätzt. An dass dat seng Fridichten dréit, wëll ech mat engem klengen Beispill hei illustréieren. Den 11. September 2017 op enger Aarbechtsvisitt a Moldawien - wéi all Kéier bei sengen Auslandsvisitten - huet onsen Ausseminister och Verrieder vun der Société civile a Mënscherechter getraff. Hien huet während der Visitt a Moldawien aver och deenen offizielle Stelle matgedeelt a se drun ernënnert, wéi wichteg déi aktiv Kooperatioun mat der Zivillgesellschaft ass, wann ee wëllt eng oppen a modern Demokratie sinn.

Ganz kuerz no der Visitt vum Jean Asselborn a Moldawien hunn déi moldawesch Autoritéiten decidéiert, e Gesetzesprojet zrëckzezéien, dee virgesinn hat, de Gestaltungsraum vun der Zivillgesellschaft a besonnesch d'Aktiounsmeiglechkeete vun den ONGe staark anzëhen.

D'LSAP begreist och, dass Dir, Här Minister, 2015 hei zu Lëtzebuerg de CIDH, de Comité interministériel des droits de l'homme, op d'Bee gesat hutt an de Poste vun engem Ambassadeur itinérant pour les droits de l'homme geschafent hutt. Wéi den Ausseminister gëschter a senger Ried scho gesot huet, huet de Comité interministériel des droits de l'homme och de Rapport national fir den drëtten Examen périodique universel vu Lëtzebuerg erstallt. An dëse gouf den 18. Januar 2018 zu Genève virgestallt a presentéiert, a mir krute jo an der aussepolitescher Kommissioun vum Minister Informatiounen dozou.

Lëtzebuerg krut zu Genève eng Rei Recommandatiounen mat op de Wee. An ech wär frou, Här Minister, wa mer als Chamber iwwert d'Antworten an d'Reaktiounen vun der Regierung zu dëse Recommandatiounen informéiert géifen, wa se fäerdeg sinn.

Genausou wichteg erschéngt et eis als LSAP, dass mer als Chamber iwwert deen nationalen Aktionsplang fir d'Emsetze vun der UNO hire Principes directeurs iwwer Entreprises a Mënscherechter informéiert ginn. Dëst ass en Thema, dat fir d'LSAP besonnesch wichteg ass. Am Rapport vum Ausseministerium hunn ech gelies, dass den Ambassadeur fir d'Mënscherechter eng éischt Ebauche vun esou engem Aktionsplang, no enger ganz breeder Consultatioun vu villen Akteuren, ausgeschafft huet. D'Consultatiounen, fir dësen Aktionsplang fäerdegstellen, sollen 2018 weidergoen. An d'aussepolitescher Kommissioun vun onser Chamber soll do aktiv agebonnen an informéiert ginn.

Lëtzebuerg huet seng Kandidatur gestallt, fir 2022 bis 2024 e Sëtz am Conseil des droits de l'homme vun der UNO ze kréien. An ech si sécher, dass mir dëse Sëtz kréien duerch deen onermiddlechen Asaz vun der Lëtzebuurger Diplomatie.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech sot et virdru schonn: Fir d'LSAP ass de Friden an d'Konfliktpräventioun eppes ganz Wichtiges, ee wichtige Facteur vun der Aussepolitik. An dozou gehéiert natierlech och de Volet vun der Nonproliferation a vum Desarmement. An et freet mech als LSAP-Deputéierten, dass mir als Land Lëtzebuerg all Traitéeen a Konventiounen an dësem Kontext bäigetratt sinn a weiderhin all Initiative vun Desarmement ënnestëtzen. Dëst gëtt net nëmme vun der LSAP geschätzt an hoffentlech vun lech all heibanen, mä och vu Partner aus der Zivillgesellschaft, wéi zum Beispill Handicap International, déi och houvreg sinn op dës Politik an dësen Asaz vun der Lëtzebuurger Diplomatie am Domän vum Desarmement an am Handel mat konventionelle Waffen.

Erlaabt mer ze rappeléieren, dass mer als Chamber elo a kuerzer Zäit mat dem Thema konfrontéiert ginn, well d'Regierung hei e Projet de loi deposéiert huet iwwert de Contrôle vun den Exportatiounen vun „biens à double usage“ an „biens liés à la défense“. Dat beweist, dass de Minister Asselborn net nëmme iwwert Desarmement a Waffenhandel schwätzt, mä dass ons Regierung och konkret Akte setzt.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech erlabe mer, a menger Qualitéit als President vun der aussen- an europapolitescher Kommissioun, e kuerze Bilan vun onsen Aarbechten ze maachen. Vu dass mer an onser Chamberskommissioun eng ganz vernetzt Vue iwwer ons Lëtzebuurger Aussepolitik hunn an dofir als Kommissioun eng ganz breet Agenda hunn, ass ons aussen- an europapolitescher Kommissioun säit der leschter aussepolitescher Debatte hei an der Chamber 60-mol zesummekomm.

Fir ons als Parlament ass déi gutt Zesummenaarbecht mat der Regierung an Europa an an internationalen Dossiere ganz wichteg. A mir müssen als Politiker zesumme mat onse jee-weilegen Administratiounen, dat heescht tëschtent Ministère des Affaires étrangères a Chamber, déi Kooperatioun nach weider ausbauen a verbessern. A ganz konkret heescht dat, dass mer, wéi mer dat hei a menger Resolution den 12. Juli ulässléich vun der EU-Zukunftsbatt ugeholl hunn, den Aide-mémoire - dee jo an eise Chamberreglement annexéiert ass an deen d'Zesummenaarbecht tëschtent Chamber a Regierung an Europafroe regelt - op de Leescht huelen.

Ech erlabe mer, och am Numm vun der Kommissioun, lech, Här Minister, an Ärer Qualitéit als Aussen- Europa- an Immigrationminister Merci ze soen, och fir Äre Bereitschaft, ëmmer an d'Kommissioun ze komme viru Conseilen,

no wichtige Conseilen an no wichtigen Evenementer, déi an Europa an an der Welt geschéien.

Dëse Merci riicht sech awer och un Äre Kollegen, un de Kooperatiounsminister Romain Schneider fir de Kooperatiounsvolet an un den Etienne Schneider an d'Statssekretärin Francine Closener fir de Volet Defense an Nation Branding. Och de Finanzminister Pierre Gramegna war oft bei ons, zesumme mat de Kollegen aus der Finanzkommissioun, wann et ëm den Ausbau vun der europäescher Wirtschafts- a Währungsunioun gaangen ass.

Mir hunn och an deem vergaangene Joer 15 Rapporte vu Gesetzesprojeten an onser Kommissioun diskutéiert an hei an der Chamber ofgestëmmt. A mir haten den 12. Juli 2017 e groussen Debat mat mengem Rapport iwwert d'Zukunft vun Europa an der Eurozon, wou mer déi Resolution, vun där ech virdru geschwat hunn, och ugeholl hunn.

Et ass och duerch déi Resolution, wou ech, encouragéiert vun onsem Chamberspräsident, eng Initiativ geholl hunn, fir all d'Präsidentinnen an d'Präsidenten an d'Sekretärinnen an d'Sekretäre vun all onse Chamberskommissiounen zesummenzeruffen, och eis EU-Deputéierte waren invitéiert, fir - zesumme mat der Direktesch vun der Direction des affaires européennes aus dem Ausseministerium a Verrieder vun onser Représentation permanente zu Bréissel - den Aarbechtsprogramm 2018 vun der Europäescher Kommissioun ze analyséieren a Prioritéite fir Lëtzebuerg erauszesichen, dat heescht, europäesch Dossieren, déi mer als Chamber besonnesch opmierksam verfolge mussen.

An dat si folgend Punkten:

Éischtens: de Cadre financier pluriannuel 2020 bis 2027, also den EU-Finanzkader.

Zweetens: eng gerecht Besteuerung vun der Économie numérique.

Drëtzens: dee ganze Pak vu Moosnamen, fir déi sozial Dimensioun vun Europa ze stäerken.

Véiertens: d'Migrationsagenda vun Europa.

Fënneftens: d'Vollendung vun der Wirtschafts- a Währungsunioun, wou d'Bankenunioun an och d'Kapitalmaartunioun ofgeschloss muss ginn.

Sechstens: d'Stärkung vum Bannemaart duerch d'Realisierung vun der Digital- a vun der Energieunioun.

Siwentens: den Handel, de Welthandel, elo ganz aktuell mat der Menace vun Här Trump vun engem Handelskrich.

An aachtens: de Brexit.

Ech hu leider net Zäit, op all dës Punkten anzegeen. Ech wollt awer aus LSAP-Sicht e puer vun dëse Punkte belichten.

Fir d'LSAP ass et wichteg, dass d'Verdeiwung vun der Wirtschafts- a vun der Währungsunioun konsequent a schnell virubruecht gëtt. D'Wirtschaftskris an hir unhalend Konsequenzen hu bewisen, dass hei gehandelt muss ginn. Eng minimalistesch Approche, wou just d'Regelen an eng technokratesch Surveillance renforcéiert ginn, ass fir d'LSAP keng Léisung. Mir brauchen eng méi integréiert Eurozon, fir méi kriseresistent ze ginn.

D'Union économique et monétaire muss och méi transparent ginn an och eng besser demokratesch Kontroll erméiglechen. D'Austeritéitspoliticken, déi vun Europa ville Länner ootroyéiert gouf, huet villes an Europa futti gemaach. D'Eurozon däreft dofir net just eng Géigeniwwerstellung vun 19 Ekonomien sinn, déi duerch eng gemeinsam Währung gebonne sinn an eng Rei gemeinsam Regeln; Regeln, déi virun allem en Effet procyclique hunn.

Fir d'Sozialisten ass et dofir wichteg, dass un der Gouvernance vun der Eurozon weider geschafft gëtt mam Zil vu méi Transparenz an enger besserer demokratescher Kontroll souwuel vum Europaparlament wéi awer och vun den Nationalparlamenten.

Fir d'LSAP an déi europäesch Sozialisten ass et och wichteg, dass de Semestre européen an d'Eurozon net nëmme aus der finanzpolitescher Perspektiv betruecht ginn. Dat heescht, d'Gouvernance däreft sech net nëmme op de Volet économique an de Volet budgétaire beschränken, mä och déi sozial Dimensioun muss mat abezu ginn.

Wéi ech scho sot: De Schued, deen d'Austeritéitspolitik a ville Länner ugericht huet, ass enorm. Et ass en ekonomesche Schued, well wéineg an Europa a ville Länner investéiert ginn ass. Zum Gléck war dat net de Fall zu Lëtzebuerg. Et ass e mënschleche Schued, well d'Inegalitéiten tëschtent Aarm a Räich gewuess sinn, an et ass e politesche Schued, well Europa vill Biergerinnen a Bierger enttäuscht huet, also och e Schued um Vertrauen an Europa.

An dofir ass et elo aus LSAP-Sicht esou wichteg, dass d'Unioun éischstens konkret Resultater liwwert, wat déi sozial Dimensioun ugeet, an zweetens, dass den nächste Cadre pluriannuel financier 2020-2027 genügend Mëttel kritt, fir déi vill Erwaardungen, déi d'europäesch Matbiergerinnen a Matbierger hunn, net méi ze enttäuschen, a fir déi vill nei Erausforderungen an och déi vill nei Aufgaben, déi op Europa duerkomm sinn, kënnen ze bewerkstelligen.

Dobäi wär ech also bei zwee wichtigen Themen ukomm: de Pilier vun de soziale Rechter an den EU-Budget mat der Diskussioun iwwer nei Eegemëttel, Ressources propres.

Firwat ass dat sozialt Europa esou wichteg? Ma d'Antwort ass, mengen ech, ganz einfach: D'Mënschen an Europa mussen mierken, se mussen gesinn a se mussen spieren, dass d'Europäesch Unioun net nëmme en Europa vun de Mäert ass, mä och en Europa vun de Mënschen a fir d'Mënschen.

Léif Kolleeginnen a Kollegen, dëst gëtt muer nach méi wouer, wéi et haut ass, well mer eben an esou enger schneller Welt liewen, wou d'Defie vun der Digitaliséierung a vun der Automatisierung enorm sinn. A mir wëssen et alleguer: Dës d'Defie mussen an Europa solidaresch an zesummen ugaange ginn. A wann ech soen „méi solidaresch“, heescht dat natierlech och, zesummen an Europa fir méi Steiergerechtegkeet ze suergen a géint Steierdumping virzegoen. Steierdumping an Europa, dat wësse mer alleguer, féiert à la longue zum Ofbau vu sozialer Sécherheet, an dat ass eppes, wat d'Sozialisten net zouloossen.

Erlaabt mer hei, den LSAP-Aarbechtsminister Nicolas Schmit, deen, wat dat sozialt Europa ugeet, grouss Meritten huet a vill respektéiert gëtt um EU-Niveau, ze ernimmen! Hien huet et kierzlech an engem Artikel an der nationaler Press ganz treffend gesot, an ech zitëieren et, et war op Franséisch: «Il faut corriger le „moins-disant social“ comme le „moins-disant fiscal“.»

Jo, et ass inakzeptabel, dass et an Europa eng Steierkonkurrenz no ënne gëtt. Als LSAP begreisse mir, dass säit leschem November nom Sozialsommet zu Göteborg a Schweden d'Sozialagenda erëm uewen op der europäescher Prioritéiteléischte steet.

Et ass gutt, dass dës Sozialcharta ënnerschrifwe gouf, an et ass ze hoffen, dass dat erkläertent Zil vu fairen Aarbechtskonditiounen a sozialen Ofsécherungen um europäesche Plang weiderhin um Ordre du jour bleiwen.

An der Präambel vun dëser EU-Sozialcharta, déi 20 Grundprinzipien erfaasst, steet: „D'Unioun bekämpft sozial Ausgrenzung an Diskriminéierung a promouviert sozial Gerechtegkeet an de Schutz vu Kannerrechter.“

Op dës Wieder an no de ville Riede mussen elo konkret Projeten definéiert ginn an et mussen Tate folgen. Éischt Schrëtt si jo mat der Verbesserung vun der Direktiv Detachement geschitt. A gëschter, Dënschdeg, den 13. März, huet jo och d'Europäesch Kommissioun Detailler a konkret Propositionen iwwert d'Kreatioun vun där ugekënnegter europäescher Aarbechtsbehörde an och iwwert den Zougang zu sozialer Sécherheet fir all bekannt ginn.

Fir dass et de Mënschen an der EU besser geet a fir dass hirt Vertrauen an Europa besser gëtt, muss an d'Mënschen, awer och an d'EU investéiert ginn. An dobäi wär ech elo ukomm beim Cadre pluriannuel financier fir 2020-2027. Dëst ass, wéi ech virdru schonn ugekënnegt hunn, een Dossier, dee mer als Chamber prioritär verfolge mussen. Wat den nächste Siwejoesfinanzkader ugeet, steet fir d'LSAP fest, dass et net ka sinn, dass Europa vum Conseil ëmmer méi Aufgabe kritt, ouni déi néideg Finanzmëttel.

Jo, mir stinn zu dësen neien Aufgaben, well mer wëssen, dass een déi zesumme besser ugoe ka wéi eleng. Mir stinn zur Sécherheitsunioun, zu den neien EU-Aufgaben am Kampf géint den Terrorismus an zum bessere Schutz vun onse Bausegrenzen. Mir stinn och zu der Europe sociale grad wéi zum Ausbau vun der europäescher Fuerschungspolitik, zur Jugendpolitik, zu der diskutierter Kannergarantie an esou weider. Mä all dat kritt een net zum Nulltariff!

Wat een och net zum Nulltariff kritt, ass eng kompetent an eng gutt fonctionnéierend europäesch effentlech Verwaltung. Mir hate virun e puer Méint den zoustännige Kommissär Oettinger hei bei ons an der Chamber, deen d'Fro vun engem Coefficient correcteur fir Lëtzebuerg selwer opgeworf huet. Mir sinn der Meenung, dass Eurostat dat ënnersiche soll an op der Basis vun objektiven Donnéeën sech enger Diskussioun net verschléisse soll.

Mir sollen och net d'Mëttel vun de Kohäsions- a vun de Strukturfonnen kierzge goen, well d'Konvergenz tëschtent de Memberlänner



net därfer geschwächt ginn, an dat besonnesch, wann ee gesäit, dass d'Ennerscheeder tëschent de verschiddenen EU-Länner nach ëmmer enorm grouss sinn.

Ech wëll awer hei net falsch verstane ginn. Dat heescht net, dass mer bei der PAC oder de Kohäsions- a Strukturfonnen näischt dierfe reforméieren oder verbessern, fir dass se méi effikass kënnen ginn.

Wéi gesot, et gëtt näischt fir näischt. An d'fir ennerstëtzen ech de Virschlag, deem och d'Europaparlament an engem Initiativrapport iwwert de Cadre financier pluriannuel dës Woch zu Stroossbuerg diskutéiert, fir bei dësem Cadre pluriannuel financier vun 1% op 1,30% vum PIB européien eropzegoen an och den Deel vun den Eegerecetté par rapport zu den nationale Kontributiounen ze héijen.

Dat beinhalt also natierlech och eng Diskussioun iwwert déi Ressources propres, wat natierlech net eng Steuer därfer ginn, déi d'Biergerinnen an d'Bierger an Europa berappe mussen. Neen, et ginn nach genuch Quellen, an déi ee schépfe ka goen, an do leien eng Rei Proposen um Dësch, déi mer och hei zu Lëtzebuerg diskutéiere mussen.

E puer si mir zum Beispill ganz sympathesch. Dat ass zum Beispill d'Besteuerung vun der Robotiséierung a vun der Automatiséierung oder zum Beispill d'CO₂-Taxen, déi een ophiewe kéint bei Importer, wat den Avantage hätt, dass een domat och géint den Ëmweltdumping ka virgoen.

D'Verhandlungen iwwert de Cadre pluriannuel financier, d'äers si mer eis alleguer bewosst, ginn awer duerch e weidere Facteur ganz zentral beaflosst, an zwar duerch de Brexit. Well wéi de Minister ganz richtig gesot huet gëschter: Et wäerten eis all Joers 12 bis 14 Milliarden Euro feelen.

Wat den Austrëtt vum Vereenegte Kinnekräich aus der EU ugeet, ass d'LSAP nach ëmmer der Meinung, dass dat keng gutt Saach ass. De Brexit ass, wéi de Minister et richtig gëschter gesot huet, eng Lose-lose-Operatioun. D'Verhandlungen aus EU-Sicht sinn d'fir esou wichtig, well et drëms geet, de Schued ze begrenzen.

De Michel Barnier féiert seng Verhandlungen ganz transparent an dat ass eng gutt Saach. Dat ass och gutt, well dat féiert dozou, dass nees vill EU-Bierger virun Ae gefouert kréien, wat d'Avantage sinn, wann een als Land an als Mënsch Member vun der Europäescher Unioun ass.

De Michel Barnier huet och recht, wann e seet, dass d'Brexit-Negotiatiounen scheitern kënnen, falls d'Britte sech net endlech konstruktiv abréngen. Wann ech déi kontradiktoresch Aussoen iwwer Nordirland vu brittescher Säit héieren, dann ass dat alles anescht wéi konstruktiv. Derbäi kënnst och nach de Fait, dass déi brittesch Regierung an där Fro vun Nordirland total dem Drock vun der DUP-Partei ausgesat ass.

D'LSAP begréisst et, dass d'Europäescher Unioun hir Positiounen am Brexit kloer op den Dësch leet. Vun de Britten ass allerdéngs nach net vill Konkretes komm, ausser e puer wichtigen Aussoe vun der Premierministesch Theresa May anlässlich hirer Mansion-House-Ried vum 28. Februar, wou Groussbritannien nei Virschléi fir déi zukünftige Rechter vun den EU-Bierger a Groussbritannien ugekënnegt huet. Domat ass se deelweis der Europäescher Unioun e bëssen entgéintkomm.

Awer och an dëser Fro sinn déi wichtige Detailer iwwert déi sougenannt Iwwergangsphas enorm wichtig. London hofft jo elo Enn Mäerz eng Eenegung iwwert déi Iwwergangsphas ze kréien. Op där anerer Säit huet de Michel Barnier awer zu Recht kloergemaach, dass déi unhalend Diskussiounen iwwert de Rechtsstatut vun den EU-Bierger en Accord doriwwer verzögere kéinten.

Wat d'Iwwergangsphas ubelaangt, begrësse mir, dass d'Europäescher Unioun am Januar eng ganz Rei kloer Bedéngunge fir des Phas gestallt huet, a mir deelen déi och. Groussbritannien wëllt an dëser Zäit am EU-Bannemaart an an der Zollunioun bleiwen, an et ass wichtig, dass Bréssel an deem Kontext vu London verlaangt, während der Iwwergangsphas dat gesamt EU-Regelwierk inklusiv neie Legislatiounen unzëerkennen.

An engem Joer, Här President, Enn 2019, ass d'Vereenegt Kinnekräich leider net méi Member an der EU. Et stinn also nach vill Froen op, an hoffe mer, dass et zu enger Eenegung kënnst, well keng Eenegung, dat wär weder gutt fir Groussbritannien nach gutt fir Europa an och net fir Lëtzebuerg!

Den Thema Brexit wäert eis nach weiderhi beschäftegen, wat elo déi future Relatiounen mat dem Vereenegte Kinnekräich ubelaangt, well jo do herno d'Nationalparlament e Wuert matzeschwätzen hunn.

Da kommen ech elo zu der Migratiounsagenda vun Europa. Eng gemeinsam solidaresch a humanitär europäesch Asyl- a Migratiounspolitik bleift eng absolutt Prioritéit fir ons Sozialisten an der Europäescher Unioun.

Gëschter huet den Ausseminister ons déi weltwäit desastréis Zuelen nach eemol virun Ae gefouert. 2017 hu 707.000 Leit hei an der Europäescher Unioun eng Asyldemande gestallt, en absolutte Brochdeel nëmme vun de weltwäit 66 Milliounen Leit, déi aus hirer Heemecht hu misse flüchten.

Wa mer als Europäer den Uspréich un eis selwer wëlle gerecht ginn, da mussen mer d'Reform vum Dublin-System hin zu engem méi solidaresche Verdeelungsmechanismus hikréien, d'Prozeduren, d'Konditiounen fir den Accueil a Perspektiven ugläichen an och déi europäesch Agentur fir Asyl schafen a mat den néidege Kompetenzen a Mëttelen ausstatten. D'fir sti mir als LSAP och weiderhin.

Dat alles mussen mer packen, well d'Ursache vun de Flüchtlingsbewegungen nach esou bal net geléist wäerte sinn. Et ass elo dat aacht Joer, wou eis de Krich a Syrien beschäftegt a wou eng Stabilisatioun an eng seriö Aussicht op Friden - mir hunn d'Detailer jo gëschter an der Ried vum Minister héieren - nach ëmmer net a Sicht sinn.

Derniewent sinn et virun allem Krichsflüchtlingen an, jo och, scho Klimaflüchtlingen aus Afrika, déi bei eis an Europa ukommen.

D'LSAP deelt all dem Minister seng Aussoen zu Afrika. Erlaabt mer awer, e puer Wuert zu der schwieriger Lag an der Sahel-Zon ze soen! D'LSAP begréisst et, dass d'EU wéi och Lëtzebuerg de G5 Sahel, eng regional Organisatioun fir d'Koordinatioun vun Aarmutsbekämpfung, Développement a Sécherheet, ennerstëtzen.

Dat ass kohärent, well dräi vun de fënnf Länner, de Burkina Faso, de Mali an den Niger, jo Partnerlänner vun der Lëtzeburger Entwécklungszusammenaarbecht sinn. Et ass hei eng Region, déi net nëmme leit enner Aarmut a Klimawissel, mä och enner politesch Onstabilitéit an doduerch verstärkt Sécherheetsproblemer an de leschte Jore kannst huet. Hei an där Géigend gëtt den Nexus tëschent Développement a Sécherheet ëmmer méi wichtig.

Nach de Méindeg hu mer an der aussepolitischen Kommissioun am Kader vun der Verlängerung vun der Lëtzeburger Participatioun an der EU-Trainingsmissioun UTM Mali an der UN-Missioun MINUSMA, déi fir d'Stabiliséierung am Mali zoustänneg sinn, iwwert dës Region geschwat.

Onsen Engagement am Sahel ass e Musterbeispill vun der Politik vun den 3D, an där mer Diplomatie, Développement an Defense associéieren. Mir hunn eng diplomatesch Präsenz an den Ambassaden am Mali, Niger, Burkina Faso an och am Senegal. Ons Erfahrungen an onse Savoir-faire souwuel um bilaterale wéi och um regionale Plang hunn do an där Géigend eng echt Plus-value. Dat ass wichtig fir d'Kohärenz vun onser Aussepolitik an dréit natierlech och zum gudde Ruff vun onsem Land bäi.

All jonke Mënsch aus dem Sahel, deem duerch déi europäesch an duerch déi lëtzeburgergesch Kooperatioun eng Perspektiv fir e bessert Liewe kritt, gëtt vill manner vulnerabel, fir vun Extremisten zum Dschihadismus verféiert ze ginn. Et ass wichtig, dass Europa an déi international Communautéit zur Sécherheet a Stabilitéit an de Sahel-Länner bäidroen.

An derniewent ass gläich en anert Land an eng Region, den Nigeria, wou et och wichtig ass, Boko Haram ze bekämpfen. Déi ganz Géigend ronderëm d'Sahel-Zon, de Lac Tchad an Nigeria, ass e regelrecht Pulverfaass. Nigeria verdéngt d'fir eng gréisser Opmierksamkeet vun Europa, well wann Nigeria verseet, da verseet e groussen Deel vun Afrika.

Ech komme bei déi international Handelspolitik. D'Handelspolitik ass, wéi Der wësst, eng europäesch Kärkompetenz, an dat mat Recht, well den europäesche Marché ass ee vun den interessanteste vun der ganzer Welt. An dat ka just mat enger gemeinsamer europäescher Handelspolitik fonctionnéieren.

Eng gemeinsam europäesch Haltung an der Handelspolitik ass haut méi wichtig wéi jee, well d'international Handelspolitik steet haut op engem Scheedungswee: Während d'USA enert dem Donald Trump ëmmer méi protektionistesche ginn, ass China definitiv zu engem vun de wichtigsten Akteuren am internationalen Handel ginn.

Mä China respektéiert bei sech doheem definitiv keng Standarden, wéi mir Europäer eis dat virstellen, a subventionéiert zudeem nach ëmmer eng ganz Rei vu sengen Exporter, soudass dës zu Dumpingpräisser op de Marché féiert.

D'Problematik vu béide Positiounen léisst sech gutt un engem rezente Sträit veranschaulichen, deem och fir Lëtzebuerg a fir ons Sozialisten ganz wichtig ass: deem iwwert de Stol.

80% vun allen Antidumpingverfahre vun der Europäescher Unioun beschäftege sech mat China, an d'Majoritéit dovun mat Stol a Stolprodukter. China huet eng massiv Iwwerproduktioun vun iwwer 400 Milliounen Tonne Stol am Joer a verweigert sech enger konstruktiver Léisung.

D'fir brauche mer an esou Fäll och Schutzmechanismen, fir eis Marchéen an eis Produzenten ze schützen. An et ass nëmme dank eis Sozialisten an Europa, dass d'Europäesch Unioun do och eng staark Positioun ageholl huet vis-à-vis vu China.

Mä et ass eng Saach, wann een dat opgrond vu kloten Dumpingproblemer mécht, an et ass eng aner Saach, wann ee wéi d'USA virgeet. Mat den zwou Proklamatiounen vum leschten Donneschdeg hu si, also d'Amerikaner, de Strofzoll op Stol- an Aluminiumproduiten agefouert, also och op Stolproduktiounen an Europa. A mir mussen mat Amerika am Gespréich bleiwen an, wann nëmme méiglech, en ausgewuessenen Handelskrich vermeiden, well en Handelskrich schuet schlussendlech souwuel den Amerikaner wéi ons Europäer.

A gläichzäiteg kënnen an därfe mer eis als Europäer och net alles vun den USA gefale loosse. An d'fir ennerstëtze mir och voll a ganz d'Strategie vun der Europäescher Kommissioun, déi de Jean Asselborn gëschter nach eemol presentéiert huet.

Den internationalen Handel steet op engem Scheedungswee tëschent Protektionismus an Dumpingpräisser ouni Rücksicht op Verloschter. Europa muss der Welt eng Alternativ zu béide Weeër bidden. D'EU muss an der Handelspolitik Standarden setzen a virginn, fir dass mer net méi just vu Fräihandel schwätzen, mä virun allem vu fairem Handel. D'Zil muss et sinn, Klimapolitik, Verbraucherschutz, sozial Rechter a Rechtsstaatlechkeet ze schützen an de fördern. D'EU huet mat hiren Handelsverträge vun der neier Generatioun schonn en éischte Schrëtt an dës Richtung gemaach. A fir eis sinn domat nei Minimalforderungen erreecht, hanert déi mer net méi zréck därfe.

Mä och an Zukunft wëlle mer als Sozialisten nach méi wäit goen. D'Fuerderung därfer net just sinn, eis bestehend Standarden ze erhalen, mä besser Standarden duerchesetzen. Méi kloer Virgaben am Ëmweltschutz, méi héich Sozialstandarde solle vun der Europäescher Unioun eng offensiv Fuerderung sinn, och um Niveau vun der OMC.

Vill Länner op dëser Welt wëlle mat Europa handeln. D'Europäescher Unioun kann d'fir selbstbewosst genuch oprieden, fir esou de Welthandel insgesamt méi fair, méi ekologesch a méi sozial ze gestalten. A wann ee mengt, et wier d'fir elo net de Moment, da soe mir Sozialisten: Grad elo muss Europa Alternative bidden!

Här President, Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech kann am Kader vun dëser wichtiger aussepolitischer Debatte net op all Problemer agoen, déi onsen Ausseminister gëschter ugeschwat huet. Mä selbstverständlech sti mir als LSAP zu honnert Prozent hannert den Aussoe vum Jean Asselborn, sief dat bei deem wichtigen Thema vum Friden am Mëttleren an am Noen Osten en général an en particulier der Zweestateléierung am Israel-Palästina-Konflikt an de Relatiounen mat der Ukrain wéi och mat Russland. Och deele mer dem Minister seng Positioun vis-à-vis vun der Türkei, grad wéi och seng Iwwerleeungen, wat eng eventuell EU-Erweiderung a Richtung Westbalkan ugeet.

Fir d'LSAP ass d'Aussepolitik e permanente Prozess, fir am Dialog de Friden ze ennerstëtzen a fir mat de Partner um multilaterale Plang d'Demokratien ze schützen an ze stäerken an d'Mënscherechter ëmmer ganz uewen op der Agenda stoen ze hunn.

Mir als Sozialiste sinn houfreg, dass ons Lëtzeburger Aussepolitik dës Virstellung gerecht gëtt.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Angel. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Gusty Graas fir d'DP.

► **M. Gusty Graas (DP).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wéi 1957 d'europäesch Aventure ugaangen ass, du war vill Opbrochsstimmung, vill Hoffnung, vill Dynamik ze verspieren, och wann déi Gebuert deemools net licht war. Sécher muss een d'Ennerzeechnung vun den europäesche Verträge an den historesche Kontext vun deemools setzen. D'Gespenst vum Zweete Weltkrich war nach net aus de Käpp an den Ost-West-Konflikt huet sech schonn ëmmer méi um Horizont bemierkbar gemaach.

Et war awer virun allem de gemeinsame Wëllen, fir datt keng Bombe méi sollen op den Territoire vun Europa falen. An trotz de schwierigen Zäiten iwwer all déi Jorzéngten huet Europa et awer fäerdegbruecht, 28 Memberstaaten a seng Struktur eranzekréien. Et ass ouni Zweifel eng enorm Leeschtung, déi an der Mënschheet, kann ee scho bal soen, hiresgläiche sicht. Jiddefalls, d'Visiounen vun engem William Penn, vun engem Victor Hugo, vun engem Richard Coudenhove-Kalergi a virun allem natierlech vum Jean Monnet a vum Robert Schuman goufen tatsächlech Realitéit.

An haut, 61 Joer no der Grënnung vun der Europäescher Unioun, wou steet d'europäesch Gemeinschaft elo? Eppes ass kloer: Westlech Dealer wéi Toleranz, wéi Fräiheet oder wéi fräi Maartwirtschaft hunn u Stäerkt verluer. A grad dat muss eis u sech animéieren, fir elo just nach méi Europa ze wëllen. Méi Europa heescht net Souveränitéitsverloscht, mä méi Europa heescht mat Sécherheet Souveränitéit och wannen.

D'Rechtsstaatlechkeet ass natierlech eng vun de Grundvoraussetzungen fir eng gutt fonctionnéierend EU. Dat muss verschidde rechtspopulistesch Regierungen vläicht elo méi oft rappeléiert ginn. An ech denken do un éischter Linn elo zum Beispill u Polen.

An duerfir ass et och ze begrëssen, datt d'Europäescher Kommissioun a leschter Zäit ëmmer méi eng kloer Sprooch benotzt an zwar och op eng Waff zréckgräift, déi bis elo nach ni gebraucht ginn ass. Ech schwätzen hei vum Artikel 7 vum EU-Vertrag, wou jo theoretesch Polen da kéint d'Stëmmrecht entzu kréien. Dat wier natierlech e weidere Réss am Haus vun der EU. Mä leider schéngt och Warschau de Moment keng aner Sprooch ze verstoen.

Virun allem den 23. Juni 2016 war ouni Zweifel den Héichpunkt vun aktuellen Déifpunkt. Groussbritannien, iwwregens d'Mamm vun Liberalismus, hat jo decidéiert, der EU de Réck ze kéieren. E Schock fir Europa, eng mëttel Katastroph muss een ouni Zweifel hei soen. Zënterhier beschäftegt eis de Brexit jo all Dag. De 15. Dezember 2017 hat den Europäesche Conseil jo d'Marschroute festgesat, wéi den definitiven Austrëtt vu Groussbritannien soll ausgesinn, an zwar bis den 30. Mäerz 2019, also a gutt engem Joer soll dann déi definitiv Scheedung gesprach sinn.

Eppes mussen op alle Fall déi 27 Memberstaaten de Britten de Moment kloermaachen: Hire Vertragsbroch ass kee Kavaliersdelikt an hir Obligatiounen, virun allem finanzieller Natur, mussen agehale ginn an och à la lettre respektéiert ginn.

D'Kommissioun versicht jo, op anere Plaze Groussbritannien enner Drock ze setzen. Ech wëll hei zum Beispill drop hiweisen, datt jo decidéiert ginn ass, kenger englescher Stad méi den Titel vun enger europäescher Kulturhaaptstad ze verginn. Dat kann een elo als e kleng Fait divers gesinn, mä et huet awer zu ganz vill Onrou an England gefouert.

Dann huet d'Kommissioun jo och elo kierzlech e Verfahre géint Groussbritannien ageleet wéinst engem Douanessträit. Och do muss een drop hiweisen, datt d'Kinnekräich u sech nach zwou Milliarden der Europäescher Unioun ze iwwerweisen huet. An zwar kréien d'Britte jo en Zollbedruch mat Wueren, mat importéierte Wueren virgeworf. Duerch schwach Kontrollen, déi vun den Englänner gemaach goufen, si jiddefalls an de Joren 2011 bis 2017 ëmmerhin 2,7 Milliarden Zolltaxe vun de Bedréier agespuert ginn.

A wann ee bedenkt, datt Groussbritannien sech elo uginn huet, fir sech nom Brexit als de Kontrollen vun den importéierte Wueren an d'Europäescher Unioun hierzeginn, da muss ee sech allerdéngs d'Fro stellen, ob si nach dat néidegt Vertrauen hunn, fir esou eng Fonctioun kënnen spéider ausféieren.

Wann d'Madamm Theresa May de leschten 2. Mäerz an hirer Ried virum House of Commons gesot huet: „No benefits without obligations“, da stëmmt dat, jo! Mä et stëmmt awer fir d'Éischt emol un éischer Linn fir d'Britten! Jiddefalls, an hirer Ried huet ee keng Architektur erkannt an och keen akzeptabelt Konzept.

De Britten hir Virstellung, den Zougang elo zum europäesche Bannemaart ze kréien, ouni mussen Oplagen ze respektéieren, kann natierlech och vun deenen anere 27 Memberstaaten esou net ugeholl ginn. A beim nächsten EU-Sommet, deem elo Enn Mäerz ass, muss an där doter Fro jiddefalls Kloertext geschwat ginn.



Et ka jiddefalls net sinn, datt en Netmember-stat, deen net déiselwecht Verflüchtungen erfüllt wéi e Memberstat, och nach déiselwecht Rechter da kritt wéi Staten, déi de Moment an der Unioun sinn, also keen „cherry picking“. Dat dierft natierlech och fir d'Britten net esou einfach sinn.

De Finanzsektor a Groussbritannien huet natierlech och festgestallt, datt an hirem Geschäftsmodell elo eng Rei Saachen annere wäerten, wéi zum Beispill d'Privilegien, déi se iwwert de Wee vum Europass kruten. Si sichen also no Alternativen. An eng vun den Alternativen ass ouni Zweifel Lëtzebuerg. Lëtzebuerg ass en Deel vun der Léisung, kann ee soen.

Mat der FinTech hu sech eng Rei Akteure schonns bei eis niddergelooss. Am Beräich vun der Gestion de fortune kommen nei Banken op Lëtzebuerg. An datselwecht gëllt iwwregens och fir den Assurancektor. Och eis Fongenindustrie wäert duerch de Brexit verstärkt ginn. Zesumme kann een dee Moment also scho vun enge puer Dose Firme schwätzen.

London, an do soll ee sech jo och kengen Illusionen higin, wäert natierlech och an Zukunft eng féierend Plaz um Niveau vun de Finanzzentren an der Welt bleiwen. Duerfir ass et och wichteg, datt mer och nom Brexit awer nach e konstruktiven Dialog mat London féieren. D'Lëtzeburger Positioun an där ganzer Problematik, déi jo scho méi wéi eemol kloer vum Finanzminister Pierre Gramegna ënnerstrach ginn ass: Mir hu Brécke mat Groussbritannien gebaut a mir wëllen déi Brécken och behalen.

An awer muss natierlech de Britten och kloergemaach ginn, datt si als Drëttland natierlech net méi d'Recht awer hunn, an EU-Institutionen, Agenturen oder Kierperschaften deelze huelen. Mir sinn hei net an engem Wonschconcert, an och d'Madamm May muss wëssen, datt net onbedéngt ëmmer déi Placke gespillt ginn, déi si wëllt opleeën.

Fir eis als Demokratesch Partei sinn awer och d'Rechter vun de Bierger ganz wichteg. Mir sinn der Meenung, datt déi Leit, déi no der Iwwergangsphas, also no Mäerz 2019, a Groussbritannien kommen, jiddefalls d'selwecht behandelt gi musse wéi déi, déi virum Mäerz 2019 dohinnerginn.

Ee Knackpunkt an där ganzer Problematik wäert natierlech de Sujet Nordirland sinn. Fir eis ass et kloer, datt d'Karfreideg-Ofkommen vum 10. Abrëll 1998, also och „Good Friday Agreement“ genannt, net a Fro gestallt däréi ginn. Dat wäerten natierlech keng einfach Diskussiounen ginn, well d'Madamm Arlene Foster, d'Cheffin vun der DUP, huet jo schonn ugekënnegt, datt si d'Propose vum Här Michel Barnier net esou wëllt akzeptéieren.

Nom Brexit wäert allerdéngs Groussbritannien keen Drëttstat wéi all déi aner sinn. Ech denken hei natierlech un éischter Linn un d'Sécherheetspolitik, well do muss Groussbritannien ouni Zweifel och an Zukunft e wichtige Partner bleiwen. Rassurant waren ouni Zweifel awer do d'Aussoen an deem Kontext och vum brittesch Permanent Under-Secretary, dem Sir Simon McDonald, dee jo dann d'lescht Woch hei war an deem awer och ze verstoe ginn huet, datt Groussbritannien sech wäert an deem Punkt do elo net direkt an d'Aerm vun den Amerikaner geheien.

Mir Europäer dierfen, wéi gesot, de geopoliteschen Afloss vun de Britten net ënnerschätzen, wann eng Entfriemung tëschent Groussbritannien an der EU géif entstoën, well mat Sécherheet Russland an och China dat natierlech géif arrangéieren.

Ech wëll och hei nach eng kéier ënnersträichen, datt et wichteg fir d'Zukunft ass, datt och d'Chamber hei an de Brexit-Prozess matagebonne gëtt, enk matagebonne gëtt. Dat ass och bis dato de Fall an dat muss och an Zukunft esou bleiwen. D'Transparenz ass ouni Zweifel wichteg. Hei stinn Interesse vun Europa um Spill. Mä hei stinn awer och Interesse vun eise Land um Spill.

Enger Etüd vun der Beroderfirma Oliver Wyman an der Wirtschaftskanzlei Clifford Chance no entsti fir d'Entreprise bei de 27 Memberstate Käschte vu 37 Milliarden Euro a fir déi englesch Entreprises 32 Milliarden. An dobäi sinn da Facteurs wéi d'Migratioun oder Präisännerungen net consideréiert ginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et kommen also leider keng einfach Deeg op d'Europäesch Unioun zou. Et gëtt natierlech de Moment eng Rei vun Defaillancen um Niveau vun Europa. Um politeschen Niveau, an do si mer eis allegueren eens, besteet natierlech

Handlungsbedarf. Bei de Relatiounen mat Drëttlänner oder bei Froen ëm Krich a Fridde gëtt dacks iwwerhaapt keng eenheetlech Decisioun geholl. D'EU-Aussepolitik ass ouni Zweifel och ausbaufäeg. Déi responsabel EU-Beoptragt fir Aussen- a Sécherheetspolitik, d'Madamm Federica Mogherini, ass zwar aktiv a gëtt sech ganz vill Méi, ass awer op anere Plazen oft net präsent. Ech denken zum Beispill u Minsk am Joer 2015, wou d'EU offiziell net vertraude war.

(Mme Simone Beissel prend la présidence.)

Et gëllt natierlech och de Moment eng Rei vu Verträge ze iwwerschaffen. Wat awer d'Erweiderung ubelaangt, do si mer als Demokratesch Partei der Meenung, datt elo emol sollt eng Paus gemaach ginn. Fir d'Éischt sollen emol déi intern Problemer geléist ginn. An et muss sech och effizient Regele gi ginn, wéi een d'Grondrechter an der Europäescher Unioun an Zukunft nach besser ka garantéieren. Dat, ouni datt Länner wéi Polen oder Ungarn se erëm kennen a Fro stellen.

Scho bal penibel ass awer och de Sträit tëschent EU-Memberstaten. An ech denken hei an éischter Linn u Slowenien a Kroatien, wou dee Sträit elo erëm leider en Héichpunkt erlieft huet, andeems Slowenien Kroatien virun den Europäesche Geriichtshaff zitëiert huet, an dat weinst dem Zougang zum Mier a weinst der Bucht vu Piran. Bon, dee Konflikt ass net nei, mä huet allerdéngs elo eng nei Dimension kritt.

A wann ee bedenkt, datt awer och nach aner Balkanstaten esou Grenzproblemer hunn, da kann ee sech jo drop stellen, datt d'Bäitrittsverhandlung mat Sécherheet net wäerte méi einfach ginn. An dowéinst wier et och gutt, wann d'Kommissioun deene Länner emol géif bäibréngen, datt se och emol sollen hir intern Problemer an deem Sënn léisen.

Wa mer scho bei de sechs Balkanlänner sinn - Serbien, Albanien, Kosovo, Montenegro, Bosnien-Herzegowina, Mazedonien -, da soll een de Moment fir eng gewëssen Unnäherung antrieden, allerdéngs ouni datt déi State géifen an d'EU-Institutionen opgeholl ginn.

Allerdéngs muss ee jo och hei ënnersträichen, datt souwuel Serbien wéi och Montenegro vun der Europäescher Kommissioun schonn een Datum affichéiert kruten, wéini datt eng eventuell Bäitrittsronn kéint ofgeschloss ginn. Dat ass d'Joer 2025. Et dierf ee jo och net vergiesse, datt d'EU de Moment scho ganz vill a Serbien investéiert. Ech erënneren drun, datt zum Beispill vun 2014 bis d'Joer 2020 ronn 1,5 Milliarde sollen a Klinicken, Schoulen oder Stroossen do investéiert ginn.

Dann ass et awer grad bedauerlech, wann ee feststellt, datt an esou engem Land d'EU-Skepsis amgaangen ass, ze wuessen, virun allem bei deene Jonken. Dat mécht engem natierlech awer Suergen. An et ass engersäits natierlech d'Kosovo-Fro, déi den Integrationsprozess vu Serbien behënnert. Mä op där anerer Säit ass et awer och esou, datt Serbien sech selwer nach e bëssen als natierleche Verbündete vu Russland gesäit, virun allem well se eben och slawesch Wuerzelen hunn an och deelweis eng gemeinsamen Kultur.

Mä d'Europäesch Unioun hätt awer ouni Zweifel och ureegen Interessen, fir weider um Balkan aktiv ze sinn. Mir spieren zwar, datt Russland doriwwer net ganz frou ass, well Russland huet och seng medial Präsenz, ganz besonnesch a Serbien, verstärkt. A Serbien hëlt natierlech engersäits u NATO-Manöver deel, op där anerer Säit allerdéngs hu se, wéi gesot, net déi schlechtste Relatiounen mat Moskau.

Allerdéngs sinn och aner Staten, an ech denken hei virun allem u Bosnien-Herzegowina, nach, et kann ee bal soen, Liichtjoren ewech vun engem Bäitritt. An awer, wéi gesot, ass dat kee Grund fir d'Europäesch Unioun, fir sech aus deem Raum zrëckzezéien, well wa mir eis zrëckzéien, da sti schonn anerer prett, fir an deem Raum do ganz aktiv ze ginn. An nieft Russland ass dat ouni Zweifel d'Türkei, China an och schonn eenzel Golfstaten. Wat kommand Sanktiounen an der EU ubelaangt, esou si mir der Meenung, datt an Zukunft do éischter soll eng qualifizéiert Majoritéit virgesi ginn an datt d'Eestëmmegkeet dee Moment dann och soll ofgeschaaft ginn.

Zur Türkei: Ech mengen, dat ass e Land, iwwert dat mer leider déi lescht Joren intensiv hu misse diskutéieren, meeschtens a kenge gudden Termen. Do ass et fir eis evident, datt eng Türkei de Moment näischt an engem Europäescher Unioun verluer huet.

Ech wëll iwwregens och drun erënneren, datt laut der Ratingagentur Moody's d'Kreditcapacitéit vun der Türkei enorm erofgaangen ass déi lescht Zäit. Och dat ass jo dann en zousätzlech Argument, wat net onbedéngt fir e Bäitritt géif schwätzen. An d'Türkei gëtt de Moment op den Niveau gesat vu Länner wéi Kroatien respektiv och Costa Rica. Dat heescht, de

Risiko, datt auslännesch Investisseuren an dat Land ginn, gëtt ëmmer méi kleng. An d'Inflatioun läit de Moment och bei iwwer 10%. Wat dat alles fir d'Zukunft bedeite kann, kann ee sech jo dee Moment och licht virstellen.

Aus enger Reform vun der Eurozon gëtt de Moment jo virleefeg och näischt. Et schéngt jo, wéi wa Frankräich an Däitschland do net géifen op enger Linn leien. Onofhängeg vun der aktueller, temporärer - loosse mer soen - Dissonanz an deem Punkt, zumindest tëschent Paräis a Berlin, si mer allerdéngs der Meenung, datt et ganz wichteg ass, datt déi zwee Länner och an Zukunft staark mateneen harmonéieren. An ech mengen, datt den Emmanuel Macron an och d'Angela Merkel Garante sinn, fir sech jiddefalls mat aller Kraaft och fir d'Zukunft vun engem géeneegten Europa anzusetzen.

An den Här Ausseminister huet och gëschter zu Recht gesot, hie géif hoffen, datt den däitsch-franséische Motor geschwënn nees géif uspringen. Och dat gesi mir d'selwecht, mä leider sinn de Moment net vill EU-Memberstaten op där Schinn. Vill hale sech do bedeckt, anerer trieden éischter fir e Réckgang an den Entwécklungen an.

E Wuert awer och nach zu engem Konflikt, deen eis och net ka kolloossen, deen zwar de Moment vläicht net méi an der éischter Aktualitéit ass. Ech schwätze vu Spuenien, Katalonien. Deen Dag, wou Katalonien géif onofhängeg ginn, wier et kloer, datt se net méi kéinten an der Europäescher Unioun bleiwen. Ech mengen, datt ass en Aspekt, dee vläicht munchmol vergiesse ginn ass vu Separatisten, well nach ëmmer eng Eenegkeet muss bestoe bei engem Vott, ob e Land kann austrieden oder opgeholl ginn. A mat Sécherheet géif Spuenien dat de Moment net guttheeschen. Jiddefalls huet d'Europäesch Unioun och keng Méiglechkeeten, do ze intervenéieren, se huet sech reservéiert verhalten. An ech fannen, dat ass och déi richteg Approche gewiescht. A constitutionnelle Froen ass nach ëmmer deen eenzelne Memberstat derfir responsabel.

D'EU huet also Ursach genuch, sech aus deem Zwist do erauszehalen. Mir wësse jo och, wat u sech do kéinten d'Konsequenze sinn. Ech wëll allerdéngs hei ënnersträichen, datt awer och d'Regierung Rajoy sech net onbedéngt glécklech an der ganzer Affär verhalten huet, well se eiser Meenung no ze vill fréi do awer Gewalt agesat hat.

Bei alle schwierige Froen, déi d'Europäesch Unioun de Moment belaaschten, soll een awer och vläicht op verschidde positiv Punkten hiweisen. Ech mengen, mir als Politiker sollen awer net nëmme Schwaarzmlerei bedreiwen, och wann et schwéier ass, d'Realitéit heiandso e bësselchen aneschtens duerststellen. Mä et soll een awer och heiandso déi positiv Säiten ënnersträichen.

Ech denken zum Beispill un de wirtschaftleche Volet, deen de Moment an Europa gutt funktionéiert. Ech denken un d'Kompetenzen, déi kloer verdeelt sinn. Ech denken awer och un d'Zusammenarbeit tëschent Kommissioun a Parlament, déi kéint besser sinn, mä déi awer och relativ gutt ass. Et ginn awer och eng Rei gemeinsamen Positiounen bezunn.

Madamm Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, de leschte 4. Mäerz ware jo an Italien Wahlen. Dat ass näischt Neies, dat si mer gewinnt, do ass dat jo regelméisseg de Fall. Wa mer allerdéngs d'Resultater analyséieren, da stelle mer fest, datt do u sech eng weider Etapp geschrivwe gouf a Richtung manner EU. Datt all Zweeten - all Zweeten! - an deem sympathesche Land sech infizéiere gelooss huet vun den, jo, rechtsradikalen - kann ee soen - Positiounen vun engem Mouvement respektiv d'Stäre vun engem fréiere Komiker ugehimmelt huet, och dat léisst natierlech déif blécken. An eng nei Regierung wäert natierlech och elo esou bal net stoën. Neiwahle si souguer och vläicht net ausgeschloss.

Mä bedenklech ass et awer, wann et dann och nach Länner an der Unioun ginn, déi ganz kloer an däitlech soen, datt se frou sinn iwwert dat Resultat. An ech wëll hei de Justizminister aus Ungarn, de László Trócsányi, aus engem Interview aus dem „Figaro“ vum leschten 9. Mäerz zitëieren, deen da gesot huet, haupsächlech am Kontext mat der Migratioun: «(...) le possible changement de la position italienne est clairement de nature à rapprocher les points de vue de notre groupe et ceux de l'Italie.» Na ja...

Zënter 2005, no den zwee Referenden, wou Frankräich an Holland sech géint eng europäesch Constitution ausgeschwat haten, hu mer ëmmer méi Problemer an der Europäescher Unioun. An d'Kaart vun den däischtere bis bronge Flecken an der Unioun ass zënterhier ëmmer méi grouss ginn. Polen, Ungarn oder Eisträich si gutt Beispiller, mä leider och eng sougenannte Musterdemokratie wéi Däitschland gëtt net méi dovun verschount. A

wann ee bedenkt, datt eng Partei wéi d'AfD - bon Partei, jo, ass et eng Partei? - 14% kritt huet, dat léisst déif blécken. A si erënneren munchmol an hiren Aussoen un d'1930er Joren. D'Konsequenzen dovunner si jo bekannt.

Och wann déi politesch Konstellatioun vun där neier Regierung eis als DP vläicht net onbedéngt schrecklech gefält, esou si mer awer frou, datt endlech no 170 Deeg, an haut op den Dag genee, Däitschland eng nei Regierung kritt huet. Wann dat net de Fall gewiescht wier an et hätte misse Neiwahle kommen, da wier dat net nëmmen eng Katastroph fir Däitschland gewiescht, mä mat Sécherheet hätt dat och ganz grav Konsequenze fir Europa mat sech bruecht.

D'Fro muss also gestallt ginn: Wat leeft dann elo schif an Europa? Wat sinn dann d'Ursachen, datt Destabiliséierungsversich do sinn, fir dat Haus Europa an d'Wackelen ze bréngen?

Eng vun den Hauptsaachen, an och dat muss een hei esou kloer soen, ass natierlech d'Flüchtlingsproblematik. Emmer méi Leit hunn Angscht virun Iwwerfriemung an hirem eegene Land a sinn och net méi bereet, Konzessiounen ze maachen, och bei eis. Och dat soll een net ignoréieren. Och wa mir hei an der Politik dat gréisstendeels anescht gesinn, d'Realitéit schwätzt trotzdem eng kloer Sprooch. Dat soll net heeschen, datt an Zukunft keng Diere méi solle fir Flüchtlingen opgemaach ginn, neen. Mä mir mussen eis awer och eens sinn, datt mer, besonnesch wat d'Integratioun ugeet, nach aner Moosstäb mussen setzen an och zousätzlech Efforte mussen maachen.

Deen Opruff gëllt natierlech an éischter Linn am mannsch weisendlech fir eist Land. Ech mengen, wat d'Flüchtlingsproblematik ubelaangt, ech soen net, datt mer Musterschüler sinn, mä do hu mer mat Sécherheet eng ganz korrekt an eng ganz anstänneg Aarbecht gemaach. Mä ech denken awer erëm eng kéier un e Land wéi Polen. An et ass schwéier ze verstoen, datt grad esou e Land, wat eng extrem beweegten historesch Vergaangenheet huet, sech elo géint d'Opnam vu Flüchtlingen ausschwätzt. Wann ee bedenkt, datt Polen jo awer all Joers méi wéi en Zweemilliardebetrag aus dem EU-Déppe fir strukturell schwach Regionnen a seng Landwirtschaft kritt, dann, mengen ech alt, misst och op där anerer Säit e gewëssenen Effort do sinn, fir ze hëllefen, d'Problemer vun der Europäescher Unioun ze léisen.

Jiddefalls, eenzel Länner, an ech denken un Däitschland, Holland a Schweden, si jo der Meenung, datt am neien EU-Finanzkader, dee jo am Joer 2021 uleift, d'Suen aus de Kohäsiounsfonten och sollen u gewësse Konditiounen gebonne ginn, ënner anerem zum Beispill d'Opnam vu Flüchtlingen. Solidaritéit ass ebe keng Sakgaass. A wann net nach zousätzlech Réss sollen am Haus EU entstoën, da mussen mer eis jiddefalls op deem Punkt do nach vill méi gemeinsam an Zukunft duerstelen.

Zënter Jore gëtt net nëmmen Europa, mä, et kann ee soen, e gudden Deel vun der Welt jo duerch d'Migratiounspolitik staark beaflosst. No dem Ofkommen mat der Türkei, wou natierlech de Flux vun de Migranten an eis Regionnen ofgeholl huet, versichen déi betraffe Leit elo allerdéngs, datt op eng aner illegal Manéier ze maachen, virun allem iwwert de Loftwee, fir de Kontrollen op der Balkanroute aus de Féiss ze goen. Vill fléien elo an en anert Land a kommen dann zum Beispill iwwert déi gréng Grenz an Däitschland. Dat bréngt da mat sech, datt och am Schengen-espace Griichenland elo praktesch scho viru Polen als Hauptdepartland ugesi gëtt. Dowéinst ginn dann och elo an Däitschland zousätzlech Kontrolle gemaach.

Een aner Problem ass, datt zënter dem September 2017 ënner anerem Inder, Iraner a Chinesen ouni Visa a Serbien areese kënnen. Duerfir géif dann eben och d'Méiglechkeet bestoen, datt Syrer, Afghanen oder Iraker mat gefälschte Pabeieren a Serbien areesen. Sollt dat de Fall sinn - ech beruffe mech, wéi gesot, hei op Presseaussoen -, da missten awer mat Sécherheet nach verschäerfte Kontrolle gemaach ginn. Eppes ass ganz kloer: Ech mengen, mir müssen d'Aarbecht vun de Schlepper an Zukunft nach vill méi staark bekämpfen. Dat ass moralesch einfach net vertriebar.

Nom Zerfall vum Gaddafi-Regimm besteet dat Land (veuillez lire: Libyen) jo u sech nach just aus engem Territoire, kann ee jo soen, ouni eng gutt funktionéierend Verwaltung; dorobber si mer scho méi wéi eemol higewise ginn. Et ass natierlech ganz bedauerlech, well et u sech e Land ass mat ganz vill Potenzial. Dat bréngt natierlech dann och mat sech, datt vill aner Länner sech do ëmmer méi engagéieren. Ech denken un Ägypten, ech denken awer och un Italien. D'Flüchtlingssituatioun ass do ganz dramatesch. An den Här Ausseminister weess dat vill besser, hie war jo elo kierzlech doënne.



Wann een do Biller gesinn huet an och gesot kritt, ënner wat fir enge Konditiounen do Leit et mussen a Lageren aushalen, dann ass dat net méi vertrieubar. Bon, et weess ee jo, datt Li-byen nëmme Flüchtlingen aus siwe Länner ophëlt. Dat bréngt et da mat sech, datt déi aner Flüchtlingen erëm an aner Länner zrëckginn, ënner anerem den Niger an och den Tschad, wat jo schonn extrem ass. Dat si mat déi zwee äärmste Länner vun der Welt, déi awer bereet sinn, Flüchtlinge bei sech opzehuelen.

Algerien huet sech och elo zu Wuert gemellt an och ugebueden, sech verstärkt géint déi illegal Migratioun anzesetzen. Ech mengen, dat ass eppes, wat mer nëmme kënne begreissen.

Madamm Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, zënter dem Mäerz 2011 - leider „feiere“ mer jo elo, feieren tëschent Guillemeten, de 7. Joresdag - besteet dee grausame Biergerkrich a Syrien. Ee Krich, deem zënterhier och d’Welt an Otem hält, an trotz villen Initiative konnt do nach kee Fridde geschloss ginn.

An dat muss een och leider esou soen hei: E Krich, op deem awer d’Gefor vun engem weltwäite Konflikt ouni Zweifel läit; e Konflikt, dee bis elo 400.000 Doudeger gefuerdert huet mat ongeféier 5,5 Milliounen Flüchtlingen. Och mir kréien dat hei zu Lëtzebuerg ze spieren. Net manner wéi 325 DPlen aus deem Land koumen 2017 op Lëtzebuerg. Dat ware 15,5% vun alle Refugiéen, déi d’lescht Joer bei eis koumen.

An dann huet dese Krich jo och nach eng aner Dimensioun an zwar d’Optauche vum IS a virun allem awer och d’Türken, déi d’Kurden um syresche Gebitt bekämpfen. Neien Héichpunkt, an dat ass de Mëtteg jo och schonn hei e puermol ënnerstrach ginn, ass natierlech d’Schluucht ëm d’Enklav an d’Oas Ost-Ghuta, wou jo zënter 2013 iwwer 400.000 Leit agekeselt sinn. Bannent zéng Deeg si jo do mindestens 1.000 Leit ëmkomm.

Humanitär Hëllef, dat hu mer alleguer matkritt, ass praktesch onméiglech. Et gëtt souguer op Convoie geschoss, eppes, wat inakzeptabel ass. An den Assad-Regimm huet elo souguer och Gëftgas agesat. Jiddefalls, dee vum UN-Sécherheetsrot gefuerderte Waffestëllstand bleift bis elo Illusioun. Wie sinn erëm eng Kéier déi grouss Verléierer? Virun allem natierlech an éischter Linn d’Kanner. Dee ganze Konflikt ass natierlech e Minnefeld an et ass leider net auszuschléissen, datt sech doraus souguer een neie Weltkrich kéint entwéckelen.

Jiddefalls, eppes ass elo scho sécher: Den Assad wäert zu Damaskus um Rudder bleiwen, well e vu Russland ënnerstëtzt gëtt. An der ëstlecher Halschent vu Syrien hu sech d’Kurde jo mat Hëllef vun den USA an der NATO etabléiert, dat entgéint den Interesse vun der Türkei. An de Rôle vum Erdoğan-Regimm op deem Gebitt, jiddefalls an deene leschte Wochen a Méint, ass net méi tolerabel. Effektiv dierf ee jo awer net vergiessen, datt déi syresch kurdesch Milize jo awer mat den Amerikaner zesumme géint den IS gekämpft hunn. An am Oktober 2017 konnte jo d’Daesh bei Raqqa zerstiért ginn.

Déi türkesch Offensiv „Olivenzweig“, déi jo den 20. Januar am Kanton Afrin ugefaange ginn ass, huet jiddefalls ganz problematesch Auswuesser kritt. An Ankara huet jo elo och ugekënnegt, eng Pufferzon vun 30 km laanscht d’syresch Grenz ze etabléieren. An den Erdoğan huet och esouguer gedreet, eng Offensiv bis op Manbij ze maachen. Wat dat am schlémmste Fall ka bedeuten, dat kann ee sech elo scho virstellen. Eppes ass kloer: Duerch déi dote ganz Entwécklung ass de Kampf géint den IS ouni Zweifel méi schwach ginn. An ech verweisen an deem Kontext och op eis Motioun, déi selbstverständlech och vun der DP hei matgedroe gëtt.

Eng gréisser Gefor lauert natierlech de Moment och an Israel. Israel huet sech bis elo relativ bedeckt gehalen an deem ganze Konflikt. Allerdéngs, wann den Iran an d’Hisbollah géifen a Richtung Golan goen, da géif déi Situatioun mat Sécherheet och änneren.

Wa mer scho bei Israel sinn, kënnt een natierlech net derlaanscht, och e Wuert iwwert den israelesch-palästinenseschen Konflikt ze verléieren, wou den Här Ausseminister gëschter jo erëm eng Kéier kloer Wieder fonnt huet. Mir kënnen eis der Fuerderung uschléissen, datt eng Zweestateléierung de Konflikt mat Sécherheet kéint zumindest staark entschäerfen.

Mir bedauern dann och, verwerfen och, kann ee soen, datt unilateraalt Virgoe vun den USA, wat d’Unerkennung vu Jerusalem als Hauptstadt vun Israel ubelaangt. Dat wäert mat Sécherheet de Konflikt nach weider unheizen an dat ass mat Sécherheet ganz schlecht.

Madamm Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, wa mer USA soen, da si mer och ganz séier bei hirem President, deem zënter dem 20. Januar 2017 Donald Trump heescht. Bon, zënter-

hier ass d’Welt op ville Pläng gerëselt ginn. Et muss ee sech un de Politstil vun deem Här do winnen, deem ongewinnt ass, deem oft ongehuwweelt ass. Jiddefalls, dat grousst humaant Denken, wat säi Virgänger mat sech bruecht huet, dat sicht een hei wéi déi berüümt Noll am Heekoup. A säi Motto „America first“ ass nach ëmmer säi Leitbild an an de leschten Deeg hu mer eis jo dovun och erëm eng Kéier leider mussen iwwerzeegen.

De 17. Juni 1930 hat d’USA dee sougenanntene Smoot-Hawley Tariff Act beschloss. Wat war dat? Ma dat ware ganz einfach Douanestaxen, déi dee Moment op 20.000 importéiert Wuereen agefouert gi sinn. Dat, wat den Här Trump also elo mécht, ass näischt Neits. Allerdéngs muss ee wëssen, datt deemools den amerikaneschen President, den Herbert Hoover, u sech entscheidend dergéint war. En huet allerdéngs missen där Pressioun noginn, mat de Konsequenzen, déi mer kennen.

Op där enger Säit si sougenannte Vergeltungsmoosnamen um europäeschen Maart geholl ginn an op där anerer Säit, an dat ass dat, wat schlëmm ass a wat elo haut nach vläicht ënnerschat ginn ass, huet et dozou bäigedroen, datt déi grouss Depressioun deemools nach verlängert ginn ass an datt de Faschismus an Italien an an Däitschland konnt nach méi grouss ginn.

Och do sollt den Här Trump sech vläicht bewosst sinn, wat en hei kann urichten, an e sollt vläicht dann eng Kéier an d’Geschichtsbücher kucke goen, wat duerch déi dote Politik entstoe kann. Jiddefalls ass et méi wéi ze bedauern, datt elo d’Rad ëm 88 Joer hei zrëckgedréit gouf.

Well no där schlechter Erfahrung ass jo nom Zweete Weltkrich dunng eng Handelsuerdnung opgebaut ginn. Fir d’Éischt war dat de GATT, duerno ass dat dann 1995 d’WTO ginn. A mat senger Moosnamen, wéi gesot 25% op Importer vu Stol an 10% op importéierten Aluminium, wäert e warscheinlech elo leider riskéieren, en neien Handelskrich ze declenchéieren. En huet jo och elo schonn d’Autoconstructeuren am Viséier.

An elo ass d’Fro natierlech: Wéi soll op europäeschem Niveau reagéiert ginn? Nom reliéise Motto: Auge um Auge, Zahn um Zahn? Oder mat Diplomatie an Dialog? Insofern dat iwwerhaupt mat engem Här Trump nach méiglech ass.

Eppes ass kloer: An der EU kann een am Moment net ëmmer esou eng ganz eenheetlech Linn erkennen. Direkt op d’Tromm geschloen hat jo de Kommissiounspräsident, deem du gesot huet, dem Här Trump seng Douanespläng wieren domm, also missten och d’Europäer domm sinn. Bon, iwwer esou Adjektiver kann ee jo gedeelter Meenung an der Politik sinn. Fir mech perséinlech ass dat net onbedéngt e Sproochgebrauch, dessen ee sech sollt bemächtigen.

D’Angela Merkel, wat jo net onbedéngt menge politesche Virstellungen entsprécht, huet allerdéngs do schonn eng, fannen ech, wesentlech besser Sprooch geschwat an huet och gesot: „Mir musse fir d’Éischt emol versichen, en Handelskrich ze evitéieren.“ Och déi däitsch Wirtschaft huet iwwregens op déi Schinn gesat, datt een och soll emol gezillt méi Drock innerhalb vun den USA selwer maachen. Et ass och elo virgesinn, fir eng eenheetlech Klot da bei der WTO ze maachen. Awéifern datt dat Erfolleg huet, muss een emol ofwaarden.

D’Madamm Malmström, wéi gesot, huet dann elo den Optrag kritt, Gespéicher ze féieren. Da loosse mer elo emol ofwaarden, wat déi nächst Deeg wäerte bréngen!

Och d’Chineesen an d’Japaner sinn iwwregens alles aneschtens wéi frou iwwert déi Entwécklung. A souguer an den eegene Reie vum Här Trump mécht sech awer elo glécklecherweis e gewëssene Widderstand bemierkbar. Ech wëll hei zum Beispill de President vum US-Representantenhaus ernimmen, den Här Paul Ryan, dee sech ganz kloer dergéint ausgeschwat huet. Wat iwwregens och e Republikaner ass.

Schaarf Téin kommen iwwregens och vum Här Mario Draghi. An da muss een awer och nach virun enger Deregulierung vum Finanzsektor warnen. Well och dat ass elo e bëssen ënnergaangen. Mä den US-Senat huet d’lescht Woch zum Beispill decidéiert, och eng deementsprechend Debatt ze féieren. A mir hate jo scho virun zéng bis zwielef Joer, virun der Finanzkris vun 2008, esou Diskussiounen. A wann de Protektionismus, wéi gesot, deem deemools scho bedriwwen ginn ass, sech elo nach weider entfaalt, da wësse mer jo, datt dat grouss Risiko fir d’Weltwirtschaftspolitik wäert duerstellen.

Eppes ass kloer: De Problem läit mat Sécherheet net bei eis an Europa. Spéitstens - an ee vu menge Virriedner huet dat schonn hei ënnerstrach - no deser éischter Etapp a Richtung Handelskrich mussen d’Gegner vum CETA ef-

ektiv kloer erkennen, datt hire gutt gemengten Asaz géint esou en Handelssofkommes awer sollt emol nach eng Kéier iwwerluecht ginn an datt se awer de Sënn agesi vu sougenannten Handelssofkommessen, déi awer och eng gewësse Barrière duerstellen, fir datt de Protektionismus sech net kann esou entfalten. Duerfir wëll ech all deene Leit vläicht awer de Message mat op de Wee ginn, sech an Zukunft e bësse méi mat der Saach am Fong auserneenzenetzen, ier een direkt op d’Strooss leeft.

Madamm Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, e Liichtbléck gëtt et awer och um Niveau vun der internationaler Politik. Ech mengen, zënter Jore suert jo Nordkorea do virun allem fir eng aggressiv Atompolitik. Déi veraarmten Dynastie oder dat veraarmt Land spillt sech jo ënnert der Dynastie Kim wéi e Groussen op, menacéiert souguer zum Deel de Weltfridden.

Allerdéngs ass jo elo dann de klengen Hoffnungsschimmer komm no den olympeschen Winterspiller, wou dann eben elo dat Äis riskéiert, e bësse méi dënn - am Gudden - ze ginn. An et ass jo och eng Entrevue elo virgesinn tëschent de Presidente Moon Jae-in an dem Kim Jong-un. An och China huet jo d’USA opgeruff, sech an där Entrevue do mat anzemeschen an och den Dialog mat Nordkorea ze sichen, wat den Här Trump, an do muss een dann och emol eng Kéier eppes Guddes iwwert den amerikaneschen President soen, zu deem Moment och zougesot huet. Et wier näamlech wëschenswäert, wann elo déi, muss ee scho bal soen, infantill Ausenanersetzungen tëschent deenen zwee Presidenten emol endlech géifen der Vergaangenheet ugehéieren an datt och elo emol seriö Gespéicher géifen op deem Niveau gefouert ginn.

Allerdéngs soll een elo net ze vill euphoresch sinn a mengen, datt domadder elo direkt schonn dee Problem sech géif séier léisen. An zu Recht huet och de japaneschen Premier, de Shinzō Abe, drop higewisen, datt een op kee Fall soll de Moment schonn drun denken, fir d’Sanktiounen géint Nordkorea ze reduzéieren. Dee Sommet muss, wann en da sollt stattfannen, natierlech minutiéis preparéiert ginn, well meng Gespéicher oder en onvirebereete Sommet wier mat Sécherheet en Echech.

An ech mengen och, datt China an deem ganze Konflikt hei kann eng ganz grouss Roll spillen. An da si mer natierlech och bei enger sougenannter neier Supermuecht. 1,4 Milliarde Konsumenten, déi awer och spéitstens nom Vollekongress, dee jo nach amgaangen ass, a Richtung vun enger Ee-Mann-Autokratie mam Xi Jinping ze goe schéngt.

A China wëllt jo dann dernieft och nach eng nei IT-Muecht ginn. Ech wëll e puer Beispiller hei ervirsträchen, déi awer ze denke ginn. Den Autosconstructeur NIO huet zum Beispill BMW, Audi an Daimler schonn de Rang an den autonomen Autoen ofgelaft. Alibaba ass längst e grouse Konkurrent vun Amazon ginn. A symptomatesch ass zum Beispill och eng Stad wéi Schanghai. Een, dee schonn eng Kéier do war, ka sech e Bild maachen, wéi rasant datt esou eng Stad sech entwéckelt.

Dat suert natierlech och a gewëssene Kreesser fir Angscht, déi rasant Entwécklung vu China. Ech verweisen hei allerdéngs op eng Pressekonferenz, déi hiren Ausseminister Wang Yi elo kierzlech gehalen huet. Do huet en natierlech gesot, kee wonnert et och: „Et brauch keen Angscht viru China ze hunn.“ Säi Land géif sech och net als strategesche Konkurrent vun den USA gesinn. Trotzdem dierf een awer net vergiessen, datt d’Relatioun tëschent deenen zwee Länner dach Spannungsgelueden ass. A besonnesch och den Asaz vun amerikaneschen Krichsschëffer a Flugzeugträger am südchineschen Mier ass natierlech de Chineesen en Dar am A.

Dann ass een neie Projet, dee vun de Chineesen jo lancéiert ginn ass, déi sougenannten nei Seidestrooss, déi jo zum Deel och ëmstridden ass, wou allerdéngs elo schonn 80 State Kooperationsverträge ënnerschriwwen hunn. Dës Initiativ gëtt vun de Chineesen als en Opmaachen no baussen interpretéiert. A si wëlle sech och do an en integrale System integréieren. D’Seidestrooss wier jiddefalls och eng Plattform fir eng pragmatesch Zesummenaarbecht mat anere Staten. A si géifen och domadder déi europäesch Integratioun ënnerstëtzen, esou de Shi Mingde, de chineseschen Botschafter zu Berlin an engem Interview mam „Handelsblatt“ de leschten 9. Mäerz.

Et dierf een natierlech net esou naiv sinn a mengen, d’Chineesen géifen dat doten alles nëmmen aus philantropeschen Grënn maachen. Ben, jiddefalls soulaang de Projet Seidestrooss förderlech ass, och fir eis Ekonomie hei an Europa, soulaang soll een dee Projet matdroen. Wann natierlech domadder kloer Hegemoniegedanke verbounne sinn, da muss ee scho méi skeptesch ginn.

China ass am Fong och bereet, sech fir e Multilateralismus anzesetzen; e Wuert, wat gëschter ganz vill vum Minister hei gebraucht ginn ass, och zu Recht. An d’Chineesen wëlle jo verstärkt dann op alle Kontinenter investéieren, och Kreditter zur Verfügung stellen. Si gesinn dat och als eng Zort Entwécklungspolitik. Jo, d’chineseschen Maartwirtschaft ass ënnerstëtzenswäert, allerdéngs de chineseschen Statsregimm mat Sécherheet net. Ech liewe léiwer an engem Land, wou Twitter, wou Facebook a wou YouTube net gespaart sinn. Do huet een nach seng elementar Fräiheeten. Dat kann ee fir China de Moment mat Sécherheet net soen.

Duerfir menge mer och, datt d’Chineesen musse bilateral Investitiounsofkommesse maachen, mä definéiert Geschäftsberäicher mussen dann och vun de staatlechen Aflëss getrennt ginn.

Wa sech vläicht ee Konflikt och an noer Zukunft ubaant a Mëttel- an a Südamerika, jo, dann ass et leider dee vu Venezuela. Do, wou jo, nodeems den Hugo Chávez wärend Joren eng gemässegt Diktatur - loosse mer et esou nennen - hat, déi awer trotzdeem och eng Rei positiv Aspekter mat sech bruecht huet fir d’Land, ass dat elo eriwuer ënnert dem Nicolás Maduro. Dat Land steet ouni Zweifel virum Ofgrond. Et stinn elo Wahle fir den 20. Mee un. D’Oppositioun huet schonn ugekënnegt, net un deene Wahlen deelzehuelen. Ausser den Henri Falcón.

Bon, mir wëssen, datt déi Situatioun do ganz gespaant ass. Et kann een nëmmen hoffen, datt sech dat do och net, wéi gesot, méi entwéckelt, datt et net zu engem Feier kënnt, wat sech an anere Regiounen nach géif ausbreeden.

Madamm Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, den nächste Sonndeg sinn och erëm eng Kéier wichteg Wahlen. An zwar geet et drëms, fir en neie President a Russland ze wíelen.

► **Une voix.**- Spannend!

► **M. Gusty Graas (DP).**- Voilà! Ech géif soen, et gëtt ganz spannend.

(**Hilarité**)

Ech mengen, et huet net vill wäert, elo Wetten ofzeschléissen, well d’Resultat schéngt warscheinlech e Sonndeg den Owend net fir eng ganz grouss Iwwerraschung ze suergen. Déi grouss Fro ass vläicht, mat wivill Prozent datt den Här Putin respektiv den ale President neie President gëtt.

Mä wa mer natierlech bei Russland sinn, da si mer ganz séier och beim Problemfall Ukrain. Och do sinn an deene leschte Jore leider iwwer 10.000 Leit ëmkomm. Och wann een e bëssen d’Gefill huet, wéi wann dee Konflikt de Moment net géif onbedéngt an der direkter Aktualitéit stoen, sou dierf een en op kee Fall ënnerschätzen, well de Minsk-Prozess huet bis elo nach net onbedéngt dat bruecht, wat e versprach hat.

An da muss een och feststellen, datt d’USA amgaange sinn, hir Positioun deelweis ze änneren. Sou konnt een zum Beispill kierzlech op der Websäit vun der Defense Security Cooperation Agency, déi zum Pentagon gehéiert, liesen, datt den US-Ausseministère de Verkauf vu panzerbriechende Waffen un d’Ukrain guttgehescht huet. Kiev wier bereet, duerfir 47 Milliounen Dollar ze bezuelen. Dat, wat den Obama u sech ëmmer refuséiert huet, datt huet den Här Trump elo erlaabt. An do muss een allerdéngs da scho soen, datt Amerika och elo an e gewëssene Stellvertrederkrich mat Russland do géif investéieren.

Den ukraineschen President huet iwwregens op senger Facebook-Säit dem Donald Trump scho Merci gesot fir dës historesch Entscheedung. Datt dat op der russescher Säit natierlech ganz aneschtens gesi gëtt, ass evident. An de russeschen Ausseminister Sergej Lawrow huet scho gewarnt, datt d’Waffeliwwerung aus den USA un d’Ukrain zu neiem Blutvergësse géif féieren. Washington verlaangt allerdéngs och zu Recht op där anerer Säit, datt méi Asaz vu Moskau géif bruecht ginn, fir, wéi gesot, eng Friddensléisung ze fannen.

An da si mer och natierlech séier bei de Sanktiounen. Iwwregens hunn d’Amerikaner hir Lëscht vun de Sanktiounen ëm 40 Betriber elo nach ausgedee. An no der Presidentewahl den nächste Sonndeg wäert dann och d’Fro decidéiert ginn, ob dann och elo vläicht Blohmer kënnen agesat ginn, fir dann eben och d’Grenz tëschent Russland an Ukrain nees méi zougängelech ze maachen.

Madamm Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, vläicht zum Schluss nach e puer allgemeng Iwwerleeungen zu deem Debat, dee weist,



datt eis Welt nach ëmmer ganz konflikträich ass.

Och wa mir als Lëtzebuerg meeschtens op der Zuschauertribün sëtzen, sou soll awer och dësen Exercise eis et erlaben, eist Land am internationale Kontext ze gesinn.

Sécher gehéiere mir mat 600.000 Awunner net zu deene Groussen op der Weltbün. An awer muss een et hei nach eng Kéier ënnersträichen, datt mer trotz deem klengen, bescheidenen Reservoir awer scho grouss Politiker ervirbruecht hunn, déi op europäeschem Niveau, héchstem europäeschen Niveau wichteg Fonctiounen hatten.

An dann, contrairement zu der Behauptung vun enger fréierer EU-Kommissärin mat ganz ville Kompetenzen...

(Interruptions)

► **Une voix.**- An Ambitiounen!

► **M. Gusty Graas (DP).**- ...an Ambitiounen, ass awer Lëtzebuerg mat Sécherheet grad aktiv um europäeschen Niveau.

An ech muss awer éierlech soen: Net nëmmen ech, mä ganz vill Leit waren immens iwwerrascht, wa grad esou eng Damm dëser Regierung de Virwurf mécht, se wier net genuch präsent zu Brëssel, si hätten net genuch Aktivitéit um europäesche Plang gewisen.

► **Une voix.**- Dat kann dach net sinn!

► **M. Gusty Graas (DP).**- Majo, Dir Dammen an Dir Hären, den Défilé vu groussen internationale Politiker, net nëmmen an deene leschte Wochen, an deene leschte Méint hei zu Lëtzebuerg, an der leschter Woch war den Här Donald Tusk hei, de schwedesche Premier war hei, de finnesche Premier war hei, de Vizepräsident vun der Kommissioun war hei - et j'en passe! -, déi kommen awer net nëmmen heihinner, fir eng Taass Kaffi ze drénken!

(Interruptions)

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. Gusty Graas (DP).**- Mä déi kommen heihinner, well se a Lëtzebuerg e seriösen, gudde Partner gesinn, dee fir eescht geholl gëtt.

(Interruptions)

A wann dann awer Uschëllegunge kommen an eng Richtung, et géifen net genuch Efforte gemaach gi vun dëser Regierung...

► **Une voix.**- Jee, jee, jee!

► **M. Gusty Graas (DP).**- Bon, ech wëll mech net weider doriwwer ausloossen! Mä doriwwer kënnen déi...

► **M. Alexander Krieps (DP).**- Liest „Le Canard enchaîné“ haut!

(Brouhaha)

► **Mme Simone Beissel, Présidente de séance.**- E bësse Rou, wann ech gelift! Här Graas, Dir hutt eleng d'Wuert. Mä Dir hutt dat do e bësse provoziert. Fuert elo virun!

(Brouhaha général)

► **M. Gusty Graas (DP).**- Oh! Elo hat ech mer nach virgeholl, relativ fein ze sinn. Mä bon!

► **Mme Simone Beissel, Présidente de séance.**- Sou, elo e bësse Rou wann ech gelift! Mir hunn alles verstanen.

(Interruption et hilarité)

Här Graas, wann ech gelift, fuert virun!

► **M. Gusty Graas (DP).**- Also, eppes ass ganz kloer, ech wëll dat och hei nach eng Kéier ënnersträichen: Fir eis als DP läit d'Plaz vu Lëtzebuerg ganz kloer an engem vereenten Europa. Och mir müssen agebonne sinn an enger internationaler Verteidigungsstruktur wéi zum Beispill der NATO. An duerfir: Déi Politik, déi dës Regierung um Niveau vun der Aussepolitik gemaach huet, geet an déi richteg Richtung.

D'DP als proeuropäesch Partei wäert och an Zukunft dee Wee mat ënnerstëtzen, well mir stinn derfir och an, fir d'Grondwäerter vun der westlecher Zivilisatioun nach méi staark ze verteidigen, well mer iwwerzeegt sinn, datt d'Sécherheet an de Wuelstand vun dësem Land nëmmen iwwer esou e Wee kënnen erreecht ginn. A mir wäerten eis och an d'éischt Rei stellen, fir déi Stréimungen ze bekämpfen, déi alles Friemes hei am Land wëlle bekämpfen. Och datt ass näamlech eng Approche, déi net déi richteg ass.

Ech wëll ofschléissend awer dem Här Ausseminister nach e ganz grouse Merci aussprieche fir säin enormen Engagement, deen hien elo schonn zënter 14 Joer beweist. Dat ass gutt fir

Lëtzebuerg, dat ass gutt fir eist Land. An d'DP wäert och an Zukunft déi dote Politik mat ënnerstëtzen.

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix.**- Très bien! Ganz gutt!

► **Mme Simone Beissel, Présidente de séance.**- Merci dem Här Graas. Als nächsten aschriwwene Riedner hunn ech den Här Claude Adam. Här Adam, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Claude Adam (déi gréng).**- Merci fir d'Wuert, Madamm Presidentin. Madamm Presidentin, Här Minister, et ass déi véiert Deklaratioun zur Aussepolitik an dëser Legislaturperiod. A well mer deen Optrag, dee mer vum Wieler kritt hunn, jo just a Gott sei Dank fir eis a fir eis Demokratie à durée déterminée kréien,...

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. Claude Adam (déi gréng).**- ...kéint et jo emol sinn, datt et déi leschte Kéier ass, wou ech oder vläicht och een anere säi politesche Grupp hei bei dësem Debat ka positionéieren. Duerfir hunn ech mech dann och eng Kéier net nëmme mat der Deklaratioun vu gëschter, mä och mat deenen dräi virdru vun eise Ausseminister befaasst.

Am November 2014, bei där éischter vun dëser Legislatur, sot de Minister: „...d'Krisen iwwerschloech sech, d'Welt steet (...) op der Kopp. Esou vill déif gräifend Krisen a Konflikter, mat esou onberechenbaren Akteuren zur selwechter Zäit, maachen d'Welt extrem nervös.“

Ech weess net, ob dat d'Erkenntnis aus zwee Joer Membership vun eise Land am UN-Sécherheetsrot war. De Minister huet déi Erfahrung op alle Fall als ganz positiv betruecht an hien oder een anere wëllt 2031 bis 2032 déi Erfahrung widderhuelen. Mir ënnerstëtzen dat selbstverständlech, an och d'Kandidatur vu Lëtzebuerg, fir an de Joren 2022 bis 2024 Vollmitglied am UNO-Mënscherechtsrot ze ginn.

De Krich an der Ukrain war am Februar 2014 ausgebrach an dat war eng vun eisen Hauptsuergen. Haut ass dee Konflikt nach ëmmer net zu Enn. A wa keng Bewegung an d'Krim-Problematik kënnt, da wäert dat och nach esou bal net zu enger Léisung kommen.

Bei der nächster Deklaratioun, den 8. Mäerz 2016, war eigentlech kee Problem geléist, mä eng ganz Rei nei Problemer waren opgetaucht. An de Minister sot deemools: „...eis Welt ass leider nach ëmmer gradesou zerrappt wéi deemools. Si ass haut éischter nach méi zerspléckt, méi desorientéiert, méi geféierlech ginn. Kricher a Biergerkricher an eiser direkter Noperschaft, Terroruschléi uechtert d'ganz Welt sinn déi Realitéit, an där mir haut liewe mussen.“ (veuillez lire: „...mat där mer haut ze liewen hunn.“ [Originaltext]).

Mir hatten 2015 mat engem massive Migrationsphenomeen ze dinn, op deen d'EU keng solidaresch Léisung fonnt hat. Dee staarke Migrationsphenomeen huet sech zu enger Migrationskris an zu enger Kris vun der EU widerentwéckelt. Ech wäert bei menger Ried haut net weider op d'Migrationskris agoen. Ech hunn dat an deene Jore virdru ëmmer gesot: Mir sollen eis drop stellen, datt mer do en Dauerphenomeen hunn. D'Migratioun ass eppes, wat eis nach all déi Jore wäert befaassen.

Ech hu mat Interêt dem Här Mosar seng Aussoen héieren. Ech fannen do net alles kohärent, wat e gesot huet. Virun allem seng éischt Ausso, déi en awer selwer relativéiert huet, datt d'Aarmut net automatesch géif de Migrationsdrock ewechhuelen. Dat ass net falsch. Ech mengen awer trotzdeem, datt d'Aarmutsbekämpfung eng vun deene wichtigsten Aufgaben ass. An en huet, an duerfir war en net ganz kohärent, en huet och gesot, datt mer müssen de Leit an hire Länner eng Zukunftschance ginn. Mir musse fir eng besser Educatioun suergen. An ech mengen, datt dat Hand an Hand geet mat der Aarmutsbekämpfung.

Gutt! Eng Rei aner Saache vum „brain drain“, déi kann ech deelen. Dat sinn effektiv Phänomene, wou mer net dierfen dat nach fërdere an déi Leit bei eis ulackelen.

E Joer méi spéit, den 21. Mäerz 2017, konnt den Här Asselborn och nach keng Verbesserung feststellen. „Ganz am Géigendeel“, sot en, „mir liewen a villen Hिसichten an enger méi chaotescher Welt. Latent Konflikter, Biergerkricher a Kricher gi weider an neier entstinn,“

De Brexit war decidéiert, den Donald Trump war President vun den USA. Israel huet seng Siidlungspolitik monter weiderbedriwwen. Nationalismus a Populismus spiere staarke Réckwand weltwäit.

An ech hu mech gefrot: Kann et nach schlimmer kommen? An ech war duerfir och ganz frou, wéi den Här Asselborn selwer op d'Fro

agaangen ass, ob et dann nach net deprimant a frustrant ass, Ausseminister ze sinn an esou enger Welt. Hien huet net mat jo an net mat Neen op déi Fro geäntwert. Hie sot, datt grad an esou enger schwiereger Zäit den diplomateschen Asaz an den Engagement vu Lëtzebuerg méi wéi jee gefuerdert ass an datt d'Gesamtbild an de long Terme eis hoffe loosson, datt eisen Asaz net émsoss ass.

Awéiwäit ee sengem Bauchgefill fräie Laf an de Relatiounen tëschent den Natiounen soll loosson, doriwwer léisst sech diskutéieren. Här Ausseminister, Dir hutt Are Stil. Den Här Mosar huet säin. Jiddwerengem säint. Ze vill Bauchgefill an der Diplomatie bréngt eis wahrscheinlech och net ëmmer virun.

Madamm Presidentin, och meng Intervention, déi ech hei am Numm vun der grénge Fraktioun maachen, steet ënnert dem Motto „Lëtzebuerg fir d'Éischt“. Ech soen dat net aus Sympathie zum amerikanesche President, mä ech maachen domat näischt anescht wéi meng Virriedner. Et ass jo dat Normalst vun der Welt, datt mir hei op dëser Plaz soen „Lëtzebuerg fir d'Éischt“. An et ass och gradesou bannal, wann ech erëm eng Kéier soen, datt mir ee klengt Land sinn, datt mir eis an enger globaliséierter Welt gutt opgestallt hunn, datt mer dervu profitéieren, an enger europäescher Wirtschafts- a Wäertegemeinschaft ze sinn.

Ech wëll duerfir och haut net gradesou e wäiten Tour duerch d'Welt maachen, mä ech wëll mech, souwäit wéi dat méiglech ass, a menger Ried op d'EU an op den europäesche Kontinent beschränken.

Lëtzebuerg brauch eng staark Europäesch Union mat staarken Institutiounen. Eng vun de ganz wichtigen Erausforderunge fir d'EU ass de Brexit. Viru bal genoe engem Joer hunn d'Britten den Artikel 50 vum EU-Traité lancéiert, an déi konservativ Regierung bleift jo derbäi, datt een esou eng Decisioun net méi ka revidéieren. Mir sinn an der Halbzäit vun der Scheedung. D'Problemer vum Brexit ginn ëmmer méi visibel, d'Léisungen nach ëmmer net.

Groussbritannien wëllt aus dem gemeinsame Maart eraus an ee bilateralt Wirtschaftsofkomme mat der EU ofschléissen. Dat sollt méi en intensiivt an déift Fräihandelsafkomme gi wéi soss iergendeen anert.

An et ass jo och richteg: D'EU huet ganz vill esou Accorden, an déi sinn natierlech och net alleguerten d'selwecht. Mir hunn der mat Singapur, mat Georgien, Moldawien an der Ukrain, mat Südkorea, de CETA mat Kanada. Esou Accorden hu munches gemeinsam, zum Beispill datt se vun eis gäre kritiséiert ginn, well se nach besser op Biergerrechter kéinten agoen, den Émwelt- a Klimaschutz nach méi an de Vierdergrond misste stellen.

An de CETA-Protest - dat kënnt Der dann un den Här Mosar weiderginn - huet sech net géint de Fräihandel u sech gericht, mä et ass em d'Transparenz, em d'Schidsgerichter an em d'Ausriichtung vun deenen Accorde gaangen.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. Claude Adam (déi gréng).**- Déi Fräihandelsaccorden hatten awer alleguerten och eppes gemeinsam, näamlech d'Zil, d'EU an hir Handelspartner méi no beieneen ze bréngen. Beim Brexit si mer an engem aneren Zeenario. D'EU a Groussbritannien bewege sech net openeen zou, mä vuneneen ewech. An en Donald Tusk huet recht mat der Ausso: „Hei geet et em deen éischte Fräihandelsaccord vun der Welt, dee méi schwach Handelsbeziungen upeilt an als Konsequenz wäert hunn.“

déi gréng bedauern dat vun der éischter Minutt un. Mir sinn der Meinung, datt de Brexit dat wichtegst Eenzelelement fir Groussbritannien, fir d'EU an domat och fir Lëtzebuerg ass, bis datt dës Scheedung vollzunn ass.

Ech sinn als Optimist an d'Politik komm. Ech hat net gegleeft, datt de Brexit-Referendum esou géif ausgoen, wéi en ausgaangen ass. An ech gleewen och net drun, datt et kee Scheedungsaccord tëschent der EU a Groussbritannien gëtt. Dat wier de Worst Case. Et kéint awer sinn, datt ech och hei falschleien, een No-Deal ass leider duerchaus am Beräich vun de Méiglechkeeten.

Firwat mengen ech dat? Eigentlech misst et jo einfach sinn. D'Insel a mir stinn eis no: historesch, kulturell, politesch, wirtschaftlech. D'Insel a mir sinn u gudde wirtschaftleche Relatiounen mateneen interesséiert. Déi Relatiounen sinn am Moment gutt. Wien hätte Interêt, fir se méi schlecht ginn ze loosson?

An awer ass et extrem schwierig. An déi eiser Meinung no gréisste Schwierigkeit dierft op der Bewegungsfreiheet leien, net onbedéngt där vum Kapital. D'Banken an d'Kapitalisten, déi bréngen et fäerdeg, an hirem eegenen Interesse eens ze ginn. Neen, d'Fräiheit, sech ouni Grenzen ze bewege vun den eenzelne Bierger, déi Fräiheit gëtt gären als Hauptgrond

fir de Brexit-Vott geholl. An hei geet et em d'Häerz an d'Seil vun Europa.

Niewent dem Friddensprojet ass fir eis de Fräiheitsprojet vun den Europäer d'Seil vun der EU. All Europäer ka sech fräi bewegen an Europa an do wunnen a schaffen, wou e wëllt. An duerfir muss och jiddweree fir déiselwecht Aarbecht am selwechte Land deeselwechte Loun an déiselwecht sozial Rechter kréien. Mä et ass genau déi Fräiheit vun den europäesche Bierger, déi, esou erklären eis d'britesch Diplomaten, zum Brexit-Vott gefouert huet. Wa mer awer déi Bewegungsfreiheit opginn, da stelle mer och den europäesche Friddensprojet a Fro.

Dat mierkt een un der Grenz mat Irland. Mir hu keng Léisung ze proposéieren. Mir hunn och keng Iddi, wat ee mat Gibraltar ka maachen. Ech hat nogefrot, wéi den héchste britesche Beamte vum Ausseministère hei war. Deen huet gemengt: Dat kann ee relativéieren, well do net vill Leit wunnen. An dat ass awer eng Antwort, déi mécht mir als Vertrieder vun engem klengen Land richteg Angscht.

Groussbritannien huet global Ambitiounen. Groussbritannien erreecht d'2%-Zil vun den NATO-Defense-Ausgaben, 0,7% vum UN-Zil fir Entwicklungshëllef. Groussbritannien ass Membre permanent am UN-Sécherheetsrot, an dat wäert et och bleiwen. Groussbritannien huet scho 50 Leit nei agestellt, fir hir Ambassaden ze verstärken, a se wëllen dës Joer nach 150 weider Leit astellen. Dat sot och de Simon McDonald, den héchste Beamten am Ausseministère.

Dat sinn awer däitlech manner Leit, wéi mir hei zu Lëtzebuerg all Joers astellen, fir eise Schoulbetrib um Lafen ze halen. Domat wëllen d'Britten hiren europäeschen an internationalen Networking oprechterhalen. En éischten Test wäert jo elo schonn dierfe geschéien, wéi et mam Networking ass, wann d'Premierministesch May 23 russesch Diplomaten aus Groussbritannien wëllt erauskréien.

Et wäert net einfach ginn! China, Indien, Indonesien, Brasilien wäerten an Zukunft nach däitlech méi staark ginn, an allen Hिसichten. Mir kënnen eis schlecht virstellen, datt Groussbritannien an 20, 30 Joer méi e staarke Global Player ass wéi haut.

Mä och d'EU verléiert duerch de Brexit. Een net ëmmer einfachen, awer wichtige Partner geet. Ee wichtige Partner, zum Beispill wat d'Sécherheets- an d'Verdeedegungspolitik betrëfft. Do soll weider zesumme geschafft ginn. Et ass awer nach net gekläert, wéi eng Roll Groussbritannien an der Common Security and Defence Policy wëllt oder ka spillen. D'Zesummeschaffe mat Europol an Eurojust mat engem „real-time sharing of data“ dierft duerch de Brexit och net méi einfach ginn.

Op der EU-Säit geet awer och deen zweetgréissten Netto-Abzueher fir den EU-Budget verluer. Och wa mir der Meinung sinn, datt et net vill Sënn mécht, just wéi e Kontabel Einnamen an Ausgabe vun engem Land vis-à-vis vun der EU géinteneenzustellen, da bleift de Fakt, datt e Lach an der Keess vun der EU bleift.

D'Diskussiounen iwwert den europäesche Budget lafen elo un. Hei geet et net just em eng technokratesch Diskussioun, mä hei geet et em d'Fundament vun eiser Union. D'Gréisst vum europäesche Budget seet eppes aus iwwer eis Handlungsfäegkeet als Europäesch Union. A wou d'Geld hifléisst, weist, wéi eng Prioritéit mir als Europäer ginn.

Den Här Juncker a verschidde Stats- a Regierungscheffe wëlle virun allem méi Sue fir d'Festung Europa a fir d'Militär. Si proposéieren: manner Geld fir d'Kohäsionsfongen, kee Geld fir d'Implementéierung vun der nei gegrenzter europäescher Sail vu soziale Rechter, manner Geld fir d'Bauern. Maache se e Budget fir d'Waffenindustrie oder e Budget fir d'europäesch Bierger a Biergerinnen?

De Problem an Europa ass net, datt mer net genuch Geld an eis Armée pompelen oder datt d'Mauern op eise Grenzen net héich genuch sinn. Mir héiere vun alle Säiten, datt et en enormt Spuerpotenzial am Beräich vum Militär gëtt, virun allem duerch besser Koordinatioun vun de Systemer an duerch d'Akafen. De Militärbudget eropsetzen ass keng Léisung, och wann dat sech am Moment gutt verkäfe léisst.

Schonn zënter Jore schaffen ënnerschiddlech EU-Staten drun, militäresch Strukturen fir Europa opzebauen. D'Méiglechkeet, eng permanent strukturell Kooperatioun, d'PESCO, déi schonn zënter 2009 am Lissabon-Vertrag gi war, ze schafen, déi gëtt elo Realitéit. Am Kader vun der PESCO steet et den EU-Memberstate fräi, sech a verschidde militäresche Projeten ze engagéieren.

Mir verschléissen eis net enger besserer europäescher Zesummenaarbecht, och net op militäreschem Gebitt. Eng Ausso vun engem Vertrieder vun der Arméi, nach dës Méindeg an



der Kommissioun, hat mech awer erfieert. Mir hu jorelaang Friddensécherung trainéiert. Jorzéngtelaang ass kenne anere Militärsaz trainéiert ginn. Hu mir fir de falsche Krich trainéiert?

► **M. Claude Haagen** (*LSAP*).- Gëtt et och ee falsche Krich?

► **M. Claude Adam** (*déi gréng*).- Ech sinn der Meenung, mer solle keng Dier opstoussen, déi jorzéngtelaang zou war. An ech soen och dem Här Asselborn Merci fir seng Ausso zu dem 2%-Budget, wat d'NATO ugeet. Dat ass eng Fuerderung, déi an eisen Ae wierklech net an déi richtig Richtung geet. Dir hutt d'Kooperation mat erabruecht - dat ass richtig -, mä déi automatesch budgetär Upassung ass an eisen Ae kloer dee falsche Wee. Dat wier jo genau ee weider wéi bis elo an nach méi. A mir mengen, do missten awer eng ganz Rei Saachen emgeduecht ginn.

► **Mme Viviane Loschetter** (*déi gréng*).- Très bien!

► **M. Claude Adam** (*déi gréng*).- Déi rezent Diskussiounen „manner Suen a Renationaliséierung vun der Agrarpolitik“ ginn an eisen Aen och an déi falsch Richtung. Als Gréng si mir net averstane mat der aktueller Ausrichtung vun der Agrarpolitik an Europa. An den Europäesche Rechnungshaff huet eis Suerge mam Besuch op d'PAC an zwee rezenten Avisa confirméiert.

Éischtens, de sougenannten „Greening“ vun der PAC huet leider keng positiv Auswirkung op d'Ëmwelt, an zweetens, d'PAC huet keng Antworten op de Phenomeen vum Bauerestieren. D'Zuel vu jonke Baueren an Europa ass vun 3,3 Milliounen am Joer 2005 op just nach 2,3 Milliounen am Joer 2013 gefall.

Trotzdem ass et falsch, de Baueren an enger Zäit vun ëmmer méi groussen Ausgaben an ëmmer méi groussen Erausforderungen maner Suen ze ginn. Et wier och falsch, an Zukunft all eenzel Memberstaaten eleng wurschtelen ze loosse. Mir brauchen eng nei Ausrichtung vun der PAC, keng Turbolandwirtschaft mat Gentech-Soja aus Brasilien a mat enger globaler „race to the bottom“.

Mir müssen d'Baueren aus dem Däiwelskrees vu Präisdumping duerch d'Supermarkeschetten an d'Industrialiséierung befreien. Mir brauchen en neie Gesellschaftsvertrag mat de Baueren an Europa. Mir brauchen en neie landwirtschaftleche Modell, héichwäerteg a gesond Produkter, Buedenschutz, Waasserschutz, Biodiversitéit.

► **Mme Viviane Loschetter** (*déi gréng*).- Très bien!

► **M. Claude Adam** (*déi gréng*).- Duerfir brauche mer vill Suen. Suen, fir bei der Ëmstellung ze hëllefen, zum Beispill en Antipestizid-fong, fir d'pestizidfräi Landwirtschaft ze ënnerstëtzen.

Den EU-Budget opstelle war nach ni en einfachen Exercice. Well mer elo e Minus vun - d'Zuele ginn ausereen - plus/minus 12 Milliarden Euro duerch de Brexit kréien, gëtt deen Exercice nach eng Kéier méi schwéier. Sträit ass virprogramméiert. Wa kee wëllt méi bezuelen, da müssen d'Ausgabe vun der EU gekierzt ginn.

Et ass dervun auszugehen, dass an de Beräicher Sécherheet a Verdeedegung net vill gespuert wëllt ginn, och wann do Potenzial wier. Et ass dervun auszugehen, dass am Beräich vun der Klimapolitik net däréi gespuert ginn. An et ass ze hoffen, dass am Beräich Fuerschung an Digitaliséierung net gespuert gëtt, besonnesch well jo d'Ziler vun 2020 - 3% vum PIB - emol net erreecht ginn.

► **Une voix**.- Très bien!

► **M. Claude Adam** (*déi gréng*).- A well déi gréng iwwerzeegt sinn, dass d'Agrarökologie, an net d'Agrarindustrie, d'Zukunft vun der europäescher Landwirtschaft muss sinn, wëlle mir och net, dass deen eelsten a finanziell gewichtigste Punkt vun der gemeinsamer europäescher Politik, d'Agrarpolitik, mat engem Austeritéitsbrëll reforméiert gëtt. Ëmwelt-, Klima-, Gewässerschutz, Déiereschutz sinn Deel vun der europäescher Landwirtschaft. Potenzial fir Annerunge gesi mer vill, Potenzial fir Aspierungen gesi mer weineng.

Mir sinn der Meenung, dass mer d'Erausforderungen, déi sech eis hei zu Lëtzebuerg an déi sech eis hei an Europa stellen, net duerch maner EU-Budget kënne léisen. Mir sinn der Meenung, dass mir als Land sollen derfir kämpfen, dass d'Memberstate mat op de Wee ginn duerch hir Bäiträg, d'Brexit-Lück mindestens opzefüllen. Dat géif net heeschen: weidermaachen, wéi wann näischt wier. An ech sinn och frou: Den Ausseminister huet Aussoen an déi dote Richtung gemaach.

Wann et Aschnëtter am EU-Haushalt géife ginn, da géif dat un éischter Stell d'EU-Memberen an

Osteuropa treffen. Dat wier net gutt fir Europa, dat wier och net gutt fir Lëtzebuerg. An och wa mir déi aktuell Regimier a Polen an an Ungarn kritiséieren, si mer der Meenung, dass d'Bäihëllefen net därferen u Kritären ugeknäppt ginn, déi näischt mat den eigentlechen Hëllefen ze dinn hunn.

E Land, wat net un enger solidarescher Léisung an der Migrationsproblematik matschafft, kann net Hëllef fir d'Entwécklung am ländleche Raum gestrach kréien. Dat wier ënner anerem och kontraproduktiv, well et déi Falsch géif treffen an de Gëigner vun enger solidarescher Flüchtlingspolitik Waasser op d'Mille géif dreiwien.

(**M. Mars Di Bartolomeo reprend la présidence.**)

An ech sinn och frou, dass eise Minister gëschter Ausféierungen an déiselwecht Richtung gemaach huet.

(**M. Claude Adam suspend son discours pour quelques instants.**)

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Hueltech Zäit!

► **M. Claude Adam** (*déi gréng*).- Merci, Här President. Ech hunn d'Auer am A.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Dir hutt nach genuch Zäit.

► **M. Claude Adam** (*déi gréng*).- Mä dat wäert schonn erausgoen.

Et ass natierlech och frustrant, wann ee muss feststellen, dass sech eng Rei Länner einfach net zum Solidaritéitsprinzip bekennen. An et ass nach méi frustrant, wann ee muss feststellen, dass verschidde Länner sech net u Gerichtsbeschlëss vum Europäesche Gerichtshaff wëhlen halen.

An et ass och en traureg Zeechen, wa mer eis müssen innerhalb vun der EU Froe stellen iwwert d'Anhale vun der Rechtsstaatlechkeet. Duerfir eisem Minister Merci, dee sech ëmmer vehement fir d'Rechtsstaatlechkeet an der EU setzt.

A mir sinn natierlech och schlecht drun, wa mer et mat Polen a mat Ungarn ze dinn hunn, well mer wëssen, wou d'Problematik sinn. Bei Polen ass dann elo och d'EU aktiv ginn, mä, ech mengen, eis Suerge ginn och nach a Rumänien hin. An déi ganz Problematik mécht eis Suerge. Et hätt ee sech net kënne virstellen, dass mer déi Diskussioun an Europa hunn.

An nach vill méi schlëmm gëtt et selbstverständlech, wann ee bis bei den Nach-Kandidat fir an d'Europäesch Unioun, d'Tierkei, kucke geet. An der Tierkei, do sinn d'Zoustänn, wat d'Rechtsstaatlechkeet ugeet, nach vill méi schlëmm. Ech hat den - wéi heescht en? Dündar, ass dat richtig? -, dee kënnt elo d'nächst Woch op Lëtzebuerg. Ech freeë mech drop, mä ech fannen et awer och scho bedenklech fir eist Land, wa mer ee kriteschen tierkesche Journalist invitéieren, dass dann extra Sécherheetsmoosname mussen geholl ginn.

Ech hat och, Här Asselborn, Är Laudatio gelies, déi Der, wéi en dee Präis zu Homburg kritt huet, gehal hutt. Dat war ganz interessant. Dir hutt ganz kloer opgewisen, wéi an engem Land ka Rechtsstaatlechkeet a Fro gestallt ginn, wéi ee fir all kritesch Äusserung, déi ee mécht, an een terroristeschen Eck gesat gëtt. An ech recomandéieren och dem Här Mosar déi Lektür, fir dass et och weinstens lech net kann de Virwurf maachen, Dir géift e Schmusekurs mam tierkesche Regimm maachen. Ech mengen, Här Asselborn, dass dierft op alle Fall net de Fall sinn.

► **Une voix**.- Et ass alles gesot.

► **M. Claude Adam** (*déi gréng*).- Iwwert d'Tierkei ass eigentlech alles gesot, ausser dass ech mech drop freeën, fir den Can Dündar d'nächst Woch lauschten ze goen. Den Can Dündar huet iwwregens vu sech selwer gesot - dat liest een haut an engem Interview am „Wort“ -: „Ech si jo nach een, dee Gléck hat, ech war just dräi Méint am Prisong. Ech hunn ee Mordanschlag iwwerlieft. Ech liewen elo an Däitschland am Exil. Aner Kolleegen hunn hiert Liewe verluer.“

Mä et gëtt och nach aner Phenomeener an Europa, hei an EU-Länner. An ech wëll elo kuerz de Mord vu Journalisten an EU-Länner uschwätzen, de Mord vun der maltesescher Journalistin Daphne Caruana Galizia de 16. Oktober 2017 an de Mord vum Journalist aus Exjugoslawien, de Jan Kuciak, a senger Frëndin de 25. Februar 2018. Dat ass schockant! No-riichten, wéi mer se soss nëmme vun anere Kontinenter an aus mafiösen Drëttweltstate kennen, kommen elo aus der Noperschaft. Déi zwee Journalisten hu mat den „Panama Papers“ geschafft am Ëmfeld vun organisierter Kriminalitéit a Politik, wou et ëm Geldstréim an Afloss gaangen ass.

A Länner, wou de Rechtsstat schwaach ass, sinn et d'Journalisten, déi Mësstänn un d'Liicht bréngen an domat hiert Liewe riskéieren. Jo, d'Rechtsstaatlechkeet ass zurzäit a Gefor wéi scho laang net méi. Fir eng gutt Zukunft brauche mer eng Europäesch Unioun.

Mir brauchen en Europa, dat enk zesummeschafft an de Wee an der europäescher Integration weidergeet. Nëmme zesumme kënne mer déi grenziwwerschreidend Problemer léisen: d'Klimakris, den Terrorismus, awer och d'Steiervermeidung an d'Aarbeitslosigkeit. Nëmme zesumme kënne mer d'Globaliséierung gerecht maachen, d'Wirtschaft ekologesch a modern gestalten, de Fridde sécheren.

Mir wëllen Europa méi sozial maachen. A wa mer Europa méi sozial wëlle maachen, da mussen mer och e Bléck drop werfen, wéi d'EU hir Leit, zum Beispill hei zu Lëtzebuerg, bezuelt. Dat Bild, wat hei zu Lëtzebuerg vum typeschen Europabeamten nach gären ugefuert gëtt, stëmmt net! Déi Leit, déi fir d'EU schaffen, sinn net extra gutt bezuelt. An et kommen duerfir och ëmmer manner gutt ausgebildete Leit aus de Grënnungslänner bei d'EU schaffen, well déi Carrière fir si net extra attraktiv sinn.

A wéi de Kommissär Günther Oettinger de 14. Juli 2017 ënner anerem och an der Chamberskommissioun op Besuch war, huet hie gemengt, d'Liewenskäschte wieren hei zu Lëtzebuerg därelech méi héich wéi zu Bréssel an et wier ëmmer méi schwierig, besonnesch Leit aus den ënneschte Carrière fir Lëtzebuerg ze begeeschten. An den Oettinger selwer huet dervu geschwat, fir eventuell e Finanzausgleich anzeféiere fir déi Leit, déi op Lëtzebuerg kommen.

A richtig alarmant hu mer déi Informatiounen vun der Union syndicale, déi d'Salariée vun den Institutionen zu Lëtzebuerg vertritt, fonnt. Si schwätze vun engem sozialen Dschungel am Beräich vun de Crëchen. Hei gëtt et vill ënnerschiddlech Statuten, an déi meeschte Leit ginn net nom Kollektivvertrag vum SAS bezuelt. Vill ze vill Leit ginn als sougenannte Agents contractuels agestellt a verdéngen emol net de qualifizéierte Mindestloun hei zu Lëtzebuerg.

Deeselwechte Loun fir déiselwecht Aarbecht: Wann d'EU-Institutionen dee Prinzip emol net applizéieren, wéi kënne mer da vun engem sozialen Europa schwätzen? An der Kooperationspolitik maache mer eis vill Gedanken iwwert d'Cohérence des politiques. Ech mengen, déi mussen mer eis och an deem Fall maachen.

Här Minister, Dir hat gëschter en Tour duerch d'ganz Welt gemaach. Mir deelen Är Aussoen an deene meeschte Beräicher. Dir hutt vun de Verbriche géint d'Mënschlechkeet geschwat, zum Beispill wat den Émgang mat de Rohingya-Minoritéiten am Myanmar betrëfft. Dir hutt iwwert de Krich a Syrien geschwat, deen elo a säin acht Joer kënnt. E Véierel vun der Populatioun huet d'Land verlooss. Eng hallef Millioun huet d'Liewe gelooss. 13 Milliounen Mënsche sinn a Syrien op humanitär Hëllef ugewisen. A mer wëssen, wéi schwéier et ass, dass des Hëllef op d'Plaz kënnt.

Haut stëmme mer eng Motioun zu Ost-Ghuta an Afrin. D'lescht Joer hu mer eng iwwer Aleppo gestëmmt. Mir droen dat mat. Dobäi ass et jo awer och just den Ausdrock vun eisem Entsetzen a vun eiser Ohnmacht. An dass mer et hei mat engem NATO-Partner ze dinn hunn, dass mécht d'Saach nach méi schlëmm. Hei alliéieren ech mech dann och emol eng Kéier den Aussoe vum Här Mosar. Och seng Aussoen iwwert de Jemen kann ech deelen.

Här Minister, Dir hutt gëschter oft déi aktuell Politik vun den USA kritiséiert. A mir ginn lech recht mat Ärer Kritik. China ass besser ewechkomm, souguer e bëssen ze gutt. D'Weltuerdung verännert sech. China lackelt Wëssenschaftler aus aller Welt. D'Welt vun der kenschlechter Intelligenz, vun de Roboter a vun der E-Mobilitéit wäert zu engem groussen Deel eng chineesch Welt sinn.

China ass bereet, méi wéi an der Vergaangenheet an d'Missiounen vun der UNO ze bezuelen. D'USA kieren hir Bäiträg, soubal eng Ofstëmmung hinne net passt. China huet méi Stëmmrechter bei der Weltbank a beim Währungsfond kritt. Dat neit Amerika interesséiert sech nëmme weineng fir des Gremien.

An der Klimapolitik gehéiert China geschwënn zu der Avant-garde, während d'USA sech wéi en Dinosaurier behält a weider op Kuel a Fracking setzt. Mir mengen net, dass China an deenen nächste Joren en einfache Partner wäert ginn. China setzt net op Demokratie! Persounkult, wirtschaftleche Fortschritt bréngen den Demokratiséierungsprozess net weider.

D'Meenung, wann ee gewëssene Wuelstand bis géif erreecht ginn, da kéim d'Demokratie quasi wun selwen, gëtt a China Lige gestrooft. De staarke Mann a China huet sech nach méi staark gemaach. A China ass en Iwwer-

waachungsstat par excellence. All Orwellsch Virstellung gëtt hei iwwertraff. Hei kréie mer gewisen, wéi den Dram vun der neier Fräiheet duerch sozial Medien an engem Stat mat totalitären Tendenzen kann an een Albdram verwandelt ginn.

Wie China seet, soll Tibet net vergiessen, soll Taiwan net vergiessen.

Iwwer Nordkorea hutt Der net vill gesot, an do ass och net vill ze soen. Ob mer et mat engem Postolympesch-Spiller-Wonner ze doe kréien, dat wäerte mer geschwë wëssen. Ech perséinlech gleeuwen net u Wonner, net am richtige Liewen an nach manner an der Politik.

Ech wëll awer och eng Kéier eppes Positives iwwert den Donald Trump soen. Éischtens, dee Mann ass ganz staark a soziale Medien, besonnesch op Twitter. Dat muss een em loosse.

(**Intervention de la présidence et hilarité**)

An zweetens - an da soen ech och eppes Negatives -: Dee Mann schénge wierklech dat ze maachen, wat en a senger Wahlcampagnen ugekënnegt huet.

(**Intervention de la présidence**)

Mir soen lech, Här Minister, Merci fir Är grouss Disponibilitéit, déi Der ëmmer fir d'Chamber hutt, an dass trotz engem wierklech chargéierten, engagéierten Aarbechtsasaz. Mir soen lech Merci, dass Der lech am Numm vun der Regierung permanent fir d'Mënscherechter, fir de Rechtsstat a fir de Multilateralismus setzt. Mir wënschen lech weiderhi vill Gehéier an der EU an an der Welt.

An ech soen lech Merci fir Är Opmierksamkeet.

► **Plusieurs voix**.- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Merci och dem Här Adam. Heiansdo géif ee sech jo net wënschen, dass een dat mécht, wat een ugekënnegt huet. An den Här Kartheiser huet elo d'Wuert.

► **M. Fernand Kartheiser** (*ADR*).- Villmools Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech wëilt och ufänke mat engem Merci un den Här Minister fir seng Presentatiounen hei iwwer seng Politik an iwwert d'Politik vun der Regierung. Et ass fir eis och eng Geleeënheet, e bëssen e Bilan ze zéien no dëser Legislaturperiod, fir e bëssen ze kucken, wou mer bausepolitesch stinn. An och hei gi mer dem Minister an enger éischter Reaktioun direkt emol recht, wann en ënnersträicht, wéi wichteg de Multilateralismus ass, zemools ebe fir esou e klengt Land, wéi mir et sinn.

Multilateralismus heescht awer, dass ee muss gutt Beziéungen zu méiglechst villen anere Länner hunn. A gutt Beziéungen heescht nun eemol, dass mer eis Partner net beleiden, dass mer seriö optrieden an dass mer modest optrieden. A modest optriede mussen mer och, wa mer soen, e bësse selbstgefälleg heiansdo, dass mir jo ëmmer d'Dignitéit hei am Land vun de Mënsche respektéieren. Ech sinn net iwwerzeegt, dass dat nach de Fall ass!

Wann ech just hei eng legislativ Initiativ vun dëser Regierung ervirhiewe soll, näamlech déi iwwert d'Filiatioun mat der Toleranz vun der Leihmutterchaft, da froen ech mech: Ass et dann nach esou, dass des Regierung, an deemem Punkt ënnerstëtzt vun der CSV, déi mënschlech Dignitéit nach ëmmer vertritt? A kënne mer, wa mer dann esou legislativ Moosnamen hei am Land huelen, nach mat där Selbstsécherheet am Ausland optrieden a Saache behapten, déi esou net stëmmen?

An der Diplomatie kënnt een op jidde Fall méi wäit, wann een net mat der Pioche schafft, net mam Bauchgefühl, mä mat Verstand, Mooss an Héiflechkeet. D'Welt ännert sech, an dowéinst brauch een als Diplomat och ëmmer e grouse Sënn vu Realismus a Pragmatismus! Et muss ee sech kënnen op d'Realitéiten astellen an net an enger Dramwelt liewen.

Déi Resultater, Wahlresultater, Entwécklungen, déi mer an deene leschte Joren haten, déi kann een och op verschidde Manéieren analyséieren. Et muss een net higoen a Wieler denigrieren, soen, dass wäert granzeg, al, frustréiert Leit, déi e politesche Wiessel wëllten.

Et ass eng Tendenz an dëser Welt, eng Tendenz, dass verschidde lénk Parteien, notamment och d'Sozialisten, a ville Länner verléieren, an dass an anere Länner, a Polen, an Ungarn, an Italien, an Eisträich, an den USA, an der Tschechescher Republik, an Däitschland, an esou ville Länner op der Welt aner politesch Entwécklungen kommen, méi konservativer, méi rietser.



Mä dat ass eng fräi an demokratesch Decisioun an Demokratie vu Wieler! Et ass also eppes, wat ee muss a priori respektéieren, ouni déi Wieler ze denigréieren!

Datselwecht gëllt fir de Referendum am Vereenegte Kinnekräich iwwert de Brexit oder och fir de Referendum an Holland iwwert den Traité mat der Ukrain. D'Reaktioun op esou Entwécklungen ass déi vun der politescher Analys an déi vum Respekt virum Wieler, an net vum Denigréiere vum Wieler.

Mir kritiséieren also de Stil, géifen eis méi Zréckhaltung wënschen a mir warne virun enger relativistescher Politik. Et kann een novollzéien, ech maachen et net onbedéngt, mä et kann een novollzéien, datt ee kann Entwécklungen a Memberstate vun der Europäescher Unioun kritiséieren. Polen, Ungarn sinn hei als Beispiller genannt ginn.

Awer wann een dat mécht, misst een dann net och gläichzäiteg iwwer Spuenien schwätzen? Ass alles, wat zum Beispill an deem Land geschitt, wann een et mat deemselwechte Moossstaf géif moosse wéi deem, dee mer an anere Länner usetzen, ze vertrieiden?

Mir als ADR respektéieren am Prinzip d'Souveränitéit vun de Staten a mënschen eis net an alles an. Awer wann een dat mécht, dann, mengen ech, muss een déi Konsequenz an déi intellektuell Eierlechkeet hunn, fir dann awer d'Problemer an all deene Staten unzeschwätzen, wou sech eventuell Problemer mat der Demokratie stellen.

Mir warnen och virun enger Entfriemung mat eisen amerikanesche Partner. Déi si fir eis extrem wichteg, net nëmmen am Verdeedungsberäich, wéi et haut och e puermol zu Recht ugeklongen ass, mä och an de Wirtschaftsbeziungen. A mir hu keng Relatioun mat Washington am Abléck. An et muss een dës Regierung dofir kritiséieren, datt se mat enger Kritik um President reagéiert huet, déi vläicht mënschlech ze verstoen ass, awer net am Interessi vun eise Beziung mat den USA, vun eiser Economie, vun eise Stat.

Mir brauchen eng Aarbechtsrelatioun mat Washington, wa méiglech eng frëndschafleche Aarbechtsrelatioun mat Washington, déi et eis erlaabt, do eng Stëmm ze hunn. Dat hu mir am Abléck awer net, well mer souwuel vum Här Premierminister no der Wahl vum aktuelle President wéi och vum Ausseminister esou Statements héiere wéi: „Do ass de Verstand net konzentréiert“ oder esou Saachen. Mä wa mir dat hei héieren, kënn Der sécher sinn, datt et zu Washington och registréiert gëtt! Dat ass einfach net dee Genre vu Reaktioun, dee mir brauchen, wa mir eis Interessen an der Welt wëllen duerchsetzen.

Mir froen eis dowéinst och heiansdo, ob den Här Bausseminister iwwerhaupt nach d'Vertrauen huet vun de Kollegen an der Regierung. Wa mer elo zum Beispill d'Russland-Politik kucken, da gesi mer, datt den Här Etienne Schneider zu Moskau konstruktiv Politik mécht: Space Mining, e probéiert eng Fluchverbindung mat Moskau hierstellen. Dat ass eng aner Politik wéi déi, déi vum Här Asselborn vertruede gëtt, dee just Sanktiounen automatesch verlängert.

Wa mer d'Israel-Politik kucken, da gesi mer, datt den Här Bettel dohi firt, fir zesumme mat Israel eng akademesch Zesummenaarbecht ze hu mat der Universitéit an der Recherche, eng aner Politik wéi eng ideologesch, eesäiteg Kritik un Israel, wéi mer se vun anerer Säit héieren.

De Konflikt tëschent Israel an der Palästinensescher Autoritéit gëtt iwwerschat. An déi amerikanesch Kritik un der UNO an der Unesco ass an deem Sënn total gerechtfertegt. Isreal ass net déi eenzeg Quell vu Misär an der Welt, wéi et hei dacks duergestallt gëtt. Et ass net normal, datt eng UNO e Risenundeel vun hire Resolutione just iwwer ee relativ kleng Konflikt op dëser Welt konzentréiert, och e relativ kleng Konflikt am Émfeld vum Noen Osten. A mir müssen einfach kucken: Wat sinn déi reell Problemer, wou sinn déi reell grouss Erausforderungen a Kricher, a wou gi mer an eng Ideologie aus der Vergaangenheet, déi mer haut net méi brauchen?

Mir hunn haut och - oder gëschter - eng Kritik un der Jerusalem-Decisioun héieren. Mä et muss een awer soen, zu där Jerusalem-Decisioun, do huet den amerikanesche President gesot: „We are not taking a position of any final status issues, including the specific boundaries of the Israeli sovereignty in Jerusalem, or the resolution of contested borders.“ Dat ass kloer gesot ginn! An ech mengen, et kann een déi Decisioun also net aus dem Zesammenhang erausrappen.

Wou sinn eis Frënn haut? Dës Regierung huet bal en ontransparent, privilegiéiert Verhältnis zu e puer Regierungen, wou ee sech awer muss froen, ob dat gerechtfertegt ass. An ech wëll hei dräi Beispiller nennen: d'Tierkei, d'Ukrain an déi Palästinensesch Autoritéit.

Bei der Tierkei ass all Partei heibannen - och d'CSV, déi zu Recht d'Tierkei hei kritiséiert huet - ausser der ADR der Meenung, datt d'Tierkei eng Bäitrittsperspektiv zu der Europäescher Unioun muss hunn.

Mir soen: neen! Mir sinn déi eenzeg Partei, déi seet: neen! Awer all déi aner kritiséieren. Se kritiséieren all Méiglech a mat Recht. A mat Recht! Mir hunn de Krich géint d'Kurden elo, mir hu massiv Mënscherechtsverletzungen an der Tierkei. Mir hunn 1974 eng Invasioun vun Nord-Zypern gehat. Ech erënneren do un d'Krim, do hu mer Sanktiounen géint Russland geholl. Mir hunn d'Invasioun vun Nord-Zypern mat der Kreatioun vun engem artificielle Stat 1974 (veuillez lire: belount). Mir hunn esou vill Problemer. Menacé géint Griichenland. Wat ass dann d'Reaktioun? Ass dat d'Bäitrittsperspektiv zu der Europäescher Unioun? Wou ass do d'Logik?

An nach eng Kéier de Vergläich mat Polen an Ungarn, vergläicht dat emol mat der Tierkei! Mä bei Polen an Ungarn héiere mer: „Déi müssen eraus aus der Europäescher Unioun! Si sollen d'Stëmmrechter entzu kréien!“ A bei der Tierkei ass d'Politik vun der Regierung: „Déi sollen eran an d'Europäesch Unioun.“

(Interruption)

An der Ukrain, d'Ukrain ass e korrupte Stat, e mafïöse Stat. Et ass eng Regierung, déi mat faschisteschen Truppen zesummeschafft, déi faschistesche Bataillounen toleréiert.

(Interruption par M. Jean Asselborn)

Do nach eng Kéier: Wou sinn dann eis Frëndschaften?!

Ech hunn näischt dergéint, d'ADR och ganz sécher net, fir ze soen: Mir brauchen eng equilibriéiert Politik. Den internationalen Droit muss selbstverständlech respektéiert ginn. D'Mënscherechter mussen respektéiert ginn. Mä bei engem Stat, deem esou funktionéiert, kënnen mir do eng eesäiteg Politik maachen an der Ukrain zugunsten vun enger Regierung, déi kengem vun de Mënscherechtskritären entsprécht, déi mir awer gär vertrieiden?!

Déi Palästinensesch Autoritéit. 2005 waren déi lescht Wahlen, dat war virun 13 Joer. Wat ass dat fir eng Autoritéit? Dir hutt gëschter vun Apartheid geschwat, vum Risiko vun Apartheid vun Israel. Mä den Här Abbas huet 2010 gesot, datt hien a sengem palästinensesche Stat keen een Israeli wëll! An da froen ech mech: Wie vertritt dann d'Theorie vun der Apartheid?

Mir hunn an de leschte Joren hei eng Rei vu falschen Decisiounen an der Baussepolitik geholl. Mir hate Libyen, wou ech mech nach gutt erënneren, datt dës Regierung gesot huet, dat war e Genocide. A wéi ass Libyen haut drun no där militärescher Interventioun? Dir waart nach viru Kuerzem do, Här Minister, Dir wësst, a wéi engem Zoustand dat Land haut ass.

De Brexit ass och eng Konsequenz vu schlechte Verhandlungspositionen. Mir hätten dem David Cameron sollen déi Konzessioun ginn, déi e gefrot huet. Da wäre mer haut vläicht nach net do. Mir hätte sollen d'Migratioun kontrolléieren, well de Referendum ass an enger Situatioun geschitt, wou d'Leit op der Televisioun d'Jungle de Calais gesinn hunn a Menacé fir hir Grenzen. Och dat war e Feeler, wéi d'Migratiounskris iwwerhaupt wahrscheinlech dee gréisste politesche Feeler an dëser Legislaturperiod war: 2015 mat der Verdeelung vun de Flüchtlingen a mat dem Versuch, zwangsweis Flüchtlingen op Länner ze verdeelen, déi dat aus deene verschiddenste Grënn fir sech net wollten.

Déi Diskussioun iwwert d'Solidaritéit, déi hei geféiert gëtt, ass eng falsch Approche vun Europa, eng, déi Europa futti mécht. Well wie vun drastesche Strofe schwätzt, wéi den Här Minister et gëschter gemaach huet, vun zwangsweiser Solidaritéit, wéi den Här Minister et gëschter gemaach huet, dee séit dach nëmmen,...

(Interruptions)

...dee séit dach nëmmen Onfridden an der Europäescher Unioun, e verdéift de Sträit an enger Unioun, wou mer musse kucken, datt mer se an eng nei Zäit retten, well mer se brauchen als Lëtzebuerg, an net probéieren, d'Europäesch Unioun weider auserneenezidiskutéieren...

► **M. Jean Asselborn**, *Ministre des Affaires étrangères et européennes*.- Ech wollt soen, et war dach net ech, dee vun drastesche Strofe geschwat huet. Ech hu gesot, dass...

► **M. Fernand Kartheiser** (ADR).- ... a weider auserneenezestrecken, wéi Dir et elo hei...

► **M. Jean Asselborn**, *Ministre des Affaires étrangères et européennes*.- Roueg elo emol ee Moment!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Wann ech gelift!

► **M. Jean Asselborn**, *Ministre des Affaires étrangères et européennes*.- Dat do kann dach net esou weidergoen!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Wann ech gelift! Wann ech gelift!

► **M. Fernand Kartheiser** (ADR).- ...mat der Syrien-Politik...

(Brouhaha)

► **M. Jean Asselborn**, *Ministre des Affaires étrangères et européennes*.- Dat geet dach net, dat do! Mir sinn dach elo net hei bei de Fake News!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Här Minister, wann Dir d'Wuert wëllt, fir eppes ze präziséieren, da frot Der lech et!

► **M. Jean Asselborn**, *Ministre des Affaires étrangères et européennes*.- Jo, ech hunn d'Wuert gefrot, well hei Ligen erzielt ginn. D'Europäesch Geriicht (veuillez lire: Den Europäesche Gerichtshof) huet gesot, dass all Land an Europa sech muss un d'Laaschteverdeelung halen, esou wéi d'Europäesch Unioun dat am September 2015 ofgestëmmt huet.

► **M. Fernand Kartheiser** (ADR).- Jo.

► **M. Jean Asselborn**, *Ministre des Affaires étrangères et européennes*.- Méi hunn ech net gesot. An dass drastesch Strofe vum Geriicht fixéiert ginn, dat hunn ech och gesot an dat stëmmt och. Fäerdeg!

► **M. Fernand Kartheiser** (ADR).- Dat ännert iwwerhaupt näischt un der Analys! Et war e politesche Feeler, op dee Wee ze goen. Et ka sinn, datt d'Geriicht herno technesch feststellt, datt d'Decisioun korrekt geholl ginn ass. Dat ännert awer näischt un der politescher Analys, datt et e Risefeeler war an Europa, fir ze probéieren, fir d'Éischt d'Grenze fir jiddwereen opzemaachen, ouni iergendeng Kontroll den Dublin-Traité ausser Kraaft ze setzen, ze kucken, datt mer eng riseg, onkontrolléiert Migratioun hei haten, an dann de Leit dat nach wëllen opzezwingen, déi iwwerhaupt net mat där däitscher Linn d'accord waren!

Et war e politesche Feeler, genausou wéi mer eis ëmmer erëm froen: Wou ass eigentlech eis Linn a Syrien? Datt mer géint den Islamesche Stat do kämpfen, dat ass jo eng Selbstverständlechkeet. Mä mir hunn eis ëmmer erëm gefrot, op wéi enger Säit. Wie sinn eigentlech eis Alliiéiert? Mir haten do déi fräi syresch Arméi. Mir hate Gott weess wat fir Koalitiounen do a Syrien an deene leschte Joren. An haut gesi mer, datt mer och nach - net mir als ADR, mä d'Regierung - ënner anerem eis kurdesch Alliiéiert do fale loossen an hirem Konflikt mat der Tierkei.

Och déi Syrien-Politik ass eigentlech eng Katastroph, an datt dee Konflikt esou laang dauert, weist, datt ee vläicht vill méi virsiichteg muss sinn, ier ee wëllt en „regime change“ a verschiddene Länner encouragéieren, wéi dat och hei gemaach gouf.

D'Prioritéit kann net déi sinn, wéi dës Regierung se huet. Si huet der dräi: Palästina unerkennen, de President Trump korrigéieren an eng falsch Europapolitik.

Palästina unerkennen, wat soll dat da bréngen? Et gëtt Kritären am internationalen Droit: den Territoire, eng Regierung, e Statsvollek. Kee vun deenen dräi Kritäre gëtt am Abléck erfüllt! A wat soll dat da bréngen fir de Friddensprozess am Noen Osten?

Ech warnen och - an ech ginn dem Här Mosar do recht - virum Antisemitismus an Europa an - et muss een oppassen, wou een higeet - och Antisemitismus zu Lëtzebuerg.

(Interruption)

Ech hunn hei zum Beispill, Här President, wann Der déi kënnt verdeelen, e Beispill vun enger antisemitischer Karikatur, déi hei zu Lëtzebuerg gewise gouf um Stand vun dem Comité pour une paix juste au Proche-Orient, wou Dir jo heiansdo als Riedner optriet, Här Minister. Den Antisemitismus muss iwwerall bekämpft ginn, wou mer en och nëmme gesinn.

(**M. Fernand Kartheiser dépose un document.**)

Déi zweet Prioritéit: Et ass net un eis, fir de President Trump ze korrigéieren an all Kéiers einfach do anzuprangen, wou d'Amerikaner eng aner politesch Optioun huelen. D'UNRWA ass e Beispill. Firwat brauche mir iwwerhaupt am Kader vun der UNO zwou verschidde Flüchtlingsorganisatiounen? Firwat kann den UNHCR sech net och ëm d'Palästinenser këmmern?

An Dir hutt an dëser Regierung eng komplett falsch Europapolitik.

(Interruption par M. Jean Asselborn)

Selbstverständlech.

► **M. Jean Asselborn**, *Ministre des Affaires étrangères et européennes*.- Stellt lech vir, d'UNRWA war net.

► **M. Fernand Kartheiser** (ADR).- Jo.

► **M. Jean Asselborn**, *Ministre des Affaires étrangères et européennes*.- Da wären honnertdausenden, honnertdausende Kanner a Gaza, awer och an anere Gebidder vu Palästina ouni Schoul, ouni Spideeler, ouni näischt. Déi Leit liewen dovunner.

► **M. Fernand Kartheiser** (ADR).- Wéi kënnt Dir dann esou eppes soen?

► **M. Jean Asselborn**, *Ministre des Affaires étrangères et européennes*.- Dat ass déi eenzeg Ressource, déi se hunn. Ma well dat wouer ass!

► **M. Fernand Kartheiser** (ADR).- Ma neen, et ass net wouer!

► **M. Jean Asselborn**, *Ministre des Affaires étrangères et européennes*.- Ech ginn elo op Roum, an do gëtt vun den Ägypter, vun de Schweden eng Konferenz organiséiert, fir der UNRWA erëm méi Fongen ze ginn, nodeem dass d'Amerikaner 300 Milliounen gestrach hunn.

Här Kartheiser, Dir waart dach Diplomat eng Zäit?

► **M. Fernand Kartheiser** (ADR).- Jo.

► **M. Jean Asselborn**, *Ministre des Affaires étrangères et européennes*.- Ech ka mer dach net virstellen, dass Der mat där do Mentalitéit eist Land am Ausland vertrueden hutt. Passt emol nëmmen op!

(Brouhaha général)

► **M. Fernand Kartheiser** (ADR).- Här President...

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Wann ech gelift!

► **M. Gast Gibéryen** (ADR).- Kuckt emol, wéi Dir et heiansdo vertrieit!

► **M. Fernand Kartheiser** (ADR).- Här President, éischstens, perséinlech Beleedegunge wëll ech elo emol ignoréieren. Mä wéi kënnt Dir dat dann nëmme soen? Well ech hu grad gesot: Firwat brauche mer zwou Flüchtlingsorganisatiounen? Mir hunn e Flüchtlingshëllefswierk vun der UNO, eent, den UNHCR, a main Argument ass, eent geet duer.

A selbstverständlech géifen déi sech ëm palästinensesch Kanner, ëm Schoule këmmern an ëm alles, wat Der opgezielt hutt. Mä mir brauchen net x Institutiounen, fir mat engem Problem op dëser Welt, dee schlëmm genuch ass, ëmzegoen. An dat ass de Problem vun de Flüchtlingen. An ech mengen, déi UNHCR kéint am Noen Osten eng ganz wäertvoll Aarbecht leeschten.

Mä Är Europapolitik, déi vun dëser Regierung, wëll ech awer och nach ganz kloer séier kommentéieren. Ech kréien déi Zäit vläicht bäi vun dem Här...

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Selbstverständlech!

► **M. Fernand Kartheiser** (ADR).- Merci, Här President. Mir hunn an Europa en Desintegratiounsprozess, dat ass ganz schlëmm, duerch de Brexit, wou mer déi éischte Kéier e Land hunn, dat aus Europa erausgeet. Mä d'Konsequenzen, déi Léieren, déi mer doraus zéien, dat kann net sinn „méi Europa“, et kann net sinn „verdéiwen“. Mä de Wonsch vun de Leit ass eng Wirtschaftsunioun, eng Währungsunioun, en Europa vun den Natiounen, wou jiddweree sech nach kann dran erëmfannen a senger Souveränitéit an net mengt, Bréissel wëllt alles diskutéieren an alles decidéieren am Numm vun de Leit.

Mir brauchen och net, wéi et hei ugeklongen ass, Strofe géint d'Memberlänner oder Zwang géint d'Memberlänner, well dat ass eng Sakgaass. Kee Land an Europa wëllt sech zwénge loossen oder wëllt sech bestrofe loosse! Wa mer wëllen Europa opbauen, dann am Respekt vun de Länner an am Respekt vun de Leit an de Wieler an deene Länner. An da geet et och, well mir wëssen, datt mer alleguer eng Kultur an een Zil an Europa deelen.

Dat gesot, wëllt ech, well ech leider d'Zäit net méi hunn, nach eng Kéier soen, datt mir an der Lëtzeburger Baussepolitik u sech ëmmer e Konsensus haten. Mir haten een. A mir sollen erëm probéieren, deen hierstellen no dëser Regierung.

(Interruption)

Mir sollten eis erëm op dat besënnen, wat mer wierklech brauchen: eng anstänneg Europäesch Unioun, eng gutt Relatioun mat den USA, eng vernünfteg Relatioun mat Russland a kucken, datt mer erëm vun der Ideologie



ewechkommen, déi dës Regierung féiert, hin an eng Baussepolitik, déi de Lëtzebuurger Interessen entsprécht.

Ech soen lech Merci.

► **M. Gast Gibéryen** (*ADR*).- Très bien!

► **Une voix**.- Gutt esou!

(*Brouhaha*)

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Fir déi Kolleegen, déi drop higewisen hunn, dass d'Riedezäit um Enn war: Ech maachen et mam Här Kartheiser wéi mat allen anere Kolleegen: Wa se ënnerbrach ginn, kréie se déi Zäit gutt-geschriwwen. Voilà! Dat gesot, huet elo den Här David Wagner fir déi Lénk d'Wuert.

► **M. David Wagner** (*déi Lénk*).- Merci, Här President. Ech hunn nëmme 15 Minutten. Also wäert ech och direkt zur Saach kommen a leider wäert ech och e puer Aspekter...

(*Interruption*)

Voilà, et geet scho lass. A leider wäert ech...

(*Hilarité*)

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Dir kritt elo dräi Sekonne guttgeschriwwen.

► **M. David Wagner** (*déi Lénk*).- Jo, Merci, Här President. Allgemeng international Bezéiunge gi vu sozialen an ekonomesche Verhältnissen bestëmmt innerhalb vun de Länner an duerno huet dat och eng Auswierkung op d'Bezéiungen tëschent deene verschidde Länner. Ech mengen, dat ass eng Saach, déi een net soll vergiessen.

Mä ech wäert awer ufänke mat der Regioun, déi wahrscheinlech zurzäit am meeschte Kappzerrisches bréngt, an dat ass nämlech dat, wat mir den Orient nenne respektiv déi islamo-arabesch Welt.

Et muss een e bëssen zrëckkucken. Am Verlaf vum 20. Jorhonnert hu sech emanzipatoresch Bewegungen an der arabescher Welt respektiv souguer och am Iran als Reaktioun op hir Kolonialhäre respektiv aflossräich Groussmuechten entwéckelt. Nom Zweete Weltkrich hunn déi verschidde Forme vu Revolutiounen oder Evolutiounen et deemno wéi un d'Spëtz vun deene Länner gepackt.

Leider si se der Rivalitéit souwuel vum Ostblock wéi och vum Westblock zum Opfer gefall. An oft sinn an deem Kontext reaktionär a reliéis fundamentalistesche Kräfte direkt oder indirekt ënnerstëtzt ginn, ënner anerem fir sozial an demokratesche Kräfte ze schwächen, well déi hätten d'Interesse vun de Groussmuechten och a Fro gestallt. Autoritär a korrupt Regimier sinn aktiv ënnerstëtzt gi wéi an Tunesien.

Et ass ganz wichteg, wat do geschitt ass, well vun do aus si jo divers arabesch Revolutiounen lassgaangen. Den Ausléiser war e kleng Stroossenhändler, dee sech verbrannt huet, well en de systematesche Raub vun der Police net méi verkraaft huet. Mä doriwwer eraus kumt et zu ganz villen an haarden Aarbechtskämpf, gedroen och vun der CGTT, also der Confédération générale des travailleurs tunisiens.

Den Ausléiser war also e Recht op méi sozial Rechter, wat selbstverständlech méi demokratesch Rechter bedeit huet. A jo, et kumt an Tunesien zu enger reeller demokratescher Öffnung, déi institutionell scho bal mat Europa ze vergläichen ass. Déi ekonomesche Muecht awer hunn ëmmerhin déiselwecht, also räich Tunesier, Fransosen oder deemno wéi och Katarer. A souguer den FML ass jo och do, fir weider sozial Rechter ofzeschaffen.

Wann eng Bevëlkerung an hirer sozialer Emanzipatioun gehënnert gëtt, dann dierf ee sech net wonnen, datt politesch Kräfte, déi reaktionär sinn, Zoulaf kréien. An dat arrangéiere jo och déi, déi un der Muecht sinn. Si stellen nämlech keng ekonomesch oder sozial Fuerderung. Dat interesséiert Reaktionärer néierens op der Welt.

Firwat erzielen ech dat? Mä well dat déi ganz Problematik an der arabescher Welt, mä net nëmmen do, illustréiert, wat d'Grundursache si vum Chaos, dee mer elo op dëser Welt erliewen.

D'Revolutioun an Tunesien ass iwwerraschend komm. Si ass ganz schnell vun de Leit ronderëm dem Globus mat Begeescherung empfaange ginn, awer vill manner vun de westleche Regierungen, déi esou gutt mam Ben Ali gefuer sinn. Och eis Regierung d'ailleurs.

Dunn ass et an Ägypten weidergaange géint déi korrupt Diktatur vum Militär a vum Husni Mubarak, an dat war och den Ufank vun enger reeller Revolutioun, déi och déi inegalitär ekonomesch Fundamente vum Land a Fro gestallt huet. Mä de Westen, virop d'Amerikaner, hunn d'Revolutioun an Ägypten kënne kanaliséieren.

De Mubarak huet misse goen. En Islamist, deen och déi besëtzend Klass net ze vill menacéiert

huet, ass am plaz komm. Deen huet et awer net bruecht. An elo sëtz u sech nach e vill méi Schlëmme do zu Kairo mam Marschall as-Sisi, deem seng Flicht et bei der Revolutioun zu Tahir war, derfir ze suergen, d'Revolutioun ze diskreditéieren. En huet jonk Frae festhuele gelooss, fir se op hir Virginitéit kontrolléieren ze loossen, fir ze beweisen, datt et soi-disant Prostituéiert wieren, fir déi ganz Bewegung ze legitiméieren (veuillez lire: ze diskreditéieren). Deen Här ass un der Spëtz. Vum ägyptesche Vollek gëtt e Bahalar genannt, dat heescht Datel, dat huet mam Intelligenzquotient ze dinn. Neen, nëmme fir ze soen.

D'Revolutioun ass dunn och weidergaangen a Libyen. Mä do gouf se och scho ganz schnell Opfer vu geopolitischen Interessen an d'Land ass zerstéiert ginn.

An da si mer a Syrien ukomm, wou d'Situatioun méi wéi tragesch ass. An enger éischter Phas kumt et zu engem Ufank vu Revolt a souguer vu Revolutioun géint d'Regierung vum Bashar al-Assad. Am Ufank waren an dëser Rebellioun och ganz weineg islamistesche Elementer.

Dunn hunn awer Muechte wéi Saudi-Arabien oder de Katar gemengt, se misste matmëschen, an hunn eng ufanks relativ homogen a sekulär Resistenz zersplittert an islamiséiert. A leider hunn och westlech Muechten, virop Frankräich, op eng irresponsabel Aart a Weis reaktionär Kräfte ënnerstëtzt. Dat war natierlech dem al-Assad an d'Täsch gespillt, well en domat eng Oppositioun konnt futti maachen.

An dofir wollt ech och zur Motioun kommen, iwwert déi mir haut sollen ofstëmmen. Här President, ech schwätzen alt schonn dozou an huele meng fënnel Minutten, da brauch ech dat herno net méi ze maachen.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Wann Der se herno net méi kritt, déi fënnel Minutten. Et ass awer an der Rei.

► **M. David Wagner** (*déi Lénk*).- D'accord. Ah okay. Här President, mir kënnen dës Motioun leider net unhuelen, well se erëm e Paradebeispill ass vu westlecher Aussepolitik. Ech erkläre mech. Et kann ee sech net op déi Koalitioun géint d'Daesh beruffen, fir d'Daesh ze bekämpfen, ganz einfach well innerhalb vun dëser Koalitioun Muechte vertruede sinn, déi der Daesh respektiv islamistesche reaktionäre Kräfte Opdriff ginn, zum Beispill Saudi-Arabien oder de Katar.

A mir sinn net domadder averstanen, fir op d'Astana-Allianz mam Fanger ze weisen, wéi wann dat déi eenzeg Trouble-fête wier, wéi wa Moskau, Teheran an Ankara déi eenzeg Trouble-fêtes wieren. Jo, si si mat schold. Mä dat ass och Riad, dat ass och Washington, Doha oder Paräis.

Déi Motioun ass eis ze vill eesäiteg. Si ass an enger Aart Hollywoodlogik mat „bad guys“ engersäits an „good guys“ anerersäits duergestallt. A mir hunn och e puer Schwierigkeete mam Verweis, also et muss een d'Kurden an ethnesch a reliéis Minoritéite protegéieren, mä net nëmmen. Mä net nëmmen! Dat sinn net déi Eenzeg, déi dorënner leiden. Si leiden natierlech dorënner.

D'Kurde sinn natierlech un éischter Front. Mä net nëmmen. A mir mengen och, an dat muss een awer repetéieren, et gëtt ëmmer gesot: D'Kurde sinn un der éischter Front am Kampf géint déi reaktionär Kräfte, si hunn immens vill Courage, et sinn immens vill Fraen, déi do matmaachen. A weiderhin, mir hu vun der YPG geschwat, mä et gëtt och nach aner Kräfte, ënner anerem d'PKK. Et kann een dovunner halen, wat ee wëllt, mä déi gëtt weiderhin als terroristesch Organisatioun ugesinn. An dat ass falsch. Dat ass falsch, well si kämpfen och.

Dofir menge mer, datt do en deux poids, deux mesures herrscht a mir wäerten déi Motioun net kënne matdroen.

Här President, den Här Ausseminister huet gëschter gutt erklärt, firwat den Israel-Palästina-Konflikt esou wichteg ass. Iwwert déi Kolonialfro eraus, well et ass eng, iwwert den apartheidnoe System, well et ass een, dréit dee Konflikt zu méi wäiten Onroue bäi. Et ass och heiansdo interessant, ze gesinn, wéi riets Kräfte op kee Fall wëllen heieren, datt et eppes mat engem Apartheidsystem ze dinn huet. Déiselwecht riets Kräfte, déi an hirer Geschicht an de 70er, 80er Jore manner Problemer mat engem Apartheidsystem a Südafrika haten.

Här President, mir begrëssen dem Här Ausseminister seng couragéiert Positioun an deem Konflikt, well se ass richteg. Den Här Ausseminister soll esou weiderfueren a senger Israel-Palästina-Politik. E soll sech net impressionéiere loosse vu Leit, déi d'Situatioun verzerrt duerstellen. Et ass net einfach, esou eng Positioun ze halen, well ech ka mer virstellen, datt den Drock ganz staark muss sinn an dat een och heiansdo Intentiounen virgeworf kritt, déi

degoûtant sinn. Mä et dierf ee sech net äschüchtere loosse vu béiswëllegen a falschen Ennerstellungen.

Mir sinn awer trotzdeem der Meenung, datt Lëtzebuerg net op Paräis waarde muss, fir Palästina unzëerkennen. A mir sinn der Meenung, datt d'Regierung misst d'Motjoun ëmsetzen, déi mer gestëmmt hunn. Eischstens, well Paräis dat héchstwahrscheinlech net wäert maachen. An zweetens, well eng Unerkennung vu Lëtzebuerg zu enger positiver Dynamik bäidroen kann. An ëmmerhin huet esou e klengt Land wéi Slowenien dat viru Kuerzem och gemaach. Da gëtt et 136 oder 137 Länner, déi anscheinend d'internationaalt Recht net verstinn.

Här President, den Här Asselborn huet et gëschter richtig gesot, datt d'Migratioun eng vun deene gréissten Erausforderunge vun eiser Zäit ass an och an Zukunft nach weider zouhuele wäert. Et muss een dem Här Ausseminister och Merci soe fir säin Asaz. Hien ass ee vun deene weinege Politiker an Europa, déi sech nach oppe fir eng human Migratiounspolitik asetzen. Dat ass weder selbstverständlech nach evident. An dat wäerte mer nach an e puer Jorzéngten net vergiessen.

An dat ass och net esou evident, well leider e Land, wat mir ganz gären hunn, wat ech och perséinlech ganz gären hunn, d'Belsch, eis Noperen, do gëtt dat net esou bedriwwen. A wann ee bedenkt, wéi och e gewëssene Statssekretär vun enger ganz, ganz rietser Organisatioun, der N-VA, do mat Migranten ëmgeet, mengen ech, dat ass bal net méi ze verkaaften. An ech hu Schwierigkeeten, ze verstoen, wéi Liberaler an esou enger Regierung mat esou enger Organisatioun zesummeschaffe kënnen, déi deelweis souguer...

► **Une voix**.- Wat soll een do soen?

► **M. David Wagner** (*déi Lénk*).- ...kollaborationistesche Nostalgie huet.

Mä déi geféierlech Richtung, déi d'EU an där Fro hält, gëtt och vun eis matgedroen a mir sinn och dofir matresponsabel. Dat muss ee soen. Mir wëssen, datt et net evident ass, mä et ass awer eng Realitéit. Wa mir d'Iwwerwaachung vum Mëttelmier an déi libesch Küstenwache ënnerstëtzen, dann ass dat net just, fir d'Leit virum Erdrénken ze retten, mä virun allem, fir d'Leit drun ze hënnen, sécher an Europa ze kommen. Europa ass amgaangen, e Cordon sanitaire an den Nopeschregiounen opzerrichten, a gëtt Milliounen Euro aus fir Ofschottung a Grenzsecherung, während op där anerer Säit Milliounen Flüchtlingen an de Krisengebiddern an Nordafrika oder an der Sahelzon ënner onmënschleche Konditiounen festsëtzen.

Jiddweree weess, datt keng Mauer héich genuch wäert sinn, fir dee Phänomeen aus der Welt ze schafen. Just Symptomer ze bekämpfen, ass keng Léisung. Et ass net wouer, datt d'Leit einfach esou fräi, ouni Kontroll an Europa eragelooss ginn. Ech weess net, wou een dat ka siche goen. Mä dat entsprécht einfach net der Wourecht. A jiddwereen, deen tatsächlech am Kontakt mat Migranten ass, mat Flüchtlingen ass an deen och um Terrain schafft, dee weess, wéi schwéier et ass, datt et genau de Géigendeel ass, fir déi Leit an Europa ze empfänken.

Vill vun de Problemer an deene Regiounen sinn natierlech och hausgemaach, mä ganz vill kann een och op déi wirtschaftlech Interesse vun deene räiche Länner zrëckféieren. Déi europäesch Antwort op déi sougenannte Flüchtlingskris ass en historesche Feeler, menge mer. Anstatt d'Mënscherechter no bausen a virun allem no bannen hi mat Standhaftegkeet ze verteidigen, ginn et immens vill Politiker, déi der Rei no ëmgekippt sinn a mat Hëllef vu gewëssene Medien och de rietsen Discours an Europa zur Normalitéit gemaach hunn.

Ech wollt awer och e puer Wieder zu Latäinamerika verléieren. Et hätt ee kënnen iwwer Brasilien schwätzen, wou déi ehemoleg Presidentin Dilma Rousseff, déi bäi Wäitem net alles richtig gemaach huet, duerch en institutionelle Coup ronderëm den aktuelle President, de Michel Temer, ofgesat gouf, nodeems och d'Grousspatronat a Brasilien déi legitim Onzefriddenheet vun der Bevëlkerung instrumentaliséiert huet. An der Tëschenzäit ass de Stat Rio ënnert der Kontroll vun der Arméi.

Et hätt ee kënnen iwwert den Honduras schwätzen, wou och de Kandidat vun der lokaler Oligarchie sech op eng dubiéis Aart a Weis d'Presidentschaft geklaut huet. An dat e puer Joer nodeems de President Zelaya ewechgeputscht gouf mam Seege vun den USA an och vun der EU. Säi Feeler war ënner anerem, datt en de Mindestloun wollt aféieren. Duerno sinn Honnerte vu Gewerkschaftler agespaart ginn an ëmbruecht ginn.

Et hätt een och kënnen iwwer Mexiko schwätzen, wou den Narcotrafic Dealer vum Land an eng biergerkrichähnlech Situatioun versat huet.

Et hätt ee kënnen iwwer ganz vill latäinamerikanesch Länner schwätzen, wou déi sozial a politesch Situatioun katastrophal ass a wou d'Demokratie net oder net méi garantéiert ass. Mä am léifste gëtt ëmmer iwwer Venezuela geschwat.

1989 kumt et zu Caracas zu gréisseren Opstänn vum Vollek géint déi neoliberal Politik vum FML a vum deemools sozialdemokratesche President Carlos Andrés Pérez. Wéi huet den Här Pérez reagéiert? En huet d'Police an d'Arméi geschéckt an 3.000 Leit sinn a Venezuela ëmbruecht ginn. 3.000 Leit. Hien ass net als Tyrann oder béisen Diktator duergestallt ginn. Hie war jo op der richteger Säit.

Déi, déi permanent op den Chávez oder de Maduro klappen, deenen ee ka Saache virwerfen, vun deenen héiert een ni déi Virgeschicht. Dat huet wahrscheinlech domadder ze dinn, datt se deen Episod net kennen, well se sech meeschtens jo och net fir Venezuela interesséieren oder fir Latäinamerika seriö interesséieren, mä si benotzen dat nëmme, fir Antilénke-bashing ze maachen. 1998 gouf dunn den Hugo Chávez gewielt. D'Aarmut ass drastesch zrëckgaangen deemools. D'demokratesche Rechter sinn ausgedeeent ginn an net zrëckgaangen.

Venezuela war nach ni esou demokratesch a sozial wéi ënnert der Presidentschaft vum Hugo Chávez. A well all déi Destabiliséierungsversich vun der Groussbourgeoisie a Venezuela an den Amerikaner an de Spuenier net gegräff hunn an d'Leit hir Regierung massiv ënnerstëtzt hunn, well se Verbesserung konkret erlieft hunn, kumt et 2002 zu engem Putsch. Den neie President war den Här Carmona, de Chef vum Patronatsverband, an innerhalb vun engem Dag si sämtlech sozial Gesetzgebunge fir déi Aarm ofgeschaaft ginn. Well dorëms ass et jo gaangen.

De Putsch huet awer nëmme zwee Deeg gedauert, well d'Venezolaner waren net darselwechter Meenung wéi déi westlech Medien, datt den Chávez esou e béisen Diktator gewiescht wier. A si sinn op d'Strooss gaangen, fir en erëm an de Presidentepalais eranzesetzen.

Här President, et kann ee sech och Suerge maachen iwwert d'Situatioun am Oste vun Europa. Zanter 20, 30 Joer gëtt an Europa vu villen Zentrumparteien all Alternativ zu enger solidarescher Gesellschaft, déi net op Profit baséiert, als utopesch, naiv a weltfriem agestuft. Mä dee System, an deem mir liewen an deen op sozialer Ongerechtegkeet baséiert, dee funktionéiert net. An d'Leit kréien et ze spieren.

De Problem ass awer deen, vu datt déi fortschrëttlech Alternative verdaamt goufen, kommen elo déi reaktionär Alternativen zum Virschäin. An do soll ee sech net wonnen, wa Kräfte méi staark ginn, déi d'Ursaache vun de Problemer net uewe siche ginn, do, wou déi ganz Räich sinn, mä ënnen: bei den Ausländer, bei de Muslimen, jo, an heiansdo och bei de Judden, wéi een dat zum Beispill och a Polen ka gesinn. An dat arrangéiert jo och déi, déi d'Muecht hunn. Well déi reaktionär Kräfte, déi stelle jo och d'Muecht vun de Räichen net a Fro.

Här President, et dierf een och ni vergiessen, datt an den 20er an 30er Joren de Mussolini oder den Hitler deelweis mat grousem Interesse vun der Groussindustrie a vun de Banken ugesi goufen an och vu sougenannte moderéierte Regierungen. Well dat waren interessant Regimier, wou d'Leit net konnten an eng Gewerkschaft goen, wou se an de Prisong gaange sinn. Do ass geschäfft ginn. Do ware se produktiv. Do ass vill Geld domadder gemaach ginn. An alles, wat lénks war, ass deemools och zerstéiert ginn.

Här President, ech sinn elo gläich um Enn vu menger Ried ukomm an ech wollt awer nach eppes soen. Et gëtt oft - an dat ass leider gëschter awer erëm erauskomm - vu Populiste vum lénken a rietse Bord geschwat am New-speak. Wann een awer Rietser a Lénker nom Motto «les extrêmes se touchent» amalgameiert, da stäerkt een déi reaktionär Kräfte. Wann een d'Kräfte vun der Hoffnung a vun der Solidaritéit an datselwecht Dëppe pucht wéi d'Kräfte vum Obskurantismus a vun der Exklusiv, da kritt een Obskurantismus an Exklusiv. An da kritt een dat, wat een an Osteuropa zum Beispill huet.

A wann ech dat heieren, dann denken ech un déi Leit, déi an de KZer niift deenen, déi e rosa Dräieck haten oder e gielen Davidstär hu misse droen, och e rouden Dräieck gedroen hunn.



Här President, ech hu vläicht e gewëssene Sënn fir d'Tragik vun der Geschicht. A mir sinn eis eens, datt däischer Wolleke sech sammeln. Trotzdeem muss ee weiderkämpfen, nom Motto vum Antonio Gramsci: Dem Pessimismus vun der Realitéit muss een den Optimismus vun Wëllen entgéinthalen.

Den italesche Kommunist Gramsci ass am Prisong vum Mussolini gestuerwen: esou vill zu de Gemeinsamkeete vu lénks a riets!

Ech soen Iech Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Merci och. An d'Wuert huet elo déi lescht Riednerin, d'Madamm Claudia Dall'Agnol.

► **Mme Claudia Dall'Agnol** (*LSAP*).- Merci, Här President. Ech fänken e bëssen do un, wou mäi Virriedner opgehale huet. Wa mer haut iwwert d'Lëtzebuurger Aussepolitik diskutéieren, d'Politik, déi de Moment an Europa an uechtert d'Welt gemaach gëtt, da komme mer awer net derlaanscht, e puer rezent Entwécklungen an der EU e bësse méi genau ënnert d'Lupp ze huelen - hien huet Italien ugesprach -, genausou wéi déi ausserhalb dovunner. An ech mengen, d'USA kënnen als Prototyp hierhale fir dat, wat geschitt, wann d'Politik net méi un d'Leit erukënt a Leit wéi den Trump et bis an d'Wäisst Haus packen.

Datt dat net nëmmen an den USA méiglech ass, dorops si schonn eng Rei vun de Virriedner agaangen an hu schonn drop higewisen. Virun allem déi rezent Wahlen an Italien, oder besser d'Resultat vun deene Wahlen, genausou wéi eenzel Politiker, déi do ugetratt sinn an och nach gewielt goufen, missten eis dach ze denke ginn. Och eis klengt, beschaulecht Lëtzebuerg ass net gefeit géint esou Phenomeener, loin de là. Mä dozou e bësse méi spéit.

Fir bei Italien ze bleiwen - do, wou den Här Wagner opgehale huet -, well ech dat Land dann e bësse besser kennen an deemno e Beispill hunn, fir ze veranschaulichen, op wat ech eraus wëll. Et muss ee sech vläicht an Erënnung ruffen, datt Italien grouss Problemer hat an huet, an dat zënter Laangem, wat seng Ekonomie betrëfft, wat seng finanziell Situatioun betrëfft a wat och seng Aarbechtslosequot, virun allem bei deene Jonken, betrëfft. An do kouw nach d'Flüchtlingskris derbäi.

Datt eng Partie vun deene Problemer hausgemaach sinn, ech mengen, dat niert keen, esou wéi sécher och keen niert, datt et awer grad eenzel Politiker wéi de Berlusconi waren, déi massiv derzou bäigedroen hunn, datt et ebe just net besser gouf. An ech gi souguer esou wäit, ze soen, datt zumindest dee Personnage, den an etleche Prozesser ugeklot gouf weinst Bilansfälschung a Steierhannerzëiung, jorelaang vun deem System do profitéiert huet an dofir och net wahnsinnig drun interesséiert war, fir datt sech géif eppes um System an deem Land änneren.

Dat heescht konkret, datt jorelaang d'Problemer net ugepaakt gi sinn, net geléist gi sinn, an doduerch den normale Bierger ëmmer méi arm gouf, sech ëmmer manner vertraude gefillt huet vu senge Politiker, an datt en eben op d'Sich gaangen ass no Alternativen. Dat huet iwwregens an engem „Wort“-Artikel gëschter e Journalist nach eng Kéier ganz gutt erkläert, fir déi, déi dat wëlle méi genau noliessen.

Erënnert Iech dat Ganzt awer elo net e bëssen un d'Situatioun an den USA, wou genau dee Mann, dee fir eng „hire and fire“-Politik steet, wouduerch Milliounen Leit net iwwer e gesécher Akommes verfügen, geschweige dann iwwer eng Kranken- oder eng Pensiounsversicherung, elo am Wäissen Haus sëtzt? An dat net duerch e Coup d'État, mä well d'Normalbierger an dohinner gewielt hunn!

Firwat? Well se rose sinn, well se enttäuscht sinn. Rosen an enttäuscht, genausou wéi an Italien, datt hir kleng Problemer a virun allem och hir grouss Problemer op daf Ouere getraff sinn a se eben d'Gefill haten, ofgehaang ginn ze sinn.

Wann Der Iech dat Ganzt wëllt veranschaulichen a fir déi, déi vläicht mengen, d'USA, dat wiere just Glitzermetropole wéi New York, Las Vegas oder Los Angeles, deene ginn ech e gudder Rot: Googelt emol Gary an Indiana!

(Interruption par la présidence)

Dat war net fir mech.

A kuckt Iech dann déi Biller vun där Stad un! An deenen, déi es dann nach ëmmer net genuch hunn, wa se déi Biller gesinn hunn, deene ginn ech e gudder Rot: Maacht eng Kéier perséinlech live en Tour duerch déi Stad a schwätzt emol mat deene Leit vun dohannen a loosst Iech erklären, wat do jorelaang schifgelaf ass!

Gary ass ongeféier 30 km vu Chicago ewech an et ass net einfach nëmmen e Kouduerf am Mëttlere Westen, wou een da keen Noper 300 km lénks a riets huet, loin de là. Wat ass geschitt dohannen? Ab den 80er Joren ass et biergof gaangen. D'Stolwierker hunn zougemaach. Vun engem op deen anere Moment waren iwwer 30.000 Jobs fort. Déi Wäiss, déi d'Méiglechkeet haten, si fortgaangen. 50% vun der Bevëlkerung huet d'Stad Gary agebéisst. Déi Schwaarz, déi hate meeschtens kee Choix. Si si bliwwen, well se och net wëllkomm waren an den neien, schicken, wäissen Noperschaften oder well se och guer net d'Geld hatten, fir ze plënnern.

A souguer déi schéin Haiser, déi duerno eidel stoungen an der Stad selwer, konnte se net kafen, well se emol iwwerhaapt kee Prêt kruten. Chômage, Kriminalitéit, Drogen, Gary gouf zur „murder capital of the US“, dat heescht, déi Stad mat der héchster Mordrat an den USA. Geschäfte hunn zougemaach, Haiser si verbrannt an ausgeraumt ginn, bis nëmmen nach d'Mauerer doustoungen. 22% vun de Famillje liewen ënnert dem „seuil de pauvreté“ a keen huet sech hiner ugeholl, wéi dat iwwregens op ganz ville Plazen an den USA de Fall war an ass.

An trotzdeem si genau dës Leit zu Gary houfreg drop, datt si a grousser Majoritéit net fir den Trump gestëmmt hunn. Mä vläicht huet dat och domadder ze dinne, datt 68% vun der Bevëlkerung an der Stad schwaarz sinn.

A genau dee Verfall, vun deem ech Iech elo geschwat hunn, dee gesitt Der och mëttlerweil an Italien. Fuert emol mam Zuch vu Fiumicino - dat ass den Haaptfluchhafen zu Rom, fir déi, déi en net kennen - an d'Stad eran! Kuckt Iech dat un, wat Der lénks a riets aus Are Fënstere vum Zuch gesitt, a sot mer dann, ob dat engem Land wéi Italien, engem EU-Land, würdeg ass!

Gitt a Süditalien kucken, wou d'Leit sech eleng gelooss fillen an, wéi gesot, ofgehaang vum Rescht vun Italien. Ech sot et virdrun: Se sti sech ganz dacks mat hirem lethargesche Statsapparat selwer am Wee. Mä wat mengt Der, wat de klenge Mann an Italien sech vun der EU erwaart, wann e sech emol näischt méi vu senger eegener Regierung erwaart? A soulaang den Norde vun Italien et emol net fäerdegbréngt, säi Süden ze ënnerstëtzen, wéi soll d'EU et da packen?

A genau dat ass dat, wat d'Leit dohannen denken an deem et géllt, entgéintzewierken, wann d'EU och soll dohannen eng Zukunft hunn. Well et brennt dohannen. An d'Resultat, mengen ech, konnt Der alleguerten e Sonndeg live und in Farbe beim Wahleresultat virun der Tëlee erliewen. Well wat dat Land dréngend kéint gebrauchen, dat wär eng Opbrochstemmung. A wat krute se? Gitt emol an déi eenzel Wahlprogrammer liese vun de Gewënner! Do wësst Der heiansdo net, ob Der sollt laachen oder besser hätt ze kräischen.

An ech ginn Iech elo hei e puer Beispiller. De Berlusconi, den huet versprach, datt al Leit kéinten d'Hondsdudder ouni TVA kafen a gratis bei de Veterinär goen, well laut him al Leit, déi en Hond hunn, méi zefridde sinn. D'Fënnestärebewegung seet, si géng emol einfach esou minimum 400 Gesetzer ofschafen, an d'Italiener kéinten online driwwer ofstëmme, wat fir Gesetzer se sollen ofschafen. An dat do sinn elo nëmmen zwee Beispiller derfir gewiescht, zu wat fir enger Farce dee Wahlkampf an engem europäesche Land verkommen ass a virun allem och, datt déi Leit nach gewielt gi sinn. An da goufen nach e puer Wahlverspräche gemaach, déi kee kann erfëllen an där ekonomescher a finanzieller Situatioun, an där d'Land grad ass. Mä et ass duergaangen: D'Leit sinn drop eragefall.

An ech fäerten, net nëmme fir si, mä fir d'ganz EU wäert et e bëist Erwäche ginn, wann och dee Klengsten an der Rei mierkt, datt alles nëmme Schall a Rauch war an datt ee mat populisteschen Iddien, déi zwar um Pabeier vläicht gutt kléngen, näischt, mä awer och iwwerhaapt näischt bewierke kann. An datt genau wéi an Amerika net de klenge Mann wäert profitéieren, mä ëmmer nëmmen déi Déck, déi souwiso alles hunn, déi och an deem Land mam gëllene Läffel am Mond op d'Welt kommen sinn an déi och weiderhin nach vun der desolater finanzieller an ekonomescher Situatioun vun deem Land wäerte profitéieren.

D'Thema Sécherheet gouf héichgespillt an deene Wahlen, genausou wéi d'Rietspopulisten dat iwwregens uechter ganz Europa zënter Joren amgaange sinn ze maachen, ob se Le Pen oder Wilders heeschen. Et gouf de Leit Angscht gemaach, an d'Rechnung ass opgaangen. An der „Neue Zürcher Zeitung“ stoung direkt no de Wahlen, an ech zitieren: „Die politische Kultur Italiens ist an einem Tiefpunkt angelangt.“ A weider am Artikel: „Nun haben die Wutbürger den Populisten zum Sieg verholfen.“ Enn vum Zitat.

Erënnert Iech, wat ech Iech aganks sot vun Amerika a wien dem Trump zum Erfolleg geholle huet. Hetzeresch Parole géint de sougenannte politeschen „Establishment“ - ech huelen emol un, hei zu Lëtzebuerg wäer mir dat dann alleguerten - gehéiere mëttlerweil zum gudden Toun an der EU an och ausserhalb. De Lega-Chef Salvini, en anere Wahlgewënner an Italien, lueft den Orbán a seet: „Dee verdeedegt d'Grenzen, d'Banken, d'Geld a blockéiert d'Awanderung.“

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, vun engem Kärele, den de Viktor Orbán lueft, ass fir e Land, wat Grënnungsmember vun der EU ass, net allze vill Guddes ze erwaarden. An esou Leit - déi muer vläicht an enger europäescher Regierung setzen - müssen eis dach ze denke ginn.

An da kommen ech zum Schluss op Lëtzebuerg zrëck. Dat klengt, léift, beschaulecht Lëtzebuerg, wou d'Welt dann nach an der Rei ass. Oder vläicht awer net méi esou ganz? Gehéieren net och Pöbeleien a Fäksprooch mëttlerweil zum gudden Toun? Op de sozialen Netzwerker souwiso, mä virun allem och do-riwwer eraus.

Ass et normal, datt een op de sozialen Netzwerker verhonzt a vernannt gëtt? Als Politiker muss een net ëmmer gelueft ginn, a jiddweree vun eis ass sécherlech och net zaart besätet, soss géif en dësen Job net allze laang maachen. An dach ginn et Grenzen!

An et ass net méi ëmmer nëmmen anonym, mä mëttlerweil traue se sech schonn aus de Lächer eraus a schreiwen de richtegen Numm, am beschten nach mat der Foto derbäi. Se schreiwen zum Beispill - an ech huelen elo mäin eegent Beispill, fir et ze illustréieren - effentlech mat Numm a Foto, ech soll dohinner zrëckgoen, wou ech hierkommen. Mä ech weess elo net, ob de Georges Mischo mer zu Esch Asyl wëllt ginn, well do sinn ech gebuer. Léiwe Georges, wann s de Chamber TV lauschters, da weess de, wat der bléit.

Oder se schreiwen, an ech zitieren: „Zréck hannernt d'Kachdëppe mat där Kou vun der ASTI!“ Enn vum Zitat. Wahrscheinlech heescht dat, mir sollen hinnen am Restaurant Pizza a Pasta zerwéieren, well dat iessen déi selbst ernannte Verdedeger vum Vaterland nawell gären, wahrscheinlech léiwer wéi Judd mat Gaardebounen oder Kuddelfleck.

Ech hunn elo mäi Beispill hei geholl an ech weess, datt Eenzelner, virun allem Regierungs-kolleegen, nach ganz aner Saache müssen iwwer sech ergoe loosse. Mä et geet hei am Endeffekt net ëm de Politiker. Et geet hei ëm den einfache Bierger an d'Biergerin, déi, wa se net mat der Meinung d'accord si vun e puer eenzelne Rietspopulisten a wa se sech dergéint wieren, da verhonzt a vernannt ginn, Ruffmord gemaach gëtt an, vill schlëmmer nach, dacks bedrot ginn.

Rietspopulismus ass salonfäeg ginn, och hei zu Lëtzebuerg. Wat heescht dat? Jiddwereen, den net grad Müller, Meyer, Schmit heescht, muss also dohinner zrëckgoen, wou en hierkënt. A wann s de dem Lëtzebuergeschen net mächtég bass, da bass de suspekt. A wann s de net grad Katholik bass, mä vläicht Moslem, Judd, Hindu oder souguer - schrecklech! - Atheist, da bass de awer eréischt e Schlëmme. Fanne mir dat normal? Fanne mir et normal, datt, wa mer wëssen, wat an anere Länner duerch esou Hetz entstanden ass, bis hin zu op der Strooss op Schwaarzer schéissen, dat einfach esou hinzehuelen a stoen ze loosse? Wëlle mer, datt Leit mat deeneselwechte Rezepten a Methoden hei zu Lëtzebuerg Terrain gewanne wéi an deenen anere Länner, iwwert déi mer elo hei zwee Deeg diskutéiert hunn?

Wëlle mer, datt homophob, sexistesch a rassistesch Politik och hei zu Lëtzebuerg Fouss faasst? Mir Sozialisten, mir wëllen dat op alle Fall net. A wann eisen Ausseminister, de Jean Asselborn, dobaussen als ee vun deenen Eenzenge a Leschten nach standhaft bleift, fir d'Kand mam Numm ze nennen, wann e mat Leit wéi zum Beispill dem Orbán ze dinne huet, da sti mir Sozialisten zumindest all do hannendrun, méi nach, mir si souguer houfreg drop.

► **Une voix**.- Très bien!

► **Mme Claudia Dall'Agnol** (*LSAP*).- A mir si weder der Meinung, datt dat ondiplomatesch ass, nach datt ee sech net soll amëschen. A virun allem net - wéi den Här Kartheiser gemengt huet -, datt mir missten e bësse méi „modest“ optrieden. Well fir d'Sozialisten ass all Diplomatie näischt méi wäert, wa mer d'Fundamenter vun deem verrodene, wourop d'EU opgebaut ass.

An domat soen ech Iech Merci fir d'No-lauschteren.

► **Plusieurs voix**.- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Merci och. Mir sinn um Enn vun der allgemenger Dis-

kussioun ukomm. An d'Wuert huet elo den Här Ausseminister, de Jean Asselborn, fir ze äntwerthen an d'Konklusiounen ze zéien. Här Minister, Dir hutt d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

► **M. Jean Asselborn**, *Ministre des Affaires étrangères et européennes*.- Här President, ech wëll fir d'Alleréisch jiddwereengem Merci soen, deen hei geschwat huet, dem Här Mosar, dem Här Angel, dem Här Graas, dem Här Adam, dem Här Wagner, der Madamm Dall'Agnol.

(Hilarité)

An ech wëll hei soen, Här President, dass ech immens Problemer hunn, mam Här Kartheiser ze argumentéieren, well tëschent him a mir läit eng meterdéck - meterdéck! - Beton-armés-Plack, wat d'Virstellung vun der Aussepolitik vun him ugeet an der elementaarster Mënschlechkeet, déi een awer soll versichen an d'Aussepolitik eranzebréngen.

Här President, dem Här Angel wëll ech e grouse Merci soen - grad wéi dem Här Mosar; et ass jo och ëmmer schéin, wann dat vun der Oppositioun kënnt - fir seng Aarbecht, déi hien all déi Jore gemaach huet a weider mécht an der Kommissioun. Ech mengen, hien huet ëmmer probéiert, net no lénks an no riets ze kucken, mä ëmmer duerch d'Mëtt ze kommen, keng Polemik ze sichen an der Aussepolitik, mä eis wirklech zesummenzebréngen, an do kéint e fréieren Diplomat sech heiansdo ee Stéck erfroschneiden.

Ech géif mengen, dass den Här Angel eist Land gutt vertrauten huet an all deenen internationale Gremien, och am Sënn vun der Relatioun tëschent dem Europaparlament an der Chamber. Ech wëll awer vläicht an aller Rou op zwou oder dräi Saachen äntwerthen. Virun allem op dat, wat gesot ginn ass iwwer Israel a Palästina vu verschidene Kolleegen heibannen a virun allem och vum Här Mosar. Ech wëll vläicht fir d'Eischt domadder ufänken, wat ech gëschter gesot hunn, dass dat och richtig verstane gëtt.

Ech hu folgende Saz gesot: „Israel muss sech entscheeden, entweder fir d'Zweistateléisung, wat mer jo alleguerten wëllen, oder fir d'Siidelungspolitik, déi amgaangen ass, zu enger Eestat-Realitéit ze féieren, mat dem Risiko, dass Israel sech zu engem Apartheid-Stat entwéckelt.“ Dat ass dat, wat ech gesot hunn. Ech hunn net gesot, dass Israel haut en Apartheid-Stat wier. Duerfir muss een heiansdo d'Nuancen hei an der Chamber richtig gesinn.

A firwat soen ech dat vun der Apartheid, wéi et kéint ginn? Ben, jiddwereen, deen eng Kéier do war, dee weess, dass d'Leit zu Ramallah anescht liewe wéi d'Leit zu Jerusalem. Zum Beispill gëtt et aner Stroosse fir d'Araber wéi fir d'Israelien a fir d'Europäer. Et gëtt souguer eng aner Waasserversuergung fir déi eng a fir déi aner. De Pass ass deen nämlechten, d'Citoyennetéit och, mä d'Nationalitéit ass anescht, jiddesch oder palästinensesch. A wann ee Palästinenser ass an Israel, kritt ee manner Statssubsiden, wéi wann ee jiddesch ass, um Aarbechtsmaart huet een onheemlech Problemer, an d'Palästinenser däreren och net an d'Arméi.

Ech soen dat nëmme just, dass et Ënnerscheeder gëtt an deem Land, déi et net an engem Land gëtt vun der Europäescher Unioun. Duerfir, wann ech gelift, huet dat, wat ech gesot hunn, vläicht mat där richteger Dosis vun Eierlechkeet op, dass ech net gesot hunn: „Israel ass een Apartheid-Stat.“ Mä Israel als Eestat-Realitéit mat Palästina, dat ass eppes, wou ech net mengen, dass ee sech domadder ze vill beschäftege soll an Zukunft, well dat gëtt keng Realitéit. An duerfir, loosse mer alles setzen op eng Zweestateléisung! A wa mer wëllen eng Zweestateléisung hunn, Här Mosar an Här President, da muss Israel ophale mat där Siidelungspolitik. Wann Israel net ophält mat där Siidelungspolitik, ass physisch keng Zweestateléisung méi méiglech. Esou einfach ass dat!

(Brouhaha)

Ech wëll och nach soen, Här Mosar, dass et falsch ass, Här President, fir ze mengen, dass een de Konflikt Israel-Palästina net soll ze vill prioritiséieren. Also dat wëllt den Här Netanjahu doudsécher, an d'Regierung wëllt dat doudsécher och. Mä et geet hei net eleng ëm Israel an ëm Palästina. Et geet drëm, wéi de Weste mat der arabescher Welt ëmgeet: Radikalismus, Haass, Intoleranz. An Dir kënnt kucken, vun de Philippinen iwwer Afrika, Europa bis an Amerika, de Problem Israel-Palästina ass Waasser op d'Mille vun deene Radikalen.

An ech mengen, et huet ee Symbolwäert, soulaang wéi mer dat net geléist kréien. A mir hätten et scho kënne léisen an den 80er Joren. Dir wësst, wat fir Efforte gemaach gi sinn. D'„Clinton Parameters“ stëmme haut nach wéi dunn, wéi de Clinton nach President war vun Amerika. An duerfir, wann ech gelift, och fir d'Zukunft vun der Lëtzebuurger Politik an



där Saach hei: Kommt, mir konzentrieren eis drop, dass Israel a Palästina eng Haaptstad hunn, déi se deelen, Jerusalem, dass d'Grenze vun 1967 respektéiert ginn, dass „swaps“ - Echanging - kënne gemaach ginn, dass selbstverständlech d'Sécherheet garantéiert ass vun Israel, dass se an Dignitéit an a Sécherheet kënne liewen, mä och, dass d'Palästinenser zënter 1948 e Stat versprach kritt hunn an dass se e Stat brauchen.

Ech erliewe vläicht net méi de Moment als aktive Politiker - wann een dat därf soen -, dass Palästina unerkannt gëtt. Ech hoffen et natierlech nach ëmmer, an ech mengen net, Här Wagner, dass Frankräich dat opginn huet. A wa Frankräich dat mécht, da sinn eng ganz Rëtsch vun europäesche Länner hannendrun an dann ass Lëtzebuerg och derbäi. Ech hoffen op jidde Fall, dass dat dann dee Moment ka méiglech ginn.

Ech wëll och nach vläicht en zweete Punkt soen, zum Här Moscovici, dat ass jo och vum Här Mosar opgegraff ginn. Ech mengen, ech wëll hei eise Premier wierklech verdeedegen, well hien ass net deen Eenzegen, dee sech an där Saach do opgereegt huet. An en huet sech zu Recht opgereegt. An ech menge souguer, wann ech un d'Mentalitéit vum fréiere Premierminister hei zu Lëtzebuerg denken, dass dee sech och opgereegt hätt. An ech soen lech och, firwat dass et richteg ass, sech opzereegen. D'Hollänner, d'Belsch, d'Irlänner, d'Zyprioten, d'Malteser, d'Ungarn hunn dat och gemaach gëschter am ECOFIN, ganz, ganz bewusst a radikal.

Ech liesen lech emol, wann Der wëllt, vir, wat am Rapport steet. Et ass op Franséisch, hien huet et op Englesch gesot an der Kommission, an den Här Moscovici huet jo eng Pressekonzferenz gemaach mat senger Meinung doriwwer. Mä ech liesen lech et vläicht just vir, well et lech kéint interesséieren, wat am Rapport steet:

«Le Luxembourg a déjà pris des mesures et continue à modifier certains aspects de son régime fiscal qui facilitaient la planification fiscale des entreprises. Le régime fiscal favorable aux brevets applicable aux actifs incorporels constitués après le 1^{er} décembre 2007 (veuillez lire: le 31 décembre 2007) a été abrogé à compter du 1^{er} juillet 2016...» - bon, bis dohin ass et jo kloer - «...conformément à l'action 5 du projet relatif à l'érosion de la base d'imposition et au transfert de bénéfices.» Dat ass dee berüumte BEPS vun der OCDE.

Weider heescht et am Rapport: «En outre, le Luxembourg s'est engagé dans la réforme de la fiscalité internationale. Seules des données économiques limitées démontrent l'efficacité des régimes fiscaux favorables aux brevets comme moyen d'encourager la recherche et le développement; par contre,...», da kënnt dee Saz, op deem d'Kritik baséiert ass, «...ces régimes peuvent...» - peuvent! - «...être utilisés comme des instruments de concurrence fiscale.»

Dat ass dat, wat am Rapport vun der Kommission steet, iwwert dat, wou elo schonn zimlech vill Tënt an och Spaut verbraucht ginn ass. An duerfir géif ech mengen, wat ech gëschter gesot hunn, dat ass net falsch, dass d'Kommission an och Lëtzebuerg dach misste capabel sinn, heiriwwer ze schwätzen a versichen, eng anstänneg Léisung doranner ze fannen. Ech mengen, ech sinn net Spezialist, ech sinn net an der Finanzkommission, mä Der wësst, dass mer wëllen 2018-2019 och déi Direktiven ëmsetzen, déi an der Lutte contre l'évasion fiscale eben um Tableau stinn.

Ee leschte Punkt wëll ech hei soen, Här President, iwwer Sainsbury, also iwwert dat, wat geschitt ass, Dramatesches, wat a Groussbritannien geschitt ass. Vläch fir kloerzestellen: Et ass ee Géft applizéiert ginn, dat an de 70er an an den 80er Joren an der deemoleger Sowjetunioun produzéiert ginn ass an nach ni agesat gouf. An dat Géft, just fir lech dat ze explizéieren, dat provoziert Muskelkontraktiounen, an erstéckten oder Häerzstillschlag ass d'Konsequenz.

Am Numm vun der Lëtzebuerger Regierung hei an der Chamber géif ech soen, dass mer eng voll Solidaritéit ausdrécke mat Groussbritannien an mam brittesche Vollek. Den Asaz vun engem Nervegas ass inakzeptabel a verstéisst a flagranter Aart a Weis géint internationaalt Recht!

Mir condemnéieren, an, ech mengen, d'Chamber ass och domadder d'accord, dese Virfall. A mir hoffen, dass alles gemaach gëtt, fir déi Verantwortlech zur Rechenschaft ze zéien.

Ech wëll hei soen, dass ech Russland nëmme kann a wëll encouragéieren, säint wierklech ze maachen, fir ze hëllefen, dass dese schreckleche Virfall komplett opgekläert gëtt, a wann en opgekläert ass, dass och dann déi richteg Konsequenze gezu ginn.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Ausseminister. Den Här Mosar zu...

► **M. Laurent Mosar (CSV).** - Jo, zu deem Punkt vum Här Bettel. Elo wollt ech awer nach eng Kéier drop zréckkommen, well ech mengen, dass den Här Ausseminister mech da vläch do falsch verstanen huet. Da wëll ech dat nach eng Kéier kloer soen.

Hei geet et drëm, dass den Här Statsminister sech ee Moment beschweiert huet, entre autres iwwer Twitter, dass et keen Echange préalable ginn hätt; keen Echange préalable. Dann äntwert, an ech liesen lech et vläch vir, Här Ausseminister, den Här Moscovici Folgendes: «Surpris par l'étonnement de mon ami @Xavier_Bettel sur la position en matière fiscale! Les rapports publiés hier ont été envoyés il y a 2 semaines à tous les États membres pour qu'ils les commentent: ils l'ont tous fait. La transparence a encore du chemin à faire.» Dat seet also den Här Moscovici.

D'Fro ass also, an den Här Wiseler an ech selwer hunn dat och nach eng Kéier an enger parlamentarescher Fro gestallt: Hei gëtt kritiséiert, dass iwwerhaupt net mat de Memberländer doriwwer geschwat gëtt. Den Här Moscovici seet: „Dat ass falsch! Do ass all Memberland opgefuerdert ginn, e Rapport ze maachen. Dee Rapport ass vu Lëtzebuerg gemaach ginn.“

A mir wëlle just wëssen... Mir sinn um Fong bien-entendu op der Positioun vun der Regierung, mä et schéngt eis manifestement eng Konfusioun ze sinn, och um Niveau vun der Regierung. An déi Fro, déi ech mer gestallt hunn an och gär beäntwert hätt: Firwat gëtt do elo eppes kritiséiert, wou awer manifestement Rapporte waren, wou en Echange war, wou och Lëtzebuerg en bonne et due forme seng Positioun eraginn huet?

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Här Ausseminister!

► **M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes.** - Däerf ech?

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Jo, selbstverständlech.

► **M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes.** - Här Mosar, wat ech dorobber kann äntwerten, ass Folgendes: Wat ech lech elo gelies hunn, dat ass de Rapport vun der Kommission. Nieft dem Rapport vun der Kommission huet den Här Moscovici eng Pressekonzferenz gehalen. An ech mengen, dass de Premier op d'Pressekonzferenz reagéiert huet, well et net Usus ass, dass déi dote Punkten am Kader vum Semestre européen esou an de Vierdergrond gesat ginn.

Wann een dat heiten näamlech liest, dat, wat d'Kommission geschriwwen huet, also d'Kommission selwer offiziell geschriwwen huet, da muss een awer scho wäit siche goen, dass dat heiten eng grouss Kritik ass géigeniwwer eisem Land. An duerfir géif ech mengen: Loosse mer elo als Chamber, als Regierung, dat ass op jidde Fall mäi Wonsch, versichen, um Fong dat ze maachen, wat soll gemaach ginn, fir dass Lëtzebuerg total aus deem Schneider hei erauskënnt, well mir gehéieren net do derbäi!

Merci.

► **Mme Viviane Loschetter (déi gréng).** - Aus dem Schneider?

(*Brouhaha*)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. Da si mer um Enn vun eiser aussen- an europapolitescher Debatt ukomm.

Motion 1

Mir sinn nach mat enger Motioun saiséiert, déi d'Ennerschrëft vun engem groussen Deel vun der Chamber dréit, awer net vu jiddwerengem.

Kënne mer direkt zur Ofstëmmung iwwergoen?

(*Interruption par M. Fernand Kartheiser*)

Selbstverständlech, Här Kartheiser.

► **M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes.** - D'Regierung ass d'accord.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - D'Regierung ass d'accord.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Villmools Merci, Här President.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Jo!

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Jo, éischens, mir begrëssen de Prinzip vun där Motioun. Et deet eis just leed, dass mer net d'Méiglechkeet haten, zesumme mat anere Kolleegen iwwert de Contenu an iwwert d'Formulatiounen ze schwätzen. Et wär Verschiddenes ze korrigéieren gewiescht. Et ass schonn hei

an enger anerer Interventioun ugeklongen: den ze vill eesäitege Charakter vun där Motioun. Dat ass eng Analys, déi mer am Prinzip kënnen deelen.

Och ass et esou, dass déi Resolutiounen vun der UNO net an hirem Geescht komplett erëmgespigelte goufen. Et ass wuel richteg, dass de Waffestillschlag an där Resolutioun 2401, déi hei ernimmt gëtt, gefuerdert gouf. Et ass awer och esou, dass deen nächste Paragraf an där Resolutioun seet: Dat gëllt net fir déi Quartieren, wou d'Dschihadisten nach kämpfen. Et ass also een Aspekt, e wichtege Aspekt vun där Resolutioun, deen hei net berücksichtegt war.

Et ass och esou, dass déi Garanten, déi dräi Puissancen, déi hei genannt gi sinn, einfach net d'Kontroll hunn iwwert d'Totalitéit vum syreschen Territoire, soudatt hinnen net kann eng Verantwortung hei zougewise ginn, déi se an der Realitéit net kënnen erfëllen.

Et sinn also eng Rei Saachen hei dran, och wa mer d'Richtung vun der Motioun ausdrécklech ënnerstëtzen, wa mer genau sou wéi Kolleegen hei vun anere Parteie gär hätten, dass humanitär Korridoren existéieren, de Waffestillschlag gëllt, dass jiddweree seng Verantwortung hält, fir d'Zivilisten ze schützen, esou sinn déi Formulierungen an där Motioun awer deelweis esou wäit ewech vun der Realitéit vum Terrain, dass mer eis bei där Motioun enthalten. Mir stëmme selbstverständlech net dergéint, mä mir kënne se och net an deene Wieder, wéi se hei formuléiert ass, approvouieren.

Ech soen lech Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och. Den Här Mosar huet d'Wuert.

► **M. Laurent Mosar (CSV).** - Jo, ech muss lech soen, Här President, ech sinn awer elo wierklech erstaunt iwwert dem Här Kartheiser seng Aussoen, ganz besonnesch, dass net iwwert déi Motioun hätt kënnen diskutéiert ginn. Also, mir hunn déi Motioun eraginn, dat ass scho mindestens elo 14 Deeg hier. Déi ass un all Member geschéckt ginn. Mir hunn an der Kommission en long et en large doriwwer geschwat, d'ailleurs en présence och eng Kéier vum Ausseminister.

Den Här President, deen dat wierklech ëmmer exzellt mécht, huet gefrot: „Wëllt nach een eppes soen? Huet nach ee Suggestiounen, Commentairen, Kriticken?“ Ech muss awer éierlech soen, Här Kartheiser, ausser dass Dir gesot hutt: „Dat dote kënne mir wahrscheinlech net matstëmme“, hunn ech keng konkret Proposition vun lech dozou héieren.

Et geet awer och net duer, fir ëmmer ze soen: „Et gëtt hei net diskutéiert.“ An deem Fall ass dat awer faktesch falsch! Dat musst Der lech awer och eng Kéier soe loosse! Wann Dir der Meinung sidd, dass dat dote keng gutt Motioun ass, da stëmmt se net vu mir aus, mä gitt wann ech gelift net soen, et wär hei net en long et en large doriwwer diskutéiert ginn!

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

(*Interruption par M. Fernand Kartheiser*)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. Nach weider Wuertmeldungen?

(*Négation*)

Dat ass net de Fall.

Da géife mer zur Ofstëmmung iwwert d'Motioun iwwergoen.

Vote sur la motion 1

An d'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmme. Dann d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass ofgeschloss.

55-mol Jo a 5 Abstentiounen: Domat ass d'Motioun 1 ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrigh-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden (par Mme Octavie Modert), Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen (par Mme Diane Adehm), M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank (par M. Marcel Oberweis), Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferdin, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel (par M. Alex Bodry), Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusti Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia (par Mme Viviane Loschetter), Henri Kox, Mmes Josée

Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini (par M. Claude Adam).

Se sont abstenus: MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser);

MM. Marc Baum et David Wagner.

Merci.

An da géife mer zum leschte Punkt vun eisem Ordre du jour iwwergoen. Et geet dobäi ëm de Projet de loi 6982 iwwert d'Marchés publics, wou sech an der Endversioun eng Rei vu materielle Feeler ageschlag haten. A fir op Nummer sécher ze goen, dass mer hei net e falschen oder e contestabelen Text geliwwert hätten, wëlle mer fir d'Éischt de Vott, dee mer gemaach hunn, annulléieren an dann nach eng Kéier iwwert de Projet ofstëmme.

Hei ass decidéiert ginn, dass mer dat géifen ouni Debat maachen, awer net ouni Rapport. An ech géif der Madamm Rapportrice d'Wuert ginn, fir eis ze explizéieren, wéi dat mat deene materielle Feeler war. Madamm Lorsché, Dir hutt d'Wuert.

3. 6982 - Projet de loi sur les marchés publics

Rapport complémentaire de la Commission du Développement durable

► **Mme Josée Lorsché (déi gréng), rapportrice.** - Jo, dat maachen ech ganz gären, Här President. Ech kommen eben nach eng Kéier zréck op d'Gesetz vun de Marchés publics, wat mer den 8. Februar op där Plaz gestëmmt hunn, nodeems de Statsrot keng Oppositioun méi erhuewen hat.

Am Nachhinein huet de Statsrot eis dun awer op eng Rei Erreurs matérielles higewisen. Dat ware beispillsweis Buschtawen, déi hätte misse groussgeschriwwen ginn am Plaz kleng. Et waren och verschidde Buschtawe vergiess ginn, an een, zwee Renvoie waren erronéiert, soudatt en dowéinst d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel net wollt ginn. A wéi et an esou Fäll üblech ass, hunn ech dun e Rapport complémentaire geschriwwen an deen och an d'Chamberskommission bruecht.

Fir d'Éischt wëllt ech awer da froen, ob Der d'accord sidd, de Vott vum 8. Februar ze annulléieren, fir dass mer dann an enger zweeter Etapp de Rapport nach eng Kéier kënne stëmme, dass heescht d'Gesetz nach eng Kéier stëmme an deem Sënn, wéi et dann elo richteg formuléiert ass. Dat heescht, fir d'Éischt Annullatioun vum Vott an duerno e frësche Vott, fir den Text ouni Feeler ze stëmme.

Ass dat esou verständlech?

(*Assentiment*)

► **Mme Viviane Loschetter (déi gréng).** - D'accord vun der grénger Fraktioun.

(*Interruption*)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Jo, mä bon. Et ass gutt gemaach.

(*Hilarité*)

Et ass gutt gemaach. Also, den Terrain ass gutt préparéiert, soudass ech lech elo géif froen, fir...

(*Interruption*)

Ah, ass eng Wuertmeldung do? Den Här Kaes.

Discussion générale

► **M. Aly Kaes (CSV).** - Jo, Merci, Här President. Et ass och net fir laang. Et ass just, fir dach awer ze erklären, firwat dass mer u sech de Rapport net gestëmmt hunn als CSV-Fraktioun, well mer einfach der Meinung waren, jo, dass méi explizit hätt misse an dee Rapport kommen, firwat dass mer déi Prozedur hei maachen, déi dach awer e bestëmmte Selteneitswäert - Gott sei Dank awer - an der Chamber huet.

(*Interruption*)

An duerfir hu mer dee Rapport, wéi gesot, net gestëmmt, net matgestëmmt. Et ass awer ganz kloer, dass mer de Projet de loi wäerte matstëmme, well mir gradesou wéi d'Majoritéit dat Marché-publics-Gesetz wëllen hunn.

Ech soen lech Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och. Den Här Minister huet d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

► **M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.** - Merci, Här President. Merci der Madamm Lorsché fir hir Remarken. Ech wëll just heizou soen, ech



war jo och laang Deputéierten an ech ka mech awer gutt erënneren, datt et emol virkomm ass bei Gesetzer, zemools bei Gesetzer wéi deenen heiten, déi 100 Säiten hunn, datt Erreur-maté-riellé virkomm sinn. Et ass net fir d'Éischt. Dat ass awer elo kee Grond, fir ze soen, datt et soll virkommen.

An ech wëll lech och soen, datt d'Regierung jo amgaangen ass, drun ze schaffen, fir éisch- tens d'Echangen tëschent Chamber, Regierung an och Statsrot nach méi ze digitaliséieren. An da kënnt eppes hannendrun, ech mengen, wat zu Lëtzebuerg einfach feelt, wat et am Ausland scho laang gëtt: e Service de législation hannendrun. Dat heescht, eppes, wat tëschent der Chamber ass, dem Statsrot an der Re- gierung, wou d'Texter einfach iwwerpréift gi par rapport zu hirer Konkordanz um legislative Wee.

Ech mengen, dat ass eppes, dat bräichte mer. Et si vill Gesetzestexter, wou dat wahrschein- lech kaum e Problem stellt, mä bei esou volu- minéisen, komplizéierten Texter wéi deem hei- ten, déi op enger europäescher Direktiv op- bauen, wär dat sécherlech net vu Muttwëll.

Fir de Rescht: Selbstverständlech sinn ech frou, datt d'Chamber natierlech dee Vott haut hei hält, hoffentlech positiv mat 60 Stëmmen.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Merci gesot. Domat si mer um Enn vun eisen Netde- batten a mir géife fir d'Éischt zu der Annulla- tioun vum Vott iwwert de Projet de loi 6982 iwwergoen.

Vote sur l'annulation du premier vote constitutionnel du projet de loi 6982 du 8 février 2018

D'Ofstëmmung fänkt un. Also, wien dermat d'accord ass, fir de Vott ze annulléieren, stëmmt mat Jo. Voilà! Fir d'Éischt déi perséin- lech Stëmmen. D'Procuratiounen. An d'Of- stëmmung ass schonn eriwwer.

60-mol Jo. Unanimitéit! Domat ass deen éischte Vott iwwert de Projet annulléiert.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden (par M. Marcel Oberweis), Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen (par Mme Diane Adehm), M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank (par M. Laurent Mosar), Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel (par M. Roger Negri), Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia (par Mme Viviane Loschetter), Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini (par Mme Josée Lorsché);

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser);

MM. Marc Baum et David Wagner.

A mir géifen dann elo zum definitive Vott iwwergoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6982 et dispense du second vote constitutionnel

An d'Ofstëmmung fänkt un. Wien d'accord ass mam Projet de loi a mat de Korrekturen, dee stëmmt mat Jo, a wien net d'accord ass, dee stëmmt mat Neen oder enthält sech. D'Procu- ratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo eriwwer.

De Projet de loi 6982 ass unanime ugeholl mat 60 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden (par M. Laurent Mosar), Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen (par Mme Nancy Arendt), M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank (par M. Claude Wiseler), Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten,

Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel (par Mme Claudia Dall'Agnol), Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Max Hahn);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia (par Mme Viviane Loschetter), Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini (par Mme Josée Lorsché);

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser);

MM. Marc Baum et David Wagner.

An da stellen ech déi Fro nach eng Kéier, déi ech awer scho beim éischte Vott gestallt hunn.

Froe mer d'Dispens vum zweete Vott?

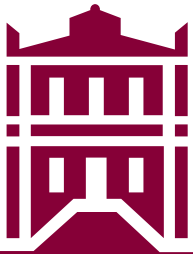
(Assentiment)

Mir hunn also hei scho bal en drëtte Vott. Da soen ech lech Merci.

An d'Sëtzung ass elo gläich eriwwer. Vergiesst net, dass d'ëffentlech Sëtzung muer um dräi Auer ugeet! Also, um dräi Auer Rendez-vous muer de Mëtten.

Ech soen lech Merci, a kommt gutt heem!

(Fin de la séance publique à 18.15 heures)



Présidence: M. Mars Di Bartolomeo, Président • Mme Simone Beissel, Vice-Présidente

Sommaire

- Ouverture de la séance publique
 - M. Mars Di Bartolomeo, Président
- Heure d'actualité du groupe politique CSV au sujet de l'avenir de la place financière dans le cadre précis de l'évolution des cryptomonnaies
 - Exposé: M. Laurent Mosar (dépôt d'une motion)
 - Débat: M. Eugène Berger, M. Franz Fayot, Mme Viviane Loschetter, M. David Wagner
 - Prise de position du Gouvernement: M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances
 - Motion 1 (renvoi en commission)
- Débat de consultation sur les grandes orientations du futur plan d'action pluriannuel d'intégration
 - Exposé: Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration
 - Débat: Mme Martine Mergen (question de M. Fernand Kartheiser), M. Gilles Baum, Mme Taina Bofferding (question de M. Fernand Kartheiser), M. Roberto Traversini, M. Fernand Kartheiser, M. Marc Baum, M. Marc Spautz
 - Prise de position du Gouvernement: Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Pierre Gramegna et Mme Corinne Cahen, Ministres.

(Début de la séance publique à 15.04 heures)

1. Ouverture de la séance publique

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Gudde Mëtteg! Ech maachen heimat d'Sët- zung op.

(Interruption par M. Eugène Berger)

Ech hunn nach Schwieregkeeten, d'Regierung gëtt déi ganzen Zäit opgehalen.

(Hilarité et brouhaha)

Mä elo huet se Plaz geholl. An ech ka meng traditionell Fro un den Här Finanzminister riich- ten, ob en eng speziell Matdeelung un d'Chamber ze maachen huet.

► **M. Pierre Gramegna**, *Ministre des Fi- nances*.- Näischt Spezielles.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Merci.

Da géife mer direkt zu eiser Aktualitéitsstonn iwwert d'Zukunft vun der Finanzplaz am Kader vun de Kryptowärung kommen, eng Aktuali- téitsstonn, déi vun der CSV ugefrot ginn ass a wou den zoustänneg Riedner scho prett ass. Den Här Laurent Mosar huet d'Wuert.

2. Heure d'actualité du groupe poli- tique CSV au sujet de l'avenir de la place financière dans le cadre précis de l'évolution des cryptomonnaies

Exposé

► **M. Laurent Mosar** (CSV).- Här President, Här Finanzminister, Dir Dammen an Dir Hären, mir hunn de Mëtten eng Aktualitéitsstonn hei ugefrot. Ech wollt direkt um Ufank soen: Mir wäerten an deem Kader och eng Motioun de- poséiere mat enger ganzer Rei vu ganz kon- krete Propositionen, soudatt ech dann direkt wäert 15 Minutten huelen. Ech fänken herno...

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- An d'Motioun verteidegen.

► **M. Laurent Mosar** (CSV).- Voilà! Ech fän- ken herno net nach eng Kéier un, Här Pre- sident.

Den Internet, esou wéi e sech an deene leschte Jore respektiv Jorzéngten entwéckelt huet, féiert eis gesamt Weltwirtschaft a Richtung vun enger globaler Digitaliséierung. Niewent all deenen neien digitalen Innovationen, déi an de leschte Joren an der Welt vum Internet op- getaucht sinn, sinn et déi sougenannten DLT - „distributed ledger technology“ - oder och Blockchain genannt, déi elo op e Maturitéits- stadium komm sinn, dee se extrem interessant mécht fir eis ganz Gesellschaft, eis Industrien, eise Finanzsystem, awer och eis Administratiou- nen a méi generell geschwat eis ganz Res- source-humainen.

An d'Aktualitéitsstonn vun haut, Här President, huet mer et dann och erlaabt, mech an deene leschten Deeg a Woche eigentlech mat enger ganz innovativer awer och faszinanter Techno- logie auserenezesetzen. An och wann ech nach laang net alles verstanen hunn, an ech mengen, et ass schwéier, an där Technologie alles ze verstoen, sinn ech dach haut wesent- lech méi schlau, wéi dat nach virun enger Rei Wochen de Fall war, ganz besonnesch wat des Technologie mat hire ganz ville Chancen awer och hire Risiken ugeet.

Fir d'Éischt hunn ech geléiert, datt Kryp- towärungen an de Blockchain zwee verschidde Puer Schong sinn, déi een och net soll direkt matene verméschen. De Bitcoin, wéi all aner Kryptowärungen, ass natierlech eng direkt Ap- plikatioun vun der Blockchain-Technologie. Des Technologie ass awer vill méi wäit an hirer Evo- lutioun a stellt u sech eng kleng Revolutioun duer, wat déi natierlech Mutatioun vum Inter- net a Richtung vu multiple Systemer vu Circula- tioun vun der Informatioun ugeet.

Här President, ier ech mech méi genau mat dëser Technologie befaassen, just e puer Wieder zu de Kryptowärungen. Bei dësen, an ech mengen, déi meeschte Kollege wëssen dat, handelt et sech u sech ëm privat Geldsystemer, déi eigentlech just op Algorithmen an op Netz- wierker opgebaut sinn. Des Geldsystemer, am Géigesaz zu den offizielle Wäungen, ginn na- tierlech vu kengen zentrale Banke kontrolléiert. An duerfir muss och all Investisseur sech bewusst sinn, datt den Handel mat dëse Kryp- towärungen extrem grouse Risiken ausgesat ass an datt ganz besonnesch de Risk vun enger Bos, déi hei eventuell kann zerplatzen, e Multi- pel méi grouss ass wéi bei deenen traditionelle staatleche Wäungen.

Ech gesinn duerfir am Moment och guer kee Grond, wéi verschidde Leit dat mengen, datt esou Kryptowärung staatlech Wäungen an Zukunft géifen ofléisen, well weder garantéiert dëst Privatgeld dem Spuerer méi Stabilitéit, manner Risiken oder manner Volatilitéit nach e méi gerénge Wäertverloscht als Konsequenz vun Inflation wéi traditionell Wäungen.

Fir mech existéiert doniewent ee ganz grouse Risk, an dat ass natierlech deen, datt esou Zorte vu private Wäung ganz besonnesch in- teressant si fir potenziell Krimineller, déi natier- lech wäerte versichen, esou virtuell Geldsystem- mer ze hacken, ze manipuléieren oder och am Interessi vun Eenzellen ze mëssbrauchen.

Awer och fir de Konsument oder den Investis- seur, deen an des Kryptowäungen investéiert, kënnt dat Ganzt, an dat muss ee ganz éierlech hei soen, am Moment éischter nach enger Ach- terbanfaart gläich, an de Risiko, fir alles ze ver- léieren, ass deelweis nach méi grouss wéi am Casino, wou et zumindest gewësse Regele ginn, déi d'Spiller musse respektéieren.

Nach, Dir Dammen an Dir Hären, solle mir eis kengen Illusiounen hignn, datt des privat Geldsystemer sech an Zukunft weider wäerten entwéckelen. An duerfir, an dat ass och eng vun de Konklusiounen, op déi ech herno kom- men, ass et wichteg, datt mir eis awer hei eng Rei vu gesetzleche Bestëmmunge ginn, fir des Kryptowäungen ze regulariséieren, ze regu- léieren, well et ka jo och net sinn, datt mer se sech hei an engem komplett rechtsfräie Raum bewege loosson.

Ech begrëissen duerfir och de Communiqué, deen haut vun der CSSF publizéiert ginn ass, deen eigentlech déiselwecht Analys mécht, mengen ech, déi ech och elo hei gemaach hunn, an deen eigentlech och d'Positioun vun de Vertrieeder vun der Europäescher Zentral- bank iwwerhëlt, déi jo och schonn an de lescht- ten Deeg duerch verschiddener vun hire Mem- bere virun de Gefore vun dëse private Geldsys- temer gewarnt huet.

Här President, wat elo d'Technologie vum Blockchain betrëfft, muss ee se, an ech hunn et virdru gesot, also lassgeléist vun hirer nach am Moment wichtigster Applikatioun, de Kryp- towäungen, gesinn.

Mä wat ass fir d'Alleréischst iwwerhaupt eng Blockchain? Dat ass eng dezentral Datebank, déi eng ëmmer méi grouss Lëscht vun Transak- tiounsdatesätz ëmfaasst. Des Datebank gëtt da chronologesch linear erweidert an et kann ee se u sech vergläiche mat enger Ketten, déi um



ënneschten Enn ëmmer erëm nei Elementer dobäigesat kritt, an duerfir och de Begrëff Blockchain.

Dës nei Technologie, an do verroden ech lech kee Geheimnis, wäert eise gesamte Wirtschaftssystem an den nächste Jore revolutionéieren a stellt och en net onwesentlecht Element vun der Digitaliséierung duer. De Prinzip vun der Blockchain wäert och d'Kommunikatioun um Internet grondleeënd veränneren, well dese Prinzip et méiglech mécht, an Zukunft an och elo schonn all Transaktiounen an engem sougenannte Keesebuch ofzespäicheren, dat dann Zeil fir Zeil verschlüsselt gëtt, wat dann och bedeit, datt déi Daten, wa se eng Kéier ageschriwwen gi sinn, net méi verschwanen an domadder och net méi verännerbar sinn.

Wat kënnen d'Virdeeler vun dëser Technologie sinn? Fir d'Alleréischde de Schutz vu groussen Datequantitéiten iwwert d'Verschlüsselung, d'Méiglechkeet, grouss Datequantitéiten iwwer Entreprises ze sammeln an ze analyséieren, eng einfach Verifizéierung vun Datebezuhs-punkten, d'automatescht Opspiere vu Schwachstellen an de Liwwerketten, an dem Paiementsverkéier an an anere Geschäftsprozesser, d'Reduktioun an d'Vermeidung vun onnéidege Käschten duerch d'IT-Infrastruktur, d'Reduktioun vu Käschte fir intern an extern Finanztransaktiounen, Finanzreporting, Administratioun, Schafung vun engem Mechanismus fir d'Verbesserung vun deene verschiddene regulatorische Reportingen an domadder och d'Beschleunegung vun de Joresofschlëss.

Als Nodeeler muss ee momentan opzielen, datt et haut nach weëneg individuell Installéierbarkeet, e geréngen Datenduerchsaz an Aschränkunge bei der Späicherplaz gëtt. An ee méi fundamentale Problem ass, datt och hei den Droit à l'oubli digital net garantéiert ass, dat heescht, wann hei eng Kéier eng Informatioun an där Blockchain gesammelt a gespäichert ass, verschwénnt se ni méi. An dat ass e Problem, well ech mengen, och an dëser Matière misst eigentlech all Bierger d'Recht hunn op dee sougenannten digitalen Oubli.

Wat kënnen dann elo d'Applikatiounen vun dëser neier Technologie sinn? D'Blockchain kann net nëmme Kryptowärung wéi de Bitcoin, mä och aner digital Contenuen wéi Konscht, Musek, Texter oder Fotoe steieren a kann zum Beispill och interessant Applikatiounen fir Aktivitéiten am Beräich Spacemining duerstellen.

Wat bedeit elo d'Blockchain, dës Technologie, fir eist Land? Fir d'Eischt eigentlech eng formidable zousätzlech Opportunitéit, fir eis un där neier digitaler Ekonomik ze bedeelegen, andeem mer iwwert dës Technologie eng Rei zousätzlech Businessmodeller kënnen en place setzen, déi net nëmmen am Interessi vun all eise Bierger sinn, mä awer och de wirtschaftlechen, sozialen a finanziellen Tissu vun eisem Land kënnen verstärken.

Andeem eis Finanzplaz am Moment jo zu deene weltwäit gréisste gehéiert, wat d'Finanzdëngschlechtunge betrëfft, souwuel um Niveau vun de Banken, um Niveau vum E-Commerce awer ganz besonnesch um Niveau vun der Fongenindustrie, hu mir natierlech als Land an als Finanzplaz extrem vill ze gewinnen, wa mer a Richtung vun dëser neier Ekonomik ginn.

A mir dierfen, Dir Dammen an Dir Hären, als Land hei op kee Fall den Zuch verpassen, fir déi Opportunitéite vun der Blockchain a vun der sougenannter „Tokenisatioun“, wat d'Verschlüsselung vun informatieschen Donnéeën ass, ze ergreifen.

Dann ass natierlech och dës Technologie eng formidable Opportunitéit fir den Developpement vun neien Technologien am Weltall, ech hunn et virdu scho gesot, an eigentlech domadder och op der Linn vum Projet vun der Regierung, wat de Spacemining betrëfft.

Här President, mir wäere frou, de Mëtten och d'Positioun vun der Regierung zu där ganzer Thematik ze héieren. An ech muss lech dach agestoen, datt ech e bësselchen enttäuscht war vun der Äntwert, déi den Här Finanzminister mer virun enger Rei vun Deeg op eng Fro, déi ech schonn an deem dote Kontext gestallt hat, ginn huet.

Ech gesinn och do, soen ech lech ganz éierlech, gewësse Kommunikatiounsdivergenzen: Op där enger Säit eise Statsminister a Kommunikatiounsminister, dee mat extrem grousser Begeeschterung vun all dësen Technologien op all méigleche Konferenze schwätzt, nach virun e puer Deeg bei Allen & Overy, op där anerer Säit spieren ech, datt eise Finanzminister, wat vläicht dann och net anormal ass, wesentlech méi reservéiert heizou ass.

Ech wëll de Mëtten am Numm vu menger Fraktioun eng Motioun deposéieren, déi eng ganz Rei vu konkrete Propositiounen beinhaltet. An ech wär frou, wann déi Motioun net direkt géif ofgeleent ginn. Ech géif proposéieren, datt

mer déi géifen an d'Finanzkommissioun renvoyéieren, well et ass eng extrem komplizéiert Thematik, déi een och net einfach esou an e puer Sätz kann definitiv evakuéieren.

Wat froe mir an dëser Motioun? Konkret proposéiere mir zéng Mesuren. Mir hätte fir d'Alleréischde gär, datt d'Regierung eng sougenannten Taskforce en place setzt, déi déi wichtegst Akteuren aus dem Finanzsektor, awer och aus anere Secteure wéi dem ICT-Beräich mat de Verrieder vun der Universitéit esou schnell wéi méiglech géif zesummesetzen, fir och der Regierung eng Rei vu Recommendationen ze maachen, déi vun dëser a méi wahrscheinlech vun der nächster Regierung da kënnen ëmgesat ginn.

Da froe mir, datt d'Mëttelen, déi d'CSSF am Moment zur Verfügung huet, fir déi nei Technologien ze kontrolléieren, ze reguléieren, solle substanzuell vergréissert ginn, well et jo och wahrscheinlech d'CSSF herno ass, déi d'Kontroll an d'Surveillance vun engem groussen Deel vun de Sociéiteiten an Entreprisë mécht, déi Applikatiounen vun der Blockchain maachen, zumindest wat de Volet Finanzsektor a Fin-Tech betrëfft.

An deem Sënn proposéiere mir dann och, datt um Niveau vun der CSSF en Information Desk soll en place gesat ginn, deen deene villen Akteure vun der Plaz et erméiglecht, en direkten Interlocuteur ze fannen, wat all Froe betrëfft, déi en relation mat der Blockchain an anere Kryptowärung sinn. Et ass am Moment nämlech esou, datt et zwar um Niveau vun de Banke bei der CSSF schonn esou ee Service gëtt, dee Service ass awer weider bei de Fongen net besonnesch ausgedeeent. A wann ee sech e bësselche mat der Thematik ofgëtt, da gesäit een, datt dës Applikatioun och ganz, ganz besonnesch wichteg ka fir d'Fongenindustrie sinn.

Dann, Här President, froe mir awer och, datt eng ganz Rei vu legislative Moogssnamen hei sollen a musse geholl ginn. Fir d'Eischt soll eng Legislatioun en place gesat ginn, déi den Investisseuren an der Blockchain eng Protektioun assuréiert, en attendant, datt mer dann och vläicht eng Kéier eng europäesch generell Regelung heizou wäerte kréien.

Mir froen dann des Weideren, datt, äänlech wéi bei eisem Prospectus-Gesetz, wat d'Fongenindustrie betrëfft, och hei den Handel mat Produite vu Fongen iwwer Blockchain an Zukunft soll méiglech sinn an datt natierlech do déiselwecht Regele wäerte spille wéi bei den normale Fongen.

Da froe mir eppes, wat an eisen Aen extrême-moment wichteg ass, datt d'Akteure vun der Blockchain genau wéi all déi aner traditionell Akteure vun der Finanzplaz natierlech deene-selwechte strenge Regeln, wat d'Surveillance an de Contrôle betrëfft, ënnerworfen ginn.

Eng aner Fuerderung ass déi, an ech mengen, déi läit eis alleguerten um Mo, datt och d'Steierverwaltung an den Enregistrement emol sollen hir Positioun festleeën, wéi an Zukunft déi Transaktiounen a Kryptowärungen och steierlech wäerten ugesi ginn. Well et ka jo net sinn, datt iwwert de Wee vu Blockchainen an Zukunft Transaktiounen gemaach ginn, déi weder der TVA nach soss iergendwéi enger anerer Aart vu Besteuerung wäerten ënnerleien.

Da menge mir awer och, datt et wichteg wär, datt vun der Regierung eng Informationscampagne géif gemaach ginn, fir dobaussen d'Bierger an d'Consommateure ganz besonnesch iwwert d'Risiko vu Kryptowärungen opzeklären.

Ganz kuerz wëll ech och nach drop hiweisen, datt hei aner Länner scho wesentlech méi wäit si wéi Lëtzebuerg. Ech denken do virun allem un d'Schwäiz mat der Crypto Valley zu Zug, ech denken och un d'Japaner, d'Amerikaner, d'Fransousen, déi am Moment amgaange sinn, sech exzellent do ze positionéieren.

Ech plädéieren derfir, Här President, datt mir och wierklech hei sollen alles maachen, fir an Zukunft Entreprises aus deem ganz innovativen Aktivitéitsberäich ze encouragéieren, sech hei niddereeloossen. An duerfir mengen ech, ass et eis alleguerte ganz kloer, datt mer en appropriéierte juristesche Kader duerfir brauchen.

Här President, ech kommen zum Schluss. Den Objektiv vun eiser Heur d'actualité haut de Mëttag ass eigentlech gewiescht, datt mer och emol eng Kéier hei an der Chamber eng Diskussioun iwwert dës nei Technologie géife féieren, wou ech hoffen, datt mer déi Diskussiounen kënnen viruféieren an den duerfir zoustännege Kommissiounen. Och a besonnesch d'Parlament, als éischt Institutioun am Land, muss onbedéngt dës Sujete méi proaktiv ugoen an och begleeten. An dësem Sënn hoffen ech, datt dës Debatt en éischten awer wichtige Schrëtt an dëser Diskussioun ass. Well ech mengen, mir sinn eis alleguer bewosst, datt d'Digitaliséierung eis Wirtschaft, awer och eist Land wäert an deenen nächste Jore fundamental

veränneren an d'Blockchain-Technologie ass e wichteg Fundament vun dëser Digitaliséierung.

Kommt, mir verpassen also net hei déi unique Chance, datt mer eist Land hei och op d'Weltkaart vun dëser Technologie setzen.

Ech soen lech Merci.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- considérant que, depuis des années, le Luxembourg se profile comme hub pour les nouvelles technologies;

- que le Luxembourg constitue par ailleurs une place financière de renom international;

- que la «blockchain», encore appelée «technologie des registres distribués» ou «technologie de la chaîne de blocs» a la capacité de révolutionner le secteur financier mondial, européen et luxembourgeois;

- que, pour ne pas risquer d'être décroché, il convient de ne pas se donner une posture attentiste, mais de prendre les devants et d'accompagner de manière proactive ces développements;

- qu'il existe bel et bien divers groupes de travail sur la place travaillant sur ces thèmes;

- qu'une concertation ordonnée fait toutefois défaut;

- qu'il convient d'associer la faculté des sciences, de la technologie et de la communication et la faculté de droit, d'économie et de finance de l'université du Luxembourg audit processus;

- notant que la «blockchain» est d'une utilité certaine, au-delà du domaine financier;

- que, dans un rapport de la commission des affaires économiques et monétaires du Parlement européen sur le thème «Vers un système de TVA définitif, et lutte contre la fraude à la TVA» (2016/2033(INI)), pour ne citer que cet exemple, l'auteur du rapport a invité la Commission européenne et les organismes publics en général, «à étudier et à tester de nouvelles technologies telles que la technologie du registre distribué et la surveillance en temps réel dans le cadre d'une stratégie „RegTech“ afin de réduire de manière substantielle l'„écart de TVA“ dans l'Union»;

- que, de manière générale, la «blockchain» pourrait révolutionner les relations entre administrations publiques et administrés;

- qu'avec la «blockchain» le Luxembourg dispose d'une opportunité de participer à la nouvelle économie en créant une nouvelle valeur ajoutée par la mise en place de nouveaux business modèles servant non seulement les citoyens nationaux mais aussi le tissu économique, social et financier du pays;

- que de par sa position de leader en termes de services financiers, tant dans l'industrie des fonds d'investissement que dans l'e-commerce ou les banques, le Luxembourg a beaucoup à gagner dans cette course vers la nouvelle économie distribuée et doit dès lors saisir les opportunités offertes par la «blockchain» ou DLT et la tokenisation;

- que la «blockchain» pourrait enfin également contribuer au développement des nouvelles technologies de l'espace,

invite le Gouvernement

- à mettre en place une «task force» au niveau gouvernemental qui rassemble les acteurs clés du secteur financier et des nouvelles technologies, y compris du monde universitaire afin d'obtenir dans les plus brefs délais les recommandations à mettre en œuvre pour l'économie en général et la place financière en particulier,

- à augmenter significativement les ressources de la CSSF en matière de «blockchain» ou DLT afin de gérer dans les meilleurs délais tous les dossiers liés à la «blockchain» ou DLT,

- à étudier la mise en place d'un «information desk» au niveau de la CSSF permettant aux divers acteurs de la place, établissements financiers et fonds, de trouver un interlocuteur pour des questions liées aux nouvelles technologies en général, à la «blockchain» et aux monnaies virtuelles en particulier,

- à étudier la mise en place d'une législation pour la protection des investisseurs sur la «blockchain» et la DLT en attendant une législation européenne en la matière,

- à étudier de même la mise en place d'une loi similaire à la loi dite «Prospectus» pour les projets, sociétés et sociétés distribuées, liées à la «blockchain» ou la DLT en prévoyant notamment l'option d'opter pour les exemptions existantes et l'exemption de prospectus pour les offres publiques à l'épargne de petite taille,

- à l'instar des acteurs de la place financière soumettre également les acteurs de la «blockchain» et la DLT aux règles AML/CTF,

- à inviter l'Administration des contributions directes et l'Administration de l'enregistrement à

fixer et à publier leur position quant à la façon de traiter les transactions en cryptomonnaies notamment en ce qui concerne leur soumission à la TVA et à l'impôt sur le revenu,

- à informer le grand public sur les risques inhérents à investir dans des cryptomonnaies,

- à doubler d'efforts afin de faire bénéficier les administrés des avantages de «blockchains» publiques, avec comme objectif un meilleur service au «client»,

- à œuvrer au niveau européen pour une convergence et une harmonisation des règles juridiques liées aux méthodes de financement basées sur la technologie «blockchain» et relative à la «blockchain».

(s.) Laurent Mosar, Diane Adehm, Jean-Marie Halsdorf, Marc Spautz, Claude Wiseler.

► Plusieurs voix.- Très bien!

► M. Mars Di Bartolomeo, Président.- Merci. Ech géif dann direkt d'Wuert an deen éischten ageschriwwene Riedner zu der Heur d'actualité ginn. Dat ass den Här Eugène Berger fir d'DP.

Débat

► M. Eugène Berger (DP).- Merci, Här President. Bitcoin, Kryptowärungen, wann ee virun e puer Joer déi Termen erwänt huet, da war dat fir vill Leit nach Chineesesch, mä mëttlerweil sinn déi Begrëffer awer jiddwerengem geleefeg. A mir hunn haut dann och déi éischte Kéier d'Geleeënheet, hei an der Chamber, am heijen Haus, doriwwer ze schwätzen.

Ech wëll awer duerfir och direkt dem Laurent Mosar Merci soe fir seng Initiativ. Ech mengen, sécherlech ass dat hei och déi richteg Plaz, fir do eng éischte Kéier driwwer ze schwätzen. An ech sinn iwwerzeugt, datt mer sécherlech haut net déi leschte Kéier doriwwer schwätzen.

Ech hu gesot: Virun e puer Joer oder och nach rezent war dat de Leit vläicht eppes relativ Onbekanntes. Et muss een awer wëssen, datt et awer déi Blockchain-Technologien a Kryptowärungen, déi also op déi Technologie opbauen, eigentlech schonn zënter 2008 méi oder weëneger offiziell gëtt. Wann een nosicht, sinn dat also praktesch zéng Joer, wou awer schonn dodrunner geschafft gëtt.

Ech wäert elo Saache widderhuelen, déi och mäi Virriedner scho gesot huet. Mä et ass wéi an der Schoul, wann een et oft genuch widderhëlt, heiansdo mat anere Wierder, dann ass vläicht deen een oder aneren, deen et dann och méi kloer gesäit. Dann hu mer hei eigentlech och e kleng pädagogeschen Exercice haut gemaach an ech fille mech dann 30 Joer zrëckversat op eng aner Plaz.

Also d'Kryptowärungen, dat sinn eng Aart dezentral, digital Kontabilitéitsystemer, fir ze bezuelen an ze handelen. Se gi privat per Computer geschöpft, wéi een dat nennt. An eng Grondiddi, ech ginn elo net ze vill an d'Detailer an, mäi Virriedner huet dat schonn zum Deel gemaach, eng Grondiddi ass eben, datt dës Wärunge net kënnen oder solle vu staatlecher Säit, vun enger Zentralbank kontrolléiert ginn. An dat bréngt jo awer eng Rei Froen a Problemer mat sech, op déi ech herno nach eng Kéier wäert zrëckkommen.

Wann een an der Vergaangenheet vum Bitcoin héieren huet, da war dat och déi eng oder aner Kéier a Verbindung mam Darknet, mat onduerchsichtigen Transaktiounen, mat Drogen, Waffenhandel, Geldwäscherei an esou weider, wou déi Wärunge och dann agesat ginn ass. An ech mengen och, spéitstens säit dem leschten Dezember, wou an den Zeitungen iwwerall stoung, datt de Cours vum Bitcoin zolidd ofgestierzt war, sinn och Kryptowärungen ëmmer méi elo bei de Finanzexperten an de Fokus geroden.

Bon, et muss een och soen, Bitcoin ass zwar déi am beschte bekannte Kryptowärunge, well et als Eischt gehandelt gouf, mä et muss een awer wëssen, datt et mëttlerweil iwwer 4.500, ech hunn dat nogekuckt, vläicht sinn et der schonn erëm méi, Kryptowärungen ginn. Bon, Bitcoin war déi éischt. Duerfir ass dat fir d'Leit insgesamt dann de Sammelbegrëff fir déi Wärunge.

Bon, et illustréiert op alle Fall och déi ganz Entwécklung, wéi och am Beräich vun de Finanzen dat Digitaalt ëmmer méi präsent gëtt an enger vun eis gewinnter Welt a wou mer musse wëssen, datt mer eis also och dorobber mussen astellen a kucken, och mat deene Saachen eens ze ginn, fir datt dat awer och net komplett aus dem Rudder leeft.

Bon, mir hunn hei eigentlech zwou Saachen, déi mer musse kucken: Op där enger Säit si



mer eng international Finanzplaz zum engen. Zum anere si mer awer och en digitale Wirtschaftstanduert, dee mer weider wëlle fërderen, dee mer wëllen ausbauen. A mir mussen also kucken, wéi mer mat de Kryptowärungen an deem Feld do dann eens ginn, wéi mer do also och awer kënne kucken, wat op där enger Säit d'Defien, d'Erausfuerderunge sinn, awer op där anerer Säit, wat souwuel fir d'Finanzplaz wéi och fir eisen digitale Wirtschaftsstanduert awer och d'Opportunitéiten sinn, wou mer onbedéngt dann awer musse kucken, datt, wa sech eis do Chancë bidden, mer déi och ergräifen.

Mir schwätzen hei, mä Virriedner huet dat scho gesot, eigentlech iwwer zwou Saachen, déi matenee verbonne sinn. Op där enger Säit d'Blockchain-Technologie mat all hiren Applikatiounen, déi awer net nëmme Kryptowärungen kënne betreffen. D'Blockchain-Technologien en tant que tel, datt ass eigentlech eppes, wat awer e gewëssent Potenzial duerstellt.

Blockchain, ech widderhuelen et och net méi, mä wat heescht dat eigentlech? Ech probéieren et och nach eng Kéier ze soen: Dat sinn eigentlech Datesätz, soe mer emol digital Informatiounen. Dat ass elo fir d'Experte vläicht net honnertprozenteg richtig, mä dat sinn also Datesätzbléck, déi dauernd erweidert ginn an déi kryptographesch matenee verbonnen, verkett ginn, duerfir Chain, Blockchain. Also déi eenzel digital Informatiounen gi matenee verbonnen.

Et ass esou wéi eng dezentral Buchféierung, kéint ee soen, eng Bibliothék, wou dann déi Informatiounen, déi Prozesser dra gesammelt ginn, déi och net kënne kontrolléiert ginn, déi hir eegen, onofhängeg Logik hunn. An déi kënnen och an aneren (veuillez lire: Beräicher benotzt ginn), also dat ass net nëmme eppes, wat ka bei Wärunge ugewannt ginn, mä dat kann och ugewannt gi beim Auditing, an de medezinnesche Beräicher an esou weider. Wann een e Bësse kuckt, do ass also ganz vill Potenzial.

An ech mengen, et ass och do, wou hei zu Lëtzebuerg awer Chancë sinn. Permanent entstinn hei zu Lëtzebuerg och nei Start-uppen an deem Beräich. An do musse mer op alle Fall hei zu Lëtzebuerg weider drop setzen. Mir hunn eis och, dat muss ee soen, an deem Beräich, an allem, wat dat Digitalt ubelaangt, gutt positionéiert mat „Digital Lëtzebuerg“. Do hu mer eng ganz Rei Initiative wéi zum Beispill Infra-chain oder d'LHOFT, dat ass jo d'Luxembourg House of Financial Technology. Do fërdere mer déi Initiativen, déi innovativ sinn. An ech mengen, do musse mer och weider drop setzen.

Här President, ech benotzen och an engems scho meng Zäit, fir op d'Motioun anzegoen. Duerfir sinn ech schonn e bëssen hei iwwert der Zäit, déi normalerweis fir meng Interventioun virgesinn ass. Wann Der domat d'accord sidd, benotzen ech déi Zäit hei dann och direkt. Ech ginn do op e puer Elementer vun der Motioun an.

Also am Résumé, wat d'Blockchain-Technologien ugeet, e klore Jo. Do leie wirklech déi grouss Chancen. Do leien d'Opportunitéiten och hei zu Lëtzebuerg, datt mer dat wirklech solle weider ënnerstëtzen. Méi schwiereg stellt sech effektiv d'Fro fir den Émgang mat de Kryptowärungen. Do hu mer verschidde Societäten, déi sech hei rezent niddergelooß hu wéi bitFlyer, Bitstamp. Dat sinn zwou Bourssen, op deenen een da mat Bitcoin, Ethereum, Ripple, a wéi all déi 4.500 kënnen heeschen, handeln. Déi mussen natierlech op der Bourse eng Rei Oplage respektéieren, fir zum Beispill kriminell Aktivitéiten, Geldwäsch, ze ënnerbannen. An, bon, dat ass deen een Deel.

Dann huet een natierlech awer och en Ureiz oder et gëtt versicht, fir och hei zu Lëtzebuerg Leit ze incitéieren, fir doranner ze investéieren. A laut mengen Zuele sinn et 8% vun de Lëtzebuerger, déi an eng Kryptowährung investéieren. Et ass also och e Spekulationsobjekt oder Kryptowärungen déngen och als Spekulationsobjekt. An do, en tant que tel, hu se awer eng ganz Rei Risiken, déi se mat sech bréngen. An och mäi Virriedner huet scho vun de Communiquéé geschwat vun der CSSF. Ech wëll do net am Detail drop agoen. Ech verweisen nëmmen op déi.

Do muss een awer soen, d'CSSF warnt virdrun, datt een hei also am schlémmste Fall all seng Sue ka verléieren. Et ass also héich spekulativ, et ass keng Kontroll do. An duerfir ass dat och nëmme richtig. Mir begrëssen déi Communiquéé vun der CSSF.

Bon, wéi kann een elo op deen Defi vun de Kryptowärungen reagéieren? Da kommen ech och schonn e bëssen op dat, wat gefrot ginn ass an der Motioun. Also Krypto komplett verbidden, schéngt mer schwiereg. Well et kann een net vun haut op muer déi Entwécklung stoppen. An dat ass jo och eppes, wat eigentlech ouni Kontroll ass a wou et wirklech schwiereg ass, dat esou zack, bumm ze bremsen.

Ech mengen, déi richtig Approche ass effektiv, fir d'Risiken duerch e passende legale Kader wäitméiglechst anzëschränken. Dat schéngt mer déi richtig Pist ze sinn. Mä do muss een awer wëssen, do kënne mer net eleng als einzelt Land, als Lëtzebuerg eppes maachen. Do musse mer effektiv op europäeschem, op internationalem Plang kucken, do zesummeneschaffen. An ech mengen awer, an där Demarche soll Lëtzebuerg sech net verstoppen. Ech mengen, do kéinte mer eventuell och wéi an aneren Dossiere vun der Transparenz eng Virreiderroll anhuelen, och fir ze kucken, datt mer, ech soen emol einfach, eng international Rumm schafe mat dem Zil, Aktivitéiten ze verhënnere, déi illegal sinn, Investoren ze schützen a virun allem och awer de wirtschaftleche Wuesstum ze schafen.

An ech mengen, wann eis dat geléngt, datt mer do awer e Kader schafen, obwuel sech dat jo där ganzer Kontroll entzéie wëllt, wa mer do awer kéinten e Kader schafen, deen déi Garantie géif ginn, da kéint et och herno ënnert dem Stréch en Atout vläicht si fir d'Finanzplaz Lëtzebuerg. Haut ass dat nach ze fréi. Mir sollen eis awer do kee Wee verspären. Haut géif ech éischter soen, datt d'Virsicht, d'Präventioun, d'Informatioun muss hei am Moment am Vierdergrond stoen an datt mer also, wéi gesot, virun allem eisen Akzent op d'Blockchain-Technologie setzen.

Dat gesot, mengen ech, ass dat eng gutt Propos, datt mer déi Motioun géifen an d'Finanzkommissioun huelen. Ech mengen, et ass och déi richtig Plaz, datt och hei d'Chamber an der Cofibu sech géif mat deem Sujet beschäftegen, datt mer och do proaktiv eis eng Rei Iddie maachen, déi mer da kënnen der Regierung, dem Finanzminister mat op de Wee ginn. Also duerfir och meng Propos, oder dat war jo och scho proposéiert ginn, fir deem och meng Zoustëmmung ze ginn, fir dat dann do an där Kommissioun ze behandelen.

Merci.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och. Den nächste Riedner ass den Här Franz Fayot. A vu dass mer dat beim Interpellant, wann ech dat esou där soen, gemaach hunn, dass d'Motioun direkt mat an d'Diskussiounen erabezu gëtt, géllt dat selbstverständlech och fir all déi aner Riedner.

► **M. Franz Fayot (LSAP).** - Merci, Här President. Léif Kollegeinnen a Kollegen, während mir haut an dëser Heure d'actualité iwwert d'Kryptowärungen schwätzen, gëtt an 39 Lëtzebuerger Schoullklassen dës Woch d'Woch vun de Sue gemaach - an den Här Finanzminister war och dës Woch an enger Klass zu Esch -, wou d'Kanner op eng ludique Aart a Weis erkläert kréien, wat Sue sinn, wéi een domadder emgeet, wat Spueren ass, wat Scholde sinn, dass ee sech net soll iwwerscholden. An ech hoffen, dass se och erkläert kréien, wat Spekulation ass. Well Spekulation ass dat, wat fir de Moment mat de Kryptowärungen ganz offensichtlech geschitt.

Kryptowärungen gradesou wéi aner Avoiren an der Vergaangenheet, ob dat hollännesch Tulpeknolle sinn oder Subprime Bonds, maache fir de Moment deesewechte Phänomeneen mat. Si sinn enger ganz grousser Hausse ausgesetzt gewiescht d'lescht Joer. De Bitcoin huet zäitweis bis zu 15.000 Dollar cotéiert mat ganz grousser Volatilitéit. Et ass eng Euphorie fir dat Instrument, well sech ganz héich Rendemente versprach ginn an Zäite vu fortwährend niddregen Zënsen.

An dofir si mer als LSAP dësen Instrumenter relativ skeptesch gesénnt fir de Moment. Mir soen awer och direkt, dass mer net technologiefeindlech sinn. Mir sinn der Meenung, dass ganz vill Potenzial fir d'Finanzplaz an de Beräicher vu RegTech, vun der Regulation Technology, an och am Beräich vun der Blockchain stiechen, déi onser Meenung no nach an hire Kannerschong stécht an déi et géllt ausbauen.

Firwat si mer skeptesch? Ma dat huet dräi Grënn.

Deen éischten, deen ass scho vu menge Virriedner kuerz erwäant ginn an deen ass gutt an deenen CSSF-Avertissementer erkläert, déi de 14. März erauskoumen. Deen een, dee betrëfft d'Monnaie virtuelle, an deen aneren, deen dee gläichen Dag erauskoum, betrëfft déi sougenannten ICO, Initial Coin Offerings. Bei

deenen zwee seet d'CSSF..., am Fong kann een et resuméiere mat de Wierder: „Loosst d'Fan-geren dovun!“

Dat heescht, à l'adresse vun de Leit zu Lëtzebuerg vum lokale Marché seet se: „Passt op, dat heiten ass en Instrument, wat extrem volatil ass! Et gëtt keng Garantie, dass Der iwwerhaupt Är Suen zrëckkritt. Et gëtt keng Contrepartie. Dat heiten ass kee klassesch Geld, wou eng Zentralbank derhannertstécht. An et ass keng Liquiditéit an deem Instrument.“

An eng ganz äänlech Warnung gëtt et bei deenen ICO, deenen Initial Coin Offerings, wat u sech Offere si vu Kryptowärungen, mä och vun aneren Instrumenter; Tokens, déi ee ka géint Déngschtleeschungen aléisen oder fir déi ee ka wäertpabeieräanlech Instrumenter kafen.

Dobäi, an dat ass den zweete Grond, firwat mer skeptesch si par rapport zu dësen Instrumenter, kënnt de Risk vun der Geldwäsch. Och deen ass schonn ernimmt ginn. An ech géif do gären e Blog zitëieren vun der Direktesch vum Fonds monétaire international, vum Christine Lagarde, vun dëser Woch, dem 13. März, wou et e Beispill gëtt vun enger internationaler Plattform, déi AlphaBay heescht, déi am Juli 2017 no enger concertéierter Policeaktioun endlech zougemaach ginn ass an déi qualifizéiert gëtt als déi gréisst kriminell Handelsplattform iwwer Internet.

Iwwer AlphaBay si bis zum Moment vun hirer Fermeture eng Milliard Dollar equivalent a Kryptowärungen gehandelt gi vu Geldwäscher, vun Terroristen. Do konnt een alles kafen, vu Chemikalien, iwwer Waffe bis zu anere relativ grausame Saachen. An dat weist, dass an dësem Beräich effektiv e grouss kriminelle Potenzial läit.

Zur gläicher Zäit muss ee soen: Déi Kryptowärungen an iwwerhaupt dee ganze Beräich, wann e ka reglementéiert ginn, kann en dat nëmmen op internationalem Niveau ginn. Dat si par essence dezentral Systemer, déi jiddwer nationaler Souveränitéit echappéieren. An dofir mussen do Initiativ kommen um Niveau vum IMF, mä och um Niveau vun der Europäescher Unioun an och international, fir dës Plattformen ze encadréieren.

Déi drëtt Reserv, déi mer vis-à-vis vun deene Kryptowärungen hunn, ass den Energieverbrauch. Deen ass bis elo nach net mentionéiert ginn. Mä de Mining vun deene Kryptowärungen, do gëtt estiméiert, dass deen tëschent 0,05% an 0,15% vum globalen Energieverbrauch duerstellt. Dat ass am Fall just vu Bitcoin ongeféier de Carbon Footprint vu Costa Rica. Dat ass enorm. Dat erkläert sech do duerch, dass, fir Bitcoin ze minen, een u sech de Computer muss lafe losse während Deeg an Nuechten, deen da rechent. An dann huet een am Endeffekt e Finanzinstrument mat ganz wéineg gesellschaftlecher Retombée. Och dat fanne mer net gutt. An do hu mer och e grésere Problem dermat.

Fir ofzeschleissen, wëllt ech awer soen, dass mer hei net sollten de Bëbee mam Bad ausschëdden. Blockchain, déi Distributed Ledger Technology, huet vill Potenzialitéiten, och positiv Uwendungen méiglecherweis. Eng dovunner ass dat, wat d'Christine Lagarde „to fight fire with fire“ nennt. Dat heescht, dass ee Blockchain u sech gebraucht, fir déi ganz Kryptowärungen méi transparent ze maachen, fir d'Informatioun besser ze maachen en rapport mat Kryptowärungen a fir doduerch eben do méi eng ethesch Philosophie derhannertze kréien.

Ech géif gär ophale mat engem Lëtzebuerger Beispill, enger Lëtzebuerger positiver Applikation vum Blockchain. Dat ass eng Initiativ vum Jean Lasar, ganz dofir och e Präis krut vun der Œuvre Grande-Duchesse Charlotte d'lescht Joer. Dat ass e sougenannten „Survcoin“, Survival Coin, wou et d'Iddi u sech ass, dass een, wann een Aktiounen mécht, déi Treibhausgaser aspueren, dann digitaalt Geld kritt, e Survcoin, mat deem een dann nohalteg Produkter an Déngschtleeschungen ka kafen.

Dat huet vill interessant Applikatiounen, och am Partenariat mat Gemengen oder mat öffentlechen Déngschter, mä awer och ebe mat enger ganzer Rei aneren Akteuren. Do menge mer, dass do ganz vill Potenzial dran ass an dass een do an déi Richtung weider sollt nodenken.

Voilà! Dat gesot, soen ech lech Merci fir d'No-lauschteren.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och. Déi nächst Riednerin ass d'Madamm Viviane Loschetter.

► **Mme Viviane Loschetter (déi gréng).** - Merci, Här President. Ech wäert och e bësse méi e kritesche Bléck op dës Währung werfen a mat engem Saz ufänken, e Saz zitëieren, deen

ech gelies hunn: «Les cryptocurrencies ne sont pas des devises: ce sont des jetons de casino.» Dat sinn zimlech haart Wierder, neen, déi net vun engem Friddensaktivist oder vun engem Ëmweltaktivist gesot gi sinn, mä vum CEO vu Galileo Global Advisors, enger internationaler Investmentbank vun New York City.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Wäert eleng vum Bitcoin mécht méttlerweil méi wéi 100 Milliarden Dollar aus. Dat ass eng Augmentatioun eleng am Joer 2017 vun iwwer 800%, just fir d'Envergue vun dësem Phänomene ze ënnersträichen. An natierlech musse mir ons och hei zu Lëtzebuerg mat Cryptocurrencies ausenanersetzen. Si baséieren op enger neier, op enger och ganz interessanter Technologie. Si sinn eng Realitéit. A genau dofir musse mir ons mat dëser Finanzinnovation beschäftegen an dofir och de richtige Kader setzen.

Den Interessi u Bitcoins, dat ass eigentlech de Star vun de Kryptowärungen, deen dëst Joer säin zéngten Anniversaire feiert, an och un anere Kryptowärungen, dee klëmmt, sief et weinst der performanter Technologie, duerch déi si iwwerhaupt existéieren - an ech noméieren hei, ech nennen hei och Blockchain an deem Kontext -, wéi natierlech och duerch déi substanziiell Profitter, déi se versprechen.

Mä all Form vu Kryptowährung gehéiert zumindest an onsen Ae kloer an och strikt geregelt. An dat genau ass net de Fall, op d'mannst nach net de Fall! Si hänken, wéi scho gesot ginn ass, vu kengem Stat of, vu kenger Zentralbank of, mä si sinn eng reng dezentral Währung.

An och de Mario Draghi an d'Europäesch Zentralbank sinn awer trotz deene leschten Deeg bis op Weideres net der Meenung, datt et do en akuten Handlungsbedarf gëtt. An et ass genau dee Mangel u Courage oder un Uerteelsverméige vun de Kontrollautoritéiten, déi de Kryptowärungen net zu Onrecht e schlechte Ruff ginn, virop dee vun der Geldwäscherei an dee vun der Liiblingsdevise vu ville Kriminellen.

E gëtt notament och gebraucht, fir Transaktiounen um Darknet um Internet ze erfüllen. A verschidde Banken, notament franséischer oder brittescher, clôturieren d'Konten oder refuséieren souguer d'Ouverture vu Konte vu Clienten, déi versichen, Montante via Kryptowärungen ze transferéieren.

Nieft der Problematik vun der Geldwäscherei stellen d'Kryptowärungen nach e ganz wesentleche Problem fir ons Ëmwelt. Wann Der op dee Site gitt, deen „Digiconomist“ heescht, dat ass e spezialiséierte Site a Saachen digital Économie, da fannt Der näamlech den extremen Energieverbrauch vu Bitcoins, dee si zum Beispill ausgerechent hunn. Et ass iwwerregens e Site, deen ech lech nëmme kann empfehlen, wann et drëms geet, den ekonomeschen Impact mat dem ekologeschen Impact zesummen ze evaluéieren. Dat ass jo awer eppes, wat ons a leschter Zäit esou beschäftegt.

D'Transaktiounen vun de Kryptowärungen duerch de sougenannte Mining verbrauchte laut Digiconomist esou vill Stroum pro Joer, wéi véier Atomzentralen (veuillez lire: wéi véier Atomreaktoren produzéieren): 30,14 Milliarde Kilowattstonnen. Dat esou vill Elektresch, wéi 19 EU-Länner pro Joer verbrauchen; 25-mol de järeleche Verbrauch vun der Insel Malta - just fir lech eng Iddi ze ginn -; méi oder wéineger de Verbrauch vun engem Land wéi Ungarn, e Land mat ronn 10 Milliounen Awunner!

Dëse Verbrauch hält och net of, mä éischter zou, vu d'Envergue an och den Hype vun dëser Währung am Moment. Et ass en onwahrscheinlechen Energieverbrauch, wou natierlech och een do ass, dee sech eng gëllen Nues dobäi verdéngt, an et ass awer onheemlech schlecht fir ons Ëmwelt.

An dann hunn ech hei nach eppes fonnt, wat ech am Fong geholl och nach wollt hei ernimmen. An ech hätt et net gemaach, Här President, léif Kollegeinnen a Kollegen, wann et net aus der „Süddeutsche Zeitung“ wär, eng awer seriö Zeitung, déi en plus nach d'„New York Times“ hei zitëiert. A vu dass déi zwou Zeitunge sech domadder beschäftegen, hunn ech gemengt, d'Seriositéit kéint net a Fro gestallt ginn, an dofir wollt ech et hei och nach an deem Kontext ernimmen.

Do geet et näamlech drëms, fir och den Gender-Aspekt an de Kryptowärungen ze analyséieren. An do ass effektiv eng Business-Fra, déi versicht, sech an deene Kryptowärungen do eng Carrière opzebauen. An den Auteur vun deem Artikel aus der „Süddeutsche Zeitung“, wat iwwerregens eng „Autrice“ ass, seet: Natierlech ass et extrem schwéier erauszefannen, wéi den Gender-Aspekt an deene Kryptowärungen ass, well se jo eigentlech och de Virdeel hunn, datt ee ganz anonym kann op deene Wärunge schaffen. Mä se geet dovunner aus, datt praktesch 95% vun deene Leit, déi domadder schaffen, Männer sinn.



D'„New York Times“ analyséiert zum Beispill eng Firma, eng Kryptowährungsfirma, déi heescht „DateCoin“, déi dann eng Facebook-Anzeige huet an do Reklamm mécht mat enger Madamm an engem Bikini, déi een dann do an alle Formen a Positiounen kann uklicken, fir ebe Reklamm ze maache fir déi Kryptowährung.

An d'„New York Times“, och an deemselwechten Gender-Kontext, ënnersträicht dann och, datt et e Rendez-vous, eng Assemblée générale gouf vun der Nordamerikaner Bitcoin Conference. An déi Bitcoin Conference huet dann hir offiziell Konferenzparty an engem Striptease-Club zu Miami gemaach.

► **Plusieurs voix.** - Aahl!

► **Mme Viviane Loschetter** (*déi gréng*).- Voilà! Just fir lech nach eng Kéier e bëssen de Kader ze setzen, mat wat mir ons de Moment beschäftegen - also, et steet an der „New York Times“ -, an dat wahrscheinlech, well ebe jiddwereen, esou anonym wéi en och wëllt, sech kann domadder ausenanesetzen, doranner surfen, transaktéieren, Sue verdéngen. An dat ass schlussendlech net déi mannsten Ursach, mä eng vun deenen Ursachen, nieft all deenen, déi ech virdru gesot hunn, fir schlussendlech där Meinung ze sinn, an dat ass och déi, déi mir hei wëlle lancéieren an iwwert déi mer natierlech bereet sinn, via d'Ursach vun der Motioun an der Cofibu weiderzeschwätzen.

Déi Kryptowährung kënnen e Potenzial sinn, mä déi gehéieren absolutt kloer a strikt geregelt, well soss hu mer lauter Voyouen do drop! An dat kënnen d'Finanzen u sech hautzudaags iwwerhaupt net gebrauchen!

Merci.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président.* - Jo, dann ass et un lech, Här Wagner.

► **M. David Wagner** (*déi Lénk*).- Ech waarden op d'Signal. Merci, Här President. D'Madamm Loschetter huet elo och schonn e bësse virdrun erkläert, a wat fir engem Kader sech déi Welt ofspillt. An ech mengen, dat ass wierklech e ganz gutt Sënnbild hannerst deene schéinen - majo, ech mengen, dat ass kee Geheimnis - Wieder an esou weider vun neien Technologien, der digitaler Welt an esou weider. Do geet et a Wierklechkeet ëm ganz aner Saachen.

Här President, räich ze ginn ouni Aarbecht, dat ass eng al Illusion vun der Mënschheet. An dat fonctionnéiert am Prinzip nëmme fir déi, déi scho räich sinn oder fir Hochstapler. An ech hoffen, datt ech hei kee Pleonasmus benotzt hunn.

D'Mënschheet léiert awer ni richtig bäi. Den Här Fayot huet scho virdru vun der Tulpekris geschwat. An de Problem ass, datt d'Mënschheet am Allgemengen net vill bälléiert, a Lëtzebuerg nach manner an deene Froen. A mir mussen natierlech erëm mat der Nues virbäi sinn.

Et ass an deene leschte Méint immens vill iwwert dës sougenannte Kryptowährung geschwat ginn, wouvunner dann eben och Bitcoin déi bekanntsten ass. An de Constat vun deene meeschte Leit, och wann ee sech e bëssen interesséiert, déi eppes dovunner kenne missten, geet dobäi an déiselwecht Richtung. Den aktuelle Boom bréngt all Element vun enger Spekulationsblos mat an ass potenziell äusserst geféierlech.

D'Kryptowährung sinn nei, an domadder si se natierlech och spannend. Se verspriche kuerzfristeg an héich Rendementen. A se sinn net onendlech oder schnell reproduzéierbar, well de Protokoll, deem zum Beispill dem Bitcoin zugrönn läit, d'maximal Zuel vu Bitcoins begrenzt respektiv et einfach physikalesch Grenze gi bei der Schafung vu Kryptowährungen. Ech kommen herno dorobber zrëck.

Bis elo war de Risiko fir déi finanziell Stabilitéit relativ geréng, well de Marché vun de Kryptowährungen nach zimlech kleng war, mä wann elo op de weltwäite Finanzplazen héich spekulativ Instrumenter, déi op Kryptowährungen baséieren, zougelooss ginn, da gëtt et méi geféierlech.

Dobäi kënnt, dass grad elo erëm enorm vill bëlegt Geld disponibel ass. D'Europäesch Zentralbank huet mat hirem Opkaf vun Obligatiounen vu Staten an Entrepreneuren all Mount 60 Milliarden Euro an de Maart gepompelt an d'Zënse op null gedréckt. Dat Geld fléisst awer net an d'Realwirtschaft, well d'Salären an d'Renten europawäit stagnéieren oder zumindest net schnell wuessen. An och d'Investitiounen vun de State gi gekierzt.

Dëst Geld fënnt säi Wee an éischter Linn op d'Finanzmäert a gëtt do, wéi scho virun der Kris vu virun zéng Joer, a spekulativ Produkter investéiert. De Bitcoin ass ee vun dese Produkter, wat d'Explosioun vu sengem Präis a säin Abbruch am Januar vun dësem Joer och mat

Nodrock bewisen hunn. Mir haten dat jo och mat Bitstamp, wat jo och zu Lëtzebuerg lokalisiert ass, souwäit ech weess, wou jo ëm 45% erfogaangen ass, dat heescht en Abbruch... eng Valeur verluer huet vun 107 Milliarden Euro.

An do muss ee sech och d'Fro stelle vun där japanescher Plattform bitFlyer, déi jo soll op Lëtzebuerg kommen, nodeems d'Regierung, den Här Finanzminister an de Statsminister, jo a Japan waren. An déi sollen och hei op Lëtzebuerg kommen, ech mengen, déi sech da wäerten hei installéieren fir den europäesche Marché.

A wann een elo och e bësse kuckt, ech hat nach en Artikel op „Forbes“ fonnt, wou se sech och ganz vill Suerge ëm dës Plattform maachen, wou se soen, datt déi Kryptowährungen grosso modo a Japan ëm 15% surevaluéiert ginn an datt bitFlyer och aus 75% Derivate besteet. Ech weess net, ob et eng ganz gutt Iddi war, fir déi heihinnerzékieren. An do geif et mech awer och interesséieren, wat den Här Finanzminister dozou ze soen huet.

Dofir muss een de Kryptowährungen och esou schnell wéi méiglech e reglementaresche Kader setzen, fir d'effentlech Kontroll an dësem Secteur ze verstärken. An d'Europäesch Unieoun plangt jo schonn, fir d'Anonymat vun den Transaktiounen an Zukunft ze ënnerbannen, fir esou d'Geldwäsch an d'Finanzéierung vu kriminellen Aktivitéiten mat Kryptowährungen ze verhënneren. Däitschland a Frankräich sollen anscheinend och Initiativen huelen.

Här President, zum Ofschloss wollt ech och nach eng Kéier op déi physikalesch Grenzen zrëckkommen, déi et och bei enger Kryptowährung gëtt. Engersäits sinn d'Rechekapazitéiten, fir d'Transaktiounen ze validéieren, net onbegrenzt, mä och, wéi d'Madamm Loschetter och virdru gesot huet, d'naturlech Ressourcen op der Äerd sinn et net. An do sollt et eis da schonn ze denke ginn, dass de Recheprozess, fir eng Transaktioun ze validéieren, esou vill Strom verbraucht wéi en duerchschnëttlechen europäesche Stot es an engem Mount verbraucht. Am Verglach dozou verbraucht eng Transaktioun mat Visa 20.000-mol manner Strom wéi eng Transaktioun mat enger Kryptowährung.

D'Kryptowährungen sinn also net nëmmen héichgeféierlech an destabiliséierend fir de Finanzsystem, mä mat hirem Ressourcenhonger destabiliséieren se och elo haut schonn den Ëmweltsystem. An do muss ee sech och d'Fro stellen, ob eis aggressiv Politik, wat d'Kryptowährungen ugeet, fir och Plattformen hei unzuelackelen, net an totaler Kontradiktion mat eiser Klimapolitik ass. Ech mengen, et wier och interessant, eng Kéier mat der Madamm Dieschbourg doriwwer ze diskutéieren, well dat ass keng Lapalie.

Kann een dëst verbidden? Dat weess ech net. Wahrscheinlech geet et net op nationalem Plang, mä op jidde Fall muss een et esou streng wéi méiglech reglementéieren. An op kee Fall - op kee Fall! - si mer der Meinung, datt een dat soll promouvéieren, wéi d'Regierung dat elo mécht, well mer an eng Richtung ginn, déi geféierlech ass. A vläicht wäerte mer dann an zéng Joer doriwwer diskutéieren, datt mer erëm eng Kéier e gréisser Feeler gemaach hunn.

Ech soen lech Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président.* - Merci och. Domat wäre mer um Enn vun eiser allgemenger Ronn. D'Wuert huet direkt de Finanzminister, den Här Pierre Gramegna.

Prise de position du Gouvernement

► **M. Pierre Gramegna**, *Ministre des Finances.* - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech si ganz frou, dass mer déi Debatt haut hunn an dass mer eis e ganz e bëssen Zäit ginn hunn, fir dat gutt virzubereeden. Et ass eng Aktualitéitsfro gewiescht. An ech si frou iwwert déi Zäit, déi mer eis huelen, fir iwwert dese wichtege Sujet ze schwätzen.

Den Deputéierte Fayot huet interessanterweis de Lien gemaach mat der Woch vun de Suen, an där mer eis befannen. An et ass, mengen ech, e ganz richtige Lien, deen en do gemaach huet, well mer an dëser Woch an 39 Klasse wäerten iwwer Sue schwätzen, mat Jonken aus der Primärschoul. Ech war an zwou Schoulen, an enger zu Diddeleng, an enger zu Esch. An et ass scho ganz flott an erbaulech, fir ze gesinn, wéi Kanner, déi nach relativ kleng sinn, téschen zéng an zwielef Joer, sech mat dem Geld auseneesetzen.

An et ass vläicht net falsch, grad déi jéngste Generatioun mat an de Gedanken ze bréngen, well et stellt ee fest, dass se an deem Alter schonn eng relativ gutt Notion hunn, firwat Suen do sinn. „Se sinn do, fir eppes ze kafen“, hu se mer gesot. Een aneren huet mer gesot: „Sue sinn do, fir sech Freed ze maachen.“ An

déi eng hu gesot: „Sue sinn do, fir glécklech ze ginn.“ Also, dat hunn ech vu Kanner vun zéng, eelef Joer héieren. Do gesäit een, wéi wichteg Geld ass! D'Fransouse soen: «L'argent ne fait pas le bonheur», mä kleng Kanner hu sech scho mat där Problematik auseneegesat.

Eng aner interessant Saach, déi ech bei Kanner vun zéng, eelef Joer konnt spieren a gesinn, ass, dass se mer gesot hunn: „Jo, et kann ee mat Cash bezuelen.“ Mä wann ee se e bësse gedréckt huet: „Kann een och nach anescht bezuelen?“, da si se schonn direkt mat Kreditkaarte komm, wou se den Numm net onbedéngt kennen, mä da soe se „eng Kaart“. An dat Allerflottst war, do sinn der, déi soten: „Et kann een och mat enger App bezuelen; mat enger App, mat enger Applikatioun bezuelen. Dat ass nach vill méi praktesch, do brauch ee keng Kaart.“

Dat heescht, déi si schonn am Geescht net méi an de Suen, wéi Erwuessener et sinn. An duerfir musse mer eis vill Froe stellen. Duerfir sinn ech frou iwwert déi Debatt haut. An ech kann och dem Här Mosar direkt virenhuelen, dass ech mech fréien, dass mer eis da mat där Motioun mat zéng Punkten, déi en haut presentéiert huet, an der Kommissioun wäerte beschäftegen. Ech wäert a mengem kuerze Virtrag op deen een oder anere Punkt zrëckkommen, awer guer net exhaustiv, wat et um Internet gëtt, muss een awer op eng Aart a Weis oder eng aner bezuelen.

D'Thema vun der Monnaie virtuelle, vun der Cryptocurrency op Englesch, ass en fait eng aner Manier, fir vun der Digitalisatioun ze schwätzen. Et ass e spezielle Produit vun der Digitalisatioun, mä e ganz wichtegen. Et gëtt en aneren Term, deen och ganz interessant ass: „Internet of things“. Mä fir den „Internet of things“, dat heescht alles, wat et um Internet gëtt, muss een awer op eng Aart a Weis oder eng aner bezuelen.

Dat Ganzt kann een och ënnert de Chapeau vu FinTech setzen. An Dir wësst, dass dës Regierung säit dem Ufank ganz vill op FinTech gepocht huet. D'Monnaie virtuelle ass nëmmen e klengen Deel, awer e wichtegen Deel, vun der FinTech. Ech wëll soen, dass mer zu Lëtzebuerg iwwer 100 Firmen an der FinTech hunn, an dat geet op Domäner zrëck wéi: elektronesch Paiementer - ganz wichteg, ech wäert drop zrëckkommen -; Technologie an den Investitiounsfongen; RegTech, alles, wat mat Regulatioun ze dinn huet; alles, wat mat artifizieller Intelligenz ze dinn huet; mat Assurancen ze dinn huet; d'Cybersecurity, dat heescht d'Sécherheet vum Internet; an dann zum Schluss d'Kryptowährungen an d'Blockchain. Dir gesitt: Mir schwätzen hei vun engem Deel vu FinTech.

Wat sinn dann elo virtuell Monnaien? Et sinn, wéi richtig hei ervirgestrach gouf, privat Geldsystemer, déi net reglementéiert sinn, déi net vun den Zentralbanken oder vun der Europäescher Zentralbank reguléiert sinn an déi och guer keng Garantie ginn, wéi mer dat bei den Depöten an de Banken hu mat der traditioneller Monnaie.

Den Eugène Berger, deem ech villmools Merci soe fir dat, wat en hei gesot huet, sot: „Et gëtt iwwer 4.000 virtuell Währungen.“ Ech hat der hei op mengem Pabeier e puer Dausend stoen, also e bësse manner. Et gesäit een also, dass et do vill Initiative gëtt.

Mä vläicht, fir dat Ganzt an e Kontext ze setzen: Wa mer déi dräi gréisste virtuell Währungen huelen, dann ass d'Bild folgend: Mir hunn d'Bitcoins. Dat sinn haut eppes iwwer 120 Milliarden Euro, wat dat duerstellt. Mir hunn Etherium, dat sinn eppes iwwer 50 Milliarden. A Ripple: 24 Milliarden an eppes driwwer. Ripple, déi iwwregens och zu Lëtzebuerg präsent sinn.

Wann ech déi all zesammenzielen, da kommen ech op eng Zomm, déi e bëssen iwwer 200 Milliarden Euro ass. An do kann ee scho bal erféieren! Et seet ee sech: 200 Milliarden Euro ass ganz vill Geld, mä et ass nawell nëmmen - téschent Guillemeten - „manner“ wéi 4% vum Cash, deen an der ganzer Welt ronderëm ass.

De Cash, deen an der Welt ronderëm ass, si 6.000 Milliarden Euro. An de Wäert, d'Capitalisation boursière vun der ganzer Welt, si 60.000 Milliarden. Bon, wann een dann déi 200 Milliarde vun de Monnaie-virtuellen an d'Perspektiv setzt: Et ass nach net riseg grouss!

Ech sinn net deen, deen dat seet. Ech wëll hei d'Europäesch Zentralbank zitieren, déi seet: «Leur part de marché est encore faible et leurs liens avec l'économie réelle sont encore limités.» Ech mengen, do soll een och de Stréch drënnen deen: „encore faible“.

Wéi ass dann d'Attitud vun Lëtzebuerg par rapport zu de Monnaies virtuelles? Fir d'Éischt emol wëll ech begräissen, dass d'CSSF zwee Avertissementer elo dës Woch erausginn huet an deem Domän: een iwwert d'Initial Coin Offerings an een iwwert d'Monnaie-virtuelle selwer, wou d'CSSF d'Leit richtegerweis drop

opmierksam mécht, dass déi privat Geldsystemer do vu kenger Garantie benefizéieren an dem Konsument soen: „Wann Der doranner investéiert, hutt Der e Risk vu Verloscht a souguer e Risk vun totalem Verloscht.“ A si soen datselwecht iwwert den Initial Coin Offering, dat heescht d'Manier, wéi een där Monnaie-virtuellé schaaft.

Ech wëll do ganz e bëssen op déi Kriticken agoen, déi vum Här Fayot a vun der Madamm Loschetter komm sinn, an och vum Här Wagner, fir ze soen: Natierlech gëtt et eng Retsch Froen a mir hunn d'Antworten net allegueren, ganz bestëmmt net, mä et gëtt och grouss Opportunitéiten, an ech wäert nach drop zrëckkommen, bei dese Monnaies virtuelles.

Déi éischt Kritik, déi gemaach ginn ass, dat ass d'Volatilitéit vun de Monnaie-virtuellen. Jo, déi Volatilitéit besteet, mä déi éischt Qualitéit vun de Monnaie-virtuellen ass et, dass et e ganz effikasse Paiement-Service ass, eng Method, fir ganz effikass iwwert d'Grenzen ewech ze bezuelen. An dat bezweifelt, mengen ech, och keen. An doranner gesäit jiddwereen eng grouss Opportunitéit, déi och scho ganz gutt fonctionnéiert.

Mä wéi aus all Monnaie, och där traditioneller, ass aus der Monnaie net nëmmen en Instrument vu Paiement ginn, mä och en Element vu Spekulation. An dofir muss een déi Monnaie virtuelle kucken am Kontext „moyen de paiement“ op där enger Säit an „monnaie virtuelle“ als Spekulationsobjekt.

An dofir mengen ech, dass een net kann total negativ si par rapport zu deene Monnaien, well dat, wat déi haut faerdegebréngen, dass een an enger Sekonn kann e Paiement mat engem Computer vu Lëtzebuerg op Boston, op New Delhi maachen an Australien, war bis elo ni méiglech. An et si vill Utilisateuren, déi dat gebrauchen.

A wann een u Paiement denkt, dann denkt een och, dass eppes ganz séier geet. Dat ass jo net eppes, wou een dann d'Devise laang hält, fir ze bezuelen, dat ass eppes, wat an e puer Sekonne geschitt. Do ass dann de Risk vu Perte net esou grouss.

Dat Zweet, wat gesot ginn ass, ass „Geldwäsch“. Dorop kommen ech nach zrëck. Mä do gëtt et eng ganz Retsch Manéieren, wéi een dat ka contrecarréieren. An dat wäert ech dann erklären, wann ech op d'Spezifisitéiten vu Lëtzebuerg zrëckkommen.

An dat Drëtt, dat ass den Energieverbrauch, dee vun zwee Deputéierten hei ënnerstrach ginn ass. Jo, do ass vill Energieverbrauch. Mä do gëtt et schonn nei Methoden, déi manner energieverschwendend sinn. Ech denken do un den „Validator“, deen eng „Proof of Stake“ mécht, wou vill manner Energie gebraucht gëtt. Ech mengen, och op deem Sujet vum Energieverbrauch muss ee Confiante hunn, dass dat an Zukunft manner Energie wäert kaschten.

Wat geschitt um internationalen Niveau? Mir si proaktiv dobäi als Lëtzebuerg, als Lëtzeburger Regierung. Beim Fonds monétaire international, do gëtt et en Aarbechtsgrupp, do si mer associéiert. An d'Europäesch Unieoun ass amgaangen, e Plang auszeschaffen, deen déi ganz FinTech wäert ofdecken, inklusiv d'Monnaie-virtuellen, also d'„Cryptocurrencies“, déi en fait d'Unieoun och nennt: „actifs cryptographiques“. A mir suivéieren dat vu ganz no. Mir erwaarden eis, dass am Laf vum Joer 2018 do Recommendationen erauskommen.

An ech mengen, ech hunn op eng Question parlementaire geäntwert, dass mir do ganz no um Ball sinn an dat wäerte begleeten. Et wär och wahrscheinlech falsch, wa Lëtzebuerg Cavalier seul an deem heite Beräich géif maachen.

Wat hu mir dann zu Lëtzebuerg gemaach? Si mir e Land, wat extrem liberal ass an iwwerhaupt keng Regeln an deem Domän huet? Si mir an der Mëtt? Oder si mir ganz restriktiv?

Mir sinn an der gëllener Mëtt! Ech kann lech soen, dass et a Länner wéi Eisträich, wéi dem Royaume-Uni, England, iwwerhaupt keng Regele gëtt. Do gëtt et eng Retsch Gesellschaften, déi tätég sinn an der Monnaie virtuelle, an do gëtt et iwwerhaupt keng Regeln. An da gëtt et Länner, déi ganz restriktiv sinn, och neierdengs China, well do ganz vill Abus gedriwwen ginn ass, well se do och keng Liberté de circulation des capitaux hunn.

An dann, wat maache mer zu Lëtzebuerg? Eh bien, zu Lëtzebuerg muss een en Agreement kréien, fir esou eng Gesellschaft ze bedriiwen. An dat hu mir gemaach, souwuel bei Bitstamp, déi schonn e puer Joer hei sinn, wéi elo méi



rezent mat bitFlyer. Déi Gesellschaften hunn en Agreement vun der CSSF als Paiementsgesellschaften. Si mussen do also alles erfüllen, wat een als Paiementsgesellschaft muss no europäischem Recht erfüllen. Soss hätte se deen Agreement net kritt.

An an deem Processus, do musse se beweisen, dass se Contrôle-internen hunn, dass se d'Fonds propres hunn an dass se kee Blanchiment maachen. A wou kuckt d'CSSF dann, ob dat agehale gëtt? Ma dee Moment, wou de Passage vun der Monnaie traditionelle, also vum Euro normalerweis, an dat Virtuell geschitt, do mécht d'CSSF eng Kontroll.

An ech mengen, dat ass eng ganz effikass Manéier, fir eppes ze maachen, an engem Domän - herno kommen ech nach drop an der Konklusioun ze schwätzen -, wou et nach keng fest Regele weltwäit gëtt.

Richtegerweis ass ënnerstrach ginn, ech menge vum Här Mosar, wann ech mech elo net ieren, dass Bitcoin eng vun de Monnaie-virtuellen ass. Dat Ganzt berëfft sech, fousst op der Blockchain, an d'Blockchain kann och, ass en fait eppes Wäertvolles, wou een alles ka retracéieren. Däers si mir eis ganz bewusst. A wa mir als Lëtzebuerg frëndlech sinn géigeniwwer der ganzer digitaler Ekonomie, och zu de Monnaie-virtuellen, mä och zu FinTech en général, dann ass dat, well mer gesinn, dass et do e grouse Potenzial an der Blockchain gëtt.

Mir hunn ënner anerem Opportunitéiten do gesinn, op déi ech nach ze schwätze kommen. Ech wëll awer och soen, dass aner Länner dat och erbléckst hunn. D'Schwäiz, mengen ech, ass genannt ginn. Frankräich huet Initiative geholl. Ech kann eng konkret hei huelen, dat ass Fundsquare, eng Initiativ, déi vun der Lëtzebuerger Bourse degagéiert ginn ass a wou ee ka Parte vu Fongen iwwer Blockchain un en Drëtter verkaufen. Domat si mir à la pointe du progrès, domat si mir virbäi, fir d'Blockchain gebrauchen, fir eng Traçabilitéit a Sécuritéit mat sech ze bréngen.

Mir hunn an deem Domän FinTech net nëmmen, wat d'„virtual currencies“, Cryptomonaïen, ubelaangt, vill gemaach. Mir hunn d'Luxembourg House of FinTech gegrënnt viru méi wéi engem Joer. Dat ass e grouse Succès. An ech hunn elo grad vu Blockchain geschwat: Mir hunn zu Lëtzebuerg dee Projet Infrachain lancéiert, deen eng Kooperatioun tëschent dem Secteur public an dem Secteur privé ass, fir och nach additionnell Couchen op d'Blockchain ze setzen, fir dass dat fir d'Utilisateure méi effikass a méi sécher gëtt.

Viru menger Konklusioun géif ech gär nach op een, zwee Punkten agoen, déi an der Resolutioun oder an der Motioun vum Här Mosar dra sinn, fir ze soen: Mir gesinn déi ganz Diskussiounen iwwert d'Monnaie-virtuellen an engem méi breede Kontext vu FinTech, éischte Punkt. Zweete Punkt, de Consommateur muss protegéiert ginn, e muss op d'mannst avertéiert ginn. Drëtter Punkt, mir gesinn d'Utilitéit - ech géif souguer soen: d'obligatoresch Necessitéit -, dass mer op deem Terrain darbäi sinn, fir eis Finanzplaz ze diversifizéieren, sou wéi d'Schwäiz dat och wëllt maachen.

Interessanterweis huet den Här Mosar de Spacemining genannt. Et ass e bësse wäit hiergeholl, mä et ass eng äänlech Approche, dass ee muss virbäi sinn, awer virsichteg sinn.

Ech si gradesou begehrt op gradesou weening begehrt wéi eise Premierminister op deem Sujet. Mir sinn do komplett alignéiert, kann ech lech berouegen. An en fait gesi mer bitFlyer, déi japanesch Gesellschaft, d'Nummer 1 a Japan, ee vun de Leaders, Top Ten an der Welt, wat d'Monnaie virtuelle ubelaangt: bitFlyer ass präsent op dräi Plazen, zu Tokyo, zu San Francisco an zu Lëtzebuerg.

A wësst Der, wat den Haaptgrond ass, firwat se op deenen dräi Plaze sinn? Tokyo, evidemment well se aus Japan sinn, mä San Francisco a Lëtzebuerg, well mir Regeln hunn. Mir hu Regeln applizéiert a bei eis hu se eng Lizenz, se hunn en Agreement a se hu léiwer e Land geholl, wou Regele sinn, déi nach net komplett sinn, wéi e Land, wou keng Regele bestinn.

Ech mengen, et ass ganz interessant. Si hätte kënnen an England goen, se hätte kënnen an Eisträich goen, wou guer keng Regele bestinn. Ech fannen, domadder bewiese mer, dass mer an der gellener Mëtt sinn, wéi mer dat zu Lëtzebuerg versichen ze maachen. De Consommateur muss protegéiert sinn, d'Stabilitéit finanziell ass eis wichteg. Mir huele keng onnéideg Risiken. Op där anerer Säit wëlle mer attraktiv bleiwen an an der Finanzwelt vu muer präsent sinn.

D'Europäesch Zentralbank seet näischt aneres, wann ech gesinn, wat den Här Draghi gesot huet. Den Här Draghi seet, d'Europäesch Zentralbank wëllt sech de Moment net dran amëschen. Dat ass ganz virsichteg. An e seet och: Mir mengen, do gëtt et grouse Potenzial, haaptsächlech am Paiement. Mä e seet awer och, de Moment wieren d'Mouvementer nach relativ niddreg.

Et ass ënner Observatioun. An ech kann lech garantéieren, mir hunn et ënner Observatioun. A wa mer wäerten agéieren, maache mer dat zesumme mat der Europäescher Unioun a mam FMI.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och, Här Finanzminister.

Motion 1

Bon, wat d'Motioun ugeet, schénge mer eis eens ze sinn, fir se an d'Finanzkommissioun ze iwwerweisen.

Ass dat am Sënn vu jiddwerengem?

(Assentiment)

Da maache mer dat esou.

(La motion 1 de M. Laurent Mosar est renvoyée à la Commission des Finances et du Budget.)

Mir géifen dann zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour iwwergoen, eng Consultationsdebat iwwert déi grouss Orientéierung vum Aktionsplang fir Integratioun. D'Wuert huet déi zoustänneg Ministerin, d'Madamm Familljeministesch Corinne Cahen.

3. Débat de consultation sur les grandes orientations du futur plan d'action pluriannuel d'intégration

Exposé

► **Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration.** - Här President, Dir Dammen an Dir Härren, Lëtzebuerg brauch en ambitiëse Plan d'action national d'intégration. Hei zu Lëtzebuerg liewen den Ament ronn 590.000 Leit, an dovunner hu bal 48% net déi Lëtzebuerger Nationalitéit. Déi ronn 280.000 Ausländer komme vun iwwerall aus der Welt. An all Joer kommen der nach emol ronn 10.000 dobäi. Dat ass de Solde migratoire, well et plënneren der jo natierlech fort an et kommen och neier heihinner wunnen.

A well mer e ganz héijen Undeel un Netlëtzebuerger hei am Land hunn, sinn d'Integratioun an d'Zesummeliewen hei sécher e vill méi grouse Sujet wéi op anere Plazen. Dofir ass et der Regierung e grousst Uleies, niewent der Zivilgesellschaft och d'Chamber ze consultéieren, well mir wëllen, dass all Iwwerleeunge fir eng besser Integratioun an de PAN kënnen matfléissen. Eng gutt Integratiounspolitik ass de Kitt vum sozialen Zesammenhalt hei am Land. Dofir muss d'Integratioun ëmmer e Schwiierpunkt vun der Lëtzebuerger Politik sinn an och bleiwen.

Mir wëssen, wat et heescht, Mënschen zesummenzebréngen an net auserneenzedriewen. Mir wëssen, dass mer en enorme Räichtum hunn duerch d'Diversitéit, déi d'Leit all op Lëtzebuerg matbréngen. A mir wëssen, dass Lëtzebuerg ouni déi Diversitéit net nëmme wirtschaftlech, mä och kulturell a virun allem mënschlech vill manner lieweg wier.

Jiddwer Mënsch ass verschidden. Jiddwereen huet seng Geschicht. Jiddwereen huet säin Erleiftent. Jiddwereen huet seng Famill. Dat gëllt fir d'Lëtzebuerger an dat gëllt och fir d'Netlëtzebuerger. Mir sinn all anescht. An Integratioun heescht net, sech oder seng perséinlech Geschicht ze vergiessen. Mä Integratioun heescht, dass jiddweree mat senger Kultur, mat senger Sprooch, mat senger Aart a Weis ze liewen eis Gesellschaft méi räich mécht. Eng proaktiv Integratioun ass d'Viraussetzung, fir dass mer zesummeliewen an net niewenteneen.

Här President, d'Regierung huet d'Accueils- an d'Integratiounspolitik zu enger Prioritéit gemaach. Während der Flüchtlingskris vun 2015 huet Lëtzebuerg bewisen, dass seng Stärkt och doranner läit, zesummenzehalen. All d'Ministèren, alleguer d'Administratiounen, mä och all d'Gemengen, d'Associatiounen an d'Privatleit hunn un engem Strang gezunn, fir déi Flüchtlingskris zesummen ze meeschteren.

De Comité interministériel ass een Instrument, fir d'Integratiounspolitik ze koordinéieren an an de verschiddene Ministèren ëmzesetzen. Ech sinn och frou, dass de Conseil national pour étrangers sech am Januar dëst Joer nei konstituéiert huet. Dee Conseil national soll e privilegierte Partner vun der Regierung si fir all Froen am Beräich vun den Ausländer a vun der Integratioun. Dofir hunn ech de CNE och do-

madder beoptragt, en Avis zum Plan d'action national d'intégration auszuschaffen.

2008 hu mer zu Lëtzebuerg en Integrationsgesetz kritt. Domat goufen nei Instrumenter a Mesurë geschafen, fir d'Zesummeliewen an d'Integratioun ze fërderen. Duerch dat Gesetz ass zum Beispill den OLAI, den Office luxembourgeois de l'accueil et de l'intégration, gegrënnt ginn. An deem Gesetz ass och virgesinn, dass d'Regierung e Plan d'action national d'intégration virleet.

Deen éischte PAN war fir d'Period 2010 bis 2014 ausgeschafft ginn. Mä d'Integratioun, dat ass jo näischt Statesches. Dofir proposéieren ech, deen neie PAN net op eng Période fixe ze limitéieren, mä de PAN esou ze maachen, dass e flexibel ass an dass mer e kënnen un nei Situatiounen upassen, wann dat erfuerdert ass.

Mir hunn natierlech och aus dem éischte PAN geléiert. Ech wollt alleguer d'Partner consultéieren, well Integratioun, dat mécht een net vun uewen erof, dat mécht ee mateneen! D'Associatiounen an d'Gemenge goufen iwwer ee Questionnaire gefrot, wat hir Besoinen an hir Prioritéite wieren. Am Januar hunn ech mat den Associatiounen am Kader vun enger Table ronde och diskutéiert.

D'Gemenge sinn e ganz wichteg Partner am Domän vun der Integratioun. Zesumme mam Syvicol sinn d'Gemengen zu hire Prioritéiten ebe befrot ginn, a si kruten d'Geleeënheet, fir hir Besoinen an hir Virstellungen och auszudrücken.

Erlaabt mer op dëser Plaz, all den Associatiounen an de Gemenge villmools Merci ze soe fir hiren Engagement a virun allem fir déi vill gutt Iddien! Integratioun kann een, wéi gesot, nëmmen zesumme maachen. An dofir hoffen ech, och weiderhi op d'Gemengen an op all d'Associatiounen kënnen ze zielen.

Dat Aarbechtsdokument, dat ech der Chamber ënnerbreet hunn, ass zesumme mat den 13 Ministère, déi am Comité interministériel à l'intégration vertruede sinn, ausgeschafft ginn.

Ech sot et scho virun: Den éischte PAN war op fënnf Joer begrenzt. Natierlech hu mer no fënnf Joer net mat der Integratioun opgehalen. All déi Mesurë sinn natierlech weidergefouert ginn duerno. A well mer déi verschidde Mesurë permanent un déi nei Besoine mussen upassen, hält d'Regierung, wéi gesot, gär, dass de PAN an Zukunft net méi zäitlech limitéiert ass, mä dass en eben evoluéiere kann.

Den neie PAN soll d'Zivilgesellschaft matabeizen an e soll fir jiddwereen, dee sech wëllt fir d'Integratioun asetzen, accessibel an ëmsetzbar sinn, well d'Integratioun geet eis alleguer eppes un: d'Lëtzebuerger an d'Netlëtzebuerger!

Den neie PAN soll d'Participatioun stäerken. D'Zivilgesellschaft soll a muss matagebonne ginn, souwuel bei der Ausschaffung wéi och bei der Ëmsetzung vum Aktionsplang. Den neien Aktionsplang fir Integratioun adresséiert sech un déi ganz verschidden Akteuren um Terrain um nationalen an um lokalen Niveau. E soll fir jiddwereen accessibel a verständlech sinn. De PAN soll déi verschidden Efforten zesummeschloen an e roude Fuedem an déi sëllege Integratiounsaktiounen bréngen am Sënn vun enger méi effizienter an enger méi kohärenter Integratiounspolitik fir eist Land.

Här President, den zukünftege PAN orientéiert sech un zwee Hauptprinzipien. Deen éischten, dat ass dee vun der gedeelter Responsabilitéit. D'Integratioun kann nëmme reusséieren, wa jiddweree sech dorunner aktiv bedeelegt, dat heescht, all d'Leit, déi zu Lëtzebuerg wunnen, d'Lëtzebuerger an natierlech d'Ausländer.

(Mme Simone Beissel prend la présidence.)

Gedeele Responsabilitéit heescht och, dass all d'Ministère, dass de ganze Stat sech dorunner bedeelegt, grad wéi och d'Gemengen, d'Betriber an d'Associatiounen.

Deen zweete Prinzip ass, an ech hu schonn drop higewisen, deen, dass den neie PAN e liewegt Dokument soll sinn. De PAN soll sech permanent den Eerausforderungen an de Besoine vum Land a vun eiser Gesellschaft upasse kënnen.

D'Flüchtlingskris vun 2015 huet eis gewisen, dass ee muss kënnen séier a flexibel reagéieren. Mä mer dierfen och net déi Dausende Leit vergiessen, déi all Joer op Lëtzebuerg wunne kommen. Och si verdäitlechen, dass mer op flexibel Instrumenter ugewise sinn.

170 verschidden Nationalitéite liewen hei zu Lëtzebuerg. Si kommen aus ënnerschiddlechen Ursaachen heihinner, aus ënnerschiddlechen Géigenden. Si kommen aus ënnerschiddlechen Kulturen a mat ënnerschiddlechen Liewensgeschichten an Erwaardungen. Si schwätze verschidde Sproochen. Si hunn zum Deel ganz verschidde Besoinen a se stellen eis virun nei Eerausforderungen, wat hir Integratioun ube-

laangt. Fir dëser neier Situatioun gerecht ze ginn, mussen d'Iwwerleeunge méi wäit goen, wéi dat am éischte PAN de Fall war.

Här President, mir hu Leit, déi als Demandeur de protection internationale bei eis an d'Land kommen. Wa mer haut vum Accueil vu Flüchtlinge schwätzen, da geet et an éischter Hënsicht ëm de sozialen Encadrement, ëm d'Wunnen an ëm d'Besoinen vun deene vulnerabele Leit, déi bei eis kommen, meeschtens no enger laanger Flucht viru Krich an och Verfolgung.

Accueil, dat heescht fir eis och, d'Flüchtlingen op d'Integratioun an eis Gesellschaft virzebeereeden. Dat maache mer mat Programmer, déi mer entwéckelt hunn, fir et hinnen ze erméiglechen, d'Lëtzebuerger Gesellschaft mat hire Sproochen, mat hiren Traditionen a mat hire Kultur och kennenzuléieren. Eng Mesure heifir ass de PIA, de Parcours d'intégration accompagné, deen an Zesummenaarbecht mam Educatiounsministère organiséiert gëtt.

Ech wëll elo hei net an den Detail vun deem innovativen Programm agoen. Mä mir sollen dorwider diskutéieren, wéi mer an Zukunft generell d'Konditiounen vum Accueil esou kënnen gestalten, dass d'Integratioun vu Flüchtlingen, déi aus ganz anere Kulturkreesser kommen, dass déi op Dauer en Erfolleg gëtt. Ech hoffen, dass den Debat vun haut eis do weider Piste ka ginn.

Datselwecht gëllt fir de Volet vun der Integratioun vun allen auslännesche Matbierger, déi hei am Land wunnen. Nieft de Flüchtlinge komme jo och Ausländer op Lëtzebuerg liewen, vläicht well se hei eng Aarbecht fonnt hunn, vläicht och well se sech heihinner verléift hunn. Och hei ginn et schonn Instrumenter wéi de CAI, de Contrat d'accueil et d'intégration, dee mat Hëllef vun de Partnerinstitutiounen an -associatiounen ëmgasat gëtt. Mir mussen de CAI onbedéngt weider ausbauen, wa mer de Leit, déi bei eis liewe kommen, soe wëllen, wou se sinn an och wie mir sinn.

Ech géif mer wënschen, dass mer nach méi Leit kéinte motivéiert kréien, an dofir musse mer all zesummen dru schaffen, fir eben op dëst formidabelt Instrument zréckzegräifen.

Och de PCI, de Plan communal d'intégration, ass e weidert Integrationsinstrument. De PCI, dee richt sech un d'Gemengen, déi en lokalen Integrationsplang wëllen opstellen. Et ass derwäert, dee PCI och weider ze developpéieren.

D'Fro stellt sech, wat mer kënnen maachen, niewent dem finanziellen Engagement vum Stat, fir méi Gemenge mat op de Wee vun engem PCI ze huelen. A well ech weess, dass hei am Haus jo ganz vill Gemengepappen a Gemengemamme siegieren, sinn ech gespaant, méi ze héieren iwwert déi flott Erfahrungen, déi Verschiddener vun lech mat engem PCI maachen. An ech hoffe virun allem natierlech och, nei Virschléi hei kënnen ze kréien.

Madamm Presidentin, eng gelongen Integratioun geet net ouni eng gutt Kommunikatioun. Den interkulturellen Dialog muss funktionéieren. Doranner musse mer nach besser ginn. Mir hu ganz vill wäertvoll Initiativen, Evenementer an Aktiounen, wéi zum Beispill de Festival des migrations, dee vum CLAE mat Dosen den Asblen organiséiert gëtt. Ech denken un eis interkulturell Mediateuren, déi besonnesch am Beräich vun der Schoul aktiv sinn. Ech denken awer och un déi vill lokal Initiativen, déi et ginn, fir den interkulturellen Dialog ze promouvieren.

Dorobber kënnen mer opbauen. An ech wier frou, haut hei an der Chamber kënnen ze héieren, wéi mer dësen interkulturellen Dialog nach kënnen verbessern.

Wa mer eng besser Integratioun wëllen, musse mer méi an d'Qualitéit vun de Services, déi mer ubidden, och investéieren. Mir mussen eis professionaliséieren. Mir mussen déi benevoll Akteure stäerken an dobäi op déi räich Erfahrungen opbauen, déi si am Laf vun de leschte Joréngte gemaach hunn. Mir mussen an d'Formatioun investéieren, Formatioun zum Beispill vun deene Leit, déi beim Stat a bei de Gemengen am direkte Kontakt mam Bierger sinn, Formatioun awer och vun de Multiplicateurs, déi eran an hir eege Communautéite communicéieren, mä awer och Formatioun vun de Benevollen, déi an all méigleche Beräicher, an der Kultur, am Sport, an aneren Associatiounen, regelméisseg mat verschiddene Leit a Kontakt sinn.

Mir musse systematesch an eng besser Koordinatioun a Kooperatioun tëschent den Akteuren investéieren. Investitiounen an eng gutt Integratiounspolitik loune sech. Dofir, kommt, mir diskutéieren dorwider, wou mer méi wëlle maachen a wou mer besser wëlle ginn!

Madamm Presidentin, d'Regierung setzt de Kader vun der Integratiounspolitik an entwéckelt déi néideg Instrumenter. Fir déi Politik mat



Liewen ze fëllen, mussen sech all Akteuren a Partner um Terrain um der Ëmsetzung vum PAN bedeelegen. An ech soen dat ganz kloer: Et ass net ee Ministère eleng a scho guer net ee Service eleng, deen dat mécht, mä mir sinn alleguer gefuerdert, fir dat zesummen ze maachen.

Duerfir menge mir, dass et gutt wier, den zukünftege PAN duerch Appel à projets mat Liewen ze fëllen, déi vum OLAI solle lancéiert a finanzéiert ginn. Sou ka jiddwereen – d’Gemengen, d’Associatiounen, de Stat an och d’Entreprises – konkret Projeten entwëckelen an ëmsetzen a sech esou fir d’Integratioun asetzen.

D’Gemeenge sinn natierlech am nooste bei hiren neien Awunner drun. Si begéine se als Éischt. Si sinn déi éischt Ulafstell natierlech och fir all nouveaux Arrivants. Dowéinst schafft den OLAI ganz enk mam Syvicol zesummen, deen och bei der Ëmsetzung vum PAN weider wäert abezu ginn. Zesumme mat der ASTI hunn den OLAI an de Syvicol schonn en éischte Schrëtt gemaach an eng nei Plattform fir e besseren Austausch mat de Gemengen an d’Liewe geruff: de GRESIL, de Groupe d’échange et de soutien en matière d’intégration au niveau local. Dës Plattform huet sech d’Missioun ginn, d’Kompetenzen am Beräich Integratioun vun de lokalen Akteuren ze verbesseren duerch Formatiounen, mä virun allem duerch e regel-méissegem Austausch.

Et muss een an dësem Kontext déi lokal Integratiounskommissiounen, d’Commissions communales consultatives d’intégration, ernimmen, déi och am Gesetz vun 2008 verankert sinn. Dës Kommissiounen hëllef mat hire benevole Memberen, déi lokal Integratiounspolitik ëmsetzen. Dofir solle mir si am neie PAN als aktiven Akteur gesinn.

Niewent de Gemengen ass d’Zivillgesellschaft e wichtegen Akteur fir d’Integratioun. An dësem Sënn ass d’ASTI beoptragt ginn, am Kader vun engem konventionéierte Projet mat engem Helpdesk d’Gemengen an hiren Demarchen ze ënnerstëtzen an esou Aktiounen an der Integratioun um lokalen Niveau ëmzesetzen.

Duerch de PAN wëlle mer awer nach vill méi am Partenariat mat Associatiounen schaffen a mir wëllen hinnen d’Méiglechkeet ginn, hir Aarbecht um Terrain och auszubauen. Et ginn immens vill Aktiounen a mir hu spéitstens zanter der Flüchtlingskris gesinn, wéi solidaresch d’Mënschen zu Lëtzebuerg sinn. Dës Energie soll gebündelt ginn, fir och méi klengeng Organisatiounen an neien Akteuren, déi vläicht organisatoresch net esou gutt opgestallt sinn, och d’Méiglechkeet ze ginn, hir Aarbechten an Iddien um nationale Plang ëmzesetzen.

Mir mengen, et wär noutwendeg, e méi enkt Netzwierk ze wiewe vu Kontaktpunkten, Partnerassociatiounen, ëffentlechen a private Leit, déi sech um lokalen, um regionalen an um nationalen Niveau fir eng aktiv Integratioun staarkmaachen.

Mir mengen, et wier gutt, fir op spezifesch Froe spezifesch Äntwerten ze sichen. Sou hu mer zum Beispill am OLAI eng Persoun domadder chargéiert, de Beräich Personnes vulnérables dann ofzedecken. Och de Gesondheitsministère huet e Service op d’Bee gestallt, de Service Santé des migrants, dee mat den institutionelle Partner ganz enk zesummeschafft.

Wa mer un d’Entreprises denken, da wëll ech op dat formidable Instrument vun der Charte de la diversité verweisen, mat där ëmmer méi Entreprisé sech engagéieren, fir d’Diversitéit op alle Pläng ze promovéieren. An dat ass nëmmen normal, wa mer wëssen, an dat ass bewisen, dass déi Betriber, déi d’Diversitéit och wierklech liewen, bewosst liewen, vill besser Resultater hu wéi déi aner.

Ech wäert och der Regierung iwwregens proposéieren, d’Charte de la diversité Lëtzebuerg ze ënnerschreiven.

Et sinn deemno ganz vill positiv Initiativen op ville Plazen entstanen. Mir sollen dësen Elan notzen. Dat ass d’Grundvoraussetzung fir eng erfollegräich Integratiounspolitik. Ech erwaarde mer och vun dësem Debat nach zousätzlech Iwwerleeungen an Iddien, fir weiderzokommen.

Ee vun de Schwaachpunkte vum leschte PAN war, dass keng Indicateure festgehalde goufen, opgrond vun deenen een hätt kënnen de PAN objektiv a systematesch evaluéieren. Dat mussen mer änneren. Mir brauchen eng onofhängeg Evaluatioun op der Basis vu konkrete moossbaren Indicateuren. Soubal déi eenzel Projeten definéiert sinn, wëlle mer Indicateuren ausschaffen, fir all Projet an all Mesure eenzel kënnen ze evaluéieren.

Madamm Presidentin, wa mer vun Integratioun schwätzen, da mussen mer och iwwert d’Sproochesituatioun schwätzen. Lëtzebuerg ass Integratiounssprooch. Dorobber leeë

mer all ganz vill Wäert. Den Educationsministère huet d’Offer vu Lëtzebuergeschcoursen nach emol däitlech erhéicht. Haut hunn et 11.000 Leit, déi beim Institut national des langues oder dem Service de la formation des adultes Lëtzebuergesch léieren. Déi ganz Regierung huet sech an engem Aktionsplang dozou engagéiert, eis Sprooch nach méi staark ze férdere.

Ech erënneren an dësem Zesummenhang zum Beispill un d’Léiere vun den honnert éischte Wieder Lëtzebuergesch fir d’Demandeurs de protection internationale, wou Flüchtlingen en éischte Kontakt mat eiser Sprooch kréien. Aner Auslänner hunn zum Beispill d’Méiglechkeet, am Kader vum CAI Lëtzebuergesch ze léieren. Awer och duerch déi méisproocheg Freiférdung stelle mer sécher, datt all Kand och schonn an der Crèche en éischte Kontakt mat der Lëtzeburger Sprooch kann hunn, eppes wat virun allem Kanner mat Migratiounshannergrond nach laang net ëmmer garantéiert war.

Fir d’Integratioun vun auslännesche Kanner an der Schoul ze stäerken an de Kontakt an d’Kommunikatioun mat den Elteren ze verstärken, gouf d’Zuel vun de Médiateurs interculturels weider eropgesat. Et sinn der elo eelef à plein temps. Net manner wéi 31 Sproocher gi vun de Médiateure proposéiert. 60 Freelance-Iwwersetzer kënnen ausserdeem agesat ginn, fir den Elteren a Kanner duerch eise schoulesche System ze hëllefen.

Mir wëssen, datt Kanner mat Migratiounshannergrond an der Regel manner gutt Chancen hunn, an der Schoul ze reusséieren. Och dofir ass d’Regierung amgaang, déi schoulesch Offer ze diversifizéieren. Nieft ëmmer méi frankofonne Klassen am regulären Enseignement secondaire général gehéieren haut international, brittesch a virun allem europäesch Klasse fest zur ëffentlecher Schoul. Et handelt sech hei ëm Klassen, déi also am normale Schoulsystem dra sinn, déi awer de Programm vun der Europaschoul zum Beispill proposéieren. Däitsch, englesch a franséisch Sektione kënnen do gewielt ginn. Hei kréien d’Kanner nees eng Chance, déi virdrun an deier Privatschoulen hu misse goen oder déi carrement an d’Ausland geschéckt gi sinn. A ganz dacks hu mer déi Kanner herno an de Statistike vun den Décrocheurs scolaires zréckfonnt.

Och bei der nächster Schoulrentrée wäerte weider europäesch Klassen an de Lycéeën zu Jonglënster, zu Munneref an zu Clief opgoen, also a Lycéeën, déi och regulär Klassen aus dem Secondaire classique an dem Secondaire général wäerten ubidden, fir an iwwert dee Wee d’Integratioun ze ënnerstëtzen.

Grad zu Lëtzebuerg sinn d’Schoulkanner esou ënnerschiddlech. Zweek Drëttel vun de Kanner schwätzen zum Beispill doheem net Lëtzebuergesch als éischt Familljesprooch. A fir ënnerschiddlech Kanner brauche mer ënnerschiddlech Schoulen.

Madamm Presidentin, d’Integratioun geschitt och duerch d’Aarbecht, déi eng wichteg Plaz an eisem Aktionsplang fir Integratioun soll kréien. Wien Aarbecht, wien eng Wunneng huet, dee gehéiert dozou. Ouni dat Gefill vun Dozougehéieregkeet an dat Sech-doheem-Fillen ass Integratioun iwwerhaupt net méiglech.

Fir eng Aarbecht ze fannen, ass eng gutt Kommunikatioun an eng kloer Informatioun néideg. Aus dësem Grond hu mer den Zougang zu Formatiounen an d’Verbesserung vun der sougenannter Employabilitéit als Prioritéiten definéiert. Duerch Integratiounsmesuren a Formatiounen, déi d’ADEM an de SNAS organiséiert hunn, konnten ëmmerhin 198 Bénéficiaires de protection internationale aktivéiert ginn. Dat sinn déi Leit, déi e Flüchtlingsstatut gefrot hunn an och accordéiert kruten.

Dat geet awer nach net duer. Mir mussen weider Méiglechkeete schafen, fir nach méi Leit méi séier op den éischten Aarbechtsmaart ze bréngen.

Ech hunn d’Wunne virdrun ugeschwat. An natierlech soll och de PAN op dese Punkt sécherlech agoen. Wann et drëm geet, Strukturen ze schafe fir d’Demandeurs de protection internationale, mussen mer och solidaresch sinn. Erlaabt mer dofir, op dëser Plaz all deene Merci ze soen, de Gemengen, den Entreprises, mä awer och de Privatleit, déi gehollef hunn, an de leschte Jore Wunnraum an Noutstrukture fir Flüchtlingen ze schafen!

Déi Efforte mussen weidergoen. Noutstrukture mussen mer weider developpéieren uechtert d’Land. Déi, déi et ginn, déi mussen deelweis renovéiert ginn. Mir mussen vun der Zäit, wou keng Flüchtlingskris ass, profitéieren, fir nei Strukturen ze bauen, fir dass mer prett sinn, wann nees méi Leit op der Flucht si viru Krich a Verfolgung. Mir brauchen och spezialiséiert Strukturen fir Mineurs non accompagnés.

Ech wëll drop insistéieren, dass de Wunnproblem vun deene Leit, déi de Statut als Flüchtling hunn, deeselwechten ass wéi dee vu ganz villen anere Leit hei am Land. An do hutt Dir jo hei an der Chamber viru Kuerzem driwwer diskutéiert.

Madamm Presidentin, et ginn nach vill Sujeten, déi hei missten ugeschwat ginn. D’Lëscht vu Méiglechkeeten am neien Integratiounsplang ass immens laang. A genee dat muss d’Stärkt gi vum zukünftege PAN. De PAN mécht de Beräich Integratiounspolitik grouss a bitt jiddwerengem d’Méiglechkeet, fir mat ze iwwerleeën, sech ze engagéieren a konkret Projeten ëmzesetzen.

Ech wënsche mer virun allem, dass deen neie PAN d’Zesummenaarbecht vun Akteuren aus verschidde Beräicher férdert. Ech wëll mat dësem neien Aktionsplang op bewäerten Instrumenter opbauen, mä mer müssen och nei Méiglechkeeten notzen a Mesurë schafen, nei Impulser ginn an Dynamiken um Terrain entstoe loossen.

Et ginn immens vill Leit, déi sech all Dag fir den Accueil an d’Integratioun zu Lëtzebuerg asetzen. Ech ka si elo haut hei net all opzielen. Ech wëll hinnen awer vun hei aus alleguer eenzel Merci soen. Dir maacht esou eng wäertvoll Aarbecht fir d’Integratioun an domadder fir eis ganz Gesellschaft a fir hiren Zesummenhalt.

Jo, d’Integratioun funktionéiert. D’Lëtzeburger an d’Netlëtzeburger maache mat an dat kënn net vun ongeféier. Mir müssen dëser Solidaritéit weider Raum ginn an hir déi néideg politesch Ënnerstëtzung ginn. An duerfir freeën ech mech elo op eng spannend a konstruktiv Diskussioun.

Ech soen lech Merci.

► **Une voix.** - Très bien!

► **Mme Simone Beissel, Présidente de séance.** - Merci, Madamm Familljeministesch. Als éischt ageschriwwen Riednerin hunn ech d’Madamm Martine Mergen. Madamm Mergen, Dir hutt d’Wuert.

Débat

► **Mme Martine Mergen (CSV).** - Merci, Madamm Presidentin. Dir Dammen an Dir Hären, dee leschte Plan d’action national d’intégration ass viru ronn dräi Joer ausgelaf. Säithier ass net vill geschitt an dësem Dossier, obwuel d’Integratioun vun onsen auslännesche Matbierger e wesentlecht Element ass fir d’gesellschaftlecht Zesummeliewen a fir d’sozial Kohäsioun.

Integratioun schéngt dëser Regierung net wichteg genuch gewiescht ze sinn - op d’mannst, wat de Plang ubelaangt -, fir sech domat ofzeginn, keen Hype. Dobäi hat de Rapport vum Conseil économique et social zesumme mat der Uni.lu schonn 2013 kloer Piste virginn. Also d’Analys louch vir an d’Aktiounsrichtung och. Or, säitdeem ass näischt geschitt.

Elo siwe Méint virun de Wahlen kommt Dir an d’Chamber, ons ëm ons Meenung froen. D’ASTI huet an hire Reflexiounen zu Recht dës Fro gestallt: Wat soll dat elo nach an engem Moment, wou mat deem haitegen Dag Är Consultatiounen nach net eriwwe sinn, well d’Gemeenge krute jo och nach e Questionnaire, deen nach muss ausgewäert ginn? A mir hunn och nach kee Rapport iwwert d’Enquête bei der Société civile.

Firwat elo? Ass et wéinst der Integratioun oder wéinst de Wahlen? Geet et hei net drëm, nach séier no véier Joer Stëllstand e Fändelchen ze setzen, fir déi sozial rout-blo-gréng Oder ze vermaarten? Et ka jo net méi dës Regierung sinn, déi de Plang ëmsetzt. Déi nächst Regierung muss sech selwer Objektiv fixéieren, Strategië festhalen an déi wichtegst, prioritär Achsen definéieren.

D’Partei sollten a wäerte sech an den nächste Méint an hire Wahlprogrammer Gedanken dozou maachen. Eng Debatt, an et ass jo eben nach nëmmen eng Debatt, an nach nëmmen eng „de consultation“, op Basis vun engem sougenannte Canevas, deen d’Ministesch an der Kommissioun virgeluecht hat, ass nach kee Plang. En ëmzesetzen, géllt no de Wahlen.

Esou kuerz virun de Wahlen hannerléisst dësen Exercice bei ons e batteren Nogeschmaach. A mir froen ons, welchen Zweck en ze erfëllen huet.

D’Madamm Minister huet et gesot: Integratioun ass eng transversal Responsabilitéit. Dofir wunnere mer ons e bëssen, dass Dir haut eleng hei sëtzt, Madamm Familljeminister, well et sinn eng ganz Rei aner Ministère betraff. A gradesou wéi Dir mat Ärem OLAI an der Integratioun si sécher och d’Educatioun an d’Immigratioun gefuerdert. An et deet ons e bësselche leed, dass mer net och vun hinnen iwwert dee Plang hei Ried an Äntwert kréien oder eng Debatt.

Den nationalen Integratiounsplang ass also e wichtegt Instrument, deen d’Efforten, déi all implizéiert Ministeren ze leeschten hunn, definéiert. En Ëmsetzen erfuerdert dofir och harmonesch interministeriell Aktiounen. Onser Meenung no stéisst heifir awer e Comité interministeriell u seng Grenzen. Wat mer brauchen, dat ass eng Bündelung vun den Attributiounen um Niveau vun der Regierung. Onser Meenung no gehéiert Immigratioun an Integratioun zesummen. Mir plädéieren dofir fir d’Zesummeleed vum dësen zwee Beräicher am Sënn vun enger méi effizienter a gelongener Integratiounspolitik.

Lëtzebuerg ass an enger demografescher Situatioun, déi ons méi wéi aner Länner ronderëm dozou zwéngt, proaktiv drun ze schaffen, fir all déi Auslänner, déi bei ons kommen, an ons Gesellschaft ze integréieren, net fir se ze assimiléieren, mä fir se mat virunzehuelen. Si sinn eng Beräicherung fir onst Land.

Mir hunn net wéi ons Nopeschlänner eng grouss Mass Populatioun mat enger eenzeger Sprooch, mä eng kleng Populatioun mat ville Sproochen. Mä dorop kommen ech herno nach eemol zréck. Déi eng komme bei ons schaffen, nëmmen dagsiwwer, wéi dat bei de Frontalieren de Fall ass, oder fir eng méi oder manner laang Zäit opgrond vun hirem Aarbechtskontrakt, dat sinn d’„expats“. Dann hu mer awer och eng ganz Rei Leit, déi komme bei ons aus aneren europäesche Länner, wou d’Aarbechtsmaartsituatioun schlecht ass.

Déi gréisst Suergen awer mussen mer ons maachen iwwert déi Persounen, déi als Flüchtling bei ons kommen, déi viru Krich, Misär a Leed fortlafen, déi alles hanner sech gelooss hunn, fir en Neufank ze probéieren.

Dës Leit si sécher méi wéi déi aner Kategorien op ons Hëllef ugewisen. Si fänke bei null un oder eigentlech ënner null, well si oft am Krich, an engem bewaffnete Konflikt oder op der beschweierlecher Rees heihi léif Mënsche verluer hunn. 47,7% Netlëtzeburger liewe bei ons. All Dag kommen nach eng weider 175.000 aus dem Grenzgebitt bei ons schaffen. Dofir missten an dësem Plan d’action national d’intégration net nëmmen Haaptmesurë fir Flüchtlinge stoen. Och déi aner Auslänner mussen mat ons zesummeliewen a brauchen dofir en Ustouss, fir sech an ons Liewensweis, an ons Kultur eranzeschaffen.

Mir wëssen zum Beispill, dass de Contrat d’accueil et d’intégration, dee jo och am Gesetz steet, nëmme vun enger Minoritéit vun auslännesche Matbierger profitéiert gëtt. U wat soll dat leien? Et sollen der pro Joer 1.200 sinn, bei 20.000 neie Leit, déi an d’Land kommen.

Madamm Presidentin, eng vun de wichtigsten Erausforderunge bei der Integratioun läit an den Hänn vun de Schoulen. Vill Kanner mat Migratiounshannergrond sinn an de leschte Joren an ons Schoule bäikomm. Ons Schoule sinn et zwar traditionell gewinn, auslännesch Kanner anzeschoulen, nach ni war d’Heterogenitéit vun de Schüler awer esou grouss wéi an deene leschte Joren. Haut hu praktesch d’Halschent vun onse Schoulkanner ee Migratiounshannergrond. Am Joer 2003 war et eréischt just een Drëttel. Derbäi kommen nach d’Kanner mat de spezielle Besoinen. D’Schoul geréit ëmmer méi ënner Drock. Et sinn eng Rei Moosssname geholl ginn, fir déi Kanner, déi grad mat hiren Elteren zu Lëtzebuerg ukomm sinn, an enger éischter Phas an adaptéierte Strukturen opzefänken. Mir hunn eng Cellule d’accueil scolaire pour élèves nouveaux arrivants an e Service, dee sech ëm d’Aschoulung vun dese Kanner këmmert.

Et geet hei drëm, d’Kanner an déi Jugendlech esou séier wéi méiglech an ons national Schouloffer eranzehuelen. Mir froen ons, ob dat de Moment op déi beschten Aart a Weis geschitt. Et kënn heefeg vir, dass déi Kanner méi laang wéi ee Joer an dese Strukturen bleiwen. Dat ass net favorabel fir d’Integratioun. D’Kanner misse spéitstens no engem Joer an en nationalen Unterrecht integréiert sinn.

Dee gréissten Atout vun onsem Land, nämmlech seng heterogen, villsproochlech Situatioun ass scho fir vill Kanner, déi hei gebuer sinn, en Obstakel, ëmsou méi fir déi auslännesch Kanner. An dat huet Konsequenzen op hir Resultater an der Schoul an hir spéider berufflech Orientatioun.

D’Äntwert vum Bildungsministère ass eng gratis Kannerbetreuung mat enger sproochlecher Frëiférdung vum Lëtzebuergeschen a Franséischen tëschent engem a véier Joer. Mir stinn deem, wéi Der wësst, skeptesch géigeniwwer. Grad an onsem Land mat deene villen auslän-



nesche Bierger aus enger Villzuel vu sprooch-lechen a kulturellen Hannergrënn wier et sën-nvoll, op eng Integratiounssprooch ze setzen, dass mer kënnen matenaner kommunikéieren. Dat ass fir ons Lëtzebuergeresch. Ons Sprooch soll als Integratiouns- a Kommunikatiounsins-trument gefërdert ginn, an zwar vu klengem un.

Et feelt an onsen Aen un engem iwwergräi-fende Gesamtkonzept am Fondamental an am Secondaire, fir deser Sproocheproblematik ge-recht ze ginn. De Sproochenniveau an d'Schoulprogrammer mussen evaluéiert an ugepasst ginn, fir der Diversitéit vun der Schüler populatioun gerecht ze ginn.

D'Regierung schwätzt och als Reaktioun op d'Heterogenitéit vun de Schüler vun enger di-versifizierter Offer. Mir droen dee Prinzip mat. Mä am Sënn vun der Chancëgläichheet muss awer séchergestallt ginn, dass mer duerno eng flächendeckend diversifizéiert Offer vun der effentlecher Schoul hunn. An deem Kontext geet et och drëm, d'Elteren an d'Schüler besser iwwert déi bestoend Méiglechkeeten ze infor-méieren an och ze beroden. Do geet et mat Porte-ouverten an de Schoulen net duer. Et geet drëm, richteg ze orientéieren, fir den Échec an den Decrochage ze vermeiden.

Ma net nëmmen d'Kanner sollen ons Sprooch léieren. Och déi Erwuessen, déi bei ons kom-men, sollte sech vum éischten Dag u bewosst sinn, dass ons Sprooch onse wichtegsten Iden-titéitsfaktor ass. Elo héiere mer awer ëmmer erëm vu Waardezäiten, fir sech an d'Sprooch-coursen anzuschreien. Et gëtt also méi Inte-ressante wéi Plazen.

De Canevas vun der Madamm Cahen gesäit dann och eng méi grouss Offer vu Sprooch-coursë vir, wat mer begreifen. Mir froen ons awer, firwat dës Regierung d'Finanzhëlfe, déi ee kann ufroen am Kader vun engem Congé linguistique, gekierzt huet. Dat ka jo wuel net en Encouragement si fir déi Leit.

Wéi wëllt d'Regierung virgoen? Gëtt d'INL-Personal gestärkt? Wéi soll et an de Gemenge virgoen, an deene schonn oft Sprooch-coursen ugebuede ginn? Kréie si gehollef? A wou huet Der déi vill Enseignanten hier?

Mir begreifen, dass den Integratiounspro-gramm mat sengem PIA zanter leschtem Joer operationell ass an dass scho während der éischer Integratiounsphas eng kuerz Aféierung an ons Sprooch an eng Informatioun iwwer onst Land virgesi sinn.

Mir begreifen och, dass dës Coursen obligato-resch sinn. Mir bedauern, dass dat eréischt am September 2017 ugaangen ass. Mir froen ons, ob genuch Personal do ass, fir de Flüchtlingen dësen Unterrecht ze vermëttelen. Wat ass mat deenen, déi nëmmen déi arabesch Schrëft ken-nen, oder souguer mat den Analphabeten? Gräift Dir zum Beispill op d'Hëllel vu schonn in-tegréierte Bénéficiaires de protection interna-tionale zréck?

De PIA huet entre autres als Zil, d'Autonomie an d'Employabilitéit vun den DPlen ze förde-ren. Mir sinn der Meenung, dass all DPI un deene verschiddene Phase vum Integratiouns-programm soll deelhuelen, ob en herno bleift oder net, mat der méiglecher Ausnam vun deenen, bei deene vu vira kloer ass, dass se sougenannten Dubliner sinn oder aus enger anerer Ursaach net bei ons wäerte bleiwen.

An deser Philosophie gesi mer d'Integratioun op den Aarbechtsmaart. Mir mengen, dass vun Ufank un am perséinleche Bilan vun all nouvel Arrivant gekuckt muss ginn, wat e fir Qualifi-katiounen huet a wat muss gemaach ginn, fir dass e sech mat dëse Qualifikatiounen op on-sen Aarbechtsmaart kann upassen.

Mir wëssen, dass nëmmen eng ganz kleng Zuel vun DPlen d'Demande fir e provisoiresche Per-mis de travail stellen. Hei sinn d'Prozeduren ze vill komplizéiert. Mir kruten awer op d'Fro, wi-vill BPlen, also Bénéficiaires de protection inter-nationale, an engem Aarbechtsverhältnis stinn, keng Äntwert. Dat war op eng Question par-lementaire vum Här Mosar am August 2016.

Mir sinn der Meenung, dass een awer e Bilan muss zéie kënnen iwwert d'Zuel vun dëse Leit, déi ugestallt sinn, déi en Aarbechtskontrakt hunn. Wéi laang huet et gedauert, bis se een haten? A wat waren déi gréisst Obstatelen, bis se ee kruten? Wéi wëllt Dir d'Mesuren optimi-séieren, wann een net weess, ob a wéi se gräife respektiv firwat se net gräifen?

Déi Formatiounen, déi ugebuede ginn, mussen zesumme mat der Wirtschaft definéiert ginn. De Partenariat vun der ADEM mat der UEL, dee säit 2015 besteet an elo verlängert gouf, geet

an déi richteg Richtung. Berufflech Integra-tioun ass dee visibelsten Deel vun der Integra-tioun, deen éischte Schrëtt zu den Auslänner hirer Verankerung an onser Mëtt.

Schliisslech kommen ech nach op meng Iddi vun elo grad zréck, näamlech ob een net soll verstärkt op déi schonn integréiert Beneficiai-ren zréckgräifen, fir d'nouveaux Arrivants ze encadréieren. Dat gëtt informell scho vun deenen Associatiounen, déi sech ëm den Ac-cueil vun de Flüchtlinge këmmen, gemaach. Wier et net och méiglech, dës Leit zum Beispill iwwer CDDen anzusetzen? Esou hätte si eng nützlech Aarbecht oder esou wiere si nützlech an hätten eng Aarbecht.

Madamm Presidentin, Dir Dammen an Dir Hä-ren, déi Leit, déi bei ons wunnen, sollen och kënnen matdecidéieren. Mir hunn d'Auslänner-wahlrecht agefouert fir d'Gemengen- an Euro-pawahlen. Dat ass e wichtige Schrëtt. An net vill Länner hunn dat esou konsequent ëmgesat wéi mir. Mir bedauern, dass esou wéineg aus-lännesch Matbierger dovun Gebrauch maachen. Mir mengen, dass mer d'Efforte mussen ver-stärken, si ze informéieren an ze mobiliséie-ren, grad wéi mer mussen d'Modalitéiten, fir sech an d'Lëschen anzedroen, vereinfachen.

Mir hunn d'Nationalitéitgesetz geännert. A wann ech soen „mir“, dann heescht dat, dass mir als CSV aktiv un deem urspréngleche Projet matgeschafft hunn, soudass mir dat Gesetz mat zwou Hänn konnten ënnerschreien.

Mir hunn d'multipel Nationalitéit agefouert a mir hunn déi sproochlech Kritären un d'Reali-téit vum Terrain ugepasst. Dat war e grouse Succès. Mir bedauern, dass de Conseil national pour étrangers iwwer Joren net richteg fonctionnéiert huet a begreifen d'Ukënnung vun der Madamm Minister, dass hien elo nei opgestallt ass a seng Aarbechte kann ophuelen.

Mir zweifelen awer drun, ob hien dat richtegt Instrument ass, fir onsen auslännesche Matbier-ger déi Implikatioun an onst politesch Liewen ze ginn, déi néideg wier, fir dass si och d'Gefill hätten, matzestëmmen. Wéi ech meng portu-giesch Haushälterin gefrot hunn, ob si wéisst, wat de Conseil national pour étrangers wier, hunn ech zum x-te Mol festgestallt, dass si a ganz vill anerer net doriwwer informéiert sinn an eigentlech dann och kee Wuert matze-schwätzen hunn, wat d'Kompositioun ube-laangt.

Madamm Presidentin, Dir Dammen an Dir Hä-ren, ech hunn e briteschen Eedem an eng éis-träicheschnau. Wa si eemol bei ons kom-men, an dat hoffen ech natierlech, sollte si net d'Gefill hunn, keng Stëmm hei zu Lëtzebuerg ze hunn. Onse Fraktiounsprésident, de Claude Wiseler, hat eemol proposéiert, dass auslän-nesch Matbierger de Conseil national pour étrangers direkt kéinte wielen, äänlech wéi bei de Berufskummenen. Esou kéint ee seng Avisa valoriséieren, andeem d'Matbierger direkt Afloss op Initiativen a Gesetzter kéinten huelen. Dës Pist wëlle mir weider verfolge.

(Interruption par M. Fernand Kartheiser)

Herno, geet dat? Merci.

Madamm Presidentin, Dir Dammen an Dir Hä-ren, d'Bewältegung vun der Problematik vun de Flüchtlingen, déi probéieren, an Europa Fouss ze faassen, bleift selbstverständlech eng gesamteuropäesch Aufgab. Onst Land muss sech bedeelegen. Et ass eng national Responsa-bilitéit. Mir haten dofir 2015 eng kloer, laang-fristeg a kohärent Strategie presentéiert.

Wa mer ons haut an der Chamber also Ge-danke maachen iwwert d'Zesummeliewen an onsem Land, da gëtt dës Zesummeliewen nach op engem anerem Niveau praktesch aus-gefouert, an dat ass an onse Gemengen. Dat geet vun de Schoulen a paraschoulesche Struk-turen iwwert d'Sproochecoursen, d'Veräins-liewe bis hin zum Logement, deen, wéi mer ons jo all bewosst sinn, dee gréisste Problem an onsem Land duerstellt, net nëmme fir déi aus-lännesch Matbierger.

Fir dass d'Gemengen awer dës Aufgab kënnen bewältegen, brauche si kloer Regeln an d'Vir-gab muss vun de staatlechen Instanzen kom-men. Hei herrscht awer e grouse Vakuum. D'Aufgabe mussen tëschent dem Stat an de Gemenge kloer opgedeelt sinn. D'Gemenge brauchen en Interlocuteur, deen hinnen zur Verfügung steet, wa si Froen hunn. Net een op all Ministère, mä een, deen op all déi Froe kann äntwerten. Hie muss kënnen op eng vernetzten Aart a Weis déi Äntwerte ginn iwwert d'Kom-petenzen ewech, well si leie verspreet iwwer eng ganz Rei vu Ministère an Administratiou-nen.

Ons Gemenge brauchen e Cahier des charges, eng Aart Vademecum, wou d'Flichten an d'Rechter vun deene verschiddenen Akteure festgeluecht sinn. Et kann net sinn, dass si, an ech denken do besonnesch u méi kleng Ge-

menge mat manner Personal, sech méisam mussen duerch déi verschidden Ämter ploen. Dat verlängert d'Prozeduren an eng pragma-tesch Äntwert op déi reell Problemer.

Et kann een hinnen net virwerfen, dass si wéi-neg ënnerhuelen, wéi zum Beispill Wunn-strukturen zur Verfügung ze stellen, wa se net déi néideg Ennerstëtzung dobäi kréien, wa se net wëssen, wéi d'Rolle verdeelt sinn.

D'Zäit ass e bësselche kuerz, fir op all d'Froen anzegoen, op déi de Plan d'action national d'intégration muss eng Äntwert ginn.

Zum Constat, dass dësen Exercice haut, dee jo en Deel ass vun enger méi breeder Consulta-tioun, mir haten dat scho gesot, vill ze spët an zu engem abstrusen Zäitpunkt kënn, also siwe Méint virun de Wahlen, kënn nach deen der-bäi, dass d'Form, déi hei an der Chamber gewielt gouf, et net erlaabt, fir méi détailléiert op déi verschidden Aspekter anzegoen.

Ma ons feelt awer nach eppes, an dat bréngt mech zu mengem leschte Constat: Mir sinn der Meenung, dass, wann een dat mat dem Ze-summeliewen an der sozialer Kohäsioun eescht hält, een net nëmmen d'Gemengen, d'Akteu-ren um Terrain an elo dann d'Chamber froe kënn, mä och grad de grand Public.

Den Här Meisch an den Här Bausch tingelen duerch d'Land, den Här Gramegna diskutéiert um Radio mat Leit iwwer seng Steierreform. Mir sinn der Meenung, dass dëse Sujet op d'mannst gradesou wichtig ass, well d'Bierger dobaussen, Lëtzebuerger an Auslänner, sécher och e Wiertchen hätte wëlle matschwätzen.

Ech géif zum Schluss wëllen den Akteure vun der Société civile, déi sech aktiv, benevöll a mat vill Engagement an dës Prozesser abréngen, onsen déiwe Respekt ausdrécken. Ouni si wier et ganz sécher net méiglech gewiescht, d'Flüchtlingswelle vun de leschte Jore Mees-cher ze ginn, a si ginn och net midd, ons Politi-ker an och d'Leit dobaussen iwwert d'Proble-matik um Lafenden ze halen.

Ech soen lech Merci.

► **Mme Simone Beissel**, *Présidente de séance*.- Merci, Madamm Mergen. Ee Moment! Erlaabt Der, dass den Här Kartheiser lech awer elo seng Fro stellt?

► **Mme Martine Mergen** (CSV).- Ah jo, entschëllegt, Här Kartheiser!

► **M. Fernand Kartheiser** (ADR).- Dat ass ganz léif. Villmoos Merci, Madamm Presiden-tin, a Merci, Madamm Mergen. Ech wollt op déi Iddi zréckkommen, déi Der grad beschriw-wen hutt, déi d'CSV developpéiert huet, näamlech fir de Conseil national pour étrangers direkt wielen ze loossen, an lech froen, wéi Der iwwert d'Zäit, mëttelfristeg a laangfristeg, d'Konsequenzen dovunner aschätzt.

Wann also eng zukünfteg wahrscheinlech Ma-joritéit vun Auslänner e Parlament wielt, wat awer u sech keng decisiv Pouvoiren huet, an eng Minoritéit vu Lëtzebuerger dës Parlament wielt, wéi gesitt Der déi Dynamik tëschent deenen zwee Parlamenter iwwert d'Zäit? A mengt Der net, datt dat en Émgoen ass vun enger Referendumsdecisioun, déi seet, déi poli-tesch Participatioun geet iwwert d'Nationali-téit?

Merci.

► **Mme Martine Mergen** (CSV).- Här Kartheiser, ech hunn zu kengem Moment vun engem Parlament geschwat. Mir hunn dovun-ner geschwat, dass de Conseil national pour étrangers, esou wéi en de Moment existéiert, net gewielt gëtt vun deene betraffene Leit. D'Syndikater, déi ginn och gewielt, déi brénge sech och an an d'Diskussiounen an an d'Debat-ten ëm ons Gesetzgebung, ouni dass si e Parla-ment duerstellen. A grad an deem Sënn sollt de Conseil national pour étrangers en Organ sinn, wat mat deem ganze Poids vun enger direkter Wahl oder mat Kandidaten natierlech kéint méi wäertvoll Mataarbecht maache bei deem, wat mer hei am Land wëllen hunn.

► **M. Fernand Kartheiser** (ADR).- Wéi bei engem gudde Parlament.

► **Une voix**.- Très bien!

► **Mme Simone Beissel**, *Présidente de séance*.- Bon, dat diskutéiere mer da spéider. Merci, Madamm Mergen. Als zweeten age-schriwwene Riedner hunn ech den Här Gilles Baum. Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Gilles Baum** (DP).- Merci, Madamm Presidentin. Dir Dammen an Dir Hären, léif Kol-leegen, e puer Zuelen, fir unzefänken. Säit der Reform vun Lëtzebuerger Nationalitéitgesetz, dat säit dem 1. Abrëll 2017 a Kraaft ass, huet sech d'Demande, wat d'Ufroen vun der Lëtze-buerger Nationalitéit ugeet, verdräifacht. Zan-ter Abrëll vum leschte Joer hunn 9.000 Leit déi lëtzebuergesch Nationalitéit ugefrot. Am Ganzen hunn 2017 10.095 Persounen déi lëtzebuergesch Nationalitéit kritt, dat ass eng

Hausse vun iwwer 7.300 Persounen am Ver-glach zum Virjoer. Et ass also e Fakt, dass ëmmer méi Leit, déi hei am Land wunnen, och déi Lëtzebuerger Nationalitéit wëllen unhuelen.

Mat 48% Auslänner aus 170 verschiddene Län-ner ass Lëtzebuerg dat OECD-Land mat deem héchsten Undeel un Auslänner a senger Bevöl-kerung. 80% vun den hei usässegen Auslänner sinn am Ausland op d'Welt komm a sinn duerno op Lëtzebuerg immigréiert. All Dag komme méi wéi 180.000 Frontaliere bei eis op Lëtzebuerg schaffen. An ouni déi Leit, ech mengen, do si mer eis alleguer eens, géif eis Economie net dréien.

Des Weideren hu mer ongeféier 10.000 inter-national Beamten, déi hei zu Lëtzebuerg bei den europäeschen Institutiounen schaffen. Do-rauser ass eng ausseruerdentlech Mëschung vun Nationalitéiten a Kulturen entstanden, déi sech an alle gesellschaftleche Beräicher erëm-pigelt: an der Gastronomie, an der Kultur, an der Fräizäit an am Sport.

Dës ass eng Entwécklung, déi déi wirtschaft-lech Dynamik an déi attraktiv Liewensqualitéit vum Grand-Duché ënnersträicht. Et ass och ugeklongen, all Joer kommen ongeféier 10.000 Leit op Lëtzebuerg wunnen. 80% vun deene Leit kommen aus Länner, déi Member an der Europäescher Unioun sinn. An all déi, déi wël-len esou e Wuesstum a Fro stellen, déi wëllen déi Migratioun bremsen, déi verweisen ech awer op déi europäesch Traitéen, déi mir ën-nerschriwwen hunn, zu deene mir stinn an déi déi fräi Circulatioun vun de Leit an de Länner vun der Europäescher Unioun erméiglechen.

Madamm Presidentin, ech mengen, mir sinn eis allegueren eens, dass d'Sprooch e wesent-lechen Deel vun der Integratioun ass. D'Sprooch ass de Schlëssel zur Integratioun, d'Sprooch iwwerhëlt de Rôle vun engem all-deegleche Kommunikationsmëttel a stellt och eng wichtig Ressource am Beräich vun der Bil-dung a vum Aarbechtsmarché duer.

Fir eng erfollegräich Sozial- a Gesellschaftsinte-gratioun ass d'Léiere vun der Lëtzebuerger Sprooch vun zentraler Bedeitung, net zulescht och weinst der Stëftung vun enger kollektiver Identifikatioun.

An ech géif lech gären, well virdrun hei ugedeit ginn ass, dass net genuch Coursë géifen uge-buede ginn, awer déi aktuell Zuele vum Institut national des langues vermëttelen: am akade-mesche Joer 2016/2017 waren 3.814 Per-sounen ageschriwwen, fir dem Dicks seng Sprooch ze léieren. 2009 waren et der just 1.900, 2012 2.600, 2016 3.500. Fir déi lëtze-buergesch Sprooch ze léieren, proposéiert den Institut national des langues fir dës Joer, also fir d'Joer 2017/2018, wat amgaangen ass, 114 Coursë géint 88 am leschte Joer. An do kann een d'Lëtzebuergesch léiere vum Niveau A1 bis den Niveau C1.

An dësen Zuelen net mat dra sinn natierlech all déi Coursen, déi iwwert d'Gemengen organi-séiert ginn. Ech war eng Zäit President vun der Integratiounskommissioun an der Gemeng Jonglënster. Do lafe säit 25 Joer Coursen, wou all Joer tëschent 20 an 30 Leit hiren Diplom kréien.

Iwwert d'Schoul an natierlech iwwert d'Sprooch erreeche mer d'Identifikatioun mam Lëtzebuerger Land, d'Identifikatioun mat der Sprooch. An duerfir ass eis den Enseignement plurilingue, wou een op eng spilleresch Aart a Weis d'Sprooch léiert, op eng spilleresch Aart a Weis un d'Sprooch erugefouert gëtt, och im-mens wichtig. An et ass och nach eng Kéier wichtig, hei ze ënnersträichen, dass an deene Crëchen, wou kee Lëtzebuergesch geléiert ginn ass, duerch d'Aféiere vum Enseignement pluri-lingue och déi auslännesch Kanner elo un déi lëtzebuergesch Sprooch erugeféiert ginn.

An ech kann lech och aus menger beruflecher Erfahrung soen, dass dat, wat virdru gesot ginn ass, wat quasi stigmatiséiert ginn ass, dass déi auslännesch Kanner d'office méi Problemer an der Schoul hätten, ech kann lech soen: Ech hat Kanner an der Schoul, déi sinn aus dem Aus-land komm, aus dem fréiere Jugoslawien, an dat ware Kanner, déi sech immens druginn hunn, Kanner, déi wollten. An dat sinn och Kanner, déi an hirem Liewen an an hirer schou-lescher Laufbahn reusséiert hunn.

► **Une voix**.- Très bien!

► **M. Gilles Baum** (DP).- Madamm Presiden-tin, fir d'Integratioun an d'Autonomie vun den Demandeurs de protection internationale an der Lëtzebuerger Gesellschaft ze vereinfachen, hunn den OLAI an de Ministère de l'Éducation nationale de PIA, de Parours d'intégration accom-pagné, an d'Liewe geruff. Dëse Parours d'intégration accompagné erméiglecht et den DPlen, u Formatiounen deelhuelen, déi hin-nen eis Sprooch an eis Gesellschaft erklären a méi verständlech duerstellen.



Des Weidere soll hinnen an dëse Coursen erklärt ginn, wéi d'Liewen zu Lëtzebuerg ofleeft. De PIA ass an dräi Parteien ënnerdeelt: D'Formation vum PIA1 mussen innerhale vum deene sechs bis aacht éischte Wochen no der Arrivée hei zu Lëtzebuerg vun den DPlen an Ugrëff geholl ginn, an dëst onofhängeg vun hirem beruflecher Erfahrung oder vun hirem schouleschen Niveau.

Fir de Certificat PIA1 ze kréien, mussen d'DPlen u verschidde Coursen deelhuefen, déi folgend Rubricke behandelen: déi honnert éischt Wiederder Lëtzebuergesch, les premiers pas vers l'éducation et la formation des adultes, la vie en collectivité, droits et devoirs, égalité des chances.

Ab Januar 2018 huelen dann d'DPlen, déi de Certificat PIA1 kritt hunn, um PIA2 deel. An de PIA2 gëtt den DPlen engersäits d'Chance, un de Sproochcoursen deelzehuelen, an anerersäits Informatiounen iwwert dat deeglecht Liewen hei zu Lëtzebuerg. An de PIA3, deen ass fir dëse Mount geplangt.

Ausserdeem géif ech och nach gären iwwert den „integration desk“ vun der Amitié Portugal-Luxembourg schwätzen. D'APL ass eng Associatioun, déi den interkulturellen an intergenerationellen Dialog fërdert. Den „integration desk“ am Centre interculturel zu Woltz ass eng Plaz, wou DPlen, BPlen an och all aner Persounen nützelech Informatiounen zum alldäeglechen Liewen an zu hirem Integrationsprozess kënne fannen. De Service d'assistance vum „integration desk“ gëtt DPlen a BPlen divers Informatiounen zum Educatiounsberäich, der Lëtzeburger Gesellschaft a stellt hinnen och eng ganz Rei nützelech Internetsäiten zur Verfügung.

Madamm Presidentin, e ganz wichtege Volet vun der Integratioun ass natierlech och d'Aarbecht. Ech denken do un déi 180.000 Frontalieren, déi all Dag op Lëtzebuerg schaffe kommen, an och un déi international Firmen, déi d'Ausländer op Lëtzebuerg lackelen an déi, dat wëll ech ganz kloer hei ënnersträichen, e ganz, ganz groussen Deel zu eise Wuelstand bäidroen.

Zugläch geet et awer och drëms, den DPlen den Accès op den Aarbechtsmarché ze vereinfachen. Ech denken do zum Beispill un de Projet „Connections“ vun der ASTI. Bei dësem Projet sollen d'DPlen a sechs Méint beschtmeiglech op den Aarbechtsmarché preparéiert ginn, fir dass se duerno als Bénéficiaire de protection internationale esou kuerz wéi nëmme méiglech am Chômage sinn.

Den nationalen Integratiounsplang soll d'politisch Richtlinie vun eise Zesummeliewe festleeën. An dësem Zesammenhang ass et wichteg, net nëmme d'Gemengen an d'Zivillgesellschaft ëm hir Meenung ze froen, mä och d'Gewerkschaften an d'Patronat. Et ass wichteg, kloerzestellen, wou d'Verantwortung vun deenen eenzelne Partner läit, och vun deenen internationale Firmen, déi auslännesch Mataarbechter op Lëtzebuerg lackelen. Doriwwer muss ee sech och d'Fro stellen, wéi mer bei deene ville Frontalieren en Zougehéierkeetsgefill fir d'Lëtzeburger Land kënne fërdere.

Madamm Presidentin, ech wëlt des Weideren op d'Logementer an d'Strukture betreffend d'Integratioun ze schwätze kommen. Wat eis Strukturen ugeet, gëtt et eng Rei Defiziter, an dat, obscho vill Efforte gemaach gi sinn am Interêt vun den DPlen. Et muss een awer och zouginn, dass d'Wunnkonditiounen net ëmmer déi allerbescht sinn. Verschidde Gebaier sinn an engem schlechten Zustand, wat d'Zesummeliewen natierlech net méi einfach mécht. Den Ombuds-Comité fir d'Rechter vum Kand huet a sengem Rapport vun 2017 verschidde Situatiounen geschildert, déi delikat a kritisches sinn.

Ech wëll op dëser Plaz awer ganz kloer festhalen, dass déi lescht Joren immens vill ënnerholl gouf, fir d'Situatioun ze verbessere. Et sief bemierkt, dass tëschent 2013 an 2015 méi Strukturen wéi déi Jore virun zur Verfügung gestallt gi sinn. Et gouf laang virun net genuch ënnerholl. An ech wëll op dëser Plaz drop hiweisen, dass d'Regierung am Joer 2013 net déi allerbeschte Situatioun virfonnt huet. Et ass wéi ëmmer: Wann een de Bauch net wéi huet, denkt een net drun, sech e Medikament op d'Säit ze leeën. Wann dës Flüchtlingkris eriwuer ass, muss mer nei Strukturen bauen, prett halen, fir dass mer gerüst sinn, wann eng nächst Flüchtlingkris op eis sollt zoukommen.

Ech wëll awer drop hiweisen, dass an deene leschte Méint ganz, ganz vill Engagement vun deenen eenzelne Gemengen a vun der Société civile giewe gouf. De Rôle vun der Gemenge bei dëser Thematik ass immens wichteg, wéi si de Vermëttler sinn tëschent der Populatioun an der Regierung. Eng nohalteg a gemeinsam lokal Integratiounspolitik kann een net ouni d'Gemengen an ouni d'Populatioun meeschte. An dësem Konzept wëll ech och op en

Neits den OLAI ernimmen, deen d'Ennerbréngung vun den Demandeurs de protection internationale a 67 Strukturen am ganze Land erméiglecht. Déi vill Leit, déi sech hei Dag fir Dag benevöll engagéieren, fir dass dës Strukture fonctionnéieren, dierf een natierlech net vergiessen.

Den OLAI huet méi wéi 70 Nationalitéiten an deene verschidde Strukturen ënnerbruecht. 43% vun de Leit, déi ënnerbruecht gi sinn, sinn Demandeurs de protection internationale, 57% Bénéficiairen. Enn 2017 hat den OLAI a senger 67 Strukturen am Ganzen 2.692 Persounen ënnerbruecht. Trotz alle Beméiung bleift d'Ennerbréngung vun den DPlen eng ganz, ganz grouss Erausforderung fir eis alleguer.

Den OLAI a seng Partner sichen am Moment eng Alternativ fir de Primo-accueil vun den Demandeurs de protection internationale, well 2019 de Foyer de logopédie muss verlooss ginn. De Kontrakt mat der Creos vum Gebai zu Miersch mat 120 Better gouf bis Enn des Joers verlängert. A wa keng Verlängerung vun deem Kontrakt iwwer 2018 eraus méiglech ass, misst ee sech och matzäiten no Alternativen emkucken, fir gréisser Problemer ze vermeiden.

Et muss och bemierkt ginn, dass bis ufanks 2019 am ganze Land 874 Better net méi wäerten disponibel sinn. Et handelt sech ëm déi 120 Better an der Maternité an der Stad an ëm déi 209 Better um Site vum CHNP zu Ettelbréck, déi net méi zur Verfügung stinn, well déi jeeeweileg Kontrakter oflafen. De Centre Hélier an der Weilerbaach mat 233 Better an de Foyer Don Bosco mat 150 Better wäerte wéinst Renovierungsarbeiten oder Emstrukturierungsprogrammer hir Dieren zoumaachen. Och de Site vun der Ediff zu Monnerech wäert zouge-maach ginn, soubal de Projet Esch-Neiduerf realiséiert gëtt.

Eng Partie vun dëse verluerene Schlofméiglechkeete wäerten duerch Acquisitiounen, Renovatiounen an duerch de Bau vun neie Strukturen kompenséiert ginn. Nei Strukturen, déi an der Gemeng Tandel, zu Bascharage, an der Stad Lëtzebuerg an och zu Esch bis 2019 gebaut ginn, wäerten dem OLAI bis zu 500 nei Better zur Verfügung stellen.

Nom Émbau an de Renovatiounen vun de Strukturen zu Waasserbëlleg, Fréiseng, Beetebuerg an zu Bärredref wäerten da bis 2019 240 nei Plaze geschaf ginn. Deementsprechend muss een an deenen nächste Jore konstant an dës Strukturen investéieren an och nei Strukturen schafen, fir den DPlen en adequaten a wärdigen Accueil ze bidden.

Déi sozial Integratioun dierf sech awer an eisen Aen natierlech net op d'Flüchtlinge limitéieren. Ech wëlt lech dräi Beispiller nenne vu klegen, awer flotte Projeten aus eiser Gemeng. Ech mengen, d'Noperschaftsfester, dat ass eppes, wat sech an enger Rei Gemenge mëttlerweil etabliert huet. Mir hu säit iwwer 20 Joer all zwee Joer e Fest an der Gemeng Jonglënster, dat „Fiesta integrale“ heescht a wou déi verschidde Nationalitéite sech zesummendoen, wou dageswuer gekacht gëtt a wou da bei lesse an Drénke Kontakter geknäppt ginn, wou ee ka mat Leit schwätzen, déi net Lëtzeburger sinn, Leit, déi aus der Europäescher Unioun kommen, awer och Leit, déi vu vill méi wäit kommen. An dat ass e feste Bestandteil vum Manifestatiounskalenner an eiser Gemeng.

Ech wëlt och op e Projet hiweisen, dee vu Benevole bei eis an der Gemeng amgaangen ass, op d'Bee gesat ze ginn. Dat ass de Projet „EquiVelo“. Wat ass dat? Mir hunn als Gemeng e Container zur Verfügung gestallt. An eng Associatioun vu Benevole wäert do mat Demandeurs de protection internationale oder mat Bénéficiairé Vêlo reparéieren. Déi Leit kréie souwuel eng sproochlech Formatioun wéi och eng Formatioun, fir ze wëssen, wéi se déi Saach mussen upaken, fir déi Vêloen an d'Rei ze setzen. Duerno wäerten déi Vêloer verlount ginn an do wäerten och Coursen ugebuede ginn, wou Leit kënne dohinnerkommen - dat während enger ganzer Woch -, fir d'Vêlofueren ze léieren.

Anscheinend - esou hunn ech mer vun der Vêloinitiative Lëtzebuerg soe gelooss - gëtt et zu Lëtzebuerg nach ganz, ganz vill Leit, dat heescht Lëtzeburger, déi net kënne Vêlo fieren. Ech mengen, dat do ass eng flott Geleeënheet, fir d'Demandeurs de protection internationale an d'Lëtzeburger zesummenezeféieren an engem Projet, wou effektiv d'Demandeurs de protection internationale geschaff hunn, fir eppes op d'Been ze setzen.

Eppes, wat mer um Häerz läit a wou mer als Stat an als Legislatuer vläicht muss méi wéi een Zant zouleeën, dat ass d'Ennerstëtzung, déi mer de Gemenge ginn, wann et drëm geet, Haiser, Appartementer ze kafen oder ze verwalten. Ech denken do besonnesch u sozial schwach Familljen. Ech denken awer och u Bénéficiaires de protection internationale, déi am Moment einfach net aus deene grouse

Strukturen erauskommen, well näischt um Marché ass. Ech mengen, dass mer do als Gemenge kënne mat verschidde Acteuren - ech denken un de Fonds du logement, ech denken awer och un d'ALS - zesummeschaffen. Et wär a mengen Ae wichteg, wann d'Gemenge sech géifen e gewëssene Patrimoine vu Wunnengen zouleeën, déi se zum Beispill kéinten iwwert d'ALS weidervermëttelen. Mä ech mengen, do brauche verschidde Gemengepapp nach eng richtig Hëllefstellung, an et wier gutt, wann de Ministère du Logement géif an deem Sënn eng Aktioun starten, fir ze kucken, wéi mer d'Gemenge kënne besser informéieren an incitéieren, fir selwer um Marché aktiv ze ginn.

Wat eis handicapéiert Matbierger ugeet, do ass et esou, dass mer an eiser Gemeng den Drapeau des villes et villages (veuillez lire: Drapeau des villes et communes pour tous) hunn. Wat ass dat? Dat ass eng Auszeechnung, déi ee kritt, wann een am Beräich vun der Mobilitéit a vun der Accessibilité vill geleescht huet. Et ass esou, dass mer an eiser Gemeng zu Jonglënster ganz vill an eis Gebaier investéiert hunn, fir dass do jiddweree kann an déi Gebaier erakommen.

Mir hunn och alleguerten d'Trottoire bei de Busarréten esou ugeluecht, dass d'Leit an engem Rollstull do ganz gutt kënne an de Bus erakommen. Ech denken awer och u Projete bei eis an der Gemeng, wou mer Haiser gebaut hunn, zwee grouss Appartementshaier mat 37 Wunnengen, déi senioren- a behënnertege-recht ugeluecht sinn. Dat sinn e puer Iddien, déi ech hei wollt de Kolleeginnen a Kolleegen mat op de Wee ginn. Also, an deem dote Beräich ass och nach esou munches ze maachen.

Mir sinn eis alleguerte bewosst heibannen an och an de Gemengeréit dobaussen - eng ganz Partie vun eis si jo an de Gemengeréit -, dass mer weider Efforte musse maache fir d'Integratioun. Ech mengen, dass mer am Volet vun der Integratioun och ni wäerte soe kënne: „Okay, mir hunn elo alles gemaach, mir si färdig, mir hunn alles dat gemaach, wat mer eis virgeholl haten.“

Ech sinn der Meenung, dass eng Integratioun nëmme ka geléngen, wann de Stat, d'Gemengen, awer och d'Société civile dobaussen alleguerten zesammen upaken. De Modell, deen zu Lëtzebuerg fonctionnéiert, dee fonctionnéiert vill besser, wéi meng Virriednerin et hei gesot huet. A wa mer alleguerten zesammen op deem Wee weiderginn, da kënne mer fir d'Integratioun zu Lëtzebuerg vun alle Leit dobaussen, net nëmme vun deene Leit, déi aus Krisesituatiounen bei eis kommen, mä och vun de Leit, deenen et sozial net esou gutt geet, an de Leit mat engem Handicap, nach vill ëmsetzen.

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **Mme Simone Beissel**, *Présidente de séance.* - Merci dem Här Baum. Als nächst Riednerin hunn ech d'Madamm Taina Bofferding. Madamm Bofferding, Dir hutt d'Wuert.

► **Mme Taina Bofferding** (*LSAP*). - Merci. Eier ech vun Integratioun schwätzen an d'Schwéierpunkte vun der sozialistischer Fraktioun presentéieren, wëll ech, dass mer eis objektiv d'Situatioun vu Lëtzebuerg ukucken. No-deems eist Land laang en Auswanderungsland war, si mer haut en Awanderungsland an e Land vun der Diversitéit.

Madamm Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, dat ass e Fakt. D'Lëtzeburger Bevëlkerung spigelt déi laang Awanderungsgeschicht vum Land erëm, sief dat d'Awanderer aus Däitschland, Italien, Portugal a Polen, sief et déi nei international Awanderer, dovunner vill Akademiker, déi fir d'EU-Institutioune schaffen, sief et och d'Flüchtlingen aus den 90er Joren aus den exjugoslawesche Länner, dem Balkan oder, säit 2015, aus Syrien an aus dem Irak. A vergiesse mer och net déi vill Frontalieren, déi all Dag hei bei eis an d'Land schaffe kommen!

Zweete Fakt: Zu Lëtzebuerg gëtt et méi Aarbechtsplazen, wéi déi aktiv Bevëlkerung besetze kann. Dofir ass eis Lëtzeburger Ekonomie op Aarbechtskräften aus dem Ausland ugewisen. An dorausser ergëtt sech, an dat ass dann den drëtten Fakt, den demografesche Wuesstum an déi finanziell Stärkung vu Lëtzebuerg, berouend virun allem op Awanderung.

Firwat zielen ech lech des dräi Fakten op? Ma well ech kloer wëll ervirhiewen, dass mer eng Awanderungsgesellschaft sinn, och wa vill Leit dat net gäre wëlle wouerhunn. Migratioun war e stännege Begleeder an eiser Geschicht. An ouni Ausländer géif eis Ekonomie mat allem, wat hannendrunhänkt, net fonctionnéieren. D'Zuelen an d'Fakte weisen eis dat. Dofir solle mer eis och guer net vun deene rietsen a rassistesche Parole beaflosse loossen, déi versichen, d'Lëtzeburger géint d'Netlëtzeburger auszuspielen.

► **Une voix.** - Très bien!

► **Mme Taina Bofferding** (*LSAP*). - A mir sollen eis och net vun deenen irritéiere loosse, déi de Leit Angscht wëlle maachen, zum Beispill mam 1,1-Milliounen-Awunner-Zeenario.

(*Interruption*)

Dozou wëll ech just soen, dass dat net de fromme Wunsch vu munche Politiker oder vum sozialisteschen Ekonomiesminister ass, mä dat baséiert op demografesche Prognosen, wéi d'Gebuert, d'Liewenserwaardung, d'Immigratioun, an op „labour force-Hypothesen“, wéi d'Produktivitéit an den Taux d'emploi. Selbstverständlech stellt dat eist Land virun eng Rëtsch vun Erausforderungen, déi mer mussen all zesumme bewältegen.

Mä wat sinn dann déi Léisunge vun deenen, deenen d'Immigratioun an d'Zuel vun de Frontalieren en Dar am A ass? Wat sinn hir Alternativen? Ab enger gewëssener Unzuel kee Migranten méi an d'Land eraloossen? Nach just eng gewëssen Unzuel u Frontalieren all Dag hei bei eis schaffe loosse, wuel wëssend, dass dat souwiso géint eist europäescht Recht verstéist? Wëlle mer nees Grenzen aféieren? A wëlle mer soss kee weider ophuelen? Si mer bereet, op déi vill Aarbechtskräften ze verzichten, wa mer wëssen, dass d'Lëtzeburger nëmme ongeféier 30% vun der schaffender Bevëlkerung ausmaachen?

Loosse mer da wichteg Aarbecht einfach leien? Si mer bereet, eis Ekonomie an eise performante Sozialstat ëmzestalten, spréch, en ze reduzéieren? Si mer bereet, méi ze cotiséieren an op Leeschtungen ze verzichten? Well et si jo grad d'Awanderer an d'Frontalieren, déi d'Stabilitéit vun eise Sozialversécherungssystem erhalen, dee generéis Leeschtungen mat relativ niddrege Cotisatiounen kombinéiert. An ech kéint d'Lëscht nach weiderféieren.

Mir ass virun allem wichteg, drop hinzeweisen, dass Ultrakonservativer, Populisten an och Rietser sech et hei immens einfach maachen a just eng Säit vun der Medail weisen. Migratioun ass eng Stärkung an eng Chance fir eist Land, fir eis Gesellschaft, déi ëmmer méi al gëtt an ëmmer méi kleng. A Migratioun ass dofir net eng lästeg Saach, déi bekämpft muss ginn. Dofir solle mer optimisteschesch no vir kucken, dat heescht awer elo net, alles duerch de rosaroude Brëll kucken an eis d'Welt schérieden.

Meng Partei, d'LSAP, hält d'Suergen an d'Ängshten eescht, mä mir schüre se net. Et stelle sech vill Erausforderungen, an déi musse mer och kloer benennen. Problemer solle mer net tabuséieren, mä mir solle se och net dramatiséieren.

Ech si frou, dass am offiziellen Discours regelméisseg de Bäitrag vun de Migrantinnen zum Wuelstand vum Land betount gëtt. An Ëmfroen ass d'Zoustëmmung zur Migratioun grouss, an oppe Konflikter oder souguer Gewalt géint Ausländer sinn éischter eng Seltenheet. Allerdéngs ass en Discours ze observéieren, deen d'Integratioun als komplett Upassung un eis Gewunnechten an Traditionen verlaangt vun deenen, déi nach net allze laang hei am Land sinn.

Dobäi gëtt awer vergiess, dass grad eis Sproochgewunnechten, Traditionen a Wäerter souwiso immens heterogen sinn an international Afloss erëmspigelen. Integratioun ass eng vun deene wichtegsten Zukunftsproben iwwerhaupt. An d'Integratioun ass e Käthema vun de Sozialisten. Déi Debatt, déi mer haut féieren, ass eng wichteg. Ob et duergeet, dofir de Modell 1 vu Riedezäit ze ginn, ass zweifelhaft.

Och wa mer haut eng Consultatiounsdebatt en vue vum neien Integratiounsplang hunn, gëtt et awer nach viles zur Integratioun ze soen. Dat hätt natierlech virausgesat, dass dës Debatt anescht preparéiert gi wär. Eng ëmfangräich Evaluatioun wär zum Beispill hei nützelech gewiescht, viru Jore gouf et jo emol eng vun der Uni.

Mä wéi gesäit et da mam nationale Rapport aus, dee jo all fënnel Joer soll publizéiert ginn? 2014 ass den éischten Integratiounsplang ausgelaf. Dozou gouf et och eng Rëtsch Avisen. Déi schéngen awer leider a Vergiessenheet geroden ze sinn. En Echange wär och sënnavoll gewiescht, zum Beispill en Hearing hei an der Chamber, Politik zesumme mat der Zivillgesellschaft. Dat hätt näamlech niewent den Assises nationales de l'intégration tëscht de Gemengen d'lescht Joer am Februar hei méi e breeden Debat an der Gesellschaft erméiglecht. Och wär e Bilan wichteg, fir Schwéierpunkten am neien Integratiounsplang ze setzen.



Wat zeechent fir d'sozialistesche Fraktioun dann elo eng erfollegräich Integratiounspolitik aus? Et ass fir eis emol - an ech verweisen domadder op den Integratiounsplang - en Austausch an eng enk Zesummenaarbecht tëschent sämtlechen Akteuren, Diversitéit an eng aktiv Citéyennetéit.

Eng erfollegräich Integratiounspolitik ass fir eis awer och eng Querschnittsaufgab, an dat op allen Niveaue. Si orientéiert sech u Fakten a muss sech, an dat ass wesentlech, u kloren Indicateure moosse loosse. A si muss zilgeriicht sinn. Als Soziologin verweisen ech hei op d'„Sinus-Etüd“ iwwert d'Migrantemilieue, déi ganz kloer seet, dass d'Migrante keng homogen Grupp sinn, wéi oft gemengt gëtt.

Als wichteg Integratiounsfacture gesi mir Sozialisten d'Education, d'Aarbecht an d'Participatioun. Erfollegräich Integratioun ass nämlech keen Zoufall, mä et ass en andauernde Prozess. An den Integratiounsplang ass dobäi e wichtegt Instrument. Fir d'Emsetzung gouf e Comité interministériel agesat, wou eigentlech 14 Ministère sollten zesummeschaffen, deen awer, wéi een am Avis vum CES noliese kann, nëmme ganz schlecht fonctionnéiert huet.

Nu gouf et awer Changementer beim OLAI. Do ass effektiv villen Geschicht, vill Guddes, an am Aarbechtsdokument fir de PAN vun der Ministeresch steet jo och dran, dass d'Mandat an d'Missioune vun deem Comité sollen nei definiert ginn. De CES proposéiert hei carrement eng méi breet Plattform mat Sozialpartner, Syvicol, Associatiounen an och Ministèren, äänlech wéi beim CPTE. A mir Sozialiste fannen dat u sech guer keng schlecht Iddi, an et kéint ee vläicht kucken, och an déi Richtung ze goen.

Weider soll den neie PAN an Zukunft net méi op bestëmmt Joren ausgerichtet ginn, mä e gëtt elo e liewegt Dokument, dat permanent adaptéiert ka ginn. D'Iwwerleeung ass an eisen Aen net falsch, vu dass d'Integratioun selwer jo och e permanente Prozess ass a sech stänneg weiterentwickelt.

Madamm Presidentin, Leit, déi bei eis an d'Land wunne kommen, kréien en Integratiounskontrakt vun zwee Joer vum OLAI offréiert. De groussen Erfolleg schéngt dat awer net ze sinn, huet d'Presidentin vun der ASTI nach kierzlech matgedeelt. 20.000 Migrante solle sech all Joer hei am Land niddleossen, mä just 1.400 esou Integratiounskontrakter ginn ënnerschriwwen.

Wéi erkläert de Ministère sech déi grouss Differenz? Mä vill méi wichteg ass d'Fro: Wéi kënnen mer dëse Projet nach méi attraktiv gestalten? Well d'Iddi vun deem Projet ass eigentlech ganz gutt.

Wéi schonns virdu gesot, gehéiert fir eis d'Education, d'Schoul, zu de Prioritéiten, an hei sinn e puer Iwwerleeungen dozou. D'Sozialiste begreifen als Demarche, déi d'Heterogenitéit vun de Schüler favoriséiert. Bedréckend ass fir eis awer weiderhin d'Tatsaach, dass hei am Land d'Réussite scolaire nach ëmmer enk mat der sozialer Hierkonft respektiv mam sozioekonomesche Status vun den Elteren zesummenhängt.

De CEFIS huet dat och ganz ausféierlech an enger Etüd beschriwwen. A zent Zuele weisen, dass et no der Grondschoul ganz kloer zu enger Separatioun kënn tëschent de Lëtzebuerger, déi dann herno majoritär an de klassische Lycée wiesselen, an den net lëtzebuergesche Kanner oder de Lëtzebuerger mat auslänneschen Originen, déi majoritär herno an den Technik eriwerginn. De CES proposéiert zum Beispill, den Enseignement préscolaire obligatoresch ze maache fir all Kand ab dräi Joer. Ob dat elo direkt de Problem wäert léisen, ass ze kucken, mä virun allem muss mer awer driwwer diskutéieren, a mer muss kucken, wéi mer dës Phänomene trotzdeem kënnen besser an de Grëff kréien.

Eng zweet Observatioun betrëfft eise Sproochesystem. Déi éischt Sprooch, déi doheem geschwat gëtt, ass fir een Drëttel vun de Kanner Lëtzebuergesch. Fir zwee Drëttel ass et eng aner Sprooch, wuel wëssend, dass awer e groussen Deel vun dëse Kanner natierlech Lëtzebuergesch kann. Dat spigelt eng Realitéit erëm, déi mer net ignoréiere kënnen. Dofir ass fir d'sozialistesche Fraktioun d'Aféierung vun der Förderung vum Lëtzebuergesch a vum Franséische bei de Kanner vun engem bis véier Joer dee richteg Wee.

Mir begreifen och, dass kierzlech den Observatoire national de la qualité scolaire geschaf gouf. Mir kéinten eis gutt virstellen, dass ee vun den éischte Rapporten ebe grad d'Integratioun am Lëtzebuerger Schoulsystem analy-

siéiere géif. An - firwat och net? - analyséieren, ob een am Lycée op de Wee sollt goe vu verschiddene Sproochsektiounen, also kucken, ob een déi Ennerscheeder tëschent de Lëtzebuergesch an den auslännesche Bierger kéint ofbauen, andeems een den Enseignement a verschiddenen „langues véhiculaires“ assuriéiert. Selbstverständlech gehéiert och d'Lëtzebuerger Sprooch dozou, déi all Kand an eisem effentleche Schoulsystem muss léieren.

Eng drëtt Observatioun oder besser gesot Revendication, betrëfft déi separat Flüchtlingsklassen innerhalb vun de Foyeren. Déi wëlle mer definitiv ofgeschaaft. D'Kanner solle wéinstens an hirer Schoulzäit déi bedréckend Emgéigend vun de Foyere kënnen verloossen an den direkte Kontakt mat anere Kanner genéisen. Esou onnéideg Hürde muss mir systematesch ofbauen, virun allem do, wou de Stat direkt selwer an der Verantwortung ass.

Madamm Presidentin, an nächste Punkt, dee fir eis Sozialiste wichteg ass, ass d'Aarbecht. Et ass feststellen, dass, am Hibleck op d'Paigen an d'Beschäftigungssecteuren, et enorm Ennerscheeder tëschent de verschiddenen Nationalitéite gëtt. Bei de Lëtzebuerger, déi selwer 30% ausmaachen, schafft bal all Zweeten am effentleche Secteur. Dat just zur Situatioun um Terrain.

D'Integratioun vun de Flüchtlingen an den Aarbechtmarché gestalt sech weiderhi schwierig. Mir ass bericht ginn, dass Betriber, déi gären DPLe wëllen astellen oder fir e Stage huelen, dat net esou einfach hikréien, well d'Regel anscheinend ass: net méi wéi sechs respektiv néng Woche Stagezäit. Verschidde Betriber wäeren immens engagéiert, mä géifen anscheinend un administrativen a gesetzlechen Hürde scheitern.

En anere Problem, dee sech ëmmer méi heefeg stellt, ass d'Situatioun vu Fraen, déi eleng si mat Kanner, an enorm Schwierigkeeten hunn, dës - während enger Formatioun oder wa se e Rendezvous bei der ADEM hunn - während dëser Zäit betreit ze kréien. Et wäeren nämlech keng supplementär Plazen an de Maison-relais fir dës Kanner virgesinn.

Zur Beschäftigungspolitik selwer hunn eng Rëtsch Organisatiounen an hiren Avisen interessant Reflexiounen a Recommendationen opgeléicht, wéi zum Beispill den Ausbau vum Lifelong Learning oder och, an dat schéngt eis e wesentleche Punkt ze sinn, d'Expérience professionnelle vu Migrante verstärkt iwwert d'Validation des acquis unzëerkennen.

D'Debatt ëm d'Integratioun ass an der Regel enk mat der Lëtzebuerger Sprooch verknäppt. Hei gëtt et e groussen Ennerscheid tëschent der Sproochepaxis an deem, wat an de Käpp vun de Leit ass. D'Sproochesituatioun zu Lëtzebuerg ass ëmmer eng Debatt wäert, opgrond vu rassisteschen Ennertein kann engem awer emol d'Loscht um Debattéiere vergoen.

D'Zäit, fir eis intensiv domadder auseneenzeetzen, hu mer haut net. Mä ech wëll awer drop hiweisen, dass et net esou einfach ass, wéi Verschiddener eis dat gäre virgukelen, a verlaangen, dass jiddwereen, deen heihinner schafft kënn, vum éischten Dag u muss Lëtzebuergesch schwätzen. Esou einfach ass dat nämlech net. Wat geschitt nämlech, wann e Migrant bei eis an d'Land kënn? Ben, e fënn eng äusserst komplex Sproochesituatioun vir, eleng wa mer d'Administratiounen oder den Aarbechtmarché kucken. An ech hu schonns virdu gesot: Mir sinn op Aarbechtskräften aus dem Ausland ugewisen. An dat heescht och net, dass duerch déi vill Frontalieren an d'Awanderer automatesch d'Lëtzebuerger Sprooch ausstierwe wäert.

Et gi vill Efforte gemaach, fir d'Lëtzebuerger Sprooch kënnen ze léieren. Dat ass och gutt! Gutt ass och, dass ëmmer méi Leit sech fir d'Lëtzebuerger Sprooch an och fir eis Lëtzebuerger Literatur interesséieren. Et ass nach ni esou vill Lëtzebuergesch geschwat a geschriwwen gi wéi an deene leschte Joren. A genau dorobber solle mer houfreg sinn an derfir suergen, dass genuch Coursen offréiert ginn, fir där grousser Demande hei entgéintzekommen. An deem Kontext kéint een och de Congé linguistique op de Leescht huelen, esou wéi d'ASTI et fuerdert.

Madamm Presidentin, weider ass fir d'LSAP déi gesellschaftlech Participatioun e wichtegen Integratiounsfacteur. Bei der Fräizäitoffer proposéiere mir, d'Veräiner méi direkt ze ënnerstëtzen an do d'Integratioun aktiv ze féieren. Bei de Sportsklibb huet de sozialistesche Sportsminister Romain Schneider iwwer eng nei Regelung vun de Subsidien en immensen Ureiz fir d'Jugendarbecht geschafft. Esou eppes kéinte mer eis och virstelle fir d'Integratiounsaarbecht vun de Klibb.

Niewent dem Sport, der Kultur an de Veräiner ass fir eis awer och d'Participatioun u politesche Prozesser wichteg. 1994 gouf op EU-Ni-

veau d'Wahlrecht fir Uniounsbierger bei den Europa- a Gemengewahlen agefouert. Lëtzebuerg huet deemools mam Verweis op déi grouss Unzuel un Auslänner, déi hei am Land liewen, verschidden Exceptiounsregele konnt aushandelen. No an no goufen d'Aschränkunge fir d'EU-Bierger ëmmer méi gelockert, a säit 2005 kënnen och Net-EU-Bierger u Gemengewahlen deelhuelen.

Vun den Nationalwahlen sinn d'Netlëtzebuerger weiderhin ausgeschloss. Dat hunn d'Wieler 2015 an engem Referendum majoritär esou decidéiert. Och wa Verschiddener am léifsten näischt méi vun deem Thema wëllen héieren, esou ännert dat awer näischt un der Tatsaach, dass geschwënn nach just eng Minoritéit hei am Land matbestëmmen dierf. D'Landesbevölkerung an d'Wahlbevölkerung stëmmen net méi iwwerteneen, an den Ae vun der LSAP e ganz bedenkeleche Phänomene an enger Demokratie. Well eng Demokratie zeechent sech doduerch aus, dass méiglechst vill Bierger, déi vun Decisiounen betraff sinn, och um Prozess vun dësen Decisiounen bedeelegt kënnen sinn. Als iwwerzeegten Demokrate kënnen mer eis dëser Responsabilitéit net einfach verschléissen, mä muss kucken, wéi mer dësen Demokratie-defizit kënnen gemeinsam ugoen.

Ier ech zum Schluss kommen, wëll ech onbedéngt nach e puer Wierder zur Situatioun vun de Flüchtlinge soen. An de leschte Joren huet sech hei glécklecherweis lues a lues e Mentalitéitswiesel duergesat, dass en DPI vun Ufank un an eiser Gesellschaft soll integréiert ginn, a net méi an enger Parallellgesellschaft soll gehale ginn, bis endlech eng Decisioun iwwer säi Statut gefall ass.

Mir begreifen ausdrécklech d'Aféierung vum Parcours d'intégration accompagné, dem PIA, als Ennerstëtzung, zum Beispill mat Basisinformatiounen, fir da spéider um gesellschaftleche Liewe kënnen deelzehuelen. Mä anescht wéi beim PAN erwaarde mer, dass no engem Joer hei e seriöse Bilan gezu gëtt an da gegebenenfalls Adaptatiounen kommen, wann dës néideg sinn.

Ee Punkt, deen eis awer nach Suerge bereet, ass dee vun der psychologescher Betreuung fir traumatiséiert Erwuessener a Kanner respektiv d'Absence vun dëser. Anscheinend wäeren net genuch Psychologen do, déi kéinten agesat ginn, an zwar wéinst der Sprooch.

Mir gouf zougedroen, dass mëttlerweil Psychologen a fréier Flüchtlingen, also DPLe, sech éierenamtlech ëm dës Leit këmmen, well se wëssen, wat dës Leit Schlemmes erlieft hunn. Mä dat geschitt anscheinend an engem net effentlechen, also net offizielle Kader.

Madamm Presidentin, ouni déi vill Benevole wär eise Stat an deene leschte Joren un dëser Aufgab gescheitert. Mir kënnen alleguerten dankbar sinn, dass esou vill Leit sech engagéieren an eng Hand mat upaken. Duerch hirt Engagement stärke si den Zesammenhalt an eiser Gesellschaft. Et sinn oft kleng Initiativen, déi Groussen bewierken, sief dat d'Generatiounsfest am CIPA, d'Nopeschfest am Quartier oder Initiative wéi „Catch a Smile“, „Passerell asbl“, „Sportunity asbl“ oder Studenten, déi spontan iwwer Facebook Sammelaktiounen lancéieren.

Et sinn dës Initiative wéi d'„Oppent Haus“ oder och nach „I am not a refugee“, erfollegräich Projeten, déi vu staarke Frae wéi dem Marianne Donven, an dem Frédérique Buck op d'Bee gestallt goufen, wéi och déi beandrockend Initiativ „Digital Inclusion“, déi vun engem haaptberufflechen IT-Ingenieur, dem Patrick de la Hamette, (veuillez lire: an d'Liewe geruff gouf), deen zesumme mat Flüchtlingen a Chômeuren al Computer reparéiert a Bedürftigen zur Verfügung stellt.

Ech kéint d'Lëscht...

(Interruption)

Ech kéint d'Lëscht weiderféieren, fir all deene wichtegen a wäertvolle privaten an zivilgesellschaftlechen Initiative Merci ze soen, déi sech all Dag ëm d'Integratioun vun de Flüchtlinge këmmen.

Zum Schluss wëll ech betounen, dass den Zesammenhalt an der Gesellschaft fir d'LSAP e permanenten Opdrag ass. Mir sinn eng Awanderungsgesellschaft. An dofir och eisen Appell, fir zesumme fir de sozialen Zesammenhalt ze kämpfen, an dat ouni Angscht, ouni Illusioun, mä mat ganz vill Courage, vill Engagement, vill Optimismus, well grad dat ass ëmmer d'Stärkt vun eisem Land gewiescht.

Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **Mme Simone Beissel**, *Présidente de séance.* - Merci, Madamm Bofferding. Erlaabt Der, dass den Här Kartheiser lech eng Fro stellt?

► **Mme Taina Bofferding** (LSAP). - Selbstverständlech!

► **M. Fernand Kartheiser** (ADR). - Villmools Merci, Madamm President. Merci, Madamm Bofferding. D'Madamm Bofferding hat an hirem Exposé erkläert, datt d'LSAP u sech der Meenung ass, datt d'Auslänner hei solle politesch participéieren, an huet dat motivéiert mat engem Discours, dee mer kennen, mat der Minoritéit, der Majoritéit, wat jo u sech awer alt erëm d'Fro vum Respekt vum Resultat vum Referendum opwerft.

Dofir wollt ech d'Madamm Bofferding froen: Wat sinn dann d'Propositionen vun der LSAP, déi si wëllt de Leit proposéieren, fir déi politesch Participatioun vun den Auslänner hei am Land ze erméiglechen, konkret?

Villmools Merci.

► **Mme Taina Bofferding** (LSAP). - Ech si frou, dass den Här Kartheiser sech esou fir d'sozialistesche Politik interesséiert...

(Interruption)

...an och elo en vue vun deem, wat mer wäerten ausschaffe fir eise Wahlprogramm.

► **Mme Simone Beissel**, *Présidente de séance.* - D'Madamm Bofferding huet eleng d'Wuert.

► **Mme Taina Bofferding** (LSAP). - Well am Géigesaz zu anere Parteie si mir ebe grad och an de Kontakt mat net lëtzebuergesche Matbierger komm, mat Bierger mat Migratiounshannergrond, mat Frontalieren, ebe fir mat hinnen zesummen ze kucken, wéi si sech déi Participatioun och kënnen virstellen. A wéi ech virrunner gesot hunn, och wa kee méi eppes dovunner wëllt héieren, ech mengen, mir müssen awer nach eng Kéier déi Diskusioun féieren. Vläch muss mer eng Kéier driwwer diskutéieren, ob mer net vläch d'Residenzklausel, déi bei de Gemengewahlen ass, eng Kéier sollen erofsetzen. Dat ass jo och eng Fuerderung, déi vu villen Associatiounen kënn. Ech mengen, dass een do soll kucken, wéi een awer am beschten d'Leit kann do matabannen.

An ech hu jo och gesot, dass mer d'Resultat vum Referendum géife respektéieren. Also ech mengen, wann Der hei probéiert, eng Ennerstellung ze maachen, da war et wierklech e plumpe Versuch.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **Mme Simone Beissel**, *Présidente de séance.* - Sou! Merci, Madamm Bofferding. Als nächste Riedner ass den Här Roberto Traversini ageschriwwen. Här Traversini, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Roberto Traversini** (déi gréng). - Grazie mille. Dat heescht villmools Merci, Madamm Presidentin. Här President, léif Kolleeginnen an...

► **M. Fernand Kartheiser** (ADR). - Madamm President, Madamm President.

► **Mme Simone Beissel**, *Présidente de séance.* - Et ass egal. Loosst lech net aus der Rou bréngen!

► **M. Roberto Traversini** (déi gréng). - Scusate, et ass schwéier hei. Bei deem Thema gëtt et schwéier.

► **Mme Simone Beissel**, *Présidente de séance.* - Kee Problem.

► **M. Roberto Traversini** (déi gréng). - Léif Kolleeginnen a Kolleegen, den Ausgangspunkt fir dës Debatt iwwert d'Integratioun ass de Pabeier fir deen neien nationalen Integratiounsplang.

Als Éischt hunn ech e puer Froen a Bemerkungen zu der gewielter Approche. Ech géif gären op de Bilan vun deem leschten an éischten Integratiounsplang agoen. Dës Plang sinn 2014 op en Enn gaangen. D'Uni Lëtzebuerg an de Conseil économique et social hunn dës Plang bewäert.

Wéi eng konkret Recommendationen goufen et do? Wéi fléissen dës an deen neie Plang an? Wat gëtt iwwerhollt? Wat gëtt verworft? Huet deen éischte Plang säin Zweck erfëllt? Wann net, wéi kann een aus de Feeler eppes léieren, fir deen nächste Plang besser ze maachen?

Am Pabeier steet, datt eng systematesch Evaluatioun vun neien Integratiounsplang virgesinn ass. Esou eng Bewäertung ass gradesou wichteg wéi den Inhalt vun dem Plang selwer. Dofir wier et flott gewiescht, doriwwer am Virfeld scho méi gewuer ze ginn. Wéi eng Piste ginn et elo schonn do, fir déi Bewäertung méiglechst effikass ze gestalten? Wéi eng Indicateure si konkret virgesinn?

Da wëll ech nach eppes zum Zäitplang soen. 2014 ass den éischten Integratiounsplang op en Enn gaangen. Eigentlech hätt dee Moment missen direkt un engem neie Plang geschafft ginn. Mä 2015 hunn d'Energie müssen op eppes aneres konzentréiert ginn: d'Flüchtlingskris. An do sinn der vill an d'Land komm. Dat huet iwwregens gutt geklappt.

Den Accueil an der Urgence huet gutt fonctionnéiert, dat duerch eng gutt interministeriell



Zesummenaarbecht an e groust Engagement vun der Zivilgesellschaft. Et hätt een awer nieft dem Accueil och scho parallel lues a lues misse méi iwwert d'Integratioun nodenken. Et ass och kloer, datt den éischten Integratiounsplang net méi op déi nei Situatioun gepasst huet an et hätt ee missen direkt oder, wann d'Zäit et erlaabt hätt, vläicht éischter Antwerte ginn.

Et ass gutt, datt et engagéiert Leit an de Schoulen, Fondatiounen, Asble goufen, déi selwer eppes opgebaut hunn. Mä fir vernetzt ze schaffen, brauch een eng national Koordinatioun. Dofir ass esou een nationale Plang och sënnvoll. Mir Gréng begreifen dofir och déi heiten Initiativ vun der Madamm Ministesch. An och eng nächst Regierung muss déi heiten Aarbecht als Prioritéit gesinn an direkt weiderféieren.

An deem Zesammenhang wollt ech der Madamm Ministesch och d'Fro stellen: Wéini soll dee Plang genau fäerdeg sinn?

(M. Mars Di Bartolomeo reprend la présidence.)

Et ginn och elo nach e puer konkret Punkten am Plang, déi eis Gréng besonnesch wichteg sinn. Et geet op e puer Plaze vun de Gemengen als wichtigem Akteur an der Integratioun rieds, wat och richtig ass. Et geet rieds vun enger Responsabilité partagée tëschent Gemengen a Stat, wat och richtig ass. Wat den Accueil ugeet, do huet d'Regierung e gudd Match gemach. Mä d'Zesummenaarbecht mat de Gemengen, muss ee soen, war awer schwierig. D'Integratioun par contre ass onméiglech, wann dat net no ënnen erfodeklinéiert gëtt. D'Realitéit um Terrain ass awer, datt vill Gemengen net richtig opgestallt sinn, fir dës Fonctioun richtig ze assuméieren. Et feelt oft u Moyenen a Kompetenzen.

Erlaabt mer, datt ech e Beispill ginn: D'Gemeng Déifferdeng, déi kennen ech e bësse besser, huet 2015 een Educateur gradué agestallt. Dee këmmert sech exklusiv ëm de Volet Integratioun an Handicap. Sain Asaz huet siichtbar zu enger Professionaliséierung vun der Integratiounsarbeit gefouert. Et wier net méiglech gewiescht, wann déi Persoun net do gewiescht wier, fir deen Afflux vu Benevollen, wat jo flott ass, wat 2014/2015 komm ass, ze koordinéieren. Extrem vill Leit, ech mengen 140 Leit, hu sech zu Déifferdeng gemellt, fir benevoll Aarbecht ze maachen. Wann déi Persoun net do gewiescht wär, fir emol d'Adressen, d'Téléfonnummern opzeschreiwen, fir de Kontakt erëm mat deene Persounen ze maachen, da wieren déi verluer gaangen a mir hätte se eng zweete Kéier, wa mer se gebraucht hätten, doudsécher net kritt.

Déi Persoun konnt am Fong geholl soen: Hei, et ass schéin, datt Der lech gemellt hutt, mä mir brauchen am Fong geholl dee Benevolat, deen Dir wëllt maachen, am Moment net. Mä wa mer en eng Kéier brauchen, da kënnen mer op lech zrëckgräifen. Schonnelong dat, datt déi Benevoll eng Réckmeldung kritt hu fir hir benevoll Aarbecht, wier, mengen ech, net dra gewiescht, wann déi Persoun net do gewiescht wier.

Eng Integratiounskommissioun hätt esou eppes ni aus eegener Kraaft kënnen errechen. An ech menge kei hei am Land. Ech géif et dofir sënnavoll fannen, wann esou e Posten an Zukunft vum Stat konventionéiert géif ginn. Déi Persoun kéint roueg och vum Stat iwwerholl ginn. Zudeem kéint eng intelligent Vernetzung tëschent kommunalen „Chargés à l'intégration“, wéi een déi kéint nennen, eng flott Dynamik an déi kommunal Integratiounsarbeit bréngen.

Elo wollt ech op de véierten Objektiv vun der Integratioun agoen, an zwar op d'Education. Do heescht et: «L'école est un élément essentiel dans l'intégration des enfants, ceci aussi bien pour l'intégration sociale que pour le développement personnel.» Bei deene ganz Jonken ass et nach vill méi einfach, si an deen normale Schoulsystem ze integréieren. Bei deene Jugendlécher erweist sech den Uschloss e bësse méi schwéier. Dofir gëtt et a ville Lycées sougenannte Classes d'accueil, wat och gutt ass, an deenen e Kand awer net méi laang wéi ee Joer ka bleiwen oder sollt bleiwen.

Wat vill Leit net wëssen, ass, datt sech déi Klasse meeschten net an den Haptgebäuer vun de Lycées befannen, mä an den Annexen. Den Ausseminister war sech jo och viru Kuerzem esou eng Containerklass am LTC um Kierchbiert ukucken. Firwat ginn déi Kanner raimlech oft vun deene reguläre Schüler getrennt? Esou eng Trennung mécht d'Integratioun sécherlech net méi einfach.

► **Une voix.** - Richtig.

► **M. Roberto Traversini (déi gréng).** - Schliisslech wollt ech kuerz op d'Thema vun der politescher Participatioun vun den Netlëtzebuerger agoen. Dat betrëfft um Pabeier de fënneften Objektiv vun der Integratioun. Do

heescht et: «Augmenter la participation politique des ressortissants non luxembourgeois.»

Dee Moment, wou sech een Netlëtzebuerger bewusst dofir decidéiert, wëlle matzestëmmen, ass e wesentleche Moment a sengem Integratiounsprozess. Hien decidéiert, net méi nëmmen ze consomméieren, mä matzestalten. Leider ass den Zougang zu der politescher Participatioun villen Netlëtzebuerger bis dato net ginn. Dat neit Nationalitéitgesetz hëlleff, d'Situatioun ze verbessern. Esou huet sech d'Zuel vun den Demanden, fir d'Lëtzebuerger Nationalitéit ze kréien, am leschte Joer verdriacht, wat och scho gesot ginn ass. Iwwer 9.000 Leit hunn dat gemaach, virdru waren et der knapps 3.000. An domadder huet ee jo automatesch dann och d'Flicht, fir hei wilen ze goen. Mä dat eleng geet net duer, fir den demokrateschen Defizit zu Lëtzebuerg ze léisen.

Fir eis Gréng bleift déi Fro weiderhin eng vun deene grouse politesche Prioritéiten. Wéi wëlle mer zesumme Weeër fannen, fir dësen Defizit ze behiewen? Ech ginn lech hei keng Léisung, Här Kartheiser. Mä mir sollen awer driwwer schwätzen.

Heiansdo scheitert et leider... Lauschtert nach no! Heiansdo scheitert et leider och just u kleng administrativen Hürden. Esou hunn ech am Virfeld vun deene leschte Gemengewahle matkrut, wéi Netlëtzebuerger ze spéit dru waren, fir sech fir d'Wahlen anzuschreiwen.

Am September ass d'Wahlcampagne am Fong vun de Parteie richtig ugaangen. Eis Binette ware jo dunne op alle Plakater an ech weess net, wat alles ausgedeelt ginn ass. An do, an deem Moment si sech ganz vill Netlëtzebuerger eréischt bewusst ginn, datt se kéinte stëmme goen, mä do war den Delai schonn eriwuer, fir sech anzuschreiwen. An ech mengen, och do drunner misst ee schaffen, fir deen Delai méi kuerz ze maachen. An ech mengen, dat géif der Saach och schonn hëllefen.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Roberto Traversini (déi gréng).** - Un all deene Beispiller gesäit een, datt et heiansdo net vill brauch, fir d'Situatioun ze verbessern. Fir eis Gréng ass d'Integratiounspolitik keng Politik vun de Problemer, mä vun de Léisungen.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Roberto Traversini (déi gréng).** - An heiansdo sinn d'Léisunge ganz einfach, et muss ee se just wëllen. D'Integratiounspolitik huet kloer Ziler: soziale Friden an harmonesch Zesummeliewen. Déi Ziler sinn immens escht ze huelen, well soss hunn all déi, déi Politik mat der Angscht wëlle maachen, en einfacht Spill.

D'Integratiounspolitik ass fir eis eng wesentlech Politik. Si concernéiert all politesch Ressorten: d'Kultur, de Sport, d'Wirtschaftspolitik, alles. Si soll dofir bei alle politeschen Decisiounen matgeduecht ginn. Si adresséiert sech un all d'Leit, déi hei zu Lëtzebuerg liewen a schaffen, egal zu wéi enger Kategorie Auslänner si gehéieren.

Mir hoffen dofir, datt aus deene Consultatiounen vun der Madamm Ministesch mat de concernéierten Akteure gutt Iddien erauskommen an dat dozou féiert, eng national koordinéiert Äntwert op d'Integratiounsfro ze fannen.

Loosse mer nach zum Schluss e puer Wieder soen! D'Integratioun brauch Zäit, fir d'Integratioun muss ee Gedold hunn, et kann een näischt erbaizauberen. Den Här President hei hannendrun, ech mengen, déi drëtt Generatioun huet et gebraucht, fir kënnen President vun enger Chamber ze sinn.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Dat ass net schlecht.

► **M. Roberto Traversini (déi gréng).** - Wat net schlecht ass. Et huet, mengen ech, méi wéi honnert Joer gebraucht, datt een Deputéierte respektiv ee Buergermeeschter ginn ass, deen net hei am Land gebuer ass.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Och net schlecht.

► **M. Roberto Traversini (déi gréng).** - Ech mengen, et muss een d'Hand rechen, mä op där anerer Säit muss déi Hand awer och geholl gi vun eisen net lëtzebuergesche Leit, déi hei op Lëtzebuerg kommen. Déi zwou Saache si wichteg: engem d'Hand ginn an engem d'Hand huelen.

An zum Schluss nach eng Kéier, et leeft keen, et geet keen aus engem Land fort, deem et gutt a sengem Land geet. Meng Eltere wieren ni heihinnerkomm, wa se an Italien dat kritt hätten, wat se gewollt hätten:...

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Roberto Traversini (déi gréng).** - ... liewen, eppes ze jessen hunn. Soss wäre se net heihinnerkomm. An dat hu se net fir sech ge-

maach, mä se hunn dat fir hir Kanner gemaach.

Merci fir d'Nolauschteren.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och. Eisen nächste Riedner ass den Här Fernand Kartheiser.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Här President, villmools Merci. Dir Dammen an Dir Hären, et ass eng ganz wichteg Debatt, déi mer haut féieren. Ech mengen, et ass scho vu verschiddene Riedner ënnerstrach ginn, mat 170 Nationalitéite si mer geschwënn um Punkt, wou d'Lëtzebuerger wahrscheinlech d'Minoritéit am Land sinn. Et ass also wichteg, datt mer d'Integratioun hei diskutéieren. An ech wëllt ufänke an all deenen, déi heihinnerkommen, legal heihinnerkommen, déi wëlles hunn, sech ze integréieren, déi hei schaffen, déi eis Kultur respektéieren, eise Rechtsstat respektéieren, och Merci soen. Et ass wierklech eng Leeschtung, et ass e Bäitrag un eist Land au même titre, wéi vill Lëtzebuerger esou e Bäitrag leeschten. An ech mengen, alles dat kënnen mer begreifen.

Mir begreifen och, datt d'Regierung am Prinzip wëllt e Plang maachen, fir d'Integratioun ze favoriséieren, well, et ass scho vun e puer Virriedner gesot ginn, mir sollen eng Hand rechen. Dat ass dat, wat eise Bäitrag ass zu där Integratioun. Mä den Haptdeel vun där Integratiounsleeschtung läit natierlech bei deenen, déi kommen. Dat ass eng ganz normal Saach. Wann ee vun eis an d'Ausland geet, vill hunn dat scho gemaach, hu se eng Integratiounsleeschtung ze bréngen, eng Sprooch ze léieren, sech anzefügen an eng aner Gesellschaft. Dat ass eng Selbstverständlechkeet, soudatt mer vläicht vu gedeelter Responsabilitéit kënnen schwätzen, awer net zum selwechte Mooss. Mir solle Konditiounen schaffen, fir eng Integratiounsleeschtung ze erméiglechen.

Den Demokratiedefizit, ech fänke vläicht domadder un, well et vun e puer Plazen hei gesot ginn ass, dee stellen ech fest hei bei der Mentalitéit vun e puer politesche Parteien, déi anscheinend awer Weeër sichen, fir e kloert Referendumresultat ze ëmgoen. Dat kënnt fir eis als ADR iwwerhaupt net a Fro. Mir wëllen och eng politesch Participatioun op nationalem Niveau vun de Leit hei am Land, ënnert der Konditioun, wéi gesot, datt se d'Lëtzebuerger Nationalitéit hunn. A fir dat ze erméiglechen, ass et och net eise Wee, d'Kritäre fir d'Nationalitéit onendlech wäit erfrozesetzen, wéi et elo an engem éischte Schrëtt geschitt ass hei mat dese Regierungsparteien ënnerstëtzt vun der CSV.

Dat kënnt fir eis och net a Fro. Mir verschenken d'Nationalitéit net no zwanzeg Joer, wann een eis Sprooch net geléiert huet. Mir setzen den Niveau vun de Sproochentester net erof. Am Géigendeel, mir setzen en erop, fir datt och wierklech d'Leit, déi d'Lëtzebuerger Nationalitéit kréien, d'Lëtzebuerger Sprooch kënnen.

Et ass och eng Fro fir eis: Wat ass dann Integratioun? Wann een de Leit hei nolauschtert, mengt een, et géif duergoen, hei ze wunnen an iergendwéi niewent deenen aneren ze liewen, dat wär schonn Integratioun. Neen, Integratioun ass e Wee, eng Leeschtung, fir aus Verschiddenen een Ensembl ze maachen, e kohärent Ganzt. Dat ass e Wee, e Wëllen, e pluribus unum, fir sech zesummenezefügen an eng Gemeinschaft, déi sech iwwer eng Sprooch, eng Geschicht, d'Unerkennung vun enger Identitéit an de Wëllen, dozouzegehéieren, definéiert.

Wann ech déi Definitioune kucken, déi vun der ASTI, vum Conseil national pour étrangers an och virdru vun der Madamm Minister hei ugeklonge sinn, dann ass dat e bëssen esou déi al marxistesche Vergaangenheet: „Vivre, travailler, décider ensemble“. Dat huet u sech mat Integratioun näischt ze dinn.

(Interruption)

Wann een zesummelieft, dann ass een nach net integréiert. Wann een zesumme schafft, ass een nach net integréiert. An Decidéieren ass eppes, wat d'Auslänner a ville Beräicher souwisou hunn: am soziale Beräich an de Sozialwahlen, an de Gemengewahlen. Awer dee groussen Ënnerschied fir eis ass um nationale Plang, déi grouss politesch Froen, do wou eis Souveränitéit engagéiert ass, wou och eis national Communautéit engagéiert ass, dat geet nëmmen iwwert d'Nationalitéit.

Et ass ganz kloer fir eis, datt, wa Leit heihinnerkommen, fir sech ze integréieren, domadder onbedéngt verbonnen ass, eis Sprooch ze léieren. An dat ass Lëtzebuergesch. Mir hunn eng Nationalsprooch. Mir hunn net dräi Landesproochen, wéi elo ëmmer probéiert gëtt, dat ze kommunikéieren. Mir benotzen Däitsch a Franséisch aus verschiddene funktionalen Ursaachen, dat ass historiesch esou gewuess. Awer

eis national Communautéit huet eng National-sprooch, dat ass also unerkannt iwwer Gesetz an dorobber insistéiere mir als ADR.

Wien ass dann elo eigentlech betrafft vun deem Integratiounsloft? Ma loosse mer ganz kloer soen: Do gëtt et eng Differenzéierung, déi néideg ass! Déi Leit, déi heihinnerkommen, fir hei ze bleiwen als legal Residenten, do erwaarde mir déi Integratiounsleeschungen. Bei de Frontalieren erwaarde mer se an ënnerschiddlech Grad, jee nodeem, wat eis Gesellschaft u Besoinen huet a wat si u beruffleche Besoinen hunn. An do wäerte mir och als ADR ganz kloer Kritäre stellen an och am Wahlkampf presentéieren, wat mir eis do als Integratiounsleeschung erwaarden.

Bei de Beneficiaire vu Protection internationale, do dierfe mer eis net verieren an der Argumentatioun. Déi Leit, déi als Asylanten heihinnerkommen, déi kréien ëmmer nëmmen en temporäre Schutzstatus. An d'Iddi, d'Iddi am internationale Recht vun esou engem Status ass, datt déi Leit, wann d'Konditiounen an hirer Heemecht et erlaben, müssen zrëckgoen. Dat heescht, mir mussen wëssen, datt déi Integratioun vun deene Leit ëmmer nëmmen temporaire ass an datt et eist Zil muss sinn, fir déi, dat ass och esou, wéi gesot, am internationale Recht, esou séier wéi méiglech zrëckzebréngen an déi Regionnen, déi se hu missen oder wëllen aus verschiddenen Ëmstänn wéi Krichssituatiounen, politesch Onrouen, wat och ëmmer, verloossen. Awer d'Iddi ass net, datt déi kënnen ëmmer heibleiwen.

Bei de Studenten hu mer och eng gewëssen Inkohärenz hei an deem Rasonnement misse feststellen. Mir als ADR hunn ëmmer gesot, mir wëlle keen „brain drain“. An dofir hu mir eis zum Beispill géint e Projet de loi gewiert, deen awer d'Regierungsparteie mat der Ënnerstëtzung vun der CSV hei gestëmmt hunn, nämmlech datt Studenten aus Drëttlänner op der Uni Lëtzebuerg direkt duerno kënnen heibleiwen an eng Aarbechtserlaabnis froen. Dat ass „brain drain“. D'CSV huet gëschter eng Ried géint „brain drain“ gehalen, si huet et awer gestëmmt.

D'Regierungsparteie soen, si wären och do dergéint, si maachen awer Gesetzer an deem Sënn. Mir als ADR soen, e Student aus engem Drëttland, deen heihikënt, ass eis selbstverständlech wëllkomm. Mir sinn houfreg drop, wa mer deem kënnen eng Bildung matginn. Awer och do ass d'Iddi, datt se zrëck an hir Länner ginn, wou se méi néideg gebraucht ginn, fir déi Länner opzebauen, wéi et hei ass. Mir hu gëschter héieren, wéi néideg dat heiansdo ass.

Et gëtt och Fuerderungen, fir Leit ze legaliséieren, déi illegal am Land sinn, no aacht Joer, seet de Conseil national pour étrangers an engem Avis, dee mer hei virgeluecht kruten. Och dat kënnt fir eis net a Fro. D'Beloungung vum Illegalen ass net d'Legaliséierung vun enger illegaler Situatioun.

Mat der Kultur ass et ganz äänlech. Mir kréien hei gesot zur Interkulturalitéit an esou weider, mir missten eis Leit forméiere fir d'Interkulturalitéit. Mir müssen oppassen, datt mer eis och do net verafen. Interkulturalitéit géif vun eis verlaangen, datt mer all Kultur als gläichwäerteg unerkennen, d'Méiglechkeet vun der Kritik verléieren. A wa mer dat géife maachen, da si mer scho bal am Verdacht vum Rassismus.

Mä neen, net all Kultur, déi hei an d'Land kënnt, entsprécht deem, wat mir an eiser zivilisatorescher Geschicht, an eisen Iwwerzeegunge kënnen acceptéieren. Wéi ass et zum Beispill, fir en evident Beispill ze nennen, mam Status vun der Fra? Solle mir am Geescht vun der Interkulturalitéit do egal wat acceptéieren? Dat kënnt fir eis iwwerhaupt net a Fro. Mir hunn hei kloer Standards an dat ass op jidde Fall ze respektéieren. A mir wäerten och dorobber insistéieren.

Mir erwaarden eis vun deene Leit, déi heihinnerkommen, datt se sech mat der Lëtzebuerger Kultur ausermeesetzen, mat deem, wat mir kulturell kënnen bidden, an dat ass net mann. Mir géifen eis wënschen, datt mer och als Lëtzebuerger méi dorobber insistéieren.

D'selwecht ass et mat der Sprooch. Wann een all déi Fuerderunge kuckt, déi dorëmmer existéiere beim Conseil national pour étrangers, bei der ASTI, da stellt ee fest, datt eng Rhetorik do ass fir d'Lëtzebuerger Sprooch, awer am Contenu dacks Fuerderungen erhuewe ginn, fir den Niveau vun der Sprooch erfrozesetzen, eise Schoulsystem ëmzebauen, manner op Däitsch ze insistéieren, datt zwou Sproochen duerginn hei am Land, dat sinn da Franséisch an Däitsch, datt Kritäre bei der Nationalitéit sollen am



Sproochenniveau nach erofgesat ginn, oder eng vun deenen zwou Sprooch Franséisch an Däitsch, dat soll duergoen. Alles dat si Fuerderungen, déi déi Associatiounen stellen. Alles dat si Fuerderungen, wou d'ADR kloer Neen dozou seet. Dat ass net Integratioun, dat ass Segregatioun.

Dee Wee, deen dës Regierung geet, fir verschidde Schoultypen ze maachen, fir ze soen, ënnerschiddlech Kanner brauchen ënnerschiddlech Schoulen, dat ass och de Wee vun der Segregatioun, dat ass och de Wee, dass mer eis Kanner net méi all zesummen hunn. Dat ass de Wee, dass verschidde Sproochen am Land geschwat ginn an dass mer eis ausenanerliewen amplaz eis zesummenzeféieren. Och dat ass d'Negatioun vun der Integratioun. Et ass en Irree an et ass also och net esou, wéi heiansdo op der Televisioun, nach virgëschter, gesot ginn ass, dass do besonnesch vill Lëtzeburgergesch géif geléiert ginn. Et gëtt e Minimum, wat am Gesetz virgesinn ass vu Sproochen a verschiddenen Alterskategorien op engem ganz, ganz niddregen Niveau. A fir dat dann als Acquis an eise Schoulsystem duerzestellen, dat ass eng Hybris, déi mir net deelen.

Et ass ganz kloer fir eis, dass Integratiounspolitik fir eis am Land eng Prioritéit muss sinn, dass déi Integratioun op engem Wëlle vun deene Leit berout, déi däreren heibleiwen a plangen, méi laang heizebleiwen. Déi Kategorie. Dass mir se wäerten ënnerstëtzen, wéi mer nëmme kënnen, op deem Wee, ass och fir eis eng Evidenz. Awer mer insistéieren natierlech, dass mer wëssen, dass mir elo als Lëtzeburger, wa mer iwwerhaapt als national Communautéit laangfristeg wëllen eng Zukunft hunn, do keng Kompromësser maachen, dass mer insistéieren op déi Leeschtung an dass mer, wat déi politesch Participatioun ugeet, e kloer Message hunn: Wien hei wëllt mat decidéieren, dee mécht den Effort, fir d'Lëtzeburger Nationalitéit unzuhuelen!

Ech soen Iech Merci.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Nächste Riedner ass den Här Marc Baum.

► **Une voix.**- Courage, Här Baum!

(*Hilarité et brouhaha*)

► **M. Marc Baum (déi Lénk).**- Jo, jo, d'lëtzeburgeresch Kultur. Mir hunn elo grad eventuell en Ausdrock dovunner gesinn. Ech si mer awer nach net ganz sécher. Ech kommen awer nach zrëck op déi lëtzeburgeresch Kultur.

Här President, ech muss mech deene verschidene Remarqué vu menge Virriedner uschlëssen, déi bedauert hunn, dass dee leschte Plan d'action national d'intégration 2014 ofgelaf ass an och Avisen dozou entwëckelt gi sinn an dass an deenen dräi Joer duerno net onbedéngt näischt geschafft ginn ass, mä dat net an där Konsequenz weidergefuert ginn ass, wéi ee sech dat eventuell hätt kënnen erwaarden an erhoffen.

Mir bedauern och e bëssen den Zäitpunkt. Et ass elo net, well et elo siwe Méint virun de Wahlen ass, mä well et awer relativ kuerzfristeg komm ass. Mir haten eis och vläicht e bësse méi Dokumentatioun, och e bësse méi Zuele-material erwaart als Virbereedung heirobber an dann hätt een och vläicht méi intensiv kënnen driwwer diskutéieren. Där Iddi vun der Madamm Bofferding, fir en Hearing dozou ze maache mat allen Akteuren, kënnen mir just zoustëmmen, besonnesch, wann ee seet, dass d'Integratioun eng vun deene wichtigste Froen ass, déi d'Zesummeliewen an eiser Gesellschaft organiséieren a verbessere sollen.

Wat bedeit Integratioun zu Lëtzebuerg, engem klengen Land, wat tëschent zwee grouss Kulturkreesser läit, wat entstanen ass, fir de Lëtzeburger Auteur Norbert (veuillez lire: Rolph) Ketter ze zitieren, wéi zwee Pél géinteneen ageschloe gi sinn an déi Spläitern, déi fortgeflu sinn, doraus ass Lëtzebuerg entstanen?

Dat mécht seng Identitéit aus, och seng kulturell Identitéit, déi duerchwuess ass vum däitschsproochegen Raum a vum franséischsproochegen Raum. A Lëtzebuerg war an ass en Immigratiounsland. An den ekonomeschen an de kulturelle Räichtum vun eise Land huet mat senger Villfalt, der Villfalt vun deene Leit, déi an him wunnen, an der Main d'œuvre vun den Immigranten ze dinn.

D'Identitéit vun eise Land an och déi kulturell Identitéit vun eise Land sinn net ze denken ouni d'Geschicht vun der Immigratioun zu Lëtzebuerg. Mir sinn haut 2018 an enger Situatioun, wou 48% vun deene Leit, déi hei wunnen, net de lëtzeburgeresche Pass hunn. An do-

bäi kommen nach eng e bësse méi wéi 180.000 Frontalieren, déi all Dag op Lëtzebuerg schaffe kommen, hei cotiséieren an och hei Steiere bezuelen.

Dat ass eng enorm Erausforderung fir e Land. An ech mengen, dass déi allermeeschte Leit sech och däers bewosst sinn. 2014 huet de Wirtschafts- a Sozialrot, deen, wéi ech elo héieren hunn, eng marxisteschen Organisatioun wier, dat heescht, d'Patronat gehéiert elo och schonn zu enger Säit vum Klassekampf, op Lëtzeburgeresch iwwersat, gesot: „Integratioun ass zesummeliewen, zesumme schaffen an zesummen decidéieren.“ An en huet virun allem domadder gemengt, dass Integratioun eng gesamtgesellschaftlech Aufgab ass a keng Einbahnstrooss, kee Sens unique. Et muss sech der zwee openeen zoubewegen. An natierlech mécht dat d'Integratioun zu engem fragillen Akt, well et brauch Bewegung an et brauch kee Stéllstand.

Integratioun heescht duerfir fir eis „zesummeliewen“. An ech wäert och herno nach eng Kéier drop zrëckkommen, op eng Approche, wéi een Integratioun kéint gesinn, déi vläicht nach méi staark achséiert wier op d'Zesummeliewen. An Immigratioun ass awer och keen homogeen Phänomeen. Mir hunn op där enger Säit ganz, ganz räich Leit, déi an deene leschte Joren och nach eng ganz Rëtsch Favereu gemaach kruten, déi op Lëtzebuerg kommen. A mir hu Leit, déi op Lëtzebuerg kommen, och grad an den Noweie vun der Finanzkris, aus deene klaseschen Immigratiounslänner, déi deelweis ganz héich ausgebild sinn an dann zu ganz komesche Konditiounen an ënner schlechte Bedéngunge schaffe müssen.

An ech mengen awer, wat wichtig ass, well viru konnt een deen Androck gewannen: Integratioun ass eppes ganz aneres wéi Assimilatioun. Assimilatioun géif dovunner ausgoen, dass et eppes Fixes, Statesches gëtt, wou dann ee kënnt a sech deem adaptéiere misst. Integratioun geet dovunner aus, dass eng Gesellschaft selwer an engem Prozess ass an domadder déi Bewegung matmécht.

Dese Plan d'action ëmfaasst zwee grouss Deeler, engersäits den Accueil vun de Leit an anerersäits d'Integratioun. An deene leschte Joren huet d'Madamm Cahen, iwwerwältegt vun der Realitéit vun der Flüchtlingskris, de Fokus vun hirer Integratiounsarbeit ganz staark op d'Demandeur-d'asile geluecht, wat och enger Realitéit entsprach huet. Et kann ee sech awer d'Fro stellen, ob an deem Dokument, wat mir och elo hei virleien hunn, den Aktiounsradius vun deem, wat Integratioun misst sinn, net hätt misse méi wäit gefaasst ginn.

Ech wëll duerfir awer och elo op eenzel Elementer doraus agoen, wat den Accueil ugeet. Verschidde vu menge Virriedner hunn et och scho gesot: Mir müssen eis elo op e méiglechen, zukünftigen neien Afflux préparéieren, dee mer net wëllen, well e géif bedeiten, dass an enger anerer Regioun vun der Welt e Krich géif kommen, Krich géif ginn oder e Krich géif weidergefuert ginn. Mir brauchen nei Strukturen an ech mengen, dass et och vläicht grad no de Wahlen wichtig wier, fir dat mat als Éischt an Ugrëff ze huelen. An nei Strukturen heescht, an dat hu mer och an deene leschte Jore gesinn, dass mer en Opdeelungsschlüssel fir d'Gemeenge brauchen. An ech weess, dass dat e ganz waarmt Eisen ass, mä ech mengen, dass mer net derlaanschtkommen.

An dat bedeit och, dass d'Gemeenge personnell a finanziell misst méi oder weider ënnerstëtzt ginn an och dass d'Personal, wat an de Gemeengen ass, wat jo am direktste konfrontéiert ass mat deenen dote Situatiounen, misst kënnen regelméisseg weidergebild ginn.

Leit, déi viru Krich, Terror, Misär op der Flucht sinn, si per Definitioun an enger vulnerabler Situatioun, mä ënner hinne ginn et der och, déi nach eng Kéier besonnesch vulnerabel sinn. An ech mengen, dass mer duerfir och Instrumenter a Strukture brauchen, déi deene Leit entgéintkomme kënnen. An ech mengen och, dass dat eng vun de Prioritéiten vun deem neie PAN misst sinn.

Zum Encadrement vun traumatiséierte Persounen, ech mengen, et ass virdrun och kuerz ugeschwat ginn, do hätt ech einfach d'Fro, wéi et domadder virugeet, well dat eppes ganz Wichtiges ass, well eigentlech nach virun all aneren Integratiounsschrëtt d'Betreiung vun deene Leit misst assuréiert sinn. An ech mengen, dass mer wierklech op de Wee misst goen, dass konsequent an all Structure d'accueil den Internetaccès garantéiert ass.

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. Marc Baum (déi Lénk).**- Zum Volet Integratioun mengen ech, dass ee misst soen, dass Integratioun eng aner Nues kritt, wann ee se als transversal Erausforderung ugesäit. Dat heescht, eppes, wat sech net nëmmen op Immigrante beschränkt, mä virun allem, dass een

emol géif froen: Wat ass dann de Géigendeel vun Integratioun? An de Géigendeel, dat ass Segregatioun an Exklusivoun.

A mer stellen awer fest, dass et och zu Lëtzebuerg Exklusivoun gëtt. An déi Exklusivoun bezitt sech net nëmmen op Migranten oder Ausländer, mä och op Lëtzeburger. An duerfir mengen ech, dass dee Begrëff vum Zesummeliewen esou wichtig ass am Bezuch op Integratioun an dass dat méi wäit gefaasst ass wéi just Migranten. An et hëlleft och als Antidote géint déi, déi intensiv wëllen d'Leit auserneendreiwen a géinteneen ausspülen.

An duerfir menge mer, dass eng vun deene Mesuren - ouni déi ganz politesch Debatt erëm vu vir un opzegräifen - géint d'Inegalitéiten a géint déi sozial Exklusivoun zumindest dat misst sinn, dass mer onbedéngt eng Simplification administrative am soziale Beräich bräichten. Et ginn esou vill verschidden Akteuren, déi do aktiv sinn. Et ginn esou vill Ulaafstellen, dass vill Leit den Iwwerbléck verléieren, dass souguer erfueren Assistant-socialen ufänken, an d'Schweessen ze kommen. An ech mengen, dass mer no der Simplification administrative fir d'Betriber, d'Promoteuren an d'Investoren och d'Simplification administrative fir d'Mënsche brauchen.

De Problem vum Logement ass een, deen net nëmme Migranten an Ausländer betrëfft, mä och Lëtzeburger. An och do muss mer oppassen, dass mer net doduerjer d'Leit zueneen a Konkurrenz setzen.

Lëtzebuerg ass a war ëmmer e Land, an deem méi wéi eng Sprooch benotzt ginn ass, och wann ee mengt, wann ee Verschiddenen elo nolauschtert, et wier fréier alles hei zu Lëtzebuerg op Lëtzeburgeresch gewiescht. Lëtzebuerg war an ass méisproocheg, mä dat heescht awer net, dass d'Leit alleguer hei méisproocheg sinn.

Fir vill Lëtzeburger a vill Netlëtzeburger ass d'Sproochesituatioun e Problem an duerfir mengen ech, dass déi nächst Regierung misst folgend Chantieren onbedéngt ugoen - ech ka se elo just nach stéchwuertarteg ernimmen, d'Zäit ass amgaangen ofzelafen -: De Congé linguistique misst ausgebaut ginn. Mir brauchen eng seriö Diskussioun iwwert d'Gesamtschoull, well esou, wéi et am Moment fonctionnéiert, féiert et zu enger Separatioun a Segregatioun vun de Kanner no hirer Hierkonft.

Mir bräichten eng Systematiséierung vu Séjour-linguistiques an der Groussregioun, wou mer och eben d'Klengheet vun eise Land kënnen valoriséieren an eis Noperen domadder valoriséieren. An, ech kommen nach eng Kéier drop zrëck, mer sollte wierklech eng Reflexioun oder zumindest eng Diskussioun féieren iwwert d'Plus-value vun der Iddi vun enger Alphabetiséierung op Lëtzeburgeresch.

Voilà! Elo sinn ech wierklech. Ech hätt elo nach e puer Saachen ze soen, just zur Demokratie, also dem Zesummeliewen an dem Zesummen-decidéieren, ech kann hei gudde Gewëssens soen, dass déi Lénk mat Sécherheet duerfir antriède wäert, dass déi Derogatioun zum Maas-trichter Vertrag, déi mir hunn an déi eng Residenzklause vu fënnf Joer fir Netlëtzeburger virgesäit, dass mir proposéieren, déi Derogatioun ofzeschaffen.

Ech soen Iech Merci.

► **Une voix.**- Très bien!

► **Une autre voix.**- Guer net esou schlecht!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci och. An et ass nach net un der Familjeministesch. Et ass fir d'Éischt nach um fréiere Familjeminister.

(*Hilarité*)

Den Här Spautz huet d'Wuert.

► **M. Marc Spautz (CSV).**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, léif Frënn, et ass schonn de Mëttag ganz vill gesot ginn, mä et geet mer awer drëm, fir nach verschidde Punkten ze ënnersträichen. Et ass hei all de Bene-volle Merci gesot ginn, mä ech mengen, et muss een och der ASTI an dem CLAE Merci soe fir all déi Aarbecht, déi si am Kader vun der Integratioun vun eisen auslänneschen Matbierger hei zu Lëtzebuerg maachen.

A wa mer wëssen, wann eis auslännesch Frënn muer de Moien net méi do wieren, wéi eis Ekonomie géif dréien an dass mer missten 28 Stonnen den Dag schaffen, wann et mat 28 Stonne géif duergoen, wa mer net missten op 30 Stonnen den Dag eropgoen, fir kënnen déi Produktiounsleeschungen ze bréngen, déi Lëtzebuerg all Dag bréngt, ech mengen, da sollt een och emol eng Kéier dodrun denken, dass, wa si net do wieren, mer dann och net déi wirtschaftlech Resultater hätten, déi Lëtzebuerg kennt, an dass och Lëtzebuerg net dee Stellwäert hätt, dee Lëtzebuerg de Moment huet.

Well wann ee kuckt, d'Immigratioun, déi mer hei zu Lëtzebuerg kennen, ass jo net éreischt déi lescht Joren ugaange mat der Flüchtlingsproblematik. Mir hate schonn eng Immigratioun am viregte Jorhonnert, wou der och op Lëtzebuerg komm sinn. Déi éischt italienesch Awanderungswell ass virun iwwer honnert Joer komm. Während dem Ufank vun der Stol- an Eisenindustrie hu mer eng ganz staark Immigratioun aus Polen kannt, déi och de Wee heihin-ner fonnt huet.

Dat beweist, dass Lëtzebuerg awer och an deem Kader a virun allem wirtschaftlech gesinn ouni déi auslänneschen Matbierger déi Erfolleger net Opweises kéint hunn, déi Lëtzebuerg haut kennt. Ech mengen, wa mer vum Plan d'action national d'immigration (veuillez lire: d'intégration) schwätzen, ass et wichtig, dass mer eng Aufgabekläerung maachen tëschent Stat a Gemeengen, wou zesumme ka geschafft ginn, wou een awer och gläichzäitig heiansdo d'Gefill huet, dass dat net an enger Bunn ass.

Dofir kann ech just dem Syvicol an dem OLAI felicitéieren fir déi gemeinsam Initiativen, déi se elo geholl hunn, wat een do kann alles gemeinsam ureegen. Well et ass wichtig, dass déi zwee Partner, déi um Terrain sinn, déi zwee Partner, déi am nooste bei de Leit sinn, dat ass an enger Hisiicht de Stat, awer och an där anerer Hisiicht sinn et virun allem d'Gemengen, a wann een dann och nach d'Beruffsliewe mat derzouhëlt, dass déi e ganz wichtige Multiplikator sinn, fir d'Integratioun kënnen hinzukréien.

Et ass och e Guide ausgeschafft ginn, fir déi Plans communaux d'intégration ze maachen. An do ass eng fantastesch Aarbecht geleescht ginn. Mä et ass hei awer och e klengen Problem derbäi: Et misst een dat och nach vläicht op Däitsch an op Englesch kréien. Et ass op Franséisch erstallt ginn, mä et si ganz vill Leit, déi der franséischer Sprooch awer an deene Kommissiounen net mächtig sinn. Well deemno aus wat fir engem Eck vun der Welt si kommen, ass et dann och schwierig fir déi Leit, déi an deene Kommissiounen amgaange sinn, dee Plang auszeschaffen, dann all Kéiers déi Iwwersetzung, sief et op Däitsch oder op Englesch, ze maachen.

Et huet een zwar eng mëndlech Iwwersetzung a senger Kommissioun, mä et ass awer dann och schwierig, deenen ze soen, dass et keen esou en Dokument gëtt. Soudass et do, an dat ass kee Reproche, mä ech mengen, et ass vläicht an enger éischer Etapp net dru geduecht ginn, wichtig wier, dass esou e Programm misst op Däitsch an och op Englesch kommen, fir dass mer och déi Neiwanderungen, déi mer hunn, déi ëmmer méi aus der engleschsproocheger Géigend kommen, mat eranhuelen, well et wichtig ass, déi Leit do och mat op de Wee ze kréien, fir dee Plan d'intégration gemeinsam auszeschaffen, an dass si sech och do an de jeeweilege Gemeinde kënnen aktiv abréngen.

Et si scho Gemengen, déi der hunn. Et sinn aner Gemengen, déi nach keng hunn. Mä wa mer déi wëllen encouragéieren, dat ze maachen, muss mer och déi Moyenen zur Verfügung stellen, déi et do ginn. An do wëll ech och ënnersträichen, dës Woch haten d'Gemeenge jo alleguerten och eng Invitatioun do-leien, déi de Syvicolerausgeschéckt huet an der Circulaire, wou zu Bilbao eng grouss Konferenz grad zu där Thematik och stattfënt.

Mä et geet awer och drëm, dass mer d'Integratioun an eise politeschen Discoursen och zur Prioritéit maachen. An ech wëll dat nach eng Kéier ënnersträichen, wat meng Kolleegin Martine Mergen an och de Claude Wiseler an engem anere Kader gesot haten, wéi wichtig et fir eis ass, dass mer de CNE an eng aner Form bréngen. Ech weess, et gi Problemer am CNE. Ech kennen déi och, net nëmmen aus mengem kuerze Passage am Ministère, mä och scho virdrun. Ech weess, dass et do ganz vill Problemer ginn. An et soll ee sech awer wierklech zesummesetzen a kucken, ob een net op déi Aart a Weis geet, wéi et am Kader vun enger Chambre professionnelle leeft, fir och do déi auslännesch, ënnerschiddlech Bevëlkerung kënnen mat eranzebréngen, dass si och do d'Méiglechkeet hunn, hir Vertrieder direkt ze wíelen.

Ech weess, et ass méi einfach, dat elo hei um Podium ze soen, wéi et herno an d'Tat ëmzesetzen. Mä ech mengen, dass et wichtig ass an dass et kéint zu der Demokratiséierung bäidroen, wa si sech och do selwer kënnen ausdrécken, fir dann och duerno déi Avice kënnen ofzeginn, déi si virun allem concernéieren, dass een och doriwwer soll nodenken an dass een dat och soll maachen.

An en zweete Punkt ass deen, dat passt elo gutt e puer Méint virun de Wahlen, ech weess, dass och scho viru fënnf Joer verschidde Leit dat gesot hunn, dass et wichtig wier, dass mer Integratioun an Immigratioun an eng Hand



géife kréien. Wat mer haut heiansdo erliewen bei verschiddenen Dossieren, déi Problemer, déi mer hunn, an déi Leit, déi jo de Moment an deenen zwou Kommissiounen sinn, déi wëssen dat jo och: Ah neen, da mussen mer kucken, dat do ass net méi mäi Volet, dat do ass deem anere säi Volet.

Wat ech alles respektéieren, mä et wier do och wichteg, dass mer do missten all zesummen heibannen dat Versprieche ginn, well mer kënnen do schlecht e Gesetz maachen, dass no deenen nächste Wahlen, wien et och ëmmer ass, deen déi Wahlen da wënnst a wien duerno déi Regierung zesummesetzt, déi Departementen vun der Integratioun an der Immigratioun an eng Hand géife kommen. Dat géif näamlech och villes vereinfachen, virun allem och wa mer vun der Flüchtlingsproblematik schwätzen.

Déi eng sinn zoustänneg fir de Logement a fir d'Betreiung an déi aner, déi soen: Hei, si kommen eran oder si kommen net eran. Wann dat an enger Hand wier, kéinst de dat Ganz ganz anescht ersäen. An ech mengen, dass dat och eng konkret Ausso ass, déi mir maachen a wou mir och der Meinung sinn, wa mir d'Chance sollte kréien, dobäi ze sinn, dass mir dat gären hätten, dass dat an eng Hand kënnt.

An ee leschte Saz, ech mengen, et war de Kolleeg Marc Baum, deen och nach eng Kéier dorop higewisen hat, dat war dat mat dem Verdeeel vun de Flüchtlingen. Et ass schonn eng Kéier heibanne vun der viregter Regierung gesot ginn, et ass och eng Kéier vun dëser Regierung gesot ginn, dass mer eis sollen zesummesetzen a soen, wa mer et net anescht ersäen, dass mer da Quote mussen aféieren.

Ech weess, dass do eng Institutioun hei am Land Problemer huet, wa mer do vu Quote schwätzen, fir d'Flüchtlingen ze verdeelen, mä dat ass an eisen Aen deen eenzege gerechte Wee, deen et gëtt, dass, wa mer et net op fräiwëlleger Basis fäerdegbréngen, déi Leit alle gueren ze logéieren an ze relogéieren, een da muss de Courage hunn, fir ze soen: Ma da mussen se op déi 102 Gemengen, déi et de Moment sinn, am pro rata verdeelt ginn, well nëmmen dat och de Garant ass, dass mer et och fäerdegbréngen, dass och déi Leit d'Méiglechkeet vun der Integratioun hunn, dass et och méiglech ass, dass déi Leit sech kënnen do integréieren.

Well wa mer grouss Strukturen a grouss Foyere maachen, ass et ëmmer méi schwierig, dass déi Leit sech an der Bevëlkerung an deene jeeweilegen Uertschaften integréiert kréien, wéi wa mer dat vill méi grouss strecken a vill méi grouss streeën, wou dann och eng aner Akzeptanz bei de Bierger ass, déi schonn do wunnen, an et och gläichzäitig vill méi einfach ass fir déi aner, déi nei dohinnerkommen, fir och do mat an Diskussiounen bei de Leit eranzekommen.

Bei deem Ganzen ass wichteg, dass mer do déi noutwendeg Akzenter setzen. An et ass och schued, dass, wa mer esou en Debat wéi haut hunn, mir um véier Auer ufänken an am Modell 1 no zwou Stonnen fäerdeg mussen sinn, well ech der Meinung sinn, an ech net eleng, et hu jo och schonn aner Kolleegen dat heibanne gesot, dass mer déi Prioritéit vun der Integratioun vill méi mussen an de Mëttelpunkt stellen, well mer domadder och villes kënnen maachen, wat eisem Land an och dem Image vun eisem Land guttdeet, wann et méi einfach gëtt, dass d'Leit sech erëmfanne bei all deem, wat hei am Land geschitt.

Et si vill där sougenannten Integrationsfester, wou ech schonn ëmmer Schwierigkeiten hu mam Numm. Ech hunn ëmmer léiw, mir schwätze vun den Natiounen oder vun der Kultur wéi vun der Integratioun, well mer dann och eng aner Öffnung no baussen an en anert Signal no bausse ginn.

Fir eis als CSV ass et wichteg, dass mer dat zesummen ugin, well hei huet et kee Wäert, Parteipolitik um Bockel vun der Immigratioun oder de Flüchtlingen ze maachen, well dat bréngt iwwerhaapt näischt. Et ass wichteg, déi Akzenter ze setzen am Interêt vum Land.

A mir sollen ëmmer denken un déi Leit (veuillez lire: Ausländer), déi hei wunnen, wat der an Tëschenzäit ronn 46% sinn, och wann de Prozentsaz heiansdo an de Gemengen all Mount erofgeet, well der ëmmer méi Lëtzeburger ginn an domat och d'duebel Nationalitéit hunn, a mir däerfen och an där ganzer Diskussioun déi Frontalieren net vergiessen, déi all Dag op Lëtzebuerg kommen: Och si droen ze eise Resultater um wirtschaftleche Plang bäi, an dass mer et do zesumme fäerdegbréngen, wa mer déi richtig Prioritéit setzen, fir den Thema vun der Integratioun och anescht ersäen ungoen an net nëmmen als Niewesaach, wéi een awer heiansdo d'Gefill huet, wéi e behandelt gëtt.

Villmools Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och. An elo huet direkt d'Familljeminitesche, d'Madamm Corinne Cahen, d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

► **Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration.** - Villmools Merci un alleguer d'Riedner haut de Mëtteg hei an der Chamber. 2011/2012 hate mer eng Flüchtlingskris hei zu Lëtzebuerg an do war et net ganz benevoll op der Säit vun de Benevollen. An do si mer iwwert d'Campinge gefuer, well do waren d'Flüchtlingen op Campingen ënnerbruecht. Dat war am Wanter, et war kal, et war naass. Si hu quasi all Dag mussen an d'Stad fueren, wäit ze Fouss goe bis bei den nächste Bus oder Zuch mat Kind und Kegel an esou weider. An op deene Campinge war et net ganz bequem. An ech hunn dann ëmmer gesot: Wann ech eng Kéier géif an eng Verantwortung kommen oder enzwousch sinn, wou ech dat besser kéint maachen, da géif ech dat probéieren.

Ech mengen, et ass wichteg, dass ee ka Jacketten an aner Saache wéi Schlofsäck sammelen, mä et ass méi wichteg, dass een d'Leit mënschewierdeg empfänken kann. An ech mengen, dass mer dat an der Flüchtlingskris 2015 sécher net perfekt fäerdegbruecht hunn, mä e bësselche besser, well mer alleguer zesummen dru geschafft hunn, fir déi Leit méi mënschewierdeg ze empfänken.

An ech hunn elo éinescht a menger Ried gesot, dass et wichteg ass, dass, grad wa keng Flüchtlingskris ass, mer dann och zesummen Efforte maachen, fir weider Strukturen ze bauen, fir net méi an déi Situatioun ze kommen, dass mer net wësse wouhin an dass mer net iergendwann eng Kéier an déi Situatioun géife kommen, fir Leit mussen a Centre-culturellen oder anere Sportshalen ënnerzebréngen, déi mer dee Moment dann net fir aner Saachen kënnen gebrauchen.

Dofir sinn ech frou fir déi Ureegungen, déi ech hei haut krut. An ech géif awer natierlech gären op e puer Saache reagéieren. Fir d'Éischt emol hat ech jo effektiv de Benevollen an den Associatiounen Merci gesot an ech géif gär direkt op dat zrëckkommen, wat den Här Spautz gesot huet. Ech mengen, dass mer ouni d'Associatiounen, Dir hutt d'ASTI an de CLAE genannt, et ginn och nach aner, keng richtig gutt Integratioun hei am Land kënnen maachen.

Wann ee kuckt, wivill verschidde Leit do schaffen, wivill se um Terrain sinn, wivill se kämpfen a wivill se och vun ons fuerderen. An ech mengen, dass dat jo wichteg ass, dass mer Leit hunn, déi fuerderen an déi um Terrain sinn an déi gesinn, wou d'Besoinen sinn, fir dass mir kënnen besser ginn an allem, wat Integratioun ass. Ech mengen, dass dat ganz wichteg ass.

Dir hutt gefrot, de CNE ze reforméieren. Abee, ech soen lech, gären, well mir haten effektiv e kleng Stëllstand am CNE. Ech hunn de CNE gefrot, e soll wann ech gelift dat Gesetz kucken an e soll dëser oder der nächster Regierung da Recommandatiounen maachen. Well ech fanne, wa mer de CNE wëlle reforméieren, da solle mer dat net vun uewen erfuer maachen, mä da solle mer dat mat deene Vertrieder maachen, déi am Moment am CNE gewielt sinn. An an deem CNE, do sinn iwwerregens och d'Sozialpartner. Do sinn ebe Leit gewielt vun der auslännescher Communautéit, mä do sinn awer och d'Syndikater an d'Patronat dra vertruend.

An dofir géif ech nawell gären äntwerten, ech weess net méi, wien dat gesot huet, d'Madamm Bofferding, de CES, deen effektiv proposéiert huet, méi eng breet Plattform ze maachen, wat de Comité interministériel ugeet. Mir hunn dat am Fong geholl am CNE, wou souwuel d'Gewerkschaften wéi och d'Patronat dra vertruend sinn, dat heescht, ech mengen, dat gëtt et. De Comité interministériel soll interministériel sinn. Et sinn 13 Ministère plus d'ADEM, déi do an deem Comité interministériel sinn.

D'Madamm Mergen huet gemengt, et wier sënnavoll, op eng Integratiounssprooch ze setzen an der fräier Kandheet. Eh ben, dat maache mer jo. Well Dir wëllt, dass et Lëtzeburgergesch soll sinn, a bis elo, bis dass mer déi Reform gemaach hunn, dass mer insistéieren, dass an all de Crëchen och Lëtzeburgergesch geschwat gëtt, ass an deene meeschte Privatcrèche just Franséisch geschwat ginn an nëmme Franséisch geschwat ginn. An ech géif dat gären nach eng Kéier soen: Mir hätte gären, dass d'Kanner och alleguer scho mam Lëtzeburgergesch a Kontakt kommen, wa se an de Crèche sinn. An dofir hu mer déi Reform gemaach. Ech wollt dat awer och eng Kéier soen.

Wéi ech komm sinn, hunn ech den OLAI nei opgestallt. Ech mengen, dass et wichteg ass, och eng staark an eng gutt Administratioun ze hunn, déi och schaffe kann, déi reagéieren kann

op punktuell Krisen, déi mer vläicht och hunn. An ech fannen, et soll een net ëmmer an d'Vergangenheet kucken. Mir sinn haut virun allem hei, fir an d'Zukunft ze kucken. Wat hätte mer gären an deen neie Plan d'action national d'intégration? Wéi wëlle mer ons an Zukunft nach besser opstellen? An do huet d'Madamm Mergen Hëllef fir d'Gemenge proposéiert. Ech hat der schonn e puer genannt. Et gëtt vill Hëllef fir d'Gemengen. Mir kënnen et natierlech besser maachen. Mir schaffen zesumme mam Syvicol, fir ze kucken, wat d'Besoinen vun de Gemenge sinn.

An ech géif do vläicht gäre ganz kuerz op de LISKO zrëckkommen, well ech deen net genannt hat a menger Ried elo éinescht. De LISKO, dat ass den Office social ambulante am Fong, wou mer gesot hunn: Majo déi Gemengen, déi vill Demandeurs de protection internationale bei sech wunnen hunn, déi hunn e kleng Problem herno. Wann déi Leit de Statut kréien, da kommen déi dacks op den Office social, da sinn d'Office-socialen iwwerlaff a si sinn och net spezialiséiert, si hunn net déi richtig Traducteuren do, déi richtig Interpreten, fir d'Sproochen ze iwwersetzen.

An dunne hu mer zesumme mat der Croix-Rouge de LISKO gegrënt. Dat ass en Office social, deen ebe punktuell kann asprangen am ganze Land, fir justement déi Populatioun vun de Bénéficiaires de protection internationale ze betrieien an esou och den Office-socialen uechter d'ganz Land ënnert d'Aerm ze gräifen.

Ech mengen, mir hunn haut e puer flott Beispiller kritt vun Integratioun: Kanner an der Schoul, Integratioun an der Gemeng. A well de Gilles Baum d'Gemeng Jonglënster ugeschwat huet, géif ech gären ee Projet nennen. Dat war warscheinlech ee vun deenen alleréischten, wou ech invitéiert war als Minister: D'Gemeng Jonglënster hat decidéiert, do dee Projet vun den Ambassadeurs d'accueil oder d'intégration an d'Liewen ze rufen. An dat ass e ganz flotte Projet.

Dat heescht, wann en neien Awunner op d'Gemeng kënnt, fir sech unzemellen, egal ob deen elo Lëtzeburger oder Netlëtzeburger ass, en neien Awunner ass en neien Awunner, da kennt dee vläicht keen an der Gemeng. An da weess deen net, wéi d'Gemeng fonctionnéiert. An do kruten dann d'Leit dee Moment e Bichelche mat Kontakter, wou d'Kontakter awer och detailléiert waren.

Dat ass e Papp, deen huet zwee Kanner, deen een ass siwe Joer al an am Fussball an deen aneren ass nëng Joer al a vläicht an der Musek; oder dat do ass eng pensionéiert Léierin, déi net bestuet war, just fir dass d'Leit kënnen selwer och kucken: Wien ass dann deen Ambassadeur, deen ech gären hätte, dee mech hei an déi Gemeng aféiert, dee mech vläicht mathält op en Duerfest, dee mech vläicht mathält sonndes op e Fussballmatch? An ech mengen, dat ass wichteg, dass mer d'Leit do och méi mat erunzeien. Dat war, wéi gesot, ee vun den éischten Projeten deemools zu Jonglënster, deen ech kennegeleiert hunn, an ech hunn dee wierklech ganz flott a ganz interessant fonnt.

D'Madamm Bofferding huet gesot, mir missten d'Veräiner nach méi ënnerstëtzen. Jo, mir mussen d'Veräiner nach méi ënnerstëtzen. Dat wëlle mer jo och. Mir wëlle jo och dee Plan d'action justement net vun uewen erfuer maachen. Mir wëllen dee jo mat den Associatiounen zesumme maachen an natierlech och mat de Veräiner. Well wa mer vun Integratioun schwätzen, dat mécht sech an de Veräiner. Dir hutt de Sport ugeschwat. Dat mécht sech an de Museksveräiner, dat mécht sech an alle méigleche Veräiner. Wa mer e gemeinsamen Hobby hunn, dann hu mer eng gemeinsamen Basis, wou mer Loscht hunn, ons kennenzuléieren. A mir schwätzen net nëmmen iwwer ons Nationalitéit, well domadder si mer da relativ séier duerch.

D'Madamm Mergen hat nach eng Kéier gefrot, ech hat et zwar gesot, mä ech soen et dann nach awer eng Kéier, wivill BPLEN aktivéiert gi sinn duerch d'ADEM an de SNAS. Dat waren der 198. Ech mengen, Dir hat dat net héieren, mä ech hat dat awer a menger Ried eng Kéier gesot.

D'Recommandatiounen vum CES, déi ginn natierlech consideréiert fir elo an deen neie PAN, well mir wëlle jo alles consideréieren. Et soll jo kee PAN sinn, dee vun uewen erfuer gemaach gëtt, mä et soll jo e Plang sinn, dee mat jiddwerengem zesummen opgestallt gëtt. Eisen Timing, den Här Traversini hat gefrot: vläicht am Mee. Mir envisagéieren, mir hätte gär, dass d'Appel-à-projeten, wann de Budget dann Enn vum Joer do ass, kënnen erausgoen, fir dass justement Appel-à-projeten kënnen gemaach ginn.

An ech mengen, eng ganz interessant Remarque war och den Encadrement vun de Benevollen. Benevolat, mir waren iwwerschwemmt gi mat Benevollen an der Flücht-

lingskris. Dat war wierklech genial. Do muss ee just nach eng Kéier jiddwerengem Merci soen. Mir haten en extraen Téléphone ageriicht, wou déi Leit sech konnte mellen, déi wollten hëllefen, mä net richtig woussten, wou se sollen hëllefen. An ech mengen, dass et do wichteg ass, och am Benevolat, fir déi Leit ze encadréieren a fir ze kucken, wou Hëllef gebraucht gëtt, wéi se sech da wierklech kënnen asetzen. Well soss ass et awer heiansdo fir d'Associatiounen, awer och fir d'Gemengen, fir d'Buergermeeschteren en Challenge, wann op eemol ganz vill Benevoller do sinn.

Vläicht dozou eng ganz kleng Geschicht. Ech nennen d'Gemeng elo emol einfach net, mä et ass eng Famill vu Bénéficiaires de protection internationale an eng Gemeng wunne komm, well d'Gemeng gesot huet: Mir hunn hei en Haus, dat retapéiere mer e bësselchen, da kann eng Famill vu Beneficiairë mat e puer Kanner heihinner wunne kommen. An déi sinn dohinner wunne gaangen. An déi ganz Gemeng, dat ganz Duerf, déi wollten alleguer hëllefen, soudass déi all mat Kleeder komm sinn a mat Spillsaachen a mat all méigleche Saachen. An de Buergermeeschter huet mussen soen: Neen, déi hunn net nach e grouse Schapp hannendrun, wou se dat doten alles kënnen stockéieren. Dat heescht, do do mengen ech, muss een dann d'Kräfte bündelen a kucken am Benevolat an an deem, wat ee kritt, wéi een dat kann organiséieren. Well och do ass eng ganz Organisatioun hannendrun.

Ech sinn och ganz frou, dass mer do konnten op d'Croix-Rouge an d'Caritas zielen, fir alles dat, wat materiell Done waren, dann dee Moment ze managen, nodeems, muss een awer och soen, zwee Studenten dat lancéiert hate mat enger Facebook-Aktioun, wou se einfach op Facebook geschriwwen hunn, si géifen elo op där an där Plaz samschdes stoen a se géifen do da Kleeder entgëinhuelen a Spillsaachen. Ech weess elo net méi auswenne, wivill Tonne Kleeder a Spillsaachen dass se kruten. Ech war e puer Weekender hëllefen, ze triéieren. Do war vun allem dobäi. Mä wéi gesot, do brauch een dann och eng ganz Logistik hannendrun, wou ee sech am Ufank vläicht net déi Froe gestallt huet, ob een dann esou eng Logistik braucht.

De Marc Baum huet gefrot, ob den Aktionsradius net méi wäit soll sinn. Ma gären! Dofir consuléiere mer jo. Sot ons, wat Der nach gäre méi hätte an de PAN. Kommt, mir schwätze mateneen, fir dass mer, wann dat gewünscht ass, deen Aktionsradius gäre méi wäit maachen! Ech mengen, Dir hutt et gesot: Integratioun brauch Bewegung. Et ass kee Stëllstand. All Dag sinn do nei Defien.

Dir hutt nom Internetaccès an all de Strukturen gefrot: Dat ass geschitt. Dee gëtt et, an all de Strukturen misst haut Internetaccès sinn. Mir hu mat der Post zesummen elo scho viru Jore gekuckt, dass an all Struktur en Internetaccès ass, well dat ass dacks déi eenzeg Méiglechkeet, wéi déi Leit nach iergendwéi kënnen Kontakt hale mat Familljememberen, déi vläicht enzwousch aneschters sinn.

Dir hutt och d'Betreiung vun traumatiséierten Demandeurs de protection internationale ugeschwat. Do schaffe mer am Moment dru mam Ministère de la Santé, fir eben awer déi besteend Saachen auszeweiden, fir do och Ethnopsychiateren, Ethnopsychologinnen weider anezustellen, déi sech da ganz speziell mat deenen Traumaen auskennen.

Et ass eis wichteg, dass déi Demandeurs de protection internationale betreit gi vu Leit, déi am normale Circuit sinn. Well wann dat net de Fall wär, da géif dat heeschen, dass, wa se de Statut géife kréien, se dann net méi vun deem nämlechte kéinte betreit ginn. An ech mengen, dass och do eng Kontinuitéit ganz, ganz wichteg ass. An dofir hu mer decidéiert, dat esou ze maachen, dass se direkt an engem Réseau betreit ginn, wou se dann och kënnen herno weiderbetreit ginn.

Den Här Marc Baum huet mer meng Schlusswieder am Fong iergendwann e bëssen aus dem Mond geholl. Well ech wollt hei ganz kloer soen: Fir mech ass Integratioun keng Assimilatioun. An ech mengen, dass een dat ganz kloer nach eng Kéier muss soen, dass Integratioun eppes Lieweges ass. Integratioun, dat ass d'Zesummewuesse vu verschiddene Kulturen. Integratioun, dat ass sech géigesäitig kenneleieren. An dat ass net engem soen: Esou sinn ech an du muss elo genau esou ginn, wéi ech sinn. Dat ass et sécher - sécher! - net.

An ech wëll och nach eppes soen zu de Schoulen. Wou ech hei héieren hunn, dass international Filiären an de Lëtzeburger Schoulen Segregatioun wär, abee, ech géif nawell gäre wësse



vum Här Kartheiser, ob dann zu Thionville an zu Arel d’Kanner Lëtzebuergesch léieren a wat Der mat all den Décrocheur-scolairë maacht, déi keen Diplom hunn. Ech mengen, dat kann et net sinn. Mir wëllen d’Kanner zesummeféieren an dofir muss een de Kanner eng schoulesch Offer ubidden, dass fir all Kand eng schoulesch Offer do ass, dass d’Kanner alleguer och kënne Lëtzebuergesch léieren. Wéi gesot, ech fannen, dass Der do absolutt onrecht hutt an deem, wat Der do gesot hutt.

An ech géif gärén zum Schluss den Educatiounsminister zitéieren, dee geschter Owend, mengen ech, op der Télee gesot huet: Wann een d’Lëtzebuurger kuckt, déi am 19. Jorhonnert fortgeplënnert sinn - well mir waren e Land, wou ganz vill Leit fortgeplënnert sinn, mir waren en aarmt Land am 19. Jorhonnert -, an et kuckt een am 20. Jorhonnert all déi Auslänner, déi komm sinn - well do ware mer op eemol méi e räicht Land an en Immigratiounsland -, abee, d’Kanner vun deene Lëtzebuurger,

déi am 19. Jorhonnert fortgeplënnert sinn, déi schwätze kee Lëtzebuergesch, mä d’Kanner vun deenen Auslänner, déi am 20. Jorhonnert bei ons komm sinn, déi schwätzen haut Lëtzebuergesch. Dat si Lëtzebuurger an ech mengen, dat ass de Räichtum vun eisem Land. An do solle mer och weider dru schaffen, fir dass mer d’Integratioun nach besser maachen an dass mer de Räichtum an deem Sënn fërderen.

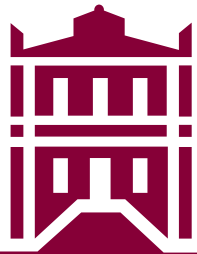
Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. Domat si mer um Enn vun eiser Consultatiounsdebatt ukomm. Vu dass mer net a Präsenz si vu Motiounen, bleift mir nëmmen nach d’Sëtzung opzehiewen an lech Rendez-vous an ëffentlecher Sëtzung den nächsten Dëschdeg ze ginn.

Merci.

(Fin de la séance publique à 18.34 heures)



SÉANCE 26

MARDI,
20 MARS 2018

Présidence: M. Mars Di Bartolomeo, Président • Mme Simone Beissel, Vice-Présidente

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique

- M. Mars Di Bartolomeo, Président

2. Communications

- M. Mars Di Bartolomeo, Président

3. Ordre du jour

- M. Mars Di Bartolomeo, Président

4. 6861 - Projet de loi

portant organisation de la sécurité civile et création d’un Corps grand-ducal d’incendie et de secours, modifiant

- la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques;
- la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l’impôt sur le revenu;
- la loi modifiée du 16 avril 1979 portant réglementation de la grève dans les services de l’État et des établissements publics placés sous le contrôle direct de l’État;
- la loi modifiée du 8 décembre 1981 sur les réquisitions en cas de conflit armé, de crise internationale grave ou de catastrophe;
- la loi communale modifiée du 13 décembre 1988;
- la loi modifiée du 31 juillet 2006 portant introduction d’un Code du travail;
- la loi modifiée du 21 décembre 2007 portant création de l’Administration de la navigation aérienne;
- la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d’avancement des fonctionnaires de l’État

et abrogeant la loi modifiée du 12 juin 2004 portant création d’une Administration des services de secours

- Rapport de la Commission des Affaires intérieures: M. Frank Arndt

- Discussion générale: M. Laurent Zeimet (dépôt d’une motion), M. Frank Arndt, M. Max Hahn (interventions de M. Gast Gibéryen, M. Gilles Baum, M. Alexander Krieps, M. André Bauler et Mme Nancy Arendt), M. Roberto Traversini, M. Gast Gibéryen (dépôt de deux motions), M. Marc Baum, Mme Lydie Polfer, M. Laurent Zeimet

- Prise de position du Gouvernement: M. Dan Kersch, Ministre de l’Intérieur (interventions de M. Max Hahn et M. André Bauler)

- Vote sur l’ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

- Motion 1: M. le Ministre Dan Kersch

- Vote sur la motion 1 (adoptée)

- Motions 2 et 3: M. le Ministre Dan Kersch, M. Gast Gibéryen, M. le Ministre Dan Kersch, M. Gast Gibéryen, M. Alex Bodry, M. Gast Gibéryen

- Votes sur les motions 2 et 3 (rejetées)

5. 7222 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 18 mars 2013 relative aux traitements de données à caractère personnel concernant les élèves

- Rapport de la Commission de l’Éducation nationale, de l’Enfance et de la Jeunesse: M. Gilles Baum

- Discussion générale: Mme Martine Hansen, M. Georges Engel, M. Claude Adam

6. Annonce de la démission de M. Claude Adam

- M. Claude Adam (dépôt de sa lettre de démission), M. Mars Di Bartolomeo, Président

7. 7222 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 18 mars 2013 relative aux traitements de données à caractère personnel concernant les élèves (suite)

- Discussion générale (suite): M. Fernand Kartheiser, M. David Wagner

- Prise de position du Gouvernement: M. Claude Meisch, Ministre de l’Éducation nationale, de l’Enfance et de la Jeunesse

- Vote sur l’ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

Au banc du Gouvernement se trouvent: Mme Lydia Mutsch, M. Dan Kersch et M. Claude Meisch, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.33 heures)

1. Ouverture de la séance publique

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Gudde Mëtteg! Ech maachen heimat eis Sëtzung op a froen d’Regierung, ob se eng Kommunikatioun ze maachen huet.

► **M. Dan Kersch, Ministre de l’Intérieur.** - Neen, Här President!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Dat wäert herno kommen. Merci, Här Innenminister.

2. Communications

Ech hunn dann déi üblech Kommunikatiounen un d’Chamber ze maachen, dass d’Lëscht vun deenen neie parlamentaresche Froen, d’Lëscht vun de Projeten, déi säit der leschter Sëtzung deponéiert goufen, an d’Lëscht vun de Petitiounen disponibel sinn.

Communications du Président - séance publique du 20 mars 2018

1. La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2. Les projets de loi suivants ont été déposés à l’Administration parlementaire:

7260 - Projet de loi portant approbation de l’Accord de partenariat global et renforcé entre l’Union

européenne et la Communauté européenne de l’énergie atomique et leurs États membres, d’une part, et la République d’Arménie, d’autre part, fait à Bruxelles, le 24 novembre 2017

Dépôt: M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 13.03.2018

7261 - Projet de loi portant approbation de l’Accord-cadre entre l’Union européenne et ses États membres, d’une part, et l’Australie, d’autre part, fait à Manille, le 7 août 2017

Dépôt: M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 13.03.2018

7262 - Projet de loi portant modification de la loi du 27 mai 2016 concernant la mise à disposition sur le marché d’articles pyrotechniques

Dépôt: M. Etienne Schneider, Ministre de l’Économie, le 15.03.2018

7263 - Projet de loi approuvant la participation du Grand-Duché de Luxembourg à la 18^e reconstitution des ressources de l’Association internationale de développement

Dépôt: M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 16.03.2018

7264 - Projet de loi autorisant le Gouvernement à acquérir, lancer et exploiter un satellite et son segment sol destinés à l’observation de la terre permettant au Gouvernement de satisfaire ses besoins et ses obligations en matière de défense

Dépôt: M. Etienne Schneider, Ministre de la Défense, le 19.03.2018

7265 - Projet de loi portant: 1. introduction de stages pour élèves et étudiants; 2. modification d Code du travail

Dépôt: M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l’Emploi et de l’Économie sociale et solidaire, le 20.03.2018

3. Les demandes de pétition publique suivantes ont été déposées:

980 - Demande de pétition publique: Essensgutscheine – Chèques-repas

Dépôt: Mme Diana Gasteier, le 14.03.2018

981 - Demande de pétition publique: Utilisation d’un gyrophare rouge pour infirmiers de garde et volontaires des services de secours

Dépôt: M. Dominique Raum, le 14.03.2018

982 - Demande de pétition publique: Smart meter: compteurs «intelligents» pour mesurer la consommation d’eau, de gaz et/ou d’électricité

Dépôt: M. Pierre Gerges, le 15.03.2018

983 - Demande de pétition publique: Une politique indépendante pour l’exécution mandataire luxembourgeoise

Dépôt: M. Ronald Mordiconi au nom de «Fräi Ökologesch Demokratesch Partei», le 16.03.2018

984 - Demande de pétition publique: Adaptation des avertissements taxés automatiques (Radar) pour dépassements de vitesse mineurs (1 à 3 km/h)

Dépôt: M. Joël Blei, le 16.03.2018

(Tous les documents peuvent être consultés à l’Administration parlementaire.)

3. Ordre du jour

Den Ordre du jour huet d’Presidentekonferenz virgeschloen an ass lech zougestallt ginn.

Ech wollt d’Chamber froen, ob se mat deem virgeschloenen Ordre du jour d’accord ass.

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou decidéiert.

Mir géifen dann direkt zum Schwéierpunkt vun eiser haiteger Sëtzung iwwergoen, dem Projet de loi 6861, der Reform vun eise Rettungsdéngschter. An ouni méi laang ofzewaarden, géif ech dem Rapporteur, dem Här Frank Arndt, d’Wuert ginn, dee scho prett ass.

4. 6861 - Projet de loi

portant organisation de la sécurité civile et création d’un Corps grand-ducal d’incendie et de secours, modifiant

1. la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques;

2. la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l’impôt sur le revenu;

3. la loi modifiée du 16 avril 1979 portant réglementation de la grève dans les services de l’État et des établissements publics placés sous le contrôle direct de l’État;

4. la loi modifiée du 8 décembre 1981 sur les réquisitions en cas de conflit armé, de crise internationale grave ou de catastrophe;

5. la loi communale modifiée du 13 décembre 1988;

6. la loi modifiée du 31 juillet 2006 portant introduction d’un Code du travail;



7. la loi modifiée du 21 décembre 2007 portant création de l'Administration de la navigation aérienne;

8. la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État

et abrogeant la loi modifiée du 12 juin 2004 portant création d'une Administration des services de secours

Rapport de la Commission des Affaires intérieures

► **M. Frank Arndt** (LSAP), rapporteur.- Ech huelen nach séier eng Schlupp Waasser fir ze läschen.

(Hilarité et brouhaha)

Neen, et geet och mat Schaum anscheinend.

Voilà! Här President, Dir Dammen an Dir Hären, erlaabt mer, e kuerzt Virwuert ze soen! Ech hu bei deene Kommissiounssätzungen eppes erlieft, déi mer hei gemaach hunn. Et war ee flotten, heiansdo animéierten Debat. Mä mir haten alleguerten datselwecht Zil. Mir wollten et u sech fäerdegréngen, d'Rettungsdéngschter ze stärken, an ech mengen, mam Projet ass et eis gelongen. Ech denken emol, datt et eis gelongen ass. D'Weeër, wéi een dohinnerkënn, heiansdo wëllt deen een no lénks, deen aneren éischter no riets, mä d'Zil war u sech vun eis alleguerten datselwecht. An et freet mech wierklech, haut hei Rapporteur ze sinn.

Mir maachen haut de Gesetzesprojet iwwert d'Reform vun de Rettungsdéngschter. De Projet gouf den 18. August 2015 an der Chamber deposéiert an huet domat gutt zwee an en halleft Joer gebraucht, fir sai Wee duerch all déi Instanzen ze maachen.

D'Detailer, wéi oft d'Kommissioun zesummekoum, souwéi d'Avise vun de jeeweilige Chamberen, fannt Dir am schrëftleche Rapport zrëck. Mä et ass doriwwer eraus ee Projet, deen eng ganz laang Virgeschicht huet. Wéi mir all wësen, huet Lëtzebuerg sech an deene leschte Jorzéngegen immens staark entwéckelt. Mir hate mat kuerzen Ennerbriechungen ee beispilllose Wirtschaftswuesstum, e ganz staarke Bevëlkerungswuesstum a vill gesellschaftlech Verännerungen. An deene meeschte Koppele schaffen d'Leit haut zu zwee. D'Mobilitéit vun den Awunner ass méi grouss ginn, soudatt den Zesummenhalt an den Dierfer an de Stied net méi deeselwechten ass wéi fréier. Fir d'Rettungswiese bedeit dat, datt ëmmer manner Benevoller do sinn, déi sech engagéieren. Dobäi geet d'Zuel vun den Interventiounen an d'Luucht, an d'Aarbecht vun de Rettungsdéngschter gëtt ëmmer méi komplex.

Gläichzäiteg haten an hu mir haut nach Strukturen, déi et schwéier maachen, fir mat deene Leit, déi do sinn, optimal an effizient kënnen ze schaffen. Dëse Phenomeen ass scho laang bekannt. Schonn 1999 gouf an der Chamber ee Projet de loi iwwert d'Reform vun de Rettungsdéngschter virgeluecht, deen 2004 gestëmmt gouf an haut dee legale Kader vun eise Rettungsdéngschter setzt.

Dir Dammen an Dir Hären, et war sécher ee Schrëtt an déi richteg Richtung. Mä schonn deemools war gewosst, datt d'Reform net wäit genuch géif goen. De Statsrot huet schonn deemools vun Ufank un drop higewisen, datt mir eng grondleeënd Reform bräichten. An d'Akteure vum Terrain, déi matbedeelegt ware beim Ausschaffen, ware sech ebenfalls bewosst, datt d'Gesetz vun 2004 nach laang net all d'Problemer géif léisen. D'Pompjeesfederatioun an de Comité des sages hunn zanterhier eng Reform vun de Services de secours gefuerdert a sinn un d'Effentlecheit gaange mat der Fuerderung, et soll endlech zesummewuessen, wat zesummegehéiert.

D'Demande fir eng méi wäitreechend Reform koum deemno vun de Leit vum Terrain selwer, déi Dag fir Dag mat den Onzoulanglechekeete vum System ze kämpfen haten. Si hunn eng detailléiert Analys vun der Situatioun gemaach a sinn zur Konklusioun komm, datt een am effizienteste schaffe kann, wann all déi betrafte Servicer sech an enger eenzeger Struktur géifen erëmfannen, mat kloren Aufgabeverdeelungen an Hierarchien, mat enger gemeinsamer verbesserter Formatioun a besserer Konditiounen a méi Unerkennung vum Benevolat a vun de Benevollen.

Här President, genau dat gëtt iwwert d'Gesetz, wat mir haut hei virleien hunn, ëmgësat. Et gëtt en Établissement public geschafen, deen déi besteeënd Strukturen ënner engem Daach zesummebréngt. Dat erlichtert eng optimal Gestiou vun allen organisatoreschen Aspekter vun de Rettungsdéngschter. Professioneller a Benevolle kréien e klore reglementaresche Kader, dee fir jiddweree gëllt. Et gëtt an Zukunft keng Iwwerschneidung méi vu Kompetenzen

oder double Emploi, wéi dat bis elo zum Deel de Fall war.

Wesentlech Ännerungen ergi sech dobäi fir d'Gemengen, déi bis elo an der Pflicht waren, fir de lokale Corps ze ënnerhalen a fir de Brandschutz an hirer Gemeng ze suergen. An Zukunft wäert de CGDIS dës Aufgab fir si iwwerhuelen. D'Responsabilitéit ass klor geregelt an d'Responsabilité civile geet vun de Gemenge respektiv vum Stat op de CGDIS iwwer, mat Ausnam vun den Asätz, déi op Unuerdnung vun der Regierung müssen am Ausland ausgefouert ginn, am Fall vu Sécherheitsmissiounen oder am Kontext vun humanitärer Hëllef.

Een Deel vun der Responsabilitéit vun de Gemenge bleift awer bestoen, an zwar am Fall, wou d'Gemengenautoritéiten am Kader vun hirem Rôle géife Feeler maachen.

Dir Dammen an Dir Hären, et ass net esou, datt d'Gemenge guer näischt méi mat de Rettungsdéngschter ze dinn hätten. Am Verwaltungsrot sinn d'Halschent vun de Membere Gemengevertrieder. D'Poste vum President a vum Vizepräsident ginn ëmmer ofwiessend vun engem Administrateur vum Stat a vun engem Administrateur vun der Gemeng besat. De Buergermeeschter kann de CGDIS genausou requisitionéiere wéi de Minister. D'Finanzéierung vun de Rettungsdéngschter gëtt ebenfalls tëschent de Gemengen an dem Stat gedeelt. Während d'Gemenge fréier 60% vun de Käschten iwwerholl hunn, komme si an Zukunft fir d'Halschent vun de Käschten op. Déi aner Halschent dréit de Stat.

An enger vun deene leschte Kommissiounssätzungen hu mir dann och ee Rechebeispill gemaach kritt, wat dat fir d'Gemenge géif bedeiten. Bei engem fiktive Gesamtbudget, gerechent op 2018, wieren Depensen ze droe vun 99,2 Milliounen, also ronn 100 Milliounen. Wann een dann d'Recettes propres, wéi d'TVA, d'Tax op den Autoen, d'Tax vun den Interventiounen, déi gemaach ginn, an d'Contributions directes vum Stat ofrechent, da géifen 2018 ronn 21 Milliounen bleiwen, déi vun de Gemenge misste gedroe ginn. Dat géif pro Awunner 35 Euro ausmaachen, op d'Moyenne vun deene leschte véier Joer gerechent.

Do hunn d'Gemengen an hire Budgeten awer 46,9 Milliounen drastoe gehat, wat da knapp méi wéi 78 Euro géif ausmaachen. Jo, et ass eng TVA-Erhéijung dran, vun där d'Gemengen net profitéiert hunn, dat muss ee fairerweis soen. Dofir kann een déi Rechnung do och ganz anescht maachen. Mä egal wéi, d'Solidaritéit vun deem Betrag, deen d'Gemengen elo müssen droen, ass awer méi gerecht opgedeelt ginn a verdeelt ginn.

D'Finanzéierung war dann och ee vun deene Punkten, wou et méi schwéier war an ass, eng gemeinsam Positioun an der Kommissioun ze fannen. E weidere Knackpunkt am Projet de loi, wou et méi schwéier war, eng zefriddestellend Léisung ze fannen, war dee vum Transfer vum Material a vun de Gebaier vun den öffentlechen Instanzen, notament de Gemengen an dem Stat, un de CGDIS.

Als Éischt gëtt eng Transitiounszäit vun zwee Joer agefouert. An där Zäit stellen d'Gemengen, d'Administration des services de secours, de Service incendie et sauvetage vum Flughafen an de SAMU hiert Material dem CGDIS zur Verfügung. D'Material vun de Gemenge bleift bei deene lokale Rettungsdéngschter. Während der Iwwergangszäit gëtt een Inventaire gemaach vum Material, wat de CGDIS brauch.

Et gi Konventiounen tëschent dem CGDIS an den aktuelle Propriétaires ofgeschloss, wou festgehale gëtt, datt d'Material gratis un de CGDIS iwwergeet. Dat ass doduerch méiglech, datt d'Propriétaire kënnen fräi decidéieren, d'Material net an de CGDIS ze ginn. Wa si deemno ee Gefier hunn, wat si wëlle fir hir Gemengeservicer halen, kënnen si dat maachen. Op där anerer Säit kréie si d'Garantie, datt dat Material, dat si un de CGDIS ginn, bis zu sengen Ausmusterung am lokalen Asazcenter bleift. Et bleift esou quasi fir deeselwechten Zweck afektéiert. Bei de Gebaier gi mat den aktuelle Propriétaire Kontrakter ofgeschloss. Dat kann ee Kafvertrag sinn, ee Bail emphytéotique oder ee Locatiounsvertrag. Fir dësen Transfer gëtt et ee finanziellen Ausgläich fir d'Propriétaires.

Vu datt net nëmmen d'Material an d'Gebaier an de CGDIS iwwerginn, mä virun allem och d'Personal, dat bis elo ënner ganz ënnerschiddleche Bedéngunge geschafft huet, ass ee groussen Deel vum Projet de loi de Personalproe gewidmet. D'Beruffspompjeeë ginn als Fonctionnaire vum Stat agestellt. Dat technescht an administratiivt Personal vum CGDIS kritt jee no Funktioun de Statut vum Fonctionnaire, Employé oder Salarié de l'État. Mä den Detail vum Personalkader fannt Dir am Rapport oder natierlech och am Gesetz selwer zrëck.

De CGDIS iwwerhëlt natierlech och déi fräiwëlleg Pompjeeën. D'Gesetz dréit der Tatsaach Rechnung, datt déi Fräiwëlleg d'Häerzstéck vun

de Rettungsdéngschter ausmaachen. Ouni si kann de CGDIS guer net fonctionnéieren. 95% vun den Effektiver si Fräiwëlleger, déi den absolute Gros vun den Interventiounen assuréieren. Si zesumme mat deene Professionelle wäerten eis ee gutt Stéck weiderbréngen. Et gëtt am Gesetz dofir net nëmme Bestëmmungen iwwert d'Konditiounen, ënnert deenen déi Fräiwëlleg am CGDIS schaffen, mä och eng ganz Rei Mesuren, déi d'Leeschunge vun deene Benevollen unerkennen an et méi interessant maachen, sech an deem Beräich ze engagéieren.

Zum engen ass eng Indemnitéit virgesi fir d'Aarbecht, déi vun de Benevolle geleescht gëtt. Si hunn ausserdem d'Méiglecheit, eng Zousazpensioun an eng Zousazkrankeversécherung ze huelen, woubäi si een Deel vum CGDIS rembourstéiert kréien. Ee fräiwëllege Pompjee, dee sech mindestens 15 Joer engagéiert, huet ab enger gewëssener Alterslimit Urecht op eng Allokatioun, déi bis elo de Veteranen ënnert de Pompjeeë virbehalte war.

Dir Dammen an Hären, ganz wichteg ass natierlech och de Congé spécial, deen et de Benevollen erméiglecht, déi néideg Formatiounen ze maachen. Dës Formatioun gëtt an Zukunft fir all déi Leit, déi am Rettungswiese schaffen, zentraliséiert ugebueden. D'Benevolle müssen déiselwecht Ausbildung maache wéi déi Professionell, well se jo an deeneselwechte Situatiounen mussen schaffen. D'Formatioun gëtt insgesamt opgewäert an iwwer Brevet an Diplomer zertifizéiert. D'Gesetz gesäit och eng Validatioun vun den Acquis vir, wat besonnesch wichteg ass fir all déi Leit, déi zënter Joren eng exzellent Aarbecht fir d'Rettungsdéngschter leeschten an natierlech eng ganz Rei vu Formatiounen gemaach hunn.

Här President, ee weidere wichteg Punkt am Gesetz ass déi territorial Organisatioun an d'Opstelle vun engem nationalen Organisationsplang fir d'Rettungsdéngschter. D'Land gëtt a véier Zones de secours agedeele, déi hiersäits an Groupements de secours ënnerdeelt ginn. Et wäerten insgesamt sechs Kategorie vum Zentre ginn, déi entsprechend hirer Äklassesierung mat Leit besat ginn an natierlech och d'Material op der Plaz hunn.

Donieft gëtt et spezialiséiert Unitéiten, déi fäeg sinn, op méi spezifesch Risiken ze reagéieren, déi innerhalb vum nationalen Organisationsplang identifizéiert goufen. Eenzel Kapitele regelen doriwwer eraus d'Missiounen an d'Organisatiounen vu Servicer wéi dem SAMU oder de Rettungsdéngschter vum Findel. Een anert wichteg Element ass déi nei Leitstell vum 112, déi esou opgestallt gëtt, datt se hire Koordinationsaufgaben optimal gerecht gëtt.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ee leschte Punkt, deen ech wëll ervirhiewen, ass dat soziaalt Element bei de Rettungsdéngschter. Wann elo alles zentral geregelt ass, kéint ee jo mengen, datt den Zesummenhalt ënnert de Pompjeeën um lokalen Niveau kéint verluer goen. Fir datt dat net geschitt, gesäit d'Gesetz eng Rei Dispositiounen vir zur „vie associative“, also d'Abannen an d'Veräinslieden. Dofir ass virgesinn, datt pro Asazcenter soll eng Amicale gegrënnt ginn, déi d'Aufgab huet, fir och an Zukunft Fester, Porte-ouverten oder sportlech Kompetitiounen ze organiséieren.

Sech als fräiwëllege Pompjee ze engagéieren, muss jo niewent där wäertvoller Aarbecht, déi gemaach gëtt, och nach Spaass maachen. Dës Aktivitéiten, déi bis elo virun allem um Niveau vun de lokale Pompjeescorpsen organiséiert goufen, spillen eng ganz grouss Roll fir de sozialen Zesummenhalt an och fir d'Integratioun. Si bidden eis d'Geleeënheet, fir jonk Leit fir d'Rettungsdéngschter ze interesséieren. Wa mir an Zukunft wëlle gutt fonctionnéierend Rettungsdéngschter hunn, dann ass et un éischter Stell wichteg, jonk Leit dervun ze iwwerzeegen, sech ze engagéieren. Mir müssen onbedéngt Konditiounen schafen, déi et fir déi Fräiwëlleg vun haut interessant maachen, fir weiderzemaachen, a virun allem, fir Jonker ze rekrutéieren, fir datt iwwert d'Zäit d'Unzuel vun de Benevollen erëm an d'Luucht geet.

Ech sinn um Enn vu menger Presentatioun ukomm an hoffen, datt ech an de wesentleche Punkten dat ugeschwat hunn, wat mer an der Kommissioun beschwat hunn. Eenzelheeten, déi ech vergiess hunn, fannt Der am schrëftleche Rapport oder natierlech am Text vum Gesetz zrëck.

A Merci nach un d'Kollege vun der Kommissioun, u jiddwereen, dee mat un deem Text hei geschafft huet. An och dem Ministère natierlech, d'selwecht wéi der Chamber an eiser Fraktioun, déi do gehollef hunn, e grouss Merci.

A virun allem Merci fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Merci och dem Här Rapporteur. An éischten age-

schriwwene Riedner ass den Här Laurent Zeimet fir d'CSV. Här Zeimet, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

► **M. Laurent Zeimet** (CSV).- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären,... Impressionnant!

De 14. Februar 2017 koum et tëschent Beetebuerg an Diddeleng zu engem schwéieren Zuchaccident. Op der Plaz waren déi lokal Pompjeescorpsen aus der Émgéigend, déi hirem Buergermeeschter ënnerstallt sinn, Ambulanzen a Spezialmaterial vun der Protection civile, déi der ASS ënnerstallt sinn, de SAMU an d'Stater Beruffspompjeeën. Asazleeder op der Plaz war deemools de renommierte Kommandant vun de Stater Beruffspompjeeën.

Och wann op deem Asaz d'Rettungsmoossname sécher fachgerecht a kompetent ofgelaft sinn, esou war et awer eng Constellatioun, déi néierens legal virgesinn ass. Et huet fonctionnéiert, well et muss fonctionnéieren. An der Nout stellt kee sech vill Froen, wien engem hëlleft: Pompjeeën oder Protex, Fräiwëlleg oder Haaptberufflech. An de Leit aus de Rettungsdéngschter waren dës Trennungen an de leschte Joren och net méi wichteg. Et gouf pragmatesch um Terrain zesummegeschafft. Mä wat feelt, ass eng legal Basis fir kloer Kommandostrukturen, Kompetenzen a Formatioun.

Här President, eis Rettungsdéngschter leeschten eng enorm Aarbecht. Se si ronderëm d'Auer do. 2017 sinn 262.000 Appeller beim 112 agang. Ee Véierel dovun waren Urgenzen. Dat mécht 176 Asätz den Dag. An 2016 gouf et 16.800 Asätz fir d'Pompjeeën, dovun gutt 2.300 Bränn. 3.949 Pompjeeë koumen 2016 op 96.137 Asazstonnen.

An déi Fraen a Männer aus de Rettungsdéngschter, déi an den Asaz ginn, gi jo net alleng an den Asaz. Hanner all Fräiwëllegem, hanner all Professionellem steet eng Famill. An déi ginn och mat an den Asaz, liewe mat deem Engagement, Dag an Nuecht. A se kënnen wuel dacks net schlofen, well se sech Suerge maachen. A soulaang ee selwer net an Nout ass, mécht ee sech net vill Gedanken, wéi eis Rettungsdéngschter organiséiert sinn. Muncher ee krut vläicht och nach guer net mat, datt d'Réckgrat vun eise Rettungsdéngschter déi ronn 4.000 Fräiwëlleger sinn. Fir vill vun eis ass dës Service, dësen Déngscht eng Selbstverständlecheit.

Mä schonns virun iwwer zéng Joer huet sech gewisen, datt op Dauer dës Service ëmmer manner selbstverständlech géif ginn. D'Zuel vu Biergerinnen a Bierger, déi bereet sinn, sech am Rettungsdéngscht ze engagéieren, ass réckleefeg. Tëscht 2000 an 2015 ass se bei de Pompjeeë vu 6.642 op 5.178 zrëckgaang. A bei der Protex gesäit et net anescht aus: vun 2.250 op 1.854. Dogéint d'Zuel vun den Asätz, déi klëmmt am selwechten Zäitraum ëm gutt een Drëttel, vun 58.213 op 75.152. An d'Komplexitéit vun den Asätz, déi klëmmt och. An d'Geforepotenzial gëtt méi grouss.

Fir dëser Komplexitéit gerecht ze ginn, gëtt da méi Formatioun verlaangt. An déi Komplexitéit an dat Méi u Formatioun féiert dann natierlech erëm derzou, datt ëmmer manner Leit bereet sinn, sech dat alles unzeden an déi Formatiounen ze maachen. An esou gëtt dann erëm d'Zuel vun deene Fräiwëllege réckleefeg. Trotz allem Engagement, de Constat war geschter an de Constat ass haut: Eis Rettungsdéngschter sinn op Dauer net méi asazbereet.

An dës Constat, Här President, huet zur Konklusioun gefouert, datt mer eis Rettungsdéngschter misste reorganiséieren, datt mer d'Pompjeeswiesen an d'Protection civile sollten zesummeféieren. Mä dës Konklusioun war méi séier gezu wéi realiséiert. An de Joren, wou d'CSV um nationalen Niveau d'Responsabilitéit fir d'Rettungswiese gedroen huet, sinn éischt Schrëtt an dës Richtung ënnerholl ginn. Eenzel Corpsen an Zentren hu Pionéieraarbecht geleescht an d'Mauer tëschent de sougenannten „Rouden“ an de sougenannten „Wäissen“ ofgerappt. Den Ufank vun dëser Reform huet sech um Terrain gemaach. D'Protex ass mat professionellen Ambulanciere verstärkt ginn an et ass vill Iwwerzeegungsaarbecht geleescht ginn.

Am Joer 2010 gouf en Expertegrupp agesat, deen eng Analys iwwer eist Rettungswiese virgeluecht huet. An d'Recommandatioun vun den Experte war kloer: D'Protex an d'Pompjeeë sollten zesummegefouert ginn.

Ënnert dem Innenminister Jean-Marie Halsdorf goufen Aarbechtsgruppen agesat, fir op Basis vun dës Konklusiounen a Recommendatiounen eist Rettungswiesen nei ze organiséieren. An et gouf e Plang opgestallt, fir dës Zil ze er-



reechen. Mir hunn eis als CSV 2013 an eise Wahlprogramm derzou engagéiert, eng national Struktur fir d'Protex an d'Pompjeeën opzebauen a bëides zesummenzeféieren, geleet a finanzéiert vu Stat a Gemeng. An dunn huet den Innenminister virum Summer 2015 e Gesetzesprojet deposéiert, dee mer mat vill Interêt analyséiert hunn.

An ech wëll virop soen, Här Minister: Dir hutt de Verdéngscht, dës Reform virugedriwwen ze hunn.

(Exclamations)

An Dir hutt lech getraut, en Text op den Dësch ze leeën,...

► **Une voix.**- Excellent!

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. Laurent Zeimet (CSV).**- ...ech denken, wuel wëssend...

(Brouhaha)

...ech denken, wuel wëssend, wéi Dir deen Text virgueluecht hutt, datt en net perfekt wier, datt e streng géif ënnert d'Lupp geholl ginn a kritiséiert ginn. A mir waren deemools och mat enger Rei Punkten am initiale Projet net averstannen, oder soe mer, mir hätten en anere Wee ageschloen. Dat hat mam zukünftege Rôle vun de Gemenge souwéi dem Iwwergang vun den Zentren an dem Material an de CGDIS ze dinn. Et hat och mat der Kompositioun vum Verwaltungsrot, mat Froen zum Rekrutement an net zulescht mat der Extrawurscht fir d'Stad Lëtzebuerg ze dinn. Kritticken, déi och zum Deel vum Syvicol gedroe goufen.

Mir waren och net iwwerzeegt, datt déi Method besonnesch zälführend war, well elo awer vill Zäit an der Prozedur verluer gaangen ass, well den Text net prett war. Eng Rei Punkten hätte mer bestëmmt - do sinn ech mer sécher - kënnen am Virfeld ausraumen, wa mer mat de Concernéierten diskutéiert hätten, a mir wären eis och parteiwwergräifend eens ginn a munch Onrou hätten kënne verhënnert ginn.

D'Method, fir virum Vott vun engem Gesetz esou ze maachen an ze agéieren, wéi wann d'Gesetz scho géif gëllen, déi Method vum Innenminister fënnt och hei net eis Zoustëmmung, esou wéineg, wéi se se am Dossier vun de Kierchefabrick fonnt huet. De Respekt, de Respekt virun der Chamber...

(Brouhaha)

...a virun eiser Verfassung verlaangt u sech, datt d'Gesetz fir d'Eischt hei gestëmmt ginn, éier d'Regierung se kann exekutéieren.

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. Laurent Zeimet (CSV).**- Bei dësem Projet huet sech dann och bewisen, datt d'Gesetz d'Chamber net esou verloossen, wéi se hei deposéiert ginn, well vum initiale Projet vum Minister ass net méi allze vill iwwreg bliwwen.

► **Une voix.**- Ooh!

► **M. Laurent Zeimet (CSV).**- Praktesch all déi 120 Artikelen goufen ëmgeschriwwen.

Här President, den éischten Avis vum Statsrot huet op sech waarde gelooss. Dat stëmmt. Mä et muss een dem Statsrot zeguthalen, datt et jo och keng einfach Matière war a sech eng ganz Rei vu komplizéierte Froen gestallt hunn. Et huet Oppositionen formelles gereent. Mä den Här Arndt huet schonn drop higewisen: Mir hunn eis an der Kommissioun ganz vill Zäit geholl, fir eng Fro no där anerer ze diskutéieren an eng Léisung ze fannen, an ech denken hei kënnen ze soen, datt mer dat an engem ganz konstruktive Geescht gemaach hunn.

An esou gouf deen initialen Text op Basis vum Avis vum Statsrot an Diskussiounen an der Kommissioun frëschgeschriwwen. Wéi dacks d'Navette tëschent Kommissioun a Statsrot gefuer ass, dat konnt Der a kënnt Der am Rapport vum Här Arndt noliessen.

Här President, hu mer elo mam Gesetz ab dem 1. Juli 2018 e perfekte Rettungsdéngscht? Ech denken net. Mä mir ginn eis mat deem Gesetz hei d'Grundlag, fir eist Rettungswiesen nei ze strukturéieren. E Kommandant huet d'folgend Bild gebraucht: D'Schéff firt dann elo an den Niwwel eran, a kee weess genau, wou den Äisbiereg op et waart.

► **Plusieurs voix.**- Ooh!

(Brouhaha)

► **Une voix.**- Virun 100 Joer war dat.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Fuert weider, Här Zeimet!

► **M. Laurent Zeimet (CSV).**- Et ass awer eng ongewësse Rees, op déi mer eis hei zesummen opmaachen.

Denke mer un den Iwwergang vun de kommunalen Infrastrukturen an dem Fuermaterial an de CGDIS! Mat dësem Gesetz brieche mer eng laang Traditioun. Ware bis elo d'Gemenge fir d'Pompjeswiesen zoustänneg, esou wäert sech mam CGDIS d'Relatioun tëscht Gemeng a Corps änneren. D'Gemenge bleiwen zwar an der Responsabilitéit, awer nëmmen iwwert den Émwee vum CGDIS. D'Gemengen hunn iwwer gewielte Vertrieeder am Verwaltungsrot vum CGDIS e Matsproocherecht, mä et ass awer par rapport zu haut staark limitéiert an op engem aneren Niveau. De Buergermeeschter ka wuel den Asaz vum CGDIS requisitionnéieren, mä dat dierft u sech an der Praxis seelen de Fall sinn, well dat iwwert den 112 wäert vum selwe lafen.

Datt mer déi lokal Verankerung, den Austausch, d'Kooperatioun, déi op ville Plaze ganz gutt funktionnéiert, an déi nei Zäit transposéiert kréien, wär u sech wëschenswäert. Vill Gemenge loosse hiert Personal och während der Schaffzäit an den Déngscht goen, an d'Gesetz schreift jo och vir, datt all Patron dat eigentlech sollt maachen.

De CGDIS wäert och weider op Fräiwëlleger ugewise sinn an dorobber, datt d'Gemengen ëmmer nach hir Leit an den Déngscht loosse. Eng Rei vu Gemengen hu Personal direkt an den Zentren affektéiert. Dës Mataarbechter kënne sech jo elo decidéieren, ob se an de CGDIS wëlle wiesselen oder bei hirer Gemeng bleiwen. A keen, dee wiesselt, soll eppes verléieren.

Um lokale Plang war et bis elo op ville Plazen am Émgang einfach a schnell. Wann eppes huet missen an engem Zenter ersat oder erneiert ginn, da waren d'Weeër meeschtens kuerz. An ech denken, och an Zukunft wäert kee Pompjee Verständnis derfir hunn, datt, wann eng Autobatterie muss ersat ginn, dat en administrative Virgang a Bewegung setzt, dee kaum nach ze bewältege wier. Hei waart also op den Direkter an op de Verwaltungsrot eng Herkulesaufgab.

Zwee Joer Iwwergangszäit si keng Éiwegkeet, fir sech mat 102 Gemengeresponsabelen eens ze ginn. An op déi Responsabel an de Gemenge kënnt natierlech eng Erausforderung duer, si musse sech op hirer Säit preparéieren. An eis schénkt et dofir immens wichteg, datt elo keng Zäit verluer geet, fir d'Gemengen am Detail ze informéieren, wat usteet a wat vun hinne verlaangt gëtt. Et brauch een net vill Fantasie, fir sech virzustellen, datt dës an där enger oder anerer Gemeng kéint komplizéiert ginn. Fir d'Material muss ee sech eens ginn, wat an de CGDIS geet a wat bei der Gemeng bleift. D'Gemengen hunn zwar en theoretesche Choix, fir Material ze halen, mä wa se e funktionnéierende Rettungsdéngscht wëllen - a wie wëllt dat net?, - dann hu se eigentlech keen anere Choix, wéi dem CGDIS dat ze ginn, wat e brauch.

Bei de Gebaier an dem Terrain dierft et nach eng Grëtz méi komplizéiert ginn. Wiem gehéiert den Terrain? Wiem d'Gebai? Am Prinzip jo dem Propriétaire vum Terrain. Ass alles schonns kloer delimitéiert? An da muss ee sech iwwert de Wee eens ginn, wéi alles soll dem CGDIS zur Verfügung gestallt ginn. Verlounen? Iwwer Emphyteos? Droit de superficie? Alles spannend Froen, déi fir vill Freed an den nächste Méint dierfte suergen.

Et gëllt op verschidde Plazen och, nei Zentren ze bauen. Och dës ass eng Erausforderung, well d'Erwaardunge si grouss an d'Gedold ass kleng. Dobäi kënnt jo, datt vum CGDIS dann erwaart gëtt, eng Gemeng wéi déi aner ze behandelen, well dës Diskussioun soll net zu engem Basar ausarten.

Dofir si mir der Meenung, datt d'Konditiounen an d'Kritäre vun dësen Transferte mussen an engem Règlement grand-ducal transparent an novollzéibar fixéiert ginn. Mir bedauern, datt dës Règlement grand-ducal elo nach net virläit. Mir konstruieren dorauer kee stramme Virwurf, mä et wär awer besser an et wär méi kloer, wann dat zu dësem Zäitpunkt de Fall wär. Ech denken, do si mer eis eens. Et bleift jo keng Éiwegkeet, fir dës ze klären, well déi Negociatiounen mat de Gemenge musse vum CGDIS zügg an Ugrëff geholl ginn.

Déi verschidden Zentren ginn dann och no Asazfäegkeet a Kategorien agedeelt. D'Zentren ginn a Gruppementer, d'Gruppementer nees a véier Zonen, oder Bezirker - dat versteet ee vläicht heibanner besser -, Norden, Osten, Süden an Zentrum, agedeelt. Et ass jo esou, datt op Basis vum Gesetz soll e Plan national d'organisation de secours erstallt ginn. An op Basis vun deem Plan national sollen dann déi Zentren definéiert oder confirméiert ginn. Déi bekannte Kaart huet d'Zentren awer elo scho kategoriséiert, an do stellt sech d'Fro, ob op Basis vun den Erkenntnisser aus dem Plan national dann herno sech nach eppes kéint änneren.

An och nach zwou Bemerkungen dozou. Déi Kategoriséierung ass virgesi vu réimesch I bis

IV, mat engem Ilbis an esou weider. Dat ass awer e bëssen droleg vun der Numerotatioun hier, an et freet ee sech, firwat een dat net einfach hätt kënnen duerchnummeréieren, der Einfachheet halber. A wat déi Nimm vun de Gruppementer ugeet, do hat wuel een eng ganz poetesch Oder. Mä ech froe mech och hei, ob et net méi einfach wär, dat vun Norden 1 bis 4, an esou virun, anzedeelen. Dat géif et wahrscheinlech an der Praxis méi einfach maachen.

Här President, wann dës Reform elo wierkt an de CGDIS seng Aarbecht ophëlt, da sinn d'Gemenge weider gehalen, de Rettungsdéngscht virzefinanzéieren, op d'mannst elo nach während der Iwwergangszäit, wëssend, datt duerno dann en Dekont gemaach gëtt.

D'Gemenge sinn awer och gehalen, hir Kontributioun an de CGDIS ze bezuelen. Se mussen also eng Zäit laang virstrecken an abezuelen. Et ass dofir am Interêt vun de Gemengen, dës Iwwergangszäit net laang oder net ze laang daueren ze loosse. A kloer Verhältnisse si besser wéi een Duerjerneen. Mir hunn och laang iwwert dës Punkten an der Kommissioun diskutéiert. An et ware jo och ënner anerem déi Froen, déi de Statsrot bis an de leschten Avis beschäftigt hunn.

Mat dësem Gesetz suerge mer an enger éischer Phas fir vill Gewulls. Et brauch een dofir elo op béide Säiten eng gutt Preparatioun an och e klore Kapp. An dofir fuerdere mer, datt d'Gemengen déi néideg Informatiounen kréien a Begleedung kréien, fir sech op déi nei Situatioun ze preparéieren.

Mat der Reform gëtt een Établissement public geschaaft mat Generaldirekter an Direktiounen. An och hei leeë mer de Grondstee vun enger neier Struktur, déi muss mat Liewe gefëllt ginn, wou muss Responsabilitéit iwwerholl ginn. Mir wëssen, datt sech d'Administratioun schonn eng Zäit laang dorobber preparéiert.

A mir waren, an dës ass allerdéngs eng kritesch Bemierkung, net begeeschtert, wéi beim Rekrutement de Beamtestatut sollt an Eenzelfäll iwwergaange ginn. Och wann ee kann novollzéien, datt een déi bescht Leit brauch, esou mussen awer elementar Regele respektéiert ginn. A mir waren u sech frou, datt de Statsrot hei eng Brems ageheut huet. Ech denken, mir hätten eis op Dauer keng Freed gemaach, wann et Schoul gemaach hätt, datt déi eng mussen Examen maache fir bei de Stat an anerer géifen do derlaanscht kommen.

Mam CGDIS gëtt de Statut vum Berufspompjee aus der Stad dann elo zum Virbild vum ganze Land. Den Iwwergang vun de Findel-Berufspompjeeën an d'Stater Berufspompjeeën war sécher keen einfachen Exercice. Et kann een och novollzéien, datt d'Leit retizent sinn, wa se sollen de Patron wiesselen. Et ass e mënschleche Reflex, datt ee léiwer dat behält, wat een huet, oder bei deem bleift, deen ee kennt.

Munch Bedenken hu missen aus dem Wee geraumt ginn a munch Bedenke losse sech dann elo och an Euro ausdrécken. Mir gesinn et awer esou, datt dës Reform net dorunner soll scheitern, well de Rettungsdéngscht, deen assureiere mer net mat Direktiounen an engem Verwaltungsrot an och net mat Buergermeeschteren oder engem Minister. Mir assureieren de Rettungsdéngscht nëmme mat motivéierte Pompjeeën, déi bereet sinn, an den Asaz ze goen. Motivéiert Pompjeeën, ob se dat haaptberufflech maachen oder am Benevolat. Well mir dierfen net vergiesse bei allen Diskussiounen iwwert déi Haaptberufflech an hire Statut, datt se nëmmen 10% vum Effektiv ausmaachen. Déi Fräiwëlleger bleiwen och am CGDIS d'Réckgrat vun eise Rettungsdéngschter.

Well awer d'Bereetschaft ofhëlt, an den Asaz ze goen, musse mer och déi weider besonnesch ënnerstëtzen. Et ass en Engagement wéi kaum en anert. Et bréngt Gefore mat sech, et geet ëm Mënscheliwwen, et ass zäitopwendeg an et ass net am Viraus ze plangen. Wann eng Musek e Concert net ka spillen, well d'Musikante keng Zäit hunn, dann ass dat schued, et ass och vläicht traureg, mä wann een Asaz net kann assuréiert ginn, well keng Leit do sinn, dann ass dat eng Katastroph.

An dofir ass et richtig, datt mer mat dësem Gesetz eng Rei vu Mesurë festhalen, fir den Asaz vun de Volontairen ze honoréieren, wéi d'Indemnitéit fir Asaztonnen, d'Méiglecheet, fir eng Zousatzpensioun oder eng Krankerversicherung rembourséiert ze kréien, well mir verlaangen als Gesellschaft vill vun deene Volontairen, net nëmmen Asazbereetschaft an Déngscht, mä och nach déi beschtméiglech Formatioun. An och hei leeë mer de Grondstee mat dësem Gesetz fir de Formatiounszenter, deem säi Gebai jo um Rond-point Gluck schonn um Wuessen ass. A mir sollten d'Geleeenheet notzen, fir vläicht nei Leit ze gewinnen, fir an eise Rettungsdéngschter aktiv ze ginn.

Här President, vergiesse mer net, ëm wat et hei geet. Mir wëllen a mir mussen de Rettungsdéngscht am ganze Grand-Duché ronderëm d'Auer och an Zukunft kënnen assureieren. Mir wëlle sécherstellen, datt een, egal wou een am Land an Nout geréit, séier a kompetent an am beschten a 15 Minutte gehollef kritt. Mir wëllen assureieren, datt déi Leit, déi an den Asaz ginn, dat gutt preparéiert maachen a gutt equipéiert sinn, iwwerall am Land.

A vläicht, Här President, kann de Minister nach eemol hei konfirméieren, datt och de SAMU-Déngscht am ganze Land wäert assuréiert bleiwen, fir datt och déi Rumeure kënnen aus der Welt geschaaft ginn, une fois pour toutes, déi am Moment zirkuléieren.

Kee wënscht sech en Accident oder e Feier oder soss en Noutfall, mä mir all si frou, wann een den 112 urufft, datt ee gehollef kritt. Als Bierger a Biergerinne wëlle mer eis op de Rettungsdéngscht kënne verlossen. Et ass eng Saach vu Vertrauen. An och déi, déi Responsabilitéit beim Stat an a Gemengen droen, vertrauen am Eeschtfall op hir Equippen, datt se do sinn an d'Saach am Grëff hunn.

Net méi spët wéi d'lescht Woch huet et an eiser Gemeng gebrannt bei der Beschäftigungsinitiativ. Eis Chalet sinn a Flamen opgaangen. An et kann een deem Misär dann nëmmen nokucken op där enger Säit, wou een och de Responsabilitéit dréit, wann dann déi aner Equippen kënnt, fir déi een och matresponsabel ass, d'Saach am Grëff huet an d'Feier op en Enn bréngt.

Mir sinn eise Rettungsequippen och dofir Respekt schëlleg. Den Här Minister hat op der Neiwoersreceptioun mat Recht dorobber higewisen. Et ass net akzeptabel, wann déi, déi hëllefen, ugepöbelt, a schlemmer nach, agresséiert ginn. An Dir hat bei dëser Receptioun annonciéiert, Dir wëlt mam Justizminister Récksprooch huelen, ob een net fir esou Virfäll misst d'Sanktioun verschäerfen. Ech wëlt dofir op dës Plaz froen, ob Der hei zu Konkusiounen mam Här Braz komm sidd, wat dann an deem Dossier soll an Zukunft geschéien.

Dir hat och, wann et richtig rapportéiert ginn ass, eng Etüd an eng Sensibiliséierungsaktioun ugereegt. Do si mer allerdéngs e bësse méi skeptesch. Mir brauchen eigentlech keng Etüd a mir mengen och net, datt mer fir de Respekt virun eise Pompjeeën nach laang musse sensibiliséieren. Wie sech de Rettungsdéngschter an de Wee stellt, soll d'Konsequenze spieren. Hei kann ee fir Feelverhale kee Versteedsdemech hunn. Wien hëlleft, muss sech net beleiden a muss sech och net agresséiere loosse.

Här President, natierlech huet de Rettungsdéngscht och e Käschtepunkt. Mir haten als CSV eng Kommission jointe gefrot, fir iwwert de globale Käschtepunkt an d'Bild gesat ze ginn. Mir wollten awer och wëssen, wat op déi eenzel Gemengen duerkënnt. Leschten Donneschdeg, eng knapp Stonn virum Vott iwwert de Rapport, war et dann esou wäit an et kount zu dëser Sëtzung.

D'Gemengen droen eng gutt Partie vum Käschtepunkt vum CGDIS. Dir erënnert lech sécher, datt mer als CSV dergéint waren, datt d'Gemengen net un der TVA-Upassung vu 15% op 17% bedeelegt goufen, mä datt u sech mat hirem Undeel dorunner e Fonds gespeist gouf, fir de CGDIS ze preparéieren. Ech weess, de Minister seet elo vläicht, datt déi Sue fir de Rettungsdéngscht jo esou och de Gemengen zeguttkoumen. A mir äntworten: Jo, dat mag wuel sinn. Mä wou ass d'Konterpartie vum Stat an deem Fall gewiescht?

Mir waren och net derfir, datt déi nei Steuer op den Autosassurancen de Rettungsdéngschter esou soll zeguttkommen, mä mir bleiwen der Meenung, datt esou Recetten u sech sollen an d'Statsdéppe flëssen an ëmverdeelt solle ginn.

Mir froen eis och, wat mat der Feierschutzsteuer ass. De CGDIS soll ronn 100 Milliounen Euro kaschten. Wëssend, datt nach Personal an Zukunft wäert mussen agestallt ginn, wëssend, datt gréisser Zentren nach ze baue sinn. An esou kann een dovun ausgoen, datt de Budget éischer no uewe wéi no ënne wäert evoluéieren.

Mir begrëssen dobäi de Plafonement, dee virgesinn ass ab 2023, fir datt u sech d'Kontributioun vun de Gemengen an der Héicht vum Uwuessen vun den net affektéierte Recettë soll limitéiert bleiwen.

Mä, Här President, mir waren och bereet, dorüwer ze schwätzen, ob de CGDIS net integral soll iwwert de Statsbudget finanzéiert ginn amplaz deen Émwee iwwert d'Gemengebudgeten ze huelen. Mir haten och am Ufank d'Virstellung, datt déi Finanzéierung soll tëschent dem Stat an de Gemengen opgedeelt ginn, koumen awer zur Konkusioun, datt ee sech dës Konstruktione kéint spueren.

D'Gemenge brénge vill an de CGDIS an. Hiert Matsproocherecht wäert an Zukunft awer limi-



tiéiert sinn. Also kéint een och eng limitéiert finanziell Bedeelegung vun de Gemenge virgesinn. Eng Propos, déi vun lech leider net opgeholl ginn ass. Firwat net, kënnen mer bis haut net richtig novollzéien.

Wéi och ëmmer, mir stelle fest, datt eng Majoritéit an dëser Chamber dëst anescht gesäit. Mir stellen och fest, datt d'Finanzéierung net eppes ass, wat een net eemol kéint änneren. A mir wëllen awer hei festhalen, datt mer en anere Finanzéierungsmodus virgezunn hätten. An ech deposéiere fir all déi Punkten eng Motion, Här President,...

Motion 1

La Chambre des Députés,

- considérant que la réorganisation des services de secours constitue un défi pour l'État et les communes;

- considérant que la Chambre des Députés devrait rester associée à la mise en œuvre de la loi,

invite le Gouvernement

- à informer les responsables communaux sans délai sur les démarches et préparatifs à entreprendre en vue de la mise en vigueur de la loi portant organisation de la sécurité civile et création d'un Corps grand-ducal d'incendie et de secours;

- à soumettre à la Chambre des Députés des bilans intermédiaires concernant les transferts de propriété prévus aux articles 9, 10 et 11 du projet de loi 6861;

- à soumettre à la Chambre des Députés avant la présentation du budget pour l'année 2019 une évaluation actualisée de la participation de l'État et des communes au financement du CGDIS;

- à soumettre à la Chambre des Députés un bilan intermédiaire concernant la réorganisation des services de secours pour juillet 2019.

(s.) Laurent Zeimet, Emile Eicher, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Claude Wiseler.

M. Mars Di Bartolomeo, Président.- Merci.

M. Laurent Zeimet (CSV)- ...wou mer och verschidde Bilane froen. Eng Kéier virum Dépôt vum nächste Budget, datt mer eng Kéier an d'Bild gesat ginn, aktualiséiert, wéi d'Participatioun vum Stat an de Gemengen dann elo ass fir de CGDIS. Wou mer och de Bilan maachen, wéi et mat den Transferte vun der Propriétéit vir sech geet, a wou ee virum Summer vum nächste Joer géif en intermédiaire Bilan zéien, wéi d'Reform ëmgesat gouf.

Här President, de Rettungsdéngscht ass muer net méi opgedeelt a rout a wäiss. An de Rettungsdéngscht, deen huet och keng politesch Faarf. Et ass, denken ech, och jiddwerengem egal, wéi eng politesch Astellung deen huet, deen engem hëlleft.

Une voix.- Très bien!

M. Laurent Zeimet (CSV)- Mä all déi, all déi, déi an den Asaz ginn, solle wëssen, datt eng breet Majoritéit vun dësem Haus hannerhinne steet an datt dëst Haus hiert Engagement respektéiert, datt mer zesummen eise Rettungsdéngscht wëlle fir d'Zukunft opstellen.

An an deem Sënn, Här President, ginn ech heimat den Accord vun der CSV zu dësem Gesetz.

Plusieurs voix.- Très bien!

Une voix.- Ah!

M. Laurent Zeimet (CSV)- Ee fir all an all fir een, esou heescht de Motto vun de Pompjeeën. An Zukunft heescht et: ee CGDIS fir all an all fir de CGDIS. Et kënn natierlech elo do robber un, datt déi Responsabel d'Leit am CGDIS och zesummebréngen, en Esprit de corps schafen. An ech wëllt dofir am Numm vun der CSV all deene Merci soen, déi sech am Laf vun de Jore fir eng Reorganisatioun vun de Rettungsdéngschter staarkgemaach hunn, dofir gestriden a geschafft hunn, ob et Ministere waren, Beamten, Kommandanten, Zenterchefen oder Pompjeeën. An ech wëllt och besonnesch un déi denken, déi ze fréi gaange sinn an dësen Abléck net méi erlieden.

An ech soen natierlech och dem Rapporteur, dem Frank Arndt, Merci fir säi Rapport, säi mëndlechen a säi schrëftlechen. Op d'mannst hie wäert sech dann am Oktober hei am Haus net méi mussen domadder auserneeetzen, wéi sech dës Reform auswierkt. Mä well en nach op anere Plaze Responsabilitéiten dréit, kënn en awer net ganz derlaanscht. Ech wënschen lech bonne Chance.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président.- Merci och. An Dir hutt den Här Arndt ugeschwat an e kritt elo direkt d'Wuert als Spriecher vun der LSAP. Här Arndt, et ass erëm un lech.

M. Frank Arndt (LSAP)- Merci, Här President. Bon, wéi gesot, fänke mer erëm vu vir un.

(Interruption)

Jo, am Numm vun der LSAP.

M. Mars Di Bartolomeo, Président.- Hien ass Spriecher.

M. Frank Arndt (LSAP)- Et huet kee sech getraut.

Bon, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, am Numm vun der LSAP wëll ech awer elo nach e puer méi punktuell Remarque maachen zu dësem Gesetzesprojet. Als Éischt wëll ech emol dem Minister Dan Kersch a senge Mat-aarbechter felicitéieren, déi endlech eng Reform ëmgesat hunn, déi zanter ville Joren dréngend noutwendeg war.

Une voix.- Très bien!

M. Frank Arndt (LSAP)- Een ambitiëse Projet, deen dëst Land brauch, dat endlech, no laangen Diskussiounen an a mengen Aen no vill ze vill verlueren Zäit, säi reforméierte Service de secours kritt. Et ass eigentlech eng Schan, datt ee räicht Land wéi Lëtzebuerg et iwwer Jorzéngte verpasst huet, seng Rettungsdéngschter un d'Entwécklung vum Land unzepassen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Frank Arndt (LSAP)- Émmer erëm kouw et zu Virfäll, wou d'Leit, déi Hëllef gebraucht hunn, éiweg hu misse waarden, well grad keng Ambulanz an der Géigend besat war. Eenzel Geschichte krut ee méi als Anekdot weidererzielt, mä déi waren alles anescht wéi amusant. Souguer a gréisseren Uertschafte gouf dagsiwwer iwwer ee Mangel u Pompjeeë geklot. Déi Situatioun huet sech iwwert d'Joren net verbessert an d'Servicer waren net ëmmer optimal garantéiert. Mir hate ganz vill Chance, jo, datt d'Leit um Terrain sech ëmmer iergendwéi ze arrangéieren woussten, datt et net zum Schlëmmste kouw.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ee schlecht organiséiert Rettungswiesen, dat net iwwert déi néideg Capacitéite verfüügt, biergt ee seriöse Risiko a bréngt ee seriöse Risiko mat sech a bréngt de Mënsch bei Leed an Nout och nach a Liewensgefor. Gläichzäitig hänkt eng enorm Verantwortung an ee groussen Drock op de Fräiwëllegen. Et ass do kee Wonner, datt ëmmer manner Leit bereet sinn, dat an hirer Fräizäit nieft Beruff a Famill nach op sech ze huelen.

All déi Problemer sinn net nei an hätte scho mam Gesetz vun 2004 misse geléist ginn. Deemools huet offenbar de politesche Courage dofir gefeelt. Et gouf vill lamentéiert, wéi schwieereg et wier, d'Leit aus deene verschiddeste Servicer dovun ze iwwerzeegen, méi enk zesummeschaffen. An et ass och sécher richtig, datt et Resistenze gouf géint eng Reform. Mä insgesamt kouw d'Fuerderung, fir mat där grondleeënder Reform unzefänken, awer just vun de Leit vum Terrain, déi all Dag kreativ Léisungen hu misse fannen an engem System, dee vun enger Rei vun Inkohärenze geprägt war.

An deem Sënn ee ganz grouse Merci un dës Leit, déi iwwer all déi Joren trotz schwieerege Bedéngunge grousst Engagement erbruecht hunn, fir de Leit an Noutsituatiounen ze hëllefen. D'LSAP hofft an ass iwwerzeegt, datt dëst Gesetz ee gudden Deel vun de Problemer, déi et bis elo gouf, ka léisen.

D'Zil ass et, flächendeckend, egal wou am Land, gradesou schnell a gradesou gutt Hëllef ze garantéieren am Fall vun Nout. Et muss dach an der Zukunft méiglech sinn, innerhalb vu 15 Minutten Hëllef ze kréien. Eng gutt Koordinatioun vum 112 an de Prinzip, datt Hëllef vun deem gelescht gëtt, deen am noosten an am séiersten ze erreechen ass, onofhängeg vun de Gemeengengrenzen, ass dobäi elementar.

Une voix.- Très bien!

M. Frank Arndt (LSAP)- Eng Viraussetzung fir d'Optimiséiere vun den Hëllef-déngschter am Land war d'Abetribhuele vum neien ELS, dem Einsatzleitsystem, engem modernen, zentrale System fir d'Entgéintheue vun den Nouttriff um 112. Dëst gouf viru knapp zwee Joer vun der Verwaltung vun de Rettungsdéngschter mat engem Invest vun 3,8 Milliounen ëmgesat. An och hei denken ech, ass keng Zäit verluer gaangen. Mä ob Feier, Accident oder soss eng medezinnesch Urgence, de Bierger soll iwwerall an egal, wou hien am Ländche wunnt, datselwecht Urecht op eng schnell a qualitativ Äntwert zegutt hunn.

Dir Dammen an Dir Hären, ee wichtegt Instrument, fir datt dës Ziler kënnen erreecht ginn, ass ouni Zweifel de Plan national d'organisation des secours - de PNOS, ewéi e genannt gëtt -, dee vum Innenministère ausgeschafft an zesumme mam CGDIS an de Gemenge regelméisseg ugepasst muss ginn a gëtt. Am Kader vun dësem Plang gëtt een Inventar gemaach an eng Evaluatioun vu verschidde Risiken,

soudatt d'Rettungsdéngschter entsprechend kënnen organiséiert ginn.

All dës Reformen änneren natierlech näischt drun, datt et um Terrain u Leit feelt. Dofir muss alles gemaach ginn, fir d'Volontairen, déi am System sinn, ze behalen an et och fäerdegzebréngen, nei Leit fir de CGDIS ze begeeschten. D'Gesetz gesäit dofir eng ganz Rei vun neien a flotte Moosname vir.

Et ass kloer, datt all Fräiwëllegen, deen dem System verluer geet, ee grouse Verloscht wäert duerstellen. Seng eventuell Kompensatioun duerch een Haaptberuffleche wäert d'Saach à la longue net méi bëlleg maachen. Et muss zu enger Komplementaritéit vu Volontairen a Professionelle kommen. Déi Fräiwëlleg mussen sech duerch e gutt organiséiert Ëmfeld weiderhin am CGDIS erëmfannen. An dat Engagement muss hinnen och weiderhi Spaass maachen. De CGDIS erméiglecht et méi wéi virdrun, de Volontariat maximal ze ënnerstëtzen. An dat ass och gutt esou.

Dir Dammen an Dir Hären, als Fazit géif ech mer erlaben, dës Reform trotzdeem, a wann Der kuckt, wéi laang mer dru geschafft hunn, als eng vun de Jorhonnertreformen ze bezeichnen. Si reit sech an dat an, wat d'Majoritéit sech hei viru véier Joer op de Fändel geschriwwen huet a se sech fest virgeholl huet, konsequent ëmzesetzen.

An ech ka mech net erënneren, datt ee Projet de loi an esou enger breeder Diskussioun gefouert gouf an diskutéiert gouf wéi deen heiten. Net iwwert de Knéi gebrach, mä mat vill Fingerspëtzegefill. Dat war laang iwwerfällg an huet all dat zesummebruecht, wat zesummegehéiert.

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren an ech ginn natierlech och den Accord, den Okay vun der LSAP-Fraktioun. Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président.- Merci och. Nächste Riedner ass den Här Max Hahn fir d'DP.

M. Max Hahn (DP)- Här President, léif Kollegeen, léif Kollegeen,...

Une voix.- A Kolleginnen!

M. Max Hahn (DP)- ...fir Leit, bei deenen et am Alldag op all Minutt ukënn, wou d'Reaktionsschnellegkeet iwwer Liewen an Doud entscheed, ass et nëmme ganz schwéier ze verstoen, dass eng dréngend néideg Reform méi wéi e Jorzéngt brauch. D'Schwächte vum aktuelle System sinn net eréischt säit gëschter bekannt. Émmer méi Asätz, ëmmer méi technesch, komplizéiert an usprochsvoll Asätz mat ëmmer manner Leit. Dat, léif Frënn, ass eng Mëschung, déi op Dauer net gesond ass.

Nodeems d'Situatioun an deene leschte Joren awer ëmmer méi schlëmm ginn ass, hunn déi Verantwortlech vun de Pompjeeën an der Protection civile scho viru eefel Joer d'Alarmklacke gelaut an ëffentlech gefuerdert, d'Rettungsdéngschter mat Haaptberufflechen ze verstärken. Dunn ass awer emol bis 2010 gewaart ginn, fir vun engem Expertenrapport confirméiert ze kréien, dass den aktuelle System net méi gutt genuch wier. Also fir op datselwecht Resultat ze kommen, wat dräi Joer virdrun vum Comité des sages a vun der Pompjeesfederatioun kloer gesot gouf.

An ech soen et genausou kloer: Et ass onnëtz Zäit verplempert a vill gepléischtert ginn. Just wann et guer net méi gaangen ass, si just häp-perchersweis e puer haaptberufflech Ambulancier agestallt ginn, keng Spur vun nohalteger, struktureller Planung.

Ech sinn awer frou, dass an deene leschte Joren d'Prioritéiten anerer waren. Et si massiv Haaptberufflecher agestallt ginn. D'Zuel ass an deene leschte fënnf Joer vu 40 op 150 geklommen. An et kommen der nach eng jett derbäi. 50 sinn der grad an der Ausbildung. D'Formatioun selwer huet och vill méi en héije Stellwäert kritt. An jo, den nationalen Asazcenter, de CNIS, ass am Bau. An haut ass et also dee leschte grouse Schratt, dee mir ginn, fir d'Lëtzebuurger Rettungswiesen endlech fir ze maachen. An dat ass batter néideg.

An ech verstoppen et net, ech sinn als Pompjee ganz besonnesch houfreg, haut hei an der Chamber dierfen derbäi ze sinn, wann eng nei Ära an der Geschicht vum Lëtzebuurger Rettungswiesen agelaut gëtt. Dat ass näischt ze fréi, well d'Situatioun um Terrain ass kritesch, an dat net eréischt säit gëschter. D'Politik huet misse handelen, net aus Loscht ze reforméieren, mä aus enger absolutter Necessitéit eraus. Et ass näamlech eng vun de wichtegsten Aufgabe vun der Politik, fir d'Sécherheet vun de Bierger ze suergen an de Leit Hëllef zoukommen ze loossen, wa si Hëllef brauchen.

Wann een awer weess, dass et am Noutfall schlëmmstefalls bis zu 40 Minutten dauere kann, bis Hëllef kënn, dann ass dat fir e Land ewéi Lëtzebuerg inakzeptabel. Et ass an der Vergaangenheet vun der Politik vill ze laang ge-

zéckt, gewaart an iwwerluecht ginn, am plaz dem Rettungswiesen ze hëllefen, seng Missioun besser kënnen ze erfëllen, seng Missioun, de Leit an Nout an engem rasonablen Delai kënnen ze hëllefen.

Här President, wann ee mat de Leit um Terrain iwwert d'Reform schwätzt, spiert een zwar eng gewësse Skepsis, mä et sinn der awer ganz wéinég, déi d'Reform als solch a Fro stellen. Jo, et mierkt een dobaussen, dass nach vill Oplärungsarbecht néideg ass bei den Akteuren um Terrain. An do wäerte mer nach all zesumme vill Oplärungsarbecht an Terrainsarbecht musse leeschten.

Wa vun der Reform vum Rettungswiese geschwat gëtt, da gëtt och ganz gären dat Wuert Professionaliséierung beno tzt. Professionaliséierung? War dat da bis elo alles esou schlecht? War déi Aarbecht vun den Dausende Fräiwëllegen net professionell genuch? Ganz am Géigendeel. Ech wëll den Dausende frëieren an aktive Fräiwëllegen hei net nëmme Merci fir hiren Asaz soen, mä hinnen och soen, dass mam Wuert Professionaliséierung dat verstärkt Zréckgräifen op Haaptberufflecher gemengt ass a kengesweeës e Jugement iwwert d'Qualitéit vun der geleschter Aarbecht gemengt ass.

Une voix.- Très bien!

M. Max Hahn (DP)- De System, wéi mir en haut hunn, huet iergendwéi fonctionnéiert. Mä heiansdo huet ee sech gefrot: Wéi? D'Zuel vun den Asätz ass enorm an d'Luucht gaangen an d'Zuel vun de Fräiwëllegen ass enorm erogaangen. An awer, et ass ëmmer Hëllef komm, wa se gebraucht ginn ass. De System huet iergendwéi fonctionnéiert. An dat just dank dem onermiddlechen Asaz vun den Dausende Fräiwëllegen.

Une voix.- Très bien!

M. Max Hahn (DP)- Mä mir wëssen all, dass de System säit geraumer Zäit u seng Grenze steist. Mir brauchen einfach méi Leit, fir déi vill Asätz kënnen ze assuréieren. Méi Haaptberufflecher also, déi permanent disponibel sinn, awer och méi Fräiwëlleger.

Här President, ech sinn dovun iwwerzeegt, dass dëst Gesetz d'Situatioun um Terrain verbessere wäert, d'Situatioun fir d'Leit an Nout, well se méi séier a méi performant gehollef wäerte kréien, awer och d'Situatioun fir déi Dausende Fräiwëlleger, well se vun Haaptberufflechen ënnerstëtzt wäerte ginn.

Jo, déi Fräiwëlleg gi vun Haaptberufflechen ënnerstëtzt an net ëmgedrëit. Wat méi Fräiwëlleger do sinn, wat manner Haaptberufflecher gebraucht ginn. An dofir mussen mir alles maachen, fir déi Fräiwëlleg bei der Staang ze halen. Jiddweree vun de Fräiwëllege soll seng Plaz am neie System fannen. Déi Fräiwëlleg wäerten an Zukunft näamlech net manner, mä méi gebraucht ginn. Si sinn haut schonn d'Häerzstéck vun eise Rettungswiesen a wäerten dat och an Zukunft, also no der Reform, bleiwen.

Mir brauchen awer och méi Haaptberufflecher. Haaptberufflecher, déi och dagsiwwer kënnen Permanencen halen, wa vill Fräiwëlleger op hirer Aarbecht sinn, déi oft ze wäit vum Wunnuert ewech ass, fir kënnen op den Asaz ze fuehren. Déi ufalend Aarbechten tëschen den Asätz sollen och an Zukunft méi vun Haaptberufflechen iwwerholl ginn. D'Gefierer tanken a wäschen, d'Material an den Asazentren ënnerhalen, Asazberichte schreiwen, d'Präventioun sécherstellen, Formatiounen halen an, an, an.

An dat net nëmmen an deenen Zentren, déi permanent mat Haaptberuffleche besat ginn, och an den Zentre vun der Kategorie I an II, also de méi klengen Zentren, wäerten Haaptberufflecher fir déi néideg Entlaaschtung vun de Fräiwëllege suergen, andeems de Fräiwëllegen ufalend zäitintensiv Aarbechte virun an no den Asätz vun Haaptberufflechen ofgeholl ginn.

Här President, déi rezentsten Asazzuele weisen, dass d'Unzuel vun den Asätz zënter dem Joer 2001 ëm 30% an d'Luucht gaangen ass. Parallell dozou geet d'Disponibilitéit vun de fräiwëllege Pompjeeën, Sauveteuren an Ambulancier kontinuéierlech erof: zënter 2001 bei de fräiwëllege Pompjeeën ëm 22% a bei der Protection civile ëm 18%. A bei de Jugendpompjeeën, also dem Baxter mat dem frësche Blut, souguer ëm 30%.

(Hilarité et interruptions)

Méi Asätz mat manner Leit ass op Dauer keng gutt Mëschung. D'Politik war an ass also gefuerdert, fir, éischstens, d'Rettungswiesen ze professionaliséieren, an zweetens, d'Aarbecht vun de Fräiwëllegen uerdentlech ze remunéréieren. Dofir gi weiderhi massiv Haaptberufflecher agestallt. Landeswäit sollen et der eng Kéier tëschen 600 an 800 sinn. Parallell dozou



gëtt mat dëser Reform och eppes fir déi Fräiwëlleg gemaach.

Här President, d'Lëtzebuurger Rettungswiese gëtt zu 95% vu Fräiwëllegen assuréiert. Wann een dës Zuel héiert, versteet een, wéi wichteg si fir eise Rettungssystem sinn. Ech ginn dann och oft gefrot, wat dann elo konkret fir déi Fräiwëlleg gemaach gëtt. Momentan ass et esou geregelt, dass déi Fräiwëlleg eng finanziell Unerkennung fir hir Permanencë kréien, sief et doheem oder an der Kasär. Dës huet awer éischter e symbolesche Charakter. Bei der Protex sinn dat 1 Euro d'Stonn fir d'Permanenzen doheem a 4 Euro d'Stonn fir d'Permanenzen am Zenter. Wivill déi fräiwëlleg Pompjeeën am Moment fir eng Stonn Permanence kréien, hänkt awer vu Gemeng zu Gemeng of, soudass verschidder méi kréie wéi anerer an nach anerer souguer guer näischt.

No der Reform wäert de Verwaltungsrot vum CGDIS dës Remuneration vum de Fräiwëllege landeswäit eenheetlech festleeën. Dat heescht, dass an Zukunft jiddwereen am Land dat-selwecht kritt, ob en zu Dippech oder zu Elwen Permanence mécht.

Nieft de Permanencë wäerten déi Fräiwëlleg natierlech och fir Asätz a Formationen entschiedegt ginn. Dës Entschiedegunge wäerten integral steierfräi sinn. An deem Kader fuerdert d'DP ganz kloer, dass dës Entschiedegungen dem Asaz an der Wäertschätzung, déi mir géintiwier vum eise Fräiwëllegen hunn, entspieche mussen. Si wäerten an Zukunft méi Formationen mussen maachen an dofir verdénge si och eng adequat Entschiedegung.

(Mme Simone Beissel prend la présidence.)

Madamm Presidentin, déi Dausende Fräiwëlleger engagéiere sech aus Iwwerzeegung an net wéinst de Suen. Hir Aarbecht ass och guer net mat Suen ze bezuelen. An awer lancéieren ech hei den Appell un den zukünftige Verwaltungsrot vum CGDIS: Spuert net bei der Entschiedegung vum eise Fräiwëllegen!

Nieft der Entschiedegung wäerten déi Fräiwëlleg och d'Méiglechkeet kréien, d'Käschte fir eng Zousazpensiouen oder eng Zousazkranke-versécherung bis zu 50% vum CGDIS rembourséiert ze kréien, mat engem Plaffong vun 1.600 Euro d'Joer.

Eng aner Neierung fir déi Fräiwëlleg ass d'Afféiere vun enger Allocation de reconnaissance. Dës huet jiddwereen zegutt, wann en op d'mannst 15 Joer Asaz bewisen huet. Dës Allocation ass op 600 Euro begrenzt, mä dofir sinn och dës Sue steierfräi.

Eng weider Motivatioun, fir sech als Fräiwëllegen ze engagéieren, ass d'Virrecht bei der Ustellung als Haaptberufflechen. Deemno kritt e Fräiwëllege bei der Astellung Prioritéit a kann esou méi lichter säin Hobby zum Beruff maachen. Well d'Asätz ëmmer méi komplex a méi technesch ginn, ass de Fräiwëllegen hir Ausbildung enorm zäitintensiv. Fir deem Rechnung ze droen, gëtt de sougenannte Congé spécial fir déi Fräiwëlleg erhéicht. Op zwee Joer gekuckt, kënnen 20 Deeg Congé fir Formationszwecker genotzt ginn.

Zu gudder Lescht wëll ech dann och drun erënneren, dass d'Niewenaktivitéite vun deenen eenzelne Corpse wéi Porte-ouvertes, Buergebrennen, Baler, Rallyen a Grillfester an esou weider och no der Reform sollen erhalte bleiwen. Dëst soll a Form vun Amicale passéieren, déi de CGDIS finanziell ënnerstëtzt wäert.

Madamm Presidentin, et war eng haart Noss, e Gesetzestext hinze kréien, deen den Transfert vum Material, de besteeënde Raimlechkeeten an dem Personal vu Stat a Gemengen an den neien Établissement public juristeschesch beschreift. Déi Noss ass awer geknackt ginn. Mir setze mat dësem Gesetz de Kader fir d'Rettungswiese vu muer. Mir wäerten awer nieft enger Schépp Gedold och déi néideg finanziell Mëttel mussen opbréngen, fir landeswäit dës performante Rettungsservice kënnen ze garantéieren.

Eent ass awer ganz kloer: Dat wäert eppes kaschten, mä dat si mer eise Bierger schëlleg. D'Finanzéierung vum CGDIS soll zur Halschent vun de Gemengen an zur Halschent vum Stat geleescht ginn. An der zoustänneger Chamberskommissioun gouf annoncéiert, dass d'Ausgabe fir d'Rettungswiesen dëst Joer bei ronn 99 Milliounen Euro leie wäerten. Dës Montant wäert déi nächst Joren nach kontinuéierlech an d'Luucht goen. Eng Professionaliséierung gëtt et net zum Nulltariff.

Dem Bierger, deen a sengem Auto ageklemmt ass a risquéiert, ze verbludden, deem ass et och egal, ob säi Liewensretter mat de Steiersue vun de Gemengen oder mat de Steiersue vum Stat bezuelt gëtt. De fräiwëllegen a professionelle Pompjeeën an Ambulancierien ass et och ge-

nausou egal, ob d'Kasär, den Asazenter, den Tankwon, d'Ambulanz, de Schlauch an den Defibrillator der Gemeng, dem Stat oder dem CGDIS gehéieren. Dat fenzegt, wat zielt, ass, dass d'Material asazbereet ass, fir dass déi Leit, déi Hëllef brauchen, séier a kompetent kënnen gehollef kréien. A genau dat verspricht dës Reform.

Madamm Presidentin, d'Reform vum Rettungswiesen ass virun allem d'Zesummeleeë vum der staatlecher Protection civile an den 134 Pompjeescorpsen aus den 102 Gemengen. Dat heescht konkret, dass all déi Fräiwëlleg an Haaptberufflech ab dem 1. Juli ënner eng gemeinsam Hierarchie gestallt ginn, de CGDIS.

Mir schafen also endlech eng konkret Hierarchie, wou jiddweree weess, wat en ze maachen huet a wie wéini d'Asazleedung huet. Déi sougenannte Chaîne de commandement tèschent Protex, Pompjeeën a SAMU gëtt elo endlech kloer definéiert.

Dat wier viru 50, jo och virun 20 Joer nach guer net esou denkbar gewiescht. Vun der ehemoleger Rivalitéit tèschent Protex a Pompjeeën ass um Terrain kaum nach eppes ze spieren. Ganz am Géigendeel. Et gëtt probéiert, bescht-méiglech dat gemeinsam Zil ze erreichen. D'Leit, déi sech am Rettungswiesen engagéieren, ob fräiwëlleg oder haaptberufflech, ob bei der Protex oder bei de Pompjeeën, eppes hu si all gemeinsam: De Wonsch, de Leit an Nout ze hëllefen, an dat ënnert deene beschten Ëmstänn.

Mëttlerweil huet d'Praxis eis an enger ganzer Rei Asazentere gewisen, dass d'Zesummeschaffe vu fräiwëllege Pompjeeën a Protex ganz gutt fonctionnéiert. E gutt Beispill, wéi ee Synergie schafft, sinn d'Beruffspompjeeë vum der Stad Lëtzebuerg. Um Gebitt vum der Stad Lëtzebuerg gëtt vun enger Plaz aus dee ganze Spektrum vum Rettungswiesen ofgedeckt: d'technesch Hëllefleeschtung, d'Brandbekämpfung an d'Ambulanzwiesen. Dofir soll fir déi Haaptberufflech vu muer de Formationsniveau vum der Stater Beruffspompjeeë landeswäit ugestriift ginn.

D'Verbesserung an d'Moderniséierung vun der Formation ass ee Schlüsselement vun dëser Reform. Als Haaptberuffleche beim CGDIS ass een awer keng „eierlegende Wollmilchsau“, mä et gëtt eng zolidd Grondausbildung mat uschlëssender Spezialisatioun verlaangt a gefuerdert.

En éischte positive Schrëtt ass iwwregens virun dräi Joer gemaach ginn, wéi d'Formation vum den neien haaptberufflechen Ambulancierien op d'mannst deelweis schonn zesumme mat de Stagiäre vum der Stater Beruffspompjeeë gemaach gouf. D'Steigerung heivun ass am Moment ze gesinn, wann ee sech op der Areler Strooss oder zu Jonglénster am Zenter beweegt. Hei gi 50 nei Haaptberufflecher ausgebilt, an dat a Gruppe vu jeeweils 25 Stéck.

Déi gemeinsam Formation vum der Verwaltung vum der Rettungsdéngschter a vun de Beruffspompjeeën ass e Meilestee fir d'Lëtzebuurger Rettungswiesen. Dofir ass d'DP och frou, dass d'Beruffspompjeeën net, wéi ufanks geplangt, eréischt no fénnef Joer an de CGDIS integréiert ginn, mä si kënnen direkt vun Ufank un hir Erfahrung mat hiren neie Kolleegen deelen.

Ech wëll op dëser Plaz dofir de Verantwortleche vun der Stad Lëtzebuerg an der Regierung felicitéieren, fir nom Accord fir de Bau vum nationalen Asazenter CNIS am Joer 2015 och en historieschen a gerechten Accord fonnt ze hunn, ënner wéi enge Konditiounen den Transfert vun de Stater Beruffspompjeeën an de CNIS ofzelafen huet.

Duerch d'Gesetzesëmännerungen an duerch d'Agräifen an d'Ënnerstëtzung vun der Stad Lëtzebuerg gouf séchergestallt, dass kee Beruffspompjee duerch d'Reform benodelegt gëtt. Alles anerers wier näamlech fir dës Leit, deene viles ze verdanken ass an déi elo am Kader vun der nationaler Solidaritéit mat hirer enormer Erfahrung hëllefle wäerten, en nationaalt, eenheetlecht Rettungswiesen opzebauen, e riichte Schlag an d'Gesicht gewiescht.

Madamm Presidentin, Ännerunge féieren dacks zu Ongewëssheet an Ängschte bei de Leit um Terrain. Dat kann ech och ganz gutt novollzéien. An awer wëll ech berouegen. Ech hu vollst Vertrauen an den Direkter a seng Équipp an ech zweifelen net drun, dass dës Reform eng Success Story wäert ginn. Et wäert eng Ëmstellung fir vill Leit sinn. Et wäert och vläicht net alles vun haut op muer perfekt klappen, mä mir wäerte mëttelfristeg dat Rettungswiesen hunn, wat eist Land verdénkt.

Allgemeng ass den Enthusiasmus fir Reformen hei am Land jo net ëmmer ganz grouss. Bei der Reform vum Rettungswiese war dat awer anescht. An dat haaptsächlech duerch d'Beereetschaft vun de Verantwortleche vun de fräiwëllege Pompjeeën, de Beruffspompjeeën

an der Protex. Ech si mir bewosst, wéi vill Courage an intern Iwwerzeegungsarbecht néideg war, fir dëser Fusioun zouzestëmmen an domat ee Kapitel Lëtzebuurger Rettungswiesen ofzeschlëssen an een neit zesummen opzemaachen.

Mat der Zoustëmmung eleng war et awer nach laang net gedoen. Si hunn dee ganze Prozess vun der Iddi bis zum haitege Vott ganz aktiv begleet. An och heimat ass et nach laang net gedoen. Elo gëllt et, all zesummen Neiland ze betrieden an Erfahrungswäerter ze sammelen, dat Gutt bäizebehalen an dat manner Gutt zesummen ze verbessern.

Och wann et nach vereenzelt Skeptiker ginn, elo gëllt et, all zesummenzeschaffen, fir de Leit an Nout bescht-méiglech ze hëllefen.

Madamm Presidentin, wann ech soen, all zesummeschaffen, dann denken ech nieft de Rettungsdéngschter och un déi medezinnesch Noutfallhëllef op der Asazplaz. An akute medezinneschen Noutfall ass näamlech och dee beschten Ambulancier, Rettungssanitärer oder Rettungsassistent op d'Kompetenze vun engem Dokter ugewisen. Dofir begrüessen ech d'Integratioun vum SAMU an de CGDIS. De SAMU ass de verlängerten Aarm vum Rettungsdéngscht, wann d'Hëllef vun engem Dokter op der Plaz gebraucht gëtt. Dat ass glécklecherweis net ëmmer de Fall. Déi meescht Ambulanzasätz kënnen och ouni Dokter gemeeschtert ginn.

Mä wann den Dokter da gebraucht gëtt, da geet et dacks ëm Liewen an Doud an da gëllt et, en Dokter esou séier wéi méiglech op d'Asazplaz ze kréien. Ech soen hei awer riichte-raus, dass déi aktuell dräi SAMUen am Land - zu Esch, zu Ettelbréck an an der Stad - net duerginn. Dräi SAMUe ginn net duer, fir e performante Service unzibidden, an dat gëllt besonnesch am ländleche Raum. D'DP fuerdert also ganz kloer, d'Unzuel vun de SAMUen ze erhéien.

D'DP bedauert awer och, dass am Noutfall net op Hausdokteren aus der Géigend zréckgegraff gëtt. Am ländleche Raum waart een deelweis 40 Minutten op de SAMU a méi. Dofir loosst déi Hausdoktere schaffen, déi wëlle schaffen, a bannt déi, déi wëllen, an d'Noutfallkonzept an.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Max Hahn (DP).** - D'Hausdoktere si Vertrauenspersounen an och an Nout oft déi éischt Ulaftell oder déi zweet, wann de SAMU net schnell erbäikënnt. An am ieweschten Norden ass et scho méi wéi eng Kéier virkomm, dass déi Fräiwëlleg eise Kolleg, dem Edy Mertens, ugeruff hunn, wann...

► **Plusieurs voix.** - Aah!

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Max Hahn (DP).** - ...wann den Helikopter wiederbedéngt net fléie konnt an de SAMU net disponibel war.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Dann ass den Edy geflu komm.

(Hilarité et brouhaha)

► **M. Gilles Baum (DP).** - Elo kritt en eng blo Luucht.

► **Mme Simone Beissel, Présidente de séance.** - Den Här Hahn hëlt eng Schlupp Waasser an dann ass wann ech gelift Rou am Sall, dass e ka virufueren.

► **M. Max Hahn (DP).** - Bei Dag an Nuecht an ouni ze zécken, fiert den Edy mat sengem Auto op d'Asätz an huet esou schonn dat eent oder dat anert Liewe gerett. Mä et kann een esou Doktere wéi den Edy awer och vill méi systematesch mat abannen an net eréischt wann de „first responder“ sengen Hänn kee Rot méi weess. An da kann et net sinn, dass dës Dokteren um Wee fir op den Asaz am Stau stinn. Dofir mussen dës Dokteren och d'Méiglechkeet kréien, hir Autoe mat enger bloer Luucht an enger Sireen ze equipéieren.

► **Plusieurs voix.** - Aah!

(Brouhaha)

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **Une voix.** - Dem Edy säi Wonsch geet an Erfüllung.

► **M. André Bauler (DP).** - Endlech eng blo Luucht.

► **M. Alexander Krieps (DP).** - Edy, hien huet et gesot, hien huet et gesot.

► **M. André Bauler (DP).** - Maacht Neel mat Käpp.

► **M. Max Hahn (DP).** - Här Minister, ech mengen, Dir spiert déi breet Zoustëmmung heibannen am Haus.

(Hilarité)

An dofir brauche mer lech och guer keng Motioun hei virzeleeën.

► **Mme Nancy Arendt (CSV).** - Eng blo Luucht fir den Edy.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Kaaft dem Edy eng Luucht!

(Brouhaha)

► **M. Max Hahn (DP).** - Dofir wëll ech lech, Här Minister, froen, lech dëser Saach schnellstméiglech unzehuelen. Mir verkafe Lëtzebuerg jo ganz gären am Ausland als e Land vun de kuerzen administrative Weeër. Här Minister, weist eis dat. Schreift d'Hausdokteren un. Bannt si optional mat an de System an a suergt dofir, dass si um Wee fir op den Asaz net mussen am Stau stoen. Et ass am Interessi vun de Patienten.

Madamm Presidentin, och wann dat näischt direkt mat dësem Gesetz ze dinn huet, muss dofir gesuergt ginn, dass d'Patienten och no der Äliwwerung an d'Urgencë schnellstméiglech déi noutwendeg Versuergung kréien. Mat iwwer 200 Passagé pro 24 Stonne muss een och d'Personaldecken do nei analyséieren, och wann hei weider finanziell Mëttel missten deblockéiert ginn, sief et vum Stat oder och vun der CNS.

An engem Land wéi Lëtzebuerg, e Land mat esou engem héije Liewensstandard, e Land mat genuch Suen, muss dréngend eng Léisung fonnt ginn, fir dass d'Qualitéit an den Urgencen de Besoine gerecht gëtt.

Madamm Presidentin, viru véier Woche war ech zu Schuller um Buergebrennen.

(Brouhaha)

Wéi d'Buerg ugefaange ginn ass, huet dat dräijäregt Milla ganz opgeregert gesot: Elo kënnt de Sam. Gemengt war de Sam, der Feuerwehrmann. Net nëmme d'Milla, mä ganz vill Kanner schwärme fir alles, wat mat Pompjeeën ze dinn huet, sief et op der Télee, a Bicher, als Fueskostüm oder als Spillsaach. E ganz besonnesche Moment fir d'Kanner ass et, wann e Pompjeescamion mat der Sireen an der bloer Luucht laanscht si fiert.

Ech kann lech verroden, dass déi faszinéiert Blécker vun de Kanner och aus de Gefierer eraus wouergeholl ginn an ee beréieren. Trotz dëser Faszinatioun maache leider vill ze wéineg an ëmmer manner Jugendlecher de Schratt, fir sech als Ambulancier oder Jugendpompjee ze engagéieren. Minus 30% säit 2001.

Fir dass de Projet vum neien, performante Rettungswiesen zu Lëtzebuerg och e Succès gëtt, brauche mir awer genuch Leit, haaptberufflecher an och fräiwëlleger a besonnesch Nowuess, also jonk Pompjeeën.

Här President, äanlech wéi mer dat bei der Police, bei der Douane a bei der Arméi kennen, wäert et och fir de CGDIS e richtegen Challenge ginn, fir genuch Leit kënnen ze rekrutéieren, fir sech an dësem ganz interessanten a villfáltege Beruff ze engagéieren.

Jo, Pompjee ass méi wéi jee e Beruff mat Zukunftsperspektiven. Dat heescht zum enge fir déi sëllege Fräiwëlleger, hiren Hobby zum Beruff kënnen ze maachen, an zum aneren eng Chance fir jiddereen op e Beruff, dee méi ofwiesslungsraich net kéint sinn. Et ass net virauszeseen, wat am nächste Moment passéiert: en Autosaccident, e medezinneschen Noutfall, e Brand oder eng Katastroph wéi en Zuchoder Fliegeraccident.

A bal kengem anere Beruff gëtt d'Kollegialitéit esou groussgeschriwwé wéi bei de Pompjeeën, well e Pompjee weess genee, dass een deen anere brauch. Et ass awer och zweifellos e Beruff, deen net fir jiddweree gemaach ass. Et dierf een net vergiessen, dass déi Leit, déi den 112 urufen, an Nout sinn an net méi widerwëssen. Dat heescht zum engen, dass een nëmme ganz seele flott Saache gesäit, an zum aneren, dass een e ganz breet Wësse muss hunn.

De Ferdinand Rockholtz vun de Beruffspompjeeë vu Remscheid huet dat eng Kéier e bëssen iwwerspéizt mat folgendem Saz beschriwwen: „D'Wësse vun engem Beruffspompjee muss esou breet wéi den Ozean, awer nëmme esou déif wéi e Pull sinn.“

Dofir sinn ech frou, dass mat dëser Reform d'Formation och e ganz grouse Stellwäert kritt. Nieft der theoretescher a praktescher Ausbildung muss ee sech och permanent fit halen. Fit, fir am Asaz esou performant wéi méiglech kënnen ze agéieren. Et gëtt gären ënnerschat, mä während den Asätz sinn dacks enorm kierperlech Efforten néideg, an dat mécht een net am Jogging an an der kuerzer Box, mä mat enger massiver Schutzausrüstung an oft mat Otemschtzgerät. Eleng déi weien iwwer 20 Kilo. Den Alter an d'Geschlecht sinn hei och ganz egal. D'Gewicht ass fir jiddwereen dat-selwecht.

Och am Ambulanzwiese gëllt et, fit ze sinn. Et ass net einfach, Blesséierter oder Kranker vum sechste Stack, an déi hu jo da meeschtens kee Lift, a méiglechst kuerzer Zäit erauszekréien.

Madamm Presidentin, ob Fra oder Mann, ob Haaptberufflechen oder Fräiwëllegen: D'Pompjeeën, d'Ambulancierien an d'Sauveteure



leeschten esou vill fir eis Gesellschaft. 24 Stonnen op 24, Dag fir Dag!

(M. Mars Di Bartolomeo reprend la présidence.)

Jo, si ginn Dag an Nuecht eraus, fir Leit ze hëllef, deene si nach ni am Liewe begéint sinn. Si denken net u sech, mä un déi, deene si hëllef wellen. Si kréien heiweinst och net all Dag Merci gesot an och net all Dag op d'Schëller geklappt. Dofir wëll ech dat heimat maachen: Merci! Merci fir Ären Asaz, fir Äert Engagement a fir Är Leidenschaft!

Här President, Dir sidd fir de Schluss nach eng Kéier komm.

► **Plusieurs voix.**- Ohh!

(Brouhaha)

► **M. Max Hahn (DP).**- Här President, viru bal fënnef Joer, an dat wësst Der, sinn ech an d'Chamber gewielt ginn.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Ech hätt mer et ni verzien, Äre Schluss ze verpassen.

(Hilarité)

► **M. Max Hahn (DP).**- Dat éiert mech natierlech ganz besonnesch.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Mä ech hunn alles rapportéiert kritt.

► **M. Max Hahn (DP).**- Aah! Exzellent! A wann net, Der kënnt dat op Chamber-TV, dat wësst Der och, alles nach eng Kéier nokucken.

(Hilarité)

Här President,...

► **Une voix.**- Dir zweifelt awer net un lech selwer.

(Hilarité)

► **M. Max Hahn (DP).**- Här President, de Geck an den Eck! Viru bal fënnef Joer sinn ech an d'Chamber gewielt ginn. Do virdru war ech Offizéier bei de Beruffspompjeeën. Dofir waren d'Erwaardunge vun de fréiere Kolleegen natierlech besonnesch grouss, dass sech eppes am Rettungswiesen deet. Op keen anere Sujet sinn ech dobausse méi oft ugeschwat ginn. Vill vun hinnen hunn un den nationalen Asazcenter CNIS an och un d'Reform scho guer net méi gegleeft. Et goufen einfach ze vill laang eidel Versprieche gemaach.

2015 huet et dunn hei am Haus „ge-CNIS-tert“. De CNIS, also den nationale Asazcenter, ass gestëmmt ginn. An dese sollt 2020 bezuchsfäerdeg sinn. An haut „CGDIS-tert“ et also.

Mission accomplie deemno? Neen, absolutt net! Wéi heescht et esou schéin: Nei Weeër entstinn doduerch, dass ee se geet. Dëst Gesetz ass just den Ufank vun engem neie Wee. E Wee, dee laang geplangt gouf a wou probéiert ginn ass, un alles ze denken; an dat zesumme mat deenen, déi bis elo e gutt Stéck Wee gaange sinn.

Dësen neie Wee gëllt et, elo zesumme mat allen Akteuren ze goen. Wat dee Wee eis alles bréinge wäert, wësse mir haut nach net. Wat mir awer wëssen, dat ass, dass de Wee stengeg wäert ginn. A mir kennen eist Zil: d'Rettungswiesen esou opstellen, fir de Leit schnellst-a beschtméiglech ze hëllefen.

Här President, ech sinn houfreg, zu dësem Gesetz den Accord vun der DP kënnen ze ginn an domat dozou bäizedroen, dass d'Zukunft vum Rettungswiese garantéiert ass. Ech géif awer net ophalen, ouni dem Rapporteur Frank Arndt Merci ze soe fir säin exzellente schrëftlechen a mündleche Rapport.

Zum Schluss wënschen ech dem ganze Staff vun CGDIS méiglechst weineg Asätz, a virun allem: Kommt erëm gutt a gesond zrëck!

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci. An den Här Roberto Traversini fir déi gréng ass scho prett.

► **M. Roberto Traversini (déi gréng).**- Grazie, Signor Presidente. Léif Kolleginnen a Kollegen, Här Minister, dem Rapporteur Frank Arndt Merci fir deen exzellente Rapport an och Merci fir déi Zesummenaarbecht an der Kommissioun.

Haut stëmmen mer mat dëser Reform vun der Rettungsdéngschter e ganz wichtegt Gesetz. E Gesetz, bei deem et der Regierung an och eise Haus drëm geet, de Leit am Land eng méiglechst séier a professionell Hëllef ze bidden, wa Feier ass oder Accidenter sinn. Gläichzäiteg hu mir et, an do muss ech d'Regierung ausdrécklech luewen, bei deene ganzen Aarbechten un dëser Reform fäerdegbruecht, d'Benevollen, op deenen dëse Secteur historesch ëmmer opgebaut war, an d'Reform mat anzebezielen, genesou wéi déi bishereg professionell Rettungskräfte. Dofir ass et och

kloer, datt mir als Gréng dëst Gesetz wäerte stëmmen.

Ech wäert a menger Ried méi spezifesch op e puer historesch Aspekter vun dëser Reform agoen, an zum Schluss awer och nach e wichtigen Aspekt vun der praktescher Ëmsetzung opgräifen.

Mat dëser Reform hu sech de Stat, a méi speziell dës Regierung, hirer Verantwortung gestallt an den néidege Courage bewisen a gewisen, fir och e schwierigen Dossier unzepaken an eng propper a modern Léisung zum Wuel vun alle Leit zu Lëtzebuerg ze fannen; an och iwwert d'Grenzen ewech, well heiansdo, wann ee bei de Grenze wunnt, da gesäit ee ganz gutt, datt mer och heiansdo iwwert d'Grenzen hëllef ginn.

All Statswiesen, a wa mer geschichtlech nach méi fréi kucke ginn, all Zesummeschluss vu Mënschen zu Familljen, zu engem Clan oder Stamm, a schliisslech zu engem Stat, hat als een Haaptzil ëmmer d'Bereetstellung vun der Ressource Sécherheet. Sécherheet ëmfaasst heibäi natierlech engersäits d'Sécherheet géint d'Bedréiung vu baussen, géint aner Clanen an aner Staten, mä virun allem och géint d'Risiko vun der Natur am Alldag. D'Fäegkeet zur Bereetstellung vun dëser Sécherheet ass deemno eng zentral Statsaufgab. An en dauerhaften Defizit op dësem Gebitt kann zu engem Problem fir e Stat ginn.

Wat heescht dat elo konkret fir d'Rettungswiesen? Majo, et gouf schonn ëmmer probéiert, Bränn zesummen ze läschen a bei Accidenter ze hëllefen, an der Antiquitéit genesou wéi haut. Den Ennerscheid ass awer, datt jee no Gesellschaft an Zäitperiod dat méi oder weeniger spontan an improviséiert geschitt, zum Beispill duerch mëttelalterlech Zünften.

Duerch dat kontinuéierlecht Wuesse vun den Dierfer a Stied zu ëmmer méi grouss Siidlunge bis hin zu de groussen éischte Grousstied hunn d'Risiken an d'Bränn, déi bis dohinner vläicht just op eenzel Haiser oder Famillje beschränkt waren, ëmmer méi ganz Dierfer a Stied betraff.

En éischte wichtige Paradigmewissel koum du mat der Franséischer Revolutioun. No villfache Katastrophen, dacks och duerch Kricher, ass et schliisslech den Napoléon Bonaparte, deen de militäresche Pompjeescorps zu Paräis schafft. Deen hate mer schonn eng Kéier, de Bonaparte. Dat war bei de Kierchefabriken.

(Brouhaha)

Dat sinn och schonn e puer Honnert Joer hier.

Dësen éischte Corps kann duerchaus als Virbild gëlle fir all weider Pompjeescorpsen zu dëser Zäit an Europa. An do si mer dann och zu Lëtzebuerg ukomm. Lëtzebuerg war jo fir eng kuerz Zäit Deel vu Frankräich, vum Département des forêts. An dat huet derzou gefouert, datt per Dekret d'Buergermeeschtere vun de Stied a Gemengen net méi offiziell fir d'Sécherheet vun hiren Awunner zoustänneg waren, mä och kloer verantwortlech goufen.

D'Gemegepolitiker heibanne kennen déi Texter, vun deenen ech schwätzen, sécherlech ganz gutt. An engem Dekret vum August 1790, esou laang ass dat schonn hier, steet zum Beispill folgend Missioun vun de Gemengegappen a Gott sei Dank och Gemengemammen: «Le soin de prévenir par les précautions convenables, et celui de faire cesser par la distribution des secours nécessaires, les accidents et les fléaux calamiteux, tels que les incendies.» An da kommen nach weider Saachen, mä déi wëll ech elo hei iwwersprangen.

Op dësen Zeile berout bis haut d'Zoustännegkeet vum Buergermeeschter respektiv vun de Gemenge fir de Brandschutz. An aller Regel stäipe sech d'Lëtzeburger Gemengen dofir spéitstens ab der Mëtt vum 19. Johonnert op de fräiwëllege Pompjeescorps, dee sech iwwerall no an no forméiert hat.

Am Geescht vun der deemoleger Zäit an engem dach zimlech neien a wackelege Lëtzeburger Nationalstat a vläicht och nach weinst der napoleonescher Tradition war dat bausécht Erscheinungsbild vun eise Pompjeeën duerch d'Uniform a Fändele geprägt.

Mä och wann dëst Erscheinungsbild méi oder manner militäresch gewierkt huet, esou war déi intern Organisatioun vun de Corpsen awer éischter milizenhaft. Dat heescht, d'Féierungskräfte vun de Corpse goufen net vum Stat designéiert, mä méi oder manner demokratesch gewielt. Do sinn och e puer komesch Saache virkomm.

Dat ass scho bemierkenswäert, well Lëtzebuerg als Stat zu där Zäit nach wäit ewech vun engem allgemenge Wahlrecht fir jiddweree war. An och d'Recht vun de Bierger, fir sech zu Veräiner zesummenzeschleissen, war ebenfalls nach ganz jonk. Bis dohinner war et keng Selbstverständlechkeet, well déi politesch -nenne mer se esou - Obregkeet hat bis dohin-

ner d'Zesummerottunge vu Bierger ëmmer als zimlech suspekt gesinn an net wirklech encouragéiert, éischter de Géigendeel.

D'Recht fir all Bierger, sech ze associéieren, war also een Novum an där Zäit. An esou gesinn, waren déi éischt Pompjeescorpsen och eng Aart neien Ausdrock vun der biergerlecher Emanzipatioun vun der Obregkeet. A gläichzäiteg ware se och Ausdrock vun der sozialer Kohäsion zu enger Zäit, wou e Brand bal ëmmer de komplette Ruin bedeit huet. D'Feierversécherunge waren zwar schonn erfonnt, mä extrem selten a ganz sécher näischt, wat den Normalbierger konnt bezuelen. Déi wäit Verbreedung vun de fräiwëllege Pompjeescorps bis an déi allerlescht Ecker vu Lëtzebuerg ass domadder ze erklären, datt d'Stroosseverhältnissen an d'Päerdskraaft respektiv d'Kutschen eng auswärtig Hëllef zu enger extrem lueser a risikohafter Geschicht gemaach hunn. Fir séier kënnen ze läschen, huet ee musse séier do sinn. An dee Saz gëllt och nach haut.

Trotz deem daitlechen technesche Fortschritt am 19. an am 20. Johonnert blouwen dës Pompjeesstrukturen awer wäitgoend onverännert erhalen, an zwar bis an d'60er Joren. Déi Fräiwëlleg goufen duerch de Stat verséichert, duerch d'Gemenge mat staatleche Subventiounen équipéiert an duerch deen nationale Pompjeesverband rudimentaire ausgebilt. Eleng eis Haaptstad konnt sech richteg Beruffspompjeeë leeschten. Déizäit hate se scho vill Suen.

An der Zäit onmëttelbar virum Zweete Weltkrich war Lëtzebuerg mat der Méiglechkeet vu massive Loftugriff konfrontéiert. Dofir ass d'Verdunklung 1938 gesetzlech geregelt ginn an de Bau vu Luftschutzbunkeren ass ugefaange ginn. D'Okkupatioun duerch d'Nazien huet deem en Enn gesat.

Et ass scho bal ironesch, datt ënnert dem Besatzungsregime de Luftschutz, dee vun der Lëtzeburger Regierung virum Krich geplangt gi war, erëm agesat gouf. Lëtzebuerg war jo net nëmmen okkupéiert, mä och annektéiert. Dofir waren d'Strukture vum Reich och all zu Lëtzebuerg erëmfannen, an eben och de Reichsluftschutz, dee sech déi fräiwëlleg Pompjeeën accaparéiert huet. De Virdeel heivunner fir d'Lëtzeburger war, datt se hir Participatioun beim Luftschutz als Excuse huele konnten, fir net Member vun anere politeschen NS-Organisationen ze ginn. Eng Ausbildung huet regelméisseg stattfonnt, no Virgab vum Reichsluftschutz.

Iergendwann ass de Luftschutz en Deel vun der Ordnungspolizei ginn, déi dem Reichssicherheitshauptmann ënnerstane huet. Un der Spëtzt vum Reichssicherheitshauptmann war de Reichsführer SS an de Chef vun der däitscher Police. No der Okkupatioun ass Gott sei Dank erëm alles réckgäנגeg gemaach ginn.

Am Ufank vun de 50er Joren ass de Kale Krich ugaangen. De Conseil national de la protection civile ass gegrënnt ginn an d'Regierung huet Liewensmittelreserven ugeluucht. D'Gemengen hu Subventiounen kritt, fir Feierlächser a Rettungsgeräte ze kafen, an et huet ee Subventiounen kritt, fir Bunkeren ze bauen.

Um Enn vun de 50er Joren huet ee gemierkt, datt een en Instrument gebraucht huet, fir déi Gefore vun der Techniséierung vun de Liewensverhältnissen a vum Trafic op de Stroossen, dee stänneg zougeholl huet, entgéintzewirken. Et ass do, wou d'Protex gegrënnt ginn ass.

D'Memberen hunn deem Begrëff „Protection civile“ eng besonnesch Interpretatioun ginn, a si hunn d'militäresch Struktur ofgeleent.

De Stat wollt eng Institutioun schafen, fir am Fall vu gréisser Krise reagéieren ze kënnen, mä en hat awer déi néideg Voraussetzungen net geschafft. D'Protection civile huet zwar dem Stat ënnerstane, mä hat awer keng Féierungsstrukturen. Déi fräiwëlleg Pompjeeën hatten och nëmmen rudimentaire Féierungsstrukturen. Laang Asätz oder Asätz e bësse méi wäit waren net virgesinn.

En anert Instrument fir de Krisemanagement war den Haut-Commissaire à la protection nationale, deen 1963 gegrënnt ginn ass. Et ass e Koordinatiounsorgan tëschen allen Akteuren am Fall vu grouss Krisesituatiounen oder vu Krich. E besteet zum Deel aus Offizéier vun der Police a vun der Arméi, mä en huet keng operativ Befehlsgewalt. En ass 1994 nom Zesummebroch vum Ostblock desaktivéiert ginn an nom 11. September 2001 erëm aktivéiert ginn.

Eng international Expertekommissioun huet 2011 festgehalten, datt d'Grënnung vu Féierungsstrukturen dat wichtegst Element vun enger Reform misst sinn. Dofir sinn awer rechtlech, organisatoresch an technesch Verännerungen néideg. D'Kreatioun vum CGDIS bréngt rechtlech Verännerungen mat sech, déi Beruffprofiller, Carriären, Finanzéierung a Kompetenz schafft oder nei regelt, zum Beispill, fir d'Professionaliséierung ëmzesetzen.

Déi organisatoresch Verännerungen si schonn ageleet, do, wou et rechtlech méiglech ass. Et sinn Ausbildunge geschafft ginn, zum Beispill

fir eng funktionell Chaîne de commandement ze hunn, zu all Moment an iwwerall. Déi technesch Verännerungen betreffen ënner anerem d'Ophuelen an d'Veaarbechtunge vun den Appels à l'aide.

Den digitale Funksystem, de RENITA, bitt méi Méiglechkeeten un, fir d'Meldungen an d'Date weiderzeginn. Dëse Funksystem an déi verännert Chaîne de commandement hanken zesummen a bedénge sech géigesäiteg. Et ass déi éischt Verännerung, déi onmëttelbar Auswierkungen op d'Akteuren am Asaz huet. Déi rechtlech, organisatoresch an technesch Verännerungen bréngen eng kulturell Verännerung mat sech. Perséinlech Kontakter ginn duerch Organisationsstrukturen ersat, Improvisatiounen duerch Systematik, a Charisma duerch eng formell Qualifikatioun.

D'Connaissances acquises hunn eng Halbwäertszäit, déi vill méi kuerz ass. An de leschte Joren huet sech vill méi geännert wéi an de Joréngten nom Zweete Weltkrich. Déi permanent Upassung un en Domaine d'action, dee stänneg evoluéiert, stéisst un d'Grenze vun deem, wat déi fräiwëlleg Akteuren assimiléieren kënnen a wellen; an dat ëmsou méi d'Pompjeeën an d'Rettungswiesen am beschte Sënn konservativ sinn. Et ass och vläicht dowéinst, datt déi successiv Regierungen déi noutwendeg Reformen net duerchgezunn hunn.

► **Mme Viviane Loschetter (déi gréng).**- Très bien!

► **M. Roberto Traversini (déi gréng).**- A kuerzer Zäit huet ee missen 100% vun de Verännerungen ëmsetzen. Et wier méi einfach gewiescht, iwwer 30 Joer 3% vun de Verännerungen ze maachen. Dëst Spill op Zäit vun der Regierung virdrun huet d'Ëmsetze vun der Reform zu enger Mammutaufgab gemaach.

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. Roberto Traversini (déi gréng).**- Dat ass virun allem wouer, wat d'Ausbildung ubelaangt. D'Sekuristen, egal ob se benevoll oder professionell sinn, si mat deeneselwechte Bränn, Accidenter a Verletzunge konfrontéiert. An d'Bierger hunn all e Recht op Schutz, Hëllef a souguer Iwwerliewen, egal a wéi engem Regime de Sekurist ass.

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. Roberto Traversini (déi gréng).**- De Piliervun all Reform ass d'Formatioun. A genau dat ass och bei dëser Reform séier erfaasst ginn. Ouni déi néideg Formatioun ka keng Reform Friichten droen. Dat gouf och séier erkannt an en zentrale Leetsaz vun dëser Reform, wann et ëm d'Formatioun giong, ass folgenden: „Mir wellen, datt all Mënsch, dee bei eis am Land wunnt oder schafft, déi nämleche Hëllef a kuerzer Zäit kritt.“

Dat heescht à la base, dass dat proklaméiert Zil vun der Reform ass, d'Formatioun ze vereenheetlechen. All fräiwëllege Pompjee wéi och all Ambulancier soll duerch d'Bänk identesch forméiert ginn. D'Beruffspompjeeën an der Stad an déi aktuell haaptberufflech Agents professionnels vun der Administration des services de secours sollen op ee Wëssensstand bruecht ginn.

Domat ass awer dann am Beräich Formatioun nach laang net Schluss. Déi Fräiwëlleg, also déi Ambulancieren oder Pompjeeën, déi dat net als Beruff maachen, müssen op deen nämlechen Niveau bruecht gi wéi hir berufflech Kolleegen. An deem Beräich geet et nach laang net esou einfach, wéi ee sech dat am Ufank virgestallt huet.

Villes vun deem, wat e fräiwëllege Pompjee oder Ambulancier haut muss maachen, fir op den Niveau vun engem berufflechen ze kommen, ass net mat e puer Deeg Formatioun geden. Schon eleng, wann ee sech d'Stonnenzuel vun der Formatioun vun engem Fräiwëllegen a Berufflechen ukuckt, mierkt een, dass de Fräiwëllege knapps 15% vum Stonnenusaz huet.

Elo stellt sech d'Fro, wéi d'Reform den Ennerscheid kompenséiert. Natierlech huet ee Fräiwëllegen eng aner Motivatioun wéi ee Berufflechen, well nach laang net all Beruffleche gëtt aus de Reie vun de Fräiwëllege rekrutéiert. Dat bedeit, dass vill Formatioun op déi Fräiwëlleg duerkënnt.

An där haiteger Aarbechtswelt gëtt et awer par contre ëmmer méi schwéier, niewent der eigentlecher Aarbecht dës Zäit ze kréien, déi ee brauch, fir d'Formatioun ze maachen. Natierlech gëtt elo am Kader vun der Formatioun de Pompjeescongé, de Congé sapeur, op iwwer 60 Deeg gehéicht. 60 Deeg op e ganz Aarbechtliewe verdeelt, sinn awer nëmmen knapps 1,2 Deeg Formatioun pro Joer. 1,2 Deeg also, déi müssen duergoen, fir engem Pompjee all



déi Erneierunge bäizebréngen, déi an deem Joer koumen. Dat ass eng Saach vun der On-méiglechkeet.

Déi 60 Deeg sinn eendeitig e positivt Signal fir de Volontariat. An awer ass et, am Verglach mat deem, wat e Fräiwëllege muss maachen, fir deen nämlechten Niveau wéi de Beruff-lechen ze kréien, just den Ufank. A genau dowéinst muss ee sech d'Fro stellen, wéi een déi Formatioun kéint erweideren. Wéi eng Méiglechkeete gëtt et, fir de Fräiwëllegen dat Wëssen ze ginn, wat Berufflecher hu respektiv kréien?

Hei gëtt et eng ganz Rei Méiglechkeeten. Vun Onlinemoduller, déi ee maache kann, bis zu spezielle Formatiounen, déi autodidaktesch funktionnéieren, kéint ee sech vill Modeller virstellen. Et ass wichteg, datt sech an deenen nächste Méint erauskristalliséiert, wéi ee Wee een do am beschte soll goen. Well eng Reform ouni eng Formatioun fir all déi, déi de Grondstee vum Rettungswiese bilden - also déi Fräiwëlleg -, ass net machbar.

D'Reform, esou wéi se elo dosteet, bitt e Kader fir e modernen an ugepasste Rettungsdéngscht. Dëse Kader muss awer nach weider mat Liewe gefëllt ginn. Jiddwereen, dee Volontaire ass oder gëtt, muss esou forméiert ginn, datt et eng Gläichwärtigkeet vu Fräiwëllegen a Beruffleche gëtt. E Fräiwëllege muss genau-sou professionell kënnen hëllef wéi e Berufflechen. Dat ass den Enjeu, well d'Hëlfeleschtung fir de Bierger, ëm deen et jo hei primär geet, soll net drënner leiden, ob elo e Berufflechen oder e Fräiwëllegen als Eischten op der Plaz ass.

D'Aufgab vun der Politik muss et nom Vott vun dësem Gesetz sinn, fir de Professionalismus esou virunzedeiwen, datt jiddwereen dës Méiglechkeet ka kréien, d'Zäit ze hunn, sech mat dem néidege Professionalismus auszebilden. Ënner Professionalismus verstinn ech hei d'Qualitéit vun der Aarbecht an net den Ëmstand, datt ee fir déi Aarbecht bezuelt gëtt.

60 Deeg Congé spécial kënnen, wéi gesot, just den Ufank sinn. An d'Reform ass den Ufank, well déi Leit, déi Hëllef brauchen, deenen ass et egal, ob se vun engem Volontaire oder vun engem Beruffleche kënn. Si muss virun allem séier a kompetent sinn.

Trotz der Professionaliséierung an trotz dem organisatoreschen an technesche Fortschritt bleift déi historesch flächendeckend Präsenz vun eise Benevole ganz wichteg am Fall vun Urgencen an eiser Bevëlkerung. Ouni Benevolen ass d'Flächenofdeckung trotz Professionaliséierung net méiglech.

De First-Responder-Déngscht erlaabt et konkret, Liewen ze retten a Schied ze minimiséieren. Fir de benevollen Déngscht ass et natierlech och wichteg, präsent ze sinn an Nowuess ze fannen. D'Rettungsdéngschter müssen an Zukunft och dru schaffen, datt se e Spigel vun der demografescher Realitéit ginn. Konkret heescht dat, datt d'Fraen an d'auslännesch Bierger adequat integréiert ginn. Well op Dauer kann d'Institutioun, déi fir d'Sécherheet vun iwwer 600.000 Awunner zoustänneg ass, net op d'Halschent vum Rekrutierungspotenzial verzichten.

Et geet drëms, d'Traditioun vun engagéierte benevolle Bierger ze schützen. Wa Strukturen sollen ugepasst ginn, da muss dat esou gemaach ginn, datt dësen Deel vun der Gesellschaft reservéiert a souguer ausgebaut gëtt. Eis Gesellschaft ass villen zentrifugale Kräfte ausgesat. D'Iddi am 19. Jorhonnert, déi derzou gefouert huet, datt dës Institutioun gegrënnt ginn ass, ass déi vun der Solidaritéit an Zäite vu grousser Nout. De Benevolat an eise Rettungsdéngschter ass, méi wéi all aner Form vu Benevolat, derfir géeege, integrativ ze wirken an Orientéierung ze liwweren.

Als kleng Resumé - ech hätt dat och kënnen méi kuerz maachen -, sinn et am Fong geholl dräi Saachen, déi hei wichteg sinn.

Dat Éischt ass: D'Leit kréie ganz schnell geholf, an dat gëtt heimadder gemaach.

Dat Zweet ass: Eis Benevoller ginn net virun de Kapp gestouss. Dat ass och heimadder gemaach ginn.

An dat Drëtt ass: Déi Professionell, déi schonn do geschafft hunn, si matabezu ginn. Dofir ass déi Reform extrem gutt.

An dofir soen ech lech Merci, Här Minister Dan Kersch.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. An d'Wuert huet elo direkt de Gast Gibéryen fir d'ADR.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, meng Stëmm ass haut net gradesou gutt, mä dat mécht awer näischt.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Da kréie mer och keng Iwwerraschungen.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Dat kann een net garantéieren. Ech wëll am Ufank awer dem Kolleeg Frank Arndt als Rapporteur Merci soe fir säi gudden mëndlechen a schrëftleche Rapport, deen hien eis zu dësem wichtige Gesetz gemaach huet.

Dëst Gesetz, wéi gesot, ass e wichtegt Gesetz, wat als Zil huet, all d'Rettungsdéngschter an enger legaler Struktur zesammenzefassen. D'Aarbecht an der Kommissioun war enorm gutt. Mir hunn an dëser Kommissioun ganz dacks iwwert dëse Projet diskutéiert a souwuel de President, deen d'Sitzung geleet huet, wéi och de Minister, deen ëmmer präsent war mat senger Mataarbechter hu mat eis alleguer zesammen, géif ech mengen, eng parteiwwergräifend Aarbecht gemaach. Et huet kee versicht, sech parteipolitesch ze profiléieren, mä mir hunn alleguer un engem Strang gezunn, fir dëst Gesetz, wat längst iwwerfällg war, zu engem gudden Enn ze féieren.

Et ass net wichteg, ob beim Depot vun deem Projet déi eng oder aner Artikelen hu misse redresséiert ginn. Et ass och net wichteg, ob de Conseil d'État eng oder méi Oppositions formelles gemaach huet. Wichteg ass dat, wat hannen erauskomm ass, an dat ass e gutt Gesetz.

D'Verännerunge vun eise Land an eisen Awunner an deene leschte Jorzéngte ware rapid. Mir hunn dat schonn dacks heibannen diskutéiert. Mir kréien all Joers 13.000 Awunner weider. Et sinn all Joers 7.000 bis 9.000 Frontalieren, déi weider an d'Land schaffe kommen. Mir kréie méi Betriber, méi Haiser, méi Héichhaiser, mir hu méi Leit, déi sech all Dag müssen deplacéiere mam Auto, mam ëffentlechen Transport, d'Gefore gi méi grouss.

A gläichzäiteg hu mer an deene leschte Jore festgestallt, datt trotz där massiver Entwécklung vun eiser Populatioun de Benevolat hei zu Lëtzebuerg generell zrëckgeet an datt mer duerfir, net nëmme bei de Pompjeeën, mä och a villen anere Federatiounen, ëmmer méi grouss Problemer kréien, fir eben den Oflaf nach kënnen ze garantéieren.

Elo kann ee soen: Dat ass generell esou! Mä et gëtt eng Organisatioun, an dat sinn eis Sécherheetsdéngschter, do kënnen mer eis dat net erlaben. An duerfir war et och wichteg a richtig, datt elo politesch reagéiert ginn ass an datt endlech dëst Gesetz op den Instanzewee bruecht ginn ass an haut zu engem glécklechen Enn gefouert gëtt, wou mer dann ebe garantéieren, datt mer eng Struktur hei zu Lëtzebuerg opbauen, déi flächendeckend 24 Stonnen den Dag a siwen Deeg pro Woch garantéiert gëtt.

Ech wëll net op all déi Punkten agoen. Meng Virriedner hu se praktesch schonn alleguer analyséiert. Duerfir wëll ech e puer méi prinzipiell Iwwerleeunge maachen. Déi éischt ass, datt mer eis eens waren, datt all d'Rettungsdéngschter an enger Struktur, an engem Etablissement public, géifen zesummegefuert ginn, ob dat d'Pompjeeë sinn, déi 134 Pompjeescorpsen, déi Fräiwëlleg, d'Beruffspompjeeën hei an der Stad Lëtzebuerg, de Flughafen, de SAMU, d'Protection civile. Dat war ee vun deene grouse Prinzipien, déi mer alleguer ënnerstëtzt hunn.

Deen zweete Prinzip, dee mer an der Kommissioun festgehalen haten, war, datt mer gesot hunn: Egal aus wat fir enger Struktur oder egal vu wou déi Leit zesummegefuert ginn, keen dierf eppes verléieren. An och do si mer eis eens ginn, datt dat am Gesetz säin Nidderschlag fonnt huet. An dat Drëtt war, datt et eng flächendeckend Struktur muss ginn.

All déi Grondprinzipie fanne mer an dësem Gesetz erëm, och wa mer elo nach Diskussiounen kréien, wat d'Propriétéitsverhältnissen ubelaangt, d'Gebaier, d'Material. Ech mengen, d'Gesetz gesäit eng Basis vir a mir kréien och e Règlement grand-ducal. Elo kann een natierlech driwwer diskutéieren, datt dat net wäert esou einfach sinn. Ech mengen, mir wëssen alleguer, wéi dat an deenen eenzelne Gemengen - déi meescht heibanne sinn oder ware Gemeengepolitiker - iwwer Jorzéngte gewuess ass. Déi eng kéier méi, déi aner kéier manner séier ass an de Gemengen investéiert ginn, déi eng kéier dat, wat gebraucht ginn ass, heiansdo och méi wéi vum Stat aus virgesinn, soudatt mer déi verschiddenst Kompositiounen do an de Gemenge wäerten erëmfannen. Mä ech sinn awer iwwerzeegt, och wann dat net einfach gëtt: Mat e bësse guddem Mënscheverstand op där enger an op där anerer Säit wäerte mer och Léisunge fannen, fir datt de CGDIS herno operationell gutt ka funktionnéieren an déi eenzel Gemenge sech trotz allem

doranner wäerten erëmfannen souwéi och déi eenzel Corpsen.

Wichteg, Här President, wäert och d'Formatioun bleiwen, méi wéi jee virdrun. Net nëmme, datt haut d'Material, wat d'Pompjeeën am Asaz hunn, onwahrscheinlech komplex ginn ass, mä och dat, wat se müssen an hirem Asaz bekämpfen, wat se begéinen, gëtt ëmmer méi komplizéiert. An et gëtt méi schwéier fir deen Eenzelnen, ze erfassen, wat him genau vis-à-vis steet a wat d'Konsequenze vun engem Asaz kënnen sinn, jee nodeem, wat fir ee Material et ass.

Duerfir ass et enorm wichteg, datt mer heider duerch déi Strukture kréien, déi eise Leit aus de Sécherheetssecteuren déi richtig Formatioun erméiglechen. E Pompjee, deen op engem Asaz ass, dee muss kënnen direkt decidéieren. Hie kann net laang iwwerleeën oder laang Rieden halen, mä hie muss déi Formatioun hunn, déi him en effikassen Asaz erméiglecht.

D'Roll vun de Fräiwëllegen, déi nach ëmmer mat 95% wäerten déi grouss Majoritéit stellen, dierfe mer net ënnerschätzen. Mir musse wëssen, datt et am Fong mat deene fräiwëllege Pompjeeën hei am Land ugaangen ass, déi iwwer Generatiounen, ech géif bal soen 200 Joer, a vläicht scho virdrun - well ëmmer, wa Feier war, huet musse geläsch ginn -, sech strukturéiert an opgebaut hunn, déi enorm wichteg sinn an een integrale Bestanddeel vun dem CGDIS musse sinn.

Et brauch een d'Wichtigkeet net hei ervirzestrichen vun de fräiwëllege Pompjeeën. Jiddwereen kennt se, jiddwereen huet mat e gelieft a jiddwereen, deen an enger Gemeng aktiv ass, weess, wéi frou e war an ass, datt en déi fräiwëlleg Pompjeeën huet, déi ëmmer do sinn, Dag an Nuecht, fir hiren Asaz ze maachen, fir d'Material an der Rei ze halen, wivill Fräizäit do geaffert ginn ass. An datt souguer ganz Familien, géif ech soen, iwwer Generatiounen Pompjeeë sinn, déi hirt Liewen am Fong ëmmer an den Déngscht vun de Pompjeeë gesat hunn, mir dierfen dat net vergiessen.

A mir musse virun allem drop oppassen, datt mer net zwou Kategoriën vu Pompjeeë schafen, och wann déi eng professionell sinn an déi aner benevoll. Et muss eis een esou wichteg bleiwe wéi deen aneren. An ech mengen, mat dësem Gesetz hu mer déi Kritäre geschaaft, datt déi benevoll Pompjeeën eng Unerkennung kréien, iwwer eng Indemnitéit, iwwer Zousatzpensiounen, iwwert d'Méiglechkeet vu Krankerversécherung, an datt mer dat steierfräi maachen. Bei all deem solle mer net spueren. Déi Leit sollen eng Unerkennung kréie fir hire fräiwëllegen Asaz, dee se joran, joraus maachen.

An datt dat muer Amicallé sinn - dat ass am Fong de Modell, wéi d'Fransousen e scho méi laang bei sech hunn - ass eng gutt Formule. An de CGDIS kann déi Amicallén ënnerstëtzen, esou wéi och d'Gemengen an Zukunft weider déi Amicallén sollen a müssen ënnerstëtzen, fir datt se och bei deem aneren Deel, deem sozialen, kulturellen Deel an eise Gemengen, an eisen Dierfer eng wichteg Roll spillen. Dat soll esou weider funktionnéieren, wéi dat an der Vergaangenheet de Fall war.

A si hunn awer och déi enorm wichteg Roll - well dat kann de Stat an och de CGDIS als solchen net maachen -, d'Jugend ze begeschnere fir d'Rettungswiesen. Dat geschitt haut nach ëmmer an deenen eenzelne Pompjeescorpsen, an dat muss och muer nach esou geschéien. An duerfir muss déi Basis bleiwen, fir datt mer do jonk Mënschen, och Netlëtzeburger, als Integrationsfacteur kënnen an eist Rettungswiesen ophuelen. Well si sinn d'Basis fir déi, déi muer net nëmme d'Pompjeescorps weider funktionnéiere loosse, mä ech mengen, mer sinn eis och eens, datt dat, wat mer haut hei grënnen, wat mer haut hei stëmmen, an der Zukunft eng Eegendynamik wäert hunn a wäert wuessen.

An et gëtt geschwat, datt mer eng kéier vläicht 500 bis 600 Leit haaptamtlech, haaptberufflech - oder vläicht nach méi! - an deen nationale Rettungsdéngscht do erakréien. Da brauche mer Nowuess. An et soll do eng Méiglechkeet ginn, datt jonk Leit, déi Pompjeeën an hirem Duerf, an hirer Stad ginn, eng Perspektiv kréien - et hu scho vill Riedner dat gesot -, fir aus hirem Hobby kënnen e Beruff ze maachen.

Mir haten eng äänlech Entwécklung, wéi mer heibannen d'Gesetz - dat huet zwar guer näischt mat de Pompjeeën ze dinn - vum Enseignement musical gestëmmt hunn. Deemools hu mer déiselwecht Iwwerleeunge gemaach. Duerch den Enseignement musical hu mer esou ville Leit, Musikanten, d'Méiglechkeet ginn, e Beruff doraus ze maachen Déi hunn dat fréier niewelaanscht gemaach, déi waren an der Militärmusek an hunn dat dann niewelaanscht gemaach. Mä och vill Musikanten hunn de Conservatoire gemaach an hunn dann niewelaanscht Coursé gemaach. An doduerch, datt mer den Enseignement musical gemaach

hunn, hu mer haut eng ganz Rei vu Musikanten, déi dat haut kënnen professionell maachen, wat der Qualitéit vum Enseignement vun der Musek insgesamt zeguttkënn.

Hei kënnen mer datselwecht maachen: Jonke Leit, déi wierklech am Sécherheetssecteur wëllen aktiv ginn, eng Perspektiv ginn, datt se hirt Liewe laang als Professionellen dee Beruff kënnen ausüben, selbstverständlech ënnert deene Konditiounen, déi virgeschriwwen sinn, fir datt ee kann esou ee Beruff ergräifen.

D'Finanzéierung: Dat wäert säi Präis nun emol kaschten, do si mer eis alleguer eens heibannen. An ech hunn dat schonn dacks hei op dëser Plaz gesot: Et gëtt verschidde Saachen, wou ech der Meenung sinn, datt mer als räiche Stat, dee mer zu Lëtzebuerg sinn, net dierfe spueren. Dat ass bei der Versuergung vun eisen eeleren a kranke Leit, eise Fleegefall, wou ech ëmmer soen, datt mer léiwer hunn, datt mer méi Steiere bezuelen oder méi Cotisatiounen erhiewen, mä mer sollen net spueren bei der Fleege, bei der Gesondheet, awer och net hei bei der Sécherheet.

Mir hunn all en Interêt drun, datt mer déi beschtméiglech Sécherheetskonditiounen hei erfëllen, souwuel wat d'Material wéi och d'Leit ubelaangt. An duerfir musse mer eben dat Geld doranner investéieren, wat et kascht. Et soll net eng Diskussioun sinn, datt mer soen: Mir hu kee Geld, fir dat ze maachen! Dach! Da musse mer eben aner Prioritéite setzen oder zrëcksetzen. Mä ech fannen, d'Sécherheet vun eise Bierger a vun all deene Leit, déi hei duerch eist an an eise Land sech bewegen, déi musse mer garantéieren, egal wat et kascht.

Déi Diskussioun, ob de Stat dat soll ganz bezuelen, déi kann ee féieren. Och mir hunn deemools géint déi Gesetzer gestëmmt, datt dat sollt iwwert d'TVA, iwwert d'Autosassurance goen. Mir hätte léiwer gesinn, wann et reng iwwert de Statsbudget gaange wier. Mä dat ass e politesche Choix, et ass keng Ursach, fir dëst Gesetz net ze stëmmen, well dat Gesetz hei ass u sech gutt. Dat anert ass eng politesch Diskussioun, wéi mer et finanzéieren. Wichteg ass, datt mer d'Gesetz stëmmen an datt mer soen: Mir finanzéieren déi Strukturen a mir bréngen dat Geld op, wat mer brauchen, fir e gudden qualitative Sécherheitssystem hei zu Lëtzebuerg anzeféieren.

Här President, ech wollt vun eiser Säit nach zwou Motiounen erabréngen. Déi eng, déi ass iwwert den Numm „CGDIS“. Mir fannen als Partei, datt, wa mer nei Etablissementen schafen, da sollte mer och kucken, datt mer direkt e Lëtzeburger Numm fir esou en Etablissement fannen.

Ech ginn lech ee Beispill: Mir hu Maison-relaisen agefuert, well dat eben op Franséisch esou am Gesetz stoung. Wa mer deemools direkt e richtigen Numm gesicht hätten, da géife mer haut wahrscheinlech alleguer e Lëtzeburger Numm duerfir benotzen. Esou huet awer eng Maison...

(**Brouhaha**)

Jo, Dir hutt all kéiers direkt e Problem, wann een hei wëllt Lëtzebuergesch schwätzen.

(**Brouhaha général**)

Et deet mer leed, et deet mer leed. Ass dat dann esou schlëmm, wa mer fir nei Institutiounen, déi mer hei zu Lëtzebuerg grënnen, och versichen, e Lëtzeburger Numm ze kréien? Ass dat...

► **Plusieurs voix.** - Ma neen!

(**Brouhaha**)

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Majo, firwat reegt Der lech dann op?

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Kollegen!

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Also mir, Här President, proposéieren hei eng Motioun, datt een de CGDIS am Volleksnumm „Lëtzeburger Rettungsdéngscht“ soll nennen. Wann een en aneren, besseren Numm huet, kënnen mer och domadder liewen, mä mir fannen, wann d'Leit elo alleguer sollen ëmmer vun engem CGDIS schwätzen, da muss een all kéiers de Leit erklären, wat dat ass an esou virun; et sollt een do e lëtzebuergeschen Ausdrock huelen. A mir géife proposéieren, d'Organisatioun CGDIS „Lëtzeburger Rettungsdéngscht“ ze nennen. Da wier et gutt.

An dat Zweet, Här President - och wann dat elo menger lénker Säit hei net gefält -, dat huet och mat der Sprooch ze dinn. Mir sinn der Meenung, datt een, fir an den „CGDIS“ - fir eis an den „Lëtzeburger Rettungsdéngscht“ - schaffen ze kommen, net onbedéngt Lëtzeburger muss sinn. Mir musse kucken, datt mer déi Leit kréien, déi mer brauchen. Mä mir sinn awer der Meenung, datt ee soll derfir suergen, datt all déi Leit, déi doranner schaffe ginn, Lëtzebuergesch schwätzen. Virun allem, wann emol kritesch Fäll a Situatiounen, Noutsitua-



tioune sinn, wou dat liewenswichtig ass, da si mer der Meinung, datt déi Leit misste Lëtzebuergesch schwätzen.

Wa mer elo eng Kéier mussen an dem „Lëtzebuerger Rettungsdéngscht“ Leit astellen, déi net eis Sprooch schwätzen, da kann dat esou sinn. Mä mir sinn der Meinung, datt een do misst en Delai setzen, wou déi Leit eis Sprooch misste léieren, an datt dat eng Konditioun misst sinn, fir kënnen dohinner schaffen ze goen. Well et kann net sinn, datt bei engem Asaz Leit, déi an Nout sinn, konfrontéiert gi mat Leit, déi net eis Sprooch kënnen.

Duerfir deponéiere mir, Här President, zwou Motiounen. Déi eng, fir dem CGDIS e Lëtzebuerger Numm ze ginn, an déi aner, datt mer soen, datt déi Leit, déi do schaffen, misste Lëtzebuergesch kënnen.

An dat gesot, bréngen ech nach eng Kéier d'Zoustëmmung vun eis zu dësem Gesetz. Ech entschëllege mech, Här President, fir déi 38 Sekonnen, déi ech iwwerzunn hunn. Mä dat war hir Schold, geldiert?

(Hilarité)

Motion 2

D'Deputéiertechamber

stellt fest,

- datt de Gesetzesprojet 6861 bei der Ustellung vun den haaptberuffleche Mataarbechter keng explizitt Referenz op d'Nationalitéit an/oder de Gebrauch vun der Lëtzebuerger Sprooch mécht;

- datt et wichtig ass, d'Lëtzebuerger Sprooch ze fërderen;

- datt et an enger Noutsituatioun liewenswichtig ka sinn, sech a senger Mammesprooch kënnen auszedrécken,

fuerdert d'Regierung dohier op,

- e legale Kader ze schafen, dee virgesäit, datt all Persoun, déi haaptberufflech beim „Corps grand-ducal d'incendie et de secours (CGDIS)“ ugestallt gëtt, d'Lëtzebuerger Sprooch beherrscht oder sech verpflichtet, an engem definéierten Zäitraum d'Lëtzebuerger Sprooch ze léieren.

(s.) Gast Gibéryen.

Motion 3

D'Deputéiertechamber

ass sech bewusst,

- datt de Gesetzesprojet 6861 d'Schafe vun engem „Corps grand-ducal d'incendie et de secours (CGDIS)“ virgesäit;

- datt et wichtig ass, d'Lëtzebuerger Sprooch ze fërderen;

- datt een d'Lëtzebuerger Sprooch doduerch fërdere kann, datt ee Lëtzebuerger Begrëffer benotzt, fir ëffentlech Verwaltungen ze benennen,

fuerdert d'Regierung dohier op,

- de Begrëff „Lëtzebuerger Rettungsdéngscht“ als offiziellen Numm fir de „Corps grand-ducal d'incendie et de secours (CGDIS)“ ze benotzen;

- als logesch Konsequenz dovunner Gefierer an Dokumenter vum „Corps grand-ducal d'incendie et de secours (CGDIS)“ mam Begrëff „Lëtzebuerger Rettungsdéngscht“ ze beschrëften an dee Begrëff och als Numm op Gebaier, bei der Korrespondenz, op Fändelen an Uniformen ze gebrauchen, grad wéi seng Ofkierzung (säin Akronym) „LR“;

- an engem Reglement a bei eventuellen Amendementer vum Gesetz dëse Sproochgebrauch legal ze verankeren.

(s.) Gast Gibéryen.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Merci. Ech wollt just vläicht präziséieren: Ech hunn d'Raunen duerch d'Reien esou interpretéiert, dass d'Kollege gemengt hunn, dass Dir vläicht eng konkret Proposition fir d'Maison relais op Lëtzebuergesch gehat hätt.

(Brouhaha)

Wann, da kënt Der dat och nach no der Sëtzung erareechen.

(Interruption)

Voilà! Dat gesot, huet d'Wuert direkt den Här Marc Baum.

(Interruptions)

► **M. Gast Gibéryen** (ADR).- Dir wäert dach elo net soen, et géif een duerfir kee Wuert fanne?

(Brouhaha)

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Här Baum, fuert duer!

► **M. Marc Baum** (déi Lénk).- Här President, et ass eigentlech erstaunlech, datt mer, ausser elo vläicht bei der Fro, wéi dat Kand da soll genannt ginn, eis hei eens sinn iwwer zwou Saachen. Dat eent, dat ass, datt et ee ganz wichtegt Gesetz ass, e Gesetz, wat eng wesentlech Annerung am lëtzebuergesche Rettungswiesen aféiert, an op där anerer Säit, datt et net

nëmme wichtig ass, mä datt et vu senger Ausrichtung, vu senger Philosophie hier och e gutt Gesetz ass.

Jiddweree vun eis heibannen huet direkt oder indirekt op déi eng oder aner Manéier schonn Usproch geholl, oder huet missen huelen, op d'Rettungsdéngschter. Wann dat geschitt ass, da war ee selwer, oder och wann een dat fir en anere gemaach huet, natierlech ëmmer an engem ganz penibeler Situatioun. An duerfir ass och jiddwereen esou interesséiert drun, datt eis Rettungsdéngschter optimal fonctionnéieren.

A wann een dann awer mat Leit um Terrain geschwat huet an der leschter Zäit, dann huet ee festgestallt, datt d'Situatioun am Fong kritesch ass, an datt duerfir dës Reform, déi mer elo hei hoffentlech unanime unhuelen, net nëmme néideg, mä dréngend noutwendeg ass. Ganz dacks huet een héieren: Mir sinn an der aktueller Situatioun vir bai an hanne widder. Vir bai an hanne widder, well sech an deene leschte Jorzéngte villen geännert huet. Et si manner Benevollen, déi do sinn, déi awer duerfir op méi Asätz musse goen. Asätz, déi méi komplex ginn an déi och méi eng héich Formationen erfuerderen, wat erëm bedeit, datt natierlech d'Attraktivitéit vum Benevolat, oder d'Méiglechkeet, fir dat a senger Fräizäit ze maachen, net méi onbedéngt ëmmer ginn ass.

Zu Esch war et esou - ech hunn elo nach de Mëtten nogefrot -, datt mer viru ronn zwanzeg Joer eng 60 aktiv fräiwëlleg Pompjeeën haten. Am Moment sinn et der nach e bësse méi wéi 30. An déi 60, déi haten de Virdeel, datt e groussen Deel vun hinne op der ARBED geschafft huet. Dat heescht, si hunn a Schichte geschafft, si waren also méi disponibel, si waren deemno wéi och dagsiwwer disponibel. A verschidde Gemengen sinn an deene leschte Jore schonn op de Wee gaangen - weinst der Penurie, déi wierklech ginn ass bei de fräiwëllege Pompjeeën -, fir eege Servicer ze kreéieren oder eege Solutiounen ze entwéckelen, fir mat där dote Situatioun eens ze ginn.

Dat heescht also, d'Diskussioun ronderëm d'Rettungsdéngschter, d'Reform vun de Rettungsdéngschter ass eigentlech scho Jorzéngten al. Och Innenministere virum Här Kersch ware sech där Noutwendegkeet bewusst, mä hu sech awer ganz dacks d'Zänn un där Reform ausgebass, soudatt een den Androck hat, datt et net richtig virugaangen ass. An duerfir fanne ech et perséinlech net ganz richtig, wann hei an der Debatt elo gesot gouf, datt dat Gesetz, wat den Här Kersch deposéiert huet, esou laang op sech waarde gelooss huet. Oder zumindest ass déi Kritik awer iwwerzunn.

Eng Schwieregkeet besteet doranner, datt mer bis elo verschidde Kompetenzberäicher haten. Mir hate verschidden Organisatiounsstrukturen. D'fräiwëlleg Pompjeeën op där enger Säit waren de Gemengen ënnerstallt, an d'Protection civile op där anerer Säit war staatlech organiséiert. An als drëtt Element dovunner hate mer dann nach de SAMU, also déi medezinesch Nouthëllef, déi éischter un eenzel Spideeler raccordéiert war.

Dat heescht, mir hate verschidde Kompetenzberäicher, verschidde Responsabilitéitsberäicher, déi um Terrain meeschens duerch den „good will“ vun deene Leit, déi do geschafft hunn, konnte geléist ginn, mä déi awer u sech ëmmer eng problematesch Situatioun duergestallt hunn. An dëst Gesetz setzt endlech e klore Kader duerfir a regelt d'Responsabilitéiten. A virun allem bitt et an eisen Ae Perspektive fir d'Rettungswiesen an deenen nächste Jore. Perspektiven, wéi sech dat Rettungswiese weiterentwéckelen a professionaliséiere kann. A professionaliséieren heescht net - an dat hunn och schonn eng ganz Rëtsch vu menge Virriedner gesot -, op déi Fräiwëlleg ze verzichten, am Géigendeel. Mä et bedeit, eng professionell Organisatiounsstruktur op d'Been ze stellen, e professionnelle Kader, an deem déi Leit hir Aarbecht leeschte kënnen, eng méi kloer Chaîne de commandement.

An och mat dëser Reform bleiwen déi Fräiwëlleg d'Wierbelsail vum Rettungsdéngscht. Si ginn awer ergänzt duerch Leit, déi dat haaptberufflech maachen, déi doduerch net onbedéngt besser sinn, mä déi derfir bezuelt ginn, datt se disponibel sinn. An et gëtt massiv an d'Formation investéiert.

Mir brauchen déi Haaptberufflech, fir ebe grad dee Kader kënnen ze maachen, datt déi Fräiwëlleg entlaascht gi vu verschiddenen Tächen. A mer brauche virun allem Ureizer fir Benevoller. Och déi gi geschafft mat dësem Gesetz. De Congé spécial gëtt agefouert, wou ee sécher driwwer diskutéiere kann - wéi den Här Traversini dat virdu gesot huet -, ob deen héich genuch ass, ob deen net nach eventuell muss erweidert ginn, adaptéiert ginn. Mä e gëtt zumindest emol agefouert. D'Formation gëtt systematiséiert. Et gi kloer a vereenheetlecht Indemnitéiten. Dat Konkurrenzdenken, dat säit Jorzéngten eventuell tëscht der Protex an de Pompjeeën bestanen huet, soll endlech

iwwerwonnen ginn, an et soll een eenheetleche Kader geschaaft ginn.

Besounes fir déi Fräiwëlleg ass dat wichtig an enger Gesellschaft wéi eiser, wou si nieft hirer Aarbecht, also an hirer Fräizäit, en enormen Déngscht un der Éffentlechkeet leeschten. En Déngscht, deen net nëmme ustrengend ass, mä dee si ganz dacks konfrontéiert mat ganz quokelege Situatiounen, mat Situatiounen vu Liewen an Doud. A wann een eng Kéier erzielt krut, wéi dat ass, wann een ee Liewen net méi rette konnt, mä een huet missen erausschneiden aus engem Auto, oder een doudegt Kand huet missen aus enger verbrannter Wunneng eraushuelen, da weess een, datt déi Leit Biller gesinn hunn, déi si wahrscheinlech hiert ganz Liewe prägen wäerten an déi se op jidde Fall net esou séier vergiesse wäerten.

Mä grad duerfir brauche mer e professionellen Encadrement vun de Leit, déi am Rettungswiesen aktiv sinn. Well déi Fräiwëlleg baséieren op engem ganz fundamentale Prinzip, deen eis ganz wichtig ass, nämlech dem Prinzip vun der Solidaritéit, der Solidaritéit tëschent de Leit, déi an enger Gemeng wunnen a wou Verschidener, Benevollen eben, bereet sinn, déi doten Tächen ze iwwerhuelen an domat hir Leeschtung dem Gemeinwesen unzibidden.

Et kann een elo bei dësem Gesetz natierlech, wéi bei all Gesetz, d'Hoer an der Zopp sichen. Et kann een driwwer diskutéieren - an dat ass jo e bësse geschitt -, ob déi finanziell Opdeelung vun de Chargen tëschent de Gemengen an dem Stat wierklech ideal ass. Et kéint een och driwwer diskutéieren, ob déi genee Modalitéite vun der Reprise vun de Gebaier a vun dem Material vum CGDIS déi optimal Soluatioun sinn. Mä mir mengen, datt an dësem Fall eng pragmatesch Demarche gesicht ginn ass.

Et sinn am Virfeld vill Diskussiounen a während deem Prozess ganz vill Diskussiounen gefouert gi mat all deene betreffenen Akteuren. An dës Reform huet de Verdéngscht, och wa se net all Problemer wäert léisen, datt se awer d'Grundlag bitt, op deenen an Zukunft d'Problemer kënnen geléist ginn, an dat ass wierklech e Fortschritt. A mir als Lénk ënnerstëtzen dat hei honnertprozenteg.

Merci.

► **Plusieurs voix**.- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Merci. D'Wuert huet elo déi lescht Riednerin, d'Madamm Lydie Polfer.

► **Mme Lydie Polfer** (DP).- Här President, léif Kollegen a Kolleginnen, Här Minister, et gëtt oft gesot: „Et ass en historesche Moment, et ass eng historesch Reform.“ Eh ben, ech mengen, haut kënnen mer dat wierklech soen. An et steet onsem Land an dësem Haus gutt zu Gesiicht, datt mer dës déif gräifend Reform vun eise Rettungsdéngschter wäerten, esou hunn ech dat op alle Fall gemengt ze verstoen, à l'unanimité unhuelen. An dat weist, datt mer heibannen alleguerte wëssen, wou de Schong gedréckt huet, an dofir eben dee Schrëtt hei maachen.

Datt et keen einfache war - ech kommen nach drop zrëck -, dat wësse mer. Mä haut ass et sou wäit an zesumme wëlle mer dee maachen. An ech muss lech soen, ech stinn haut de Mëtten hei, ech hunn zwee Aen, an dat eent, dat kräisch, an dat anert, dat laacht. Dat wat kräisch, dat denkt drun, datt mer hei elo e Corps am Fong iwwerdroen, aus der Hand ginn. Ee Corps, dee wierklech zu deene beschte gehéiert huet, déi d'Gemeng Lëtzebuerg hat. 200 Leit, déi sech, an et ass vu villen heibannen ënnerstrach ginn, wierklech dagan, dagauss agesat hu fir hir Matbieger, net nëmme fir d'Stater Leit, mä fir d'ganz Land. An dat hutt Der zu vill ënnerstrach an dat ass och richtig. An ech soen lech an hirem Numm dofir Merci.

An ech soen dofir och hirem Kommandant, dem Erny Kirsch, an all senge Leit, stellvertriedend fir all déi aner, e grouse Merci am Numm vun der Stad Lëtzebuerg fir dat, wat Dir leescht hutt, a fir dat, fir wat Der lech higinn hutt. Well wann d'Beruffspompjeeën eben als Beispill geholl ginn, wéi mer eis sollen um Landesplang organiséieren, dann ass et op deen Asaz an déi gutt Formationioun zrëckzeféieren an et ass duerch si. An dofir kann dann och mäin zweet A laachen, well ech iwwerzeegt sinn, a besounes eben hei och a menger Qualitéit als Deputéiert, datt dat hei e Gesetz ass, eng Reform, déi fir dëst Land wichtig ass an déi fir d'Bierger vun dësem Land wichtig ass.

Et waren, wéi gesot, laang Diskussiounen, mä se sinn effektiv ganz kollegial geféiert ginn, an ech soen dofir dem Minister a senger ganzer Equip, dem Rapporteur an dem President vun der Kommissioun Merci. Mir hu keng Méi gescheit, fir ons wierklech an déi Situatioun eranzeknéien a fir ze versichen, déi beschtméiglech Léisungen ze fannen. A vu datt d'Perfektion net vun dëser Welt ass, wäerte mer och am Laf vun de Joren nach kucken, wou een an deem engen oder deem aneren nach ka feilen a wéi

et vläicht souguer nach ka besser gemaach ginn.

Mä wéi gesot, ech si sécher, datt dat hei d'Basis ass vun enger vill besserer Situatioun fir déi kommend Jore fir d'Bierger vun dësem Land. An ech gesinn och guer keng, guer keng Antinomie tëschent Beruffspompjeeën, déi nun eemol eleng d'Stad Lëtzebuerg hat, an eben deene Fräiwëllegen, well, an dat hunn ech jo mat eegenen Ae gesinn, et jo ganz oft och d'Beruffspompjeeën waren, déi an hirem Quartier, an hirem Duerf, an hirem Stad déi waren, déi sech ebe mat deenen aneren, mat deene Fräiwëllegen agesat hunn, fir fir hir Matbieger do ze sinn, wann dann Nout um Mann war.

Den Här Laurent Zeimet war deen éischten, deen hei no dem Rapporteur op d'Tribün gaangen ass, an ech war bal mat allem d'accord, wat e gesot huet, sauf mat eppes, an dorop muss ech och äntwerten, well ech dat einfach net esou ka stoe loosse.

Et ass do geschwat gi vun „Extrawurscht“ fir d'Stad Lëtzebuerg. Also wann et eng Extrawurscht vun der Stad Lëtzebuerg ginn ass, dann ass et déi, datt d'Stad Lëtzebuerg als eenzeg Stad, als eenzeg Gemeng dat ebe während Jorzéngten eleng gedroen huet, an net nëmme fir sech, mä fir all, fir wierklech all d'Gemenge mat. An net fir datt mer dofir op d'Schëller geklappt kréien, mä ganz einfach well mer gemengt hunn, dat wier eis Responsabilitéit a mer misste mathëllefen, wa Leit an dësem Land iergendwéi Leed hätten. An Dir selwer hutt drop higewisen, dat war Är Aleeung. Dofir kann ech dat net inhuelen.

Wann Der awer wollt soen, datt mat Extrawurscht Folgendes gemengt war, an dat huelen ech da gären hin, mä dat ass keng Extrawurscht: Jo, ech hu mech agesat - an ech soen et hei och ganz gären op der Chambertribün -, datt dës Reform fir d'Beruffspompjeeën vun der Stad Lëtzebuerg net kann zu hiren Ongonschten ausgoen, weder an der Pai nach wat hire Congé ubelaangt. Jo, dofir hunn ech mech agesat. An ech hoffen an ech mengen, dat war nëmme richtig. Do kann een net vun Extrawurscht schwätzen, wann een ebe just vun dem Engagement vun deene Leit ausgeet, fir ze soen: Jo, esou wëlle mer et am ganze Land hunn.

Wann da mat Extrawurscht vläicht geduecht war... Ech sinn nach net fäerdeg. Wann da mat Extrawurscht vläicht geduecht war, datt, jo, d'Stad Lëtzebuerg gefrot huet, fir während deenen nächste fënnf Joer awer och kënnen e Wuert matzeschwätzen, wien dann aus deem Corps, deen eben dee professionelle Corps ass, géif soss enzwousch agesat ginn, dann ass och dat eist eegenst Responsabilitéit.

Well wann ee weess, datt méi wéi 80% vun de Leit, déi bei de Beruffspompjeeën vun der Stad Lëtzebuerg schaffen, net an der Stad wunnen, da weess een, datt, wann elo en nationale Corps geschafe gëtt, et dann natierlech ganz gutt méiglech ass, datt déi eng oder déi aner dann ebe vläicht nach vill éischter gäre méi no do schaffen, wou se wunnen, wat vum mënschleche Standpunkt och ganz gutt ze verstoen ass. Mä mir hunn nun eemol awer d'Responsabilitéit an et ass d'Responsabilitéit souwuel vum Buergermeeschter wéi vun engem Deputéierten, vun engem Minjster a vun engem Direkter vun deem neien Établissement public, datt mer dofir suergen, datt dat alles awer a geuerdnete Bunne geet an eben an enger Zäitschinn, déi mer eben am Gesetz festgehalten hunn.

Ech wollt dat just kloer soen, fir eben drop hinczewiesen - an ech mengen, heibannen ass och jiddwereen d'accord -, wa mer op eemol ebe weiderkomm sinn, dann ass dat, well mer zesumme konnten op enger grousser Vertrauensbasis schaffen, déi eng mat deenen aneren. Well wann déi Vertrauensbasis net do gewiescht wier a wann déi Vertrauensbasis och net esou grouss gewiescht wier... (veuillez lire: dann hätt dat hei net geklappt).

A firwat war se grouss? An dofir erkennen ech dat och ganz héich un, datt d'Opposition dat hei matstëmmt, well jiddweree sech bewusst war, datt am Land mussen Annerunge kommen, datt kee verantwortleche Politiker, sief et Gemengepolitiker oder Nationalpolitiker, déi Situatioun, déi mer kannt hunn an déi hei vu genuch Leit beschriwwen ginn ass - ech brauch net méi drop anzegoen -, méi ka wierklech verantwortlech matdroen.

Dofir, mir hunn eng grouss Verantwortung alleguerten. Mir hu se a mir hu se zesummen och gedroen. Ech wëll dofir déi Klammer and zoumaachen, mä ech hunn dat do awer misse richtstellen.

Ech kann nëmme soen: Déi Aarbecht, déi elo hei ofgeschloss gëtt de Mëtten, déi huet mech



einfach un eng Citatioun denke gelooss, déi de Mark Twain gemaach huet. A wat huet e gesot: «Ils ne savaient pas que c'était impossible, alors ils l'ont fait.»

Eh ben, ech mengen, mir sinn e bëssen an där Situatioun. Mir woussten net, datt et on-méiglech war, an dunnn hu mer et awer gemaacht. Jo, mir hunn et elo gemaach. An ech wënschen deem neie CGDIS, dem Lëtzeburger Rettungsdéngscht, där neier Pompjeeskasär, déi mer zesumme wäerten an e puer Joer aweien, dat Allerbescht. Ech wënschen der Direktioun eng gutt, eng glécklech Hand. Eng gutt Qualifikatioun, eng gutt Formatioun ass déi beschte Viraussetzung an d'Vertrauen dobäi, da kann am Fong näischt schifgoen.

Ech soen Iech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président.* - Merci. Den Här Laurent Zeimet wëllt eng Präzioun maachen.

► **M. Laurent Zeimet** (CSV). - Merci, Här President. D'Madamm Polfer huet gemengt, se misst richtegstellen. Ech mengen, et war awer net vill richtegstellen. Ech kann dat deelen, wat si elo hei exposéiert huet.

Ech wëll just drop hiweisen, dat Wuert „Extrawurscht“ ass gefall, mä et ass ganz am Ufank gefall zum initiale Projet an zur Sonderregelung, déi am initiale Projet virgesi war fir d'Stad Lëtzebuerg. Ech kann awer verstoen, datt, wann „Extrawurscht“ a „Stad Lëtzebuerg“ an engem Saz falen, een dann opmierksam gëtt. Mä alles, wat Der duerno gesot hutt, huet sech net op dat Wuert „Extrawurscht“ bezunn.

► **Mme Martine Hansen** (CSV). - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président.* - Merci gesot. A selbstverständlech schlësse mer eis och deene Mercien un d'Beruffspompjeeën un. Mä ech mengen, d'Kollege géifen dat och erweideren an dat weiderginn un d'Chef-de-corpsen, déi, déi hei sinn an déi net hei sinn, vun de fräiwëllege Corpsen an un all hir Leit.

Als Nächsten huet den Här Minister d'Wuert, den Här Dan Kersch.

Prise de position du Gouvernement

► **M. Dan Kersch**, *Ministre de l'Intérieur.* - Merci, Här President. Dës Chamber huet haut eng eemoleg Geleeënheet, Dausende vu Fräiwëllege mat engem eendeitege Message Merci ze soe fir dat, wat si fir eist Land Dag fir Dag, 365 Deeg op 365, 24 Stonnen op 24 Stonne leeschten. An ech mengen, mir hunn dat fäerdegbruecht mat engem méi wüdevollen Debat iwwert dës Projet de loi.

Déi Fräiwëlleg waren zënter jeehier d'Réckgrat vun de Lëtzeburger Rettungsdéngschter. Si sinn et haut a si wäerten et ëmsou méi och muer sinn. Ech wëll mengersäits alle Bedeelegte Merci soen, déi dës Projet méiglech gemaach hunn. Virun der Dier vun der Chamber konnt Der gesinn, wéi Der erakomm sidd, do hu mer e bësse verdäitlecht, wat mer hei haut alles zesummeféieren: déi fräiwëlleg Pompjeeën am Land mat ronn 7.600 Memberen, dovun bal 5.000 Leit, déi kënnen an den Asaz goen, an iwwer 130 Corpsen zesummegefaasst, ronn 2.000 Fräiwëlleger vun der Protection civile, ronn 200 Beruffspompjeeën vun der Stad Lëtzebuerg, bal 60 haaptamtlech Pompjeeën vum Fluchhafen, iwwer 50 professionell Mataarbechter an de Gemengen, ronn 260 Haaptamtlecher vun der ASS souwéi d'SAMU mat hiren héich qualifizéierte Besatzungen.

Hei entsteet eppes Grousses. Hei wüsst zesummen, wat zesummegehéiert, an dat iwwer eng Reform, déi fir dëst Land méi wéi bluttnoutwendeg ass. Dës Reform vun de Rettungsdéngschter ass keng Reform ewéi déi aner. Et ass eng klassesch Reform vun ënnen no uewen. Si ass net vu Politiker erfonnt ginn, mä si ass gefrot, jo gefuerdert gi vun den Akteure vum Terrain, an dat zënter 2006 mat zounemender Vehemenz. Duerfir ass dës Reform eng Reform vun de Fräiwëllege fir déi Fräiwëlleg.

Et kéint een et och anescht erschrécken: Et ass de Minimum, deen d'Politik invitéiert ass wann ech gelift ze leeschten, fir den Aktiven um Terrain déi Instrumenter ze ginn, déi se brauchen, fir hir schwéier an immens wäertvoll Aufgab am Déngscht vum Bierger kënnen ze leeschten.

D'Zilrichtung ass evident. Mir stellen de Fräiwëllegendéngscht nei op, ginn him e professionellen Encadrement an do, wou et mam Volontariat net méi duergeet, ergänze mer mat haaptamtliche Kräfte.

An och wann d'Chamber eenzeg an eleng de Privileeg huet, doriwwer ze bestëmmen, wat haut hei soll decidéiert ginn, esou ginn dach déi Inhalter, déi haut hei zur Diskussioun stinn,

op de fachmännischen Input vun Honnerte vu fräiwëllegen an haaptamtliche Mataarbechter vun de Rettungsdéngschter zréck.

Ech wëll och der Chamberskommissioun en ausdréckleche Merci soe fir déi konstruktiv Diskussiounen, déi mer haten, an dem Rapporteur fir säin ausféierlechen an exzellente Rapport.

Dës Projet - an ech hat et gesot - ass kee Projet wéi all déi aner. En ass aussergewöhnlech an all senger Facetten. En ass aussergewöhnlech weinst senger participativer Entstehungsschicht. En ass aussergewöhnlech weinst senger Wäitsicht a Bedeitung, senger juristescher Form vu Kooperatioun tëschent dem Secteur étatique an dem Secteur communal, sengem Zesummespill vu Fräiwëllegen an Haaptberufflechen, sengem Zesummeféieren ënner een Daach vun den entscheidenden Akteure vun de Lëtzeburger Hëllefsdéngschter.

Et war gewëss net einfach, allegueren d'Akteuren un een Dësch ze kréien. Freier Reformusatz sinn, mengen ech, och genau doru gescheitert. Zwar war ee sech queesch duerch d'Reien eens, dass d'Reform misst kommen, souguer dass se séier misst kommen. Mä soubal et méi konkret ginn ass, huet een d'Divergenzen ze spiere kritt: d'Divergenzen tëschent de Pompjeeën an der Protection civile, tëschent de Fräiwëllegen an den Haaptberufflechen, tëschent Stat a Gemengen, fir emol nëmmen dës ze nennen.

Schlussendlech ass et awer gelongen, fir dat, wat trennt, ze vergiessen an dat, wat eis zesummebréngt, an de Vierdergrond ze stellen. Dat huet vill Iwwerzeegungsaarbecht kascht, vill perséinlech Gespréicher, vill Vermëttlungsdéngschter an ëmsou méi zefriddestellend ass et dann, wann dat Ganzt vu Succès gekréint ass.

Et ass schéin, ze gesinn, dass dëst Land, wann et drëms geet, och erëm kann zesummenhalen an zesummen no vir goen. Och hei hunn déi Fräiwëlleg esou wéi anerer e wäite Wee misse goen, vill Kompromisser maachen, villes, wat laang gewuess ass a wat hinne leif a wichteg ginn ass, missen opginn. Si hunn et gemaach weinst der Saach. Den Erfolleg gëtt hinnen haut recht. A vläicht, an ouni dass se sech dat esou richtig bewosst waren, hu se mat hirer pragmatescher Approche domadder d'Politik ënner Handlungs- an Erfolgsdruck gesat.

Déi Fräiwëlleg hunn de Wee gewisen an déi aner Akteuren hu sech deem ugeschloss. Kompromissfäegkeet op alle Säiten. Dat aktivt Matschaffen, dat gemeinsam Ausschaffe vu Léisungsvirschléi, dat direkt Aagoen op Warnungen vun der Basis mat all den Ängschten a Kriticken huet villes méiglech gemaach, wat virdru mam Prädiikat „néideg an noutwendeg, awer politesch net machbar“ beluecht war. D'Madamm Polfer huet dat, mengen ech, an engem flotten Zitat nach eng kéier däitlech gemaach.

Ech si wierklech frou, dass, och wa mer eis net an allen Detailer eens sinn, all Fraktiounen hir Zoustëmmung zu dësem Projet ginn. Dat ass genau dat Zeechen, wat déi Aktiv vun de Rettungsdéngschter vun eis erwaarden. An hirem Numm soen ech Iech Merci, dass mer haut an dësem héijen Haus genau dat maachen. Et ass bestëmmt och eng ganz besonnesch Form vun Unerkennung fir den onermiddlechen Asaz vun de Fräiwëllegen, déi nieft engem méi wéi tatkräftege Support bei der Ausaarbechtung vum Gesetz hir dagdeeglech Pflicht ni vergiess hunn, och wann d'Ongedold ëmmer méi ze spiere war, dass endlech soll déi nei Struktur kommen.

Erlaabt mer, an deem Kontext de President vun der Pompjeesfederatioun, den Här Marc Mamer, deen och hei op der Tribün sëtzt, sënngemeiss ze zitieren, dee gemengt hat, och wann d'Prozedur méi laang géifen daueren, wéi mer eis dat vläicht erhofft hätten, géif d'Zäit net ongenotzt versträiche gelooss ginn! Abee, en hat genau recht. Op ville Plaze gouf Grousses gelescht a mir hu vill, heiansdo souguer vläicht e bëssen ze vill vun eise Leit verlaangt, sief et ob se fräiwëlleg oder haaptamtlech an eise Servicer beschäftigt sinn.

Am Kader vum Opbau vun der neier Kommandostruktur, vun där och virdru schonn hei rieds gong, gouf deen neie RENITA-Funksystem an de Gebrauch geholl. Wat hei an engem Saz gesot gëtt, huet um Terrain, do wou der Kaz d'Schell ugedoe gëtt, do wou d'Musek spillt, vill technesch Erausforderungen an Emstellung mat sech bruecht. Et ass virbildlech, wéi professionell dës Paradigmewiessel ëmgasat ginn ass. En neien Einsatzleitsystem, ELS genannt, gouf agefouert, deen neien 112 also, mat méi adaptéierten Alarmierungssystemer fir d'Equippen um Terrain.

Nei Formatiounen goufen ausgeschafft an ugebueden. A mir sinn do Affen vun eise eegenen Erfolleg ginn, well mer praktesch iwwerrannt gi si mat Demanden, fir un dës Coursé kënnen deelzehuelen. Och dat weist, mat wéi enger Begeescherung d'Leit nach derbäi sinn.

D'Finanzierungsgesetz vum CNIS, och eng „never-ending story“, gouf 2015 gestëmmt.

An an der Tëschenzäit wüsst d'Häerzstéck vum zukünftigen CGDIS all Dag weider an den Himmel um Rond-point Glück. Hei entsteet ee vun de modernsten Asaz- a Formatiounszentren fir d'Rettungsdéngschter an Europa. Et brauch een net ze erklären, dass nei Material, adequat Infrastrukturen, gutt Aarbechtsgezi an esou weider immens wichteg sinn, mä dass eng zolidd Ausbildung, déi um leschte Stand vu wëssenschaftlechen Erkenntnisser ass, och muss Standard an eise Rettungsdéngschter ginn.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Dan Kersch**, *Ministre de l'Intérieur.* - Duerfir mengen ech, ass mam Schafe vum INFS, dem Institut national de formation des secours, eng ideal Viraussetzung gesat ginn, fir eis exzellent opzestellen. Den INFS mat all senger Méiglechkeete gëtt den Dréi- an Aangelpunkt vun der Ausbildung. Mir mussen et awer och fäerdegbréngen, bis an dee klengsten Center, CIS, Centre d'incendie et de secours, vernetzt ze sinn. Dat geet nëmmen, wa mir och an Zukunft op déi vill Instruktore souwéi déi vill Jugendmoniteurs kënnen zréckgräfen.

D'Moderniséierung an d'Neiopstelle vun der Administration des services de secours, kuerz ASS genannt, war e weidere prioritäre Chantier. Wéi ech Enn 2013 an der Regierung ugetratt sinn, war dëst eng Verwaltung mat 94 Mataarbechter. An der Tëschenzäit sinn et der iwwer 250. Eleng den Undeel u professionellen haaptamtlechen Ambulancierern ass vun 38 op 142 eropgaangen. An et sinn der nach eng ganz Rei a Formatioun, wéi et virdrun hei gesot ginn ass.

Mä och am Beräich vun der Logistik, der Informatik, dem 112, der Medezinn, der technescher Verwaltung, der Formatioun, der Betreuung vun de Benevollen, de Ressource-humainen hu mer eis nei opgestallt. Et ass eis gelongen, héich qualifizéiert in- an auslännesch Experten ze rekrutieren, déi fir eis Verwaltung e Quantesprung no vir bedeiten. Elo si mer virbereet, fir ab dem 1. Juli 2018, wa ronn 200 Beruffspompjeeën vum der Stad Lëtzebuerg, ronn 55 Fluchhafepompjeeën a 60 Gemengenaarbechter bäikommen, mat bal 600 Mataarbechter eng vun deene ganz grouse Verwaltungen vum Land kënnen ze sinn an och esou ze bestoen.

De Fait, dass mer aus der ASS eng modern Verwaltung gemaach hunn, den Tempo an d'Envergere, mat där mir virugaange sinn, huet menger Meinung no och den Decid bei de Beruffspompjeeën aus der Stad Lëtzebuerg mat sech bruecht, souwuel bei deenen technesch wéi och bei deene politesch Verantwortlechen, fir wëlle vun Ufank un an der neier Struktur vum CGDIS derbäi ze sinn. An d'Madamm Polfer huet dat virdrun nach eng kéier ënnerstrach.

Dës Decisioun war e weideren, en entscheidende psychologesche Schub fir dee ganze Projet. Spéitstens elo hat jiddwereen am Land verstanen, dass de CGDIS géif Realitéit ginn.

Erlaabt mer an deem Kontext, och nach eise Statschef, dem Grand-Duc Henri, Merci ze soen, deen, ouni ze zécken, direkt säin Averständnis ginn huet, deem unifiéierte Corps vun de Rettungsdéngschter den Titel „grand-ducal“ zouzestoen! Och dat war e wichteg Zeechen, dat allgemeng mat Freed an Eiergefill opgehall gouf.

Här President, ech hat gesot: Dës Projet huet och iwwerzeegt duerch seng participativ Approche. Nach éier déi éischt Zeil geschriwwen war, huet nieft de sëllege Consultatiounen e groussen Hearing stattfonnt, wou d'Eckpunkter vun der Reform diskutéiert an definéiert goufen. No der Fäerdegstellung vum Text hat ech net manner wéi zwielef bilateral Reunionen, fir den Text ze diskutieren: mat der ASS, der Exekutiv vun de Pompjeeën, dem Comité des sages vun der Protection civile, dem ganzen Zentralvirstand vun de Pompjeeën, dem Inspektorat, de Beruffspompjeeën, den Agent-professionellen - also eise professionellen Ambulancierern -, de Fluchhafepompjeeën, de SAMU-Akteuren, dem Syvicol, der FGFC an der Stad Lëtzebuerg.

Véier Regionalkonferenze mat alle Fräiwëllege vu Pompjeeën a Protex goufen organiséert: Et zu Walfer, Wasserbëlleg, Maarnech an Esch. Bal 1.000 Leit hunn dorun deelgeholl. D'Reform war d'Thema um Buergermeeschterdag zu Mondorf. An do goufen d'Gemengen och am Detail informéiert.

Eréischt no all deene Consultatiounen an deene sech doraus erausgeschielten Annerungen gouf den Text am August 2015 deponéiert. Mä och duerno gong d'Consultatioun weider. Esou waren net manner wéi véier Colloques des cadres - zu Dummeldeng, um Kierchbiereg, zu Munneref an zu Woltz - mat jeeweils 200 Participanten. Am stännege Kontakt ware mer mat der Stad Lëtzebuerg, der FGFC an deenen anere Gewerkschaften, der Pompjeesfederatioun an dem Comité des sages. Iwwer 50 Reunionen ware mat deene verschiddene Schaffereit, déi sech brennend - am richtige Sënn

vum Wuert - fir de Projet an d'Repercussiounen op d'Gemengepolitik interesséiert hunn.

Dobäi kommen iwwer 40 Meetinge mat Ministere a Verwaltungen: Santé, MDDI, MAE Kooperatioun, Fonction publique, de MEN, d'Sécurité intérieure, CNS, FHL, IGSS, IGF, CTIE, APE, Police, Armée, Steierverwaltung, et j'en passe. An och nom Vott vum Gesetz wäerte mer mat dëse Concertatiounen weiderfueren. An haaptsächlech geet et drëms, fir d'Basis am Boot ze behalen. Dofir sinn elo scho sechs Regionalkonferenzen ageruff, op déi all Fräiwëlleg invitéiert wäerte ginn. Ausserdeem wäerte mer mat der Serie vun de Colloques des cadres weiderfueren.

D'Ziler vun dëser Reform si kloer definéiert: Et geet drëms, eist Land op déi kommend Erausforderunge virzebereeden! Déi sozioekonomesch Entwécklung vun eise Land ass rasant. Dat mag deenen enge gefalen, deenen aneren net esou. D'Rettungsdéngschter huet dat net ze interessieren. Si musse sech op déi Erausforderungen astellen, déi dat Ganzt mat sech bréngt, a sech och deementspriedend virbereeden.

Et ass meng Flicht als Innenminister, derfir ze suergen, dass mir esou gutt wéi méiglech op alles, wat ka kommen, virbereet sinn, mä ech soen och: Net alles kënnen mer leeschten! Eis Ressourcé si begrenzt. Dofir setze mir och, wéi och aner méi grouss Länner, op d'Kooperatioun mat eisen Nopeschlänner. Och an deem Beräich ass mat bilateralen Accorden an deene leschte Méint a Jore vill geschitt.

Lëtzebuerg ass och elo besser opgestallt, fir am europäesche Kontext seng Hëllef unzbidden, wa se gebraucht gëtt. Den zoustännegen EU-Kommissär huet eis nach kierzlech felicitéiert fir eisen extraordinäre Beitrag, dee mer am Kader vun internationale Katastrophe mam emergency.lu-System leeschten. Dat ass Nation Branding pur!

Mä mir sinn net blauäueg. Mat dem Vott vun dësem Gesetz sinn net all d'Problemer vun de Lëtzeburger Rettungsdéngschter wéi mat engem Zauberstab behuewen, mä mat dësem Gesetz leeë mer d'Basis, fir déi Problemer an Zukunft besser kënnen unzgoen, fir eng Chance ze hunn, dat ze leeschten, wat de Bierger dierf vun eis erwaarden.

Mir wäerte mat dësem Projet eng nei Kultur vum Lëtzeburger Sécherheets- a Rettungswiese kreieren. De CGDIS gëtt zu enger Plattform, wou Stat a Gemengen zesummen d'Prioritéite vun der Sécurité civile zu Lëtzebuerg definieren. Mam PNOS, dem Plan national d'organisation des secours, fir deen den Innenminister d'Verantwortung huet, krée mir fir d'Éischt e Plang, dee kloer Strukture fir d'Rettungswiese virgëtt.

Ech si frou, dass mir mat dësem Projet och de SAMU, eng gutt fonctionnéierend héich spezialiséiert Rettungsunitéit, méi fest an déi ganz Struktur vun den Hëllefsdéngschter kënnen integrieren. Gewuesse Strukture wäerte mir dobäi an hirem Wiesen net untaaschten, wat eis net wäert drun hënneren, Verbesserung virzehuelen, wa se dann néideg sinn.

An ech si frou iwwert d'Virschléi, déi den Här Hahn hei gemaach huet, wat d'Verbesserungen vum SAMU ugeet. A soubal ech dann och d'voll Verantwortung fir de SAMU wäert hunn, wäert ech mech och doru ginn. Ech si frou, an him e Matkämpfer fonnt ze hunn, deen de Finanzminister wäert iwwerzeegen, méi Moyenen an de SAMU ze investieren.

► **Plusieurs voix.** - Aah!

► **M. Max Hahn** (DP). - Dir kënnt op mech zielen!

► **M. André Bauler** (DP). - Vergiesst déi blo Luucht net!

► **M. Dan Kersch**, *Ministre de l'Intérieur.* - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dës Projet steet a fält mam Engagement vun de Fräiwëllegen. De Lëtzeburger Pompjee ass vu sengem Profil hier, an et ass virdru schonn ugedeit ginn, e männleche Lëtzeburger. Dat musse mer änneren!

► **Mme Viviane Loschetter** (*déi gréng*). - Très bien!

► **M. Dan Kersch**, *Ministre de l'Intérieur.* - Et läit een immenst Potenzial brooch bei eisen auslännesche Matbiereger a bei de Fraen. Mir mussen et fäerdegbréngen, si verstärkt fir d'Lëtzeburger Rettungsdéngschter ze gewannen!

► **Mme Viviane Loschetter** (*déi gréng*). - Très bien!

► **M. Dan Kersch**, *Ministre de l'Intérieur.* - Dobäi muss kloer sinn, dass d'Lëtzeburger Sprooch d'Émgangssprooch an de Lëtzeburger Rettungsdéngschter ass a bleift! Aus renge Eegennotz, mä och aus Grënn vun enger verbesserter Integratioun iwwerleeë mer eis dofir, am Kader vun eise Formatiounen och Sproochcoursen unzbidden.



Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens:

Luxemburger Wort, Tageblatt, Lëtzebuenger Journal, Zeitung vum Lëtzebuenger Vollek

Contenu rédactionnel:

Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés
Tél. 466 966-1

Conception, saisie de texte et mise en page:

Polygraphic SA, Esch-sur-Alzette

Concept et coordination générale:

BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg

Imprimeries:

Saint-Paul Luxembourg SA 2, rue Christophe Plantin L-2988 Luxembourg
Editpress SA 44, rue du Canal L-4050 Esch-sur-Alzette

Wéi an der Vergaangenheet verlaange mir vill vun eise Fräiwëllegen, mä mir sinn eis däers bewosst. D'Gesetz vum CGDIS ass e Bekenntnis zum Volontariat. Eng ganz Rei vu Moosname gi virgesinn, fir dat ze ënnermaueren. Duerch dëst Gesetz ginn Unerkennungen a Fuerderungen, déi zum Deel schonns Jorzéngten al sinn an déi vun de Fräiwëllege gestallt ginn, elo Realitéit.

Eng nei méi gerecht Regelung vun den Indemnitéite bei Asätz a Permanencestonnen, Steuerfräiheet op allen Entschiedegungen, déi ee fir säi fräiwëllegen Asaz kritt, de Kofinanzement vun Zousazpensiounen oder Zousazkrankerversécherung, den Droit de priorité, fir als professionnelle Pompjee agestallt ze ginn, déi substanzuell Erhéijung vum Congé sapeur, d'Reform vun der Allocation de reconnaissance, d'Indexéierung vun enger ganzer Rei vu finanziellen Ureizer si Mesuren, déi de Volontariat stärke wäerten. Et sinn dëst Mesuren, vun deenen déi Fräiwëlleg méi hu wéi vun engem einfache Merci, iwwert dee si sech natierlech awer och freeën.

Hiren dagdeeglechen Déngscht wäert net méi einfach ginn an Zukunft. D'Aggressivitéit an d'Hemmschwell, fir eis Mataarbechter net nëmme verbal, mä och physesch ze attackéieren, wiisst. Deem musse mir entgéintsteiere mat alle Mëttelen.

Do ginn ech dem Här Zeimet recht, och wann ech seng Analys net deelen, dass mer net Studien doriwwer brauchen. Mir hu musse feststellen, dass eng ganz Rei vun Attacke géint eis Rettungsdéngschter gemaach ginn, ouni dass mer et iwwerhaupt emol gewuer gi sinn, well d'Leit ganz oft drop verzichten, fir Plainte ze maachen. Och do solle mer sensibiliséieren an d'Leit encouragéieren, hir Rechter sichen ze goen, wann et zu esou bedauernswäerten Zwëschefäll kéinnt.

Ech op jidde Fall engagéieren dës Regierung hei, an deem Beräich aktiv ze ginn. Wa mer gären hätten - a mir hätten et gären! -, dass och an Zukunft déi Fräiwëlleg d'Reckgrat vun de Lëtzebuenger Rettungsdéngschter bilden, da musse mer hiren Engagement verstärkt ënnerstëtzen a si viru gesellschaftlechen Exzesser schützen.

An ech wëll dem Här Zeimet dann och, well en et gefrot huet, soen, dass déi Entrevue, déi ugekënnegt war, mam Justizminister stattfonnt huet an dass mer eis eens gi sinn, ënnerhalb vu kierzester Zäit kuerz Verbesserungen och um Code pénal virzehuelen, fir eis Leit besser ze schützen.

Erlaabt mer ofschléissend, allen Akteuren, egal ob fräiwëlleg oder haaptberufflech, déi, wéi een op Lëtzebuergesch seet, de Bockel hierhalen, hiert eegent Liewen a Gefor bréngen, fir aneren ze hëllefen, déi an Nout geroeden, erlaabt mer hinnen hei op dëser Plaz mäin déifste Respekt auszedrécken!

Ech wënschen hinne virun allem, dass si gesond a monter vun hiren Asätz bei hir Familljen heemkommen. An ech wënschen eis an eiser Gesellschaft, dass mir erkennen, dass dës Leit eist Land, eis Gesellschaft ëm esou viles méi räich maachen, well si fir mech den Inbegriff vum Humanismus, vum solidareschen Handeln, vum Mateneen an net vum Géintenee verkierperen.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci och dem Här Minister. Domat si mer um Enn vun eisen Diskussiounen iwwert de Projet de loi 6861. Ech hunn lech e Blat ausdeele gelooss, wou eng Rei vu materielle Korrektur bei der leschter Relecture gemaach gi sinn, déi och al-

leguer de schrëftlechen Accord vum Conseil d'État fonnt hunn.

Ech géif lech elo bieden, iwwert dee liicht ofgeännerten Text - et sinn nëmme materiell Korrekturen - ofzestëmmen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6861 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt elo un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Quorum ass erreecht. D'Procuratiounen. Et schéngt mer, wéi wann d'Ofstëmmung eriwuer wär.

► **M. Laurent Mosar (CSV).**- Den Apparat geet net.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Okay.

Da si mer bei 60. Dofir hunn ech e bësse gewaart, mir ware bei 59. Da si mer bei 60-mol Jo fir de Projet 6861. Keng Enthalungen, keng Negativstëmmen. Domat ass de Projet 6861 unanime ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen (par M. Marcel Oberweis), M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ech géif d'Chamber froen, ob se d'accord ass, fir d'Dispens vum zweete Vott ze froen.

(Assentiment)

Merci. Och dat ass dann esou decidéiert. Merci.

Mir géifen dann zu de Motiounen iwwergoen.

Motion 1

Eng éischt Motioun, déi vun de Kollege vun der CSV abruucht ginn ass. Sinn dozou Wuertmeldungen? Wat seet d'Regierung dozou? Den Här Rapporteur? Här Rapporteur, et ass, wéi Der wëllt.

► **M. Dan Kersch, Ministre de l'Intérieur.**- Gutt! Wann Der mech frot, dann...

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Jo, fuert duer!

► **M. Dan Kersch, Ministre de l'Intérieur.**- Also, ech fannen déi Motioun vun der CSV ganz ausgewogen. Si rennt bei mir oppen Dieeren an an deem Sënn, dass ech souwisou wëlles hat, all déi Chifferen do ze presentéieren. Dofir géif ech vu Regierungssäit aus soen, dass mir kee Problem hu mat där Motioun.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Majo, da géif ech proposéieren, fir per Handophiewen ofzestëmmen. Ass dat méiglech?

Vote sur la motion 1

Wien ass derfir?

Géigeprouf: Wien ass dergéint?

Gëtt et Enthalungen?

Och hei ass Unanimitéit fir d'Motioun 1.

Motions 2 et 3

An da si mer mat zwou Motiounen vun der ADR saisiéiert. Also, d'Motioun Nummer 2. Wëllt Der vläicht och d'Wuert derzou?

► **M. Dan Kersch, Ministre de l'Intérieur.**- Vlächcht dann zu der Motioun Nummer 2, also der éischter vun der ADR, d'Nummer 2, déi mer presentéiert kritt hunn. Ech mengen, hei gëtt jo am Fong gefrot, dat Gesetz, wat mer elo grad hei eestëmmeg gestëmmt hunn, elo nach eng Kéier ofzeänneren an eng Bestëmmung dranzesetzen, dass alleguerten déi Leit, déi am CGDIS géife schaffen, d'Lëtzebuenger Sprooch misste beherrschen.

Dozou wëll ech just soen, dass dat am Moment souwisou de Fall ass...

(Sirène d'ambulance et hilarité)

...an der Verwaltung vun der ASS, déi jo dann och herno wäert an de CGDIS eriwergoen. Do si keng Leit, déi d'Lëtzebuenger Sprooch net beherrschen. Ech ginn awer ze bedenken, dass eng ganz Rei vu Fräiwëllegen do sinn, déi d'Lëtzebuenger Sprooch nach net voll beherrschen. Dofir hat ech virdru jo och scho gesot, dass mer iwwer Formationscoursen probéieren, fir déi Lëtzebuergeschkenntnisser ze vermëttelen, do, wou et néideg ass.

An aus deem Grond, mengen ech, dass mer dës Motioun esou net brauchen ze stëmmen, zemools se eis an Noutfäll souguer géif Barrieren opstellen, déi mer net kënnen gebrauchen. Ech denken zum Beispill drun, wa mer de Rekrutement vun Informatiker hätten a mir hätten déi net, déi Lëtzebuergesch kéinten, a mer kéinte se dann net stellen. Dat géif eis éischter zrëckgeheie wéi no vir. Dofir géif ech bieden, dës Motioun net unzehuelen.

Wat déi Motioun Nummer 3 ugeet, fir en neien Titel ze fanne fir de CGDIS, do géif ech den Här Gibéryen nach eng Kéier drun erënneren, dass ech deem Numm vun dësem Corps ganz breet och mat dem Haff diskutéiert hunn. Den Titel „grand-ducal“ ze kréien, war ee vun de Wënsch, déi vun der Basis komm sinn. Deen Numm ass och mat allen Akteure vum Terrain diskutéiert ginn.

An dofir géif ech lech vlächcht bieden an deem Sënn, dës Motioun zrëckzezéien, well ech mengen, dass et net sënnavoll wär, wa mer déi elo géifen hei ofstëmmen an domadder u sech déi Concertatioun, déi mer um Terrain fonnt hunn, am Fong géifen onméiglech maachen.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Den Här Gibéryen huet d'Wuert.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Merci, Här President. Ech hunn zur Kenntnis geholl, wéi den Här Minister hei op der Plaz gesot huet, um Riednerpult, datt d'Lëtzebuenger Sprooch eng vun de Konditiounen als Émgangssprooch géif bleiwen. Ech begreissen dat. Näischt hënnert eis awer drun, fir datt mer eng Kéier am Kader vun engem Gesetz eng Basis schafen, wou mer dat géifen dra verankeren, datt mer och dofir eng Garantie hätten.

Ech wëll domat net soen, datt mer dem Minister net gleewen, datt dat seng Absicht ass, dann en dat wëllt maachen, mä, ech mengen, et wier e staarkt Zeeche fir eis Sprooch, wa mer dat och géife gesetzlech verankeren. An duerfir géife mer eis éischt Motioun oprechterhalen.

Dat Zweet: Mir hu jo net gesot, datt de franséischen Numm, deem am Gesetz steet, soll geännert ginn. Mir hunn d'Gesetz haut mat deem Numm gestëmmt. Eis geet et méi drëms, an der Émgangssprooch, datt d'Leit dobaussen net ëmmer musse vun engem „CGDIS“ schwätzen, mä wa mer do géife soen: „Et ass de Lëtzebuenger Rettungsdéngscht“, datt dat fir d'Leit méi verständlech wier an datt dat besser géif bei eis passen, wéi wann d'Leit elo déi ganzen Zäit misste CGDIS dobausse soen. Et geet eis dorëm. Mir hunn d'Gesetz mat dem Numm matgestëmmt, wéi en drasteet. Keng Diskussioun! Dat hei ass fir eis den Émgangsnumm, wéi en am Vollek soll genannt ginn.

► **M. Dan Kersch, Ministre de l'Intérieur.**- Dierf ech dorop äntwerthen?

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Selbstverständlech.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Selbstverständlech.

► **M. Dan Kersch, Ministre de l'Intérieur.**- Ech mengen, wann dat dem Här Gibéryen seng Suerg ass, wëll ech just soen, dass mer eis och do mat alle Bedeelegten um Terrain op een Numm festgeluecht hunn. De Lëtzebuenger wäert fir de CGDIS „d'Pompjeeën“ soen. An zwar fir déi, déi haut Protection civile sinn an déi déi haut Sapeur-pompier sinn, déi hu sech ënner sech selwer op de Lëtzebuenger Numm „Pompjee“ géeneegt. An ech mengen, et ass

och esou, wéi d'Leit dësen Établissement public herno wäerte betitelen. Et ass den Établissement public vun de Pompjeeën.

Mä, wéi gesot, dat ass keng offiziell Bezechnung, mä et ass awer dat, wat herno am Émgangssprooch wäert gebraucht ginn.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Här President, datt dat „Pompjeeën“ genannt gëtt, domat huet jo kee Mënsch e Problem. Mä wann Der elo schonn erëm sot, et ass den „Établissement public Pompjeeën“, da si mer schonn erëm bei engem franséischen Numm.

(Brouhaha)

An duerfir ass et kee Déngen, dass mer soen „Lëtzebuenger Rettungsdéngscht“ oder „Lëtzebuenger Pompjesdengscht“. Dat ass, wéi Der wëllt, mä mir wäerten eis Motioun duerfir oprechterhalen.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci. Den Alex Bodry.

► **M. Alex Bodry (LSAP).**- Et wär schéin, wann den Här Gibéryen säin eegene Motiounstext emol géif richtig liesen oder verstoen, well d'Fuerderung ass net hei un d'Regierung, fir am Émgangssproochlechen en aneren Numm ze fannen, mä et geet dran drëm, ech zitieren, „de Begriff 'Lëtzebuenger Rettungsdéngscht' als offiziellen Numm ze benotzen“. De Contraire vun deem, wat den Här Gibéryen hei grad gesot huet.

(Interruption par M. Gast Gibéryen)

E wëllt also den offiziellen Numm, iwwert deen e grad ofgestëmmt huet, erëm haut änneren. Dat geet net!

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Do si mer averstanen. Am Sproochegebrauch, ech hunn et präziséiert.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Ech mengen, d'Motiounen waren zur Genüge virgestallt ginn. D'Stellungsname sinn och do.

Da géife mer zur Ofstëmmung iwwergoen.

Vote sur la motion 2

Fir d'Éischt d'Ofstëmmung iwwert d'Motioun Nummer 2. D'Procuratiounen nach an d'Ofstëmmung ass eriwuer.

3-mol Jo, 57-mol Neen. Domat ass d'Motioun Nummer 2 ofgeleent.

Ont voté oui: MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Ont voté non: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen (par M. Marcel Oberweis), M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Mir géifen zur Motioun Nummer 3 iwwergoen.

Vote sur la motion 3

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen, dann d'Procuratiounen.

(Interruption)

Et schéngt net ze goen.

(Brouhaha)

3-mol Jo, 57-mol Neen. Domat ass déi drëtt Motioun och ofgeleent.

Ont voté oui: MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Ont voté non: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen (par M. Marcel Oberweis), M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank,



Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Mir sinn definitiv um Enn vun den Diskussiounen iwwert dëse Projet. Merci och douewe fir d'Disziplin, mä ech mengen, den Drot no baussen huet geklappt gehat.

(Brouhaha et hilarité)

Voilà! Da géife mer zum nächste Projet iwwergoen, de Projet 7222, e Gesetz iwwert déi perséinlech Donnéeë vu Schüler. D'Riedezeit ass nom Basismodell festgeluecht. De Rapporteur, den Här Gilles Baum, ass ënnerwee an huet elo d'Wuert.

5. 7222 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 18 mars 2013 relative aux traitements de données à caractère personnel concernant les élèves

Rapport de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

► **M. Gilles Baum (DP), rapporteur.**- Merci villmools, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, et geet bei dësem Projet de loi just drëms, e kleng Feeler ze verbesseren, dee sech kuerz virun der Summerpaus an d'Gesetz iwwert den Traitement vun de perséinlechen Donnéeë vun de Schüler ageschlaach huet. Dat ass d'Gesetz vum 18. März 2013.

An deem Gesetz, méi genau gesot am Artikel 6, ginn d'Servicer an d'Administratiounen an d'Ministèren opgezielt, déi kënnen Zougang zu Donnéeën iwwert d'Schüler kréien. An där Lëscht stinn zum Beispill d'ADEM, d'Restena, den Héichschoulministère, aner Ministèren, d'Zukunftskeess, d'Gemengen.

Duerch zwee Gesetzter, déi mir hei am Haus kuerz noene gestëmmt hunn, huet sech, wéi gesot, e kleng Feeler an där Lëscht ageschlaach. An zwar ass ee Punkt vun der Lëscht ersat amplaz derbäigesat ginn, wéi d'ALJ an den SNJ integréiert gi sinn. Dat ass d'Gesetz vum 22. Juni 2017, den Artikel 14. An dat gëtt elo mat dësem Projet de loi rektifizéiert.

Et kënn en neie Punkt 15 derbäi, deem dem Minister erëm d'Méiglechkeet gëtt, dem Service national de la jeunesse, also dem SNJ, déi perséinlech Donnéeë vun de Schüler weiderzeginn, fir d'Schüler individuell kënnen ze begleeten an ze betreiën.

(Interruption)

De Statsrot huet keng Bedenke bei deem Article unique geäussert, soudass ech och kann ouni Bedenken den Accord vu menger Fraktioun zu dësem Projet de loi abréngen.

Ech soen Iech villmools Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci och. D'Madamm Hansen huet d'Wuert.

Discussion générale

► **Mme Martine Hansen (CSV).**- Merci, Här President, an och Merci un de Rapporteur. Als CSV si mer natierlech och averstanen, datt de Feeler verbessert gëtt. An da ginn ech den Accord vun der CSV-Fraktioun zu dësem Projet de loi.

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci. Den Här Georges Engel huet d'Wuert.

► **M. Georges Engel (LSAP).**- Jo, Merci och dem Rapporteur. Ech ginn och heimadde den Accord vun der LSAP-Fraktioun fir dëse Projet.

Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Dann huet den Här Claude Adam d'Wuert.

► **M. Claude Adam (déi gréng).**- Merci fir d'Wuert, Här President. Ech wëll och dem Rapporteur Merci soe fir säi Rapport an ech bréngen den Accord vun der grénger Fraktioun zu dësem Projet de loi.

6. Annonce de la démission de M. Claude Adam

An da maachen ech eppes, Här President, wat ech eigentlech net gutt brauche kann hei am Haus. Ech notze meng Riedezeit, fir Stellung ze huelen zu eppes, wat näischt mam Projet de loi ze dinn huet. Ech kann Iech awer versprechen: Et ass fir d'Eischt a fir d'Lescht, wou ech dat maachen.

Här President, ech iwwerreechen Iech e Brëif.

(**M. Claude Adam dépose sa lettre de démission.**)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci.

► **M. Claude Adam (déi gréng).**- Mat deem Brëif, Här President, deen ech Iech ginn, ginn ech...

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Neen!

► **M. Claude Adam (déi gréng).**- ...engem Bauchgefill no, wat lues a lues entstanen ass a wat sech entwéckelt huet zu engem Gedanken, zu enger Iddi. An déi Iddi ass zu enger Decisioun ausgeräift. Dat war ee kuerze Prozess, wat awer net wëllt heeschen, datt et net ee Prozess ass, deen ech mer räichlech iwwerluecht hunn. An zu där Decisioun sinn ech komm, fir Iech haut ze soen, datt ech meng Demissioun an der Chamber ginn, an zwar op de 16. Abrëll 2018.

Ech si ganz frou, kënne bal 14 Joer Member hei am Haus ze sinn. Dat war mer eng grouss Éier. Ech hunn d'Gefill, ech hätt hei viles geléiert. Ech sinn der Meenung, datt et och eng wichteg Aufgab ass, déi mer hei maachen. Ech hunn och hei vill Kolleeg fonnt. Ech wëll och duerfir e Merci lassginn un alleréischter Stell Merci un d'Viviane Loschetter, meng Fraktiounscheffin, wat en immens gudde Match hei gemaach huet, am Numm vun eis alleguer. Merci dem Josée Lorschée, dem Henri Kox, dem Roberto Traversini, dem Gérard Anzia. Merci Iech alleguer!

Ech wëll och soen, datt ech mech net an d'Pensioun wëll zrëckzéien. Ech mengen, de Minister gëtt mer recht, datt an der Educatioun nach ëmmer Leit gebraucht ginn. Ech hoffen, datt ech do eng nei Erausforderung fannen, wou ech bereet sinn derfir. Ech hat mer och schonn e Rendez-vous gefrot, awer nach net gesot, ëm wat datt et géif goen.

► **M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.**- Ech hu verstan!

(**Hilarité**)

► **M. Claude Adam (déi gréng).**- Soudatt ech da wäert gesinn, wat ech an nächster Zukunft nach wëll schaffen. Ech wëll nach e puer berueflech Andréck sammelen, ier ech dann eng Kéier an d'Pensioun ginn.

Déi Decisioun ass mer net lichtgefall. Wa se bis gefall ass, ass et natierlech awer trotzdeem einfach. An ech sinn och frou, well ech mat deem Kandidat geschwat hunn, deen op eiser Lëscht deen nächsten ass. A well dee gesot huet, e géif d'Relève huelen, fällt et mer awer méi liicht, déi Relève virunzeginn. Ech soen Iech da Merci fir Är Opmierksamkeet a voilà.

► **Mme Viviane Loschetter (déi gréng).**- Très bien!

(**Applaudissements**)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Ech wëll Iech soen, Här Adam: Wann ech dat gewosst hätt, dann hätt ech Iech d'Wuert net ginn.

(**Hilarité**)

An eiser Numm alleguer, an ech mengen, dat ganz éierlech kënnen ze soen: Ee ganz, ganz häerzleche Merci! Merci och fir d'Frëndschaft. An, Claude, du wäers eis feelen hei!

► **Une voix.**- Zemools an der zweeter Rei.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Besonnesch dann, wann een an déi éischt Rei gehéiert.

Merci. Dann huet den Här Kartheiser d'Wuert.

7. 7222 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 18 mars 2013 relative aux traitements de données à caractère personnel concernant les élèves (suite)

Discussion générale (suite)

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- Villmools Merci, Här President. Fir elo kuerz iwwert dat Gesetz ze schwätzen: Merci un de Rapporteur, a mir sinn natierlech d'accord. Mä Dir verstitt, datt ech och hei ënnert deem Schock schwätze vun deem, wat den Här Adam elo grad gesot huet.

(**Hilarité**)

An als een, deen zu enger anerer politescher Famill gehéiert, kann ech wierklech och nëm-

Sommaire des séances publiques n°s 24, 25 et 26

24^e séance

Ouverture de la séance publique	p. 316
Débat sur la politique européenne et étrangère	p. 316-329
6982 - Projet de loi sur les marchés publics	p. 329-330

25^e séance

Ouverture de la séance publique	p. 330
Heure d'actualité du groupe politique CSV au sujet de l'avenir de la place financière dans le cadre précis de l'évolution des cryptomonnaies	p. 330-334
Débat de consultation sur les grandes orientations du futur plan d'action pluriannuel d'intégration	p. 334-342

26^e séance

Ouverture de la séance publique	p. 342
Communications	p. 342
Ordre du jour	p. 342
6861 - Projet de loi	

portant organisation de la sécurité civile et création d'un Corps grand-ducal d'incendie et de secours, modifiant

- la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques;
- la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu;
- la loi modifiée du 16 avril 1979 portant réglementation de la grève dans les services de l'État et des établissements publics placés sous le contrôle direct de l'État;
- la loi modifiée du 8 décembre 1981 sur les réquisitions en cas de conflit armé, de crise internationale grave ou de catastrophe;
- la loi communale modifiée du 13 décembre 1988;
- la loi modifiée du 31 juillet 2006 portant introduction d'un Code du travail;

- la loi modifiée du 21 décembre 2007 portant création de l'Administration de la navigation aérienne;

- la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État

et abrogeant la loi modifiée du 12 juin 2004 portant création d'une Administration des services de secours

7222 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 18 mars 2013 relative aux traitements de données à caractère personnel concernant les élèves

Annonce de la démission de M. Claude Adam

7222 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 18 mars 2013 relative aux traitements de données à caractère personnel concernant les élèves (suite)

men dem Här Adam dat Kompliment maachen, datt en en ausgezeachten Deputéierte war an ass an datt en och eis als ADR wäert feele mat senge Vuen, déi mer net dacks gedeelt hunn, awer mir hu am Här Adam en extrem kompetenten Deputéierten ëmmer respektéiert. E Mann, dee korrekt a fair hei d'Positioun vu senger Partei vertrueden huet an dee mer sécher wäerte ganz, ganz vill vermessen.

Claude, wanns De erlaabs, e perséinleche Kommentar: Dir alles Guddes an eng wonnerbar Zukunft! A mir hoffen och, mat Dir weider a Kontakt ze bleiwen.

Merci, Här President.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Den Här Wagner huet d'Wuert.

► **M. David Wagner (déi Lénk).**- Merci, Här President. Ech hat och wëles ze soen, datt mer natierlech deem Projet de loi eis Zoustëmmung ginn. Ech mengen, bei eis sëtzt de Schock och e bëssen. Mir hunn net domadder gerecht, datt den Här Adam, e gudde Kolleeg, haut seng Demissioun géif ginn. An ech mengen, ech schlësse mech och deem un, wat de Virriedner gesot huet an den Här President jo och. E wäert eis feelen, well, ech mengen, et ass éierlech gemengt: Den Här Adam ass appreciéiert. Ech hunn en als Deputéierten appreciéiert an och perséinlech. An a wäert eis hei feelen, mä e wäert weiderhin der Gesellschaft, mengen ech, nach ganz nätzlech ginn.

Ech soen Iech Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Ech mengen, wann ech all de Kolleegen d'Wuert géif ginn, géif bei hinnen alleguer datselwecht Resultat erauskommen, mä en ass jo nach bei eis a mer wäerten d'Geleeënheet nach kréien, fir en bonne et due forme Addi a Moien ze soen an enger anerer Form.

Dann huet den Här Educatiounsminister d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

► **M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.**- Merci, Här President. Merci fir d'Zoustëmmung fir dëse Projet de loi. Dir gesitt, datt d'Feeler verbesseren nach ëmmer eppes mat Schoul ze dinn huet. Dat maache mer also och haut.

E Wuert och un de Claude Adam. Ech hunn e kennegeléiert als Kolleeg hei an der Chamber, duerno als Matstreider an der Educatiounskommissioun. „Kennegeléiert“ geet net duer; „schätze geléiert“ wär besser gesot. An ech freeë mech dann, datt säin Engagement a seng Moti-

vatioun weiderhin der Lëtzebuerger Schoul wäerten zeguttkommen. Toi, toi, toi! An op déi gutt Zesummenaarbecht weiderhin.

Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci. An da géif ech zur Ofstëmmung vum Gesetz 7222 iwwergoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7222 et dispense du second vote constitutionnel

D'Procuratiounen sinn och, gesinn ech, fäerdeg. Nach een, deen net ofgestëmmt huet, dann ass d'Ofstëmmung eriwwer.

58-mol Jo, keng Nee-Stëmm, keng Abstentioun. Domat ass de Projet 7222 unanime ugeholl.

Résultat définitif après redressement: le projet de loi 7222 est adopté à l'unanimité des 60 votants.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden (par Mme Martine Hansen), Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen (par M. Claude Wiseler), M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes (par Mme Diane Adehm), Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Gusty Graas);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Marc Baum et David Wagner.

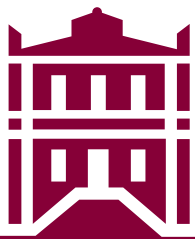
Sidd Der d'accord, fir d'Dispens vum zweete Vott ze froen?

(**Assentiment**)

Merci. Dann ass dat esou decidéiert.

An domat si mer um Enn vun eiser Sëtzung ukomm. Ech soen Iech Merci a Rendez-vous ass muer de Mëtten um zwou Auer.

(**Fin de la séance publique à 17.33 heures**)



Sommaire des questions parlementaires

Question n°	Auteur	Objet
3610	Roy Reding	Extension du tram
3613	Fernand Kartheiser	Projet d'un parc éolien à Differdange
3316	Max Hahn	Décharges pour déchets inertes
3637	Diane Adehm, Gilles Roth	Jugement d'un tribunal belge concernant Facebook
3638	Cécile Hemmen	Accès et soutien des personnes handicapées
3639	Aly Kaes	Augmentation du taux de la TVA en 2014 et répercussions sur les lois de financement
3641	Gast Gibéryen	Détention des mineurs au Luxembourg
3642	Gérard Anzia, Henri Kox	Mini-centrales solaires pour autoconsommation domestique
3643	Sylvie Andrich-Duval	Majeurs protégés par la loi et acteurs actifs dans ce domaine
3644	Fernand Kartheiser	Ligne à haute tension entre Aubange et Esch-sur-Alzette
3645	Marco Schank, Martine Hansen	Fermeture de certains commissariats de police dans le nord du pays
3646	Jean-Marie Halsdorf	Télémédecine
3647	Tess Burton	CR137 entre Consdorf et Berdorf
3648	Max Hahn, Claude Lamberty	Campagne de sensibilisation «Petits déchets - grande pollution»
3649	Diane Adehm, Gilles Roth	Assistance judiciaire
3650	Max Hahn, Claude Lamberty	Véhicules autonomes
3652	Léon Gloden	Situation de stationnement à Mertert
3654	Gast Gibéryen	Indemnités de chômage transférées à l'étranger
3655	Gast Gibéryen	Réforme du règlement CE 883/2004 concernant les indemnités de chômage transférées à l'étranger
3656	Josée Lorsché	Chirurgie plastique, reconstructive et esthétique
3658	Octavie Modert	Certificat de rémunération annuel
3659	André Bauler	Retrait et versement d'argent par l'intermédiaire du facteur
3660	Gusty Graas	Brigade canine de l'Administration des douanes et accises
3662	Henri Kox, Gérard Anzia	Utilisation du lisier
3663	Laurent Mosar	Application de la loi du 18 décembre 2015 à un établissement de crédit luxembourgeois
3664	Roy Reding	Droit de préemption
3665	Roy Reding	Droit de préemption des communes
3666	Diane Adehm, Gilles Roth	Cyberattaques
3667	Laurent Mosar	Annonce du Président américain de mettre en place des barrières commerciales à l'importation sur le marché de la sidérurgie

3668	Jean-Marie Halsdorf	Non-disponibilité du médicament générique rosuvastatine (Crestor)
3669	Max Hahn	Temps de garde des pompiers volontaires
3670	Nancy Arendt	Nouveau site du «Sportlycée»
3671	Sylvie Andrich-Duval	Cartes d'accès aux services de transport pour personnes à mobilité réduite (Adapto)
3672	Taina Bofferding	Harcèlement sexuel au lieu de travail
3673	Gusty Graas	Liste de l'ONU recensant des entreprises implantées dans des colonies israéliennes
3674	Laurent Mosar, Gilles Roth	Arrêts n°s132 et 133 de la Cour constitutionnelle
3675	Marc Lies, Nancy Arendt	Nouveau site du «Sportlycée»
3677	Nancy Arendt	Sécurité des bénévoles engagés dans des pays visés par des attaques terroristes
3679	Léon Gloden, Marc Spautz	Usage de pistolets à impulsions électriques par les forces de l'ordre
3680	André Bauler	Accidents de la route impliquant la collision avec un arbre
3681	Gilles Baum, Lex Delles	Fermeture du CR418 entre Echternach et Moersdorf suite à un glissement de terrain
3682	Laurent Mosar	Exécution des peines
3683	Félix Eischen	Accidents de la route mortels
3684	Diane Adehm	Droits des passagers
3686	Claude Wiseler, Laurent Mosar	Mise au pilori du Luxembourg par la Commission européenne
3687	Fernand Kartheiser	Hygiène au Centre pénitentiaire de Schrassig
3688	Fernand Kartheiser	Écoutes effectuées par l'Inspection générale de la police
3689	Fernand Kartheiser	Heures supplémentaires des policiers stagiaires
3690	Fernand Kartheiser	Transport de détenus
3691	Fernand Kartheiser	Présidence du «International Holocaust Remembrance Alliance»
3692	Serge Wilmes	Proposition de directive sur le droit d'auteur dans le marché unique numérique
3694	Fernand Kartheiser	Classement de la région sud du pays en tant que «Réserve de Biosphère» par l'Unesco
3695	David Wagner	Baisse temporaire de la fiscalité lors de la vente de biens immobiliers
3697	Martine Hansen, Marco Schank	Manque de lits au Centre Hospitalier du Nord
3698	Marc Lies, Emile Eicher	Réforme des finances communales
3701	Gast Gibéryen	Impôt sur le revenu
3709	Léon Gloden, Nancy Arendt	Cambriolages et vols liés aux véhicules

Question 3610 (07.02.2018) de M. Roy Reding (ADR) concernant l'extension du tram:

Bei verschiddene Presentatiounen ass eng Ofzweigung vun der Tramslinn um Kierchbierg virgestallt ginn, déi laanscht de Boulevard Konrad Adenauer um Kierchbierg soll goen.

Dowéinst wéilt ech dem Här Minister fir nohalteg Entwécklung an Infrastrukturen an der Madamm Ëmweltminister dës Froe stellen:

1) Gëtt et schonns konkret Pläng fir d'Extensioun vum Tram um Kierchbierg?

2) Géif fir eng Linn a Richtung Boulevard Konrad Adenauer en Deel vun der Gréngzon, wéi si am PAG laanscht de Circuit de la Foire, dem Boulevard Pierre Frieden an dem Boulevard Konrad Adenauer opgezeechent ass, geopfert ginn?

3) Géife fir esou eng Tramslinn weider Deeler vun dem Naturschutzgebit Natura 2000, agedroen als „LU0001022 Grunewald“, geopfert ginn?

4) Ass d'Regierung net der Meenung, datt déi ganz wéineg Natura 2000 Gebidder, déi et um Territoire vun der Stad Lëtzebuerg gëtt, onbedéngt mussen erhale ginn?

Réponse (16.04.2018) de M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

Par sa question parlementaire, l'honorable Député Monsieur Roy Reding souhaite connaître l'état d'avancement des réflexions concernant une extension du tramway sur le Boulevard Adenauer.

Les réflexions engagées par le Fonds du Kirchberg et LuxTram visent à pouvoir desservir en tramway les nouvelles zones d'urbanisation dans le secteur d'extension nord du plateau du Kirchberg (op der Schleed et Laangfur).

À ce stade aucun tracé définitif n'est retenu et il n'existe pas de plans détaillés pour cette extension. Il est évident que tout projet susceptible d'avoir des incidences notables sur les objectifs de conservation d'une zone spéciale de conservation devra être soumis à une évaluation des incidences, conformément à l'article 12 de la loi modifiée du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles. Les modalités d'évaluation et d'autorisation arrêtées par la directive «Habitats» et

transposées dans la loi précitée seront scrupuleusement respectées dans un tel cas de figure. Dans la mesure du possible, il est essayé d'éviter la zone protégée communautaire.

Question 3613 (08.02.2018) de M. Fernand Kartheiser (ADR) concernant le projet d'un parc éolien à Differdange:

Zënter e puer Joer scho gëtt um Projet geschafft, deen e Wandpark zu Déifferdeng virgesäit. Well déi Wandmillen do awer op engem Terrain sollen opgeriicht ginn, ënnert deem al Minne leien, stelle sech eng Rei vu Froen am Zesummenhank mat der Stabilitéit an der Kontroll vun deene geplangten Installatiounen.

An dësem Kontext wéilt ech der Madamm Ëmweltminister, dem Här Minister fir nohalteg Entwécklung an Infrastrukturen an dem Här Aarbechtsminister gär folgend Froe stellen:

1. Ass et erlaabt, esou grouss Installatiounen op engem Terrain opzeriichten, ënnert deem al Minne leien? Kann ee garantéieren, datt deen Terrain an domat déi Wandmillen, déi drop sollen opgeriicht ginn, stabil sinn a bleiwen an

datt de Buedem net nogëtt oder souguer abrécht?

2. Ass d'ITM (Inspection du travail et des mines) zoustänneg a verantwortlech fir d'Stabilitéitskontroll vun deenen ale Minnen?

3. Ass virgesinn, datt, no franséischem Virbild, all Joer Stabilitéitskontrolle gemaach ginn?

4. Wéi en Impakt hunn déi Baumoossnamen an déi noutwendeg Kontrollen an deenen ale Minnen op déi Kolonië vu Flantermais, déi do liewen? Wat fir Mesurë si virgesinn, fir d'Ëmwelt bei dësem Bau ze schützen?

5. Awéiwäit gëllt de Precautiounsprinzip am Fall vun engem potenziell onstabile Buedem? Wéi grouss wär de Sécherheetsperimeter bei enger Wandmillen, bei där den héchste Punkt bei 200 Meter läit? Wéi kann d'Sécherheet vun den Awunner an där Géigend a vun deenen anere Leit, déi hir Fräizäit do verbréngen, garantéiert ginn?

Réponse commune (06.04.2018) de Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement, de M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, et de M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire:

ad 1. Am Prinzip ass et erlaabt, esou Wandmillen op all Zort vun Terrain opzeriichten, an dat



ënnert der Bedéngung, datt all rechtlech a legal Oplagen erfëllt sinn. Doreränner falen de Kommodo-Inkommodo, Sécherheet a Gesondheet op der Aarbechtsplaz, Landesplanung an esou weider.

Eng Wandmille mat enger Leeschtung vu manner wéi 100 kVA fällt net ëmmer ënnert d'Kommodosgesetzgebung.

All Wandmille mat enger Gesamtreeschtung vu méi wéi 100 kVA fällt ënnert de Punkt 070108 vum modifizéierte Reglement vum 10. Mee 2012 iwwert d'Nomenklatur an d'Klassifikatioun vun den „Établissements classés“ a brauch, nom modifizéierte Gesetz vum 10. Juni 1999 iwwert d'Établissements classés (Kommodosgesetz), eng Geneemegung.

Eng Geneemegungsfuro muss no der Klass I agereecht ginn an ënner anerem d'Moossname beschreiwen, déi geholl ginn, fir eventuell negativ Begleeterschéinungen a Risiken, déi vun esou enger Wandkraaftanlag kéinten ausgoen, souwuel fir d'Leit, déi mam Betrib ze dinn hunn, wéi och fir d'Noperschaft, d'Allgemengheet an d'Ëmwelt, ze verhënneren oder ze méissegen.

De Problem vun der Stabilitéit vu Wandmille gëtt deemno während der Analys vum Dossier gemaach. D'Analys berécksiichtegt de Risiko, datt eng Minn kéint zesummefalen, a si baséiert sech besonnesch op e geologeschen Avis, deem op geotechnesche Präiwunge berout.

Ausserdeem imposéiert den Aarbechtsminister, am Kader vun der Kommodogeneemegung, am Artikel 12.1 vun der Sécherheetsvirschrëft ITM-SST 1840 Folgendes:

«Un organisme de contrôle doit vérifier si la situation géologique du site respecte les conditions définies au niveau du contrôle type de la fondation de l'éolienne. À cette fin, il doit formuler un avis géologique en s'appuyant sur les examens géotechniques nécessaires. Dans le cas d'un non-respect des conditions, la conception, les dimensions et la mise en œuvre doivent être adaptées à la situation géologique et vérifiées par un organisme de contrôle.»

Déi technesch Evaluatioun vun der Stabilitéit vum Terrain kann iwwerdeems nëmme vun deenen Experte gemaach ginn, déi d'geotechnesch Präiwung maachen. Déi néideg Moossname ginn dann och vun deenen nämlechten Experte virgeschloen.

ad 2. D'ITM ass net zoustänneg fir d'Stabilitétskontroll vun den ale Minnen (situation dite de «l'après-mine»).

Effektiv ass et esou, datt nom Artikel 47 vum modifizéierte Gesetz vum 21. Abrëll 1810 betreffend «les mines, les minières et les carrières», mam Titel «De l'exercice de la surveillance sur les mines par l'administration»: «Les ingénieurs des mines exerceront, sous les ordres du Ministre de l'Intérieur et des préfets, une surveillance de police pour la conservation des édifices et la sûreté du sol.»

Et ass ze bemierken, datt de „Préfet“ als Vertreter vum Stat an deenen alen Texter esou ze interpretéieren ass, datt d'Prärogative vum „Préfet“ gläichgestallt mat de Prärogative vum Stat sinn.

Am Kontext vun der „Après-mine“ ass d'Verantwortung vun de Gemenge wéi och vum Stat a senger Funktioun als Tutelle vun de Gemengen déi, déi erfuerderlech Konditiounen festzeleeën, fir datt um Niveau vum kommunale Bebauungsplang reglementéiert oder souguer verbuede gëtt, datt iwwer al Minne gebaut ka ginn, bezéiungsweis am Virfeld kënnen aner Mesurë gefrot gi wéi zum Beispill: eng Risikoa-nalys.

Zousätzlech ass et, wéi schonns virun erwänt, esou, datt d'Problematik vun der Stabilitéit vum Terrain, op deem déi Wandmille gebaut ginn, am Kader vun der Kommodosprozedur gekuckt gëtt.

Ënner anerem muss no de Bestëmmunge vum modifizéierte Gesetz vum 10. Juni 1999 iwwert d'Établissements classés (Kommodosgesetz) an déi domat verbonne Reglementer de Bedreier Etüden a Rapporte virleeën, déi den Impakt op d'Leit, déi am Betrib schaffen, wéi och fir d'Noperschaft, d'Allgemengheet an d'Ëmwelt präiwen.

De Bedreier muss am Kader vun der Planung vu sengem Projet a virum Bau vun de Wandmille geotechnesch Etüden an Optrag ginn. Dora mussen déi méiglech Risiko vum der Buedemstabilitéit ofgeschat ginn a fir de Fall, datt de Buedem onstabil ass, si konstruktiv Moossnamen ze huelen.

ad 3. Am Kader vum „Après-mine“ mecht d'ITM, well déi betrafte Minnen net méi exploitéiert ginn, keng järelech Kontrollen.

De Risk vun engem méiglechen Asacke gëtt alerdéngs an der Kommodosautorisation vum Aarbechtsminister consideréiert.

Den Aarbechtsminister leet an der Autorisation d'Konditiounen fest, fir d'Sécherheet vun de Leit ze garantéieren.

Ofhängeg vun de Resultater vun der geotechnescher Analys, wéi schonns am Punkt I beschriwwen, kënnen Stabilitétskontrollen an der Kommodosautorisation verlaangt ginn.

ad 4. Fir de Projet vum Wandpark vun Déiferdeng muss eng EIE („Évaluation des incidences sur l'environnement“) gemaach ginn. Dës muss vum Maître d'ouvrage vum Projet erstellt ginn a gëtt, wa se ofgeschloss ass, den Autoritéiten „pour avis“ virgeluecht. Wann d'EIE fäerdeg ass, gëtt se Bestanddeel vum Kommodosdossier.

Den Ëmweltministère huet a sengem Avis vum 27. Juni 2017 iwwert den Inhalt vum Rapport, deem am Kader vun der EIE-Prozedur muss erstellt ginn, gefrot, datt generell d'Auswirkung vum Projet op geschützten Aarten a besonnesch d'Flantermas an och méi spezifesch d'Auswirkung vum Projet op d'Stollen, déi Liewensraum si vun de Flantermas, analyséiert ginn. Well d'EIE nach net ofgeschloss ass, leien déi Resultater nach net vir. Dowéinst kann een elo nach net iwwer konkret Moossname schwätzen, déi eventuell an enger spéiderer Autorisation musse getraff ginn.

ad 5. An Ofwieseneheet vun engem lëtzebuergesche Gesetzestext, dee sech géif dësem Sujet generell an explizit consacrieren, gehéiert de Precautionsprinzip net zum lëtzebuergesche positive Recht. Trotzdem huet d'Jurisprudenz (TA 16-5-02, n°13754) am Beräich vun den Établissements classés, déi no un d'Ëmweltrecht erukënn, de Precautionsprinzip folgendermoossen ugewannt: «Loin d'exclure péremptoirement la prise de tout risque, connu ou inconnu, et d'imposer l'abstention face à toute activité qui comporte un risque, le principe de précaution, tel qu'il est d'ailleurs consacré par l'article 191 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (TFUE), impose d'éliminer les risques dans la mesure du possible, et d'encadrer les activités qui comportent un risque qui ne peut pas être mesuré dans le sens d'en réduire au maximum les effets nocifs potentiels.

En toute hypothèse, l'absence de certitudes ne doit ni conduire à un immobilisme ni dispenser de l'adoption de mesures effectives et proportionnées à un coût économiquement acceptable, étant entendu qu'en cas de danger avéré pour la santé des individus ou pour l'environnement, même une impossibilité absolue d'éliminer ce danger ou des coûts prohibitifs pour le faire ne sauraient légitimer une telle activité dangereuse et justifier des autorisations administratives afférentes. La loi du 10 juin 1999 relative aux établissements classés fait application du principe de précaution en ce qu'elle ne nie pas l'existence de risques et ne cherche pas à interdire toute activité en comportant. Elle les reconnaît en revanche en essayant de les éliminer au maximum, mais non pas totalement, et à encadrer les risques résiduels. C'est ainsi que si, en vertu de l'article 13, paragraphe 1^{er}, des conditions tendant à éliminer les effets nocifs d'une activité peuvent être prescrites, en tenant compte des meilleures techniques possibles, mais à condition que l'applicabilité de celles-ci n'entraîne pas de coûts excessifs, le législateur a envisagé l'exercice d'activités comportant des dangers et des risques qu'il serait trop coûteux d'éliminer. De plus, l'article 13, paragraphe 7, prévoit que les autorisations peuvent prévoir que les entreprises qui suivant la nature de leur activité présentent un risque quant aux intérêts protégés par ailleurs par la loi, doivent contracter une assurance contre la responsabilité civile.»

Esou mussen den Aarbechtsminister an den Ëmweltminister, fir konform zum modifizéierte Gesetz vum 10. Juni 1999 iwwert d'Établissements classés ze sinn, am Kader vun der Installatioun vu Wandmille déi néideg, effektiv a proportionell Moossnamen huelen, fir de besote Precautionsprinzip ze garantéieren.

Ausserdeem mussen déi jeeweileg Demandé konform zu de Modalitéiten, déi fir eng Klass I virgesi sinn, erageschéckt ginn a si mussen ënner anerem op eng generell Aart op déi Moossnamen hiweisen, déi geholl ginn, fir eventuell negativ Begleeterschéinungen a Risiken, souwuel fir d'Leit, déi mam Betrib ze dinn hunn, wéi och fir d'Noperschaft, d'Allgemengheet an d'Ëmwelt, déi duerch d'Wandmille entstoe kéinten, ze verhënneren oder ze méissegen.

D'Problematic vun der Stabilitéit vun de Wandmille gëtt also während der Präiwung vun der Demande analyséiert a berécksiichtegt de Risiko, dass eng Minn eventuell kéint zesummefalen, andeems se sech op e geologeschen Avis baséiert, deem op geotechnesche Präiwunge berout.

Schlussendlech muss den Exploitant sech un déi Moossnamen halen, déi ënner anerem de

Precautionsprinzip berücksichtegen, fir net géint d'Konditiounen vu sengen zwou ministeriellen Autorisationen ze verstoussen a sech domat de strofrectleche Konsequenzen aussetzen, déi dëse Gesetzestext virgesäit.

D'Minimaldistanzen, déi a Relatioun mat de Kompetenze vum Aarbechtsminister virgesi sinn, mussen am Kader vum Kommodosgesetz a soumat a Relatioun mat der „sécurité du public et du voisinage“ gesi ginn, déi an der Sécherheetsvirschrëft ITM-SST 1840 „Éoliennes“ präziséiert sinn.

Dobäi handelt et sech virun allem ëm dës zwee Artikelen:

«10.3 La distance minimale mesurée en projection horizontale qui doit séparer l'éolienne de toute habitation est de 300 m, sous réserve de conditions plus contraignantes imposées par toute autre autorité compétente.»

«10.4 La distance minimale mesurée en projection horizontale qui doit séparer l'éolienne de toute voie publique et de toute construction agricole non habitée (excepté chemin vicinal interdit à la circulation, chemin forestier et chemin syndical) est égale à la longueur maximale de culbutage (mât + hélice) de celle-ci augmentée d'un facteur de sécurité de 10%, sous réserve de conditions plus contraignantes imposées par toute autre autorité compétente.»

D'Sécherheet vun de Leit ass engersäits garantiert duerch d'Obligatioun vum Exploitant, sech un d'Dispositiounen vun der Sécherheetsvirschrëft ITM-SST 1840 „Éoliennes“, déi als Deel vun d'Autorisationsarrêté zielt, ze halen. An anersäits doduerch, dass vun den zoustännegen Autoritéiten kontrolléiert gëtt, ob den Exploitant d'Konditiounen vun der Autorisation erfëllt huet a sech och drun hält.

Question 3616 (09.02.2018) de M. Max Hahn (DP) concernant les décharges pour déchets inertes:

Selon mes informations, les capacités des décharges régionales pour déchets inertes ne sont plus suffisantes pour faire face à l'évolution du secteur de construction au Luxembourg. Le Gouvernement a annoncé dans son accord de coalition de vouloir revoir et évaluer le Plan directeur sectoriel décharges pour déchets inertes afin d'éviter que des pénuries en volumes de dépôts puissent bloquer les projets d'infrastructures. Le Ministère de l'Environnement avait annoncé la réalisation d'une étude qui a pour objectif la recherche de nouveaux sites pour décharges pour déchets inertes. Selon le Plan national de gestion des déchets et des ressources, cette étude a été finalisée fin 2016.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement:

1) Madame la Ministre peut-elle me fournir la durée résiduelle restante des décharges pour déchets inertes existantes?

2) Dans quels délais Madame la Ministre entend-elle présenter les résultats de l'étude susmentionnée?

3) Madame la Ministre peut-elle m'indiquer les démarches que le ministère a entreprises sur base des résultats de l'étude?

4) Madame la Ministre peut-elle m'indiquer le nombre de nouveaux sites potentiels pour décharges pour déchets inertes identifiés par l'étude susmentionnée?

5) Existe-t-il déjà des projets en cours de planification pour de nouveaux sites pour décharges pour déchets inertes?

6) Madame la Ministre partage-t-elle le constat qu'il faudra veiller à un équilibre régional quant à la localisation des décharges? En effet, il semble qu'à l'heure actuelle, de nombreux camions transportant des déchets inertes sont obligés de parcourir des distances importantes car les décharges existantes sont trop éloignées de certains chantiers de construction.

Réponse (20.04.2018) de Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement:

ad 1) Le réseau de décharges régionales pour déchets inertes comporte actuellement onze sites: quatre décharges, deux remblais et cinq carrières. Le tableau suivant reprend les différents sites avec leur répartition géographique et leur spécificité:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

La durée résiduelle du réseau dépend fortement de l'activité économique du pays, et surtout du secteur de la construction qui peut pré-

senter de grandes fluctuations dans le temps. Cette situation rend une estimation à ce sujet donc particulièrement difficile.

En se basant sur un calcul conservatif, les capacités restantes fin 2017 du réseau de décharges régionales pour déchets inertes représentaient environ 28 millions de m³. Ainsi, d'une manière générale, et en prenant le réseau tel qu'il fonctionne aujourd'hui avec ses onze sites, une durée résiduelle de l'ordre de sept ans semble réaliste. Il est évident pourtant, que cette durée augmentera de manière significative avec chaque nouvelle décharge rajoutée au réseau et mise en exploitation. Il en est de même pour chaque extension de site existant réalisée.

ad 2) L'étude sera présentée au moment où le Gouvernement en conseil aura arrêté le Plan national de gestion des déchets et des ressources (PNGDR) et approuvé le projet de règlement grand-ducal instaurant une nouvelle procédure de désignation des sites pour décharges pour déchets inertes.

ad 3) Vu les quantités considérables de déchets inertes, et surtout des terres d'excavation lors de travaux de construction, leur prévention est un des principaux objectifs du nouveau Plan national de gestion des déchets et des ressources. Ainsi le PNGDR, qui est en phase finale d'approbation, prévoit plusieurs mesures susceptibles de renforcer la prévention et la valorisation de ces déchets:

Prévention des terres d'excavation: En premier lieu, le PNGDR prévoit la prise en compte de la prévention des terres d'excavation en amont de la construction, c'est-à-dire lors de la planification de l'immeuble, voir même de la planification urbanistique de nouveaux quartiers. Par ailleurs, le plan prévoit d'abolir les obstacles réglementaires qui incitent indirectement à réaliser des constructions en profondeur.

Optimisation des sites pour déchets inertes: Pour les déchets inertes qui ne peuvent pas être valorisés sur le chantier même, les centres régionaux pour déchets inertes doivent être équipés de façon à pouvoir servir d'espace de stockage intermédiaire et permettre d'entreposer de façon séparée les déchets inertes susceptibles d'être valorisés et les matériaux destinés à une réutilisation.

Récupération de la couche de terre végétale: La terre végétale des couches O et A n'est pas considérée comme un déchet. Au contraire, il s'agit d'un produit naturel de haute valeur. Ainsi il est recommandé de séparer, dans la mesure du possible, lors de tout projet de préparation de chantiers de construction, de terrassement et d'excavation, les couches de terre végétale des autres couches géologiques présentes afin de permettre leur réutilisation.

Priorité aux remblais pour la valorisation de terres d'excavation: Le remblai est défini comme étant une mesure constructive ayant une finalité précise et nécessitant des matériaux inertes en vue de sa réalisation, comme par exemple la réalisation d'une plateforme destinée à recevoir une construction, la construction d'une digue antibruit, le terrassement des sols pour l'aménagement paysager, la reconstitution des paysages initiaux suites à l'exploitation de carrières.

Adaptation de la procédure de recherche de nouveaux emplacements pour décharges pour déchets inertes: Comme prévu à l'article 26, paragraphe 9 de la loi modifiée du 12 mars 2012 relative aux déchets, l'élimination des déchets inertes se fait moyennant un réseau de décharges régionales pour déchets inertes, établi conformément aux orientations du Plan national de gestion des déchets ou du Plan directeur sectoriel afférent. Le PNGDR définit les critères à respecter par les installations supplémentaires pouvant être intégrées dans le réseau national des décharges pour déchets inertes. La nouvelle procédure apportera plus de flexibilité dans la démarche pour trouver des sites appropriés tout en responsabilisant les acteurs du secteur de la construction.

ad 4) L'étude concernant la recherche de nouveaux sites pour décharges pour déchets inertes propose 15 emplacements supplémentaires potentiels pour le pays.

ad 5) Dans l'attente de la finalisation et de la publication du PNGDR et du règlement mentionné au point 3), et afin de pouvoir intégrer officiellement de nouveaux sites dans le réseau des décharges régionales pour déchets inertes, l'Administration de l'environnement prépare ensemble avec tous les acteurs concernés, publics et privés, un certain nombre de dossiers. À l'heure actuelle, un nouveau site, proposé également dans l'étude concernant la recherche



de nouveaux sites pour décharges pour déchets inertes, et quatre extensions de décharges existantes sont en cours d'élaboration.

ad 6) Nous constatons que de nombreux camions transportant des déchets inertes sont obligés de parcourir des distances importantes car les chantiers de construction sont souvent assez éloignés des décharges existantes.

Le PNGDR arrête neuf régions pour le pays et se donne comme objectif d'avoir par région au moins une décharge pour déchets inertes. Ce découpage du territoire national prend en compte le réseau actuel des décharges pour déchets inertes, ainsi que le réseau routier national, afin d'assurer la meilleure accessibilité vers les décharges.

Actuellement le pays dispose de onze sites régionaux en exploitation pour l'acceptation de déchets inertes, avec au moins une par région définie.

Question 3637 (20.02.2018) de **Mme Diane Adehm** et **M. Gilles Roth** (CSV) concernant le **jugement d'un tribunal belge concernant Facebook**:

D'après des informations diffusées par la presse, Facebook vient d'être sanctionné par un tribunal belge, sur initiative de la Commission belge de la vie privée, l'équivalent de la Commission nationale pour la protection des données luxembourgeoise (CNPD), pour avoir collecté les données de ses membres, mais aussi de non-membres à travers des sites qui affichent le bouton Facebook.

Facebook a été condamné à publier le jugement sur son site, à détruire les données personnelles obtenues de manière illégale et à modifier son back-office sous trois mois afin de le mettre en conformité avec la législation, sous astreinte de 250.000 euros par jour de retard, avec un maximum de 100 millions d'euros.

C'est dans ce contexte que nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Communications et des Médias et à Monsieur le Ministre de la Justice:

- À supposer que les pratiques de Facebook ne s'arrêtent pas à la frontière, Messieurs les Ministres sont-ils d'avis que la CNPD devrait mener ses propres investigations sur ces pratiques?

- Messieurs les Ministres sont-ils d'avis que la législation luxembourgeoise est suffisamment étoffée pour endiguer des pratiques, telles celles sanctionnées en Belgique? La CNPD dispose-t-elle du personnel nécessaire pour remplir ses missions avec la diligence requise?

Réponse (26.03.2018) de **M. Xavier Bettel**, *Ministre des Communications et des Médias*:

La Commission nationale pour la protection des données (CNPD) est une autorité de contrôle instituée par la loi du 2 août 2002 relative à la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel. Elle exerce en toute indépendance sa mission de contrôler et de vérifier si les données soumises à un traitement sont traitées en conformité avec les dispositions de la loi de 2002 et de ses règlements d'exécution.

Sous l'empire de la loi modifiée du 2 août 2002, la CNPD a un pouvoir d'investigation lui permettant d'accéder aux données faisant l'objet d'un traitement, de recueillir toutes les informations nécessaires et lui conférant un accès direct aux locaux où a lieu le traitement pour procéder à des vérifications de licéité de traitements de données.

Actuellement, en vertu de l'article 33 de la loi modifiée du 2 août 2002, la CNPD peut prendre des sanctions administratives en cas de non-respect des dispositions de ladite loi. Plus précisément, elle peut avertir ou admonester le responsable du traitement, verrouiller, effacer ou détruire des données faisant l'objet d'un traitement contraire aux dispositions mentionnées ci-dessus, interdire temporairement ou définitivement un traitement ou ordonner l'insertion de la décision d'interdiction par la voie des journaux.

À noter toutefois que, dans le cas en espèce, contrairement au royaume de Belgique, la société Facebook n'a pas d'établissement au Luxembourg. La CNPD n'a dès lors pas de compétence territoriale. Facebook a son siège européen en Irlande (Facebook Ireland Ltd.).

Sous l'égide de la loi actuelle, tout résident luxembourgeois qui constaterait une violation

de sa vie privée sur ou par Facebook pourrait adresser une plainte à l'autorité luxembourgeoise chargée de la protection des données. Mais faute de compétence territoriale, la CNPD transmettrait actuellement cette plainte pour attribution à l'autorité irlandaise.

À partir du 25 mai 2018, le règlement (UE) 2016/679 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données va directement s'appliquer sur tout le territoire de l'Union européenne. Ce règlement renforcera les pouvoirs d'investigation et de sanction de toutes les autorités de contrôle et leur permettra également de prononcer des sanctions financières pouvant s'élever jusqu'à 20 millions d'euros ou, dans le cas d'une entreprise jusqu'à 4% du chiffre d'affaires annuel mondial total de l'exercice précédent.

Le projet de loi n°7184 visant à mettre en œuvre le règlement (UE) 2016/679 au Luxembourg prévoit de conférer à la CNPD les nouveaux pouvoirs et les nouvelles missions dévolues par ce règlement. La CNPD deviendrait alors compétente pour traiter des réclamations introduites auprès d'elle si son objet concerne uniquement un établissement dans l'État membre dont elle relève ou affecte sensiblement des personnes concernées dans cet État membre uniquement. Le projet de loi renforce aussi par son article 15 les pouvoirs d'investigation et de sanction de la CNPD et lui confère un «droit d'ester en justice dans l'intérêt du règlement» et ce «conformément à l'article 58».

Ledit article 58 du règlement dispose que «chaque État membre prévoit, par la loi, que son autorité de contrôle a le pouvoir de porter toute violation du présent règlement à l'attention des autorités judiciaires et, le cas échéant, d'ester en justice d'une manière ou d'une autre, en vue de faire appliquer les dispositions du présent règlement». Alors que sous l'empire de la directive 95/46/CE du 24 octobre 1995, le pouvoir d'ester en justice est facultatif, les libellés de l'article 58 et du considérant (129) du Règlement (UE) 2016/679 reflètent la volonté du législateur de donner aux autorités chargées de la protection de données la possibilité de dénoncer aux autorités judiciaires des violations éventuelles et d'ester en justice.

Notons toutefois, que le traitement de données par Facebook doit être considéré comme un «traitement transfrontalier» (définition utilisée par le règlement européen), à savoir un traitement de données à caractère personnel qui a lieu dans l'Union dans le cadre des activités d'établissement dans plusieurs États membres d'un responsable du traitement ou lorsque le responsable du traitement est établi dans plusieurs États membres.

Il en résulte que sous l'égide du nouveau règlement, la CNPD ne serait pas seule compétente pour agir contre une société comme Facebook. En effet, l'autorité irlandaise deviendrait alors l'autorité dite «chef de file», étant donné que l'établissement principal de Facebook est établi sur le territoire irlandais. La CNPD, quant à elle, sera considérée comme «autorité concernée» alors qu'un large nombre de citoyens luxembourgeois sont affectés par le traitement de données de Facebook.

En cas de saisine par l'autorité luxembourgeoise, l'autorité irlandaise serait obligée de coopérer avec la CNPD dans des délais très brefs. Non seulement la CNPD pourrait-elle soumettre un projet de décision à l'autorité irlandaise (qui pourrait comprendre des mesures correctrices et/ou des sanctions), mais également, en cas de désaccord, saisir le Comité européen pour la protection des données pour voir imposer son point de vue. Finalement, le règlement européen permettrait à l'autorité luxembourgeoise de prendre, en cas de nécessité et sur le territoire luxembourgeois, des mesures urgentes et provisoires à l'égard d'une entreprise telle que Facebook, mesures qui pourraient aussi être rendues définitives par le dit Comité européen.

Finalement, il est à noter que le présent Gouvernement a renforcé de manière substantielle la CNPD qui occupait 15 personnes en 2014 et qui en 2017, occupait 25 personnes. Il est prévu que ce chiffre augmentera à 35 personnes jusqu'à la fin de 2018.

Question 3638 (21.02.2018) de **Mme Cécile Hemmen** (LSAP) concernant **l'accès et le soutien des personnes handicapées**:

L'article 19 de la Convention de l'ONU relative aux droits des personnes handicapées, ratifiée par le Grand-Duché de Luxembourg, reconnaît à toutes les personnes handicapées le droit de vivre dans la société, avec la même liberté de choix que les autres personnes.

Une personne de soutien est un individu qui accompagne une personne handicapée afin de fournir les services qui ne sont pas offerts par les employés du lieu fréquenté, par exemple l'aide à manger, l'administration des médicaments, la communication et l'utilisation des installations; il s'agit d'un préposé aux soins qui s'occupe de ses besoins personnels et qui veille à sa sécurité.

Dans nombreux pays, il existe une carte gratuite d'accompagnateur qui permet à une personne handicapée de se faire accompagner par une personne de soutien gratuitement dans les transports en commun. L'accompagnateur voyage donc gratuitement, dans la même classe et sur le même trajet.

Dans certains pays, il en est de même pour les cinémas, théâtres et pour les musées.

Au Grand-Duché, les personnes handicapées ne bénéficient en général pas à l'heure actuelle de tarifs spécifiques, d'avantages ni de réductions et les personnes qui les accompagnent non plus.

À la Rockhal, les personnes à mobilité réduite peuvent bénéficier d'une plate-forme spéciale mise en place dans la salle afin d'avoir une vue optimale sur la scène, cependant les accompagnateurs n'ont pas accès à cette plate-forme.

Dès lors, je souhaite poser la question suivante à Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration, à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures et à Monsieur le Ministre de la Culture:

- N'est-il pas indiqué, pour favoriser l'accès aux équipements culturels et aux moyens de transport aux personnes handicapées, de faire bénéficier les personnes de soutien qui les accompagnent de la gratuité?

Réponse commune (26.03.2018) de **Mme Corinne Cahen**, *Ministre de la Famille et de l'Intégration*, de **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*, et de **M. Xavier Bettel**, *Ministre de la Culture*:

À l'heure actuelle, les personnes en situation de handicap ne bénéficient pas, ou pas de manière généralisée, de tarifs réduits dans le secteur de la culture ou des loisirs. En effet, le Luxembourg s'efforce de mener une politique inclusive et de créer des dispositifs qui sont généralement accessibles à chacun, quelles que soient ses compétences ou déficiences.

Ainsi, conscient du fait que l'accessibilité est primordiale pour que les personnes handicapées puissent vivre de façon indépendante et participer pleinement à la vie sociale dans des conditions d'égalité, le Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région soumettra au Conseil de Gouvernement, dans les semaines à venir, un avant-projet de loi relatif à l'accessibilité pour tous des lieux ouverts au public.

Par rapport à la loi du 29 mars 2001 relative à l'accessibilité des lieux ouverts au public, le champ d'application matériel de l'avant-projet de loi en question est, entre autres, étendu aux lieux ouverts au public et relevant du domaine privé. Ainsi, sont notamment visés par l'avant-projet de loi, les cinémas, les théâtres ou encore les musées, que ce soient des constructions nouvelles ou des lieux existants, qu'ils relèvent du domaine public ou du domaine privé.

Il se peut que, dans certains cas, les dispositifs généraux ne permettent pas de compenser les conséquences du handicap. C'est notamment le cas lorsqu'une personne handicapée a besoin d'un accompagnateur pour pouvoir se déplacer.

Afin de trouver des réponses à cette problématique, entre autres, et afin de se conformer aux dispositions de la Convention relative aux droits des personnes handicapées, le Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région met en place des groupes de travail interministériels, en coopération avec la société civile, et dont les conclusions alimenteront un nouveau plan d'action «handicap».

En ce qui concerne les moyens de transports publics, il y a lieu de relever que «Les titulaires d'une carte d'invalidité, délivrée par le Ministre de l'Intérieur, de la catégorie telle que définie à l'article 3 sub a), b) et c) de la loi du 23 décembre 1978 concernant les cartes de priorité et d'invalidité ont droit à la gratuité du transport.» De plus, «La personne accompagnatrice d'une personne titulaire de la carte d'invalidité telle que définie à l'article 3 sub c) de la loi du 23 décembre 1978 concernant les cartes de priorité et d'invalidité bénéficie également de la gratuité du transport.» (règlement ministériel du 14 juillet 2017 fixant les tarifs des transports publics)

Par conséquent, pour ce qui est des transports publics, les avantages revendiqués par l'honorable Députée existent déjà.

Question 3639 (21.02.2018) de **M. Aly Kaes** (CSV) concernant **l'augmentation du taux de la TVA en 2014 et les répercussions sur les lois de financement**:

En réponse à la question parlementaire n°3456 du 15 novembre 2017, Monsieur le Ministre des Finances a précisé que les subsides pour des projets d'investissements ne bénéficient pas de hausses survenues suite à une modification du taux de la TVA. Dans son argumentaire, Monsieur le Ministre renvoie en principal sur deux points, à savoir que primo les engagements financiers pris seraient liés à l'évolution d'un indice des prix à la construction et secundo qu'il existerait une marge pour «divers et imprévus» sur laquelle une augmentation de TVA pourrait être imputée.

Pour le cas notamment de la loi de financement de la station d'épuration «Nordstad/Bleesbruck» (projet de loi n°6580), les textes afférents sont sensiblement différents de l'exemple cité par Monsieur le Ministre et devraient dès lors être traités différemment.

En effet, le commentaire des articles du projet de loi à la base de la loi du 23.12.2013 du projet «Bleesbruck» stipule dans son article 2 que:

«L'article 2 fixe les montants plafonds pour la participation étatique. Les montants maximum ne préjudicient pas les hausses légales pouvant intervenir jusqu'à l'achèvement des travaux. L'indice d'origine à prendre en considération pour le calcul des hausses des prix légales est celui du mois d'octobre 2012.»

Le législateur a donc clairement différencié entre le terme de «hausses légales» en général et «hausses des prix légales» en particulier. La dernière pouvant intervenir suite à la modification des prix des matières premières ou des produits et fut fixée à l'indice 725,05 tandis que la deuxième est à voir dans un contexte de procédures légales, comme notamment les taxes, salaires ou impôts.

En ce qui concerne le volet des «divers et imprévus», il convient de constater que le devis retenu par l'État en annexe de la prédite loi ne retient aucun montant pour «travaux divers et imprévus».

Toutefois et si un tel poste «travaux divers et imprévus» aurait été retenu, les montants afférents seraient dédiés aux suppléments de travaux et se rapporteraient exclusivement aux problèmes techniques que peut rencontrer le projet en question et non aux aléas administratifs auxquels il est éventuellement soumis.

Dans ce contexte, je me permets de soumettre les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

- Monsieur le Ministre ne pense-t-il pas, à la lumière des éléments susmentionnés, que rien ne s'oppose à la prise en charge des hausses issues de l'augmentation du taux de TVA pour les projets d'investissements de stations d'épuration?

- Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre est-il prêt à revoir sa prise de position pour les projets d'investissements en cours respectivement les projets d'investissements qui viennent d'être achevés?

Réponse (29.03.2018) de **M. Pierre Gramigna**, *Ministre des Finances*:

La présente question parlementaire fait référence au commentaire de l'article 2 de la loi du 23 décembre 2013 autorisant l'État à participer au financement des travaux nécessaires à l'extension et à la modernisation de la station d'épuration de «Nordstad/Bleesbruck», pour en déduire que le législateur a différencié entre les termes de «hausses légales» en général et «hausses des prix légales» en particulier.

Cette distinction ne ressort toutefois pas du texte de loi auquel il y a lieu de se référer et qui correspond à la pratique retenue en la matière.

L'article 2 de la loi précitée stipule:

«Art. 2. Les dépenses engagées au titre de l'article 1^{er}, alinéa 1 ne peuvent pas dépasser le montant de 46.300.000 euros.

Les dépenses engagées au titre de l'article 1^{er}, alinéa 2 ne peuvent pas dépasser le montant de 2.000.000 euros.

Ces montants correspondent à la valeur 725,05 de l'indice des prix de la construction au 1^{er} octobre 2012.

Déduction faite des dépenses déjà engagées par le pouvoir adjudicateur, ces montants sont adaptés semestriellement en fonction de la variation de l'indice des prix de la construction.»

Cette disposition, qui est la disposition standard reprise dans les lois de financement de constructions de l'État ou autorisant la partici-



pation de l'État au financement d'infrastructures d'assainissement et de protection de l'eau, inspirée sur proposition du Conseil d'État, de la formulation appliquée au subventionnement des investissements hospitaliers ou destinés à la réalisation de centres intégrés pour personnes âgées, ne prévoit aucune adaptation du montant plafond voté par le législateur autre que celles découlant de l'évolution de l'indice des prix à la construction.

Monsieur le Député relève encore que le devis retenu par l'État en annexe de la loi précitée du 23 décembre 2013 ne retient aucun montant pour «travaux divers et imprévus», mais ajoute que, «si un tel poste „travaux divers et imprévus“ avait été retenu, les montants afférents seraient dédiés aux suppléments de travaux et se rapporteraient exclusivement aux problèmes techniques que peut rencontrer le projet en question et non aux aléas administratifs auxquels il est éventuellement soumis».

Ce point de vue ne peut toutefois pas être partagé, alors que le libellé de la position a une portée tout à fait générale. Il convient de noter à cet égard que dans l'exposé des motifs ou l'annexe d'autres lois de financement le terme employé est simplement «divers et imprévus». L'exemple en est donné par la loi du 23 décembre 2005 autorisant le Gouvernement à participer au financement des travaux nécessaires à l'extension et à la modernisation de la station d'épuration de Bettembourg.

Au vu de ce qui précède, la prise en charge de hausses issues de l'augmentation du taux de TVA pour les projets d'investissements de stations d'épurations n'est pas prévue par la législation.

Les réponses apportées aux questions soulevées dans la question parlementaire n°3456 gardent toute leur valeur.

Question 3641 (22.02.2018) de M. Gast Gibéryen (ADR) concernant la détention des mineurs au Luxembourg:

An engem ëffentleche Brëif kritiséiert den Ombudsmann d'Situatioun vu mannerjärege Prisoneier hei zu Lëtzebuerg. Obwuel mat der Schafung vu Sécherheetsunitéite fir mannerjäreg Prisonéier zu Dräibuer (UNISEC) eng Léisung fir e jorelaange Mëssstand fonnt ginn ass, gëtt et nach ëmmer Rechtsonkloerheet a beweegt Lëtzebuerg sech nach ëmmer ausserhalb vun deem, wat vu villen internationalen Institutionen gefuerdert gëtt.

Duerfir wollt ech dem Har Justizminister dës Froe stellen:

1. Ass den Här Minister der Meinung, dass die Einrichtung von den UNISEC eleng Lëtzebuerg aus der internationaler Kritik hält, wat d'Behandlung vu Mannerjärege am Lëtzeburger Strafsystem ugeet?

2. Ass den Här Minister gewillt, Remedur ze schafe bei deene Kritiken, déi den Ombudsmann brëflech formuléiert?

3. Deelt den Här Minister d'Sicht vum Ombudsmann, wat d'Argumenter vun deene betrëfft, déi net wëllen d'Méiglechkeet vun enger Inhaftéierung vu Mannerjärege zu Schraasseg ofschafen?

4. Schaffen dem Här Minister seng Servicer drun, e Profil ze erstellen, fir an engem gesetzlechen oder reglementäre Kader festzelleen, wien an d'UNISEC op Dräibuer geluecht ka ginn?

5. Ass den Här Minister gewillt, d'Méiglechkeet vun enger Inhaftéierung vu Jugendlechen am Prisong vu Schraasseg ze ënnerbannen?

Réponse (22.03.2018) de M. Félix Braz, Ministre de la Justice:

Den honorabelen Deputéierte stellt Froen zur Unité de sécurité (UNISEC) vun Dräibuer, eng Institution, déi awer an den Attributionen vum Erziehungs-, Kanner- a Jugendminister läit. Dat gesot, huet déi Institution nawell eng wichteg Roll an der Uwendung vun eise Jugendchutzgesetz. Och bei deem neie Jugendchutzgesetz ass dat esou.

Am Regierungsrat vum 16. März 2018 ass de Projet de loi iwwert de reforméierte Jugendchutz an eng gemeinsam Nott vum Erziehungs-, Kanner- a Jugendminister souwéi vum Justizminister iwwert differenziéiert an adequat Strukturen fir betraffe Jonker diskutéiert an ugeholl ginn. Do ass och d'Fro vun der Méiglechkeet vun enger Inhaftéierung vu Mannerjärege zu Schraasseg beäntwert.

Wéi üblech kritt d'Chamber als Éischt de Projet de loi an d'Iwwerleeung vun der Regierung virgestallt. Dofir ass den 28. März 2018 eng Commission conjointe vun der Commission juridique mat der Commission de l'Éducation virginn.

Déi honorabel Deputéierte kréien dee Moment all d'Informatiounen vun der Regierung.

Question 3642 (23.02.2018) de MM. Gérard Anzia et Henri Kox (déi gréng) concernant les mini-centrales solaires pour autoconsommation domestique:

Actuellement, une vingtaine de fournisseurs offrent des mini-installations photovoltaïques pour balcons et terrasses, qui produisent de l'électricité pour autoconsommation domestique. Ces installations peuvent être branchées au réseau d'électricité domestique à l'aide d'une prise normale et alimenter un ménage avec une puissance maximale de quelque 150 watts et contribuer ainsi à la consommation d'électricité de ce ménage. Ces mini-centrales solaires remplissent également les normes de sécurité en vigueur.

La réglementation pour la mise en service de ces installations «plug-in» n'est pas uniforme dans les différents États membres de l'UE. Au Portugal par exemple, ces installations sont admises sans autorisation préalable à condition qu'elles portent le label de la Communauté européenne et que la puissance maximale ne dépasse pas les 200 Wp. Aux Pays-Bas environ 200.000 de ces installations fonctionnent depuis 1995 sans poser de problèmes spécifiques de sécurité. En Autriche chaque ménage peut brancher jusqu'à quatre de ces installations photovoltaïques (d'une puissance totale maximale de 600 Wp) au réseau d'électricité domestique. En Allemagne, il a été reconnu que ces mini-installations ne représentent aucun problème pour le bon fonctionnement du réseau d'électricité et que la compétence des fournisseurs d'électricité ne va pas au-delà du compteur d'électricité de chaque consommateur. La mise en service de ces installations serait donc à considérer comme légale.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie:

1. Quelle réglementation concernant ces mini-centrales solaires s'applique au Luxembourg?

2. Est-ce qu'un ménage peut actuellement faire fonctionner une telle installation pour s'alimenter en courant électrique?

3. Est-ce que le Ministère de l'Économie entend promouvoir ces installations photovoltaïques pour autoconsommation domestique?

Réponse (29.03.2018) de M. Etienne Schneider, Vice-Premier Ministre, Ministre de l'Économie:

Au Luxembourg, la loi modifiée du 1^{er} août 2007 relative à l'organisation du marché de l'électricité (ci-après «la Loi électricité») s'applique aux centrales de production d'électricité et en conséquence également aux mini-centrales solaires.

La Loi électricité prescrit certaines obligations à l'utilisateur de ces mini-centrales solaires dans le contexte des dispositions couvrant la mise en place de centrales de production d'électricité respectivement dans le contexte de l'autoproduction. Ainsi, d'une part, les mini-centrales solaires doivent être déclarées au ministre et au régulateur avant leur mise en service et, d'autre part, les utilisateurs doivent notifier mensuellement au régulateur les données de comptage concernant la production de leur installation afin de permettre notamment la facturation de la taxe électricité sur l'énergie produite. Le régulateur peut décider d'appliquer une notification annuelle. L'utilisateur de la mini-centrale solaire est responsable pour le comptage de l'énergie électrique produite de son installation.

Enfin, les mini-centrales solaires doivent se conformer à certaines normes et règles techniques européennes en vue de garantir la sécurité de son utilisateur, mais également celle du réseau de distribution d'électricité.

Cependant, il y a lieu de considérer que la Loi électricité actuelle a été rédigée à une époque où le phénomène des mini-centrales solaires n'avait pas encore pris de forme concrète.

La réforme de la Loi électricité, adoptée le 21 février 2018 par le Conseil de Gouvernement, procédera, une fois en vigueur, à certaines modifications afin d'adapter la législation aux nouvelles évolutions. Ainsi, le projet de loi clarifie les nouveaux concepts tels que l'autoconsommation individuelle et l'autoconsommation collective au sein d'une communauté énergétique. Ces nouveaux concepts visent à refléter que le rôle du simple consommateur d'électricité est en pleine mutation vers un rôle plus actif, celui du prosummateurs.

En effet, le projet de loi prévoit l'exemption de la taxe «électricité» pour l'énergie électrique autoconsommée provenant soit d'une ou de

plusieurs installations de production d'électricité jusqu'à une certaine taille et basées sur les sources d'énergie renouvelables soit des installations de production d'électricité sur base de cogénération à haut rendement. Ainsi et pour autant que les prescriptions techniques soient respectées, les mini-centrales solaires visées pourront profiter de l'exonération de la taxe «électricité».

D'ailleurs, le projet de loi modifie également la façon dont le comptage est organisé et offrira la possibilité d'exempter les mini-centrales solaires de l'obligation du comptage et des dispositions qui en découlent.

Grâce à la modification en-cours de la législation actuelle, la mise en place de mini-centrales solaires sera facilitée et l'autoconsommation encouragée.

En ce qui concerne les prescriptions techniques et la sécurité de ces installations, les gestionnaires de réseau doivent appliquer le règlement 2016/631 de la Commission européenne du 14 avril 2016 établissant un code de réseau sur les exigences applicables au raccordement au réseau des installations de production d'électricité. Dans ledit code, les unités de production d'électricité d'une puissance maximale inférieure à 0,8 kW sont considérées comme non significatives par rapport à leur impact sur les réseaux interconnectés. Les gestionnaires de réseau de distribution ne devraient pas exiger de demande de raccordement spécifique pour un équipement de production autonome au réseau d'électricité de la part des exploitants de ces installations. En revanche les exploitants devraient, en principe en concertation avec un électricien agréé, faire en sorte que leur installation respecte les normes de sécurité VDE-AR-N 4105. L'équipement doit non seulement être certifié CE, mais doit en plus disposer d'un disjoncteur différentiel avec un courant différentiel assigné ne dépassant pas 30 mA.

Pour le moment il n'est pas prévu d'introduire de nouvelles aides en dehors de la réglementation existante pour les installations photovoltaïques.

Question 3643 (23.02.2018) de Mme Sylvie Andrich-Duval (CSV) concernant les majeurs protégés par la loi et les acteurs actifs dans ce domaine:

Depuis des années déjà, le Ministère de la Justice travaille sur une réforme de la tutelle des majeurs à protéger. Le rapport d'activités du Ministère de la Justice pour l'année 2012 fait ainsi état d'un avant-projet de loi élaboré en la matière. Le rapport d'activités pour l'année 2016 a procédé à une rétrogression dudit sujet dans la rubrique «réflexions en cours».

Au-delà de ces constats, et d'après mes informations, certains acteurs tombant sous le champ d'application de la loi réglant les relations entre l'État et les organismes œuvrant dans les domaines social, familial et thérapeutique (dite «loi ASFT») accompagnant, entre autres, des tutelles, disposent d'un agrément ministériel, tandis que d'autres acteurs dont l'activité principale constitue l'accompagnement tuteur, peinent à se voir délivrer un tel agrément.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration et à Monsieur le Ministre de la Justice:

- Madame et Monsieur les Ministres peuvent-ils m'indiquer quel ministère est responsable pour la délivrance d'un agrément à un acteur actif dans l'accompagnement tuteur? Dans quels cas de figure ces acteurs doivent-ils disposer d'un agrément ministériel? L'agrément est-il délivré à un tuteur à titre individuel ou peut-il également être délivré à une association?

- Madame et Monsieur les Ministres ne sont-ils pas d'avis qu'il faille mieux informer les parties concernées?

- Quelles sont les mesures envisagées pour mieux encadrer les majeurs protégés?

Réponse (21.03.2018) de M. Félix Braz, Ministre de la Justice:

L'article 1^{er}, alinéa 1^{er} à 3 de la loi modifiée du 8 septembre 1998 réglant les relations entre l'État et les organismes œuvrant dans les domaines social, familial et thérapeutique (dite «loi ASFT») dispose que: «Nul ne peut, à titre principal ou accessoire et contre rémunération, entreprendre ou exercer d'une manière non occasionnelle l'une des activités ci-après énumérées, dans le domaine social, socio-éducatif, médico-social ou thérapeutique s'il n'est en possession d'un agrément écrit, suivant leurs compétences respectives, soit du Ministre de la Famille, soit du Ministre de la Promotion fémi-

nine, soit du Ministre de la Jeunesse, soit du Ministre de la Santé.

Sont soumises à un agrément, pour autant qu'elles ne fassent pas l'objet d'une autre disposition légale, les activités suivantes en faveur de toutes les catégories de personnes:

- l'accueil et l'hébergement de jour et/ou de nuit de plus de trois personnes simultanément;

- l'offre de services de consultation, d'aide, de prestation de soins, d'assistance, de guidance, de formation sociale, d'animation ou d'orientation professionnelle;

- l'offre de services en matière d'évaluation individuelle des ressources et des difficultés, ainsi qu'en matière d'orientation, de coordination et d'évaluation des mesures développées à la suite de cette évaluation individuelle.

L'agrément est obligatoire tant pour les personnes physiques que pour les personnes morales, de droit privé et de droit public.»

Toutefois, ni la loi ASFT, ni le Code civil, ni le Nouveau Code de procédure civile ne soumettent à un agrément ministériel l'exercice des fonctions de tuteur et de curateur auprès des majeurs protégés par la loi.

Il appartient au juge des tutelles de désigner les tuteurs et curateurs.

Les tuteurs et curateurs sont prioritairement choisis parmi les membres de famille de la personne concernée. Une personne mariée est tuteur, curateur de droit de son conjoint. Lorsque les tutelles sont confiées à un ascendant, descendant, frère ou sœur de la personne concernée, elles s'exercent suivant les règles applicables, pour les biens des mineurs, à l'administration légale sous contrôle judiciaire.

Dans l'hypothèse où la personne à protéger n'a pas de conjoint, d'ascendant ou descendant, frère ou sœur susceptible de gérer ses biens en sa qualité d'administrateur légal, le juge des tutelles peut, en application de l'article 499 du Code civil, se borner à désigner comme gérant de la tutelle, sans subrogé tuteur ni conseil de famille, soit un préposé appartenant au personnel administratif de l'établissement de traitement, soit un administrateur spécial, choisis dans les conditions fixées par un règlement grand-ducal.

L'article 2 du règlement grand-ducal du 23 décembre 1982 fixant les conditions de désignation d'un gérant de la tutelle énumère quatre groupes de personnes pouvant être désignées par le juge des tutelles pour exercer les fonctions de gérant de la tutelle, à savoir le préposé de l'établissement de traitement précité, les associations sans but lucratif et les fondations s'occupant statutairement des intérêts des personnes affectées d'une altération des facultés mentales ou corporelles, les personnes spécialement qualifiées figurant sur une liste arrêtée par le procureur d'État et les proches parents.

En pratique, tout tiers, avocat, assistante sociale ou personne privée, intéressé à se voir confier une mission de curateur et tuteur, peut manifester son intérêt par l'envoi d'une lettre au juge des tutelles ou au procureur d'État. En cas de nomination comme tuteur, ces tiers figurent sur la liste précitée.

L'article 441 du Code civil prévoit que les différentes charges de la tutelle peuvent être remplies par toutes personnes, sans distinction de sexe, sous réserve des causes d'incapacité, d'exclusion ou de réclusions énumérées aux articles 442, 443, 444 et 445 du même code.

Le tuteur ne peut être exclu, destitué ou récusé qu'après avoir été entendu ou appelé. Il est rare que le juge des tutelles soit saisi d'une telle demande. Il arrive par contre que le juge des tutelles soit saisi d'une demande en remplacement du tuteur ou curateur de la part du majeur protégé lui-même, d'un membre de la famille ou d'un tiers. Le juge des tutelles doit examiner si les faits à la base de cette demande sont établis et s'ils justifient le remplacement. À ces fins, il est demandé au tuteur, curateur de prendre position par rapport aux faits reprochés avant qu'un débat contradictoire n'ait lieu en présence du majeur protégé lui-même et du tuteur, curateur. Le juge des tutelles peut également ordonner une enquête sociale afin que soient recueillis de plus amples renseignements quant au fonctionnement de la tutelle, curatelle. Par la suite, une ordonnance motivée est rendue par le juge des tutelles quant à la demande de remplacement, ordonnance susceptible d'appel.

Enfin, le Ministère de la Justice travaille à une réforme en profondeur du droit des majeurs qui sont protégés par la loi. Afin de se confor-



mer aux exigences découlant de la Convention des Nations Unies relative aux droits des personnes handicapées, il faudra renforcer en conséquence l'autonomie des majeurs sous le coup d'une mesure de protection. Des mesures pour assurer une formation approfondie des gestionnaires des mesures de protection seront prévues et un contrôle de la qualité de l'exécution de leurs missions devra être assuré.

■

Question 3644 (23.02.2018) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR) concernant la **ligne à haute tension entre Aubange et Esch-sur-Alzette**:

Tëschent dem belschen Aubange (Éibeng/lbéng) an Esch/Uelzecht leeft eng Héichspannungsleitung, déi zënter 2008 keng legal Autorisation méi huet, well dës vum belsche Statsrot annulléiert gouf. D'Protester géint dës Leitung huelen an der Belsch zou an de wallouneschen Ëmweltminister sicht eng Léisung.

An deem Kontext wëll ech dem Minister fir nohalteng Entwécklung an Infrastrukturen eng Rei Froe stellen:

1. Wat géif d'Desaktivéierung vun dëser Energieleitung fir d'Lëtzebuurger Stroumnetz bedeiten?
2. Wéi séier missten Ersatzléisungen duerfir fonnt ginn?
3. Wéi eng eventuell Auswirkungen hätt d'Desaktivéierung vun dëser Stroumleitung op de Stroumpräis zu Lëtzebuerg?
4. Wou a wéi gëtt de Stroum produzéiert, deem iwwert dës Wee op Lëtzebuerg kënn?
5. Wéi eng Auswierkung finanzieller an anerer Natur hätt d'Desaktivéierung vun dëser Leitung op Lëtzebuurger Verflüchtungen, wat d'europäescht Stroumnetz an déi international Klimapolitik ugeet?

Réponse (03.04.2018) de **M. Etienne Schneider**, Vice-Premier Ministre, Ministre de l'Économie:

Als Äntwert op d'parlamentaresch Fro vum honorabelen Deputéierte Fernand Kartheiser betreffend d'Héichspannungsleitung tëschent dem belschen Aubange an Esch/Uelzecht kann ech, ënner Berücksichtigung vun den Informatiounen vun den Netzbedreiwer Creos Luxembourg SA a Sotel SA, Folgendes matdeelen:

D'Stroumnetzer an Zentraleuropa sinn enk vernetzt a kënnen doduerch zu engem gudden Energieaustausch tëschent de Länner an zur Versuergungssecherheet vun de Verbraucher am Generelle bäidroen. D'Verstärkung vu grenziwwerschreidende Leitunge soll an de kommende Joren an Europa dofir och nach weider erhéicht ginn.

D'Héichspannungsleitung tëschent Aubange (BE) an Esch gouf 1972 fir zwee Sträng geneemegt a war als gemengnëtzeg («utilité publique») deklaréiert ginn. Si gouf an enger éischter Phas just mat engem Strang a Betrib geholl an Enn der 1990er Jore gouf dunn den zweete Strang am Kontext vum Iwwergank vun den ARBED-Schmelzen op elektresch Héichleuewen am dem Bau vun der Twinerg-Gaszentral a Betrib geholl. Déi aktuell Diskussiounen bezéie sech just op dësen zweete Strang, deem och vun de belschen Autoritéiten autoriséiert gi war. Allerdéngs ass dës Autorisation 2008 vum belsche Statsrot annulléiert ginn. Op der lëtzebuergescher Säit sinn all d'Autorisationen do an d'Linn kann esou bestoe bliiven.

Déi betraffe Linn spillt eng wichteg Roll an der Energieversuergung vun all de Stroumnetzer, déi do drunhänken, nämlech der Sotel hiert Industrienetz souwéi d'ëffentlech Netzer vum belschen Netzbedreiwer Elia an deem vun der Creos am Zesummenhang mat den Accorden tëschent dem Netzbedreiwer zur Notzung vun dëser Infrastruktur. Et sief och nach bemierkt, datt dës Verbindung tëschent de belsch-lëtzebuergeschen Netzer als Deel vun engem Projet vu gemeinsamen europäeschen Interesse laut dem EU-Reglement n°347/2013 ugesi ginn ass. D'Leitung dréit also och zu der regionaler Energieversuergungssecherheet bäi.

Déi betraffe Linn gëtt als en onverzichtbart Element fir déi vernetzte Reseauen ugesinn an d'Erfahrung weist, datt eng alternativ Léisung fir des Leitung eng Ëmsetzungszäit vun op d'mannst aacht bis zéng Joer mat sech brénge géif.

Fir d'Clienten, déi um ëffentleche Stroumnetz hänken, hätt eng Desaktivéierung vun dëser

Linn keen direkten Impakt op hir Stroumpräiser, well dat ëffentlecht Netz zu Lëtzebuerg um däitschen Netz hänkt an an déi däitsch Maartzon integréiert ass. Déi betraffe Linn huet just en Afloss op déi technesch Gesamtcapacitéit vun den interconnectéierten Netzer. D'Clientë wielen am liberaliséierte Stroummaart hire Fournisseur a kafen e Produit, dee sech aus dem sougenannte Produitmix zesummesetzt, a gi mat dësem Stroum beliwwert. Et handelt sech hei ëm kommerziell Kontrakter, zu deenen dem Minister keng individuell Informatiounen zur Verfügung stinn.

Eng Desaktivéierung vun dëser Leitung huet keen Afloss op déi lëtzebuergesch Engagementer am Kontext vun der internationaler Klimapolitik. Am Allgemengen ënnerstëtzen all grenziwwerschreidend Linnen e reiwungslosen Energieaustausch tëschent de Länner an erlaben, dass den Iwwerschossstrom, ënner anere, aus erneierbare Quellen, beispillsweis aus dem däitschen Netz iwwer Lëtzebuerg kann an d'Belsch fléissen. Grenziwwerschreidend Leitungen erlaben och de jeeweiligen Netzbedreiwer, fir mat den Netzbedreiwer aus den Nopeschlänner am Fall vu groussen Enkpäss oder Stroumausfäll ze kooperéieren an esou méiglech Problemer zesummen ze léisen oder direkt ze vermeiden.

■

Question 3645 (23.02.2018) de **M. Marco Schank** et **Mme Martine Hansen** (CSV) concernant la **fermeture de certains commissariats de police dans le nord du pays**:

Depuis quelques semaines, des rumeurs circulent quant à la fermeture définitive et immminente des commissariats de police de Grosbous, Rambrouch et Bavigne. La région nord-ouest du pays serait ainsi confrontée à une couverture lacunaire de son territoire par des commissariats de police. En effet, aucun bureau de police ne serait alors disponible et accessible pour le citoyen entre Redange et Wiltz.

Selon nos informations, l'effectif de policiers ne va pas être réduit mais les délais et les distances à parcourir par les différentes patrouilles pour arriver sur les lieux des interventions vont considérablement augmenter vu l'étendue du territoire que les policiers doivent desservir. Il est par conséquent pour le moins douteux que des services de police dignes de ce nom puissent encore être offerts aux citoyens.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure:

- 1) Est-ce que le Gouvernement peut confirmer la fermeture des commissariats de police susmentionnée et, le cas échéant, dans quels délais ces fermetures sont-elles prévues?
- 2) De quelle manière Monsieur le Ministre entend-il assurer le maintien des forces de l'ordre et le service au citoyen dans la région susmentionnée?
- 3) Qu'en est-il des commissariats de Vianden et Hosingen pour lesquels une fermeture est également envisagée?
- 4) Sans contester la nécessité de renforcer les effectifs de police dans les zones urbaines dites sensibles, Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas que la réorganisation de la police pénalise en contrepartie les communes voire les citoyens des zones rurales?

Réponse (21.03.2018) de **M. Etienne Schneider**, Ministre de la Sécurité intérieure:

ad 1) Depuis le 1^{er} janvier 2017, les commissariats de proximité Grosbous, Rambrouch et Bavigne travaillent sous la forme de communautés de commissariats avec Heiderscheid, Redange et Wiltz respectivement. Ces commissariats fonctionnent sous la dénomination Turelbaach, Atert et Ardennes. Il importe de préciser qu'avant le regroupement en communauté, ces commissariats ont eu un fonctionnement entre 08.00 et 18.00 heures du lundi au vendredi, grâce à la communauté l'horaire de fonctionnement est étendu de 07.00 à 21.00 heures du lundi au vendredi.

En dehors de ces heures de fonctionnement, les centres d'intervention de Wiltz et de Redange couvrent ce territoire 7 jours sur 7 et 24 heures sur 24 et ceci déjà depuis l'entrée en vigueur de la loi du 31 mai 1999 sur la police et l'Inspection générale de la Police.

Un tel regroupement de deux commissariats sur un site n'engendre ainsi pas une présence policière lacunaire au nord-ouest du pays. Il y a lieu de préciser qu'entre Wiltz et Redange, le commissariat Turelbaach avec son siège à Heiderscheid reste opérationnel.

Actuellement, il n'est pas prévu de fermer les sites de Grosbous, Rambrouch et Bavigne sans

concertation au préalable avec les autorités locales concernées.

ad 2) Le maintien des forces de l'ordre est assuré par le fait que l'intervention reste inchangée et en surplus le service au citoyen s'est amélioré grâce au travail en communauté des commissariats de proximité.

ad 3) Le commissariat Hosingen travaille en communauté avec le commissariat de Clervaux dans la communauté Ourdall. En accord avec la commune de Hosingen, le service régional de la police de la route pourrait prochainement s'installer dans les locaux de police à Hosingen, ce qui permettrait de regrouper la communauté Ourdall à Clervaux.

ad 4) La réorganisation territoriale du nord du pays vise une présence policière plus étendue dans le temps tout en maintenant pour le moins l'effectif actuel dans la région concernée. Le renfort en termes d'effectifs des hotspots se fait par l'augmentation des effectifs due au recrutement «maximal» dans le cadre des inspecteurs pendant les dernières années et non au détriment d'autres unités.

■

Question 3646 (26.02.2018) de **M. Jean-Marie Halsdorf** (CSV) concernant la **télé médecine**:

Rezenten Presseberichten zufolge sollen in Deutschland künftig Patienten auch während sogenannten Onlinesprechstunden über elektronische Kommunikationsmedien wie Skype behandelt werden dürfen. Um dies zu ermöglichen will die Bundesärztekammer das Fernbehandlungsverbot lockern und ausschließliche Beratung oder Behandlung über elektronische Kommunikationsmedien erlauben, wenn dies im Einzelfall ärztlich vertretbar ist. Mit dieser Öffnung soll vor allem das Problem des Ärztemangels in ländlichen Regionen eingedämmt werden.

Die Schweiz ist bekanntlich Vorreiter in der Telemedizin, da bereits seit dem Jahr 2000 rund um die Uhr ärztliche Beratungen per Telefon oder Video stattfinden und Rezepte ausgestellt werden.

In Anbetracht dieser Informationen, möchte ich folgende Fragen an die Gesundheitsministerin sowie an den Minister für soziale Sicherheit stellen:

- Hat die Regierung sich mit der Thematik der Telemedizin auseinandergesetzt und wenn ja, wie ist ihre Position dazu? Was wären Vor- und Nachteile der Telemedizin in Luxemburg? Würde die Telemedizin eine erhebliche Verbesserung der Basisversorgung im Sinne der Patienten mit sich bringen oder ist das Risiko von Fehldiagnosen zu hoch?

- Wenn nicht, gedenkt die Regierung sich über diese Möglichkeiten der Telemedizin zu informieren und eventuell eine Studie über die Möglichkeiten der Telemedizin in Luxemburg in Auftrag zu geben?

Réponse (27.03.2018) de **Mme Lydia Mutsch**, Ministre de la Santé:

De nombreux pays à travers le monde se sont lancés dans des programmes ambitieux et d'envergure visant à améliorer la qualité et l'efficacité des soins de santé à l'aide de nouvelles technologies de l'information et de communication. Certains pays, comme la Suisse, ont également mis en place divers outils en matière de télémédecine.

La télémédecine est une composante de la télésanté et constitue une pratique médicale à distance utilisant les technologies de l'information et de communication. Il existe divers actes de la télémédecine tels que la téléconsultation, la téléexpertise, la télésurveillance, la téléassistance médicale et la régulation médicale.

Le plan d'action en matière d'eSanté, adopté par le Gouvernement, proposait dans ce cadre un nombre de projets relativement importants dont un projet en matière de télémédecine avec une stratégie d'implémentation progressive en raison de l'envergure des projets, des défis à relever et du financement nécessaire. Une implémentation du programme eSanté en trois phases majeures fut recommandée. La première phase visait à construire les bases nécessaires à l'édifice eSanté avec la création d'une Agence nationale des informations partagées dans le domaine de la santé ainsi qu'une plateforme électronique nationale d'échange et de partage de données de santé comportant divers applications et services visant à faciliter l'échange, le partage ou une meilleure utilisation des données de santé.

L'analyse et la conception d'un projet de télésurveillance ou d'applications en matière de télémédecine s'inscrivaient dans la deuxième phase, leur réalisation et leur déploiement dans la troi-

sième phase. En raison des faibles distances existant au Luxembourg, la mise en place de la télémédecine n'est pas prioritaire, car comme le précise la Société suisse de télémédecine: son «but est de combler la distance qui sépare le patient et le médecin traitant d'une part et d'autre part les médecins entre eux», c'est-à-dire de pallier des difficultés d'accès aux soins et plus particulièrement à un déficit de médecins sur un territoire de santé.

Or, au Luxembourg, il n'existe pas de difficulté majeure à l'accès aux soins pour la population: il existe une bonne répartition des médecins sur un territoire exigu et facile d'accès en tous points. L'intérêt de la télémédecine est donc très limité.

Néanmoins, dans des cas très précis la télémédecine est pratiquée au Luxembourg: le médecin du SAMU qui diagnostique un infarctus peut envoyer l'ECG au médecin cardiologue hospitalier qui prendra le patient en charge et trouver avec le cardiologue, par téléphone, le traitement le plus adapté au patient dès les premières minutes de prise en charge au domicile. La télémédecine apporte ici un gain de temps précieux.

De même, des scanners cérébraux sont transmis depuis les différents hôpitaux au chirurgien de garde du Service national de neurochirurgie pour avis spécialisé, ce qui évite parfois au patient un transport inutile vers le centre national.

Par ailleurs, dans le cadre du Plan national de lutte contre le Cancer 2014-2018 adopté par le Gouvernement, une des actions consistait à organiser le laboratoire d'anatomopathologie de manière à garantir un résultat anatomopathologique pour des examens extemporanés dans un délai de 30 minutes après exérèse de la pièce opératoire. À cette fin, un système de télépathologie dynamique entre les établissements hospitaliers et le Laboratoire national de santé (LNS) s'est progressivement mis en place en 2016 et 2017 suivant le concept validé par la plateforme nationale cancer. Afin de garantir la qualité et la sécurité des examens pratiqués à distance, des équipements techniques spéciaux ont dû être mis en place et les professionnels de santé ont suivi des formations spécifiques pour l'utilisation de cette technologie.

Par conséquent, même si la télémédecine n'est pas encore largement déployée au Luxembourg en raison de la facilité d'accès aux soins pour les patients et de la stratégie d'implémentation progressive de l'eSanté, elle y est aussi pratiquée entre professionnels de santé dans les processus de prise en charge de patients même si son champ d'application ne fait pas encore l'objet d'une réglementation spécifique.

■

Question 3647 (26.02.2018) de **Mme Tess Burton** (LSAP) concernant le **CR137 entre Consdorf et Berdorf**:

Depuis des années, le chemin repris 137 entre Consdorf et Berdorf se trouve dans un très mauvais état. Selon mes informations, l'Administration des ponts et chaussées a été rendue attentive à ce problème à plusieurs reprises. Il y a quelques mois, elle a réagi en apposant un panneau routier «chaussée dégradée» pour avertir les automobilistes du mauvais état du CR137.

Partant, je souhaite poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre peut-il me dire si le CR137 sera renouvelé dans les mois à venir?

- Selon quels critères l'Administration des ponts et chaussées établit-elle la liste des routes à réparer en priorité?

Réponse (16.04.2018) de **M. François Bausch**, Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

L'avant-projet pour le redressement du chemin CR137 entre Consdorf et Berdorf avait été approuvé par Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures en date du 8 septembre 2014. Or, la poursuite du projet a été empêchée à cause d'un certain nombre d'emprises qui doivent encore être acquises. L'acquisition de ces dernières emprises étant en train d'être finalisée, le projet définitif, dont la réalisation figure sur la programmation pluriannuelle de 2019, sera présenté sous peu. Après l'obtention de toutes les autorisations nécessaires pour le projet définitif, respectivement la vérification de la validité des autorisations afférentes déjà établies auparavant, rien ne devrait s'opposer à la mise en soumission des travaux projetés. Il s'ensuit que la réalisation des travaux proprement dits pourrait commencer en 2019.



En ce qui concerne les critères selon lesquels l'Administration des ponts et chaussées établit la liste des routes à réparer de façon prioritaire, il y a plusieurs facteurs qui doivent être pris en compte, notamment l'état d'avancement de la dégradation d'une route, le nombre de véhicules (individuels et transports en commun) circulant sur cette route ainsi que les moyens financiers disponibles. En outre, il faut tenir compte du fait que certains redressements de route demandent l'acquisition d'emprises au préalable, ce qui peut avoir des répercussions non négligeables sur le début des travaux projetés, comme c'était le cas pour le redressement du CR137 entre Consdorf et Berdorf.

En plus, la programmation des projets dépend du degré de difficulté d'obtention des diverses autorisations environnementales requises (y compris la planification des mesures compensatoires), parmi lesquels figurent également les procédés à employer, comme par exemple le recyclage à froid sur place d'anciens matériaux enlevés. Évidemment, les précautions environnementales à prendre peuvent varier d'une zone à l'autre [par exemple si une route se trouve dans une zone Natura 2000 (habitat pour la faune et la flore ainsi que zone oiseaux) ou dans une zone de protection des eaux].

Question 3648 (26.02.2018) de **MM. Max Hahn et Claude Lamberty** (DP) concernant la **campagne de sensibilisation «Petits déchets - grande pollution»**:

En 2017 le Ministère du Développement durable et des Infrastructures et l'Administration de l'environnement ont lancé la campagne de sensibilisation «Petits déchets - grande pollution» contre le dépôt de déchets sauvages. Après la diffusion d'un spot dans les cinémas et la mise en place de grandes affiches le long des autoroutes dans un premier temps, il a été prévu d'associer les magasins, stations-service et restaurants fast-food à la campagne par la suite.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- 1) Une évaluation de cette campagne a-t-elle été faite?
- 2) Dans l'affirmative, quelle en a été la conclusion? En quoi consistera le suivi de la campagne?
- 3) Combien de communes et d'établissements scolaires ont participé à la campagne?
- 4) Le ministère a-t-il cherché à inclure les communes et les établissements scolaires de façon proactive dans la campagne? Dans la négative, une collaboration avec les communes et les établissements scolaires au sujet du «littering» est-elle encore prévue dans le cadre de la campagne mentionnée ci-dessus?
- 5) Monsieur le Ministre estime-t-il qu'une telle collaboration serait opportune?
- 6) La deuxième phase annoncée a-t-elle déjà été réalisée?
- 7) Dans l'affirmative, en quoi cette collaboration a-t-elle consisté?
- 8) Quel en a été le concept?
- 9) Quels ont été les magasins, stations-service et restaurants fast-food associés?
- 10) Cette collaboration a-t-elle été limitée dans le temps?

Réponse (20.04.2018) de **Mme Carole Dieschbourg**, *Ministre de l'Environnement*:

ad 1) et 2) L'Administration de l'environnement a procédé à une évaluation de la campagne sous forme d'une analyse des retombées dans la presse nationale. La campagne a eu un écho important dans les médias quotidiens, mais aussi sur Internet et dans les médias sociaux. En tout 15 articles ont été publiés dans les médias traditionnels (en papier et sur Internet) sur le sujet du «littering» et de ses conséquences pendant l'année 2017. Ces articles concernaient d'une part la campagne proprement dite et d'autre part le sujet du «littering» sans qu'il y ait eu une référence directe avec la campagne de communication. Le sujet a aussi été repris sur les pages Facebook des journaux traditionnels majeurs et des acteurs impliqués.

Les retours reçus - aussi bien dans les médias sociaux que sous forme de commentaires suite aux articles publiés sur Internet - ciblaient majoritairement le mauvais comportement des concitoyens et critiquaient à titre d'exemple un manque de poubelles à certains endroits.

Notons en plus que la campagne a été nommée pour les Media Awards 2018, ce qui certifie donc que la communication et son concept ont été jugés efficaces par un jury indépen-

dant. La campagne peut de ce fait être jugée comme un succès.

D'un point de vue effet sur le terrain, il est difficile d'évaluer l'impact direct de la campagne.

Il faut aussi se rendre compte qu'une seule campagne de sensibilisation n'est certainement pas suffisante pour éviter le «littering». De telles initiatives doivent être prises à des intervalles réguliers pour que le message se manifeste dans la conscience des citoyens.

Sachant qu'une très grande majorité des déchets soumis au «littering» constituent des emballages, il doit être œuvré en même temps pour proposer à la population des emballages réutilisables. Le Plan national de gestion des déchets et des ressources mentionne un certain nombre de telles initiatives. Notons par ailleurs que le Luxembourg s'est doté dans le cadre d'un renforcement de sa législation d'un catalogue de sanctions contre le «littering»: Les amendes peuvent aller de 49 euros pour le jet d'un papier ou d'un mégot à 145 euros pour le dépôt illégal d'un produit électroménager.

Finalement, il sera nécessaire de procéder de nouveau à une campagne de détermination de la nature et des quantités de déchets concernés par le «littering». L'Administration de l'environnement a fait procéder à de telles études en 2008 et en 2015. Les résultats de ces études sont disponibles sur le site emwelt.lu.

ad 3) et 4) Le 6 juillet 2017, une circulaire a été envoyée via le Ministère de l'Intérieur à toutes les communes du Luxembourg. Cette communication consistait en une circulaire relative au projet en question ainsi que d'affiches pour que chaque commune puisse les afficher à des endroits publics ou concernés plus particulièrement par le «littering». En outre les communes ont reçu tous les visuels sous format électronique et en tant qu'affiches afin de les publier dans leurs journaux communaux ou de les afficher à des endroits concernés par la problématique dans la commune.

Certaines communes ont également publié les affiches sur leurs panneaux d'affichage électroniques.

ad 5), 6) et 7) La deuxième phase de la campagne a consisté dans une collaboration avec des stations-service et le Naturpark Oewersauer. La campagne a été lancée durant la période des vacances scolaires d'été et s'est étendue au Naturpark Oewersauer où il y avait des problèmes sérieux de «littering» le long du lac de la Haute-Sûre pendant la haute saison.

En outre le «Naturparkfest - Fuersch duer um Naturparkfest» a affiché notre campagne lors de son édition 2017 aux stands des ateliers d'enfants sur la thématique des déchets.

Toute la campagne a été conçue de façon à atteindre le public cible qui consiste principalement en des résidents et des visiteurs du Luxembourg qui fréquentent les endroits publics en leur temps libre et qui sont susceptibles de jeter leurs déchets dans la nature au lieu des poubelles.

ad 8) Le concept a consisté dans la communication des effets néfastes du «littering» sur l'environnement humain. Le concept visait une communication aux endroits directement concernés par la pollution comme par exemple les espaces publics dans les villes et villages et le long des autoroutes. Il visait également les points de vente des produits les plus concernés par le «littering», à savoir les paquets de cigarettes, les mégots et les canettes.

ad 9) La campagne étendue a été réalisée à travers tout le pays ensemble avec le groupement pétrolier luxembourgeois et les sociétés suivantes: Petroliana (Gulf), Kuwait Petroleum, Petro-Center (Esso), Shell, Total, EFR (Texaco), Aral/BP.

ad 10) Cette collaboration n'est pas limitée dans le temps. Les stations de service ainsi que les communes et toute autre association ou ministère intéressés peuvent toujours contacter l'Administration de l'environnement en vue d'une collaboration future dans le domaine du «littering».

Question 3649 (27.02.2018) de **Mme Diane Adehm et M. Gilles Roth** (CSV) concernant l'**assistance judiciaire**:

Dans son rapport d'activité 2016, Monsieur le Ministre de la Justice mentionne dans la rubrique «Réflexions en cours» la réforme de l'assistance judiciaire, une réforme déjà annoncée dans le programme gouvernemental dans les termes suivants: «Les procédures d'octroi de l'aide judiciaire et son paiement seront simplifiés et accélérés.»

Or, jusqu'à présent, aucun projet en la matière n'a été présenté à la Chambre des Députés.

Au vu de ce qui précède, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice:

- Monsieur le Ministre peut-il nous livrer les points saillants du projet de réforme?

- Monsieur le Ministre est-il disposé à revoir à la hausse les montants de l'assistance judiciaire?

- Alors qu'actuellement seules les personnes tombant en dessous des seuils définis à l'article 1^{er} du règlement grand-ducal du 18 septembre 1995 concernant l'assistance judiciaire peuvent en bénéficier. Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis qu'il faille introduire des paliers permettant de bénéficier de l'assistance judiciaire par exemple à 25%, 50%, 75% ou 100% en fonction des ressources de la personne concernée?

- Monsieur le Ministre peut-il nous confirmer que pour déterminer si la personne concernée dispose de ressources suffisantes, il n'est par exemple pas tenu compte de mécanismes amputant la personne concernée d'une partie de ses revenus, telle une saisie sur le salaire?

Réponse (21.03.2018) de **M. Félix Braz**, *Ministre de la Justice*:

La réforme que j'ai annoncée publiquement prévoit d'élargir le cercle des personnes bénéficiaires de l'assistance judiciaire.

À l'heure actuelle, l'insuffisance des ressources des personnes bénéficiaires de l'assistance judiciaire s'apprécie suivant les dispositions des articles 19 (1) et 20 de la loi modifiée du 29 avril 1999 portant création d'un droit à un revenu minimum garanti dans les limites fixées à l'article 5 (1), (2), (3), (4) et (6) de la loi précitée. Ce calcul relève de la compétence des deux barreaux et s'effectue en étroite collaboration avec le Fonds national de solidarité. En ce sens, certaines ressources des personnes demandant l'assistance judiciaire ne sont pas prises en considération alors que d'autres le sont avec immunisation en fonction du nombre de personnes composant le ménage. L'immunisation est fixée à un montant de 30% du revenu minimum garanti. En principe, pour déterminer si la personne qui demande une assistance judiciaire dispose de ressources suffisantes, il n'est pas tenu compte de mécanismes amputant la personne concernée d'une partie de ses revenus. La loi ne permet pas, à l'heure actuelle, de tenir compte des dettes du ménage. Le seul montant qui est soustrait est le terme courant de la pension alimentaire si celle-ci est effectivement payée par la personne demandant une assistance judiciaire. Néanmoins, lorsque le terme courant de la pension alimentaire est payé par voie de saisie, il y a lieu de considérer qu'un tel mécanisme amputant la personne concernée d'une partie de ses revenus est pris en compte pour déterminer si cette dernière peut se voir octroyer l'assistance judiciaire.

Toute personne dont, in fine, les revenus sont supérieurs aux taux fixés perd le bénéfice intégral de l'assistance judiciaire. Ce modèle rigide empêche l'accès à la justice de toutes les personnes dont le revenu dépasse certes les taux actuels sans pour autant disposer de revenus suffisants pour tenter une action en justice ou se défendre dans le cadre d'une procédure. Il y va de l'accès à la justice de tous les justiciables, ni plus ni moins. Cela est fondamental et doit être garanti par l'État et par ceux qui agissent en faveur de la justice.

Le projet en élaboration prévoit l'introduction d'une assistance judiciaire partielle portée par un système de paliers intermédiaires.

Des pourparlers ont lieu avec les barreaux de Luxembourg et de Diekirch pour concrétiser ces objectifs et aligner le travail administratif effectué tant par le Barreau de Luxembourg que par celui de Diekirch, afin d'optimiser la prise en charge des dossiers d'assistance judiciaire et le paiement des indemnités des avocats. Ceci permettra d'optimiser le traitement des dossiers dans l'intérêt des justiciables et de mieux contrôler l'évolution des dépenses afin de pouvoir financer l'introduction d'une assistance judiciaire partielle.

Question 3650 (27.02.2018) de **MM. Max Hahn et Claude Lamberty** (DP) concernant les **véhicules autonomes**:

Récemment une entreprise a obtenu en Arizona l'autorisation de faire circuler un premier taxi autonome pour une phase de test à grande échelle. En parallèle, les autorités en Angleterre visent à autoriser la circulation de véhicules autonomes à partir de 2021. Ceci illustre de manière impressionnante le niveau d'avancement de la technologie des véhicules autonomes.

En outre, comme l'a affirmé Monsieur le Ministre lors de la signature d'un partenariat entre

le Luxembourg, l'Allemagne et la France pour la réalisation d'un projet d'essai en la matière, cette technologie représente un grand potentiel pour améliorer la sécurité routière et pour offrir des services de mobilité à la demande.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Est-ce que Monsieur le Ministre a élaboré un plan afin d'adapter le cadre législatif et réglementaire dans le but de préparer cette nouvelle ère de mobilité?

- Quelles sont les mesures à prendre à moyen terme par le Gouvernement afin de permettre aux véhicules autonomes de circuler sur les routes de notre pays?

- Dans quel horizon de temps une autorisation de circulation est-elle réalisable au Luxembourg?

Réponse (16.04.2018) de **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

La conduite autonome et connectée est considérée comme un domaine d'une haute importance pour le Luxembourg, ceci notamment dans l'optique du développement de nouveaux concepts de mobilité ainsi que dans la perspective de renforcer la sécurité routière en contribuant à la réduction des accidents de la circulation.

Dans cet ordre d'idées, le Gouvernement suit de près cette évolution. Des agents du MDDI et du Ministère de l'Économie participent activement dans les différents groupes de travail internationaux, dont notamment le Forum mondial de la sécurité routière (WP1) et le Forum mondial de l'harmonisation des règlements concernant les véhicules (WP29) près de la Commission économique pour l'Europe des Nations Unies à Genève ainsi que dans différents autres groupes de travail au niveau de l'Union européenne.

À relever que le déploiement de la conduite autonome ou hautement automatisée au Luxembourg ainsi que dans de nombreux autres pays est fortement tributaire de l'adaptation concomitante des instruments juridiques internationaux correspondants servant de base, notamment, aux cadres législatif et réglementaire régissant la circulation sur le plan national.

Alors que ces travaux sont toujours en cours dans les enceintes précitées et n'ont, à ce stade, pas encore permis de dégager des orientations plus concluantes pouvant, le cas échéant, servir de base aux autorités nationales compétentes pour une éventuelle adaptation des lois et règlements dans leurs pays respectifs pour tenir compte de ces nouveaux phénomènes, le MDDI n'a pas encore légiféré pour autoriser d'une manière générale l'utilisation de véhicules entièrement autonomes (véhicules qui ne nécessitent plus de conducteur) sur les voies publiques.

Toutefois, dans un souci de ne pas freiner l'évolution de ces nouvelles technologies, un projet de règlement grand-ducal prévoit d'introduire une disposition à l'article 160 de l'arrêté grand-ducal modifié du 23 novembre 1955 portant règlement de la circulation sur toutes les voies publiques (Code de la route). Cette disposition autorise le Ministre ayant les transports dans ses attributions à exempter, sous certaines conditions, le conducteur d'un véhicule destiné aux essais scientifiques notamment en relation avec la conduite autonome et hautement automatisée, de certaines dispositions de ce même article (p. ex.: lâcher simultanément les deux mains du volant lorsque le véhicule est en mouvement).

Par ailleurs, le partenariat entre le Luxembourg, l'Allemagne et la France, mentionné par les honorables Députés, a non seulement comme objectif la mise en place d'un site expérimental numérique transfrontalier pour la conduite automatisée et connectée, mais aussi l'élaboration de démarches concertées pour l'homologation et l'autorisation de véhicules destinés aux essais scientifiques.

Ainsi, l'objectif pour le MDDI en relation avec ces essais scientifiques consiste en particulier à gagner de l'expérience dans le domaine de la conduite autonome et à élaborer par la suite un cadre légal approprié pour l'utilisation des véhicules autonomes et hautement automatisés sur les voies publiques.

Reste à mentionner que déjà aujourd'hui l'utilisation de véhicules hautement automatisés (fonctionnalité de pilotage automatique sur autoroute ou pour stationner) n'est pas interdite



au Luxembourg à condition que le véhicule soit construit selon les dispositions européennes d’homologation et que le conducteur respecte toutes les règles prévues par le Code de la route, notamment celles relatives au contrôle permanent et à la maîtrise du véhicule qu’il conduit.

Question 3652 (27.02.2018) de **M. Léon Gloden** (CSV) concernant la **situation de stationnement à Mertert:**

Gerüchten zufolge sollen sowohl der geplante Ausbau des Park & Ride am Autobahn-Grenzübergang in Wasserbillig als auch der Bau eines Parkhauses am Bahnhof Wasserbillig vorläufig bis zum Jahr 2023 verschoben werden.

Angeblich stehen diese zeitlichen Verschiebungen in Zusammenhang mit einer geplanten Vergrößerung des Bahnsteigs in Mertert.

In diesem Kontext möchte ich folgende Fragen an den Minister für nachhaltige Entwicklung und Infrastrukturen stellen:

- Kann der Minister diese Informationen bestätigen?

- Wenn ja, warum wird nicht wenigstens das Park & Ride-Projekt umgehend realisiert, um die Parkprobleme in den Griff zu bekommen?

- Welche provisorischen Lösungen strebt die Regierung an aufgrund des Parkproblems in der Gemeinde Mertert?

Réponse (17.04.2018) de **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Park & Ride-Projekt an der Autobahn:

Bezüglich des Ausbaus der Parkanlage Park & Ride (P&R) Mesenich am Grenzübergang Wasserbillig im Zuge der Autobahn A1, so war dieser immer in zwei Phasen vorgesehen.

Die Phase 1 begreift den Bau einer P&R-Anlage mit 737 Stellplätzen sowie die Einrichtung einer Bushaltestelle und zweier Kreisverkehre. Der Park & Ride wird durch eine neue Bushaltestelle entlang des CR141b und einen neuen Fußgängerweg, der die Bushaltestelle direkt mit der P&R-Anlage verbindet, bedient.

Das Ausschreibungsdossier zu Phase 1 kann noch im Sommer dieses Jahres vorgelegt werden, und die Ausschreibung der Arbeiten kann im Herbst oder Winter 2018 erfolgen.

Die Phase 2 begreift den Bau eines Parkhauses mit 990 Stellplätzen über fünf Etagen anstelle der derzeit bestehenden Parkanlage, für dessen Umsetzung noch kein genauer Zeitplan vorliegt.

Aus dem Vorstehenden ergibt sich folgende Anzahl an Stellplätzen im Bereich des Grenzübergangs Wasserbillig:

- Bestehend: 261 Plätze (= 100%)
- Phase 1: 261 + 737 = 998 Plätze (+ 280%)
- Phase 2: 998 + 990 = 1.988 Plätze (+ 660%).

Bahnsteige in Mertert:

Das Projekt in Wasserbillig beschränkt sich nicht nur auf die Errichtung eines P&R-Parkhauses, sondern sieht auch die Modernisierung und die Anpassung der bestehenden Infrastrukturen vor.

Die bestehenden Infrastrukturen entsprechen weder den geforderten Auflagen noch der Nutzung von Menschen mit eingeschränkter Mobilität.

Ebenfalls verlangt die in den letzten Jahren stetig wachsende Anzahl an Passagieren, dass die CFL ihre Kapazität im Bahnhof Wasserbillig erhöhen muss.

Die Arbeiten der Phase 1 beginnen Ende 2019. Sie machen es erforderlich, dass der aktuelle Parkplatz als Baustelleneinrichtung dient für den Abriss des bestehenden Gebäudes, die Erneuerung der Gleise und den Neubau des ersten Bahnsteigs sowie dessen Unterführung.

Hieraus ergibt sich, dass der Bau des P&R-Parkhauses erst nach Abschluss dieser Arbeiten begonnen werden kann.

Die Arbeiten der Phase 1 werden Mitte 2021 fertiggestellt sein, folglich beginnt sofort nach Beendigung dieser Arbeiten der Bau des P&R-Parkhauses. Das P&R-Parkhaus wird spätestens Ende 2023 fertiggestellt sein.

Question 3654 (28.02.2018) de **M. Gast Gibéryen** (ADR) concernant les **indemnités de chômage transférées à l'étranger:**

D’eupäesch Reglement CE 883/2004 gesäit vir, datt d’Prestatiounen fir de Chômage an deem Land ausbezuelt ginn, wou de Chômeur säi Wunnsëtz huet. Déi zoustänneg Administratioun vun deem Land, wou de Chômeur säi leschten Emploi hat (fir Lëtzebuerg d’ADEM), muss awer en Deel vun deem Chômage iwwerhuelen, an der Regel fir dräi Méint. Dëse Montant gëtt an dat Land iwwerwisen, wou de Chômeur säi Wunnsëtz huet.

Dowéinst wëllt ech dem Här Aarbechtsminister dës Froe stellen:

1) Kann den Här Minister der Chamber matdeelen, wéi vill Prestatiounen op der Basis vun dësem Reglement an d’Ausland iwwerwise gi sinn zanter dem Akraaftriede vum Reglement, pro Joer a pro Land.

2) D’Assurance chômage gëtt zum Deel iwwert d’Solidaritéitssteuer (2,5% vun der Steuer um Revenu) finanzéiert. Gëtt et konkret Zuelen oder zumindest Schätzungen, wéi e Montant d’Frontalieren iwwert de Wee vun der Solidaritéitssteuer an d’Assurance chômage abezuelen?

Réponse (06.04.2018) de **M. Nicolas Schmit**, *Ministre du Travail, de l’Emploi et de l’Économie sociale et solidaire:*

ad 1) Op Basis vum Reglement CE 883/2004 huet Lëtzebuerg déi folgend Zommen u Chômagegelder un d’EU-Länner bezuelt:

(tableau à consulter auprès de l’Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

ad 2) D’Solidaritéitssteuer finanzéiert de gréissten Deel vum Fonds pour l’emploi, deen awer och nach aus anere Quelle gespeist gëtt.

De Fonds pour l’emploi beschränkt sech och net nëmmen op d’Finanzéierung vum Chômage, well Lëtzebuerg jo keng klassesch Assurance chômage huet an duerfir kënnen déi Zuelen net zur Verfügung stoen.

Question 3655 (28.02.2018) de **M. Gast Gibéryen** (ADR) concernant la **réforme du règlement CE 883/2004 concernant les indemnités de chômage transférées à l'étranger:**

D’eupäesch Reglement CE 883/2004 gesäit vir, datt d’Prestatiounen fir de Chômage an deem Land ausbezuelt ginn, wou de Chômeur säi Wunnsëtz huet. Zu Bréissel gëtt aktuell iwwert dëst Reglement (an d’Reglement CE 987/2009, wat Modalitéiten dozou festleet) verhandelt.

Konkret géif et dorëms goen, datt de Chômage neierdëngs do ausbezuelt misst ginn, wou de Chômeur fir d’Lescht geschafft huet. Lëtzebuerg misst deemno de Chômage vun de Frontalieren integral iwwerhuelen, no de Regeln, déi fir Lëtzebuerg gëllen. Dëst hätt riseg Repercussiounen op Lëtzebuerg, wou aktuell méi wéi 185.000 Frontaliere beschäftegt sinn.

Dowéinst wëllt ech dem Här Aarbechtsminister dës Froe stellen:

1) Wou sinn d’Verhandlungen an der Europäescher Unioun iwwert d’Reform vun de Reglementer CE 883/2004 an CE 987/2009 drun?

2) Wat ass d’Haltung vun der Lëtzebuerger Regierung an deem Dossier?

3) Wéi grouss ass d’Probabilitéit, datt déi aktuell Regelung („Exportatioun“ vun de Chômageprestatiounen op dräi Méint limitéiert) ka bestoe bleiwen?

4) Wat wäeren d’Konsequenzen, wa Lëtzebuerg eleng misst de Chômage vun de Frontaliere bezuelen? Géif dëst zu enger Erhéijung vun der Solidaritéitssteuer oder zu Verschlechterunge bei de Prestatiounen fir de Chômage féieren?

Réponse (06.04.2018) de **M. Nicolas Schmit**, *Ministre du Travail, de l’Emploi et de l’Économie sociale et solidaire:*

ad 1) D’Verhandlungen an der Europäescher Unioun iwwert d’Reform vun de Reglementer CE 883/2004 an CE 987/2009 a méi spezifesch iwwert d’Kapitel vun de Chômageprestatiounen hunn am Januar 2018 ugefaang. Aktuell gëtt dësen Dossier zu Bréissel ënnert der bulgarischer Presidence negociéiert.

ad 2) Déi grouss Ännerung, déi am Kapitel 6 vum Reglement 883/2004 virgesinn ass, ass de Paradigmewissel am Artikel 65. Bis elo war et ëmmer esou, datt d’Prestatiounen fir de Chômage an deem Land ausbezuelt ginn, wou de

Chômeur säi Wunnsëtz huet. D’Kommissioun proposéiert, dës Regel ze änneren, soudatt de Chômage vun elo un do ausbezuelt soll ginn, wou de Chômeur fir d’Lescht während mindestens 12 Méint geschafft huet.

Zu Lëtzebuerg sinn notament vill Frontaliere beschäftegt, déi natierlech och zu eiselem ökonomesche Wuesstum an zu eiselem soziale Wuelstand bäidroen.

D’Zuel vun de Frontaliere gëtt aktuell op ongeféier 190.000 geschätzt. Déi nei Ännerung, déi d’Kommissioun vorschläit, hätt als Konsequenz, datt Lëtzebuerg och fir déi Leit, déi zu Lëtzebuerg während 12 Méint geschafft hunn, mä anzwousch anescht wunnen, de Chômage misst bezuelen. Als Contrepartie zu dem Paradigmewissel proposéiert d’Kommissioun, den aktuelle System vum Remboursement ofzeschaffen.

D’Lëtzebuerger Regierung kann dës Propositionen vun der Kommissioun net matdroen, well de Memberstat, dee fir d’Ausbezuelen vum Chômage zoustänneg ass, och soll a muss déi néideg Kontrollen duerchféieren kënnen, fir ze präiwien, ob eng Persoun hiren Obligatiounen als Demandeur d’emploi nogeet, notament datt déi Persoun bewiese muss, datt se aktiv eng Aarbecht sicht, d’Rendez-vous mat der ADEM anhält, u Formatiounen, déi d’ADEM proposéiert, deelhëlt a sou weider...

Dat géif och heeschen, datt am Prinzip de Frontalier misst, fir de Chômage weider kréien ze kënnen, eng nei Aarbecht zu Lëtzebuerg sichen an unhuelen, och wann hien dat net méi wëllt. De Prinzip vun der „libre circulation“ iwwer Grenzen ewech wier also net méi e Recht, mä quasi eng Obligatioun, wat net am Geescht vun den europäeschen Traitéen ass.

Lëtzebuerg huet d’Europäesch Kommissioun permanent op déi verschidde Problemer a Froen opmierksam gemaach an dat bis an d’Spëtz vun der Kommissioun, awer ouni vill Resultat.

D’Lëtzebuerger Positioun gëtt och vun anere Memberstate gedeelt, notament Däitschland, Holland, Eisträich, Dänemark a Malta, an iwwerengs och vu verschidde Comitéen, déi d’Frontalieren hei zu Lëtzebuerg representéieren.

Lëtzebuerg wéi och déi uewegenannte Memberstaten engagéiere sech dofir, de Status quo ze erhalen an en Contrepartie de System vum Remboursement ze verbessern, deen aktuell vu villen anere Memberstate kritiséiert gëtt.

ad 3) Am Géigesaz zu dem System vum Remboursement ass d’Probabilitéit, datt déi aktuell Regelung iwwer Exportatioun vun de Chômageprestatiounen bestoe bleift, den Ament héich, well eng Majoritéit vun de Memberstate sech am Laf vun de Verhandlungen géint eng obligatoresch Erhéijung vun der Durée vun der Exportatioun op sechs Méint ausgeschwat hunn.

ad 4) Och wann d’Repercussiounen vun der neier Regelung nach net vollstänneg bekannt sinn, ass weder eng Erhéijung vun der Solidaritéitssteuer nach eng Verschlechterung bei de Prestatiounen fir de Chômage virgesinn. De But muss och weiderhi sinn, fir den Demandeur d’emploi sou séier wéi méiglech an den Aarbechtsmarché ze reintegréieren.

Déi nei Ännerung géif och bedeuten, datt mer d’Personal vun der ADEM missten zimlech staark opstocken, fir déi nämlech Qualitéit vum Service fir all Demandeur d’emploi ze garantéieren.

Fir datt een eng séier Reinsertioun erméigleche kann, muss d’ADEM déi néideg Kontrollmesuren duerchféieren kënnen an et muss séchergestallt ginn, datt d’Kooperatioun tëscht den Agencen an Europa verbessert gëtt, fir méiglechen Abusen a Frauden entgéintzewierken.

Question 3656 (28.02.2018) de **Mme Josée Lorsché** (*déi gréng*) concernant la **chirurgie plastique, reconstructive et esthétique:**

Alors que le projet de loi 7000 s’apprête à régler de façon précise l’âge à partir duquel les mineurs pourront faire recours au tatouage et au perçage sous réserve de l’autorisation parentale préalable, aucune limitation d’âge n’est de rigueur en matière de chirurgie plastique, reconstructive et esthétique.

Face à la banalisation des interventions chirurgicales de nature purement esthétique et afin de protéger les mineurs, certains États ont légiféré en définissant des règles claires et précises: autorisation parentale préalable, consultation obligatoire d’un psychiatre, second avis médical par un autre chirurgien plastique, fortes amendes en cas de non-respect des dis-

positions, telles qu’elles existent par exemple en France.

Un autre phénomène dans le domaine des interventions esthétiques est la prolifération des cabinets proposant des injections au botox ou à l’acide hyaluronique. Considérant que les effets non désirés, voire les dommages d’injections pratiquées sans le savoir-faire nécessaire peuvent être sévères et non réversibles, je voudrais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé:

1. Les médecins proposant des injections au Botox ou à l’acide hyaluronique sont-ils soumis à une obligation de formation en la matière? Existe-t-il une limite d’âge pour protéger les patients mineurs?

2. Quel est le nombre d’opérations pour la chirurgie plastique, reconstructive et esthétique effectuées sur des mineurs d’âge au cours des cinq dernières années? Quelle était la nature de ces interventions et à quel taux s’élevaient les opérations non fondées sur des indications médicales?

3. Madame la Ministre n’estime-t-elle pas qu’il y a lieu de définir des règles claires et précises à l’encontre de la chirurgie plastique, reconstructive et esthétique réalisée sur les mineurs et non fondée sur des indications médicales?

Réponse (29.03.2018) de **Mme Lydia Mutsch**, *Ministre de la Santé:*

ad 1. Concernant la formation en matière d’injection de Botox ou d’acide hyaluronique, il n’existe actuellement pas d’obligation spécifique de formation pour les médecins proposant ces types de prise en charge. Par contre, il est important de rappeler que des articles de la loi du 24 juillet 2014 relative aux droits et obligations du patient et des dispositions du Code de déontologie médicale s’imposent à tous les médecins et plus particulièrement concernant:

- l’obligation de se «tenir au courant des recommandations de bonne pratique» (article 13 du Code de déontologie);

- l’engagement «à assurer personnellement des soins consciencieux, dévoués et fondés sur les données acquises de la science en faisant appel, s’il y a lieu, à l’assistance de tiers compétents» (article 39 du Code de déontologie);

- l’interdiction de faire courir au patient un risque disproportionné ou injustifié (article 57 du Code de déontologie);

- l’obligation de prodiguer des soins de santé «de façon efficace et (...) conformes aux données acquises de la science et aux normes légalement prescrites en matière de qualité et de sécurité» (article 4 de la loi précitée).

Concernant plus particulièrement la prise en charge de patients mineurs et leur protection, la loi citée ci-dessus précise outre les conditions relatives au droit à l’information sur l’état de santé et plus particulièrement l’obligation du consentement préalable, libre et éclairé, donné à la suite d’une information adéquate (article 8) que «les droits du patient mineur non émancipé sont exercés par ses parents ou par tout autre représentant légal. Suivant son âge et sa maturité et dans la mesure du possible, le mineur est associé à l’exercice des droits relatifs à sa santé» (article 13 alinéa 1). S’il est estimé que le mineur dispose de la «capacité de discernement nécessaire pour apprécier raisonnablement ses intérêts, il peut être admis par le médecin traitant ou tout autre prestataire de soins de santé responsable de la prise en charge à exercer les droits relatifs à sa santé de manière autonome» (extrait article 13 alinéa 2). Ces éléments figurent aussi dans le Code de déontologie des professions de médecin et de médecin-dentiste édicté par le Collège médical.

ad 2. Les informations relatives au nombre d’opérations de chirurgie plastique, reconstructive et esthétique effectuées sur des mineurs au cours des cinq dernières années ne sont pas disponibles. La loi du 8 mars 2018 relative aux établissements hospitaliers et à la planification hospitalière prévoit cependant la documentation et le codage des séjours hospitaliers: son article 38 précise que «tout établissement hospitalier (...) procède à l’analyse quantitative et qualitative de son activité», qui «repose sur les données (...) produites pour chaque séjour en hospitalisation stationnaire ou de jour» et que «les diagnostics et les interventions et examens médicaux sont codés suivant les classifications ICD-10-CM et ICD-10-PCS mises à disposition par le Ministre de la Santé, dans le respect des consignes de bonne pratique de codage établies par la Commission consultative de la documentation hospitalière». Ces dispositions devraient grandement améliorer la qualité des informations sur l’ensemble des prises en charge dans le secteur hospitalier, y compris sur les interventions ne tombant pas dans le champ de l’assurance maladie.

ad 3. L’annexe 2 de la loi du 8 mars 2018 précitée définit le cadre de fonctionnement des



services de chirurgie esthétique. Ce service doit avoir recours «aux compétences de chirurgie plastique ou maxillo-faciale et, selon le territoire anatomique des interventions réalisées, aux compétences chirurgicales des spécialités concernées». Cette compétence ne peut être que médicale au sein des établissements hospitaliers. L'annexe 2 au texte de loi renforce les conditions d'information du patient et de délai légal à respecter. Il y est précisé l'obligation de:

- «Fournir à la personne concernée, pour toute prestation de chirurgie esthétique, les informations relatives aux conditions de l'intervention, les risques et éventuelles conséquences et complications, ainsi qu'un devis détaillé des honoraires médicaux, frais et durée estimée de séjour hospitalier, produits, médicaments et dispositifs médicaux; ce devis est daté et signé du ou des chirurgiens devant réaliser l'intervention prévue.

- Respecter un délai minimal de 15 jours entre la remise du devis et l'intervention éventuelle.

- Disposer «de l'accès au soutien psychologique pour tout patient tout au long de la prise en charge».

L'ensemble de ces dispositions permet d'assurer la qualité de l'information délivrée aux patients et la garantie de qualité et de sécurité des soins, y compris pour les personnes mineures.

Question 3658 (28.02.2018) de Mme Octavie Modert (CSV) concernant le certificat de rémunération annuel:

Par courrier du 22 décembre 2017, le personnel de l'État en activité et retraité a été informé qu'à partir de janvier 2018, les fiches de traitement mensuelles et les certificats de rémunération annuels ne seront plus envoyés en version papier, mais sont désormais disponibles par le biais du guichet «MyGuichet.lu». Cette décision a été prise dans un contexte de simplification administrative et de modernisation ainsi que pour des raisons d'ordre écologique. Les agents qui souhaitent néanmoins continuer à recevoir une version papier des fiches de rémunération ont eu la possibilité d'en faire la demande auprès de l'Administration du personnel de l'État. Le courrier est par contre resté muet quant à une éventuelle version papier du certificat de rémunération annuel.

Plus tard, les bénéficiaires d'une pension de l'État furent informés que cette procédure ne les concernerait pas et qu'ils avaient été visés par erreur.

Fin février 2018, les retraités de l'État ont cependant été informés que le certificat de rémunération pour l'année 2017 sera accessible vers mi-mars prochain par le biais de «MyGuichet.lu» et que l'Administration du personnel de l'État n'établira pas de certificat de rémunération manuellement.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative:

- Monsieur le Ministre peut-il me confirmer que le certificat de rémunération pour l'année 2017 servant de justificatif auprès de l'Administration des contributions directes dans le cadre de la déclaration pour l'impôt sur le revenu de l'année 2017 ne sera plus disponible en version papier mais seulement par le biais du guichet «MyGuichet.lu»?

- Quelles sont les raisons à la base de cette décision respectivement pour quelles raisons la possibilité de recevoir une version papier a-t-elle été maintenue pour les fiches de paie et non pour le certificat de rémunération annuel?

- Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas qu'il convienne de revenir sur cette situation?

- Par quels moyens les agents respectivement retraités de l'État qui n'ont pas ou qui ne souhaitent pas avoir de compte sur le guichet «MyGuichet.lu» peuvent-ils accéder à leur certificat de rémunération annuel?

- Monsieur le Ministre est-il d'avis qu'il doit exister une obligation pour le personnel de l'État en activité ou retraité à effectuer les démarches concernant la relation avec l'employeur-État par voie électronique?

Réponse (15.03.2018) de M. Dan Kersch, Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative:

En réponse à la question de l'honorable Députée, je puis confirmer que l'Administration du personnel de l'État (APE) a envoyé en date du 22 décembre 2017 un courrier à l'ensemble du personnel en activité auprès de l'État luxembourgeois l'informant que les fiches de paie ainsi que les certificats de rémunération annuels ne seront dorénavant plus envoyés en ver-

sion papier. Outre son intérêt écologique, cette démarche s'inscrit dans une volonté de simplification administrative et de modernisation des procédures.

Le courrier précité a également prévu une procédure simple et rapide moyennant laquelle les personnes qui souhaitent continuer à recevoir une version papier de leur fiche de paie ainsi que de leur certificat de rémunération pourraient en informer l'APE.

Il est correct que le courrier n'a pas précisé que toute demande introduite en vue du maintien de la version papier de la fiche de paie inclut d'office également le certificat de rémunération annuel. Je peux cependant confirmer que, dès réception d'une demande papier de la fiche de paie de la part d'un agent, l'APE procède également, et de façon automatique, à l'envoi du certificat de rémunération annuel par le biais d'un courrier postal. Il n'est donc pas nécessaire que l'agent ayant fait une demande de fiche de paie en version papier se connecte sur «MyGuichet.lu» afin de récupérer son certificat de rémunération annuel.

En ce qui concerne les bénéficiaires d'une pension, une erreur de manipulation s'est malheureusement produite lors de la mise sous pli de masse des fiches de paie, de sorte qu'environ 3.000 bénéficiaires de pension ont reçu le courrier susmentionné par erreur. En effet, ces derniers ne sont à l'heure actuelle pas concernés par cette mesure et continueront à recevoir leurs fiches de pension ainsi que leurs certificats de pension annuels par voie papier. Un courrier rectificatif a d'ailleurs été envoyé par l'APE le 29 janvier 2018 aux personnes concernées, leur proposant toutefois, par simple demande et souhait de leur part, une décom-mande de la version papier des deux types de documents en échange d'une version électronique accessible sur «MyGuichet.lu».

Question 3659 (01.03.2018) de M. André Bauler (DP) concernant le retrait et versement d'argent par l'intermédiaire du facteur:

Les facteurs aux postes peuvent, sur simple demande, retirer de l'argent sur le compte CCP de personnes privées et le leur apporter à leur domicile pour éviter un déplacement inutile.

Dans la même logique, ils peuvent déposer de l'argent de clients POST sur leur CCP.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie:

1. Selon quelle procédure les demandeurs de billets de banque peuvent-ils solliciter ce service?

2. Quel est le montant maximal de monnaie «cash» qui peut être transféré aux personnes privées par demande?

3. Monsieur le Ministre peut-il fournir des précisions concernant l'utilisation de ce service par les particuliers?

Réponse (11.04.2018) de M. Etienne Schneider, Vice-Premier Ministre, Ministre de l'Économie:

Le service de retraits et versements sur comptes particuliers fait partie des nouveaux services offerts depuis 2015 par les facteurs en tournée. Un des principaux objectifs est d'offrir des solutions adaptées aux personnes à mobilité réduite et/ou ayant des difficultés de transport vers une agence POST. Mais ce service est en principe accessible à toute personne qui en fait la demande auprès du facteur.

Le client CCP commande un retrait auprès du facteur en tournée via un bon de commande dûment rempli et signé par le client. Le lendemain, le caissier central de POST contrôle la provision du compte, l'authentification de la signature, l'absence d'opposition sur le compte et établit le retrait. La somme du retrait ainsi que la quittance du retrait sont remises au client par le facteur en tournée et en retour le client signe cette quittance.

Pour les dépôts, la procédure veut que le client remette le montant du dépôt avec le bordereau dûment signé au facteur en tournée. De même que pour le retrait, le caissier central de POST procède le lendemain à la vérification des oppositions éventuelles sur le compte, de la signature, de la légalité des billets de banque etc. et le facteur en tournée remet la quittance au client qui la signe.

Le montant maximal qu'un client peut retirer auprès du facteur est fixé à 500 euros, par contre faut-il souligner qu'il existe également un montant plafonné que les facteurs en tournée sont autorisés à porter avec eux. Pour des raisons de sécurité des facteurs en tournée, POST ne souhaite pas divulguer plus d'informations sur les montants autorisés.

Question 3660 (01.03.2018) de M. Gusty Graas (DP) concernant la brigade canine de l'Administration des douanes et accises:

D'après un article dans la presse écrite, le collègue échevinal de la commune de Sandweiler s'opposerait aux plans du Ministère des Finances de renforcer la brigade canine des douanes et accises du Birelerhaff et de réaménager dans ce contexte le bâtiment historique afin d'y héberger de nouveaux bureaux.

Les raisons pour cette opposition seraient d'un côté le fait que le Birelerhaff se situe dans une zone de protection des sources et d'un autre côté le manque de connexion au réseau routier et au réseau du transport public.

Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer les faits décrits ci-dessus?

- Quelles ont été les raisons de Monsieur le Ministre pour renforcer la brigade du Birelerhaff?

- Les faits soulevés par le collègue échevinal de Sandweiler ont-ils été pris en considération lors de la décision de réaménager le Birelerhaff? Dans l'affirmative, pour quelles raisons Monsieur le Ministre a-t-il décidé de renforcer la brigade en question?

- Quelles suites Monsieur le Ministre entend-il réserver aux critiques articulées par le collègue échevinal de Sandweiler?

Réponse (30.03.2018) de M. Pierre Grame-gna, Ministre des Finances:

Le site Birelerhaff (ferme composée de plusieurs bâtiments classés «monument national» et terrains agricoles de 18,9 ha) avait été acquis en 2009 par l'État, à la demande du Ministre des Transports, en raison de la proximité immédiate avec la zone de l'aéroport. Les bâtiments en question se trouvent à 300 mètres de la piste d'atterrissage de l'aéroport de sorte que, pour des raisons de sécurité, il n'a pas été jugé opportun de laisser le site à l'abandon ou sans surveillance.

Ainsi, le site répond parfaitement aux exigences requises pour l'entraînement de la brigade canine de l'Administration des douanes et accises, aussi bien en termes de sécurité que de proximité par rapport à l'aéroport, principal lieu d'action de cette brigade. En outre, l'installation de cette brigade permet d'expliquer les dépenses nécessaires à la conservation du site classé, qui sans cette affectation concrète, compatible avec les considérations ci-dessus, risque de tomber en ruines.

En effet, depuis lors, l'Administration des bâtiments publics, en étroite collaboration avec le Ministère de la Culture et l'Administration des sites et monuments, a élaboré un projet permettant à la fois la conservation des lieux classés et l'installation définitive de la brigade canine. Depuis le début du projet, il a été clair que l'installation de conteneurs n'est qu'une situation temporaire dans l'attente de l'installation des agents concernés dans les lieux à rénover, sachant que l'ancien propriétaire avait encore le droit de jouir un certain temps des bâtiments en question.

En ce qui concerne le dimensionnement des services sur le site, il est prévu d'y stationner aussi le service de l'Inspection anti-drogues et produits sensibles (IADPS), mais non de renforcer la brigade canine, laquelle compte dix chiens. Entre-temps, il a été renoncé au projet de l'installation de la centrale radiophonique Douanes base (DOBA).

Ainsi, il est actuellement prévu de stationner au Birelerhaff une quarantaine de personnes. Pour ces services, l'accès au site ne pose point de problème, le nombre des allées et venues n'étant pas significatif. Les études pour examiner le projet d'un point de vue environnemental sont en cours.

Question 3662 (01.03.2018) de MM. Henri Kox et Gérard Anzia (déi gréng) concernant l'utilisation du lisier:

Bei den ständigen Minustemperaturen der letzten Tage ist es den Landwirten nicht erlaubt, Gülle auf den Feldern zu verteilen, da sie durch den Frost nicht in den Boden eindringen kann. Neben dem Gestank stellt sich auch das Problem, dass die Gülle in nahe liegende Bäche fließen könnte. Dennoch wird dieser Tage auf vielen Feldern im Land Gülle verteilt.

In diesem Zusammenhang möchten wir folgende Fragen an den Landwirtschaftsminister stellen:

1. Wann genau darf ein Landwirt Gülle und Mist auf dem Ackerland und Grünland verteilen?

2. Der Kanton Zürich stellt den Landwirten eine Checkliste¹ zum „Ausbringen von Gülle und Mist“ zur Verfügung, die vereinfacht veranschaulicht, unter welchen Bedingungen Gülle verteilt werden darf. Gibt es in Luxemburg eine ähnliche Hilfe zur Entscheidungsfindung? Wenn nicht, wäre sie nicht auch hier sinnvoll?

3. Darf im Winter ein Prallteller zum Verteilen des Düngers genutzt werden, oder sollte ein Schleppschlauch zur Reduzierung der Verluste von Ammoniak und Stickstoff eingesetzt werden, wenn ein solcher vorhanden ist?

4. Gibt es Ausnahmeregelungen für das Ausbringen von Gülle im Winter? Wenn ja, muss eine solche Ausnahme genehmigt werden? Wurden solche Genehmigungen erteilt?

5. Ist es förderlich für das Wachstum der Wintersaat und die Stickstoffanreicherung der Böden sowie für den Aufbau von Humus, wenn bei diesen tiefen Temperaturen Gülle verteilt wird?

6. Wäre es nicht sinnvoller, den wertvollen Wirtschaftsdünger zu lagern und zusätzliche Lagerkapazitäten von bis zu sechs Monaten zu schaffen und diese zu subventionieren? So könnte der Dünger zielgerichteter eingesetzt werden und der Einsatz von teurem chemischem Stickstoffdünger reduziert werden. Gibt es hierfür eine legale Basis?

Réponse commune (20.04.2018) de Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement, et de M. Fernand Etgen, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs:

ad 1. Ungeachtet der Gültigkeit anderer gesetzlicher Bestimmungen² (z. B. in ausgewiesenen Trinkwasserschutzgebieten, im Rahmen der Teilnahme an der Landschaftspflegeprämie, im Rahmen der Teilnahme an bestimmten Agrar-Umwelt-Klima-Maßnahmen...) ist den in Artikel 6 des abgeänderten Nitratreglements³ vom 24. November 2000 aufgeführten gesetzlichen Bestimmungen Folge zu leisten.

Insbesondere ist laut Artikel 6, Punkt 2) die Ausbringung von Gülle, Jauche, Gärresten, flüssigem Klärschlamm, stroharmem Frischmist (TS-Gehalt <14%), Geflügelmist, Geflügel-trockenkot

- während der Periode vom 15. Oktober bis 1. März auf nicht bedeckten Böden,

- während der Periode vom 15. Oktober bis 15. Februar auf bedeckten Böden (=Ackerwinterkulturen, Zwischenfrüchte, Grünbrachen),

- während der Periode vom 15. November bis 15. Februar auf Wiesen und Weiden

verboten.

Was die Ausbringung von strohareichem Frischmist, Kompost und Trockenmist (TS-Gehalt >14%) anbelangt, führt das Nitratreglement keine solchen Ausbringungsverbotsperioden auf.

ad 2. In Luxemburg wird die Beratung über sogenannte Beratungsmodule seitens der Beratungsdienststellen organisiert und integral beziehungsweise zu großen Teilen über das Landwirtschaftsministerium finanziert. Das Modul Düngeberatung beschäftigt sich mit den oben genannten Aspekten und dient den Landwirten als Hilfestellung. Weiterhin gilt es, die moderne Technik zu nutzen und das umfassende Wetterdatennetz in Luxemburg ebenfalls als Entscheidungshilfe mit einzubeziehen in puncto Frosttiefe, jedoch ebenfalls unter Einbeziehung der Wettervorhersage für die folgenden Tage. Die landwirtschaftlichen Verwaltungen werden ebenfalls häufig in solchen Fällen als Entscheidungshilfe konsultiert.

ad 3. Der Einsatz der Verteiltechnik für flüssige

¹ <http://www.strickhof.ch/medium.php?id=59311&path=userfiles/CMS/59311-aus-bringen-quelle-mist-winter2015.pdf>

² z. B.: Règlement grand-ducal du 9 juillet 2013 relatif aux mesures administratives dans l'ensemble des zones de protection pour les masses d'eau souterraine ou parties de masses d'eau souterraine servant de ressource à la production d'eau destinée à la consommation humaine, règlement grand-ducal du 24 août 2016 instituant une prime à l'entretien du paysage et de l'espace naturel et à l'encouragement d'une agriculture respectueuse de l'environnement, règlement grand-ducal du 24 mai 2017 instituant des régimes d'aide en faveur de méthodes de production agricole respectueuses de l'environnement...

³ <http://legilux.public.lu/eli/etat/leg/rgd/2000/11/24/n5/jo>



Wirtschaftsdünger ist in Luxemburg gesetzlich nicht geregelt. Bodennahe Ausbringungstechniken haben einen wesentlichen Einfluss auf die Ammoniakemissionen, vor allem in den Sommermonaten oder an wärmeren Tagen. Hier stehen demnach vordergründig die Reduktionsziele für Luxemburg im Bereich Ammoniak im Rahmen der Umsetzung der Richtlinie (EU) 2016/2284 über die Reduktion der nationalen Emissionen bestimmter Luftschadstoffe im Fokus, wissend, dass ca. 90% dieser Emissionen aus der Landwirtschaft stammen. Im Rahmen der freiwilligen Agrarumweltklimaprogramme in der Landwirtschaft bietet das Landwirtschaftsministerium interessierten Landwirten finanzielle Anreize zur bodennahen Ausbringung an.

ad 4. Artikel 7 des abgeänderten Nitratreglements vom 24. November 2000 sieht Ausnahmen zu den allgemeingültigen Bestimmungen vor, z. B. bei ungewöhnlich lang anhaltenden Frostperioden.

Auf individuelle Anfrage hin können Landwirtschaftsminister/-in und Umweltminister/-in eine solche Ausnahmegenehmigung erteilen, sofern die in Artikel 7 aufgeführten Bestimmungen eingehalten wurden bzw. werden.

Bis zu diesem Tage wurde noch keine solche Anfrage im Bewirtschaftungsjahr 2017-2018 eingereicht.

Vollständigkeitshalber sei erwähnt, dass in den vergangenen Monaten mehrere Verstöße gegen die derzeit gültigen Bestimmungen festgestellt wurden.

ad 5. Allgemein gilt, dass bei nicht aufnahmefähigen Böden oder drohender Umweltgefährdung eine Gülleausbringung zu unterbleiben hat.

Der mit der Gülle ausgebrachte Stickstoff ist teils organisch an die Festsubstanz gebunden, teils liegt er in Ammoniumform in der flüssigen Phase vor. Beide Formen brauchen die Umsetzung über die Mikroorganismen des Bodens, um in Form von Nitrat den Pflanzen als Nährstoff zur Verfügung stehen zu können. Diese Umwandlung, auch Mineralisation genannt, beginnt in etwa ab 5°C und braucht, je nach Witterung, Wochen bis mehrere Monate. In der Zwischenzeit haftet Ammonium am Tonhumuskomplex des Bodens und der organische Stickstoff an der Bodenoberfläche. Mit dem Erwärmen der Böden und dem aufkommenden Nährstoffbedarf der Pflanzen im Frühjahr stehen den Kulturen dann ab Vegetationsbeginn Nährstoffe zum richtigen Zeitpunkt zur Verfügung. Erwähnt sei ebenfalls, dass inzwischen in milden Wintern streckenweise über mehrere Wochen Pflanzenwachstum möglich ist.

Der organische Kohlenstoff ist an die feste Phase der organischen Dünger gebunden. Sein Einfluss auf die Humusbildung wird nicht vom Termin der Ausbringung beeinflusst, sondern eher von seinem C/N-Verhältnis.

ad 6. Ungeachtet der Gültigkeit anderer Regelungen, müssen laut Artikel 8 des abgeänderten Nitratreglements vom 24. November 2000 alle betroffenen landwirtschaftlichen Betriebe seit dem 30. Juni 2015 über eine Mindestkapazität von sechs Monaten verfügen.

Question 3663 (01.03.2018) de M. Laurent Mosar (CSV) concernant l'application de la loi du 18 décembre 2015 à un établissement de crédit luxembourgeois:

Le 13 février 2018, un département du Trésor américain accuse l'établissement de crédit letton ABLV Bank de blanchiment d'argent.

C'est dans la suite que la BCE impose un moratoire à l'entité lettone afin de stabiliser sa situation. La CSSF imposera le même moratoire à la filiale luxembourgeoise de cette banque, ABLV Bank Luxembourg.

Plus tard, la CSSF introduit une requête en sursis de paiement vis-à-vis d'ABLV Bank Luxembourg auprès du tribunal d'arrondissement de Luxembourg.

Le 23 février 2018, la Banque centrale européenne (BCE) constate que ABLV Bank, de même que sa filiale luxembourgeoise, sont en état de faillite ou de faillite probable conformément au Mécanisme de résolution unique (MRU).

Le même jour, le Conseil de résolution unique n'a pas pris de décision de liquidation de l'entité luxembourgeoise, mais conclut comme suit:

«The decision is addressed to the National Resolution Authority in Luxembourg, the Commission de surveillance du secteur financier, which should implement [the resolution] in accordance with the national law.»

C'est donc la première fois que la loi du 18 décembre 2015 relative à la défaillance des établissements de crédit et de certaines entreprises d'investissement vient à s'appliquer.

Au vu de ce qui précède, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Monsieur le Ministre peut-il expliquer la procédure suivant laquelle la filiale luxembourgeoise de l'établissement de crédit letton sera liquidée?

- Quel rôle reviendra dans ce contexte à la CSSF, en tant que Conseil de résolution? Est-ce que le Conseil de résolution a déjà procédé à la nomination d'un administrateur spécial?

- Est-ce que le Fonds de résolution Luxembourg (FRL) sera mis à contribution? Le FLR pourra-t-il, le cas échéant, être mis à contribution au niveau de la résolution du groupe? Le FRL a-t-il, depuis son institution, déjà été mis à contribution?

- De combien de moyens financiers dispose le FRL actuellement? Le FRL a-t-il déjà eu recours à des moyens de financement alternatifs et dans l'affirmative, lesquels et à quelle hauteur? Monsieur le Ministre peut-il m'informer si du fait de l'intervention du FRL, les contributions annuelles à percevoir en vue d'atteindre le niveau cible à l'horizon 2024 seront revues à la hausse?

- Monsieur le Ministre peut-il m'indiquer les moyens financiers actuellement à disposition du Fonds de garantie des dépôts (FGDL)? Monsieur le Ministre peut-il confirmer que potentiellement 1.000 déposants pourraient bénéficier d'une couverture allant jusqu'à 100.000 €, i. e. que le FGDL devrait potentiellement déboursier 100.000.000 €, comme le suggère un hebdomadaire dans son édition d'aujourd'hui?

- Monsieur le Ministre a-t-il connaissance d'éventuels problèmes d'identification des bénéficiaires finaux des avoirs financiers déposés auprès d'ABLV Bank Luxembourg? Le FGDL est-il obligé de dénoncer d'éventuels soupçons de blanchiment à la CSSF respectivement au parquet?

- Qu'advient-il enfin des 24 salariés actuellement employés par l'entité luxembourgeoise?

Réponse (04.04.2018) de M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances:

Le tribunal d'arrondissement de Luxembourg, siégeant en matière commerciale, a prononcé le 9 mars 2018 le sursis de paiement à l'encontre de la banque ABLV Bank Luxembourg SA, et a nommé deux administrateurs judiciaires. La filiale bancaire luxembourgeoise de la banque lettone ABLV Bank AS, n'a donc pas été mise en liquidation. Quant à la maison mère lettone, ABLV Bank AS, celle-ci a opté pour une mise en liquidation volontaire en Lettonie.

Suite à la décision du Conseil de résolution unique en date du 23 février de ne pas prendre de mesure de résolution pour ABLV Bank Luxembourg SA, le Conseil de résolution national a pris acte qu'il n'y a pas lieu de prendre une mesure de résolution. Le Conseil de résolution n'était dès lors pas compétent pour nommer un administrateur spécial. Au vu de la décision du Conseil de résolution unique, le Fonds de résolution Luxembourg (FRL) n'est pas mis à contribution.

Le FRL n'a d'ailleurs jamais été activé depuis sa création et n'a dès lors jamais été amené à recourir à des sources de financement alternatives. Les assises financières du FRL sont communiquées à la Chambre des Députés dans le cadre du rapport d'activités visé à l'article 105, paragraphe 6 de la loi du 18 décembre 2015 relative à la défaillance des établissements de crédit et de certaines entreprises d'investissement.

De même, les assises financières du FGDL sont communiquées à la Chambre des Députés dans le cadre du rapport d'activités visé à l'article 154, paragraphe 6 de la loi précitée.

ABLV Bank Luxembourg SA est tenue, au titre de la législation antiblanchiment en vigueur au Luxembourg, de connaître l'identité des ayants droit économiques des avoirs financiers déposés auprès d'elle. Il appartient à la banque (représentée maintenant par les administrateurs nommés par le tribunal d'arrondissement de Luxembourg siégeant en matière commerciale), et le cas échéant au réviseur d'entreprises et à la CSSF de faire des déclarations d'opérations suspectes.

Il n'appartient pas au Ministre des Finances de se prononcer sur des informations parues dans

la presse concernant les conséquences du sursis de paiement prononcé à l'encontre de la banque ABLV Bank Luxembourg SA La situation des salariés de la banque n'est pas encore déterminée.

Question 3664 (01.03.2018) de M. Roy Reding (ADR) concernant le droit de préemption:

La mise en pratique de la législation sur le droit de préemption de certaines puissances publiques pose des problèmes concrets:

a) Dans le cadre d'un compromis de vente signé entre parties portant sur plusieurs parcelles et dont certaines parcelles tombent sous le droit de préemption et d'autres non:

- le pouvoir préempteur dispose-t-il d'un droit de préemption dans ce cas?

- dans l'affirmative, est-il autorisé à acquérir uniquement les parcelles tombant sous les dispositions lui accordant un droit de préemption et non pas la totalité des parcelles faisant l'objet du compromis de vente?

- dans cette affirmative, quel sera alors le sort des parcelles non acquises par le pouvoir préempteur? L'acquéreur sur compromis ne pourra certainement pas être forcé à les acquérir seuls et le vendeur subirait une perte financière considérable se retrouvant avec des terres peut-être difficilement vendables.

- Si le pouvoir préempteur est autorisé à préempter uniquement un certain nombre de terrains, comment sera alors fixé le prix d'acquisition des parcelles dont le pouvoir préempteur veut faire l'acquisition alors que le compromis originaire a retenu un prix global pour une universalité de terrains?

b) En cas d'exercice du droit de préemption, la jurisprudence française retient dans le chef du vendeur le droit de refuser - sur base de l'intuitu personæ qui le lie à l'acquéreur sur compromis - de vendre au pouvoir préempteur. Quel est votre position à cet égard? Le vendeur peut-il, en cas d'exercice du droit de préemption, revenir sur sa décision et décider de ne plus vendre son terrain? Quelles directives avez-vous donné à cet égard aux pouvoirs préempteur sous votre autorité?

Réponse (16.04.2016) de M. Marc Hansen, Ministre du Logement:

D'abord, votre question parlementaire me semble étroitement liée à un courrier que vous m'avez envoyé via votre étude d'avocat seulement un jour après l'introduction de votre question à la Chambre des Députés, dans lequel vous me demandez de me positionner par rapport au même sujet, face à un cas précis d'un mandant à vous. Je reste perplexe quant à votre démarche et laisse au lecteur averti l'appréciation de votre approche.

Ceci étant dit, et indépendamment de ce constat, je remplis mon obligation envers un député en vous précisant que conformément à l'article 3 de la loi modifiée du 22 octobre 2008 portant promotion de l'habitat et création d'un pacte logement avec les communes, le pouvoir préemptant dispose d'un droit de préemption légal dès lors qu'une vente immobilière inclut une parcelle tombant sous le droit de préemption au sens dudit article, sans qu'il soit précisé que cette parcelle doit être vendue seule ou peut être vendue parmi d'autres. Il convient donc de répondre à la première question de l'honorable Député par l'affirmative.

Toutefois, dans l'hypothèse où un compromis de vente comprend une ou plusieurs parcelles tombant sous le droit de préemption ainsi que des parcelles pour lesquelles le pouvoir préemptant ne bénéficie pas d'un tel droit, alors le pouvoir préemptant - en l'occurrence la commune concernée respectivement le Fonds du logement - devra proposer au vendeur d'acquérir l'ensemble des parcelles énumérées au compromis de vente. Les conditions arrêtées dans le compromis sont donc à respecter dans sa globalité par le pouvoir préemptant, faute de l'existence d'un texte légal prévoyant un droit de préemption partiel, comme en France. En absence de jurisprudence en la matière à ce stade, telle est, à mon avis, la logique qui résulte de la lecture des textes législatifs.

La substitution d'un acheteur par un pouvoir préemptant légal, obligé d'accepter le compromis tel que négocié, exclut à mon avis aussi que le vendeur puisse se rétracter a posteriori de cette convention, puisque les conditions de la transaction restent inchangées pour lui. Dès lors, le principe de l'intuitu personæ, soulevé par l'honorable Député sous le point b) de sa question, ne serait pas applicable en droit luxembourgeois, surtout parce que la législation luxembourgeoise prévoit dans l'article 11,

alinéa 2, de la loi susmentionnée, qu'en cas d'exercice du droit de préemption, le pouvoir préemptant est explicitement en droit de demander judiciairement l'exécution forcée de l'opération d'aliénation ou la condamnation du propriétaire cédant au paiement de dommages et intérêts, une différence fondamentale par rapport aux textes français.

Finalement, il convient de souligner que le droit de préemption n'est exercé par le Fonds du logement - comme par les autres pouvoirs préemptants - que dans un intérêt général, et dans les seuls cas prévus par l'article 3, alinéa 2, de la prédite loi de 2008.

Question 3665 (01.03.2018) de M. Roy Reding (ADR) concernant le droit de préemption des communes:

Dans votre réponse à ma question parlementaire n°0202 concernant le droit de préemption des communes vous m'aviez donné une série d'informations qui nécessitent aujourd'hui un suivi:

- Concernant le monitoring réalisé en 2011 vous m'indiquiez que sur les deux dossiers qui ont fait l'objet de l'exercice du droit de préemption il y avait des affaires judiciaires en cours. Pouvez-vous m'indiquer si ces affaires sont aujourd'hui vidées et - dans l'affirmative - quel en a été le résultat?

- Vous annoncez le lancement imminent d'un second monitoring. Êtes-vous aujourd'hui en mesure d'en dévoiler le résultat?

- En général - et au-delà du seul exercice d'un droit de préemption - pouvez-vous m'indiquer combien d'acquisitions immobilières par des communes dépassant le seuil légal ont fait l'objet d'une approbation ministérielle en 2016 et en 2017 et combien de celles-ci résultent (pour quelles superficies et quels prix) de l'exercice du droit de préemption?

Réponse (10.04.2018) de M. Dan Kersch, Ministre de l'Intérieur:

L'honorable Député s'enquiert du résultat du «second monitoring» du Pacte logement. Il s'avère que ce 2^e monitoring date de l'année 2015 et que les résultats ont été présentés en date du 12 février 2015.

Il semble également avoir échappé à l'honorable Député que le 3^e monitoring du Pacte Logement a été présenté à la presse en date du 7 février 2018. Les détails des monitorings de 2015 et de 2017 sont, d'ailleurs, téléchargeables sur le site www.logement.lu.

Il ressort du reste du monitoring 2017 que les communes respectivement le Fonds du Logement ont acquis 21,9 ha de terrain par le biais du droit de préemption.

Il est rappelé que sont soumises à l'approbation du Ministre de l'Intérieur, en application de l'article 106.1^o de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988, seules les acquisitions d'immeubles ou de droits immobiliers des communes dont la valeur dépasse 250.000 euros.

Il ressort des statistiques du Ministère de l'Intérieur que 103 dossiers portant sur des acquisitions immobilières par les communes, dépassant le seuil légal, ont fait l'objet d'une approbation ministérielle en 2016. Aucun de ces dossiers ne résulte de l'exercice du droit de préemption par une commune en application de la loi dite Pacte Logement. Il en est d'ailleurs de même pour les 100 dossiers approuvés en 2017.

Les dossiers introduits devant les tribunaux émarqués par l'honorable Député ne relèvent pas de la compétence du Ministère de l'Intérieur.

Question 3666 (02.03.2018) de Mme Diane Adehm et M. Gilles Roth (CSV) concernant les cyberattaques:

La récente cyberattaque sur le réseau interne du «Bund» allemand semble n'être que la partie émergée de l'iceberg. D'après un expert d'une société de sécurité américaine, cette attaque ferait partie d'une multitude d'attaques orchestrées, semble-t-il, depuis la Russie et visant les Ministères des Affaires étrangères et de la Défense de nombreux pays de l'Union européenne.

Au vu de ce qui précède, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Premier Ministre, Ministre d'État, à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes et à Monsieur le Ministre de la Défense:



- Le Gouvernement peut-il confirmer qu'il n'y a pas récemment eu d'intrusion dans les serveurs publics luxembourgeois?

- Dans la négative, combien de cyberattaques ont été enregistrées sur une année? Quelle est la durée moyenne de ces attaques? Combien de temps les autorités publiques mettent-elles pour maîtriser/parer à une attaque? Quelle a été l'origine de chacune de ces attaques?

- Toujours dans la négative, le Gouvernement peut-il confirmer qu'aucune donnée sensible n'a pu être dérobée?

Réponse commune (17.04.2018) de **M. Xavier Bettel**, *Premier Ministre, Ministre d'État*, de **M. Jean Asselborn**, *Ministre des Affaires étrangères et européennes*, et de **M. Etienne Schneider**, *Ministre de la Défense*:

Nous avons l'honneur d'informer les honorables Députés qui, en se référant à la récente cyberattaque sur le réseau interne du «Bund», demandent s'il y a eu intrusion dans les serveurs publics luxembourgeois, que la dernière attaque sur les réseaux publics et constatée par les services compétents fut l'attaque par déni de service de février 2017, celle-ci ayant provoqué une saturation de certaines infrastructures informatiques. En conséquence de cette attaque, le Gouvernement a décidé la mise en place d'une série de mesures permettant de renforcer les mesures de sécurité de l'État, notamment en visant à étendre les capacités de monitoring préventif, à améliorer la détection d'intrusions et à renforcer la sécurisation des postes de travail.

Depuis lors, aucune intrusion dans les serveurs publics liés au réseau interne de l'État luxembourgeois n'a pu être identifiée par les services compétents. Il y a lieu de noter dans ce contexte que les services ont la possibilité de confier au CERT gouvernemental la possibilité de contrôler les serveurs connectés à Internet afin d'assurer que ces serveurs soient équipés des dernières mises à jour afin de réduire la surface d'attaque au maximum.

Question 3667 (02.03.2018) de **M. Laurent Mosar** (CSV) concernant l'annonce du **Président américain de mettre en place des barrières commerciales à l'importation sur le marché de la sidérurgie**:

En date du 1^{er} mars, le Président américain a annoncé que les États-Unis imposeraient prochainement des droits de douane de 25% sur les importations de l'acier et de 10% sur les importations de l'aluminium. Cette mesure entendrait à défendre les intérêts de l'industrie sidérurgique américaine qui aurait été «décimée» par des décennies de commerce inéquitable». L'Union européenne n'a pas tardé à réagir et a d'ores et déjà qualifié les mesures comme étant incompatibles avec les règles de l'Organisation mondiale du commerce (OMC). En plus, la Commission européenne vient d'annoncer qu'elle «va réagir fermement et proportionnellement pour défendre (ses) intérêts».

J'aimerais dès lors poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie:

1. Quelle est la position du Gouvernement luxembourgeois à l'égard des mesures protectionnistes annoncées par le Président américain?

2. Quel serait l'impact de ces barrières commerciales sur le marché de la sidérurgie au Luxembourg?

3. Quelles sont les mesures que le Gouvernement entend prendre pour défendre les intérêts de l'industrie sidérurgique luxembourgeoise face à ces mesures?

Réponse commune (03.04.2018) de **M. Etienne Schneider**, *Vice-Premier Ministre, Ministre de l'Économie*, et de **M. Jean Asselborn**, *Ministre des Affaires étrangères et européennes*:

ad 1. Le Gouvernement regrette la décision des États-Unis d'imposer des droits de douane sur les importations d'acier et d'aluminium, qui est entrée en vigueur le 23 mars dernier. La mise en place de mesures unilatérales ne constitue pas une solution appropriée au problème bien réel des surcapacités dans le domaine de l'acier et de l'aluminium.

Ces mesures ne sauraient être justifiées par des motifs de sécurité nationale. Elles présentent toutes les caractéristiques de mesures de sauvegarde économique et le Gouvernement soutient pleinement la Commission dans ses initiatives pour faire en sorte que les intérêts de l'UE soient pleinement protégés et pour répondre, le cas échéant, conformément aux règles de l'OMC, aux mesures prises par les États-Unis.

Le Gouvernement déplore tout particulièrement que les autorités américaines puissent présenter l'Union européenne et le Luxem-

bourg, des partenaires de longue date des États-Unis au niveau politique, économique et de sécurité, comme une menace à leur sécurité nationale.

ad 2. Le Luxembourg exporte près de 10% de sa production sidérurgique aux États-Unis, notamment des palplanches et des poutrelles. Bien que des produits niches à haute technicité, l'application de droits douaniers, notamment dans la durée, risque de pousser les manufacturiers américains à la recherche de solutions alternatives, peut-être moins performantes mais plus économiques.

De manière générale, l'accroissement de la rentabilité de la sidérurgie locale et le renforcement de la capacité concurrentielle de cette dernière risquent d'avoir des conséquences à long terme sur la capacité d'exportation de la sidérurgie luxembourgeoise vers les États-Unis.

Si les mesures de sauvegarde adéquates ne sont pas prises, l'industrie européenne et luxembourgeoise pourra également être impactée par l'arrivée accrue sur le marché européen de produits étrangers ne pouvant plus accéder au marché américain.

ad 3. Le Gouvernement luxembourgeois a offert son plein appui à la Commission européenne, qui est compétente en matière commerciale, soutenant avec vigueur les mesures annoncées en réaction à la décision américaine d'imposer des droits de douane sur les importations d'acier et d'aluminium et appelant tous les États membres à se montrer solidaires et soudés derrière cette dernière.

Compte tenu de l'impact potentiel sur l'industrie sidérurgique luxembourgeoise, le Luxembourg a activement participé aux démarches menées par l'Union européenne auprès des autorités américaines avant l'entrée en vigueur des droits de douane. Les autorités luxembourgeoises se tiennent prêtes à continuer d'apporter leur appui actif à la Commission dans le cadre des discussions à venir en vue de rendre l'exemption accordée à l'Union européenne permanente.

Elles poursuivront également leurs efforts afin que les intérêts de la sidérurgie luxembourgeoise soient pleinement pris en compte dans l'identification des produits à protéger contre d'éventuelles hausses des importations en Europe.

Membre du Forum mondial consacré aux surcapacités sidérurgiques, le Luxembourg continuera à y promouvoir la recherche d'une solution multilatérale aux problèmes que rencontre le secteur de la sidérurgie.

Question 3668 (05.03.2018) de **M. Jean-Marie Halsdorf** (CSV) concernant la **non-disponibilité du médicament générique rosuvastatine (Crestor)**:

Depuis le 1^{er} mars 2018, le médicament générique rosuvastatine (Crestor) est inscrit sur la liste positive des médicaments pris en charge par la Caisse nationale de santé.

Selon mes informations, ni les grossistes-distributeurs, ni les pharmacies du Luxembourg ne sont pour le moment approvisionnés par le médicament générique rosuvastatine (Crestor). Par conséquent, les assurés sont tenus de recourir au médicament princeps, dont la partie des frais qui ne sont pas remboursés par la CNS a quasiment triplé depuis le 1^{er} mars.

À titre d'exemple, la participation de l'assuré est passée de 11,08 euros à 28,47 euros pour rosuvastatine (Crestor) 10 mg, comprimé pelliculé, boîte de 98. Pour 20 mg/98 comprimés, la participation est passée de 16,88 euros à 49,52 euros, et pour 40 mg/98 comprimés, l'assuré doit désormais payer 82,43 euros au lieu de 25,95 euros.

Dans la mesure où un nombre non négligeable d'assurés sont concernés par cette situation, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale:

- Madame et Monsieur les Ministres peuvent-ils nous confirmer ces informations?

- Dans l'affirmative, est-ce que les pharmacies ont-elles été informées?

- Quels sont les critères pour qu'un médicament générique soit inscrit sur la liste positive des médicaments pris en charge par la CNS?

- Existe-t-il une procédure lorsqu'un médicament générique est inscrit sur cette liste positive?

- Quels sont les moyens pour éviter un tel cas de figure?

Réponse commune (05.04.2018) de **Mme Lydia Mutsch**, *Ministre de la Santé*, et de **M.**

Etienne Schneider, *Ministre de la Sécurité intérieure*:

Afin de diminuer les risques de non-disponibilité de médicaments génériques à base de rosuvastatine, les laboratoires avaient été informés au début du mois de février 2018 de l'introduction de leurs produits à base de rosuvastatine dans la base des médicaments pris en charge par la Caisse nationale de santé (CNS).

Le 8 mars 2018, Eurogenerics et le Comptoir pharmaceutique luxembourgeois (grossiste) ont informé que les médicaments génériques d'Eurogenerics (dont le médicament générique rosuvastatine EG) sont disponibles au Luxembourg, tous dosages et toutes tailles de conditionnement confondus.

Les titulaires d'une autorisation de mise sur le marché (AMM) de rosuvastatine générique ont omis d'informer la Ministre de la Santé de la date tardive (+/- un mois) de la mise sur le marché effective du rosuvastatine générique contrairement à ce qui est prévu par le règlement grand-ducal du 26 septembre 2006 qui dispose en son article 8-3 qu'«après la délivrance d'une autorisation de mise sur le marché, son titulaire informe le ministre de la date de la mise sur le marché effective du médicament, en tenant compte des différentes présentations autorisées».

Les médicaments génériques Rosuvastatine EG et Rosuvastatine Mylan sont dès à présent disponibles et le prix du médicament princeps Crestor a sensiblement baissé au 1^{er} avril 2018.

Les critères et la procédure d'inscription dans la liste positive des médicaments pris en charge par l'assurance maladie-maternité sont définis par le règlement grand-ducal du 12 décembre 2002 précisant les conditions et déterminant la procédure relatives à l'inscription d'un médicament sur la liste positive des médicaments pris en charge par l'assurance maladie et les statuts de la CNS.

Afin d'éviter un tel cas de figure, une mesure possible consisterait à rendre accessible aux prestataires, et ceci de façon informatisée et centralisée, l'information en vertu de laquelle un médicament est en rupture.

L'agence du médicament belge a mis en place une plateforme accessible au public via Internet où l'industrie pharmaceutique déclare quels médicaments sont en rupture de stock et indique la raison de la durée de cette rupture. Les données sont mises à jour de façon journalière. (https://www.afmps.be/fr/items-HOME/indisponibilites_de_medicaments)

Question 3669 (05.03.2018) de **M. Max Hahn** (DP) concernant le **temps de garde des pompiers volontaires**:

Le 21 février la Cour de justice de l'Union européenne a publié un arrêt d'une importance non négligeable. Opposant un pompier volontaire à la commune de Nivelles (B), la Cour a dû trancher quatre questions préjudicielles concernant certaines dispositions de la directive 2003/88/CE concernant certains aspects de l'aménagement du temps de travail. Une question consistait à savoir si le temps de garde d'un pompier volontaire doit être considéré comme temps de travail. À ce sujet la Cour a répondu que «le temps de garde qu'un travailleur est contraint de passer à domicile avec l'obligation de répondre aux appels de son employeur dans un délai de huit minutes - ce qui restreint très significativement les possibilités d'exercer d'autres activités - doit être considéré comme du temps de travail». Sachant que chaque travailleur a droit à un certain nombre d'heures de repos hebdomadaires, cet arrêt risque d'avoir des répercussions sur le temps disponible des secouristes volontaires pour exercer leur activité bénévole.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Intérieur:

- Est-ce que l'arrêt de la Cour de justice de l'Union européenne a des répercussions sur le fonctionnement des services de secours au Luxembourg, notamment sur le temps de garde des secouristes bénévoles?

- La situation changera-t-elle après l'entrée en vigueur de la réforme des services de secours?

- Sous quelles conditions les secouristes volontaires mineurs peuvent-ils prester des heures de garde?

Réponse (17.04.2018) de **M. Dan Kersch**, *Ministre de l'Intérieur*:

Par le biais de sa question parlementaire, l'honorable Député Max Hahn souhaite obtenir des précisions au sujet des répercussions que pourrait avoir l'arrêt de la Cour de justice de l'Union européenne dans l'affaire dite «Matzak», rendu le 21 février 2018, qui concerne

l'interprétation et l'application de la directive 2003/88/CE du Parlement européen et du Conseil du 4 novembre 2003 concernant certains aspects de l'aménagement du temps de travail.

À ce stade, il ne peut être exclu que l'arrêt précité de la Cour de justice de l'Union européenne exerce à moyen terme des répercussions sur tous les États membres de l'Union européenne qui, comme le Luxembourg, dépendent en grande partie des pompiers volontaires pour assurer les missions de sécurité civile de toute nature. Le temps de garde exercé par les volontaires, prévu par les dispositions de la loi du 27 mars 2018 portant organisation de la sécurité civile, pourrait se voir fortement limité par l'application de la directive susmentionnée. Concrètement, qualifier un pompier volontaire de travailleur, viendrait à dire qu'il ne pourra offrir que peu d'heures de disponibilité en tant que pompier, à côté de ses heures travaillées auprès d'un employeur privé ou public, comme la directive susmentionnée limite la durée de temps de travail effectif par an.

Le système luxembourgeois des services de secours reposant essentiellement sur l'engagement volontaire y serait sans doute grand perdant. Il est évident qu'une telle approche entraîne une contrainte managériale forte pour les services de secours, tout en présupposant une immixtion intolérable dans la vie privée des pompiers volontaires pour s'assurer du respect du temps de travail maximum autorisé. Pour ce qui est des jeunes pompiers, il y a lieu de préciser que les mineurs âgés de 16 ans au moins peuvent également être amenés à effectuer des heures de garde, sous réserve de l'accord préalable de leur représentant légal.

D'autre part, l'arrêt de la Cour ne fait que confirmer l'utilité et l'importance énorme de la réforme des services de secours qui a été réalisée au Luxembourg par le vote de la loi précitée et qui entrera en vigueur le 1^{er} juillet 2018. De ce fait, le pays est bien préparé à toute éventualité, si déplorable soit-elle, et pourra mieux anticiper les errements d'une interprétation stricte de la directive 2003/88/CE.

Toujours est-il que l'arrêt susmentionné n'est pas directement opposable en droit luxembourgeois, même s'il constitue, comme je l'ai développé ci-dessus, une menace non négligeable pour le modèle des services de secours au Luxembourg comme dans bien d'autres pays.

Pour réagir face à une telle situation, mes services, en concertation avec d'autres ministères concernés, sont en train d'analyser en détail les effets potentiels de l'arrêt susmentionné. En effet, il y a lieu de se poser la question si la problématique identifiée ne touche pas d'autres domaines de la vie sociétale reposant sur l'engagement bénévole.

Le Gouvernement ne tardera pas à élaborer des options possibles pour trouver des solutions à finaliser au niveau européen, dont celle d'une exemption partielle des pompiers volontaires de l'application de la directive mentionnée ci-dessus. L'objectif est d'éviter que l'arrêt «Matzak» signifie la fin du service volontaire, non seulement pour le Luxembourg, mais également pour bien d'autres États membres.

Question 3670 (05.03.2018) de **Mme Nancy Arendt** (CSV) concernant le **nouveau site du «Sportlycée»**:

Kürzlich hat der Bildungsminister in einem Radiointerview angekündigt, dass die Regierung prüfen wolle, ob man das neue Sportlyzeum nicht im Stadtteil Gasperich, neben dem künftigen „Lycée technique du Centre“ und dem „Lycée Vauban“, ansiedeln könne. Sollte ausreichend Platz zur Verfügung stehen, könnte dieses Projekt bis Ende 2025 abgeschlossen werden.

Vor diesem Hintergrund möchte ich folgende Fragen an die Regierung stellen:

- Wissend, dass am aktuellen Standort des Sportlyzeums beim INS auf Cents Sportinfrastrukturen bestehen, plant die Regierung auch beim Neubau eigene Sportinfrastrukturen?

- Wenn ja, wie viel Bauland wird dann benötigt?

- Plant die Regierung, ein Internat für die Sportlyzeum-Schüler mit ein?

- Wenn nicht, sollen die Schüler auf übers Land verteilt, bestehende Infrastrukturen wie die



Coque, die Fußballschule in Monnerich, das geplante Velodrom in Mondorf etc. zurückgreifen?

- Wäre es gegebenenfalls nicht sinnvoller, das zukünftige Sportlyzeum bei einer der oben genannten bestehenden Infrastrukturen anzusiedeln? Prüft die Regierung auch diese Möglichkeiten?

- Wird genau überprüft, wie viel Zeit die Schüler gegebenenfalls für den Transport vom Lyzeum zur jeweiligen Sportstätte einplanen müssen?

Réponse commune (10.04.2018) de **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*, de **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*, et de **M. Romain Schneider**, *Ministre des Sports*:

Da die bestehenden Infrastrukturen des Sportlyzeums auf Fetschenhof an ihre Grenzen stoßen, denkt die Regierung in der Tat über einen Neubau nach. Die bestehenden Infrastrukturen könnten vollständig von der École nationale de l'éducation physique et des sports (ENEPS) und dem Institut de formation de l'éducation nationale (IFEN) übernommen werden.

Das neue Sportlyzeum wird selbstverständlich ebenfalls Sportinfrastrukturen und ein Internat für die Schülerinnen und Schüler umfassen. Der Standort der neuen Schule sollte sich in der Nähe eines weiteren Gymnasiums befinden, damit das schulische Angebot für die interessierten Sportlerinnen und Sportler ausgebaut werden kann. Eine gute Anbindung an das öffentliche Verkehrsnetz ist eine weitere Voraussetzung, um den Schülerinnen und Schülern umstandslos zu ermöglichen, andere bestehende Sportinfrastrukturen problemlos zu erreichen.

Aktuell wird in einer Vorstudie überprüft, ob auf dem sogenannten Gelände „Midfield“, nahe der Tramlinie, wo auch der zukünftige Neubau des „Lycée technique du Centre“ geplant ist, noch genügend Raum für ein weiteres Gymnasium besteht.

Erst nach Auswertung dieser Vorstudie werden die Detailplanungen in Bezug auf ein neues Sportlyzeum beginnen.



Question 3671 (05.03.2018) de **Mme Sylvie Andrich-Duval** (CSV) concernant les **cartes d'accès aux services de transport pour personnes à mobilité réduite (Adapto)**:

Le formulaire de la demande en obtention d'une carte d'accès au service transport pour personnes à mobilité réduite ainsi que le site Internet du ministère mentionnent un certain nombre de critères selon lesquels les personnes concernées sont susceptibles d'obtenir une carte d'accès.

D'après mes informations, la carte d'accès au service Adapto à été refusée par le passé, et ceci à plusieurs reprises, à des personnes présentant des handicaps lourds. À titre d'exemple, je me permets de citer des cas de personnes:

- à mobilité réduite et souffrant d'épilepsie réfractaire, donc résistante à toute médication établie par un médecin spécialiste en neurologie,

- présentant une incapacité mentale alourdie par une orientation spatio-temporelle défilante,

- disposant encore d'un permis de conduire, mais desquelles on exige de renoncer à leur permis afin de pouvoir bénéficier de la carte Adapto, malgré la nécessité avérée d'une formule «combinée».

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre considère-t-il que les décisions en question sont conformes aux principes de la Convention des Nations Unies relative aux droits des personnes handicapées ratifiée par le Luxembourg en 2011 et qui dispose que la mobilité personnelle des personnes handicapées est l'une des conditions sine qua non à leur participation autonome et égalitaire à la vie sociale?

- De quelles qualifications disposent les personnes qui préparent les prises de décision en la matière? S'agit-il d'une personne isolée ou d'une commission? Monsieur le Ministre n'en-

trevoit-il pas l'utilité d'adjoindre un expert du domaine médical pour le traitement de ce type de demandes étant donné que les certificats médicaux annexés aux demandes ne semblent pas donner satisfaction?

- La liste publique des critères en vue de l'obtention d'une carte d'accès aux services Adapto est-elle exhaustive? Si non, ne serait-il pas utile de rendre public l'ensemble des critères dans un souci de transparence?

- Ces critères sont-ils assez précis par rapport à la réalité vécue des personnes handicapées?

- Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas qu'il faudrait adapter lesdits critères au fur et à mesure aux nouveaux besoins pouvant se présenter, ceci en concertation avec les personnes handicapées ou leurs représentants?

Réponse (17.04.2018) de **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

Les exemples concrets avancés par l'honorable Députée sur des cartes d'accès non accordées ne peuvent malheureusement pas être vérifiés par mon service alors que chaque demande est évaluée sur l'ensemble des données introduites qui font en l'occurrence défaut. En ce qui concerne l'exigence d'une renonciation au permis de conduire dans le cadre d'une demande Adapto, je précise que cette procédure est requise en cas de certificat médical indiquant que le requérant n'est plus apte à la conduite. D'ailleurs, il existe bien des cas de personnes s'étant présentées devant la commission médicale des permis de conduire instituée au sein du Ministère du Développement durable et des Infrastructures, Département des transports, qui se sont vu accorder les transports Adapto tout en gardant la possibilité de conduire un véhicule.

La Convention des Nations Unies relative aux droits des personnes handicapées (CRDPH), et notamment son article 20 sur la mobilité personnelle des personnes handicapées invoqué par l'honorable Députée, n'est pas très précise quant aux mesures et modalités à choisir par les gouvernements qui restent autonomes pour promouvoir cette mobilité.

(«Les États Parties prennent des mesures efficaces pour assurer la mobilité personnelle des personnes handicapées, dans la plus grande autonomie possible, y compris en:

a) facilitant la mobilité personnelle des personnes handicapées selon les modalités et au moment que celles-ci choisissent, et à un coût abordable;

b) facilitant l'accès des personnes handicapées à des aides à la mobilité, appareils et accessoires, technologies d'assistance, formes d'aide humaine ou animale et médiateurs de qualité, notamment en faisant en sorte que leur coût soit abordable;

c) dispensant aux personnes handicapées et aux personnels spécialisés qui travaillent avec elles une formation aux techniques de mobilité;

d) encourageant les organismes qui produisent des aides à la mobilité, des appareils et accessoires et des technologies d'assistance à prendre en compte tous les aspects de la mobilité des personnes handicapées.»)

Quoi qu'il en soit, le Gouvernement luxembourgeois a approuvé la CRDPH ainsi que son protocole additionnel et le Ministère de la Famille et de l'Intégration a élaboré un plan d'action de mise en œuvre de la CRDPH qui vise à encourager une plus grande indépendance des personnes handicapées.

Il s'ensuit que le Département des transports ainsi que tous les acteurs et opérateurs de réseaux de transports publics nationaux font des efforts considérables pour augmenter l'accessibilité des moyens et infrastructures des transports publics.

En effet, les réalisations sont multiples et consistent en l'acquisition de matériel accessible à tous (Niederflur, Low Entry...), annonces sonores dans les véhicules, affichages en temps réel sur les applications, panneaux d'affichage dans les autobus, affichages des numéros de ligne en couleurs sur les arrêts d'autobus pour une meilleure identification, développement d'applications mobiles (smartphones, web), vente automatique et par web shop de produits tarifaires électroniques, formation des conducteurs d'autobus de ligne.

Le transport public est d'ailleurs gratuit pour les personnes handicapées disposant d'une carte d'invalidité établie par le Ministère de l'Intérieur.

Finalement, l'accessibilité est également maximale pour le tram. J'insiste à relever aussi que pour tous les futurs projets d'infrastructure et d'information, cette politique est poursuivie et l'accessibilité sera encore améliorée; tous les futurs pôles d'échange seront réalisés dans un

«design for all»; une «multimodale Fahrplan-auskunft» du Verkeiersverbond permettra de planifier un voyage avec tous les éléments sur l'accessibilité («Umsteigebauwerke»), reprenant des informations sur les infrastructures et d'éventuels obstacles tels qu'escaliers ou ascenseurs.

Tous ces efforts reflètent parfaitement les objectifs visés dans le cadre de la politique d'inclusion poursuivie par le Gouvernement.

Le service de transport spécifique Adapto constitue un complément à ces transports publics ordinaires et dépasse considérablement les mesures indiquées par la CRDPH. La loi modifiée du 29 juin 2004 sur les transports publics indique que sont considérés comme «services occasionnels spécifiques les transports de personnes qui n'ont pas un caractère régulier et qui sont effectués en faveur d'une catégorie déterminée de voyageurs moyennant des véhicules spécifiquement équipés, en présence de l'impossibilité d'y satisfaire dans le cadre de l'offre des services réguliers». Il n'existe à l'heure actuelle pas de législation plus précise quant aux critères particuliers d'admission au service de transport Adapto ou encore à son exploitation, à part des conditions fixées dans les contrats de concession signés entre le Ministère du Développement durable et des Infrastructures et chaque exploitant.

Je suis d'avis que toutes les mesures précitées de même que les décisions prises par le Département des transports dans le contexte de l'évaluation individuelle des facultés du passager tout en tenant compte des possibilités de transports publics existantes sont tout à fait conformes aux principes de la CRDPH ainsi qu'au Plan d'action de mise en œuvre de la CRDPH.

À ma connaissance d'ailleurs, il n'existe ni dans nos pays voisins ni parmi ceux qui ont approuvé la CRDPH un service de transport tellement sophistiqué qu'est le service Adapto, dont le budget annuel s'élève à quelque 13 millions d'euros.

Une évaluation des demandes est effectuée par plusieurs agents de la Direction des transports publics, prenant en compte les facultés individuelles du passager ainsi que les possibilités existantes de transports publics. Certains cas sont évalués au sein de la Commission médicale des permis de conduire.

Dans le cadre du projet de renouvellement du site du ministère consistant en un nouveau portail transports, projet entamé en été dernier et s'achevant à court terme, il est prévu de publier plus d'informations sur les transports Adapto.

Le formulaire de demande du service Adapto a été établi par les agents du Département des transports, après concertation avec divers responsables au sein du Ministère de la Famille et de l'Intégration, du Ministère de l'Intérieur ainsi que du Ministère de la Sécurité sociale, en 2014.

Les critères sont évidemment susceptibles d'être adaptés en cas de besoin. Je rappelle cependant que le service Adapto visait initialement surtout les personnes avec un handicap physique, en particulier en fauteuil roulant ou aveugles, mais que les demandes de la part de personnes avec un handicap mental ou des déficiences intellectuelles se sont multipliées les dernières années. Ces handicaps et leurs conséquences sont difficilement saisissables et la description détaillée sur les fonctions locomotrices, cognitives et d'orientation sont d'autant plus importantes. Ainsi, une entrevue est d'ailleurs planifiée à ce sujet avec des experts dans ce domaine, avec des responsables du Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région.



Question 3672 (06.03.2018) de **Mme Taina Bofferding** (LSAP) concernant le **harcèlement sexuel au lieu de travail**:

Selon un sondage de l'Ifop (Institut français d'opinion publique) pour le site Internet «VieHealthy», près d'une femme sur trois (32%) aurait été victime d'une forme de harcèlement sexuel au cours de sa carrière, le plus fréquemment de formes verbales ou visuelles de harcèlement sexuel et de contacts physiques légers. Selon cette même enquête, seulement une minorité des femmes concernées s'est adressée à un responsable ou à une personne pouvant résoudre le problème.

Dans ce contexte, j'aimerais poser à Monsieur le Ministre les questions suivantes:

1. Monsieur le Ministre dispose-t-il de chiffres ou d'informations concernant l'ampleur du phénomène du harcèlement sexuel au lieu de travail au Luxembourg?

2. Monsieur le Ministre dispose-t-il de chiffres sur la proportion des cas de harcèlement sexuel au lieu de travail dans lesquels la victime dépose plainte respectivement entraînant un procès, voire une condamnation de l'auteur?

3. Quelles mesures Monsieur le Ministre envisage-t-il pour prévenir le harcèlement sexuel au lieu de travail?

Réponse (06.04.2018) de **M. Nicolas Schmit**, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire*:

En réponse à la question 1, il y a lieu de noter que l'Inspection du travail et des mines (ci-après ITM) ne dispose pas de chiffres sur l'ampleur du phénomène du harcèlement sexuel sur le lieu de travail au Luxembourg.

En ce qui concerne la question 2, il faut noter qu'en matière de harcèlement sexuel sur le lieu de travail, sept demandes de renseignement et aucune plainte ont été adressées à l'ITM au cours de l'année 2016.

Pour l'année 2017, douze demandes de renseignements et une plainte ont été adressées à l'ITM. En ce qui concerne la plainte, il faut préciser que cette dernière n'a pas abouti à une continuation du dossier auprès du ministère public en raison de faute de preuves.

L'ITM ne dispose par contre pas de chiffres sur la proportion des cas de harcèlement sexuel au lieu de travail dans lesquels la victime a déposé une plainte auprès des juridictions du travail et ayant entraîné un procès, voire une condamnation de l'auteur.

En réponse à la question 3, il convient de rappeler que le harcèlement sexuel fait l'objet d'une réglementation légale depuis l'entrée en vigueur de la loi du 26 mai 2000 concernant la protection contre le harcèlement sexuel à l'occasion des relations de travail, dont les dispositions sont actuellement reprises au sein du Code du travail (articles L.245-1 et suivants).

Les dispositions précitées prohibent toute forme de harcèlement sexuel au travail, sous forme physique, verbale ou non verbale, et mettent à disposition des victimes une série de procédures pour leur permettre de se défendre.

Parmi les mesures de prévention à envisager, on peut citer notamment des mesures de sensibilisation et de formation des salariés.

Ces mesures de sensibilisation et de formation devraient surtout viser les supérieurs hiérarchiques et dirigeants d'équipe qui sont quotidiennement appelés à embaucher, diriger, contrôler et sanctionner les salariés.

La sensibilisation aurait pour effet de faire prendre conscience aux dirigeants d'équipes des problèmes relatifs au harcèlement sexuel et leur permettrait de se remettre en question et de surveiller leurs propres comportements. Ainsi, des conflits liés à des préjugés ou attitudes discriminatoires fondées sur le sexe entre des salariés et leur supérieur hiérarchique pourraient être évités.

Aussi, la formation permettrait aux salariés et aux personnes occupant des postes à responsabilité de prendre connaissance de la législation antidiscriminatoire fondée sur le sexe afin qu'ils soient en mesure de détecter les cas de discrimination et de pouvoir y fournir une réponse adéquate.

Pareilles démarches pourraient avoir un effet bénéfique sur l'ambiance et les conditions de travail créant un climat de travail serein et motivant pouvant avoir des répercussions bénéfiques sur l'entreprise.



Question 3673 (06.03.2018) de **M. Gusty Graas** (DP) concernant la **liste de l'ONU recensant des entreprises implantées dans des colonies israéliennes**:

Le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme aurait établi une liste recensant entre 150 et 200 entreprises dans des colonies israéliennes implantées sur des territoires palestiniens avec l'argument que ces entreprises profiteraient des flux financiers illicites, générés par une occupation illégale de ces territoires.

Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes:

1. Monsieur le Ministre peut-il confirmer l'établissement de cette liste?

2. Dans l'affirmative, quelle est la position du Luxembourg face à cette liste?

3. Quelles pourraient être les conséquences politiques en cas de publication de cette base de données?

4. Est-ce qu'une telle liste pourrait améliorer le sort des Palestiniens ou favoriser la recherche de la paix dans cette région?



5. Est-ce qu'une telle liste pourrait acquérir le statut d'un document légal?

Réponse (03.04.2018) de **M. Jean Asselborn**, *Ministre des Affaires étrangères et européennes*:

ad 1. Oui, le Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH) a confirmé l'existence d'une telle liste le 31 janvier 2017. Le contenu de cette liste n'est à l'heure actuelle pas public et, selon le HCDH, il est incomplet.

La liste contient une base de données des entreprises impliquées dans les activités décrites au paragraphe 96 du rapport de la mission internationale indépendante d'établissement des faits chargée d'étudier les effets des colonies de peuplement israéliennes sur les droits civils, politiques, économiques, sociaux et culturels des Palestiniens dans le Territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est. Le rapport du Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme à ce sujet a été présenté au Conseil des droits de l'homme lors de sa 37^e session, en application de la résolution 31/36 de ce même Conseil; il est librement accessible (<https://undocs.org/fr/A/HRC/37/39>). Ce rapport renseigne sur le nombre total d'entreprises par pays qui figurent sur la liste, mais ne révèle pas leur identité.

ad 2. Référence est faite au communiqué du Ministère des Affaires étrangères et européennes du 3 juillet 2014 décrivant les «Messages communs visant à sensibiliser les entreprises et les citoyens de l'UE par rapport à la participation à des activités économiques et financières dans les colonies israéliennes». Le Luxembourg considère que les colonies israéliennes sont illégales au regard du droit international, puisqu'elles «sont développées sur un territoire occupé et ne sont pas reconnues comme partie légitime du territoire israélien». Cette illégalité implique pour les entreprises que «les transactions financières, les investissements, les achats, les acquisitions et d'autres activités économiques (y compris le tourisme) dans les colonies israéliennes ou profitant aux colonies israéliennes comportent des risques économiques et juridiques». Ces risques économiques et juridiques découlent notamment du fait qu'en «cas de différends, il pourrait être très difficile pour les États membres [de l'UE] d'assurer la protection nationale de leurs intérêts», ainsi que «des potentielles implications, au niveau de leur réputation, que pourrait avoir leur participation à des activités économiques et financières dans des colonies».

ad 3. et 4. Le HCDH a été mandaté par le Conseil des droits de l'homme en mars 2016 d'identifier des entreprises impliquées dans la construction de colonies, leur surveillance, le transport de matériel de construction et les opérations financières finançant leur construction. Selon le HCDH, les entreprises contribuent à la confiscation des terres, facilitent le transfert de populations et sont impliquées dans l'exploitation des ressources naturelles de la Palestine. Les colonies constituent un obstacle majeur à la paix et elles menacent de rendre la solution à deux États impossible. En utilisant la stratégie du «naming and shaming», une publication de la liste pourrait dissuader ces entreprises, et d'autres entreprises à l'avenir, à soutenir, directement ou indirectement, la colonisation.

ad 5. Le rapport du Haut-Commissaire souligne que la «création de la base des données n'est pas une démarche d'ordre judiciaire». La base de données ne peut avoir d'effet juridiquement contraignant au niveau international qu'à condition qu'elle soit intégrée dans une résolution du Conseil de sécurité des Nations Unies, ce qui paraît peu probable à l'heure actuelle.

Question 3674 (06.03.2018) de **MM. Laurent Mosar** et **Gilles Roth** (CSV) concernant les **arrêts n°132 et 133 de la Cour constitutionnelle**:

Par deux arrêts du 2 mars 2018, la Cour constitutionnelle luxembourgeoise vient de déterminer la portée de l'article 11 (5) de la Constitution actuelle qui se lit comme suit:

«La loi règle quant à ses principes la sécurité sociale, la protection de la santé, les droits des travailleurs, la lutte contre la pauvreté et l'intégration sociale des citoyens atteints d'un handicap.»

En se fondant sur cet article, la Cour constitutionnelle vient à la conclusion que:

«en disposant qu'un règlement grand-ducal détermine les conditions et modalités d'application de l'aide temporaire au réemploi au lieu de régler lui-même un élément essentiel, à savoir le délai de forclusion, conditionnant di-

rectement ce droit du travailleur, l'article L.631-2, paragraphe 3, du Code du travail viole le principe de la réserve inscrit à l'article 11, paragraphe 5, de la Constitution».

Aux yeux de la Cour constitutionnelle, le délai de forclusion constitue un élément essentiel dont les principes devront être précisés par la loi.

Même si ces arrêts ne traitent qu'un cas particulier et ne touchent qu'aux droits des travailleurs, ils auront un impact sur tous les domaines concernés par l'article 11 (5) de la Constitution et non seulement les droits des travailleurs.

C'est ainsi que nous aimerions poser les questions suivantes au Gouvernement:

- Le Gouvernement partage-t-il notre analyse quant à l'impact des arrêts rendus par la Cour constitutionnelle sur le paysage législatif et réglementaire luxembourgeois?

- Ces arrêts ne risquent-ils pas d'avoir un effet de boule de neige et déclencher une vague de recours en justice?

- Le Gouvernement n'est-il pas d'avis qu'il faille dresser une liste de toutes les lois qui méritent d'être modifiées et les modifier au plus vite pour éviter des recours en justice de masse?

- Le Gouvernement partage-t-il notre analyse que l'article 34 du texte de la proposition de révision constitutionnelle (n°6030), dans sa version résultant des amendements parlementaires du 7 février 2018 devrait être modifié?

Réponse commune (09.04.2018) de **M. Xavier Bettel**, *Premier Ministre*, **Ministre d'État**, de **M. Etienne Schneider**, *Ministre de la Sécurité intérieure*, de **Mme Lydia Mutsch**, *Ministre de la Santé*, de **Mme Corinne Cahen**, *Ministre de la Famille et de l'Intégration*, et de **M. Nicolas Schmit**, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire*:

Les questions posées par les honorables Députés ont toutes trait aux effets des arrêts n°132 et 133 rendus par la Cour constitutionnelle en date du 2 mars 2018 à propos de l'article 11 (5) de la Constitution.

Par rapport aux trois questions relatives à (1) l'impact des arrêts rendus par la Cour constitutionnelle sur le paysage législatif et réglementaire luxembourgeois, (2) le risque d'avoir un effet de boule de neige et de déclencher une vague de recours en justice ou (3) l'opportunité de dresser une liste de toutes les lois qui méritent d'être modifiées et de les modifier au plus vite pour éviter des recours en justice de masse le Gouvernement voudrait donner à considérer ce qui suit.

Dans la mesure où les deux arrêts d'espèce rendus dans la même matière et relatifs à l'inconstitutionnalité d'un même article du Code du travail s'inscrivent dans la lignée de la jurisprudence constante de la Cour constitutionnelle, à savoir qu'il appartient à la loi de régler les éléments essentiels d'une matière, le Gouvernement estime qu'il paraît hasardeux à ce stade de vouloir mesurer l'impact à venir et les risques d'éventuels recours «de masse».

Quant à la confection de listes regroupant les dispositions légales du droit positif susceptibles d'être impactées par ces deux arrêts en vue de les modifier au plus vite, le Gouvernement est d'avis que de nombreux arrêts rendus par la Cour constitutionnelle à propos d'une matière réservée à la loi ont porté en germe la potentialité de donner lieu à de nombreux recours.

Or, fort de l'expérience des 131 arrêts précédemment rendus par la Cour constitutionnelle, le Gouvernement est en mesure d'affirmer que tels recours de masse n'ont jamais eu lieu.

Quant à la question de savoir si le Gouvernement partage l'analyse des honorables Députés que l'article 34 du texte de la proposition de révision constitutionnelle (n°6030), dans sa version résultant des amendements parlementaires du 7 février 2018 devrait être modifié, le Gouvernement note ce qui suit:

Le texte de l'article 34 de la Constitution en projet est libellé comme suit:

«Art. 34. La sécurité sociale, la protection de la santé et les droits des travailleurs sont réglés par la loi quant à leurs principes.»

Ce libellé ne résulte pas des amendements parlementaires du 7 février 2018, mais revêt cette forme suite à l'avis du Conseil d'État du 6 juin 2012 qui avait proposé de retenir précisément cette formulation.

Par ailleurs, le texte en projet ne diffère guère de la disposition constitutionnelle de l'article 11 (5) en vigueur telle qu'issue de la révision constitutionnelle du 29 mars 2007 et qui porte le libellé suivant:

«(5) La loi règle quant à ses principes la sécurité sociale, la protection de la santé, les droits des travailleurs, la lutte contre la pauvreté et

l'intégration sociale des citoyens atteints d'un handicap.»

Au vu de ce qui précède, le Gouvernement a du mal à comprendre l'affolement des honorables Députés pour un texte dont la teneur, qui demeure inchangée depuis plus de dix ans, vient de faire l'objet d'une application dans le cadre de deux recours devant la Cour constitutionnelle.

Finalement, il appartiendra à la Constituante en charge de l'élaboration du texte de la nouvelle Constitution de tirer ses propres conclusions par rapport au texte actuel proposé à l'endroit de l'article 34 en projet.

Question 3675 (07.03.2018) de **M. Marc Lies** et **Mme Nancy Arendt** (CSV) concernant le **nouveau site du «Sportlycée»**:

Vergangene Woche hat der Bildungsminister in einem Radiointerview angekündigt, dass die Regierung prüfen wolle, ob man das neue Sportlyzeum nicht im Stadtteil Gasperich, neben dem künftigen „Lycée technique du Centre“ und dem „Lycée Vauban“, ansiedeln könne. Sollte ausreichend Platz zur Verfügung stehen, könnte dieses Projekt bis Ende 2025 abgeschlossen werden.

Vor diesem Hintergrund möchten wir folgende Fragen an die Regierung stellen:

- Um welchen Standort handelt es sich genau? Liegt dieser auf dem Territorium der Gemeinde Luxemburg oder der Gemeinde Hesperingen?

- Bis wann will die Regierung die angekündigten Analysen fertigstellen und eine Entscheidung treffen?

- Hat die Regierung bereits Kontakt zu den betroffenen Gemeinden aufgenommen?

- Sind die Verantwortlichen des Sportlyzeums mit eingebunden in die Analyse sowie die Entscheidung?

Réponse commune (10.04.2018) de **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*, de **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*, et de **M. Romain Schneider**, *Ministre des Sports*:

Die parlamentarische Anfrage der Abgeordneten Nancy Arendt und Marc Lies bezieht sich auf ein Radiointerview betreffend den neuen Standort für das Sportlyzeum.

Erste Erklärungen bezugnehmend auf diese Thematik wurden bereits in der Antwort auf die parlamentarische Frage N°3670 der Abgeordneten Nancy Arendt gegeben.

Der zu prüfende Standort ist Teil des sogenannten Geländes „Midfield“ und befindet sich fast ausschließlich auf dem Territorium der Stadt Luxemburg, und zwar östlich des Pôle d'échange Howald zwischen dem neuen Standort des Centre national d'intervention et de secours (CNIS) und den Eisenbahngleisen.

Zurzeit laufen die Vorstudien für die Planungen des zukünftigen Neubaus des „Lycée technique du Centre“, wobei überprüft wird, ob genügend Raum vorhanden ist, um ein weiteres Gymnasium auf diesem Gelände zu errichten.

Erst nach Auswertung dieser Studien wird die Regierung weitere Schritte einleiten.

Betreffend anderer Projekte um das Gelände „Midfield“ steht die Regierung in engem Kontakt mit den betroffenen Gemeinden.

Bei sämtlichen diesbezüglichen Überlegungen sind die Verantwortlichen des Sportlyzeums mit eingebunden.

Question 3677 (07.03.2018) de **Mme Nancy Arendt** (CSV) concernant la **sécurité des bénévoles engagés dans des pays visés par des attaques terroristes**:

Vendredi passé, des hommes armés ont ouvert le feu sur l'ambassade française située dans la capitale du Burkina Faso, en faisant 16 morts et de nombreux blessés. L'Ambassade du Luxembourg se trouvant à proximité, le Premier Ministre avait rassuré qu'aucun citoyen luxembourgeois n'a été blessé par cette attaque. À côté du Burkina Faso, d'autres pays africains, également partenaires du Luxembourg dans le contexte de sa politique de coopération au développement, ont déjà été cibles d'attentats de groupements terroristes, en particulier le Mali et le Niger, ou en sont menacés, comme le Sénégal.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire:

1) Monsieur le Ministre peut-il me dire combien de personnes d'origine luxembourgeoise sont engagées actuellement dans les pays partenaires qui ont déjà été visés par des attaques terroristes, comme c'est le cas du Burkina Faso, du Niger et du Mali?

2) Monsieur le Ministre peut-il me dire si des moyens renforcés sont déployés afin de protéger nos concitoyens contre d'éventuelles attaques terroristes et me les énumérer, le cas échéant?

3) Monsieur le Ministre est-il d'avis que des moyens supplémentaires pourraient être envisagés pour mieux protéger ces personnes?

4) Monsieur le Ministre estime-t-il envisageable de retirer son personnel engagé sur place en cas de menace élevée d'attentat dans les pays visés?

Réponse commune (03.04.2018) de **M. Romain Schneider**, *Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire*, et de **M. Jean Asselborn**, *Ministre des Affaires étrangères et européennes*:

ad 1) À travers ses pays partenaires de longue date, le Sahel constitue une région où le Luxembourg est un acteur apprécié. Des liens et partenariats existent sur plusieurs plans dans cette région. Le Gouvernement recense actuellement dix ressortissants luxembourgeois au Burkina Faso, 14 au Mali, et cinq au Niger. (Ces chiffres comprennent des agents du MAE et de LuxDev et leurs familles ainsi que des policiers et militaires déployés dans le cadre des mission UE.)

ad 2) Plusieurs mesures ont déjà été entreprises ces dernières années pour renforcer la sécurité des missions diplomatiques luxembourgeoises à l'étranger, en étroite coordination avec les ministères et administrations compétents: audits, renforcement de la sécurité physique des locaux, sensibilisation des agents et formations en matière de sécurité, amélioration des moyens de communication, etc. Par ailleurs, afin de garder une bonne connaissance de la situation, nos missions participent aux réseaux d'échange d'informations au niveau local (notamment entre États membres UE).

ad 3) Alors que les situations de crise se multiplient et ne sont plus à exclure nulle part, le Gouvernement réuni en conseil a discuté le 9 mars dernier de la situation sécuritaire de nos missions à l'étranger. Afin de permettre aux missions de faire face à des situations de crise de manière efficace, le Gouvernement a décidé de mettre à disposition les ressources requises pour renforcer la sécurisation de nos missions (pour les différents volets concernés: personnel, locaux, communications), à l'instar de ce que font les autres pays européens.

ad 4) La sécurité du personnel prime sur toute autre considération. En cas de menace tangible, la présence diplomatique des pays européens est examinée conjointement dans des groupes de travail réunis par l'Union européenne. Par ailleurs, des instances de coordination en matière consulaire existent au niveau européen afin de coordonner, cas échéant, l'évacuation de citoyens européens.

Question 3679 (08.03.2018) de **MM. Léon Gloden** et **Marc Spautz** (CSV) concernant l'**usage de pistolets à impulsions électriques par les forces de l'ordre**:

Dans sa réponse à la question parlementaire n°2651 du 28 décembre 2016 de l'honorable Député Marc Spautz concernant l'usage de pistolets à impulsions électriques par les agents de police, Monsieur le Ministre avait affirmé que si la Police grand-ducale ne préconise pas, pour l'heure, de compléter l'équipement de base de tous les policiers par le taser, elle continuera cependant «à suivre attentivement les expériences faites dans nos pays voisins».

La presse allemande vient de relater que la période d'essai d'un an, effectué par la police de Trèves depuis mars 2017, a effectivement permis de désamorcer rapidement des situations dangereuses impliquant des criminels sans pour autant faire de blessés. Le bilan de cette expérience étant positif, le directeur de la Police de Trèves espère désormais que la politique pose les jalons pour mettre à disposition des policiers des tasers le plus rapidement possible.

C'est dans ce contexte que nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure:



- Monsieur le Ministre est-il au courant du bilan positif tiré par nos voisins allemands?

- Compte tenu des expériences faites par la Police de Trèves, Monsieur le Ministre serait-il disposé à permettre aux agents de police de tester, voire d'utiliser à l'avenir des pistolets à impulsions électriques?

Réponse (29.03.2018) de **M. Etienne Schneider**, *Ministre de la Sécurité intérieure*:

La Police grand-ducale est en attente des conclusions officielles de la Police de Trèves en relation avec son projet pilote du taser. Selon les informations à disposition de la Police grand-ducale, le rapport de clôture de la phase de test se trouve en phase d'approbation et n'est actuellement pas encore accessible.

Au niveau national, notons a priori que la Police grand-ducale met déjà depuis de longue date en œuvre le Tonfa et le spray OC, qui sont à disposition du personnel policier à titre de moyens non létaux. Actuellement, le pistolet à impulsions électriques est uniquement mis à disposition de l'Unité spéciale de la Police grand-ducale.

Le Tonfa, le spray OC et les pistolets à impulsions électriques présentent chacun des avantages et des inconvénients.

Le personnel de la Police grand-ducale porte déjà une charge conséquente d'équipements et d'armements lors de son service. En effet, le ceinturon est doté d'office du pistolet, d'un deuxième chargeur, du spray OC, du Tonfa, de menottes, d'une lampe torche et de la radio. Non seulement la place au ceinturon est limitée, mais en ajoutant un taser, le personnel policier devra décider en urgence laquelle des quatre armes serait la plus appropriée à utiliser en rapport avec la situation et au cadre légal.

Il s'ensuit qu'il faudra analyser en détail les retours d'expérience de la phase de test et les conclusions de la Police de Trèves.

De plus, la mise à disposition de nouveaux équipements au personnel policier, et surtout de nouvelles armes, nécessite une formation adéquate non négligeable. La Police grand-ducale vient de mettre en œuvre une nouvelle arme de service individuelle et la formation de base n'est pas encore terminée. En outre, des formations continues pour le spray OC et le Tonfa sont dispensées. S'y ajoutant les cours de maîtrise de la violence individuelle et toutes les formations et séances d'information nécessaires à la mise en œuvre des nouvelles structures de la police à court terme.

Au vu de ce qui précède, la Police grand-ducale n'entend actuellement pas introduire une arme de service supplémentaire, mais suivra de proche les constats et conclusions des projets de nos pays voisins.

Question 3680 (09.03.2018) de **M. André Bauler** (DP) concernant les **accidents de la route impliquant la collision avec un arbre**:

Depuis quelque temps, les accidents routiers, dans lesquels des personnes ont perdu leur vie suite à la collision avec un arbre, font légion.

Voilà pourquoi je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure et à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure peut-il retracer l'évolution du nombre des accidents routiers depuis 2014? Dans combien de cas des personnes ont été tuées en percutant un arbre avec leur véhicule?

- Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures peut-il expliquer pourquoi l'Administration des ponts et chaussées se voit obligée de planter de nouveaux arbres le long de nos routes et chemins repris (CR)? Devrait-elle suivre d'éventuelles consignes de la part du Ministère de l'Environnement?

- Quel est le nombre de jeunes arbres qui ont été récemment plantés le long d'une route nationale ou d'un CR?

Réponse commune (18.04.2018) de **M. Etienne Schneider**, *Ministre de la Sécurité intérieure*, et de **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

Depuis 2014 le nombre de personnes décédées suite à un accident de la route avec un arbre se présente comme suit:

	2014	2015	2016	2017
Total des accidents de la circulation avec au moins un blessé	908	983	941	n.d.*
Total des personnes décédées dans un accident avec choc contre un arbre	12	10	8	7
Total des personnes décédées dans un accident de la circulation	31	33	29	25

Source: Statec, Police grand-ducale. * Le chiffre pour 2017 n'est pas encore disponible.

En cas d'abattages d'arbres le long des routes, des replantations sont réalisées dans des emplacements vides afin de maintenir les allées comme éléments précieux de notre patrimoine et du paysage naturel. À noter que bon nombre des allées ont également été classées comme patrimoine culturel au-delà du statut de protection assurée par la législation relative à la protection de la nature. Lors de nouvelles plantations, des mesures de sécurité opportunes sont prises dans la mesure du possible. Il s'agit notamment de la création de nouveaux alignements à distance adéquate du bord de chaussée, de l'installation de glissières, du respect d'un certain recul dans les allées existantes, du renoncement de replantations dans des virages dangereux ou sur des tronçons à risque d'accident important, etc.

Chaque arbre d'alignement est soumis à une autorisation d'abattage et chaque arbre enlevé doit être compensé aux termes de la loi du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles. Ainsi, l'abattage d'arbres routiers, périls ou non, même s'il s'agit d'arbres dangereux, est en principe à compenser par des plantations le long du réseau routier.

Évidemment les services de l'Administration des ponts et chaussées font de leur mieux pour planter les nouveaux arbres à une distance appropriée de la voie publique.

En raison des explications ci-dessus et afin de garantir les mesures compensatoires exigées, le nombre d'arbres plantés pendant les saisons 2017-2018 s'élève à environ 850 unités. Je tiens à préciser que ces données se réfèrent au territoire entier du Grand-Duché, à savoir: le long des routes nationales et des chemins repris, en agglomération, sur des parkings, des espaces verts publics ainsi que des aires de repos.

Je signale encore que depuis 2013, des initiatives conséquentes pour sécuriser les tronçons routiers particulièrement dangereux, ont été prises.

D'une part, rien que pour 2017, 10.850 mètres de glissières ont été posés, dont 3,5 kilomètres en guise de sécurisation des arbres d'alignement. Pour 2018, environ 8 kilomètres de glissières ont été posés et 16 kilomètres sont en planification.

Question 3681 (09.03.2018) de **MM. Gilles Baum** et **Lex Delles** (DP) concernant la **fermeture du CR418 entre Echternach et Moersdorf suite à un glissement de terrain**:

Depuis des semaines, la route longeant la Sûre entre Wasserbillig et Echternach (CR418) est barrée entre Wasserbillig et Moersdorf, ceci suite à un glissement de terrain, ce qui a engendré plusieurs déviations.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer que ce glissement de terrain est dû à une instabilité du sol engendrée par des arbres qui sont tombés ou risquent de tomber sur la chaussée?

- Les services de l'Administration des ponts et chaussées ont-ils analysé la possibilité de faire circuler les voitures sur le tronçon en question à l'aide de feux rouges? Dans l'affirmative, pourquoi cette alternative n'a-t-elle pas été retenue?

- Quelles mesures Monsieur le Ministre compte-t-il adopter afin d'éviter un tel danger dans l'avenir? Une analyse de l'ensemble du terrain longeant cette route a-t-elle été faite à cette fin?

- La végétation forestière risque de perturber le trafic sur toute la route allant de Wasserbillig à Echternach. Des coupes d'arbres sont-elles prévues afin d'éviter d'autres glissements de terrain?

- Monsieur le Ministre peut-il nous informer de la date de la réouverture du CR418?

Réponse (16.04.2018) de **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

L'Administration des ponts et chaussées a été amenée à fermer le tronçon de la route nationale N10, à la sortie de Wasserbillig et en direction de Moersdorf jusqu'au croisement avec le chemin CR141B, suite à un glissement de terrain, et ceci à partir du 27 janvier 2018 jusqu'au 9 mars 2018.

Le glissement de terrain est dû à un talus instable, à cause duquel les arbres sont tombés et non vice versa.

Le talus en question est constitué de plusieurs couches consécutives de grès et de marne superposées. Lors des pluies abondantes de cet hiver, l'eau s'est infiltrée dans le sol et a détrempé les couches de marne qui ont pris alors une consistance onctueuse. Sous le poids des couches supérieures de grès, la marne s'est déplacée. Les blocs de grès énormes affouillés de cette façon sont devenus instables et sont tombés. La marne en mouvement a entraîné les arbres qui ont chuté en conséquence et sont tombés sur la chaussée.

Sur le tronçon en question, il existe trois dispositifs pour retenir des glissements de terres ainsi que des blocs de roche désolidarisés. En premier lieu un fossé, derrière un mur de soutènement le long du talus. En deuxième lieu, l'espace de l'ancienne voie ferrée au pied de ce mur et en troisième lieu, une barrière de rétention, composée de cinq glissières superposées, érigée dans le but de retenir tout ce qui a réussi à franchir les deux dispositifs précédents. Ces dispositifs sont régulièrement entretenus, c'est-à-dire dégagés des matériaux qui se sont détachés du talus. Cette année, les averses abondantes ont entraîné des glissements plus volumineux que d'habitude, au point que ces trois dispositifs étaient saturés.

Avant de pouvoir entamer les travaux de nettoyage et de déblaiement, il fallait attendre que le talus se stabilise, car le risque de nouveaux glissements était non prévisible.

Les arbres qui étaient tombés par-dessus la chaussée furent enlevés en premier lieu, ensuite ceux qui s'étaient déjà déplacés (déversés) et risquaient de tomber. La seule méthode possible pour enlever les arbres, tout en évitant des accidents causés par des nouveaux glissements, fut celle d'attacher les arbres à abattre à une grue et de les couper à partir d'une nacelle pour les entreposer ensuite sur la N10 en vue de leur découpage et évacuation. Il va de soi que, vu les risques qu'engendre la manipulation d'arbres entiers avec une grue, la circulation sur la N10 ne pouvait être libérée. S'y ajoute que pendant la durée de tous les travaux décrits auparavant, des blocs de roche se sont encore détachés et sont tombés sur la N10.

Une grande excavatrice a exécuté les terrassements en grattant toute la surface du talus en vue d'enlever tout matériel instable; il est évident que ce genre de travail risquait d'entraîner des chutes de blocs rocheux.

Ainsi, la possibilité de faire circuler des voitures pendant les travaux a été exclue, car le talus restait assez instable et des nouveaux glissements de terre ne pouvaient pas être exclus. Même pendant toute la période des travaux il y avait encore en permanence des roches, qui se détachaient du talus et (re)bondaient partiellement jusqu'à la chaussée.

Afin de minimiser le risque d'un tel danger dans l'avenir, les matériaux émanant du glissement de terre ont été enlevés, et les systèmes de rétention ont été dégagés pour pouvoir fonctionner à nouveau. La possibilité de l'installation d'un système d'alarme a été évoquée et sera mis en place par le Service géologique de l'État.

Ce dernier ainsi que le bureau d'études ayant été chargés des études ont constaté que les mesures installées seraient suffisantes. Un risque nul n'existe par contre pas.

Nonobstant le fait que les arbres n'étaient pas à l'origine du glissement de terrain le long de la route N10 à Wasserbillig, des coupes d'arbres sont exécutées régulièrement.

La réouverture de la route N10 a eu lieu le 9 mars 2018.

Question 3682 (09.03.2018) de **M. Laurent Mosar** (CSV) concernant l'**exécution des peines**:

Il est un fait que la réforme du régime de l'exécution des peines est toujours à la traîne. De ce fait, les modes d'exécution des peines privatives de liberté sont toujours régies par une loi du 26 juillet 1986, telle que modifiée, et par ses règlements d'exécution.

La loi elle-même prévoit différentes modalités d'exécution de ces peines, dont notamment l'exécution fractionnée, la semi-détention, la semi-liberté, le congé pénal et la libération anticipée. À la différence des mesures prévues par la loi précitée et des décisions en matière de libération conditionnelle, les modalités d'exécution des peines pour les détenus condamnés à une peine privative de liberté n'excédant pas deux ans, ne sont pas prises de l'accord majoritaire d'une commission instituée en vertu de la loi de 1986.

C'est ainsi que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice:

- Monsieur le Ministre peut-il préciser suivant quels paramètres les décisions relatives à l'exécution des peines sont prises? Monsieur le Ministre conçoit-il qu'au vu du fait que certaines décisions sont fondées sur des critères subjectifs, des détenus se sentent traités de manière injuste?

- Monsieur le Ministre est-il d'avis que toutes les modalités ayant trait à l'exécution des peines devraient être décidées collégialement?

Réponse (13.04.2018) de **M. Félix Braz**, *Ministre de la Justice*:

En ce qui concerne la première partie de la première question posée par l'honorable Député, relative aux paramètres déterminant les décisions prises en matière de l'exécution des peines, il convient de relever que le cadre légal actuel en la matière prévoit que le ministère public poursuit l'exécution des jugements en application de l'article 165 du Code de procédure pénale et que le procureur général d'État est chargé de l'exécution des peines prononcées par les juridictions pénales et du traitement pénologique des détenus aux termes de l'article 2, alinéa 2, de la loi modifiée du 27 juillet 1997 portant organisation de l'administration pénitentiaire. Il peut nommer un délégué à l'exécution des peines. La Commission pénitentiaire, créée par l'article 12 de la loi modifiée du 26 juillet 1986 relative à certains modes d'exécution des peines privatives de liberté, est saisie afin de donner son accord majoritaire en cas d'aménagement de peines privatives de liberté supérieures à deux ans.

Il est important de relever que les aménagements de peines doivent toujours prendre en compte deux principes qui sont contradictoires a priori alors que, d'une part, l'exécution des peines et le traitement pénologique d'une personne condamnée fonctionnent selon le principe de l'individualisation de la peine afin de tenir compte de tous les éléments du cas d'espèce et de la personnalité du condamné, tandis que, d'autre part, le principe constitutionnel de l'égalité devant la loi doit évidemment être respecté également dans le cadre de l'exécution des peines.

Sur base de ce cadre légal, les différents aménagements de peines sont décidés principalement en fonction du risque de récidive, des conclusions d'experts psychiatriques, du déroulement du suivi thérapeutique, de l'introspection du condamné, du paiement des amendes et des frais de justice, de l'indemnisation des parties civiles, de l'existence d'un logement et d'une source de revenus licites. Les décisions prises par le procureur général d'État, son délégué à l'exécution des peines ou la Commission pénitentiaire prennent notamment en compte les avis du Comité de guidance, composé de professionnels de la Direction du centre pénitentiaire concerné, des agents du SPSE, des agents de probation du SCAS, de professionnels du programme TOX, de gradés du personnel surveillant et des chefs d'atelier, et, le cas échéant, de l'avis de la Commission dite des longues peines, et de l'état des décisions disciplinaires prononcées au sujet du condamné au cours de sa détention.

En ce qui concerne la suspension de peine prévue à l'article 10 de la loi précitée du 26 juillet 1986, elle peut intervenir tantôt en début de peine, tantôt en fin de peine.

En début de peine, elle peut être décidée dans certains cas, comme par exemple des peines de courte durée de six à neuf mois de prison, pour des infractions mineures comme le vol simple ou la grivèlerie, ou encore suivant les circonstances de la mise en jugement, en cas de défaut de comparution par exemple, ou encore en raison de l'état de santé du condamné (personne âgée ou très malade, membre de la famille du condamné très malade et soigné par le condamné, femme enceinte, etc.), et sous certaines conditions, comme par exemple l'indemnisation préalable de la partie civile, le paiement de l'amende et des frais de justice,



etc. Le cas de la suspension de peine en début de peine est très rare, il en a été fait usage dans deux cas au cours des dernières sept années.

La suspension de l'exécution de la peine peut également être décidée en fin de peine, et elle est fréquemment utilisée au courant des dernières semaines avant la fin de la peine pour des raisons tenant au cas d'espèce, qui sont sensiblement les mêmes que pour la suspension de peine en début de peine.

Une peine privative de liberté d'une durée maximale de six mois peut également faire l'objet d'une commutation en travaux d'intérêt général, notamment lorsque la santé physique et psychique du condamné le permet, et cela lorsqu'il s'agit d'infractions plutôt mineures et lorsque le casier judiciaire du condamné ne renseigne pas de condamnations précédentes qui s'y opposeraient, et à condition que les travaux d'intérêt général seront effectués dans un délai relativement court, en règle générale en-deans les six mois.

La mise sous surveillance électronique est appliquée en début de peine («front door») lorsqu'une incarcération serait susceptible d'entraîner plus de conséquences négatives que positives, comme par exemple la perte d'un emploi stable ou dans le cas de répercussions néfastes sur des enfants, notamment lorsqu'ils sont en bas âge. Pour le surplus, le condamné doit disposer d'une résidence au Luxembourg et la peine privative de liberté doit être inférieure à 36 mois et elle doit avoir été prononcée pour des infractions de moindre gravité. Par ailleurs, la santé mentale du condamné ne doit pas s'y opposer.

La mise sous surveillance électronique peut également être appliquée en fin de peine lorsque le reliquat d'une peine privative de liberté initialement plus longue reste à purger («back door»), à condition que le condamné dispose d'une résidence au Luxembourg. La mise sous surveillance électronique en fin de peine est par exemple utilisée en tant qu'étape préalable, d'une durée d'environ six à douze mois, pendant laquelle le condamné peut alors faire ses preuves en vue d'une libération conditionnelle.

Le transfèrement d'un condamné du Centre pénitentiaire de Luxembourg au Centre pénitentiaire de Givenich, ainsi que le congé pénal ou la semi-liberté, sont décidés en fonction de la partie de la peine déjà purgée, c.-à-d. un tiers pour les condamnés primaires et la moitié pour les condamnés récidivistes, du danger de récidive qui tient compte de l'avis du Comité de guidance et/ou de la Commission dite des longues peines suivant le cas d'espèce, des conclusions d'expertises psychiatriques et/ou du suivi thérapeutique, de l'intropection du condamné, du paiement d'éventuelles amendes, ou encore de l'indemnisation d'éventuelles parties civiles.

La libération conditionnelle peut être décidée au bénéfice d'un condamné qui dispose d'une résidence au Luxembourg, ou dans la grande région lorsqu'il dispose d'un emploi au Luxembourg, et s'il présente de bonnes chances de réinsertion socioprofessionnelle et dispose d'une source de revenus licites. La décision du procureur général d'État, de son délégué ou de la Commission pénitentiaire sera prise en fonction de la partie de la peine déjà purgée, c.-à-d. la moitié pour un condamné primaire ou les deux tiers pour un condamné récidiviste, et tiendra par ailleurs compte de l'avis du Comité de guidance et/ou de la Commission dite des longues peines, des conclusions d'experts psychiatriques et/ou du suivi thérapeutique, de l'intropection du condamné, du paiement d'éventuelles amendes et des frais de justice et de l'indemnisation d'éventuelles parties civiles.

La libération anticipée peut être décidée au bénéfice des condamnés non-luxembourgeois qui font l'objet d'un arrêté d'interdiction de séjour sur le territoire national, les conditions relatives à la partie de la peine déjà purgée sont identiques à celles de l'article 100 du Code pénal pour la libération conditionnelle.

Le choix du centre pénitentiaire où le condamné purge sa peine, c.-à-d. le Centre pénitentiaire de Luxembourg ou le Centre pénitentiaire de Givenich, est également à considérer dans le cadre de l'exécution des peines et est déterminé en fonction de la nature de l'infraction à la base de la condamnation, la durée de la peine prononcée par la juridiction et le risque d'incident ou d'évasion, les antécédents judiciaires, le statut de condamné primaire ou récidiviste, de même que son statut salarial. L'exécution d'une peine privative de liberté d'un condamné qui n'a pas subi de détention préventive, ou qui a bénéficié d'une liberté provisoire suite à une détention préventive, peut également être entamée au Centre pénitentiaire de Givenich. Sur base de l'article 247 du règlement grand-ducal modifié du 24 mars 1989 concernant l'administration et le régime

interne des établissements pénitentiaires, les condamnés détenus au Centre pénitentiaire de Givenich peuvent y bénéficier également de sorties exceptionnelles de très courtes durées, par exemple pour effectuer des démarches administratives en vue de leur libération ou pour participer à des activités organisées à l'extérieur du Centre pénitentiaire de Givenich qui sont favorables à leur réinsertion sociale.

En ce qui concerne la deuxième partie de la première question, relative à la question de savoir si des condamnés peuvent se sentir traités de manière injuste parce que les décisions prises dans le cadre de l'exécution des peines prennent également en compte des critères subjectifs, il est inhérent à la matière qu'une décision de rejet d'un aménagement de peine peut être perçue par le condamné comme étant injuste alors que, déjà, la qualification de «critère subjectif» est fonction de la perception qu'en a le condamné. Il est partant tout à fait concevable qu'il se sente traité de manière injuste, notamment s'il compare sa situation particulière à celle d'un autre condamné. Pour y remédier, il est important de motiver chaque décision de rejet d'une manière transparente et par rapport à des critères connus par le détenu afin qu'il puisse adhérer lui-même à la décision prise à son égard. Il est également inhérent à la matière que cela ne se produit pas dans tous les cas alors qu'il n'existe pas de remède miracle permettant de garantir que chaque condamné accepte ou comprenne une décision de rejet d'une demande, aussi objective qu'elle puisse paraître.

En ce qui concerne la deuxième question de l'honorable Député, relative à la question de savoir si toutes les modalités ayant trait à l'exécution des peines devraient être décidées collégialement, il convient de rappeler que la très grande diversité des cas d'espèce qui peuvent se présenter milite contre une procédure exigeant une décision collégiale dans tous les cas. En outre, la très grande majorité des demandes d'aménagement de peine sont accordées et, dans ces cas, une procédure obligatoirement collégiale dans tous les cas aurait comme conséquence d'allonger inutilement les délais de prise de décision.

Par ailleurs, le procureur général d'État et son délégué peuvent s'entourer des avis des commissions précitées, de la Direction du centre pénitentiaire concerné, des agents du SPSE, des agents de probation du SCAS, de professionnels de santé, des chefs d'atelier des centres pénitentiaires, l'avis du Comité de guidance étant sollicité dans presque tous les cas, de sorte qu'une obligation de prise de décision collégiale dans tous les cas présenterait plus d'inconvénients que d'avantages.

Question 3683 (09.03.2018) de **M. Félix Eischen** (CSV) concernant les **accidents de la route mortels**:

En 2015, Monsieur le Ministre a présenté le Plan d'action «Vision zéro: Zéro mort - zéro blessé grave» pour combattre durablement l'insécurité sur nos routes. Les mesures 19 et 20 du plan d'action visaient à sécuriser les endroits potentiellement dangereux, d'une part, et à sécuriser les bords de route: arbres et obstacles fixes.

En ce qui concerne la stratégie «Vision zéro», l'année 2018 se présente sous de mauvais auspices. En effet, le décès d'un automobiliste sur la N12 entre Dondelange et Bour fait grimper le nombre d'accidents de la route mortels à 13. C'est d'ailleurs le deuxième accident mortel au même endroit depuis le début de l'année.

C'est ainsi que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre peut-il m'informer des mesures que le Gouvernement entend adopter pour sécuriser la N12, notamment sur le tronçon entre Dondelange et Bour? Ne faudrait-il pas y installer des glissières de sécurité, voire, le cas échéant, abattre les arbres situés au bord de la route?

- Monsieur le Ministre peut-il nous fournir la liste des tronçons qui ont été identifiés comme potentiellement dangereux et les mesures concrètes envisagées sur lesdits tronçons et l'échéancier suivant lequel les mesures seront mises en œuvre?

Réponse (17.04.2018) de **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

L'Administration des ponts et chaussées s'efforce d'assurer que la planification, la construction et l'entretien de la voirie de l'État et de ses dépendances se font selon les règles de sécurité en vigueur. Depuis des années des efforts

ont été portés sur l'élimination des endroits particulièrement accidentogènes, appelés ou signalés en tant que «points noirs». Aujourd'hui on ne peut pas constater que l'accidentologie sur nos routes serait plus élevée qu'ailleurs. D'ailleurs, la plupart des carrefours dangereux furent sécurisés les uns après les autres à l'aide de carrefours optimisés, d'échangeurs dénivelés respectivement par l'aménagement de giratoires.

Évidemment, l'Administration des ponts et chaussées suit de près les accidents routiers sur la voie publique pour détecter des endroits où la sécurité peut encore être accrue d'une manière ou d'une autre. En 2009, le Ministère du Développement durable et des Infrastructures a créé le groupe de travail «Audits de sécurité» qui a pour mission l'élimination des sources de dangers infrastructurels constatés, ainsi que la conception des mesures de sécurisation de la voirie existante.

Ce groupe de travail, composé par des représentants du Département des travaux publics, du Département des transports, du Département de l'environnement, de l'Administration des ponts et chaussées, de la Police grand-ducale, de la Sécurité routière, de l'Automobile Club et de l'Association nationale des victimes de la route, analyse régulièrement les lieux d'accidents et élabore en conséquence d'un commun accord des mesures sécuritaires afin d'améliorer la sécurité des usagers de la route.

Les deux accidents survenus pendant la période de janvier à mars 2018 sur le tronçon N12 entre Dondelange et Bour seront traitées dès que l'analyse techno-judiciaire sera disponible.

Tenant compte des multiples facteurs qui ont une influence sur l'origine des accidents ainsi que de la complexité des analyses, il est difficile de définir une liste des tronçons potentiellement dangereux. Par contre le groupe de travail «Audits de sécurité» fait recours à des audits de sécurité de différents tronçons pour obtenir un maximum d'efficacité dans l'élaboration des multiples plans d'action.

Le groupe de travail a élaboré en 2014 un document intitulé «Plan stratégique national pour la réduction des accidents de la circulation par intervention sur l'infrastructure» et ceci sur la totalité du réseau routier étatique qui donne quelques indications sur les tronçons potentiels à analyser. Les services de l'administration sont en train de vérifier les résultats de ce plan et de réaliser dans la mesure du possible des améliorations sécuritaires, comme, entre autres, l'élimination des obstacles, la mise en place de dispositifs de retenue et de radars, le remplacement de la couche de roulement, ainsi que des mesures réglementaires telles que des limitations de vitesse, des interdictions de dépassement, etc.

L'échéance des différentes solutions, suite aux décisions prises par le groupe de travail, sont dépendantes de l'envergure. Il faut tenir compte du fait que certaines mesures demandent l'acquisition d'emprises.

Question 3684 (09.03.2018) de **Mme Diane Aehm** (CSV) concernant les **droits des passagers**:

Au niveau de l'Union européenne, il y a actuellement quatre règlements européens en vigueur ayant pour but de protéger les passagers voyageant par avion, par train, bus et autocar et par bateau.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures et à Monsieur le Ministre de l'Économie:

- Combien de plaintes ont été traitées par les différentes autorités compétentes au cours de l'année 2017?

- Quelle a été l'évolution du nombre de plaintes depuis 2015?

Actuellement, la Communauté des transports est compétente pour les plaintes concernant les droits des passagers voyageant par train, par bus et autocar et par bateau et le Ministère de l'Économie en ce qui concerne les droits des passagers aériens. Il s'avère dès lors que la soumission de plaintes par les passagers est aujourd'hui très complexe vu la dispersion des compétences entre les deux autorités.

- Dans le cadre de la simplification administrative, tant prônée par le Gouvernement et étant donné que la Communauté des transports traite déjà les plaintes des passagers voyageant par train, par bus et autocar et par bateau, ne faudrait-il pas regrouper le traitement des plaintes des passagers auprès d'un guichet unique (comme celui mis en place récemment

en Autriche) dans un but de faciliter le dépôt des plaintes pour les passagers?

- Dans l'affirmative, est-ce qu'il existe un planning précis pour le transfert des passagers aériens vers cette autorité?

- Dans la négative, ces discussions seront-elles prochainement à l'ordre du jour?

Réponse commune (16.04.2018) de **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*, et de **M. Etienne Schneider**, *Ministre de l'Économie*:

En effet, le Ministère de l'Économie est depuis 2005 en charge de la mise en œuvre et du traitement des plaintes en ce qui concerne les droits des passagers aériens. La loi du 23 avril 2008 relative à la recherche et à la sanction des violations des droits des consommateurs précisait ainsi dans son article 4 que «le Ministre ayant la protection des consommateurs dans ses attributions est l'autorité prévue (...) par le règlement 261/2004»¹. Toutes les plaintes concernant des incidents avec un voyage en avion et qui se sont produits sur le territoire luxembourgeois ou au départ d'un pays tiers à destination du Luxembourg avec un transporteur communautaire sont donc à adresser à l'autorité compétente auprès du Ministère de l'Économie. L'article 9 de la loi précisait en outre les instruments qu'elle a à sa disposition à l'encontre d'un transporteur aérien lorsqu'elle constate une violation du règlement 261/2004. La loi a été abrogée en 2011 pour être reprise dans le Code de la consommation.

Des échanges quant à un possible regroupement des compétences ont déjà eu lieu entre 2013 et 2015 entre le Ministère de l'Économie, le MDDI et la Cdt.

Si la Cdt dispose en effet d'une compétence pratique pour tous les modes de transport terrestre, certaines incompatibilités existent avec les missions initiales de la Cdt en tant qu'acteur des transports en commun et les compétences exigées par le règlement 261/2004 sur les droits des passagers aériens². Un rôle de premier rang revient dans ce contexte aux «autorités compétentes» ou «National Enforcement Bodies» (NEBs). Le règlement 261/2004 prévoit ainsi que chaque État membre désigne une telle autorité compétente qui est chargée de la mise en œuvre et de l'application du règlement sur son territoire. Cela signifie que les passagers n'ayant pas eu de réponse satisfaisante de la part de la compagnie aérienne suite à une plainte, peuvent s'adresser à leur NEB national qui sera chargé d'enquêter sur le bien-fondé de la plainte et les indemnisations éventuelles dues.

Il est vrai que dans le domaine de l'aviation, les plaintes des passagers sont souvent liées à des questions météorologiques, de gestion aéroportuaire ou de lisibilité de documents techniques que seuls des experts peuvent clarifier. Le Ministère de l'Économie n'étant pas outillé pour ce faire, il se concerte ponctuellement avec la Direction de l'aviation civile et les experts de l'Administration de la navigation aérienne à cet égard, il est intéressant de relever que la majorité des États membres ont placé leur NEB au sein des autorités de l'aviation civile ou de la navigation aérienne, assurant d'office une mise à disposition des compétences nécessaires à la gestion des dossiers. En 2017, l'Organisme national de contrôle a reçu 242 plaintes qui, abstraction des 26 dossiers pour lesquels il n'était pas compétent, se répartissent comme suit:

- retard de vol: 99 plaintes;

- annulation de vol: 102 plaintes;

- refus d'embarquement: 15 plaintes.

La Communauté des transports (Cdt) a de son côté été désignée par règlement grand-ducal comme autorité responsable de l'application des droits et obligations des voyageurs ferroviaires au Grand-Duché de Luxembourg³. La loi

¹ Loi du 23 avril 2008 relative à la recherche et à la sanction des violations des droits des consommateurs, Mémorial A - n°55 du 29 avril 2008, p.760.

² Règlement (CE) n°261/2004 du Parlement européen et du Conseil du 11 février 2004 établissant des règles communes en matière d'indemnisation et d'assistance des passagers en cas de refus d'embarquement et d'annulation ou de retard important d'un vol, et abrogeant le règlement (CEE) n°295/91 (Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE) - Déclaration de la Commission.

³ Règlement grand-ducal du 1^{er} décembre 2009 portant dérogation pour certains services de transport ferroviaire au règlement 1371/2007 du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2007 sur les droits et obligations des voyageurs ferroviaires et désignation de l'autorité compétente chargée de l'application dudit règlement.



du 25 avril 2015 la désigne également comme entité responsable pour les plaintes des voyageurs par bus et autocar¹. Enfin, la Cdt a aussi été désignée comme autorité compétente dans le secteur de la navigation intérieure dans le cadre de la loi modifiée du 28 juin 1984.²

Le tableau ci-dessous reprend le nombre de plaintes reçues par la Communauté des transports:

	2015	2016	2017
voyageant par train	0	0	0
voyageant par bus ou autocar	1	1	1
voyageant par bateau	n/a	n/a	0

À noter que la Communauté des transports a déjà traité les plaintes dans le domaine ferroviaire depuis 2011, au nombre de deux plaintes au total sur les quatre années de 2011 à 2014.

En ce qui concerne un éventuel regroupement pour le traitement de toutes les plaintes y compris celles des voyageurs aériens, et comme l'indique d'ailleurs l'honorable Députée, la complexité des dossiers n'est pas négligeable et la Communauté des transports ne dispose ni des compétences ni des ressources humaines nécessaires pour affronter cette charge. L'exemple cité d'un guichet unique en Autriche («Agentur für Passagier- und Fahrgastrechte») pour faciliter le dépôt de plaintes, avait déjà été évoqué en 2015; or, il existe une certaine incompatibilité entre les missions de la Communauté des transports qui est un acteur des transports publics, en procédant à la vente de titres de transport et en étant compétente pour l'information sur les transports publics, et qui devrait dès lors figurer comme agence nationale de conciliation.



Question 3686 (09.03.2018) de **MM. Claude Wiseler** et **Laurent Mosar** (CSV) concernant la **mise au pilori du Luxembourg par la Commission européenne**:

La Commission européenne a publié mercredi son analyse annuelle de la situation économique et sociale dans les États membres. C'est dans ce cadre que le commissaire chargé des affaires économiques et financières, de la fiscalité et des douanes a pointé du doigt sept pays de l'Union européenne dont le Luxembourg pour leurs «pratiques fiscales agressives».

Présent à Bruxelles pour discuter du futur de l'Union européenne suite au Brexit, Monsieur le Premier Ministre, Ministre d'État s'est montré étonné de l'absence d'échange préalable avec la Commission européenne sur le sujet de la fiscalité:

«First thing: It would have been more opportune and efficient to speak with the countries before and try to have an exchange on these different topics.»

En réaction aux affirmations de Monsieur le Premier Ministre, Ministre d'État, Monsieur Pierre Moscovici s'est exprimé sur Twitter comme suit:

«Surpris par l'étonnement de mon ami @Xavier_Bettel sur la position @EU_Commission en matière fiscale! Les rapports publiés hier ont été envoyés il y a 2 semaines à tous les États membres pour qu'ils les commentent: ils l'ont tous fait. La transparence a encore du chemin à faire.»

Au vu de ce qui précède, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Premier Ministre, Ministre d'État:

- Monsieur le Premier Ministre, Ministre d'État peut-il confirmer les affirmations du commissaire chargé des affaires économiques et financières, de la fiscalité et des douanes que «Les rapports publiés hier ont été envoyés il y a

2 semaines à tous les États membres pour qu'ils les commentent: ils l'ont tous fait»?

- Monsieur le Premier Ministre, Ministre d'État peut-il confirmer que le Luxembourg a commenté le rapport se rapportant au Luxembourg? Quels ont été ces commentaires?

- Dans l'affirmative, comment Monsieur le Premier Ministre, Ministre d'État peut-il affirmer qu'il aurait préféré avoir eu un échange au préalable avec la Commission européenne?

Réponse commune (17.04.2018) de **M. Xavier Bettel**, *Premier Ministre, Ministre d'État*, et de **M. Pierre Gramegna**, *Ministre des Finances*:

Dans le cadre du semestre européen, la Commission européenne a transmis aux États membres la partie analytique des projets de «rapport par pays» en date du 30 janvier 2018.

Le Luxembourg a communiqué à la Commission en date du 8 février 2018 un ensemble de 53 commentaires précis et motivés sur ce projet de rapport, pour adresser des erreurs factuelles ainsi que pour y apporter des précisions et compléments d'information. Dans ce contexte, les autorités luxembourgeoises ont clairement fait part de leur désaccord avec les allégations de la Commission européenne concernant le sujet de la «planification fiscale agressive».

En-dehors de cette procédure de consultation formelle, le Luxembourg a d'ailleurs manifesté à plusieurs reprises à la Commission sa position de principe quant à la place de ces sujets fiscaux hautement complexes dans le cadre du semestre européen. En effet, il existe un risque que par l'entremise du semestre européen, la Commission cherche à contourner les enceintes, voire les modalités de vote, appropriées pour aborder cette thématique.

Nonobstant ces multiples échanges, le Luxembourg a dû attendre la publication des rapports en date du 7 mars 2018 pour découvrir lesquels de ses commentaires ont été retenus. La Commission n'a ainsi retenu aucune des propositions de modification avancées par le Luxembourg à l'égard des passages concernant la planification fiscale, ni a-t-elle motivé son choix de ne pas donner de suite favorable aux modifications factuelles que le Luxembourg avait souhaitées y apporter.

Ainsi, le tweet du Commissaire Moscovici cité par les honorables Députés rappelle la procédure qui a été suivie, mais ne répond pas à la question soulevée, qu'est celle de l'opportunité pour la Commission de mettre l'accent du semestre européen sur le sujet de la planification fiscale agressive et d'en accuser publiquement sept États membres, sans les en avoir avertis au préalable.

Par ailleurs, il convient de souligner que le communiqué de presse officiel de la Commission européenne accompagnant la publication des rapports par pays le 7 mars 2018 ne faisait aucune mention de la question de la fiscalité et les rapports eux-mêmes restent bien plus nuancés que la présentation qui en a été faite par le Commissaire Moscovici. En l'occurrence, le passage pertinent du rapport par pays sur le Luxembourg se lit ainsi:

«Certains indicateurs donnent à penser que les règles fiscales luxembourgeoises pourraient être utilisées dans des structures de planification fiscale agressive. [...] Le Luxembourg a pris des mesures pour modifier certains aspects de son système fiscal qui pourraient faciliter la planification fiscale agressive et s'est engagé dans la réforme de la fiscalité internationale.»

Enfin, il convient de rappeler que le Luxembourg, tout comme les autres pays cités, respecte l'ensemble de la législation européenne et internationale applicable en la matière.



Question 3687 (12.03.2018) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR) concernant l'**hygiène au Centre pénitentiaire de Schrassig**:

Vu Schraasseg héiert een, datt d'Prisonnéier mol net déi elementar Hygiènesartikele kréien, wéi z. B. e Kamp oder eng Neelpëtz. An den Zelle sollen anscheinend Insekten, wéi z. B. Sëlwerfëschelcher, sinn.

Dowéinst wëllt ech dem Här Justizminister dës Froe stellen:

1. Kréien d'Prisonnéier, wa si an de Prisong kommen, eng Trousse mat deene wichtigsten Hygiènesartikelen? Wat däre si vu sech matbréngen, speziell och wat hir perséinlech Hygiène ugeet?
2. Huet all Prisonnéier eng Plaz, wou hie seng Hygiènesartikele kann histellen?
3. Wéi ass den hygieneschen Zoustand vun den Zellen? Wéi gëtt séchergestallt, datt keng Insekten (z. B. Sëlwerfëschelcher) an den Zelle kënnen sinn?

4. Wéi vill Leit si fir gewéinlech an enger Zell? Wat gëtt gemaach, wann eng Zell iwwerbeluecht ass?

5. Ass et de Prisonnéier erlaabt, Gesellschaftsspiller ze spillen? Stëmmt et, datt et verbueden ass, fir z. B. Schach ze spillen, an datt d'Prisonnéier kee Schachspill därefe kréien? Wa jo, wéi gëtt esou e Verbuet justifiéiert?

Réponse (13.04.2018) de **M. Félix Braz**, *Ministre de la Justice*:

ad 1. Bei der Admissioun am CPL zu Schraasseg kréien d'Prisonnéier en Trousseau mat dësen Hygiènesartikelen: Shampoing, Duschseef, Seef vu Marseille, eng Zännbiischt, Zännseef, Geschierspullmëttel an e Raséiermëttel. Duerno gëtt deen Trousseau all Mount nei un d'Prisonnéier verdeelt.

Ausserdeem kënnen d'Prisonnéier dës Hygiènesartikelen an der Epicerie vum Prisong kafen: verschidde Shampoingen an Duschseef, Seef, Biischt, Kamp, Lastiken, Hoerfiermëttel, Gell, Gilletten, Raséierschaum, Aftershave, Zännbiischt, Zännseef, Mondspullmëttel, Haftcrème, Neelpëtz, Neelfeil, Vernis, Fangerneelbotzmëttel, verschidde Schminkartikelen (Lëppestëft, Mascara, Crayong Khol), Pincette, Spiegel, Lingetten, Vaseline, Gesichtswaasser, Parfumen, Gesichts- a Kierpercrëmen, Nues-schnappecher, Ouerestäbercher etc.

Aus Sécherheetsgrënn ass et de Prisonnéier net erlaabt, fir Hygiènesartikele vun ausserhalb vum Prisong matzebréngen oder kommen ze loosser.

ad 2. All Zell am Prisong zu Schraasseg ass equipéiert mat engem Lavabo, mat engem Spiegel an enger Lavabostablett. All Prisonnéier huet e Schaf, an deem hie seng perséinlech Saache kann araumen.

ad 3. Sou wéi et den Artikel 89 vum ofgeännerte groussherzogleche Règlement vum 24. Mäerz 1989 iwwert d'Administratioun an den interne Regimm vun de Prisongen (règlement grand-ducal modifié du 24 mars 1989 sur l'administration et le régime interne des établissements pénitentiaires) virgesäit, gëtt d'Hygiène an d'Propretéit vun den Zellen am Prisong am Kader vu regelméissegem Inspektiounen duerch de Médecin-fonctionnaire kontrolléiert. Datselwecht ass och de Fall fir d'Sanitärsinstallatiounen, d'Heizung, d'Belichtung an d'Entlüftung vun den Zellen, d'Kleeder an d'Bettgedecks vun de Prisonnéier.

ad 4. Am Prisong zu Schraasseg sinn am Moment 55% vun de Prisonnéier an Einzelzellen ënnerbruecht. 38% vun de Prisonnéier hunn Duebelzellen, an déi aner Prisonnéier sinn zu dräi oder véier a méi groussen Zellen ënnerbruecht. Am Moment sinn d'Zellen zu Schraasseg net iwwerbeluecht.

ad 5. Laut dem Artikel 318 vum uewegenannte Règlement vum 24. Mäerz 1989 kënnen d'Prisonnéier vum Direkter autoriséiert ginn, fir u Gesellschaftsspiller deelzehuelen, déi net nom Prinzip vun engem Gewënn funktionnéieren.

D'Prisonnéier kënnen och Kaarte spillen a Kartespillen kënnen och an der Epicerie vum Prisong kaaft ginn.

Wat d'Schachspille betrëfft, sou dierfen d'Prisonnéier, och aus Sécherheetsgrënn, keng Schachbrieder oder Schachfiguren an de Prisong matbréngen oder komme loosser. An der Vergaangenheet huet d'Verwaltung Schachbrieder kaaft an de Prisonnéier zur Verfügung gestallt. Am Moment gëtt et awer keng Demande vun de Prisonnéier an deem Sënn.



Question 3688 (12.03.2018) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR) concernant les **écoutes effectuées par l'Inspection générale de la police**:

Et ass mir zu Ouere komm, datt d'Inspection générale de la police (IGP) an Zukunft mat deeneselwechten Apparater soll equipéiert gi wéi de SREL, fir kënnen Ecouter ze maachen.

An deem Kontext géif ech dem Här Minister fir bannenzeg Sécherheet gär dës Froe stellen:

1. Ass et wouer, datt d'IGP soll mat esou Apparater equipéiert ginn?
2. Op wat fir enger legaler Basis däre d'IGP an de Besët vun Apparater kommen, fir kënnen Ecouter ze maachen, a wat fir eng legal Basis hunn dës Ecouter?
3. Wat fir Kontrollmechanisme si fir dës Ecoute virgesinn a wéi gi se applizéiert?
4. Am Fall vun engem Verdacht an/oder enger Reklamatioun géint e Member vun der IGP: Wien ass berechtegt, eng Enquête ze maachen, a wéi sinn d'Prozedure fir dës Enquête?
5. Am Fall vun engem Verdacht an/oder enger Reklamatioun géint de Generalinspekter vun der Police: Wien ass berechtegt, eng Enquête

ze maachen a wéi sinn d'Prozedure fir dës Enquête?

Réponse (30.03.2018) de **M. Etienne Schneider**, *Ministre de la Sécurité intérieure*:

ad 1. D'Generalinspektioun vun der Police (IGP) huet haut schonns d'technesch Moyenen, fir Ecouter duerchzeféieren.

ad 2. Den Artikel 76 vum Gesetz vum 31. Mee 1999 iwwert d'Police an d'Inspektioun gesäit vir, datt d'Autorités judiciaires d'IGP mat penalen Enquête kënnen chargéieren, wann de Verdacht besteet, datt e Polizist an eng Strofdot verweckelt ass, eng begaangen huet oder begéet. Dës Enquête ginn da vun de Membere vum Departement „enquêtes“ vun der IGP, déi hei d'Qualitéit vum Officier de police judiciaire hunn, ënnert der Kontroll vun den Autorités judiciaires an am Respekt vun den Dispositiounen vum Code de procédure pénale gefouert.

D'legal Basis vun den Ecoute sinn d'Artikelen 88-1 an 88-2 vum Code de procédure pénale.

ad 3. D'IGP schafft an deem Kontext op Unuerdnung vum zoustännegen Untersuchungsrichter. Et ass den Untersuchungsrichter, dee während der Instruction préparatoire vun engem Dossier d'Decisioun huele kann, Ecouter ze ordonnéieren an d'Enquêteure vun der IGP mat der Ausféierung vun dëser Moossnam ze chargéieren. Dës exekutéieren dës Moossnamen dann ënnert der Kontroll vun Riichter, deem si och regelméisseg en ausféierleche schréftleche Bericht zoukomme loosse mat deene fir d'Enquête relevante Gespréicher.

Bleift nach ze erwänen, datt d'IGP, wa se mat esou enger Affär vum Parquet oder Untersuchungsamt befaast ass, d'selwecht funktionéiert wéi de Service de police judiciaire (SPI), mat deeneselwechte Befugnisser.

ad 4. Um administrative Plang ënnersteet d'IGP der Kontroll vum Minister.

Et soll ee virausschécken, datt d'IGP Reklamatiounen géint ee vun hire Membere als eng Geleeënheet gesäit, hir Prozeduren, hir Aarbechtsmethoden an -praktike kritesch ze analyséieren.

Wann de Generalinspekter Kenntnis kritt vun enger Reklamatioun géint e Member vun der IGP, chargéiert hien zwee vu senger Mataarbechter (am Prinzip e Mataarbechter aus der Inspektercarrière an e Cadre supérieur) mat enger administrativer Enquête. De Minister kritt hei, wéi bei all administrativer Enquête, déi ofgeschloss ass, den Dossier fir Compte rendu.

Am Fall, wou dës administrativ Enquête e Feelverhale vum Mataarbechter un den Dag leet, kann de Generalinspekter, als Supérieur hiérarchique, deemjénigen eng disziplinaresch Affär maachen. Ass et e Member vum Cadre policier, dann applizéiert sech d'Gesetz vum 16. Abrëll 1979. Ass et e Member vum Cadre civil, dann applizéiert sech d'disziplinaresch Prozedur vum „Statut général des fonctionnaires de l'État“.

An Zukunft, no der Reform, ënnerleien all d'Mataarbechter vun der IGP dëser leschter Prozedur.

Kritt de Member vun der IGP e Fait pénal virgeworf oder besteet de Verdacht, datt hien eng Strofdot begaangen huet, da bestëmmt de Parquet oder de jeeweilegen Untersuchungsrichter, wien d'Enquête mécht. Den SPI kann an esou engem Fall mat den Ermittlungen befaast ginn. Hei spillen d'Regle vum Code pénal a vum Code de procédure pénale.

ad 5. Um administrative Plang ënnersteet d'IGP der Kontroll vum Minister. Deemno, am Fall vun enger Reklamatioun géint de Generalinspekter, bestëmmt de Minister, wat geschitt. Hei kann d'Gesetz vum 9. Dezember 2005 iwwert d'Fonctions dirigeantes beim Stat spillen. De Minister kann awer och decidéieren, eng Enquête vun engem vu senger Beamte maachen ze loosser.

Am Fall, wou e Feelverhale vum Generalinspekter un den Dag geluecht gëtt, kann de Minister dem Generalinspekter eng disziplinaresch Affär maachen. Hei applizéiert sech d'disziplinaresch Prozedur vum „Statut général des fonctionnaires de l'État“, de Minister befaast de Commissaire de Gouvernement chargé de l'instruction disciplinaire mat der Instruktioun vum Dossier.

Kritt de Generalinspekter e Fait pénal virgeworf, oder besteet de Verdacht, datt hien eng Strofdot begaangen huet, da bestëmmt de Parquet oder de jeeweilegen Untersuchungsrichter, wien d'Enquête mécht. Den SPI kann an esou engem Fall mat den Ermittlungen befaast ginn. Hei spillen d'Regle vum Code pénal a vum Code de procédure pénale.



Question 3689 (12.03.2018) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR) concernant les **heures supplémentaires des policiers stagiaires**:



Am Statswiesen ass et an der Regel net virgesinn, datt de Stagiaire-fonctionnaire soll Iwwerstonne maachen. Ganz anescht gesäit d'Situatioun bei de Stagiärë vun der Police grand-ducale aus: Dës mussen iwwert d'Joer verdeelt eng substanzieel Zomm un Iwwerstonne leeschten ouni zäitlech Recompense an/oder finanziell Remuneratioun.

An deem Kontext géif ech dem Här Minister fir bannenzeg Sécherheet gär dës Froe stellen:

1. Leien dem Här Minister Zuele vir, wéi vill Iwwerstonne vun de Stagiärë vun der Police gelescht goufen?
2. Op wat fir enger legaler Basis ginn dës Iwwerstonne gelescht?
3. Ass den Här Minister net der Meenung, datt d'Stagiärë vun der Police eng gerecht Remuneratioun fir déi geleschten Iwwerstonne verdéngt hunn?

Réponse (17.04.2018) de **M. Etienne Schneider**, *Ministre de la Sécurité intérieure*:

Et muss ee vu vir eran erwänen, dass de Volontaire de police engem spezielle Statut ënnerläit, deem am Règlement grand-ducal vum 27. Abrëll 2007 «déterminant les conditions de recrutement, d'instruction et d'avancement du personnel policier» ënnert dem Titel 3: «Le statut et l'indemnité des volontaires de police» beschriwwen ass.

ad 1. De Moment leien nach keng definitiv Zuele vir, wéi vill Stonne vun de Volontaires de police am Laf vun hirem éischte Schouljoer gemaach goufen an déi iwwert déi reng Schoulstonnen erausginn. D'Direction générale vun der Police huet op der Polizeischoul gefrot, dass individuell Relevéen opgestallt ginn.

ad 2. Den Artikel 62 vum virgenannte Règlement seet, datt den «volontaire de police est astreint à un service de garde à prester dans les locaux de l'École de Police. Le volontaire de police est tenu de faire preuve de disponibilité. En cas de nécessité avérée, il peut être rappelé à l'École de Police».

D'Polizeiausbildung geet also iwwer eng reng klassesch schoulesch Ausbildung eraus. Dofir si souwuel de Service de garde op der Polizeischoul wéi och déi Stonnen, déi am Kader vun de Spezialdénchschter gelescht ginn (et handelt sech haaptsächlech ëm grouss Evenementer wéi z. B. den ING-Marathon, representativ Missionen, Eierendachementer am Kader vu Statsvisitten, Paraden am Kader vum Nationalfeierdag), en Deel vun der Ausbildung zum Polizist, fir de Volontaire de police op seng zukünfteg Missiounen virzubereeden.

ad 3. Am Kader vum aktuelle Statut vum Volontaire de police ginn déi Stonnen, déi am Kader vun de Spezialdénchschter gelescht ginn, kompenséiert duerch „dispenses de service“ vun enger oder méi Stonne bis hin zu ganzen Deeg (z. B.: „Bréckendeeg“).

Stonnen, déi aus dem „service de garde“ op der Polizeischoul entstinn an déi laut dem Artikel 62 vum virgenannte Règlement eng statutaresch Obligatioun fir d'Polizeischüler am Kader vun hirem Ausbildung sinn, gehéieren zu hirem spezielle Statut, wéi och déi aner Rechter a Flichten. Zu hire Rechter gehéiert z. B. och de Régime particulier vum Congé compensatoire vun aacht Deeg, wéi all vereedegte Polizist en zegutt huet.

D'Volontaires de police hunn eng gerecht Remuneratioun fir all hir Aarbecht verdéngt. Dofir ass och proposéiert, fir am Kader vun der Reform vun der Police de Statut vun de Polizeischüler un dee vum Stagiaire-fonctionnaire unzepasse mat deenen dozougehéierege Rechter a Flichten. An deem Sënn ass en Amendement zum Projet de loi 7045 iwwert d'Polizei-reform gemaach ginn, fir dass d'Stagiärë vun der Police an Zukunft och an der Remuneratioun un de Stagiaire-fonctionnaire ugepasst ginn.

Et ginn och Iwwerleeunge gemaach, fir deene Volontaires de police, wou no der individueller Ofrechnung nach en Excedent bestoe bleift, entgéintzekommen. Aktuell Piste kéinten do eventuell den zukünfteg Compte épargne-temps oder eng Kompensatioun sinn.

Question 3690 (12.03.2018) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR) concernant le **transport de détenus**:

Zu Lëtzebuerg geréieren net nëmmen d'Giischtercher de Gefaangenentransport, mä och d'Beamte vun der Police grand-ducale. D'Erfahrung weist, datt d'Prisonnier eng méi feindséileg Relatioun géintiwwer dem Police-beamten hunn ewéi géintiwwer dem Giischtjen. An deem Sënn kënn et beim Gefaangenentransport méi dacks zu Konflikter, wa Poliziste bedeelegt sinn. All dës Émstänn féieren zu enger onverhältnisméisiger Belaaschtung vun der Police grand-ducale. Am Kontext vum geplangte Prisong zu Suessem wäert een och beim Gefaangenentransport e substanzieel Plus u Personal brauchen, soudatt sech déi beschriwwene Problematik nach verschäerft wäert.

An deem Kontext géif ech dem Här Justizminister an dem Här Minister fir bannenzeg Sécherheet gär dës Froe stellen:

1. Leien dem Här Minister Previsiounen vir, wéi vill Leit an Zukunft fir de Gefaangenentransport gebraucht ginn?
2. Ass d'Regierung wëlles, dës Aufgab an Zukunft op eng eenzeg Verwaltung ze iwwerdroen an, wa jo, wéi eng Verwaltung soll dat sinn?
3. Wat fir Konsequenzen wäert dës hunn op d'Personal vun där spezifischer Verwaltung?
4. Ass an Zukunft virgesinn, datt d'Magistrate sech fir den Austausch mam Prisonnier méi dacks an de Prisong deplacéieren, fir esou den érmëstendleche Gefaangenentransport kënnen ze reduzéieren?
5. Si vun der Regierung Mesuren envisagéiert, fir d'Organisatioun vum Gefaangenentransport ze rationaliséieren an ze optimiséieren an, wa jo, wéi gesinn dës Mesuren aus?

Réponse commune (13.04.2018) de **M. Félix Braz**, *Ministre de la Justice* et de **M. Etienne Schneider**, *Ministre de la Sécurité intérieure*:

ad 1. Momentan gëtt de Gefaangenentransport vun deene Prisonnier, déi entweder an Untersuchungschaft sinn oder als geféierlech Verurteelter klasséiert sinn, tëschent dem Prisong vu Schraasseg (Centre pénitentiaire de Luxembourg, CPL) an de Gerichter, den Untersuchungsrichter an der Chambre du conseil vum Gericht vu Lëtzebuerg a vun Dikrech vun der Unité de garde et de réserve mobile (UGRM) vun der Police assuréiert. No deeneselwechte Kritären assuréiert d'UGRM och d'Gefaangenentransporter am Kader vun der medezinnescher Versuergung vun de Prisonnier, zum Beispill wann e Prisonnier muss hospitaliséiert ginn.

Fir d'Joer 2017 beleeft sech den Total vun de Gefaangenentransporter, déi vun der UGRM gemaach gi sinn, op 4.391, wat en Total vun 28.020 Aarbechtsstonne generéiert huet. Betreffend d'Garde vun den hospitaliséierten Detenueen ass en Total vun 9.591 Aarbechtsstonne fir d'Joer 2017 ze vermierken. Unhand vun enger theoretescher Berechnung mécht de Gefaangenentransport an d'Garde vun de Prisonnier an de Spideeler, Informatiounen vun der Policedirektioun no, eng Aarbechtszäit vu 24 Polizisten aus.

Am Kader vum zukünftege Gesetz, dat d'Prisongsverwaltung reforméiere soll (Projet de loi N°7042), ass virgesinn, dass d'Police ab 2019 de Gefaangenentransport an d'Garde vun all de Prisonnier assuréiere soll. An deem Sënn gouf de minimale Besoin vun zousätzlechem Personal op 8 Beamten ageschat, dës op Basis vun Elementer, déi vum CPL geliwwert goufen. Et handelt sech hei, wéi schonn ernimmt, ëm eng reng theoretesch Estimatioun an et misst een, der Policedirektioun no, fir allen Imprevuë Rechnung ze droen, viraussichtlech eng Verstärkung vun 10 Beamten envisagéieren.

ad 2. Wéi schonn ënnert dem Punkt 1 ernimmt, soll nom zukünftege Gesetz iwwert d'Reform vun der Prisongsverwaltung (Artikel 20 an Artikel 62, Paragraf 3, doc. parl. N°7042¹⁾) d'Police an Zukunft de Gefaangenentransport an d'Garde vun all de Prisonnier assuréieren.

ad 3. Déi noutwendeg Virbereedungen, wat d'Personal an den Equipement vun der UGRM fir de Gefaangenentransport betrëfft, an déi néideg Mesuren, fir dass déi aner Unitéite vun der Police net duerch dës Annerunge wäerten affektiert ginn, gi geholl.

ad 4. Am Kader vum zukünftege Gesetz iwwert de Strofvollzuch (Projet de loi N°7041, Artikel III, Punkt 3)) gëtt ausdrécklech festgehalen, dass d'Magistrate sech kënnen fir hir strofprozesslech Devoiren an d'Prisongen deplacéieren. Am Kader vum Bau vum Prisong op Uerschterhaff ass där Saach och Rechnung gedroe ginn, fir dass déi néideg Raimlechkeeten dofir wäerten zur Verfügung stoen. Wat de Prisong zu Schraasseg betrëfft, sollen äänlech Moosname getraff ginn am Kader vun de Restrukturatiounsaarbechte vum Prisong zu Schraasseg, déi natierlech eréischt kënnen realiséiert ginn, wann d'Untersuchungsgefaangene bis am Prisong Uerschterhaff kënnen ënnerbruecht ginn, wat am Moment fir 2023 geplangt ass.

ad 5. Am Kontext vun der Prisongsreform an der Reform vum Strofvollzuch souwéi och dem Bau vum Prisong op Uerschterhaff an der Planung vun der Restrukturatioun vum Prisong zu Schraasseg gëtt dat diskutéiert.

Eng vun de Piste wier de Gebrauch vun der Videokonferenz, fir dass zum Beispill de Verhéier vun engem Prisonnier duerch den Untersuchungsrichter oder och eng Audienz vun der Chambre du conseil iwwert dee Wee kéint gemaach ginn an doduerch d'Gefaangenentransporter kéinte besser organiséiert an optimiséiert ginn. Am Kader vum Projet de loi N°7152 iwwert d'Décision d'enquête européenne soll d'Chamber an deem Sënn mat Amendementer befaasst ginn.

Vu dass de Gefaangenentransport gréisstendeels bestëmmt gëtt vu Magistraten am Kader vu strofrechtleche Prozesser, bleift d'Optimiséierung dovunner an der Diskussioun vun der Émsetzung vun der Prisongs- an der Strof-vollzugsreform, an enker Zesummenaarbecht mat deenen zoustänneg Ministèren a Verwaltungen.

Question 3691 (12.03.2018) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR) concernant la **présidence du «International Holocaust Remembrance Alliance»**:

Lëtzebuerg huet 2019 d'Presidence vun der IHRA (International Holocaust Remembrance Alliance).

An deem Kontext géif ech dem Här Statsminister, dem Här Bausseminister an dem Här Justizminister gär dës Froe stellen:

1. D'EU-Beoptragt géint den Antisemitismus, d'Madamm Katharina von Schnurbein, huet all EU-Staten opgefuerdert, antisemitesch Strofdote separat ze erfassen. Gëtt dat zu Lëtzebuerg gemaach?

2. D'IHRA huet am Joer 2015 op enger Pleniëre zu Budapest eng „non-legally binding working definition of antisemitism“ ugehall. Ass Lëtzebuerg och bereet, fir dës Definitioun unzehuelen, oder wëllt Lëtzebuerg eng aner Definitioun vun Antisemitismus applizéieren?

3. D'Europäescht Parlament huet d'EU-Memberstaaten opgeruff, en nationalen „Coordinateur“ géint Antisemitismus ze ernennen. Wat sinn d'Intentiounen vun der Lëtzeburger Regierung an där Hisiicht?

4. Wéi eng Ziler huet Lëtzebuerg fir seng Presidence vun der IHRA?

Réponse commune (17.04.2018) de **M. Xavier Bettel**, *Premier Ministre*, *Ministre d'État*, de **M. Jean Asselborn**, *Ministre de l'Immigration et de l'Asile* et de **M. Félix Braz**, *Ministre de la Justice*:

ad 1. Zu Lëtzebuerg ginn all Strofdoten erfaasst.

ad 2. D'IHRA huet de 26. Mee 2016 op der Pleniëre zu Bukarest eng „non-legally binding working definition of antisemitism“ ugehall. Deen Text gouf vun engem Expertegrupp virbereet an am Konsens vun den 31 Delegatiounschefen - dorënner Lëtzebuerg - ugehall.

Eng äänlech Definitioun war 2005 vum Observatoire européen des phénomènes racistes et xénophobes, déi haiteg Agence européenne des droits fondamentaux (FRA) publizéiert ginn. Et handelt sech ëm een Dokument, dat besonnesch der Police an och den Enseignanten an hirem Aarbecht hëllef.

ad 3. D'Regierung gesäit aktuell net vir, een Antisemitismus-Coordinateur ze nennen.

ad 4. An der Pleniëre vum 29. Juni 2017 zu Genève krut Lëtzebuerg d'Presidence vun der IHRA, vu Mäerz 2019 bis Mäerz 2020, iwwerdroen. An dës Period falen zwee wichteg Datumen: de 75. Joresdag vun der Befreiung vun Auschwitz-Birkenau de 27. Januar 2020 a praktesch deeselwechten Dag den 20. Joresdag vun der Deklaratioun vu Stockholm, déi den Ursprung vun der IHRA duerstellt.

Et fannen zwou grouss Reuniounen zu Lëtzebuerg statt: vum 3. bis de 5. Juni 2019 a vum 2. bis de 5. Dezember 2019. Wéi fir all international Presidence geet et fir d'Éischt drëms, d'Relève vun der viregter Presidence - Italien - ze iwwerhuelen an d'Aarbechten, déi ugefaange goufen, weiderzeféieren.

Den internationale Programm gëtt an deenen nächste Méint definéiert, dës a Concertatioun mat Italien, de Memberstaaten an dem Exekutivsekretariat vun der IHRA zu Berlin. D'Lëtzeburger Presidence wäert och de Bättrëtt vu Länner begleeten, déi momentan just Observateur sinn.

Um nationale Plang freet d'Regierung d'patriotesch Organisatiounen an all aner Organisatiounen, déi fir d'national Memoire zoustänneg sinn, d'kulturell an d'educativ Akteuren, Aktivitéiten am Zeeche vun eiser Presidence ze organiséieren an doriwwer eraus eng intensiv Aktivitéit am Zesummenhang mat eisen internationalen Ambitiounen un den Dag ze leeën.

D'Regierung wënscht, datt d'Bevëlkerung sech de rassisteschen a friemfeindleche Probleemer bewosst gëtt, déi uechtert d'Welt ëmmer méi präsent ginn, dës och opgrond vun zouneemenden nationalisteschen a populisteschen Tendenzen.

Et ass evident, datt déi dramatesch Geschicht, déi Europa kannt huet, eis besonnesch verpflichtet, all Form vun Antisemitismus riguréis an ouni Zécken ze bekämpfen.

Question 3692 (12.03.2018) de **M. Serge Wilmes** (CSV) concernant la **proposition de directive sur le droit d'auteur dans le marché unique numérique**:

La Commission européenne avait proposé en 2016 une directive sur le droit d'auteur dans le marché unique numérique, afin de moderniser certains aspects relatifs au droit d'auteur en tenant compte des progrès technologiques et des nouveaux canaux de distribution des contenus protégés au sein du marché intérieur.

En juillet dernier, deux commissions parlementaires européennes, à savoir «Culture et éducation» (CULT) et «Industrie, recherche et énergie» (ITRE) ont déposé des amendements sur demande de la commission parlementaire européenne compétente «Affaires juridiques» (JURI).

Les deux commissions parlementaires européennes se sont notamment penchées sur l'introduction d'un nouveau droit voisin au profit des éditeurs de presse en ce qui concerne certaines utilisations numériques (article 11 de la dite directive). Avec ce nouveau droit, ces derniers pourraient en effet prélever une dime sur les moteurs de recherche ou plus globalement sur tous les usages numériques. La nouvelle disposition fait l'objet de nombreuses critiques. On craint notamment que la liberté d'expression et son corollaire, le droit du public à l'information, ainsi que la liberté d'entreprendre pourraient en ressortir affaiblies.

Le texte final de la directive devrait être voté d'ici octobre par le Parlement européen.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Communications et des Médias:

- Monsieur le Ministre peut-il me communiquer la position du Gouvernement luxembourgeois par rapport à la proposition de directive de la Commission européenne concernant le droit d'auteur dans le marché numérique?

- Monsieur le Ministre peut-il me communiquer la position du Gouvernement en particulier en ce qui concerne le droit voisin tel que proposé par la directive en question?

Réponse (11.04.2018) de **M. Etienne Schneider**, *Vice-Premier Ministre*, *Ministre de l'Économie*:

Les technologies numériques ont transformé la manière de produire du contenu créatif, de le diffuser et d'y accéder. Aujourd'hui, 49% des utilisateurs de l'Internet dans l'Union européenne accèdent à du contenu musical ou audiovisuel en ligne, et 40% des personnes âgées de 15 à 24 ans regardent la télévision en ligne au moins une fois par semaine¹. En 2015, le numérique est devenu la principale source de recettes pour la musique enregistrée².

Avec l'apparition de modèles économiques innovants et de services en ligne qui constituent désormais pour les consommateurs un moyen normal d'accéder à des contenus créatifs, force est de constater que certains éléments essentiels du cadre européen en matière de droit d'auteur, remontant principalement à la directive 2001/29/CE du 22 mai 2001 sur l'harmonisation de certains aspects du droit d'auteur et des droits voisins dans la société de l'information, ne sont pas adaptés à la nouvelle réalité numérique. En effet, alors qu'il existe par exemple des exceptions au droit d'auteur dans les domaines de l'éducation, de la recherche et de la préservation du patrimoine, rien n'est en revanche prévu en ce qui concerne les utilisations numériques, ce qui limite les possibilités pour les utilisateurs de profiter du potentiel qu'offrent les nouvelles technologies, en particulier à l'échelle transfrontière.

L'exécutif européen a présenté, le 14 septembre 2016, le paquet sur la «réforme du droit d'auteur» contenant une proposition de

¹ Eurostat: Enquête communautaire sur l'utilisation des TIC par les ménages et les particuliers, 2014.

² IFPI: Global Music Report, 2016.



règlement établissant les règles relatives à l'exercice du droit d'auteur et des droits voisins applicables à certaines transmissions en ligne des organismes de radiodiffusion et à la retransmission des programmes de télévision et de radio et une proposition de directive plus générale sur le droit d'auteur dans le marché unique numérique, proposition à laquelle l'honorable Député fait référence.

La proposition de directive relative au droit d'auteur dans le marché unique, fixe des règles visant à poursuivre l'harmonisation du droit de l'Union européenne applicable au droit d'auteur et aux droits voisins dans le cadre du marché intérieur, compte tenu, en particulier, de l'impact de l'évolution des technologies sur les utilisations numériques et transfrontières des contenus protégés. Elle s'articule autour de trois axes principaux:

- les exceptions et les limitations;
- faciliter les mécanismes de licences;
- améliorer et augmenter l'équité dans le marché intérieur.

La proposition de directive est en discussion au Conseil de l'Union européenne depuis novembre 2016.

Le Gouvernement accueille favorablement la proposition de directive de la Commission qui vise à adapter les règles du droit d'auteur de l'Union aux nouvelles réalités du marché afin que tous les acteurs puissent profiter du potentiel qu'offre ce nouvel environnement. Un cadre plus européen est en effet nécessaire pour surmonter la fragmentation et les frictions au sein d'un marché unique fonctionnel.

Néanmoins, il est essentiel de souligner que cette proposition de directive rassemble de nombreuses problématiques différentes (exceptions, limitations, mécanismes de licences, équité dans le marché intérieur) qui auraient peut-être gagnées à être discutées de manière séparée. Il est aussi possible de se demander si la directive peut permet de répondre aux mieux à tous les besoins des différents acteurs dans le marché concerné (utilisateurs, auteurs, producteurs, plateformes etc.).

Enfin, il est à signaler que cette proposition aurait nécessité plus de données concrètes dans l'étude d'impact ce qui aurait permis de justifier certains choix opérés dans le paquet sur la réforme du droit d'auteur¹.

En ce qui concerne plus particulièrement les dispositions énoncées à l'article 11 de la proposition de directive (COM)2016 593final), à savoir la protection des publications de presse pour des utilisations en ligne, il est à mettre en exergue que, dans le contexte numérique actuel, certaines plateformes utilisent trop souvent des articles ou contenus de presse (même s'il s'agit de simples titres) et en profitent pour les exploiter commercialement en y ajoutant par exemple de la publicité. Or, ni l'auteur, ni l'éditeur ne sont rémunérés sans autorisation leurs contenus, tout en garantissant un accès aussi large que possible aux utilisateurs.

Or, le choix de la Commission d'opter pour l'introduction d'un nouveau droit voisin pour les éditeurs ne semble pas être la réponse la plus opportune au problème en question. En effet, ce nouveau droit ajouterait une couche supplémentaire aux droits préexistants des droits d'auteur et risquerait aussi bien d'entrer en conflit avec l'utilisation normale de ces droits que de compliquer encore davantage un environnement déjà très complexe. De plus, il est légitime de se poser la question si la mise en place d'un nouveau droit pour les éditeurs de presse améliorera concrètement la position de négociation des éditeurs puisqu'ils sont déjà, en général et en pratique, titulaires des droits d'auteur de leurs journalistes ou qu'ils obtiennent des licences de ces derniers.

Afin de maintenir un équilibre entre les différents acteurs et de s'assurer qu'ils soient en mesure de bénéficier mutuellement de leurs services, le Gouvernement s'est attelé depuis septembre 2016 à soutenir l'adoption d'une présomption légale en faveur des éditeurs de presse en ligne pendant les négociations au sein du Conseil de l'Union européenne. De par cette proposition alternative, d'ailleurs soutenue au début des négociations par le Parlement européen et mentionnée par la Commis-

sion européenne dans son étude d'impact, les éditeurs seraient présumés détenir tous les droits des auteurs pour agir en leurs noms, ce qui leur permettrait d'intervenir plus utilement et plus rapidement contre toute utilisation illégale par un tiers. De plus, étant apte à lutter plus efficacement contre le piratage de leur contenu, leur position de négociation en sortirait également renforcée.

Cependant, compte tenu que la minorité de blocage favorable à cette proposition ne détenait plus le quorum nécessaire au cours des discussions au Conseil de l'Union européenne, les négociations devraient se poursuivre sur base des propositions initiales de la Commission européenne, à savoir la mise en place d'un nouveau droit voisin pour les éditeurs de presse.

En dépit du rejet de la proposition relative à la présomption légale, proposition qui aux yeux du Gouvernement répondait le mieux au problème présenté, le Luxembourg continue à s'engager en faveur d'une option équilibrée et juste pour tous les acteurs concernés.



Question 3694 (13.03.2018) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR) concernant le **classement de la région sud du pays en tant que «Réserve de Biosphère» par l'Unesco:**

Den Déifferdenger Buergermeeschter a PRO-SUD-President, Roberto Traversini, huet rezent an der Presse verlaude gelooss, datt hien Demarché lafen huet, fir d'Südregioun mat hiren Äerzofbauegbidder an hire charakteristesche Bëscher a Plateauen als Unesco-Biosphäreservat schützen ze loossen.

An der Gemengerotssëtzung vum 7. März 2018 - (<http://www.differdange.lu/administration/divers/infoblat/seance-du-7-mars-2018>): Punkt 4 ab der Sequenz 37.40) - huet den Déifferdenger Buergermeeschter dëst nach emol präziséiert a bemierkt, datt bis September 2018 eng Demande an deem Sënn bei der Unesco kéint agereecht ginn.

Am Kader vun dëser Informatioun wollt ech e puer Froen un d'Madamm Ëmweltminister an un den Här Kulturminister stellen:

1. Wat genee bedeit esou e Klasement als Biosphäreservat?
2. Wat ass esou eenzegaarteg un deem fréieren Tagebauegbit? Wou ass d'Plus-value, fir elo wëllen en Unesco-Biosphäreservat an deem Gebitt auszeweisen?
3. Wéi sinn d'Pläng an d'Iddien, fir eng Regioun als Unesco-Site auszeweisen an ze schützen, kompatibel mat dem aktuelle Projet um Site vun der Gemeng Déifferdeng, fir do wëllen e Wandpark opzerichten?

Réponse commune (03.04.2018) de **Mme Carole Dieschbourg**, *Ministre de l'Environnement* et de **M. Xavier Bettel**, *Ministre de la Culture*:

ad 1. Biosphäreservater si Gebidder, déi zum Deel duerch national Naturschutzgesetzter geschützt sinn an déi vun der Unesco international unerkannt kënnen ginn. Dës Unerkennung geschitt am Kader vun Unesco-Programm „Man and Biosphere“ (MAB, L'Homme et la Biosphère). Niewent dem Naturschutz gëtt an dëse Biosphäreservater grouss Wäert op nohaltig Entwécklung geluecht. Esou si si Modellregiounen, wou Konservatioun, Fuerschung, Sensibilisatioun vun de Mënschen, déi do liewen, a vun den Touristen souwéi Bildung groussgeschriwwen ginn.

D'Bedeutung vun esou engem Klasement ass grouss: Duerch dat weltwäit Netz vun den Unesco-Biosphäreservater (669 an 120 Länner) kënnen et zu engem internationalen Austausch vun Erfahrungen a Best Practices, zu enger internationaler, gemeinsamer a partizipativer Approche fir d'Ëmsetzung vun der Agenda 2030 an zu engem gréisseren Bewusstsein fir déi Géigend, an där ee leeft oder déi ee besicht. Déi jonk Leit, déi an esou enger Regioun liewen, si sech scho fréi bewosst, wéi wichteg et ass, Ökosystemer ze kennen an ze erhalen, a gewuer ze ginn, wat si kënnen dozou bäidroen, dass hiert direkt Liewensëmfeld sech nohaltig entwéckelt. Well d'Recherche - esouwuel op engem naturhistoresche wéi och historeschen, soziologeschen a kulturelle Plang - e wichtige Bestanddeel vun deem Programm ass, kann onst Land allgemeng vun esou engem Projet profitieren.

ad 2. D'Iddi vun dëser Kandidatur geet op d'Lëtzebuerger Unesco-Kommissioun zrëck, déi a permanentem Austausch mat de kommunalen Autoritéiten vun de Südgemengen ass, déi am PRO-SUD regroupéiert sinn. Doraus geet ervir, dass dëse Projet sech net nëmmen op d'Tagebauegbidder beschränkt, mä och op

Géigenden aus dem Süden, déi aner Spezifistëiten hunn, déi fir e Programm interessant sinn, dee sech mat der Interaktioun vu Mënsch an Natur ausenanner setzt.

Duerch déi national Gesetzgebung, wéi och duerch europäesch Programmer wéi Natura 2000, sinn an de PRO-SUD-Gemenge schonn eng ganz Rei Naturschutzgebidder ausgewisen. Och ginn et an deene Gemenge vill an interessant Initiative ronderëm den Naturschutz, d'Industriegeschicht, d'Awanderung an d'Nohaltegkeet. Konkret um Terrain heescht dat, eng responsabel Entwécklung ëmzesetzen, déi den natierlechen, historeschen a soziokulturelle Ressourcë Rechnung dréit.

Eng Plus-value fir déi ganz Géigend an den Asaz vu ville privaten a kommunalen Initiativen ass d'Memberschaft an engem weltwäite Réseau, dee vun der Unesco gedroe gëtt.

ad 3. Dës Kandidatur ass e komplexe Virgank, mat deem sech am Moment eng Aarbechtsgrupp beschäftegt, déi aus Vertrieeder vun der Unesco-Kommissioun, der Verwaltung vum Aménagement du territoire, der Administration de la nature et des forêts, dem ORT, der Animation culturelle aus dem Süden, dem Gemengesyndikat PRO-SUD, dem naturhistoresche Musée an externen Experte besteet. Si schléisst d'Virbereedung um Kandidatursdossier fir de September 2018 of, fir duerno eng grouss partizipativ Phas mat Biergerforen a Ronndëschegesprécher unzefänken. Den definitive Kandidatursdossier soll dann am September 2019 bei der Unesco zu Paräis agereecht ginn.

Eng wichteg Aarbecht vun deem Groupe de travail ass d'Bestëmmung vun deenen eenzelnen Zonen. Eng Réserve de biosphère, wéi den MAB-Programm vun der Unesco se virgesäit, besteet aus dräierlee Zonen:

- eng (oder méi) Zentralzon(en), an där d'national Gesetzgebung d'Natur, d'Ökosystemer an d'Biodiversitéit laangfristeg schützt,

- Pufferzonen, déi ronderëm déi Zentralzon(en) leien an an deenen d'Recherche, d'nohaltig Entwécklung, den Ökotourismus, an d'Sensibilisatioun fir d'Agenda 2030 am Mëttelpunkt stinn,

- d'Entwécklungs- oder d'Iwwergangszon, an där d'Mënsche wunnen a schaffen.

An dësem Kontext ass et wichteg festzehalen, dass d'Unesco kengerlee Fuerderunge stellt, mä sech ausschliisslech op déi national Reglementer a Gesetzger berëfft, déi et an deem Land ginn, dat seng Kandidatur fir den MAB-Programm stellt. Esou eng Kandidatur mécht awer just Sënn, wann Naturschutz an Nohaltegkeet och an der Entwécklungszon respektéiert ginn.

An deem Sënn schreift dee geplangte Wandpark vun der Gemeng Déifferdeng sech gutt an de Konzept vun engem Biosphäreservat an, well erneierbar Energien e wichtige Bestandteil vun nohalterger Entwécklung a Klimaschutz sinn.

Dëse Projet, deen och am Kontext vun Esch 2022 ze gesinn ass, awer iwwert d'Kulturjoer eraus Bestand huet, soll dozou bäidroen, dass de Süden als Industriekulturlandschaft wouergeholl gëtt.



Question 3695 (13.03.2018) de **M. David Wagner** (déi Lénk) concernant la **baisse temporaire de la fiscalité lors de la vente de biens immobiliers:**

En date du 1^{er} juillet 2016 une modification de l'article 99ter de la loi modifiée concernant l'impôt sur le revenu du 4 décembre 1967 est entrée en vigueur, réduisant de moitié la taxation des plus-values immobilières réalisées dans le cadre de l'article précité. Selon l'exposé des motifs du projet de loi cette mesure provisoire dont l'échéance était initialement fixée au 31 décembre 2017 avait pour vocation «... de déclencher une action offensive et positive en vue d'augmenter l'offre de terrains à bâtir et d'habitations».

Cette mesure a ensuite été prorogée pour une année supplémentaire avec l'entrée en vigueur de la loi du 15 décembre 2017 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2018. Le rapport sur ce projet de loi explique cette prorogation par la volonté du Gouvernement «...de contribuer à l'augmentation de l'offre de terrains à bâtir et d'habitations en assouplissant la fiscalité en matière de réalisation de terrains et d'immeubles bâtis».

Partant, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances, à Monsieur le Ministre du Logement et à Monsieur le Ministre de l'Intérieur:

1. Messieurs les Ministres ont-ils basé leur décision de proroger cette disposition sur un premier bilan de l'efficacité de la mesure en matière de mobilisation de terrains et d'habitations? Dans l'affirmative, pourront-ils partager ce bilan avec les membres des commissions parlementaires compétentes?

2. Le nombre de ventes de terrains et d'habitations a-t-il connu une augmentation suite à la baisse de la taxation des plus-values immobilières? Dans l'affirmative, Messieurs les Ministres disposent-ils de données permettant d'établir un lien explicite entre la baisse de la taxation et l'augmentation des ventes immobilières?

3. Messieurs les Ministres peuvent-ils donner des précisions relatives aux demandes de permis de construire? Les communes ont-elles enregistré une hausse subséquente à l'introduction de cette réforme sur la taxation de la plus-value et si oui, de quel ordre?

4. Messieurs les Ministres ont-ils déjà pu déterminer si les recettes de la taxation des plus-values immobilières réalisées dans le cadre de l'article 99ter de la loi modifiée concernant l'impôt sur le revenu du 4 décembre 1967 ont connu une évolution suite à la mesure citée? Si oui, laquelle?

Réponse commune (11.04.2018) de **M. Pierre Gramegna**, *Ministre des Finances*, de **M. Marc Hansen**, *Ministre du Logement*, et de **M. Dan Kersch**, *Ministre de l'Intérieur*:

Par la loi du 29 juin 2016 portant modification d'une disposition en matière d'impôts directs, les plus-values immobilières réalisées dans le cadre de l'article 99ter LIR ont été imposées entre le 1^{er} juillet 2016 et le 31 décembre 2017 à un taux d'impôt réduit qui s'élève au quart du taux global. Cette mesure a été prolongée d'une année supplémentaire jusqu'au 31 décembre 2018 par la loi du 15 décembre 2017 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2018.

La décision de proroger cette disposition d'une année supplémentaire a été basée sur une première analyse non exhaustive des données statistiques à disposition. Le nombre de ventes de terrains et d'habitations a augmenté d'environ 9% l'année 2016 et l'année 2017. Environ 1.760 terrains ont été vendus en 2015 et 2016 respectivement, alors que l'Administration de l'enregistrement et des domaines a recensé 1.923 ventes de terrains en 2017.

Les effets de l'imposition au quart du taux global sur les autorisations de construire sont cependant difficilement mesurables à l'heure actuelle. En effet, il y a lieu de constater que les données relatives aux autorisations délivrées ne sont disponibles que jusqu'au mois de septembre 2017, c'est-à-dire seulement sur les 15 mois qui suivent l'entrée en vigueur de la mesure fiscale précitée. Or, une fois l'acquisition d'un terrain ou immeuble effectuée, l'élaboration d'un projet d'architecture, la constitution du dossier relatif à la demande d'autorisation de construire de même que la délivrance d'une autorisation de construire impliquent généralement un laps de temps pouvant, le cas échéant, dépasser les 15 mois susmentionnés. Partant, il n'est pas possible de procéder à une analyse qui mettrait en évidence les implications de l'imposition au quart du taux global par rapport aux autorisations de construire avant fin 2020. Ce n'est qu'à ce moment que le Gouvernement disposera de données suffisantes relatives à l'acquisition d'immeubles pour lesquelles les propriétaires ont pu profiter des mesures fiscales précitées, d'une part, et pour lesquelles les propriétaires auraient pu, dans un laps de temps raisonnable, obtenir une autorisation de construire, d'autre part.

De même, l'effet de l'imposition au quart du taux global de la plus-value immobilière réalisée sur les recettes fiscales est difficile à estimer avec certitude à l'heure actuelle. En raison du décalage connu et inévitable dans les impositions, l'Administration des contributions directes a pu traiter 83,06% (statistiques au 28.02.2018) des déclarations relatives à l'année d'imposition 2016, mais seulement une minorité des déclarations relatives à l'année d'imposition 2017. Un montant de 18,3 millions d'euros a actuellement été encaissé suite à l'imposition au quart du taux global de la plus-value immobilière réalisée pendant l'année d'imposition 2016.

En conclusion, sur base de ces premiers éléments, on peut estimer que l'imposition au quart du taux global devrait avoir eu un effet nettement positif sur l'offre de terrains à bâtir et d'habitations. La délégation du Fonds monétaire international s'est d'ailleurs prononcée dans un même sens, en constatant dans le cadre de la mission récente Article IV que «The temporary reduction in the tax on capital gains for real estate sales by end 2018 may never-

¹ <https://ec.europa.eu/digital-single-market/en/news/impact-assessment-modernisation-eu-copy-right-rules>



theless encourage sales in constructible land», ce qui corrobore les analyses du ministère.

Question 3697 (13.03.2018) de **Mme Martine Hansen et M. Marco Schank** (CSV) concernant le **manque de lits au Centre Hospitalier du Nord**:

Selon nos informations, des patients qui ont récemment été transportés en ambulance au Centre Hospitalier du Nord (CHdN) n'auraient pas pu être hospitalisés, faute de lits disponibles, et auraient dû, malgré leur état, rentrer chez eux, et ce même pendant la nuit.

Au vu de ce qui précède, nous aimerions poser plusieurs questions à Madame la Ministre de la Santé:

- Est-ce que Madame la Ministre peut confirmer ces informations?

- Dans l'affirmative, de quelle manière Madame la Ministre entend-elle résoudre le problème?

Réponse (16.04.2018) de **Mme Lydia Mutsch**, *Ministre de la Santé*:

Après demande des services du Ministère de la Santé auprès du Centre Hospitalier du Nord, je ne suis pas en mesure de confirmer les informations des honorables Députés, selon lesquelles des patients, récemment transportés en ambulance au CHdN, n'auraient pas pu être hospitalisés, faute de lits disponibles, et auraient dû rentrer chez eux, malgré un état de santé nécessitant une hospitalisation.

La décision d'hospitalisation d'un patient relève du médecin, selon son évaluation clinique réalisée en présence du patient. Aussi, l'obligation d'assurer les premiers soins urgents et la continuité des soins qui s'applique à tout prestataire de soins de santé impose au prestataire, qui serait dans l'incapacité de prodiguer les soins requis, d'assister le patient, sur sa demande, «dans la recherche d'un autre prestataire apte à assurer les soins requis».

Le renvoi à domicile d'un patient qui aurait nécessité une hospitalisation immédiate serait dès lors contraire à ces dispositions.

En outre, les patients nécessitant une hospitalisation urgente mais ne pouvant être admis dans un établissement hospitalier faute de lits disponibles sont transférés vers un autre établissement.

Dans ce contexte, il convient également de rappeler que la gestion des lits hospitaliers au sein des établissements hospitaliers incombe à l'organisme gestionnaire, et, par délégation, au directeur général de l'établissement hospitalier, qui est en charge d'assurer la gestion journalière de l'établissement et d'en organiser son fonctionnement.

Dans le cadre de la loi du 8 mars 2018 relative aux établissements hospitaliers et à la planification hospitalière, entrée en vigueur le 1^{er} avril 2018, les hôpitaux sont invités à soumettre au Ministre ayant la santé dans ses attributions, dans un délai de quatre mois suivant l'entrée en vigueur de la prédite loi, un projet d'établissement, ainsi que des projets d'exploitation de services hospitaliers, projets dans lesquels ils solliciteront le nombre de lits hospitaliers qu'ils estimeront adéquats à une prise en charge adaptée de leur patientèle.

Par la loi précitée, l'adéquation de l'offre hospitalière aux besoins de la population est assurée, tout en tenant compte des informations issues de la carte sanitaire, de l'évolution démographique de la population résidente, des données relatives à l'état de santé de cette population ainsi que de comparaisons internationales. Ce processus d'autorisation permettra ainsi d'assurer la planification d'une offre hospitalière de qualité, répondant aux besoins établis, dans un souci permanent d'assurer la meilleure prise en charge possible.

Question 3698 (14.03.2018) de **MM. Marc Lies et Emile Eicher** (CSV) concernant la **réforme des finances communales**:

La loi du 14 décembre 2016 portant création d'un fonds de dotation globale des communes a introduit de nouveaux critères de redistribution en vue de la répartition des avoirs du Fonds de dotation globale des communes. Les communes viennent de recevoir le décompte de l'année 2017, le premier de ce genre depuis l'entrée en vigueur de la loi susmentionnée.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Intérieur:

- Monsieur le Ministre peut-il fournir dans un tableau pour l'année 2017 le détail par commune de la répartition du Fonds de dotation globale des communes suivant les nouveaux critères de péréquation tels que définis à l'article 3, paragraphe (2) de la loi du 14 décembre 2016 portant création d'un fonds de dotation globale des communes?

- Monsieur le Ministre peut-il fournir pour l'impôt commercial communal un tableau détaillé par commune des recettes d'impôt perçues en 2017 et le détail de leur redistribution aux communes du pays?

- Monsieur le Ministre peut-il fournir un tableau retraçant les montants par commune de leur contribution au Fonds pour l'emploi pour l'année 2017?

- Monsieur le Ministre peut-il mettre à disposition des députés un tableau comparatif pour toutes les communes de la dotation totale par habitant sur base des comptes FCDF et ICC de 2015 et 2017?

Réponse (17.03.2018) de **M. Dan Kersch**, *Ministre de l'Intérieur*:

Les honorables Députés s'enquière du décompte 2017 du Fonds de dotation globale des communes.

Notons que la réforme des finances communales, mise en œuvre par la loi du 14 décembre 2016 portant création d'un Fonds de dotation globale des communes, a notamment mis en place ce fonds et introduit de nouveaux critères de répartition des avoirs aux communes, à savoir:

1. une dotation forfaitaire
2. la population ajustée (82% de la dotation)
3. les emplois salariés (3%)
4. l'indice socio-économique (9-10%)
5. les logements sociaux (0-1%)
6. la superficie totale ajustée (5%).

La répartition des avoirs du Fonds de dotation globale des communes, qui regroupe dorénavant une partie des recettes de l'impôt commercial communal, se fait selon les règles fixées par la loi précitée.

Le décompte de l'année 2017, chiffres à l'appui, m'a permis de dresser un premier bilan positif de la réforme des finances communales qui a atteint les objectifs escomptés, à savoir:

- maintenir la diversité des recettes non affectées des communes

- assurer la stabilité des finances communales

- contrebalancer les disparités existantes et ce tant au niveau local, entre communes, qu'au niveau régional, en prenant comme point de repère les quatre circonscriptions électorales.

Le revenu par habitant le plus élevé dépassait, en effet, avant la réforme, le revenu le plus bas de 104,7%. Après la réforme, ce taux est réduit à 60,93%. L'écart entre le revenu par habitant le deuxième plus haut et le plus bas est réduit de 81,4% à 33,06% par l'effet de la réforme. Au niveau régional, la différence de revenu par habitant entre régions passe de 5,7% à 2,7%.

Il est indéniable que ce rééquilibrage des avoirs des communes a notamment été facilité par une dotation supplémentaire du budget de l'État aux communes de l'ordre de 98,7 millions d'euros.

Rappelons que la réforme des finances communales a supprimé la participation des communes dans le coût des rémunérations du personnel de l'enseignement fondamental, compensée, en partie, par la suppression de la contribution de l'État au financement de la Caisse de prévoyance des fonctionnaires communaux.

Ajoutons que la refonte du mécanisme de participation des communes au Fonds de l'emploi est également un élément de la réforme globale des finances communales.

Finalement, je tiens à préciser que la réforme a introduit une mesure compensatoire, à charge de l'État, pour les communes dont le décompte de 2017 est inférieur au décompte de l'année 2015, décomptes établis suivant les dispositions légales.

Alors qu'il avait initialement été prévu que 18 communes devraient être indemnisées à raison de dix millions d'euros, le décompte de l'année 2017 a révélé que seules quatre communes devront être indemnisées à raison de 1,5 millions d'euros au total, autre preuve que la réforme des finances communales est un succès.

Ceci étant dit, les honorables Députés demandent des chiffres détaillés sur les finances communales des années 2015 et 2017 qui sont reproduits dans le tableau en annexe à la présente. Je tiens cependant à informer les honorables Députés que les chiffres demandés ne permettent pas d'évaluer la réforme des fi-

nances communales vu qu'il échet d'apprécier les différents éléments de la réforme décrits ci-avant, dans leur ensemble.

Ainsi, les dotations totales par habitant des communes des années 2015 et 2017 demandées par les honorables Députés ne se prêtent pas à une comparaison objective.

Aussi, et dans un esprit de transparence et d'objectivité, je me permets de joindre, en annexe, les chiffres et tableaux significatifs du premier bilan de la réforme présentés lors de ma conférence de presse du 30 mars 2018.

(*Annexes à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.*)

Question 3701 (14.03.2018) de **M. Gast Gibéryen** (ADR) concernant l'**impôt sur le revenu**:

D'Press mell, datt de franséischen Europa- an Ausseminister, während enger Froestonn am Senat, sech als Objektiv ginn huet, datt en Deel vun der Lounsteier, déi déi franséisch Frontaliere zu Lëtzebuerg bezuelen, misst „zréck“ u Frankräich bezuelt ginn („... un retour sur l'impôt sur le revenu...“). Dëse Sujet soll schonns den 20. Mäerz zu Paräis op enger „conférence franco-luxembourgeoise“ op d'Dagesuerdnung kommen.

Dowéinst wéilt ech dem Här Finanzminister dës Froe stellen:

1) Kann den Här Minister bestätegen, datt dës Reunion den 20. Mäerz stattfënnt?

2) Steet de Punkt vum Opdeele vun de Steieren op der Dagesuerdnung vun dëser Reunion?

3) Wa jo, zanter wéini huet d'Regierung Kenntnis vun dëser Demande säitens Frankräich?

4) Huet Frankräich am Virfeld vun där Reunion Lëtzebuerg Dokumenter an Informatiounen zoukomme gelooss, wéi si sech dat virstellen, a wéi eng Repercussiounen hätt dat op eise Statsbudget?

5) Wéi eng Haltung hält Lëtzebuerg zu dësem Thema?

6) Wa Lëtzebuerg net averstanen ass, d'Lounsteier mat Frankräich ze deelen, wéi eng Mëglichkeeten huet Lëtzebuerg dann, fir dëst ze verhënnern?

7) Ginn et äänlech Fuerderungen aus der Belsch oder aus Däitschland?

Réponse (04.04.2018) de **M. Pierre Gramegna**, *Ministre des Finances*:

D'Press huet d'Aussoe vum franséischen Europa- an Ausseminister während der Froestonn am Senat den 13. Mäerz 2018 leider net komplett zitéiert. De Minister huet dat heite gesot:

«Nous souhaitons tout particulièrement évoquer avec le Luxembourg la facilitation de la vie quotidienne des 90.000 travailleurs frontaliers en prenant des engagements communs afin de cofinancer les infrastructures à leur bénéfice. Je pense tout particulièrement aux infrastructures de transport, cela fera partie des discussions que nous aurons sur le rééquilibrage de la relation transfrontalière, y compris (...) avec l'objectif d'un retour sur l'impôt sur le revenu que le Luxembourg prélève sur nos frontaliers.»

Den 20. Mäerz huet am Kader vun der Statsvissitt en „Séminaire intergouvernemental“ stattfonnt, un deem och de Finanzminister deelgeholl huet. De Sujet, op deem dës parlamentaresch Fro sech bezitt, stoung net op der Dagesuerdnung a gouf och net ugeschwat.

Allerdéngs ass während deem Seminaire een neit Steieroffkomes mat Frankräich ënnerschriwwé ginn. Dësen Accord gesäit kloer vir, dass d'Lounsteier vun der Frontalieren integral weider zu Lëtzebuerg wäert bleiwen.

Am Kader vun deem Seminaire ass och een Accord fir e Kofinanzement vun Infrastrukturprojeten ënnerschriwwé ginn, sou wéi dat vum Här Le Drian am Senat ugedeit gi war. Den Entsprechenden Avant-projet de loi ass den 30. Mäerz 2018 vum Regierungsrat approuvéiert ginn.

Question 3709 (20.03.2018) de **M. Léon Gloden** et **Mme Nancy Arendt** (CSV) concernant les **cambriolages et vols liés aux véhicules**:

D'après les récentes statistiques de la Police grand-ducale issues du rapport d'activité de 2017, «les cambriolages dans les véhicules

posent (...) problème». En effet, les «vols liés aux véhicules» ont connu une hausse de 27,4% par rapport à l'année précédente, tout comme également les «cambriolages dans des maisons non habitées» (+16,36%). Quant aux maisons habitées, la police note une hausse néanmoins de 3,9%.

Ainsi qu'il ressort de la réponse à la question parlementaire n°1514 du 21 octobre 2015 concernant la hausse des cambriolages, Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure avait, conjointement avec le Ministre de la Justice, engagé des concertations au sujet de nouveaux moyens légaux permettant de prévenir et de combattre plus efficacement la criminalité.

Au vu de ce qui précède, nous aimerions poser les questions suivantes:

1) Comment Monsieur le Ministre s'explique-t-il le fait que les cambriolages sont de nouveau en hausse, alors que ce type d'infractions a connu une baisse notable depuis 2014? Qu'en est-il des vols liés aux véhicules?

2) Monsieur le Ministre peut-il nous dire si les concertations engagées conjointement avec le Ministre de la Justice au cours de l'année 2015 ont finalement abouti et dans l'affirmative nous faire part des conclusions y relatives?

Réponse (11.04.2018) de **M. Etienne Schneider**, *Ministre de la Sécurité intérieure*:

ad 1) Notons d'emblée que la délinquance globale a connu une baisse notable au cours des dernières années avec 43.087 infractions en 2014 par rapport à 36.721 infractions en 2017. Plus précisément d'importantes baisses ont pu être enregistrées notamment dans les domaines des affaires de stupéfiants, des vols avec violences, d'atteintes aux mœurs, ainsi que pour les infractions de coups et blessures volontaires et les véhicules volés.

En ce qui concerne les vols liés aux véhicules, les chiffres restent plus ou moins stables avec 2.428 infractions enregistrées en 2014 contre 2.424 infractions enregistrées en 2017 et ce malgré une hausse en 2017 par rapport à l'année 2016. Une explication éventuelle de cette hausse réside dans le fait que les auteurs utilisent de plus en plus des systèmes facilitant l'ouverture et/ou le démarrage de véhicules (système Keyless). Pour remédier à cette délinquance, des patrouilles préventives ont été effectuées par la police sur les parkings publics afin de sensibiliser les conducteurs de véhicules de ne pas laisser des objets de valeur dans leur véhicule.

À la fin de l'année 2017, un concours a été lancé avec une classe artistique du Lycée de Garçons d'Esch-sur-Alzette pour créer un nouveau panneau «vols dans les véhicules». Ce panneau sera présenté lors d'une campagne de sensibilisation aux mois d'avril-mai 2018 et les mesures suivantes sont prévues:

- la diffusion de messages de prévention dans les médias;

- la mise à disposition de tracts et de panneaux de sensibilisation;

- la distribution de flyers «La police informe».

Aussi, les chiffres en matière de cambriolages montrent-ils une baisse entre 2014 avec 2.568 infractions et 2017 avec 2.024 infractions accomplies. Les cambriolages accomplis dans les maisons habitées connaissent également une baisse significative avec 1.951 infractions en 2014 contre 1.261 infractions en 2017 et ce malgré une légère hausse en 2017 par rapport à l'année 2016. Ces chiffres montrent que les mesures de sécurité (y inclus protections mécanique et électrique) ont porté leurs fruits et que la sensibilisation auprès du public a augmenté la vigilance des citoyens qui ont plus souvent averti le 113 de comportements suspects.

Dans ce contexte, il y a lieu de mentionner que la campagne «anticambriolage» menée du 2 octobre 2017 au 31 janvier 2018 a conduit à l'interpellation de 47 auteurs en flagrant délit et à l'identification de 123 auteurs suite à des enquêtes des différents services de la Police grand-ducale.

ad 2) Les travaux entre autres législatifs concernant la réforme de la police et permettant de prévenir et de combattre plus efficacement la criminalité sont en cours de finalisation.